

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Échange d'informations fiscales
Suicide et prévention de suicide
Centres de recherche publics

p. 50
p. 43
p. 32

Sommaire des séances publiques n°s 3 et 4
Sommaire des questions parlementaires

p. 60
p. Q30

3^e séance
4^e séance

Jeudi 16 octobre 2014
Mardi 4 novembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Répartis dans quatre ateliers

Plus de 70 jeunes ont débattu à la Chambre

«La confiance c'est bien - le contrôle c'est mieux?» Telle était la question centrale de la Convention des jeunes 2014 qui s'est tenue le 7 novembre à la Chambre des Députés réunissant plus de 70 participants.

Qui peut-on encore croire? Jusqu'où peut-on encore avoir confiance? Et comment gagner la confiance des citoyens, des consommateurs, des élèves ou étudiants?

Répartis dans quatre ateliers, les jeunes ont débattu avec des experts d'horizons divers sur des questions d'actualité concernant l'alimentation, la démocratie, l'éducation et la religion.

À la suite de ces réflexions, les jeunes ont eu l'occasion de présenter leurs conclusions au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'à une douzaine de députés et de membres du Parlement européen, présents dans la salle plénière de la Chambre.

M. Di Bartolomeo a salué l'engagement dont les participants ont fait preuve et les a encouragés à s'impliquer dans la vie politique.



LL. MM. le Roi et la Reine d'Espagne et le Président allemand en visite au Grand-Duché



Photo © SIP / Charles Caratini

Sur invitation de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, Leurs Majestés le Roi Felipe et la Reine Letizia d'Espagne ont effectué une visite officielle au Grand-Duché de Luxembourg le 11 novembre 2014.

À cette occasion, une audience fut accordée au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

* * *

Dans le cadre de sa visite d'État au Luxembourg du 3 au 5 novembre 2014, le Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Joachim Gauck, a reçu en audience au Palais grand-ducal une délégation parlementaire composée de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, Mme Si-

mone Beissel, M. Henri Kox et M. Laurent Mosar, Vice-Présidents, M. Marc Angel, membre du Bureau de la Chambre et président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.



Photo © SIP

10 nouvelles pétitions ouvertes à signatures

Depuis le 14 novembre jusqu'au 26 décembre, dix pétitions publiques sont ouvertes à signatures sur le site de la Chambre. Il s'agit des pétitions suivantes:

- Augmentation des frais de route transport routier (422)
- Steierlech Erlichterung fir Familles monoparentales a Besteuerung vun de Familles monoparentales an der Steierklass 2 (434)
- Zukunftspak fir proppert a gesond Waasser (461)
- Pour que le gouvernement luxembourgeois reconnaisse l'État de Palestine et contribue par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient (462)
- Construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et y faire circuler des trains (463)
- Fir d'Kierzung vun den Ausgabe vun der Monarchie (464)
- Fir eng Steierreform bei de Wittfraen a Wittmänner (466)
- Pour une tranche d'impôt supplémentaire sur les grands revenus (467)
- Pour une interdiction de vente de boissons énergisantes aux mineurs au Grand-Duché de Luxembourg (470)
- Pour l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution (472)

Un forum de discussion accompagne toute pétition sur le site de la Chambre. Pour pouvoir signer une pétition, vous devez être âgé de 15 ans (minimum) et disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois. Les résidents étrangers et les frontaliers peuvent donc également participer.

Amitié parlementaire luso-luxembourgeoise

Avec près de 90.000 habitants de nationalité portugaise au Grand-Duché, il va de soi que les relations entre parlementaires luxembourgeois et portugais se situent dans un contexte particulier.

Le président du groupe d'amitié parlementaire Portugal-Luxembourg, M. Paulo Pisco, en visite de travail à Luxembourg, a pu rencontrer le 13 novembre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et M. Marc Angel, membre du Bureau de la Chambre et président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les trois hommes politiques se sont félicités des bonnes relations entre Luxembourgeois et Portugais. M. Pisco a notamment estimé que «les Portugais sont bien accueillis et intégrés au Luxembourg». Il a dépeint la situation économique difficile dans laquelle se trouve son pays, tout en expliquant que de premiers signaux positifs ont commencé à émerger. Le multilinguisme caractérisant le système scolaire luxembourgeois fut également abordé lors de l'entrevue dont on peut encore retenir le souhait de maintenir et d'approfondir le contact entre le groupe d'amitié Portugal-Luxembourg et la Chambre des Députés.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Paulo Pisco et M. Mars Di Bartolomeo

Relations amicales entre la Chambre et le Bundestag



(de gauche à droite) M. Henri Kox, M. Patrick Schnieder, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gunther Krichbaum et M. Marc Angel

À l'occasion de la visite d'État du Président de la République fédérale d'Allemagne, deux membres du Bundestag, M. Gunther Krichbaum, président de la Commission des Affaires

européennes, et M. Patrick Schnieder, président du groupe d'amitié parlementaire DEBELUX ont eu une entrevue à la Chambre des Députés avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, les

Vice-Présidents Mme Simone Beissel et MM. Henri Kox et Laurent Mosar, ainsi qu'avec M. Marc Angel, membre du Bureau de la Chambre et président de la Commission des Affaires

étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les sujets de discussion furent divers, allant de l'imposition des sociétés multinationales au Luxembourg jusqu'aux défis d'une politique favorisant l'emploi en Europe. Lors de l'échange de vues, M. Di Bartolomeo a souligné l'importance des relations amicales entre le Luxembourg et l'Allemagne permettant à son avis de discuter de tous les sujets sans aucun tabou. «Nous sommes heureux de l'échange mutuel et du partenariat sincère entre nos deux pays, au niveau national tant qu'à l'échelle de la Grande Région.», a expliqué le Président de la Chambre des Députés.

Les députés des deux pays ont constaté un manque de confiance de la part des citoyens envers l'Union européenne. Afin de contrer cette crise de confiance, ils se sont exprimés en faveur d'un renforcement de la transparence et du dialogue entre les parlements nationaux. Selon M. Di Bartolomeo, une meilleure connexion entre les députés nationaux sera une des priorités lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015.

Visite du nouveau Premier Ministre belge

Début novembre, le Président de la Chambre des Députés a accueilli le nouveau Premier Ministre belge, M. Charles Michel, pour une visite de courtoisie.

Le Premier Ministre a d'emblée confirmé vouloir poursuivre les excellentes relations entretenues depuis toujours entre la Belgique et le Luxembourg qui se manifestent notamment à travers les nombreuses coopérations à différents niveaux, dont l'UEBL et le Benelux.

Ce dernier bénéficiera par ailleurs d'une attention particulière des deux

gouvernements qui souhaitent lui conférer une démarche plus efficace, orientée vers l'apport de résultats concrets pour les citoyens et tournée vers l'avenir.

M. Michel a admis que la formation du nouveau gouvernement belge a nécessité de longues négociations avec les partis politiques qui l'ont finalement amené à se focaliser sur un dessein commun, celui d'entreprendre des réformes économiques et sociales.

Parmi les réformes destinées à remettre d'aplomb le marché du tra-

vail et à améliorer la compétitivité des entreprises figure la baisse du coût salarial pour les entreprises, couplée à une réforme fiscale dans le but de creuser le différentiel entre le revenu d'un salarié et l'indemnité d'un chômeur afin d'encourager le retour de ces derniers sur le marché du travail.

Dans l'optique de ramener la Belgique à un équilibre budgétaire dès 2018, le nouveau gouvernement a décidé le report de l'indexation prévue pour 2015, sans pour autant vouloir remettre en cause le principe.

Parallèlement, l'annonce du relèvement de l'âge légal du départ à la retraite à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030 risque de provoquer des remous au sein de la population.

Le Président de la Chambre des Députés quant à lui a rendu attentif son interlocuteur aux dangers d'une fracture sociale et insisté sur la nécessité d'un équilibre entre les priorités économiques et financières, d'un côté, et le social, de l'autre.

Finalement, le Premier Ministre belge a assuré que la prolongation de l'exploitation des deux réacteurs nucléaires, l'un à Tihange et l'autre à Doel, ne sera réalisée qu'à condition que la sécurité soit garantie à un niveau très élevé et il a promis une entière transparence dans l'échange d'informations avec ses pays voisins. Au nom de la Chambre des Députés, M. Di Bartolomeo a plaidé pour la fermeture des deux centrales, notamment celle de Tihange.

Rencontre du Président avec le Vice-Président de la Knesset



M. le Dr Ahmed Tibi et M. Mars Di Bartolomeo

Le 7 novembre 2014, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a eu un entretien avec le Dr Ahmed Tibi, Vice-Président de la Knesset (Parlement de l'État d'Israël) et représentant du bloc des parlementaires arabes.

Lors de cet échange de vues, les deux interlocuteurs ont abordé la situation difficile des Palestiniens, sur-

tout dans les territoires palestiniens. M. Di Bartolomeo a souligné que seuls le droit d'existence d'un État palestinien et le droit à la sécurité de l'État d'Israël pourraient garantir une paix durable dans la région. Le Président de la Chambre des Députés a plaidé dans ce contexte pour une approche commune au niveau européen.



M. Michel signe le Livre d'Or de la Chambre.

Humaniser et démocratiser le processus de globalisation



Mme Anne Brasseur accueillant Sa Sainteté le Pape François.

«Nous saluons avec reconnaissance votre engagement pour défendre les valeurs qui sont à la base de la Convention européenne des droits de l'Homme, valeurs qui unissent tous les Européens. Notre but est de construire une Europe unie sur la base de valeurs communes tout en respectant notre diversité; c'est ce qui constitue notre force et notre richesse.», a déclaré la Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Mme Anne Brasseur, le 25 novembre en accueillant Sa Sainteté le Pape François venu s'exprimer devant le Conseil de l'Europe lors d'une session solennelle de l'ensemble de ses institutions.

«Notre objectif commun doit être d'humaniser et de démocratiser le processus de globalisation.», a-t-elle poursuivi en se référant au discours du Pape précédant le sien et son ho-

mélie à Lampedusa en juillet dernier dans laquelle il a dénoncé la «globalisation de l'indifférence».

«La dimension religieuse du dialogue interculturel est au centre de nos préoccupations. Je vous suis infiniment reconnaissante de votre proposition de créer une nouvelle agora comme plate-forme de dialogue et d'échange.», a relevé la Présidente de l'APCE.

Mme Brasseur a ensuite insisté sur le fait que ce dialogue est aujourd'hui plus important que jamais, étant donné que certains prêchent la violence et justifient les plus graves atteintes aux droits de l'Homme en se fondant sur la croyance, ce qui discrédite des communautés et des cultures entières ainsi que l'essence même de la religion.

«Nous devons rester unis pour contrer cette tendance. Les représen-

tants de toutes les religions ainsi que des mouvements laïques doivent réfuter ensemble toute forme de violence et de haine. Nous devons détruire l'idée que la religion peut justifier une violation des droits de l'Homme et nous devons dire haut et fort que cette idée est une aberration dangereuse.», a-t-elle encore souligné.

«Aujourd'hui il existe encore de nombreux murs à travers le monde et nous sommes conscients du risque d'en voir de nouveaux être érigés. Ce ne sont non seulement des murs en béton mais, ce qui est peut-être plus grave encore, ce sont les murs dans nos esprits. Ensemble nous devons les détruire et empêcher qu'émergent de nouvelles divisions. Sinon, nous trahissons nos missions essentielles.», a conclu Mme Brasseur.

La convention pour la Chaire de recherche renouvelée

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, représentée par son Président, M. Mars Di Bartolomeo, d'une part, et l'Université du Luxembourg, représentée par son Recteur, M. Rolf Tarrach, d'autre part, ont signé le lundi 3 novembre 2014 une convention pour le renouvellement de la Chaire de recherche en études parlementaires en présence de M. Philippe Poirier, son responsable, de M. Georg Mein, Doyen de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation, et de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général du Parlement.

La Chaire de recherche en études parlementaires, initiée en automne 2011, contribue à des activités de recherche, principalement en sciences politiques, dans les domaines de la démocratie, de la législation nationale et de la politique comparée en Europe. Les travaux pour la législature 2014-2018 porteront sur les thèmes suivants:

- Parlement et exercice de la gouvernance économique au niveau national et européen;
- Parlement, fonctions délibératives, pratiques référendaires et pétitionnaires;

- Parlement, code de déontologie, statut de l'élu et européenisation des normes d'organisation de la démocratie;
- Parlementarisme et élections;
- Parlementarisme, éthique et sciences.

Un soutien financier et logistique des projets de recherche

À court terme des projets de recherche auront pour sujet l'implication comparée des parlements dans la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière, d'une part, et les parlements et les pratiques référendaires en Europe, d'autre part.

La Chaire est responsable également de l'organisation de conférences internationales et de cours en sociologie politique sur l'état de la démocratie, du parlementarisme et la prise de décision en Europe. La prochaine conférence prévue au printemps 2015 se consacrera aux transformations de la citoyenneté en Europe.

La Chaire permet finalement de soutenir financièrement et sur un plan logistique des projets de recherche, de financer et de dévelop-



Le Recteur de l'Université du Luxembourg, M. Rolf Tarrach, et le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, ont signé une convention pour la période 2014-2018.

per des recherches doctorales, de procéder à des publications académiques et grand public et de créer un programme de stage professionnalisant au sein du Parlement pour des étudiants du Master en gouvernance européenne de l'Université du Luxembourg. De plus, la Chaire de recherche développe des collaborations scientifiques et institutionnelles avec l'ensemble des centres et chaires en études parlementaires déjà existants dans le Common-

wealth et au sein de l'Union européenne.

Un Comité de pilotage composé de députés

La Chaire de recherche fonctionne en étroite relation avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, et le Comité de pilotage composé de MM. et Mme les Députés Claude Adam, Taina Bofferding, Alex Bodry, Eugène Berger

et Laurent Mosar, et un Comité scientifique composé de M. Jean Garrigues, professeur à l'Université d'Orléans, spécialiste d'histoire parlementaire et politique et directeur de la revue «Parlements», et de M. Eric Montigny, enseignant-chercheur en sciences politiques, Université Laval (Québec), directeur de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec.

L'administration parlementaire se présente

Le Service du Contrôle financier

Conformément à la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État, la fonction du contrôleur financier a été introduite au sein de l'administration de la Chambre des Députés le 1^{er} janvier 2008. Cette fonction est assurée par Mme Gény Arend.

Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnement de toutes les dépenses de la Chambre des Députés.

La tâche de contrôle se fait dans le respect des lois, des règlements et des décisions gouvernementales.

La procédure financière implique que chaque dépense à charge du budget doit faire l'objet d'une demande d'engagement établie et signée par l'ordonnateur. Toutes les pièces justificatives sont à joindre à cette proposition d'engagement.

La mission du contrôleur financier réside dans un contrôle a priori qu'il exerce sur pièces et pour autant que de besoin sur place.

Le contrôle des engagements financiers consiste à constater:

- la disponibilité des crédits;
- l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable;
- la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales.

Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur financier ne peut recevoir aucune instruction relative à une ordonnance de paiement ou à un engagement particulier.

Le contrôle des ordonnances de paiement a pour objet de constater:

- la régularité des pièces justificatives;
- l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures.

La mission du contrôleur financier consiste en un contrôle a priori.

Au niveau de l'ordonnement des dépenses, le contrôleur financier exerce son contrôle avant paiement. Il n'a pas compétence en ce qui

concerne l'appréciation de l'opportunité (la dépense est-elle nécessaire?) et de l'économie (la dépense peut-elle être réalisée à moindre coût?).

Les fonctions d'ordonnateur, de contrôleur financier et de comptable public sont incompatibles entre elles.

Actuellement le contrôleur financier contrôle en moyenne 1.000 engagements et 5.000 factures annuellement, les indemnités parlementaires, congés politiques et indemnités de secrétariat des députés ainsi que les salaires et les traitements du personnel de la Chambre des Députés.

Au sein de l'administration parlementaire, le contrôleur financier a également comme mission:

- l'établissement de la déclaration annuelle de la taxe sur la valeur ajoutée;
- la gestion des cartes d'accès au parking des députés, des membres des groupes parlementaires et des membres du personnel de l'administration.



Mme Gény Arend, contrôleur financier de la Chambre

Budgets de la défense et Ukraine au centre des débats

M. Jean-Marie Halsdorf, président de la délégation, M. Marc Angel, vice-président, M. Alexander Krieps, Mme Nancy Arendt, M. Fernand Kartheiser et M. Henri Kox ont représenté la Chambre des Députés lors de la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est déroulée du 21 au 24 novembre 2014 à La Haye.

L'intervention de M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, était marquée par le souci de revoir les budgets de la défense. «Avec la fin de la Guerre froide, le monde a changé et les budgets de la défense ont été revus à la baisse. Or, le monde a de nouveau changé. Les enjeux sont importants, les menaces sont réelles. Voilà pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour renforcer les ressources de l'Alliance. Le temps est venu d'arrêter les restrictions budgétaires en matière de défense.», a souligné le Secrétaire général.

Au courant de leurs travaux, les délégations parlementaires des États membres de l'OTAN ont adopté plusieurs résolutions concernant entre autres la défense antimissile balistique de l'OTAN, la négociation du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, le soutien des objectifs capacitaires du sommet du pays de Galles et l'assistance aux forces de sécurité nationales afghanes au-delà de 2014.

Dans une résolution sur le soutien à la souveraineté et à la démocratie de l'Ukraine, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN demande entre autres à la Fédération de Russie de mettre fin à ses tentatives de déstabilisation de l'Ukraine, d'inviter instamment et publiquement les séparatistes prorusses à déposer les armes et d'engager avec le gouvernement ukrainien de véritables négociations au sujet d'une solution politique à la crise et du retour de la Crimée sous

la juridiction de l'Ukraine. M. Marc Angel a présenté une résolution sur la crise humanitaire aux frontières méridionales de l'Europe.

Les membres de l'Assemblée y invitent notamment les gouvernements et les parlements à accroître leur soutien aux pays situés en première ligne, qui assument la plus grande partie de la charge en accueillant un nombre croissant de réfugiés et de migrants et à poursuivre l'idée de créer des couloirs humanitaires dans les régions ravagées par la guerre afin de répondre chez elles aux besoins élémentaires des populations traumatisées par les conflits de sorte qu'elles soient ainsi moins incitées à fuir.

En sa qualité de Trésorier de l'Assemblée, poste qu'il occupe depuis le 1^{er} avril 2014, M. Marc Angel a également présenté le budget de l'Assemblée pour l'année 2015.



(de gauche à droite) M. Alexander Krieps, M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt, M. Jean-Marie Halsdorf

Énergies renouvelables et rendement énergétique

La 14^e assemblée interparlementaire du Forum européen des sources d'énergie renouvelables (EUFORES) a été organisée à Lisbonne en étroite collaboration avec le Parlement portugais et accueillie par le Comité de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et du Gouvernement local ainsi que par le Comité de l'Économie et des Travaux publics.

La première conférence était entièrement dédiée à la discussion sur le rendement énergétique avec de nombreuses présentations d'experts issus de domaines les plus divers, entre autres d'un institut scientifique, de la Commission européenne et du secteur privé.

Les énergies renouvelables figuraient à l'ordre du jour de la seconde conférence qui a eu lieu au sein du Parlement portugais. L'assemblée a



(de gauche à droite) M. Henri Kox, M. Claude Turmes et M. Emile Eicher

entendu les discours de MM. Claude Turmes, député européen luxembourgeois, Pedro Pinto, président du

Comité de l'Économie et des Travaux publics, Fernando Marques, vice-président du Comité de l'Environne-

ment, de l'Aménagement du Territoire et du Gouvernement local, et Jorge Moreira da Silva, Ministre portugais de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Énergie.

En vue du sommet européen sur le climat et l'énergie, M. Moreira da Silva a souligné l'importance d'une discussion sur quatre sujets pour 2030, à savoir les énergies renouvelables, le rendement énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les interconnexions.

A suivi un débat intense sur la manière dont l'UE devrait approcher la direction envisagée des discussions sur le paquet énergie-climat 2030 de l'Union européenne, un acte qui apporterait beaucoup d'avantages pour l'UE, y incluant une sécurité des investisseurs et de l'énergie.

La session finale était consacrée au déploiement des énergies renouvelables et des infrastructures avec des présentations sur des fonds structurels et régionaux, les affaires portugaises en matière d'énergies renouvelables et la trajectoire des États membres de l'UE en cette matière jusque 2020.

Environ 130 participants ont assisté à cette 14^e assemblée interparlementaire, dont plus de deux tiers issus des parlements nationaux et européen, actifs dans le domaine des énergies renouvelables et du rendement énergétique, mais également des représentants du gouvernement portugais, de la Commission européenne et des domaines scientifiques spécifiques et industriels.

Agriculture, développement industriel et PME

MM. les Députés Franz Fayot et Gusty Graas ont représenté fin octobre à Rome le Parlement luxembourgeois lors d'une réunion tenue dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne. Ils y ont participé en tant que présidents respectifs de la Commission de l'Économie et de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs.

Lors de son discours d'introduction, le Président du Sénat italien, M. Pietro Grasso, a renvoyé sur le droit d'initiative des parlements nationaux. En présence de M. Maurizio Martina, Ministre des Politiques agricoles, alimentaires et forestières, une première session fut dédiée à la voie européenne vers une alimentation de qualité: défense des territoires, agriculture écologiquement viable et biologique, protection des produits typiques. C'est surtout la désaffectation des jeunes pour le travail agricole qui a interpellé les participants.

Furent également sujets des débats la dégradation des écosystèmes

et la réforme de la PAC. Dans ce contexte maints orateurs se sont penchés sur la lutte contre les changements climatiques dans le cadre des programmes de développement rural, les énormes gaspillages qui caractérisent la filière alimentaire et la réforme de l'agriculture biologique.

Dans son intervention, M. Gusty Graas a renvoyé sur le «paquet pesticides» de la Commission européenne qui devrait être transposé dans les meilleurs délais en droit national.

La deuxième session, en présence de M. Carlo Calenda, Vice-Ministre italien du Développement économique, s'est penchée sur l'internationalisation des PME. Les participants ont analysé les nombreuses actions de la Commission européenne consacrées aux petites et moyennes entreprises.

Plusieurs pistes de réflexions ont été retenues, dont entre autres:

- Quelle est l'importance de l'internationalisation dans le processus souhaité de réindustrialisation de l'Europe?

- Est-on d'accord sur l'importance des chaînes de valorisation et, si oui, comment estime-t-on pouvoir exploiter leur potentiel?

- Estime-t-on utile l'introduction d'une appellation géographique protégée pour les produits non agricoles, également en tant qu'élément de défense du patrimoine historique et culturel européen?

La dernière session, ouverte par M. Antonio Tajani, Vice-Président du Parlement européen, a été réservée à la renaissance industrielle et les PME sous l'angle de l'objectif de 20% du PIB d'ici 2020. Les principaux éléments de réflexions ont été l'exigence d'un renforcement de la gouvernance de la politique industrielle au niveau européen, la transformation du groupe «Compétitivité et croissance» au niveau des hauts fonctionnaires en groupe permanent, les évaluations sur l'application du «Small Business Act» (SBA) et les nouveaux objectifs de réduction des émissions de CO₂ pour les pays européens en rapport avec les différentes approches des BRICS (Brésil, Russie,

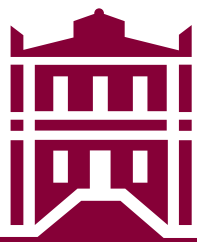


M. Franz Fayot et M. Gusty Graas

Inde, Chine et Afrique du Sud, les cinq principales économies émergentes du monde).

Cette session fut clôturée par un débat autour de l'amélioration des

flux financiers en soutien des investissements des PME et le rapport entre industrie et recherche dans l'Europe d'aujourd'hui.



Enquêtes parlementaires

6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

La proposition de loi constitue une suite directe du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État du 5 juillet 2013 qui avait émis des recommandations portant sur le fonctionnement même d'une commission d'enquête telle que prévue par la loi du 27 février 2011.

L'expérience de l'enquête parlementaire sur le fonctionnement du Service de Renseignement a fait apparaître certaines lacunes de la loi de 2011, de sorte qu'une adaptation de la législation est préconisée dans le rapport (doc. parl. n°6565).

Les modifications essentielles proposées par l'auteur de la proposition de loi portent sur les points suivants:

1. La retransmission en images de l'audition d'un témoin en commission requiert l'accord de celui-ci.
2. La commission pourra déléguer l'exercice de certains actes d'instruction et missions à un ou plusieurs de ses membres.

3. Pour l'exécution des mesures d'instruction, la commission peut avoir directement recours à la force publique.

4. Il est précisé que la mission de la commission prend fin dès l'ouverture d'une instruction préparatoire au sens de l'article 49 et suivants du Code d'instruction criminelle, alors qu'une simple enquête préliminaire ouverte par le Parquet (article 46 du Code d'instruction criminelle) ne met pas fin à l'enquête parlementaire en cours.

5. Une personne pourra être entendue sans prestation de serment par la commission, à titre de simple renseignement.

6. Les pièces, documents ou procès-verbaux contenant des indices d'infraction sont d'office transmis au Procureur d'État.

7. À la suite du débat en séance publique, la Chambre des Députés est appelée à tirer les conclusions du rapport final de la commission.

8. La durée de la mission d'enquête décidée par la Chambre des Députés ne peut dépasser neuf mois, à moins que le Parlement ne décide d'une prorogation.

9. Les pouvoirs de la commission cessent de plein droit en cas de dissolution de la Chambre des Députés.

En vue de mettre en exergue la complémentarité des centres de recherche publics, le projet de loi définit en outre des missions spécifiques pour chaque CRP.

- Organes et gouvernance

Le conseil d'administration est désormais composé uniquement de personnalités externes au CRP. Afin de lui permettre de mieux assumer son nouveau rôle à caractère plus stratégique, ses membres sont uniquement choisis en raison de leur compétence et de leur expertise en matière de recherche et de gestion de programmes et de projets scientifiques ainsi que de valorisation de la recherche. En vue d'un meilleur fonctionnement, le nombre des membres du conseil d'administration est réduit d'actuellement dix à neuf. Les représentations d'office de différents ministres au conseil d'administration sont abolies.

En contrepartie, la fonction de commissaire du Gouvernement est maintenue. Assistant aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative, le commissaire du Gouvernement a la mission de veiller à ce que les CRP respectent les engagements pris dans le cadre de la convention pluriannuelle et, a fortiori, les lois et règlements.

Le conseil d'administration n'est plus appelé à prendre toutes les décisions en relation avec la gestion du CRP, son attribution principale consistant dès lors à définir la politique générale et la stratégie du CRP dans le cadre des objectifs définis par la loi et spécifiés dans la convention pluriannuelle.

Le directeur général du CRP est le chef de l'exécutif. Il dirige le CRP et lui confère la cohérence et l'unité nécessaires. Il est appelé à mettre en œuvre la stratégie définie par le conseil d'administration et prend toutes les décisions relatives à la gestion journalière du CRP. Son rôle se trouve clairement renforcé par rapport au cadre défini par la loi précitée du 9 mars 1987.

Les CRP sont en outre dotés d'un nouvel organe consultatif, désigné de conseil de concertation. Composés uniquement de personnes internes au CRP, il est appelé à émettre des avis consultatifs à l'attention du conseil d'administration concernant la politique de recherche, de développement et d'innovation et, en particulier, l'élaboration des conventions pluriannuelles à conclure avec l'État.

- Personnel

Le personnel des CRP est engagé sous le régime de droit privé régi par les dispositions du Code du Travail. Le projet de loi prévoit par ailleurs la mise en place d'un système de gestion des carrières. Ce système, de même que les conditions de recrutement et de promotion, ainsi que les modalités de rémunération seront fixés dans un règlement d'ordre intérieur. Les droits et les devoirs des chercheurs, ainsi que les rôles, les responsabilités et les prérogatives des CRP sont à définir dans une «charte du chercheur», qui s'oriente aux principes et conditions de base de la recommandation de la Commission européenne du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs.

Dans un souci de transparence, il est retenu que les postes de chercheurs sont pourvus à la suite d'une annonce publique.

- Relations avec l'État

Les relations entre le CRP et l'État sont régies par une convention pluriannuelle qui porte, d'une part, sur la politique générale du CRP, ses choix stratégiques, ses activités, ainsi que ses objectifs à atteindre, et, d'autre part, sur les moyens mis à disposition par l'État selon les procédures budgétaires en vigueur. Ces conventions pluriannuelles s'inscrivent dans la philosophie des actuels contrats de performance. Il est prévu de fixer leur durée à quatre ans, afin d'assurer, dans une optique de concertation, la synchronisation à la fois avec le contrat d'établissement entre l'Université du Luxembourg et l'État et avec la convention pluriannuelle conclue avec le Fonds National de la Recherche (FNR). Dans ce même contexte de responsabilisation se situent l'assurance de la qualité et l'évaluation externe des centres, désormais prévues par la loi.

- Regroupement des CRP Gabriel Lippmann et Henri Tudor

Le projet de loi porte création d'un nouveau centre de recherche public qui regroupe, à partir du 1^{er} janvier 2015, les activités des actuels CRP Gabriel Lippmann et Henri Tudor. Le nouveau centre de recherche public portera le nom de «Luxembourg Institute of Science and Technology», abrégé par «LIST».

- Dénominations

Dans le cadre du présent projet de loi, les différents centres de recherche publics se voient attribuer une dénomination unifiée et harmonisée, fondée sur le modèle utilisé pour le LIST, à savoir «Luxembourg Institute of ...». En fait, les dénominations initialement utilisées étaient très hétérogènes, dans la mesure où elles divergeaient à la fois quant à la langue et à la visée.

Il est prévu d'appeler désormais le CRP-Santé «Luxembourg Institute of Health», en abrégé «LIH», et le CÉPS «Luxembourg Institute of Socio-Economic Research», en abrégé «LISER». Les désignations anglaises sont mieux assimilables dans le contexte international de la recherche et de l'innovation; en même temps, il est clairement établi un lien avec le Luxembourg.

- Intégration de l'Integrated BioBank of Luxembourg dans le LIH

En vertu du présent projet de loi, l'IBBL (Integrated BioBank of Luxembourg) est intégrée au LIH (ancien CRP-Santé), tout en se voyant assurer le statut d'une structure clairement identifiée, pourvue d'une autonomie certaine, notamment par le biais d'une convention pluriannuelle spécifique et d'une direction autonome, étant entendu toutefois que l'IBBL fonctionne sous la tutelle du conseil d'administration du LIH.

L'intégration de l'IBBL au LIH est censée favoriser la création de synergies sur le plan financier, administratif et technique, mais aussi en matière de stockage d'échantillons pour les besoins des acteurs nationaux de la recherche. La solution retenue garantit par ailleurs à l'IBBL l'autonomie nécessaire pour exercer ses activités nationales et internationales.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 02.10.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

14.05.2014 Désignation d'un rapporteur

18.06.2014 Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État

25.06.2014 Examen et adoption d'amendements parlementaires

17.09.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2014

Centres de recherche publics

6527 - Projet de loi

1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;

2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

Le projet de loi vise à doter les organismes de recherche publics d'un nouveau cadre définissant à la fois leurs missions, leur fonctionnement et leurs relations avec l'État.

- Statut

À l'heure actuelle, c'est la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet e.a. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public qui constitue le cadre général pour les centres de recherche publics (CRP). En vertu de cette loi, chacun des CRP a été créé par règlement grand-ducal auprès d'un organisme, service ou établissement d'enseignement supérieur ou universitaire public. Quant au CÉPS, il a été mis en place par la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État.

Le présent projet de loi a pour objet la définition d'un cadre général pour les CRP et pour le CÉPS, ainsi que la création de chaque CRP sur base individuelle. Conformément à l'article 108bis de la Constitution, la loi en projet constitue désormais la base légale des CRP et du CÉPS, tandis que la loi-cadre de 1987 et les règlements grand-ducaux portant création des différents CRP sont abrogés, au même titre que la loi précitée du 10 novembre 1989 portant création du CÉPS.

Chaque CRP est un établissement public, qui jouit de l'autonomie juridique, financière, administrative et scientifique. Étant donné qu'autonomie et responsabilité vont de pair, le présent projet de loi dispose que les relations entre le CRP et l'État sont régies par une convention pluriannuelle qui porte, d'une part, sur la politique générale du CRP, ses choix stratégiques, ses activités, ainsi que ses objectifs à atteindre, et, d'autre part, sur les moyens mis à disposition par l'État selon les procédures budgétaires en vigueur.

- Missions

Le projet de loi reprend comme missions générales des CRP la plupart des missions retenues dans la loi précitée du 9 mars 1987 et les précise davantage. Il renforce la première et principale mission qui est d'entreprendre des activités de recherche, de développement et d'innovation, afin de promouvoir le transfert de connaissances et de technologies. Cette mission peut inclure ponctuellement la recherche fondamentale orientée, mais la priorité des CRP devrait être la recherche appliquée en faveur du développement socio-économique du pays. D'autre part, cette mission peut en partie inclure le développement technologique en vue du développement de produits matériels, de procédés de production et de services. Dans ce contexte est encouragée la coopération scientifique et technologique au niveau national et international. Finalement, cette mission inclut les activités liées à l'innovation, c'est-à-dire celles qui valorisent les résultats des activités de la recherche publique. Pour favoriser la création de nouvelles activités économiques, un poids accru est accordé à la création de *spin-offs* et de *start-ups*.

Par ailleurs, les CRP sont désormais explicitement appelés à contribuer à la formation du personnel de recherche, notamment par l'encadrement des doctorants et la participation à des écoles doctorales, ainsi qu'à favoriser la mobilité du personnel de recherche. À préciser que les CRP ne sont toutefois pas habilités à délivrer des diplômes de doctorat, la formation de doctorants se faisant en collaboration avec l'Université du Luxembourg ou avec d'autres universités.

Les CRP sont en outre censés participer à la promotion de la culture scientifique et contribuer à la définition et à l'évaluation des politiques nationales.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 14.01.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

24.01.2013 Désignation d'un rapporteur

07.02.2013 Présentation du projet de loi par M. le Ministre

24.06.2013 Échange de vues avec des représentants du Comité regroupant les quatre CRP et l'Université du Luxembourg

10.03.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux

Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.03.2014 Continuation des travaux

27.03.2014 Continuation des travaux

24.04.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

29.09.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport



Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

18.03.2014 Explications de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, au sujet des aspects du projet de loi relevant du Ministère de la Santé

Vote en séance publique: 16.10.2014

Déchets de piles et d'accumulateurs

6663 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

Le cadmium et le mercure sont des éléments toxiques, très dangereux pour l'écosystème et la santé humaine. Leur utilisation est largement répandue au niveau de la production industrielle et les deux éléments servent notamment pour la fabrication de certaines batteries d'accumulateurs («piles rechargeables»). Ainsi, beaucoup d'outils électriques sans fil ont été alimentés par des piles bouton et accumulateurs portables contenant les éléments en question.

Or, le marché des piles bouton de l'Union européenne connaît déjà une réorientation vers les

piles bouton sans mercure et des substituts sans cadmium convenant pour ces applications sont également disponibles sur le marché, à savoir les technologies nickel-hydrure métallique et lithium-ion.

Pour diminuer progressivement la quantité de cadmium rejetée dans l'environnement, la directive 2013/56/UE prévoit l'interdiction de l'utilisation du cadmium dans les piles et accumulateurs portables destinés à être utilisés dans des outils électriques sans fil. Cette même directive généralise également l'interdiction de la commercialisation de piles bouton dont la teneur en mercure dépasse 0,0005% en poids.

Par ce projet de loi ladite directive 2013/56/UE est transposée en droit national. Cette même directive adapte la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs transposée en droit national par la loi du 19 décembre 2008, qui fut amendée par la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Le présent projet de loi modifie donc la loi modifiée du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Institut Max Planck Luxembourg

6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

Le présent projet de loi entend donner une base légale au financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law. Il prévoit que l'État luxembourgeois est autorisé à subventionner la Max Planck Institute Foundation Luxembourg, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités de l'institut précité, étant entendu que ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1^{er} octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

Le 20 mai 2009, l'État a en effet signé une convention de coopération avec la Société Max Planck pour la promotion des sciences (Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.) en vue de la création, au Luxembourg, d'un Institut Max Planck dans le domaine du droit procédural et conformément aux critères de qualité qui prévalent dans la société précitée. Cet accord de coopération est complété par un contrat de financement signé par les deux parties respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

Pour l'État luxembourgeois, la création d'un tel institut s'inscrit dans une démarche qui consiste à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un établissement prestigieux, qui permet également de donner une visibilité accrue au Luxembourg comme site de recherche. Au surplus, un choix judicieux de la thématique de recherche doit permettre un «clustering» de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe à la fois les activités de l'institut et celles de l'Université du Luxembourg, de sorte que le premier contribue au développement de la seconde.

La forme juridique de l'institut est celle d'une fondation de droit luxembourgeois, et ce pour bien documenter l'ancrage de l'institut dans le paysage luxembourgeois de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Une deuxième caractéristique de l'institut est son ouverture internationale.

L'institut a commencé ses travaux en automne 2012. Le nouvel établissement est le premier Institut Max Planck de recherche juridique établi en dehors du territoire allemand. La recherche de l'institut se réalise dans trois départements et porte sur:

- le règlement des différends en droit international public,
- le droit européen et comparé de la procédure civile,
- le droit procédural réglementaire.

L'institut est structuré autour de trois directeurs de programme. Au cours de sa première phase d'établissement, l'institut a réussi à regrouper une équipe d'environ 35 chercheurs et employés issus des différents États membres de l'Union européenne. Une fois son rythme de croisière atteint, il verra plus de 120 chercheurs à son actif, dont un nombre important en formation doctorale.

Quant aux ressources financières de l'institut, le contrat de coopération prévoit un financement étatique à 100%. Il a été conclu à durée indéterminée. En cas de résiliation, cette dernière ne peut se faire avant le départ à la retraite du plus jeune des trois directeurs.

Le présent projet de loi vise donc à régulariser l'octroi de la subvention annuelle en question, conformément à l'article 99 de la Constitution et à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Compte tenu de la clause de résiliation susmentionnée prévue dans le contrat de coopération, l'échéance de trente ans a été inscrite dans le texte de l'article unique du projet de loi.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 10.03.2014
Rapporteur: M. Claude Adam

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

30.04.2014 Désignation d'un rapporteur
28.05.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.10.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

28.05.2014 Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 16.10.2014

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 09.04.2014

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):
29.09.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.10.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.10.2014

Ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg

6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg-Phase I)

Le projet de loi 6669 a pour but de compléter l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferro-

viaire par un point 31 permettant à l'État, via le Fonds du rail, de financer la première phase de construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg pour un montant de 292.013.570 €.

L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.03.2014

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Madame Josée Lorsché):

04.06.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.09.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

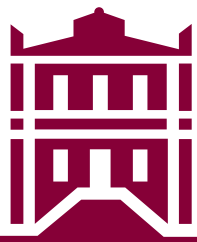
Vote en séance publique: 16.10.2014

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les
lundis entre 20h00 et 22h00
les **moments forts** de
l'actualité parlementaire.

L'émission est **rediffusée**
du **mardi au vendredi**
de 20.00 à 22.00 heures,
à l'exception des jours de séance.





Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I)
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: M. Marco Schank (M. François Bausch intervient), M. Roger Negri, M. Gusty Graas (interventions de M. Alex Bodry et de M. Eugène Berger), M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015
 - Mme Diane Adehm - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6527 - Projet de loi
 - ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;
 - modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
 - abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Roger Negri
 - Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Roy Reding (demande d'un vote séparé sur l'article 7), M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel, M. Gast Gibéryen
 - Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi (adopté)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler
 - Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Roger Negri, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6663 - Projet de loi modifiant
 - la loi modifiée du 19 décembre 2008
 - relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs
 - modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
 - la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Claude Adam
 - Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Nancy Arendt)
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Bausch, Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudde Mëtteg. Domat ass eis Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister. Dat ass net de Fall.

Da kënnen mer direkt an eisem Ordre du jour virufueren. Eisen éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet 6669, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schinneninfrastruktur wéinst dem Bau vun enger neier Linn tëschent der Stad a Beetebuerg.

Dee Punkt duerno ass de Projet iwwert d'Organisatioun vun de Centres de recherche publics.

Bei dësem Projet ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt... - Dir fannt dat an Ärem Dossier. Rapportrice vum Projet ass déi honorabel Madame Josée Lorsché. An d'Madame Lorsché huet direkt d'Wuert.

2. 6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I)

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, nom Projet vum Tram, dee viru véier Méint an enger Woch mat enger grousser Majoritéit heibanne gestëmmt ginn ass, komme mer haut bei e weidere Projet am Beräich vun der Mobilitéit. Grad wéi de Projet vum Tram ass och dëst e Projet, deem dem Mobilitéitskonzept MoDu Rechnung dréit, e Konzept, wat vum fréiere Minister Claude Wiseler ausgeschafft ginn ass an awer och de Virstellung vum der aktueller Regierung entsprécht. D'Eisebunn ass d'Réckgrat vun deem ganze System; schonn eleng e Grond, firwat dëse Projet eng grouss Wichtigkeet huet.

Konkret geet et beim Projet de loi 6669 ëm d'Konstruktioun vun enger zweeter duebelgleiseger Eisebunnslinn tëschent der Beetebuurger an der Stater Gare an dat Ganzt op enger Längt vu 17 km (veuillez lire: vu 7 km). De Käschtepunkt läit bei ganzer 272.013.570 Euro (veuillez lire: 292.013.570 Euro). Dëse Montant läit iwwerengs 62 Milliounen iwwert deem, dee mir op dëser Plaz fir den Tram gestëmmt hunn. Schonn eleng dat beweist, datt dëse Projet eng grouss Envergere huet.

De Projet de loi 6669, deem dat modifizéiert Gesetz vum 10. Mee 1985 (veuillez lire: 10. Mee 1995) eng weider Kéier modifizéiert, ass den 19. Mäerz 2014 vum Nohaltegekeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. De 25. Mäerz 2014, also knapp eng Woch nom Dépôt, huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce datéiert vum 15. Mee 2014. De 4. Juni 2014, zoufälligerweis um historeschen Dag vum Vote vum Tram, huet d'Nohaltegekeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert a während darselwechter Sëtzung huet d'Kommissioun sech souwuel mat der Ausféierung vum Bauprojet wéi och mam Avis vum Statsrot befaasst.

ler ech op déi zwee virleidend Avisen aginn, wéilt ech de Projet kuerz beschreiwen, wéilt en awer och an de Gesamtkontext vun der Lëtzebuurger Mobilitéitspolitik setzen.

D'Streck tëschent Beetebuerg an der Stad Lëtzebuerg ass 1859 a Betrib gaangen. Ee Joer duerno, 1860, ass se iwwert d'Beetebuurger Gare mat Esch-Uelzecht verbonne ginn a schliisslech am Joer 1883 och mat Diddeleng, wou awer leider vun do u keen Ausbau méi stattfonnt huet, ausser, datt zu Diddeleng dräi zousätzlech Haltestellen installéiert gi sinn. Dat war an den 1980er an 1990er Joren.

Haut assuréiert dës zentral Streck tëschent Beetebuerg an der Stad déi international Zuch- an also och TGV-Verbindungen tëschent Lëtzebuerg a Frankräich an awer och doriwwer eraus a Richtung Schwäiz an Italien. Si ass och d'Kärstéck vun de regionale Verbindungen aus der Haaptstad a Richtung Esch-Uelzecht, Bieles, Rodange, Athus a Lonkech, grad wéi och a Richtung Diddeleng, wéi gesot, a Volmerangeles-Mines.

Am grenzwärschreidende Beruffsvérkéier spillt dës Streck natierlech eng bedeitend Roll, mä leider, dat ass bekannt, gëtt d'Capacitéit der Demande ëmmer manner gerecht. Zu Spëttestonne plätzen d'Zich aus allen Néit. Doriwwer eraus kënn et awer och regelméisseg zu Verspéidungen oder Ausfäll, soudatt et feststeet, datt de Réseau de Moment komplett iwwersiedegt ass.

Wann een da bedenkt, datt net méi wéi 10% vun de Leit mam Zuch op d'Aarbecht fueren an datt d'Strategie vum MoDu dora besteet, en „modal split“ vu 25% a méi fir den öffentlechen Transport ze errechen, da kënn een zur Konklusioun, datt kee Wee laanscht den Ausbau vun der Streck féiert. Dëst ëmsou méi, well virun allem d'Regioun ronderëm Esch a Belval mat der Uni Lëtzebuerg sech souwuel demografesch wéi och ekonomesch a kulturell wäert zolidd weiderentwéckelen an ëmmer méi Leit, zemoos och Studenten, op gutt Zuchverbindungen a Richtung Haaptstad an zréck ugewise sinn. Esou vill emol zum Persounentransport.

Et geet bei dësem Projet awer natierlech och ëm d'Verbesserung vum Giddertransport, dem sougenannten „fret ferroviaire“, dëst am Hibleck op den Ausbau vum Containerterminal Multimodal an dem Logistik-Hub um Site vun der fréierer WSA tëschent Diddeleng a Beetebuerg, woubäi ech wéll betounen, datt hei net nëmme Beetebuerg betraff ass, et geet och ëm Diddeleng.

(Brouhaha et interruptions)

Dës zwee Projeten hänken ee wéi deem anere vu performanten an effikasse Verbindungen mat Däitschland, de Benelux-Länner a Frankräich of, wa se sollen e Succès ginn.

Méi performant an effikass gëtt d'Streck awer natierlech nëmmen, wa méi Zich fuere kënnen. Dozou e puer Zuelen, déi d'Richtung ugin: D'Verduublung vun de Gleiser vun zwee op véier erlaabt eng Erhéijung vun aktuell 293 Zirkulatiounen am Dag op ganzer 455 Zirkulatiounen, wat eng Steigerung vu 55% bedeit. Quitte datt dës Zuel net direkt erreecht gëtt oder erreecht muss ginn, ass et awer wichteg, eng sougenannt „réserve de capacité“ opzebauen, fir d'Organisatioun a Spëttestonnen ze vereinfachen, Verspéidungen ze verhënnern an natierlech och den Entretien op der Streck ze garantéieren.

Ech kéim dann zum Zäitplang vun der Ëmsetzung an zu den ëmweltpoliteschen Aspekter vun dësem Projet. Am Kader vum Avant-projet sommaire, dem APS, sinn insgesamt dräi Varianten analyséiert ginn. An deem Kontext sinn och dräi Impaktstudien duerchgefouert ginn, déi eng a puncto Ëmweltverträglechkeet, déi zweet a puncto Sécherheet an déi drëtt a Form vun enger Étude comparative.

Am Joer 2007 huet eng öffentlech Consultatioun an der Stad Lëtzebuerg stattfonnt, dann awer och an de Gemenge vun Hesper, vu Réiser a vu Beetebuerg. Op Basis vun dëser Consultatioun ass déi virleidend drëtt Variant zréckbehalde ginn.

Déi genannt Etüd a puncto Inzidenzen op d'Ëmwelt koom zur Konklusioun, datt de Bau vun der Streck noutgedrongen eng Rei oppen Agrarflächen an zum Deel och Bëschparzellen, Mardellen, Hecken a Sträicher wäert zerstéieren. Donieft zitt déi geplangt Linn sech och duerch eng Zone de protection spéciale, an zwar am ieweschten Uelzechtall, am Norde vu Beetebuerg, an dat op enger Längt vu ganzer 550 m. Eng zweet Schutzzon läit op der Héicht vun der Kockelscheier an dréit den Numm „Kockelscheuer-Étang“.

Insgesamt beleeft den ekologesche Bilan sech op e Minuswäert vu 5,4 Milliounen Punkten, wat net näischt ass. Deem géigeniwwer stinn awer da Kompensatiounsmoosnamen, déi e Wäert vu 5,9 Milliounen Punkten errechen an deemno e gewësse Spillraum erlaben am Fall, wou déi eng oder aner Measure net zu 100% kann duerchgefouert ginn.

Konkret besteet d'Kompensatioun aus der Schafung vu Biotopen, der Beplanzung vu verschiddene Fläche mat Beem an der Renaturéierung vun der Uelzecht an der Bibeschbaach.

Um Niveau vun der potenzieller Lärmbelästigung gëtt eng Etüd duerchgefouert, déi sech virun allem op d'Entrée vu Beetebuerg konzentriert, awer och insgesamt op déi ganz Streck, an déi jee no Resultat zu den néidegen - a vill verlaangten, muss ech betounen - Lärmschutzmoosname wäert féieren.

En anere wichtige Volet ass natierlech dee vum Bauschutt, de sougenannten „déchets inertes“, déi an der Lescht zu Lëtzebuerg jo scho fir verschidde Problemer gesuergt hunn. Bei grouss Bauprojekte falen déi noutgedrongen an d'Gewiicht. Bei dësem Projet erreche se ganzer 955.000 m³.

Kuerz résuméiert kann ee soen, datt et sech heibäi ëm dräi Zorte Bauschutt handelt, jee no Belaaschtung vum Buedem mat Hydrocarbures. Am Fall vun enger starker Belaaschtung gëtt den ofgedroene Buedem a spezialiséierten auslänneschen Anlagen entsuergt. Dat sinn am Ganze 14% vum Buedem respektiv 138.000 m³.

Bei mëttlerer Belaaschtung kënn de Buedem op eng national Décharge. Dee Volume läit bei 216.000 m³ respektiv bei 23%. Hei stellt sech natierlech d'Fro vun zousätzleche Bauschuttdeponië fir eist Land, eng Fro, déi och an der Kommissioun opgeworf ginn ass.

Bei gerénger Belaaschtung dann, an dat ass dee gréissten Deel vum Buedem, do läit d'Belaaschtung bei net méi wéi 100 mg Hydrocar-



bure um Kilo. Dee Schutt wäert um Site selwer als Remblai benotzt ginn. De Volume läit hei bei 435.000 m³ respektiv bei 63% vum gesamte Buedem, deen ofgedroe gëtt. Dat ass also wäit iwwert d'Halschent.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech verschouwen lech vun den techneschen Ausféierungen, déi gi wierklech ganz wäit, do bräicht ech vill méi laang. Dir fannt se am Dokument vum Gesetz respektiv och a Form vu Résumé a mengem schrëftleche Rapport.

An e puer Wieder kann een awer soen, dass ganzer aacht Iwwerquerunge musse gebaut respektiv renovéiert ginn. Enner anerem soll eng nei Eisebunnsbréck an der Proximitéit vum Autobunnkräiz südlech vum Houwald entstoen, an eng aner a Form vun engem sougenannten „saut-de-mouton“ am Norde vu Beetebuerg. Dat ass eng technesch Erausforderung, géif ech emol mengen. Hei wäert déi nei Linn déi bestoend Linn kräizen.

Déi geplangten Exploitation gesäit vir, dass d'Majoritéit vun den Zich, déi aus Richtung Esch kommen, op där scho bestoender Linn fuere mat engem Halt zu Bierchem, woubäi an der Kommissioun och d'Fro vun der Renovation vun der Gare vu Bierchem opgeworf ginn ass. Ech denken, dass verschidde Riedner nach drop wäerten agoen. Ech weess net, ob se Satisfaktioun kritt hunn.

D'Zich, déi aus Frankräich kommen, benotzen déi nei Linn ouni Halt tëschent Beetebuerg an der Stad, woubäi eng ganz Rei Zich aus dem Süden bis op den Arrêt Pont Rouge wäerte weiterfuere, wou se iwwert de Funiculaire, dee geplangt ass, mam Tram a Richtung Kierchberg wäerte verbounne ginn. Dat erlaabt natierlech d'Entlaaschtung och vun der Stater Gare.

Wéi uganks gesot, handelt et sech ëm déi éischt Phas vun der Konstruktioun, déi bis zum Joer 2020 realiséiert soll ginn. Déi zweet Phas wäert an zwee weidere Gesetzesprojeten definiert ginn. En éischte bezitt sech op de Finanzement vun der definitiver Ubannung vun dëser Linn un d'Uertschaft Beetebuerg mat der kompletter Renovation vun der Beetebuurger Gare, déi momentan alles aneschters wéi behennertegerecht a benutzerfrëndlech ass. Och dat ass an der Kommissioun gesot ginn.

En zweete Gesetzesprojekt betrëfft dann déi definitiv Ubannung un de Quartier Houwald, mam Aménagement vun engem zweete Quai um zukünftege Pôle d'échange Houwald. Dës zwee zousätzlech Projeten zu dësem Projet wäerten an de Joren 2021 bis 2024 realiséiert ginn. Mir hunn also nach vill ze schaffen.

Zum Avis vum Statsrot gëtt et hei ausnahmsweis guer net vill ze soen. Déi héich Kierperschaft huet den Avis, wéi gesot, schon no enger Woch ofginn. Si steet dem Bau vun dëser Streck ganz positiv vis-à-vis an huet eigentlech just bemängelt, dass weder am Titel nach am Artikel 1 drop higewisen ass, dass et sech just ëm déi éischt Phas géif handele vun engem gesamte Projet. Deem huet d'Kommissioun Rechnung gedroen, andeems se decidéiert huet, déi éischt Phas souwuel am Intitulé wéi och am éischten Artikel anzuschreiwene.

D'Chambre de Commerce war méi nuancéiert. Si huet hirersäits eng ganz Rei positiv Punkten ervirgehuewen a betount, dass den Ausbau vun der Streck eng wichteg Konditioun ass fir d'Ekonomie vum Land, awer och, fir d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien an eigentlech eng nohalteg Entwécklung vum Land laangfristeg ofzesécheren.

Op eenzelne Punkten huet d'Chambre de Commerce eigentlech sech ganz kritisches geuusst. Hir Kritik bezitt sech an éischer Linn op d'Tatsaach, dass am Virfeld net all d'Zousatzkäschte vun dësem Projet berechent gi sinn. Esou sinn zum Beispill d'Käschte vun der zweeter Phas, déi ab 2021 soll gebaut ginn, net a Betruecht gezu ginn. Dat sinn ënner anerem d'Käschten och vu verschidde Etüden, déi musse gemaach ginn, oder d'Käschten, déi duerch d'Acquisition vu Privaterrainen entstinn. Dat alles ass net detailléiert opgeléist ginn an dat war Objet vun der Kritik.

An deem Sënn huet d'Chambre de Commerce sech da Suerge gemaach iwwert d'Finanzierbarkeit vun dësem Projet inklusiv der zweeter Phas an huet vun der Regierung méi eng strukturéiert, effikass a méi eng transparent Approche bei der Planung vu grouss Bauprojekte gefuerdert. Doriwwer eraus huet d'Chambre de Commerce méi detailléiert Informatiounen a puncto Kompensatioun verlaangt an huet gefuerdert, dass den Hotelkomplex vu Léiweng net ënner dem Kaméidi soll léien.

Erlaabt mer zum Schluss e puer Wuert nach zu de Froen, déi an der Kommissioun zousätzlech opgeworf gi sinn. Op d'Fro vun der Acquisition vun den noutwendegen 52 ha hunn déi Responsabel vun den CFL a vum Ministère eis matgedeelt, dass schon iwwert d'Halschent vun den Terrainen Objet si vun engem Com-

promis de vente un de Stat an dass d'Verhandlung mat de Propriétaires ënner dem Stréch ganz positiv verlafen, woubäi ee muss wëssen, dass och Geschäftsleit dorënner sinn an et natierlech net einfach ass, einfach esou deenen e Geschäft ewechzehuelen, wann een net direkt eppes kann amplatzen. Mä wéi gesot, d'Verhandlung schéngt gutt ze verlafen.

Des Weideren ass an der Kommissioun op d'Problematik vun de Passages à niveau higewise ginn, déi op vill befuere Strecken zu emmer méi Problemer féieren, haaptsächlech och a grësseren Uertschaften wéi zu Diddeleng, wou dee Problem sech ganz zolidd stellt; deelweis och zu Beetebuerg, awer och an den Uertschaften ronderëm Esch-Uelzecht a Belval an doriwwer eraus. D'Kommissioun huet verséichert kritt, dass d'CFL op de Wee ginn, fir d'Passages à niveau lues a lues ze suppriméieren, guesch duerch d'Land, iwwerall do, wou sech Problemer stellen.

An hei ass d'Fro dann opgeworf ginn, wéi et mat der Zoustännegkeet vum Stat ass bei den Eisebunnsbrécken, déi gebaut ginn, wann e Passage à niveau soll suppriméiert ginn. Wou hält d'Zoustännegkeet vum Stat op a wou fänkt d'Zoustännegkeet vun de Gemengen un? Dat war Objet vun enger längerer Diskussioun.

Op den Incident vun der Eisebunnsbréck, déi den 10. Juli 2014 zu Beetebuerg an e Koup gefall ass, ginn ech op dëser Plaz net an, et gehéiert wierklech net zum Projet. Ech wëllt awer drop hiweisen, dass d'Nohaltegkeetskommissioun doropshin decidéiert huet, sech méi am Detail mat den Evakuatiounspläng vun de Rettungsdéngschter am Fall vu grësseren Accidenter um Niveau vum Eisebunnsréseau ze befaassen. Ech kucken op main Noriedner, dee wahrscheinlech och do nach eppes zum Eislek wäert soen, wou ganz vill Eisebunnsstunne sinn, an och do muss een driwwer schwätzen, wéi et do ausgesäit, wann en Accident geschitt.

Ofschléissend wëllt ech der vill beschäftegter Sekretärin vun der Nohaltegkeetskommissioun, der Madame Rachel Moris, e grouss Merci ausdrécken, grad wéi och de Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun den CFL a vum Nohaltegkeetsminister, déi eis an de Kommissiounssëtzunge Ried an Äntwert stoungen op eng ganz kompetent a fair Aart a Weis.

An net ze vergiessen och e Merci un d'Membere vun der Kommissioun fir hir konstruktiv Mataarbecht, wou ech ëmmer erëm als Presidentin d'Gefill hunn, dass mer do zesummen un engem Strang zéien, fir d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien.

Domat ginn ech an engems den Accord vun der grénger Fraktioun, an der Hoffnung natierlech, dass dës Projet de loi grad wéi dee vun Tram an dee vun Arrêt Pont Rouge viru véier Méint eng grouss Zoustëmmung heibanne féint. Nom Budget, dee geschter virgestallt ginn ass, gesi mer elo, wat mat deem ville Geld, wat investéiert gëtt, geschitt.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Rapportrice. Nächsten oder éischte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, als Éischt mäi Merci un d'Rapportrice vun dësem Projet respektiv d'Presidentin vun eiser zoustänneger Kommissioun, d'Josée Lorsché, fir hiren ausféierleche schrëftlechen an och méndleche Rapport - obwuel se sech zwou Minutte weider gewünscht hätt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi d'Madame Rapporteur och kritt huet.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Voilà! De Projet 6669 reit sech an an d'Ëmsetzung vun der globaler Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit fir Résidenten a Frontalieren, déi sougenannt „MoDu“, déi am Abrëll 2012 vum deemolege Minister, dem Claude Wiseler, presentéiert gouf. Ech soen et nach eng Kéier, well et esou schéin ass, och e bëssen aus Nostalgie, déi matkléngt.

Mä ech wollt virun allem awer drun erënneren, dass déi national Mobilitéitsstrategie jo dorop baséiert, dass een eng integrativ Approche gemaach huet mat enger ganzer Panoplie vu Mesuren, déi festgeschriwwen goufen an déi eng Äntwert sollen duerstellen, wéi mer eis dann eng nohalteg Mobilitéit zu Lëtzebuerg an der Zukunft virstellen. An do gehéiert natierlech virun allem d'Férdere vum öffentliche Transport oder och enger Mobilitéit douce derzou. Mä virun allem gehéiert awer och derzou, dass d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg mat der ekonomescher an der urbaner Entwécklung zu Lëtze-

buerg Schratt hält. Dat ass, mengen ech, e ganz wesentlechen Aspekt.

An déi Strategie - also d'MoDu - gouf och esou konzipéiert, dass se complémentaire zum Plan sectoriel «Transports» ass, deen op senger Säit jo méi detailléiert eng Partie Projeten a Mesurë beschreift, déi ee muss huelen an déi e Cadre réglementaire jo brauchen, fir mat deene verschidde Phasen och herno d'Ëmsetzung vun der Mobilitéit durable fäerdegzebréngen.

Zu dësem Konzept gehéieren natierlech jo och d'Busnetzer, den Auto, de Vëlo, den Tram an Zukunft, mä virun allem eben och eist Eisebunnsnetz, wat jo ganz kloer d'Réckgrat gewässermoosse vun eiser Mobilitéit soll duerstellen. An domat sinn ech beim Projet vun haut de Mëtten, well d'Eisebunnsliin Lëtzebuerg-Beetebuerg jo e ganz wesentleche Maillon an dem Eisebunnsnetz vun eisem Land duerstellt.

Dës Linn war iergendwann, et ass gesot ginn, saturéiert respektiv débordéiert, besonnesch an de Spëtzesonnen. A virun allem entsprécht dës Linn eben net de Viraussetzungen an de Kritäre vun der Mobilitéit durable an och net der Augmentatioun vum Fret a Relatioun mam Projet multimodal tëschent Beetebuerg an Diddeleng.

An déi wichtegst Objektiv goufen och vun der Rapportrice elo opgezielt, nämlech méi eng performant Ubannung natierlech un d'Stad Lëtzebuerg, notament den Houwald, mä besonnesch eben och a Richtung Süden vun eisem Land. A virun allem geet et natierlech hei och ëm déi grenziwwerschreidend Verbindunge mam Ausland, besonnesch der Lorraine - den TGV ass schon ernimmt ginn -, respektiv ëm de Fret-Verkéier tëschent Däitschland, Benelux an anere Länner.

Ganz am Ufank vun der Konzeptioun gouf et méi Varianten an et ass sech dunn no der Consultatioun mat der Gemeng Lëtzebuerg, mat Réiser, mat Hesper a Beetebuerg fir eng bestëmmt decidéiert ginn.

Am Detail - op deen ech awer net aginn, just résuméiert - gesäit deen aktuelle Projet, deen am Mäerz an der Chamber déposéiert gouf, folgend Projeten op eisem Zuchréseau vir: déi éischt Phas, effektiv de Bau vun der Linn, zweespureg, 7 km laang. An déi nei Zuchstreck wäert dann och d'Haaptstreck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg fir eben d'Héichgeschwindigkeit an d'Gidderzich duerstellen, mat spéider enger Ubannung vum Pôle d'échange Houwald iwwert d'Autobunn A3 bis da schlussendlech an d'Beetebuurger Gare.

Déi dräi Objektiv nach eng Kéier kuerz ernimmt: d'Verbindungen - hunn ech scho gesot - tëschent der Stad an dem Süden, mä virun allem, dass och dësen Zuchprojet, dës Streckeprojet e ganz wichtegen Investitiounsprojekt fir eist Land duerstellt - ech mengen, dass kann een net dacks genuch soen - am Sënn, dass d'Capacitéit vum Gidderverkéier intensivéiert gëtt an dass dës Eisebunnsstreck jo een Deel vun där europäescher Nord-Süd-Achs duerstellt, vun Holland bis an Italien.

Ech brauch elo net drop anzegoen, d'Rapportrice huet dat gesot, dass d'Capacitéit vum Schinnennetz tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg quasi verduebelt gëtt. D'Vitess kann op 160 km/h eropgesat ginn. Dat reduzéiert natierlech d'Zäit, fir ze fuere, an dëst eben och am Kontext mat der Verbindung vum TGV.

Entsprechend där aktueller Planung wäerten déi Aarbechte jo och relativ séier ugoen, denken ech: 2015 bis 2020 war gesot.

De Projet gesäit dann an enger zweeter Phas och d'Erneuerung vun der Beetebuurger Gare vir, an dat ass bestëmmt kee Muttwëll! Ech hat elo eng Kéier d'Geleeënheet, well ech jo vill mam Zuch fuere, eng Kéier d'Méiglechkeet, do zu Beetebuerg erauszeklammern. A wann ee gesäit, wann een do erausklëmmt - et ass kee Lift do -, wa virun allem natierlech Frae mat Kutsche kommen - ech wëll net vun deene Leit am Rollstull schwätzen! -, da muss ee quasi hëllef, fir dann erof an de Souterrain an déi aner Säit erëm erop. An dat ass eigentlech, besonnesch fir esou eng Gare, wou ganz vill Zich awer kommen, wéi Beetebuerg, net méi zäitgeméiss!

Et ginn där Garen natierlech nach am Land, mä wéi gesot, et ass also wichteg, dass hei eppes geschitt, dass un de Quai geschaff gëtt, dass, wéi gesot, och Leit mat ageschränkter Mobilitéit do den Accès méi licht gemaach kréien. Datselwech géllt och fir Leit, déi net gutt gesi respektiv blann Leit, dass och d'Quaien esou équipéiert ginn, dass déi Leit den Accès méi licht gemaach kréien.

Dëst ass also insgesamt e ganz ambitionéierte Projet, natierlech och een, deen en Impakt op d'Natur huet. Dat huet d'Rapportrice am Detail skizzéiert, dass brauch ech deemno net ze maachen. Ech sinn awer ganz frou, dass ech nach e bëssen dermat ze dinn hat, dass eben och déi Renaturéierung geschéien um Niveau vun der

Uelzecht a vun der Bibeschbaach, mat och Opforstungen a virun allem och, dass gekuckt gëtt - an dat soll jo ëmmer gemaach ginn, dass ass an der Vergaangenheet och gemaach ginn -, dass een d'Vemeidung vu Bauschutt a priori kuckt an duerno méi genee dann analyséiert, wat ee mat deem, deen noutgedrongen ufällt, wat een da mat deem mécht.

Dann och d'Konklusiounen vun enger Etüd, enger akustescher Etüd, wou een dann herno muss kucken, wat muss vun Écrans antibruit opgeriicht ginn, fir och de Kaméidi an deem Kontext esou gutt wéi méiglech anzedämmen.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, couvréiert selbstverständlech just déi Fraisë vun der éischer Phas. Dat ass och nach eng Kéier gesot ginn um Niveau vun dem Statsrot. Dann ebe spéider och d'Ubannung un d'Plattform vum Houwald respektiv d'Gare zu Beetebuerg.

Ech wollt dann, Här President, virun allem awer och soen, dass mir als Fraktioun ganz gären dës Projet haut stëmmen, well en eben e wichtige Maillon an deem Mobilitéitskonzept MoDu duerstellt. An ech ginn och elo direkt den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wollt awer nach zum Schluss zwou Froen un den Nohaltegkeetsminister stelle respektiv och eng Feststellung lassgi respektiv eng Erënerung lassginn. An zwar ass och déi Fro - déi féint sech am Kader erëm vun dem Mobilitéitskonzept -, déi éischt Fro, Här Minister Bausch...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt eng Sekonn!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Nohaltegkeetsminister, de Riedner ass amgaangen, eng Fro un lech ze stellen, an ech wollt sécherstellen, dass Der se och héiert.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Den Här Bausch mécht Multitasking: En héiert an e schwätzt an engems.

Déi éischt Fro: Mir hu jo virun der Vakanz en anere wichtige Projet aus der MoDu gestëmmt, nämlech dee vun Arrêt Pont Rouge, an ech wollt éischters emol wëssen, wéini datt et mat den Aarbechten ugeet. Oder ass et schon ieren ugaangen, d'Arriichtung vum Chantier an esou weider? Ech froe ganz bewusst, well dat jo och en Impakt dann huet op de Verkéier op der Nordstreck.

Dann déi zweet Fro, do wollt ech wëssen, wéini de Projet de loi vum Pôle d'échange multimodal vun der Gare Ettelbréck déposéiert gëtt. Ech denken, dass dat och net méi allze laang dauert. Ech weess, dass eng Presentatioun ass. Ass en déposéiert?

(Assentiment)

Ah, well ech hunn nämlech de Moien nach nagekuckt, ech hunn dat net fonnt.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Juli..., August! Am August déposéiert.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Am August déposéiert ginn. Ma desto besser! Et ass eng Presentatioun, hunn ech gelies, elo an deenen nächsten Deeg och, zu Ettelbréck.

Da wollt ech awer nach zum Schluss esou eng Aart Ceterum censeo lassginn, d'Madame Rapportrice huet dat ugeschwat, mir hunn eben och an der Kommissioun am Kontext vun deem Projet dat diskutéiert: Et ass drëm gaangen, iwwert d'Plans d'urgence an d'évacuation, wann ee grësseren Onfall mat engem Zuch geschitt. An ech sinn och frou, dass eis Presidentin dat elo och den 21. Oktober op den Ordre du jour gesat huet. Mä ech wollt wësse vum Nohaltegkeetsminister, ob mer elo do och dann dee Plang op den Dësch geluecht kréien, dee versprach gi war am Fréijoer, dee Plang nämlech: Wat geschitt, wann e grësseren Accident an den Tunnelen am Norden oder souguer tëschent den Tunnelen geschitt?

Déi Tunnelen, dat si schwaarz Lächer, déi kann een net mat engem Autos- oder Autobunns-tunnel vergläichen. A souguer tëschent den Tunnelen, do kënt keng Ambulanz bäi, do kënt keen Helikopter bäi! An do muss ee wierklech préparéiert sinn, ob dat een extraen Zuch ass, fir d'Interventiounen ze maachen am Katastrophfall, oder wat och ëmmer. Mä et muss ee préparéiert sinn! An ech wëll mer net virstellen, wat passéiert, wéi gesot, wann do - an och d'Asazkräfte, wéi eng Méiglechkeeten dass déi hunn -, wann eng Kéier do en Accident geschitt. An dofir wollt ech och wëssen, ob mer do Satisfaktioun kréien.

Ech soen lech Merci.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Marco Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech der Présidente-rapportrice Josée Lorsché Merci soe fir hir exzellente Rapporten, dee schréfflechen an dee mëndlechen. Si war esou komplett, dass ech versichen, elo net alles erëm ze widerhuelen, mä einfach eng Partie Iwwerleeungen iwwert den Nord-Süd-Eisebunnsréseau hei zu Lëtzebuerg unzesstellen.

Als LSAP wäerte mir dese Projet och selbstverständlech mat ënnerstëtzen, dese Projet, deen am Kader vun der „loi-cadre“, wéi dat heescht, vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukture geschafe ginn ass. Dat hei ass de Projet Nummer 31, dat heescht, et ass eng Loi-cadre, wou jeeweils déi Eisebunnsinfrastrukturprojeten ëmmer bäigesat ginn. Dat huet den Advantage, dass een eng gewëssen Iwwersicht behält iwwert dat, wat um Eisebunnsinfrastrukturressourcé geschitt. Et ass also net permanent eng Modifikatioun vun de Gesetz, mä et ass eng Loi-cadre fir d'Eisebunnsinfrastruktur.

Mat dem Projet de loi vun haut, also dem Bau vun enger neier, zousätzlicher duebelgleiseger Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg, gëtt an der Eisebunnsinfrastruktur hei zu Lëtzebuerg de Krees vun dräi grouse Projeten zougemaach, déi ufanks 2000, un der Schwelw vun neie Jorhonnert, sech als ëmmer méi néideg erweisen hunn, fir den zukünftigen Ufuerderunge vum effentlechen Transport op der Eisebunn gerecht ze ginn.

Niewent der neier Streck vu Beetebuerg an d'Stad sinn dat d'Zweegleisegkeet vun der Péitenger Streck, déi jo säit zwee Joer realiséiert ass, an als drëttes Projet d'Verduebelung vum Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg mat der Realisatioun vun engem zweete parallele Viaduc an dem Talus hannendrun, oder wéi et op der Eisebunn genannt gëtt, dem „Perré“ Richtung Cents-Waasserbëlleng. Déi Aarbechte si voll amgaangen an dee Viaduc an dee Perré sinn ee vun deene spektakulärsten, schwierigsten an och zouginnermoossen deieren - a ganz deieren - Eisebunnprojeten nom Bau vun den Eisebunnsinfrastrukture virun 150 Joer.

Den Tram an der Stad, och wann en net zur Eisebunnsinfrastruktur gehéiert an och dofir net an där Loi-cadre steet, wëll ech awer och nach zu deem Ganzen derzouzielen.

De Bau vun enger neier Eisebunnsstreck ass och säit de Grënnerzäite vun der Eisebunn hei zu Lëtzebuerg, bis op déi eng oder aner Ausnahm, net méi realiséiert ginn. Wéi eis Rapportrice et gesot huet, hu mir aus dem Süde vum Land Richtung Stad Lëtzebuerg scho säit ville Jore mat enger - jo, et kann ee soen - „Iwwersaturatioun“ vun de Capacitéite vun der aktueller Eisebunnsstreck zwëschen Beetebuerg a Lëtzebuerg-Houwald ze dinn.

Et geet also drëm, fir déi nach ëmmer méi wuessend Nofro aus Frankräich, an dat net nëmme fir den TGV, mä och fir déi de Moment ronn 60.000 franséisch Frontalieren, esou wäit wéi méiglech op den Zuch ze drainéieren. An dat gëllt och fir de Gidderverkéier, fir den Intermodal-Hub vu Beetebuerg Richtung Süde vun Europa, dee jo och elo nach zousätzlech massiv ausgebaut gëtt. Mä déi aktuell Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg iwwer Bierchem, wéi se elo leeft, huet och den nationalen Trafic vun Esch, Adun-le-Tiche, Rémeleng a vun Diddeleng Richtung Stad Lëtzebuerg ze assuréieren.

A wa mer d'Fallbeispill erausgräifen, esou muss et mam Bau vun der neier, zousätzlicher Streck endlech méiglech ginn, mat den Zich à destination, ouni ëmklammen, vun Diddeleng an d'Stad Lëtzebuerg fueren ze kënnen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An ëmgekéiert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Ganz genau! Well dat Ëmklammen zu Beetebuerg - wéi gesot, aus béide Richtungen dann - ass beschwéierlech, ass onkamoud, a virun allem gëtt beim Ëmklammen a beim Waarden op den Anschluss-zuch vun Esch - oder ëmgedréint dann - méi Zäit verbraucht wéi ee brauch fir den Trajet selwer!

Direkt Zich vun Diddeleng an d'Stad kéinten och dat erlaben, wat den Député-Maire vun Diddeleng, den honorabele Kolleg Alex Bodry, a sengem leschte Gemengerot gesot huet, wann ech dat richteg gelies hunn, dass dann duerch Diddeleng...

(Interruptions et hilarité)

...dass dann duerch Diddeleng iwwert déi aktuell Eisebunn den Asaz vun engem Tram denk-

bar wär zwëschen Volmerange bis op Diddeleng-Centre, an duerno d'Ëmklammen op en direkten Zuch Richtung Lëtzebuerg.

Dee groussen Advantage dovunner wär, dass déi onsäaglech Barriären, déi do quasi ëmmer dauernd zou sinn an de Verkéier an Diddeleng ganz blockéieren, méi oft kéinten op sinn. An dëst, well fir den Tram am Contraire zum Zuch eréischt d'Barrière vum Passage à niveau muss zougooen, wann e just virun ass, quasi wéi op enger normaler Stroossekräizung, elo ganz vereinfacht ausgedréckt, mä awer esou kann ee sech dat an der Praxis virstellen.

Beim Zuch nämlech, bedéngt duerch dee laange Bremswee, dee jee nodeem bis zu 1.200 m laang ka sinn, ass dat natierlech net méiglech an dat verlaangt, dass d'Barriären zou sinn, wann en Zuch vu Beetebuerg op Diddeleng zoufirt. Da mussen all déi Barriäre quasi zou sinn a ganz Diddeleng.

Dësen e bësse méi spezifischen Exkurs op d'Situatioun zu Diddeleng weist awer gradesou op d'Noutwendegkeet hin, fir all déi aner bestehend Antennen am Süde vum Land, déi vu Rémeleng, Téiteng, Kayl, Nierzeng an esou weider, bestoen ze loosser an net ze suppriméieren, well emool ausgebaut, ass de Chaos op de Stroossen nach méi schro, wéi en elo schonn ass!

Hei kënn dann och de Südtram an d'Gespréich, wou ee spéider vu Rémeleng, Kayl iwwer Schëffleng, Esch op d'Uni Belval fueren misst kënnen.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Erhale vun der Antenn vun der Streck vun Dikrech op Eitelbréck. A wa mer am Norde vum Land sinn, ass am Norden op der Nordstreck ee Projet net ze vergiessen, dat ass de Bau vun engem zweete parallele Gleis tëschent Clief bis virun Elwen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, zréck zur neier Streck iwwer 7 km vu Beetebuerg op Diddeleng (veuillez lire: op Lëtzebuerg), déi um fräie Feld „en site propre“ gebaut gëtt, mat enger ganzer Partie Ouvrage-d'arten iwwert d'Autobunn an och mat enger spezieller - d'Madame Rapportrice hat dat gesot - Bréck, „saut-de-mouton“, wéi dat am Eisebunnsjargon heescht. Saut-de-mouton, dat ass, wann eng Eisebunn iwwer eng aner fiert. Dat hu mer op enger eenzeger Plaz nach hei zu Lëtzebuerg, dat ass zu Gaasperech fir déi Zich, déi aus dem Triage Lëtzebuerg Richtung Péiteng an an d'Belsch fueren an déi ënnerkräit gi vun der normaler Streck iwwert den „Escher Bierg“, wéi dat op der Eisebunn heescht, vu Lëtzebuerg direkt op Beetebuerg an esou weider.

Do ginn also ganz schwéier Konstruktiounen gemaach, dofir och deen héije Präis. Ech wollt, vu dass dat awer „en site propre“ ass, froen - an d'Madame Rapportrice hat gesot an dat steet och am Rapport, dass eng ronn 60% vun den Terrainen schonn opkaaft gi sinn, bon, da bleiwen der natierlech nach eng ganz Partie -, do wollt ech den Här Minister froen, ob dat Problemer awer ginn oder ob dat nach just de Moment eng Aarbecht ass, déi nach ze maachen ass.

Well ech mengen, et wär immens schued, wann et éischtens och misst zu Expropriatiounen kommen. Well dese Projet kann natierlech nëmme ugefaange ginn, wann all Terrainen kaaft gi sinn, well et kann ee jo net op der Eisebunn esou eng kleng Déviatioun maachen, wéi een dat eventuell op der Strooss ka maachen. Ech wëll just drun erënneren, dass déi Streck gebaut gëtt fir eng Vitesse vun 160 km/h.

De Projet de loi ass deen éischten Deel vum Gesamtprojet vun der neier Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg, wou nach zwee Gesetzter also nokomme mussen fir déi jeeweileg Uschlëss un déi bestehend Streck, souwuel am Süden zu Beetebuerg wéi dann och am Norde vun där neier Streck, um Houwald.

An Dir kënn mer et gleewen, dat wäert schwierig a komplizéiert ginn, an domat net bëlleg. Dofir géif ech et als sënnavoll ugesinn, Här Minister, lech ze bieden, och déi Etüde relativ zügig ulafen ze loosser, och wann et nach eng Partie Joren dauert, bis mer dozou kommen. Mä déi Etüde wäerten och ganz schwierig ginn an dofir wär et vläicht sënnavoll, déi och an deenen nächste Jore bei den Etüde vun den Travaux d'infrastructures, déi mer jo ëmmer an der Chamber virum Budget genehmen, an derzugesinn.

Här President, wa mer eist Land wëlle fit maache fir déi ekonomesch Erausforderunge vun der Zukunft, da brauche mer déi néideg Mobilitéitskompetenz, an dat geet nëmme iwwert de Bau vun neien Infrastrukturen.

An do si jo an deemem Projet net nëmme déi nei Streck an deem Eck do opgezielt, mä och de futur Pôle d'échange um Houwald, dat ass

d'Dräispuregkeet vun der Autobunn zwëschen Diddeleng a Gaasperech, also Lëtzebuerg dann, d'Extensiou vun der Aire de Berchem op der Autobunn, de Réaménagement vum Échangeur op der Autobunn zu Léiweng, dann déi ugeschwat Suppressioun zu Beetebuerg vun der Barrière am Nordausgang vun der Gare Beetebuerg an dann natierlech och dee grouse Projet vun der multimodaler Plattform fir de Gütertrafic vum Norden, vun der Nordséi - iwwer Beetebuerg - Richtung Süde vun Europa. A fir dat Ganzt operationell, gutt operationell ze maache fir d'Eisebunn, muss dann och an der Gare Beetebuerg en neit Stellwierk kommen, fir dat Ganzt kënnen propper a fonctionnel ze dirigéieren.

An, wéi gesot, dozou gehéiert dann och schlussendlech de Projet vun enger neier Streck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg, deem ech heimmadder den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

An lech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Negri. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 9. November 1855 gouf jo u sech den Eisebunnszäitalter hei zu Lëtzebuerg agelaut, wéi en Ofkommen mat den Härre Favier a Jouve ënnerschriwwen gouf, fir datt si den Optrag kruten, fir eng Eisebunnsstreck ze bauen. Den 2. März 1857 koom et dann zur Grënnung vun der „Luxemburger Bahnbau- und Betriebsgesellschaft Wilhelm Luxemburg“. A schliisslech gouf de 16. Juli 1859 provisoresch fir d'Éischt op der Zuchstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg-Diddenuewen gefuer, déi Streck, iwwert déi mer jo haut hei diskutéieren.

Deemools gouf et iwwregens och nach eng Gare zu Fenteng, déi gouf awer dunn ofgerappt. Déi gouf 1877 duerch d'Gare vu Bierchem ersat. Mat 600 km hate mer deemools iwwregens ee vun deenen dichtste Réseauen aus ganz Europa an dat war deemools natierlech schonn aussergewöhnlech.

Zënter deene Pionéierzäiten huet sech d'Bild vun der Eisebunn ouni Zweifel hei zu Lëtzebuerg immens verännert. D'CFL, wéi mer se jo haut als Gesellschaft kennen, goufen duerch d'Gesetz vum 16. Juni 1947 mat enger Lafdauer vun 100 Joer gegrënt. De Réseau hat deemools 542 km, war also nach ëmmer relativ imposant. 1974 waren et der awer schonn nëmme méi 271.

E wichtegen Datum, deen am Fong geholl och zum Rapport vun deemem Gesetz gehéiert, war den 29. September 1956. Deemools gouf nämlech d'Streck Diddenuewen-Lëtzebuerg an och a Richtung Klengbetten elektrifizéiert. An 1963 war et iwwregens eriwir mat den Dampfmaschinen an déi goufen dunn ersat duerch déi bekannt Diesellocke vun der Serie 1800. Déi puer Zuelen hei sollen am Fong geholl beleeden, wéi u sech dann d'Bild, wéi gesot, vun der Eisebunn an deene leschte Jorzéngte sech komplett geännert huet.

Mä et muss een dat och éierlech hei soen, et goufen och Zäiten, wou d'Eisebunn u sech net esou attraktiv war a wou de Stroossebau, vu politescher Säit aus gekuckt, éischter Virrang hat. Tëschen 1950 an 1990 stoung nämlech, kann ee bal soen, d'Eisebunn éischter um Ofstellgleis an et ass wéineg an d'Infrastruktur investéiert ginn.

Et huet awer dunn, Gott sei Dank, e gewëssent Emdenke stattfonnt an et kann ee soen, dass an deene leschten zwee Jorzéngten dach praktesch op alle politesche Bänke sech éischter fir, wéi gesot, eng Moderniséierung vun der Eisebunn ausgeschwat ginn ass. Mam Gesetz vum 28. März 1997 hat dunn och de Lëtzebuerger Stat jo d'Gesamtchold vun der Eisebunn iwwerholl.

Et muss een och hei ënnersträichen, dass jo awer besonnesch um Niveau vun der Moderniséierung - an ech denken hei virun allem un d'Zich - an deene leschten zéng Joer dach enorm Efforte gemaach gi sinn. Ech wëll och nach eng Keier hei drun erënneren, dass 2003 schonn en Investitiounsbudget vun 850 Milliounen zréckbehalen gi war, och fir d'Setzplaz vum 13.000 op 29.000 ze erhéien.

An net méi spéit wéi de leschten 29. September ass jo och déi nei Generatioun vu Motricen, KISS, presentéiert ginn an och ageweit ginn. Ech mengen, et besteet haut jiddefalls e kloer Konsens um politeschen Niveau, dass mer mussen verstärkt um Niveau vun der Transportpolitik investéieren, dat natierlech och prioritär um Niveau vun der Eisebunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Virriedner hunn hei schonn zu Recht bemierkt, dass d'Streck natierlech tëschent Beetebuerg an der Stad saturéiert ass an datt dat u sech och e gutt Zeechen ass. Dat ass en Zeechen, dass ver-

stärkt den Zuch genotzt gëtt. Ech wëll drun erënneren, dass zum Beispill 2013 net manner wéi 20,7 Milliounen Voyageuren transportéiert goufen. Dat waren der 4,4% méi wéi 2012. Dat ass also evident. An dorauer kann een d'Konklusioun zéien, dass d'Ugebuert vum Zuch ouni Zweifel nach muss erhéicht ginn.

Virun allem déi Zich, déi aus Richtung Frankräich kommen, iwwer Beetebuerg an d'Stad, déi sinn, loosse mer dat emol ganz gentil hei ausdrécken, net onbedéngt esou attraktiv, dass een och gären draklëmmt, well déi esou iwwerfüllt sinn, dass et net onbedéngt Spaass mécht, fir da mam Zuch ze fueren. An dowéinst ass et wichteg, dass, wéi gesot, dee Projet haut hei gestëmmt gëtt, fir datt eben nei Méiglechkeeten geschafe ginn, dass een och ka méi komfortabel mam Zuch vu Beetebuerg an d'Stad respektiv zréck fueren.

Et ass also och an deem Sënn interessant, dass duerch dee Projet hei nei Verbindungen kënnen geschafe ginn an datt och nei Méiglechkeeten op där Streck geschafe ginn, wat virun allem, wéi gesot, den Transport vu Voyageuren ubelaangt.

Da muss een natierlech an deem ganze Kontext - an et ass och schonn hei ugeschnidde ginn - och vun deem neie Projet CFL Multimodal schwätzen, deen am Raum Beetebuerg-Diddeleng dann entsteet. Hei ass jo u sech elo en neien Zenter, dee kreéiert gëtt, fir d'Wuere verstärkt iwwert d'Schinn ze transportéieren. Ech mengen, dass dat gëtt haut net méi a Fro gestallt, dass esou vill wéi méiglech Wuere solle vun der Strooss erofgeholl ginn a sollen dann iwwert d'Schinn transportéiert ginn. Duerch deen neie Projet hei gëtt natierlech och d'Capacitéit vun CFL Multimodal bedeidend erhéicht. Ech wëll och drun erënneren, dass vum 2012 op 2013 de Chiffre d'affaires vun deemem Grupp iwwregens ëm 18,4% an d'Luucht gaangen ass.

Da gouf jo och net méi spéit wéi de leschten 2. September eng nei Linn a Betrib geholl, an zwar a Richtung Duisburg, wat u sech erlaabt, dann och de Réseau tëschent Spuenien, Frankräich an de skandinavische Länner nach ze verbesseren. Duerch déi zousätzlech ekonomesch Entwécklung an deem Raum do - an ech denken hei natierlech och un den Eurohub - gi selbstverständlech och nei Aarbechtsplaz kreéiert, wat ouni Zweifel natierlech och e ganz groussen Advantage ass.

Ech muss allerdéngs och hei drop hiweisen, dass déi ganz Entwécklung awer fir déi zwou Gemengen Diddeleng a Beetebuerg awer och hir Nodeeler mat sech bréngt, virun allem um Niveau vum Stroosseverkéier. An hei muss een nach eng Keier vläicht drun erënneren, dass jo och en Aarbechtsgrupp do agesat ginn ass tëschent deenen zwou Gemengen, ënnert der Tutelle vu Pons a Chaussées, fir méi ee Gesamtkonzept ze kreéieren, fir datt do de Verkéier besser kann am Fong geholl herno och géréiert ginn.

Erlaabt mer awer trotzdem, hei niewelaanscht ze behaupten, dass bis elo déi Konklusiounen nach net onbedéngt ganz zefriddestellend sinn. Mä wat net ass, ka jo nach ëmmer kommen.

(Interruption)

Wéi sot Der, Här Bodry?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mir sinn erëm den Donneschdeg zesummen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Den Donneschdeg si mer erëm zesummen. Vlächert kréie mer do e bësselche méi Hoffnung da gemaach.

Dee Projet hei bréngt allerdéngs och nei Perspektiven fir déi ganz Peripherie Houwald, Hesper, wou jo u sech och en neit Ballungsgebitt an deene leschte Joren entstanden ass. A spéitens no der Realisatioun vun Quai um Houwald am Joer 2018 wäert dann och d'Notzung vun dem effentlechen Transport do klammen.

Een anere wichtegen Aspekt, deen een natierlech hei muss onbedéngt ënnersträichen, dass ass den TGV. Déi nei Linn, déi do kreéiert gëtt, gëtt jo awer och prioritär - kann ee jo och bal soen - gebaut, fir u sech dem TGV besser Méiglechkeeten ze ginn, fir tëschent Lëtzebuerg a Paräis ze fueren. Den TGV war jo ouni Zweifel e grouse qualitative Sprong an der Eisebunnsgeschicht. Ech wëll nach eng Keier kuerz drun erënneren: Deen éischten TGV ass den 1. Oktober 1964 tëschent Tokio an Osaka gefuer, dat war dann den „Shinkansen“.

An dann, wat och interessant ass, den SNCF-President oder -Direkter, de Guillaume Pepy, huet elo kierzlech annonciéiert, dass ab 2018 och eng nei Generatioun vun TGVe kënn. Dat heescht, den TGV gëtt ganz kloer nach méi als modern Transportmëttel ausgebaut. An dat ass och gutt an dat ass och wichteg esou! A mir dierfen net vergiessen, dass mir als Lëtzebuerger natierlech och do net dierfen den Zuch verpassen.



Et dierf een net vergiessen, datt ronn 400.000 Leit den Zuch tëschent Lëtzebuerg a Paräis huelen, den TGV benotzen also, an datt dat eng wichteg ekonomesch Donnée ass. Mä et bréngt natierlech awer och op där ëmgedréinter Säit mat Sécherheet och Virdeeler fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg mat sech.

Et ass och virgesinn um europäesche Plang, de Réseau vum Héichgeschwindigkeitkeetszuch bis op 32.000 km auszubauen. An och dat, wéi gesot, ass mat Sécherheet en Element weider, fir datt mir als Lëtzebuerg eis net hei dierfen isoléieren, fir datt mer mussen natierlech kucken, fir och do direkt den Uschloss ze fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren, ass natierlech guer keen neie Projet. Et ass e Projet, dee schon, et kann ee bal soen, Jorzéngten diskutéiert gëtt. Ech wëll och hei nach eng Kéier drun erënneren, un de fréieren Transportminister vu menger Partei, den Henri Grethen, deen de 27. Juni 2000 hei op der Tribün Folgendes zu der Verduebelung vun der Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg gesot hat:

„Et geet zum Beispill net duer, dass een tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg d'Gleise verduebelt. Et muss een och sécher sinn, dass op där anerer Säit am Frankräich den Trafic kann ofgehall ginn, well et huet kee Wäert, dass mer e performante Réseau hei zu Lëtzebuerg hunn, wann en an den Nopeschregiounen net méi klappt.

Mir hunn dofir insistéiert, fir dass op franséischer Säit och d'Streck esou moderniséiert gëtt, wéi mir se elo schon amgang sinn a wéi de Projet et och weider virgesäit tëschent Zoufftegen an Diddenuewen, wéi mir se tëschent Lëtzebuerg/Beetebuerg a Zoufftegen moderniséiert hunn duerch d'Realisatioun vu Bléck, déi et erméiglechen, dass méi Zich an der Stonn kënnen iwwer e gewëssene Réseau goen.“

Et ass also evident, wa mir hei zu Lëtzebuerg massiv - an dat maache mer, an dat ass och richtig - an de Schinnereseau investéieren, datt mer natierlech gläichzäitig awer och mussen e Bléck op d'Nopeschlänner hunn.

Zum Tracé selwer sollen dann awer och nach e puer Remarquë gemaach ginn. Et muss ee fir d'Éischt emol soen, datt et e gudden Austausch mat deene concernéierte Gemenge war, wat och richtig ass. Et ass jo och zu engem Deel den Awänn vun der Gemeng Réiser hei Rechnung gedroe ginn.

Ee grouse Problem stellt sech natierlech, dat ass de Passage duerch d'Uertschaft Beetebuerg. Dat bréngt natierlech eng Rei Inconvénienzen mat sech. Leider, leider muss jo och dat eent oder dat anert Haus deelweis ofgerappt ginn. Dorënner falen och zwee Commercen, wat een net esou gär héiert. Dowéinst den Appell natierlech un d'Eisebunn, fir déi, mengen ech, bis elo relativ gutt gefouert Gesprécher mat deene Concernéierte weiderzeféieren, fir datt een och do zu engem gudden Ofschloss ka kommen.

Déi zréckbehale Streck huet natierlech eng Rei negativ Konsequenzen och op dat natierlech Ëmfeld an dofir mussen natierlech och eng Rei Kompensatiounen virgesi ginn. Ech erënneren drun, datt de Passage jo duerch déi Zone de protection spéciale am Norde vu Beetebuerg geet. Ech wëll och do nach drun erënneren, datt d'Gemeng Beetebuerg de Moment amgang ass, e ganz interessante Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht ze maachen.

An hei gëtt der Eisebunn am Fong geholl d'Méiglechkeet gebueden, hiren Defizit vu 5,4 Milliounen Punkten ze kompenséieren, andeems datt se sech un deem Projet bedeelegt. An, Här Minister, ech maachen hei wierklech e waarmen Appell un déi staatlech Instanzen, sech un deem Projet Renaturéierung ze bedeelegen. Ech wëll net hei an den Detail agoen - 12 Gargullen, dat seet heibanne wahrscheinlech elo kengem eppes, oder bal kengem eppes -, mä et ass wichteg, datt dee Projet attackéiert gëtt, deen natierlech wäert vill Geld kaschten. Mä dee Projet vun der Renaturéierung steet a fällt mat där Zerstückelung oder - wéi soll ech soen? - Reaniméierung vun den 12 Gargullen. An dowéinst nach eng Kéier: Hei muss sech onbedéngt déi staatlech Instanzen, sief dat d'Ponts et Chaussées, sief dat d'Eisebunn, dru bedeelegen, well soss gëtt dee Projet Renaturéierung an deem Eck do mat Sécherheet net realiséiert.

D'Uleeë vun där neier Streck bedéngt natierlech och eng Rei Viraarbechten, fir d'Éischt emol natierlech d'Suppressioun vum PN4 zu Beetebuerg, de Bau vun enger neier Bréck. A wa mer un déi nei Bréck denken, dann denke mer leider och un den 10. Juli, wat do passéiert ass. Dat wëll ech weider net hei kommentéieren, well do misst ee verschidde Saache soen, déi verschidde Leit net géife gären héieren. Dat maachen ech awer elo net hei.

Ech wëll just drop hiweisen, wann déi Bréck eng Minutt éischer zesummefällt oder zwou

Minuten éischer zesummefällt, dann hu mer eng riseg Katastroph an deem Eck. Bon, et ass gutt gaangen! Et ass mat Ausnahm vun e puer Aarbechter, déi leider, leider och gewësse physisch Sequellen haten, „gutt“ - tëschent Guillemets - iwwert d'Bühn gaangen, mä et muss ee sech bewusst sinn, datt mer hei awer wierklech méi wéi mat engem bloen A dervukomm sinn.

Ech wëll awer an deem Kontext eng wichteg Fro hei opwerfen, an ech mengen, déi ass jo och an der Kommissioun diskutéiert ginn. Bis elo ass d'Politik vun der Eisebunn jo esou, wann dann eng nei Bréck gebaut gëtt, datt quasi automatesch dat herno d'Propriétéit vun der Gemeng gëtt, op deem Territoire wou se gebaut ginn ass. Ech soen awer ganz éierlech, datt muss iwwerluecht ginn.

Et kann net einfach esou sinn, datt eng Gemeng automatesch da Propriétaire vun deem neien Ouvrage d'art gëtt, well d'Gemeng kritt dee Moment jo och zousätzlech Responsabilitéiten. An am Fall, wou dann erëm eng Kéier géif iergendeppes geschéie mat enger Bréck, dann ass d'Gemeng och ganz séier mat responsabiliséiert.

Ech mengen, esou einfach kann et an Zukunft net sinn. Dofir och do d'Propos, datt mer solle rasonabel mateneen diskutéieren, mat CFL an Eisebunn, wéi wäit eng Gemeng engagéiert ass an der Responsabilitéit. An ech schwätze besonnesch hei vun der Responsabilitéit, net direkt vum Entretien selwer. Eng Gemeng kann och nach eng Kiermaschinn driwwer schécken, eng Gemeng kann och nach d'Blummen netze goen, mä et kann net sinn, datt eng Gemeng déi voll Responsabilitéit vun engem Ouvrage d'art kritt, dee se net selwer realiséiert huet.

A schlussendlech geet deen Ouvrage d'art iwwer eng Eisebunnsliin. A besonnesch, wann ech dann elo de Fall Beetebuerg huelen, wou 250 Zich den Dag plus ou moins duerchfuere, enner anerem den TGV, da wësse mer jo, datt do e gewësse Potenzial vu Risikoe besteet. Ech wëll dat elo net weider hei verdéiwen, mä et ass awer wichteg, datt dee Punkt do rasonabel, vernünfteg mat deene verschiddene Partner och undiskutéiert gëtt.

Wa mer och, wéi gesot, beim Ouvrage d'art sinn - am Agank vu Beetebuerg gëtt jo elo en neie Viadukt och gebaut, dee sougenannten „saut-de-mouton“, wann ech dat elo richtig an Erënnerung hunn -, do si mer natierlech och ganz séier bei engem Aspekt, deen een net kann negligéieren, dat ass de Kaméidi. Mir wëssen, vu datt dee Viadukt jo méi héich läit, datt dat automatesch zousätzlech Nuisancé mat sech bréngt, besonnesch wat de Kaméidi ubelaangt. Och do den Appell, mä ech weess awer - mir haten et an der Kommissioun, an ech wëll och deene Responsabele vun der Eisebunn hei e besonnesche Merci ausspréche fir hir ëmmer ganz kompetent Erklärungen -, datt do déi néideg Moosname virgesi sinn.

Et ass wichteg, wéi gesot, wann esou nei Baute realiséiert ginn, datt awer och deem Aspekt Rechnung gedroe gëtt - a mir hate jo och elo en Dossier virgeluecht kritt, wou d'Eisebunn jo versicht, guesch duerch d'Land op sensible Punkten Écrans antibruit ze aménagéieren -, datt deem Aspekt Kaméidi an Zukunft nach méi Rechnung gedroe gëtt.

Et muss een natierlech och drop hiweisen, datt mer de Moment eréischt 60% vun den Terrainen hunn. Et feelen also nach 40%. Mir hoffen, wéi gesot, datt déi Diskussioun mat de concernéierte Propriétaires och wäerten zu engem gudden Ofschloss kommen, datt et net onbedéngt muss herno zu enger Expropriatioun da kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet hei gëtt natierlech och d'Uertschaft Beetebuerg awer och opgewäert, Beetebuerg, wat jo u sech ëmmer och als Eisebunnersstad duergestallt gëtt. Et ass eng wichteg Dréischeif, net nëmme vum nationalen Eisebunnsverkéier, mä och vum internationale Verkéier. Den Triage, dee jo de Moment amgang ass moderniséiert ze ginn, datéiert vun 1982. An deen hat jo u sech deemools schon d'Roll ze erfüllen, fir eng Rei méi kleng Rangéiergaren ze iwwerhuelen.

Déi zweet Phas, déi nach soll kommen, wéi gesot, déi gesäit dann och den Ausbau, den Embau vun der Gare Beetebuerg vir. An ech schlësse mech do mengem Virriedner, dem Marco Schank, un, deen zwar elo nëmme een- oder zweemol op Beetebuerg op d'Gare mam Zuch komm ass; ech maachen dat méi regelméisseg. Ech muss lech ganz éierlech soen, do drängt sech awer effektiv eng Moderniséierung op. Ech denken och virun allem un déi Leit à mobilité réduite, déi awer do enorm Problemer hunn, fir sech do ze déplacéieren. An dowéinst wier et awer wichteg, datt een dee Réaménagement vun där Gare géif awer vläicht als eng méi grouss Prioritéit ugesinn, wéi dat de Moment de Fall ass.

Duerch déi nei Linn gëtt jo natierlech dee Moment och d'Linn tëschent Beetebuerg an Dideleng méi interessant, eng Linn, déi zënter 1883 besteet, eng Linn, déi nëmme eegleiseg befuerbar ass. Mä doduerch wäert natierlech elo, well jo awer méi eng héich Frequenz kënnt, d'Demande, fir vu Beetebuerg op Dideleng ze fueren, méi grouss ginn. Do ass natierlech dann och schon ëmmer d'Iddi komm, fir en Tramsystem tëschent Beetebuerg an Dideleng ze installéieren. Och doriwwer, mengen ech, soll een eng Kéier oppe mateneen diskutéieren. Wat wichteg ass: datt, wéi gesot, déi Ubannung tëschent deenen zwou Uertschaften ouni Zweifel wäert verbessert ginn.

Déi meescht Zich, déi natierlech da vun Esch iwwer Beetebuerg - Fréiseng hu mer fréier iwwert de Jangli ugefuer - déi meescht Zich, déi da vu Beetebuerg oder vun Esch iwwer Beetebuerg an d'Stad fueren, hale jo dann och zu Bierchem. A wann ech Bierchem denken a soen, denken ech natierlech och un d'Bierchermer Gare. An do soen ech awer ganz éierlech, do mécht ee léiwer d'Aen zou, wann een do laanschtfiert, well d'Bierchermer Gare ass mat Sécherheet e Beispill, wéi et net soll sinn, wéi eng Gare net soll ausgesinn. An dowéinst e waarmen Appell, ech sinn e bëssen enttäuscht, datt keng Kreditter virgesi sinn, fir d'Bierchermer Gare an d'Rei ze setzen.

Wa mer also gären e modernen Transport...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech ennerstëtzen deen Appell, Här President!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här Berger. Ech ka mer dat och ganz gutt virstellen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech sinn aus dem Réiserbann.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Voilà, Dir sidd aus dem Réiserbann, kennt d'Situatioun also genausou gutt.

(Interruption)

Wéi gesot, d'Bierchermer Gare, naja, ass net onbedéngt eng Visittkaart. Do soll een also kucken, och vläicht zesumme mat der Gemeng Réiser, e flotte Projet do ze maachen, zumindest fir datt se urbanisteschem, ästheteschem besser an Zukunft wäert ausgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer, wéi gesot, erëm e weideren, e wichtege Projet, wat den öffentlechen Transport ubelaangt. Mir hate jo de 4. Juni hei den Tram gestëmmt, och e wegweisenden, zukunftsorientéierte Projet vun enger Verbesserung vum öffentlechen Transport. An ech mengen, och dat ass jo awer de beschte Beweis, datt des Koalitioun och ugetrueden ass, fir um Niveau vum öffentlechen Transport wesentlech Verbesserunge virunzebréngen.

An net méi spéit wéi virgëscher huet eise Premier och nach eng Kéier drop higewisen, datt d'Transportpolitik, den Ausbau vum öffentlechen Transport jo eng Prioritéit - kann ee scho bal soen - och vun deser Regierung ass. An dat ass och vun eiser Säit nëmme ennerstëtzenswäert, well deen neie Projet erlaabt et jo zum Beispill och, an Zukunft praktesch direkt vun Esch op de Kierchberg ze fueren. Dat wäert e wesentleche qualitative Sprong no vir bedeuten.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier drun erënneren, wat meng Partei, d'DP, am Wahlprogramm 2013 zum Programm MoDu geschriwwen hat: „Wir werden das integrative Verkehrskonzept «MoDu» in den kommenden Jahren systematisch umsetzen vor dem Hintergrund des Landesplanungsinstruments «plan sectoriel transports».“

Mat deemem Projet, wéi gesot, gëtt e weidere wichtege Pfeiler vun dem Konzept ëmgesat. Et ass also evident, datt d'DP wäert hir Ennerstëtzung ginn. Ech wëll awer net ofschléissen, ouni der Madame Lorsché awer nach e ganz grouse Merci auszespréchen, souwuel fir hire schrëftleche wéi och hire mündleche Rapport.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll dann do ufänken, wou mäi Virriedner opgehale huet, an der Kolleejin Josée Lorsché och Merci soe fir hiren exzellente schrëftleche wéi mündleche Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt den öffentlechen Transport a virun allem d'Eisebunn iwwer, et kann ee bal soen, Jorzéngte vernolësseg ginn ass. An ech mengen, e politescht Émdenken ass komm viru 15, 20 Joer, wou lues a lues ugefaange ginn ass ëmzedenken. An ech mengen, deen éischten Transportminister, dat war den Henri Grethen, an dunn déi alleguer bis haut hunn am Fong eng Politik

gemaach, wou regelméisseg grouss Investitiounen an d'Eisebunn gemaach gi sinn. An dat ass ze begrëssen. An duerfir reit dee Projet, deen haut hei zur Diskussioun steet an dee mer och selbstverständlech wäerte matstëmme, sech an déi Projeten an, an et si jo nach eng aner Rei vu Projeten op der Schinn.

Dee Projet vun haut ass e relativ grouse Projet, net nëmme, well e 7 km laang ass, dat ass fir Lëtzebuerg Verhältnissen vill. International gesinn ass dat e klenge Projet, mä fir eis ass dat op d'Kilometere schon e grouse Projet, awer och wat d'Zäit ubelaangt.

Wa mer zréckkucken, da war et am Fong 2006, wou d'Chamber schon heibannen an enger Motioun am Fong den Accord de principe ginn huet, fir datt dese Projet gemaach gëtt. Haut si mer aacht Joer méi spéit. Et ass also eng relativ laang Zäit vergaangen, bis de Projet hei dann elo haut virgeluecht gëtt. An da gëtt e vun 2015 bis 2020 gebaut. Da ware mer, wann deen Délai kann agehale ginn, awer hei, wat de politeschen Niveau ubelaangt, ouni d'Viraarbechten, déi nach virun 2006 scho gelescht si ginn, awer eng 14, 15 Joer amgang, wa keng Obstakelen an dem Projet, bei der Realisatioun vum Projet sech wäerte bemerkbar maachen.

Mat 272 Milliounen (veuillez lire: 292 Milliounen) ass et och en deiere Projet, mä et ass eng Investitioun, déi onbedéngt noutwendeg ass. A mir wëssen och, datt déi 272 Milliounen (veuillez lire: 292 Milliounen), bis de Projet integral fäerdeg ass, nämlech wann déi zweet Phas realiséiert gëtt, och nach wäerten e Stéckelchen an d'Luucht goen. Vläch weess de Minister eis herno schon ze soen, ob do scho Berechnunge gemaach gi sinn, wat eventuell nach op eis zoukënnt.

Mä egal wéi, ech mengen, de Projet muss gemaach ginn. An och egal wéi, déi zweet Phas muss och gemaach ginn, fir datt dat Ganzt ka funktionéieren. Déi zweet Phas, d'Beetebuerg Gare an de Raccordement um Houwald, soll jo '21-'24 gemaach ginn, dann huet een am Fong eng Phas vun 20 Joer am Ganzen, déi ee gebraucht huet, fir déi Streck do dann esou auszubauen, wéi se misst sinn.

De Gesamtkäschtepunkt wäerte mer dann iergendwann eng Kéier feststellen. Mä wéi gesot, et ass eng Investitioun, déi muss gemaach ginn. An et kann een nëmme aus Erfahrung soen, bei deem neie System, dee mer ugefaangen hunn, datt mer den Accord de principe hei an der Chamber ginn, fir datt déi Prétudé kënn gemaach ginn, ier mer hei de Projet zum Vote bréngen an der Chamber, datt mer déi lescht Joren awer gesinn hunn - virun allem d'Kolleejinnen an d'Kolleejen aus der Comexbu, déi déi Projete regelméisseg presentéiert kréien, wou se dru si bei der Realisatioun -, datt mer awer elo an de leschte Jore relativ no mat dem fixen definitive Präis, wann e realiséiert ass, bei den Devisé leien.

Ech mengen, dat ass en äusserst positive Fortschritt, dee mer realiséiert hunn an deene leschte Joren. An duerfir muss een och deene Leit, mengen ech, félicitéieren a Merci soen, déi déi Projete preparéieren, datt se déi fir eis als Politiker esou preparéieren, datt mer, wa mer hei Engagementer aginn, och dann eng gewëss Sécherheet hunn, datt mer eis iergendwéi och zum Schluss bei deem erëmfannen, wat um Ufank vun dem Projet hei presentéiert a gestëmmt ginn ass.

Sécherlech, wa gesot gëtt, datt mer fir bal d'Halschent vun den Terrainen d'Emprise gemaach hunn, dann ass dat natierlech e Punkt, deen net onwesentlech ass. An do misst een och vläch kucken an der Prozedur, wat ech elo net genau weess, weini datt de Stat kann ufänken, Emprisen ze maachen. Dat geet jo sécherlech net deen Abléck, wou mir den Accord de principe ginn, mä datt geet jo sécherlech eréischt deen Abléck, wann de Projet richtig festläit, den Trajet festläit. Mä ech kéint mer awer virstellen, datt do awer nach eng Zäitche verluer geet, ier ugefaange gëtt mat deenen Emprisen. An do misst ee vläch och nach eng Kéier an der Prozedur diskutéieren, ob een net eng Méiglechkeet kritt, fir méi fréi mat den Emprisen unzefänken.

Wa mer hei elo de Projet stëmme a mir soen, mir géifen 2015 ufänken, a mir wëssen awer, nach bal d'Halschent vun den Terrainen sinn nach net am Besëtz vum Stat, dann ass vläch nach - mir hoffen et net - déi eng oder déi aner Iwwerraschung dran. A mat enger Eisebunn kann een net esou séier e Bypass bauen, wéi mer dat eng Kéier hu misse mat enger Autobunn maachen a wou mer dann och bal 20 Joer brauchen, bis mer de Bypass erëm eng



Kéier ewechkréien. Ech géif also proposéieren, datt een u sech och do eng Kéier sollt d'Diskussioun féieren, wéi ee vläicht kéint méi fréi mat den Emprisen ufänken.

Ech wollt zum Schluss nach ee Wuert verléieren, Här President, net fir elo an d'Detailer anzegoen, ech mengen, dat huet d'Rapportrice praktesch am Detail gemaach an aner Kollege sinn op déi Aspekter agaangen, ech mengen, mir sinn eis an där ganzer Diskussioun eens, do brauch ech dat net méi ze maachen, an, wéi gesot, mir wäerten dëse Projet stëmmen. Ech wollt just nach eng kleng Anekdot matginn:

Wéi virun 160 Joer den Tracé fixéiert ginn ass, fir eng Eisebunn Richtung Frankräich ze maachen, do war deen éischte Choix deemools, iwwer Hesper, Fréiseng op Thionville ze fueren. An et waren déi Fréisenger Baueren, déi deemools manifestéiert hunn - déizäit war also scho vill Oppositioun an deem Eck! -, déi gesot hunn, wann do den Zuch géif duerch hir Wise fueren, da géifen hir Kéi geckeg ginn. An déi mussen déizäit eng gutt Lobby gehat hunn, well si hu sech duerchgesat kritt an dunn ass den Zuch net duerch Fréiseng gefuer. An do ass dann dunn erëm en neien Tracé gesicht ginn, an dat war dann dunn dee vu Beetebuerg.

(Interruption)

Duerfir, wéi gesot, spéiderhin ass de Jangli awer derduerchgefuer. Mä den Zuch ass duerfir net derduerchgefuer an ass duerfir op Beetebuerg komm, soss géife mer haut iwwert den Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Fréiseng schwätzen. Elo ass et awer och genaousou gutt, datt mer iwwert den Tracé Lëtzebuerg-Beetebuerg schwätzen.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun eisem Grupp. Merci.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel, deen och scho prett ass.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci. Kollegen a Kollegen, et muss een ëmmer erëm drop hiweisen, datt d'Eisebunnsinfrastrukture ganz laang Zäit d'Steifkand ware vum Stat, iwwer 50 Joer, wou alles op d'Strooss gesat ginn ass. An dat hat verschidden Ursachen: Dat hat d'Ursach, ech hunn et scho gesot an et muss een et ëmmer erëm betounen, well eis Gesellschaft einfach gegleeft huet un dat, wat d'Automobilindustrie an d'Pétroliindustrie hir gesot huet, datt déi individuell Mobilitéit déi grouss Fräiheet wier an domadder kéim jiddweree weider, bis datt haut jiddweree mat deem Typ vu Mobilitéit am Stau stécht an och nach eis Ëmwelt belaauscht.

Déi zweet Ursach, firwat datt dat gemaach ginn ass, an dat war eng politesch, dat ass, datt d'Konkurrenz, déi sougenannten „Konkurrenz“ zwëschen der Strooss an der Schinn ëmmer verfälscht war, an deem Sënn, datt d'Schinn ëmmer hir eegen Infrastrukturen huet mussen bezuelen, während d'Strooss ëmmer vum Stat zur Verfügung gestallt ginn ass an am Fong geholl do eng verzerrt Präiswourecht oder -onwourecht gemaach ginn ass, déi haut nach ausgenotzt gëtt, fir mam Camion Saachen ze transportéieren, déi einfach missten op d'Strooss (veuillez lire: op d'Schinn) kommen. A wann ee vu menge Virriedner, de Gusty Graas, gesot huet, datt et haut kloer wier, datt ee misst villes vun der Strooss op d'Schinn verlagere, esou war dat laang Zäit net acquis an ass och haut nach net gewonnen. Ech kommen och nach dorobber zrëck.

An Zwëschenzäit hu sech eng ganz Rei Saachen och an der Mentalitéit geännert, mä dat ännert awer näischt un deem groussen No-huelbedarf, dee mer hunn. An déi nei Streck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg, mat engem Invest vun 270 Milliounen (veuillez lire: 292 Milliounen), ass wierklech e Beispill dovunner, datt elo de politesch Wëllen do ass an och vun der Gesellschaft hier de Wëllen do ass, fir deen No-huelbedarf opzehuelen. Ech hoffe just, datt mer elo net ze vill Jore verléieren duerch déi Emprisen, déi mussen gemaach ginn.

Et muss een awer och an deem Zesammenhang hei drop hiweisen, wa schonn e bëssen no hanne gekuckt gëtt, wéi dat virdu gemaach ginn ass, et muss een dorop hiweisen, datt de Retard nach vill méi grouss wier, wann net d'Gewerkschaften an d'Eisebunnen sech systematesch agesat hätte fir den Ausbau vun den Eisebunnsinfrastrukturen.

Wann dat net de Fall gewiescht wier, da géife mer wahrscheinlech haut net méi mam Zuch erop an d'Belsch fueren iwwert d'Nordstreck,

wou den 8. Juni 1980 ënnert dem Impuls vum Landesverband d'Eisebunnen manifestéiert hunn, datt déi Streck net, wéi d'Belsch dat am Fong geplangt haten '79, soll zougemaach ginn. Dann hätte mer haut e Prellbock zu Méchela stoen a mir géifen net driwwer diskutéieren, fir déi Streck auszebauen. Gott sei Dank si mer haut an där ëmgedréiter Situatioun, och wa mer net do ukomm sinn, wou ee misst sinn, nämlech beim zweegleisegen Ausbau vun der Nordstreck, mat deem awer d'Politik an och de Gestionnaire sech nach ëmmer schwéierdinn.

En anert Beispill ass dat, datt d'Eisebunnsstreck vun Esch op Péiteng, déi sougenannten „Balkan-Streck“, wéi d'Eisebunnen soen, einfach sollt zougemaach ginn an de 70er Jore. Si sollt zougemaach ginn, well einfach kee méi dru gegleeft huet, datt nach de Persounentransport iwwert d'Schinn iwwerhaapt e Sënn hätt. An deemools ass proposéiert ginn, datt d'ARBED am Fong geholl géif d'Eisebunnsstreck bei sech an de Betrib verleeën - déi jo verlaf ass vun Esch bis op Péiteng -, fir am Fong geholl de Gütertransport ze maachen. Et ass nëmmer duerch d'Mobiliséierung vun den Eisebunnen an hire Gewerkschaften, datt et fäerdegbruecht ginn ass, fir ze soen: Neen, mir brauchen déi Streck. An ech mengen, haut si mer frou, datt mer se hunn.

Et huet och dozou bäigedroen, wéi sech erausgestallt huet, datt d'ARBED iwwerhaapt net drun interesséiert wier, fir iwwerhaapt nach do eng Gare op där Streck ze hunn, wou iwwerhaapt nach iergendee kéint eraklammen, wéi zu Déifferdeng dat gewünscht war. An eréischt du koum d'Emdenken, soudatt 1981 dunn decidéiert ginn ass, fir och déi Streck bäizebhalen.

An ech ginn net op weider Beispiller an. Et ass heiansdo awer schonn interessant, wann och Kollegen an der Chamber souwéi vill Historiker sech emol déi Joerbicher ukucke vun de Gewerkschaften, datt deenen hire Kampf, dee se 50, 75, 100 Joer laang gefouert hunn, e Kampf war, deen net ëmsoss war, deen net nëmme pro domo war, mä dee wichteg war fir d'Entwécklung vum Land, soudatt villes, wat mer haut kënne maachen, op deem Kampf an op där Mobiliséierung do opbaut.

Och wa villes geschitt ass an och wann an der Moderniséierung vum Réseau nach villes op der Lee steet - ech ginn elo net op alles an, wat mer nach virhunn -, esou si mer nach net um Enn vun eiser Péng ukomm. Virdu si Beispiller genannt gi vun de Leit à mobilité réduite, wat wierklech nach e Problem ass. Et si Garen opgezéit ginn, wou et wierklech net attraktiv ass, fir eran- oder erauszeklammen. Mir hunn de Problem vun de Barrieren ugeschwat, an och de Service um Client kéint roueg ausgebaut ginn.

Virdrun ass d'Beispill vu Beetebuerg gesot ginn. Ech fueren net esou dacks op Beetebuerg. Ech fueren och heiansdo op Diddeleng bei meng Enkelkanner. An da mierkt een awer zu Beetebuerg, wéi schwierig datt et do ass op där Gare. Do fënnst een emol keen, do gëtt et emol kee Personal, wat d'Leit ka beroden iwwert d'Verbindungen, an dat si keng flott Situatiounen. Dee Service muss insgesamt ausgebaut ginn, an do och, wat d'Sécherheet ueget, an dat geet net mat e puer Kameraen oder e puer Automaten duer.

Och den Tram steet nach net op der Schinn, an den Ausbau, dee mer misste maachen, dee jo och virgesinn ass fir no 2030 op verschiddenen Antennen - Leideleng, Bartreng, Stroossen -, misst eigentlech vill éischter kënne geschéien, esou wéi mer och missten diskutéieren iwwer eng Transverbindung an den Dall op Nidderaanwen an esou wéi mer och misste kënne diskutéieren iwwer en Tram an der Nordstad, esou wéi driwwer geschwat gëtt, awer nëmmer hanner virgehaleter Hand, hunn ech d'Impressioun, iwwert den Tram Richtung Diddeleng.

Mir sinn net aus eiser Péng eraus, ënner anem och wéinst der Législatioun a wéinst dem europäesche Kontext. Och wa mer zu Lëtzebuerg mat vill Retard amgang sinn, eng Rei Saachen opzehuelen, esou schéngt dat an Europa awer leider net de Fall ze sinn. Déi successiv Liberaliséierungspäck vun der Europäescher Kommissioun, déi bréngen mat sech, datt de kollektive Persounentransport an och de Gütertransport op der Schinn ganz vill Schued erliden. An net deen Transport u sech, mä eis Ëmwelt leit dorënner, an de Foussofdröck, deen den Transport mat sech bréngt, och deen néidegen Transport, ofgesi vun deem villen onnéidegen Transport, dee gemaach gëtt, well en heiansdo op der Strooss bal näischt kascht, och dee villen Transport iwwert d'Strooss, deen huet seng Konsequenzen.

Mir hu schonn dräi esou Paquet-ferroviären hanner eis. Mir kommen elo op dee véierte Paquet ferroviaire, mat deem mer alleguete konfrontéiert sinn, géint deen d'Eisebunnen sech

de Moment a ganz Europa mobiliséieren, e véierte Paquet ferroviaire, deen elo eng positiv Saach soll mat sech bréngen, dat ass, datt d'Interoperabilitéit vun de Réseaux soll verbessert ginn. Och do si mer nach laang net do, wou ee misst sinn an deem Europa, wat mer eigentlech gären hätten. An ech brauch nëmmer un den Zuchaccident ze erënneren, dee mer haten a Verbindung mat Frankräich zu Zouffgen, fir ze wëssen, wéi schwierig déi Interoperabilitéit heiansdo ass. An dat ass nach laang net alles behuewen. Also, do si positiv Efforten noutwendeg!

Mä am Paquet ferroviaire, am véierte Paquet ferroviaire ass awer och virgesinn, d'Gesellschaftsformen ze änneren, datt d'Trennung vun Infrastruktur a vun Exploitatioun misst weidergedriwwen ginn. A virun allem ass d'Aus-schreibungsflucht fir all Transportleeschunge virgesinn. Dat heescht och, net nëmmer, wat den Zuch ueget, mä de gesamte Persounentransport, datt d'ëffentlech Hand am Fong elo eng Transportleeschung net méi inhouse selwer dierft maachen an och net méi direkt un ee verginn, wéi d'Eisebunnen dat mécht beim RGTR, mä datt obligatoresch misst ausgeschriwwen ginn, wat ganz kloer den Doud géif heesche vun den AVL als ëffentleche Betrib, wat d'Zoumaache vun dem TICE géif mat sech bréngen.

An ech hoffen an ech ginn dovunner aus, datt de Minister herno och vläicht kuerz kann dorobber agoen, datt mer do déi richteg Weeër fannen, fir eis mat de Gewerkschaften do dergéint ze wieren.

An deem Kader gëtt och geschwat vun engem Bilan, dee misst gemaach gi vun der Liberaliséierung. Ech hat dem Nohaltegekeetsminister och eng Fro doriwwer gestallt, wou e gesot huet, d'Kommissioun géif esou e Bilan maachen. Ech fannen et net gutt, wann d'Kommissioun dee Bilan mécht iwwert d'Liberaliséierung, well da gëtt et doudsécher en eesäitege Bilan. Et wier menger Meinung no wichteg, datt dee Bilan géif gemaach ginn europawäit mat de Sozialpartner zesummen, mat de Gewerkschaften zesummen. An ech wier frou, wann de Minister d'Présidence, déi mer hunn, kéint notzen, fir mat den europäesche Gewerkschaften aus deem Beräich dee Bilan ze maachen, dee sécherlech anescht ausfällt, wéi wann d'Kommissioun e mécht.

Dann dee leschte Punkt, dat ass deen, datt och déi Planung vun der Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg gewisen huet, datt mer net nëmmer, wat d'Waasser ueget, eng Zäitbomm ticken hunn, mä och, wat de Buedem ueget. D'Rapporterin huet dorobber higewisen: 14% vun deem Buedem sinn esou mat Hydrocarburé belaauscht, datt se mussen an d'Ausland bruecht ginn, fir do regeneréiert ze ginn. Ee Véirel ass esou belaauscht, datt en net einfach esou ka gebraucht ginn. An de Rescht ass och liicht belaauscht.

An d'Ursach, wann ech richteg verstinn, ass engersäits déi hausgemaach vun der Eisebunnen duerch bestëmmt och Transport. Also, et geet em d'Hydrocarburen, dat heescht, och Transporter vu Mazout an anere petrochemesche flëssege Produiten. Ech ginn awer dovun aus, an dat misst een awer wëssen, datt dat an Zukunft ofgeséichert ass, datt mindestens eisebunnsmeisseg do keng Belaaschtung méi kënn.

Mä e groussen Deel kënn awer och vun der Belaaschtung vun der Autobunn, déi laanscht déi Streck geet. An dat ass awer dat, wat fir mech Froen opwërt iwwert d'Belaaschtung duerch Hydrocarburen, déi eis Autobunnen insgesamt mat sech bréngen. Där hu mer hei nëmmer e kengt Stéck analyséiert fir op Beetebuerg, an dat geet bis Capellen. An ech fäerten, datt do eng Zäitbomm tickt, déi nach guer net entschäerft ass, wou et wichteg ass, datt ee sech och géif domadder ofginn.

Dat alles virausgesat, stëmme mir bien entendu dee Projet hei an hoffen, datt mer vill méi züg virukomme mat deenen anere Projeten, déi nach op der Lee stinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun eriwuer an den Nohaltegekeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wëilt un alleréischter Stell der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche schrëttlechen a mëndleche Rapport a selbstverständlech och alle Riedner, déi de Mëtteg hei geschwat hunn, a virun allem natierlech fir déi positiv Nouvelle, datt mer dee Vote hei unanime kënne maachen.

Dat ass fir d'Regierung wierklech eng flott Saach, wa mer bei esou engem héijen Investi-

tionsprojet vu bal 300 Milliounen op 60 Stëmme vun den Deputéierte kënnen zielen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'Akzeptanz an der Effentlechkeet.

Ech wëll vläicht e puer allgemeng Bemierkunge maache fir d'Éischt, ier ech dann op déi Rei Froe wëll agoen, déi gestallt gi sinn. Dat Éischt ass natierlech, fir nach eng Kéier och drop hinzeweisen, datt dat heiten e weidere wichtige Bestanddeel ass an engem gesamte Konzept, an deem berühmte MoDu-Konzept.

An ech wëll virun allem nach eng Kéier drop hiweisen - well dat jo och de Moment vill an der ëffentlecher Diskussioun ëmmer erëm hinan hiergeet, wou da fir eenzel Projekte gesot gëtt, och elo zumools am Kader vum Spieren: „Ma mussen mer dat do dann hunn? Mussen mer en Tram hunn? Mussen mer dat dote bauen? Mussen mer hei bauen?“ - fir drop hinzeweisen, datt een net kann ee Stéck vun deem Ganzen ewechloossen, soss fonctionnéiert dat Ganz net!

An esou wichteg, wéi de Vote war vum Transportprojet am Juni a vum Arrêt Pont Rouge, esou wichteg ass och deen heite Projet, well dee gehéiert ganz einfach do derzou. Well wa mer wëllen herno de Pont Rouge bedéngen mat méi enger héijer Folleg vun Zich aus dem Süden a Richtung Stad oder Kierchberg, dann ass dat nëmme méiglech, wa mer d'Capacitéit op der Beetebuenger Streck an d'Luucht gesat kréien. Esou wéi d'Capacitéit haut ass, si mer ze vill limitéiert.

A just fir lech ze soen: datt mer natierlech à saturation sinn, mä datt awer duerch de Fait, wat mer haut decidéieren, wann dat bis gebaut ass an operationell ass 2020, datt mer, wann et bis ganz fäerdeg ass, 2024 eng Capacitéitsreserv kréie vu 45% par rapport zu haut, wat natierlech enorm ass, wann ee weess, datt op där Streck 293 Zich a béid Richtunge pro Dag fueren. Dat heescht, do kënne mer wierklech substanzial d'Capacitéit an d'Luucht setze vun eisem Voyageursréseau, natierlech och vum Fret selbstverständlech, dat spillt och eng Roll, an och den TGV. Elo kënnst jo nach den TGV Stroossbuerg derbäi 2016, dat ass och ganz wichteg fir Lëtzebuerg.

Also wéi gesot, et ass ee Bestanddeel vun engem Gesamtkonzept an, wéi gesot, mir stëmmen elo bannent e puer Méint hei dräimol, dräi wichteg Elementer dovunner, e Gesamtinvestimentsvolumen vun em déi 600 oder iwwer 600 Milliounen Euro. Et muss ee scho wäit zrëck an d'Geschicht kucke goen zu Lëtzebuerg, fir ze fannen, datt ee bei der Eisebunnen esou e groussen Investimentsvolumen gestëmmt huet.

Et ass och, mengen ech, wichteg, datt eng Kontinuitéit besteet par rapport zu där Regierung virdrun an deenen heiten Dossieren. Ech mengen, beim MoDu-Konzept waren dat heiten och alles Projeten, déi ëmmer vun der ganzer Chamber begréisst gi sinn, an ech mengen, dat ass natierlech wichteg, och fir mir de Réck ze stäipen, fir datt ech méi séier weiderkommen an deene Projeten. An duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier en décke Merci!

Et wäert och heimadder net duergoen. Wat hei nach muss derbäikommen, dat ass an der Gare Lëtzebuerg e fënneften an e sechste Quai. Do wäert och nach eng Kéier e Projet nokommen, well Dir wësst, d'Gare Lëtzebuerg ass och de Moment zimlech à saturation, haaptsächlech fir Zich, déi aus dem Süde kommen. Duerch den Arrêt Pont Rouge gëtt et e bëssen Entlaaschtung, do gi jo d'Zich weidergezunn op Dummeldung ab 2017.

An dann ass et natierlech awer esou, datt, wa mer gär déi Capacitéit voll ausschöpfen, da brauche mer och dee fënneften an dee sechste Quai. Dat ass méiglech, déi ze bauen. Déi Plaz, déi hu mer, well déi Halen, déi elo bestinn, wou den Atelier nach dran ass, déi verschwonne jo elo am Laf vum nächste Joer. D'nächst Joer soll deen neien Atelier zu Bouneweg definitiv opgoen an da ginn déi Halen do eidel an da kënne mer déi ofrappen an dann dee fënneften a sechste Quai bauen.

An och virun allem nach eppes do maachen, wat och net onwichtig ass: nämlech eng uerdentlech Urbaniséierung vun deem Deel! Et ass jo e wichtegen Deel vum Quartier vun der Gare, a fir d'Eisebunnen natierlech sinn dat och ganz wäertvoll Terrainen, déi duerchweege sollen do valoriséiert ginn.

An et ass och - dat kann ech lech och elo scho verroden - d'Iddi do, fir eng Busgare ze bauen ënnert deene Gebailechkeeten, well mer jo wëlle kucken, haaptsächlech wann den Tram bis kënn, datt mer e gudden Deel, de Gros vun de Bussen, souwisou aus den Avenuen erauskréien, mä och vun der Gare, vu virun der Gare ewechkréien, esou datt mer en Deel wäerten op déi aner Säit leeën.

Dat ass och kee Problem, well do ginn d'Sou-terraine jo weidergefouert ënnert deene



Quaien erduerch bis déi aner Säit, soudatt dat natierlech och fir de ganze Quartier vun der Gare eng immens urbanistesche Verbesserung gëtt, niewent der verkéiersméisseger Verbesserung fir den öffentliche Transport.

Elo sinn eng ganz Rei Froe gestallt ginn, op déi ech wëll äntwerten. Dat Éischt, dat war emol den Här Schank, deen huet mech gefrot: „Den Arrêt Pont Rouge, wéini ginn d'Aarbechten do un?“ Ma dat Éischt, wat elo gemaach gëtt, dat ass: Am November gëtt den Déboisement gemaach um Terrain. Da gëtt den Terrain am Fong preparéiert an ufanks 2015 geet de Chantier definitiv do lass. Also, dat ass déck am Lafen.

An et ass jo virgesinn, wéi gesot, datt den Arrêt Pont Rouge soll operationell si fir September, Oktober 2017. Dat heescht, dat ass e sportlechen Timing. Mä ech mengen, datt mer deen awer hikréien. Mir hu vill Zäit gewonnen, well mer dee Projet ganz séier duerch d'Chamber kritt hunn.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dee Projet hunn ech déposéiert, am Mee war et oder ufanks Mee, an en ass am Juni scho gestëmmt ginn. Dat war rekordverdächtig, fir bannent engem Mount mam Avis vum Statsrot dat alles hei duerchzekréien. Mä dat huet eis natierlech immens vill Zäitgewënn bruecht. Dat huet eis iwwer e Joer am Planning Zäitgewënn bruecht. An duerfir geet dee Projet och, wéi gesot, ganz gutt weider.

Da war d'Fro gestallt gi vun dem Plan de sécurité an den Tunnelen. Do gëtt et e Concept de sécurité fir d'Tunnelen, an ufanks 2015 gëtt dat och emgesat. Ech mengen och, datt an der Chamberskommissioun virgesinn ass, an enger vun deenen nächsten, datt d'Eisebunn eng Kéier soll laanscht kommen, fir lech dat Konzept virzestellen.

Et ass och esou, datt den Arrêt Houwald, wat jo och wichtig ass am Kader vun der Beetebuerg Streck - dat war den..., ech weess net méi, wien dat gefrot hat, ech mengen, den Här Graas -, deen ass 2017 operationell, an engem éischte Stadium nëmmen ee Quai, awer mat enger komplett funktionnéierender Busgare och schonn uewendrop.

Dat heescht, et geet jo och dréms ze kucken, datt mer... bis 2020 soll den Tram jo och op de Ban de Gasperich, Houwald dorobber fueren, an da kritt natierlech dee Pôle d'échange Houwald eng ganz grouss Bedeitung, an duerfir si mer och amgang, wéi gesot, do schnell ze schaffen, fir datt den 2017 provisoiresch operationell ass. An da gëtt en natierlech awer nach weidergebaut. Et kënn en zweete Quai bei an deen ass dann 2022/23 och fäerdeg.

Da war d'Fro gestallt ginn - vun e puer Leit - vun den Emprisen. Bon, éischts ass et esou, datt ee muss wëssen, datt vun deene ganzen Emprisen, déi mer brauchen, 62% vun deenen Emprisen sinn nach Privatterrain. Dat heescht, et ass en Deel och an öffentliche Hand. A vun deenen 62%, déi a privater Hand sinn: fir ronn 60% de Moment scho gëtt et Compromis-de-venten. Mir kënnen jo d'Compromis-de-venten - ech mengen, dat war den Här Gibéryen, deen dat gefrot huet -, mir kënnen déi ofschléissen natierlech ëmmer mat enger Klausel dran: „sous réserve, datt d'Gesetz gestëmmt gëtt“.

Dat gëtt och oft gemaach bei Ausschreiwungen zum Beispill, datt d'Ausschreiwunge fäerdeg gemaach ginn, dat hate mer bei Helleng elo gemaach. Da kënn just eng Reserv dra-stoen: ëmmer „sous réserve, datt d'Chamber d'Gesetz och stëmmt“. A bis elo ass et och esou, datt kee Propriétaire - et ass scho mat hinnen all geschwat ginn -, et ass keen, dee kategoresch refuséiert, do ze verkafen.

Do sinn natierlech nach Verhandlungen am Lafen, soudatt et am Moment éischer positiv ausgesäit. Op alle Fall kënnen mer am Stade actuel dervun ausgoen, datt keng Expropriatiounen noutwendeg sinn, wat jo och gutt ass fir de Projet. Well et ass jo ëmmer besser, et gëtt ee sech hei iwwer den Terrain an de Präis eens an et brauch een net op dee Wee ze goen. Ech mengen, dat erlichtert fir jiddwereen d'Saach ganz sécher.

Da war nach gefrot ginn...

(Interruption)

Ah jo, déi Fro mat der Bréck! Dat war den Här Graas, en huet gefrot déi Fro mat der Responsabilitéit.

Also, et ass jo esou, datt hei souwisou, fir datt de Besëtze gëif eriwergoe bei d'Gemeng, eng Konventioun misst gemaach ginn. An do si mer nach net esou wäit, dat ass jo nach net esou wäit. An ech mengen, datt jo déi Saachen, déi Dir gefrot hutt, am Kader vun der Konventioun kann een natierlech dat alles diskutéieren. Ech wëll awer och derbäisoen, datt dat dote jo awer eng extrem exzeptionell Situatioun war! An ech hoffe jo net, datt, wann d'Brécken, déi mer am Land bauen, bis gebaut sinn, dat

heescht, wa se da géifen eriwergoe bei d'Gemeng, wa se fäerdeg sinn, datt se dann och esou schlecht gebaut sinn, datt esou eppes géif passéiere wéi dat, wat eis hei leider geschitt war am Kader vum Chantier.

Bon, ech mengen, an der Kommissioun ass jo kloer gesot ginn, wou d'Responsabilitéite leien. Déi leie ganz sécher hei net bei der Eisebunn, mä au contraire, bei deemjénigen, deen hei sollt fir d'Eisebunn bauen. Nach, et ass geschitt, an da stellt ee sech natierlech berechteterweis déi Fro vun der Responsabilitéit. Mä ech mengen, wéi dat genau ka geregelt ginn herno, dat muss ee kucken am Kader vun der Konventioun, déi soll gemaach ginn.

Da war och gefrot ginn: Wéi gesäit et aus mam Kaméidi, well dat jo awer fir d'Gemeng Beetebuerg, fir d'Uertschaft méi Belaaschtung mat sech bréngt? Fir déi ganz Tête nord vun der Gare Beetebuerg ass en Écran antibruit virgesinn, inklusiv och op deem Viaduc, dat ass dee sougenannten „saut-de-mouton“, wou dat net Gleis iwwer dat aalt Gleis fiert. Och do op dem Viaduc ass en Écran antibruit virgesinn, fir ebe maximal d'Populatioun ze protegéieren.

Ech muss och soen, datt mer haut jo och do net méi kënnen egal wat maachen, well et gëtt eng europäesch Direktiv, déi ganz kloer vorschreift, wéi wäit oder wat ee muss maachen am Fall, wa mer iwwer gewëssen Dezibelle ginn. Dat geet dann ebe vun Écrans antibruit bis zu Mesuren, déi ee muss vläicht ënnerhuelen, fir de Leit Investor ze finanzéieren an hiren Haiser an esou weider. Ech mengen, dat geet ganz wäit. An duerfir huet een en Intérêt natierlech, bei der Planung opzepasst, datt een hei ganz kloer an den Norme bleift.

Da muss een och wëssen, datt, wann 2020 déi Streck hei fäerdeg ass, da kënnen mer zwar nach net déi voll Capacitéit ausschöpfen, wéi ech virdru gesot hunn, mä e gudden Deel kann awer scho méi driwwerfueren, well et gi provisoiresch Raccordement gemaach par rapport zu der Gare Beetebuerg, sou wéi se haut ass, soudatt awer d'Capacitéit vun der Streck natierlech 2020 direkt e gutt Stéck eropgeet. Mä déi voll Capacitéit natierlech, déi 45% méi, wéi ech virdru gesot hunn, dat geet eréischt, wann natierlech all déi Raccorde gemaach sinn op deene Plazen, wou se muss gemaach sinn.

Den Här Gibéryen huet mech gefrot, wat déi zweet Phas kascht. Do ass den APS an der Auarbechtung. Do lafen d'Étuden déck. Mä ech kann lech awer elo nach net e Präis soen, dat ass nach ze fréi, well ech mengen, et ass ni gutt, wann emol nach net den APS ofgeschloss ass, fir da schonn e Präis ze annonciéieren. Do kéint een emol jar demiewentleien.

Dann hu mer nach den Här Turpel, deen hei eng ganz Rei Froen opgeworf huet méi generell iwwer d'Eisebunn, haaptsächlech am Kontext vun der Liberalisierung vum nächste Paquet ferroviaire, dem véierte Paquet ferroviaire, deen an der Diskussioun ass.

Ech mengen, déi Diskussioun si souwäit ofgeschloss, wat den éischte Piliere ubelaangt vun der Interoperabilitéit. Do hu mer am Conseil, am Europäesche Conseil virum Summer also Kompromësser fonnt, déi maachen, datt jiddwereen domadder kann eens ginn. An dat ass och ee Piliere, dee wichtig ass, vun deem ech am léifsten hätt, datt dee géif lassgeléist gi vun ganze Rescht, fir datt dee relativ séier kéint emgesat ginn.

Do ass natierlech e Sträit. Et sinn e ganze Koup Länner, dorënner och Lëtzebuerg, déi där Meenung sinn. Natierlech, d'Présidence, déi aktuell Présidence, an och déi Länner, déi natierlech - loosse mer soen - haaptsächlech beim drëtten a véierte Piliere wëssen, datt do wäerte méi Schwierigkeete kommen, déi wëllen dat zesammenhalen. Et geet awer éischer, mengen ech, an d'Richtung, datt e wahrscheinlech wäert lassgeléist ginn, soudatt dee wichtige Piliere vun der Interoperabilitéit méi séier kann dann och emgesat ginn. Dat war ganz bedeiend, fir datt mer op der Eisebunn och tëschent de Réseae besser kënnen schaffen.

Da bleiwen deen zweeten an deen drëtten Piliere. Bon, ech mengen, do ginn d'Meenungen natierlech ganz wäit auserneen. Vun der Lëtzebuerg Regierung aus ass et ganz kloer: Mir si wierklech dergéint.

An ech muss lech och ganz éierlech soen: Ech hätt am léifsten, deen zweeten an deen drëtten Piliere géifen an de bloen Dossier, also an déi blo Poubelle, verfracht ginn, well ech sinn der Meenung, datt dat komplet démesuréiert ass an iwwerhaupt net déi Ziler wäerten erreicht ginn, déi den Här Kallas an d'Kommissioun, déi viregt Kommissioun, sech do erwaart hunn. Au contraire! Ech sinn der Meenung, datt dat, wat do geplangt ass, derzou féiert, datt mer zwar vläicht méi Konkurrenz an Europa kréien op den Eisebunnsréseauen, mä datt haaptsächlech am öffentliche Noverkéier et dramatesch Konsequenze wäert hunn.

Kuckt, wat an England geschitt ass, wou dat gemaach ginn ass. D'Engländer hunn dat jo duerchgezunn. Dat huet zum Resultat gefouert, datt sech d'Korinthen erausgepickt gi vun eenzelne Strecken, déi besonnesch rentabel sinn, ech mengen, och betriebswirtschaftlech rentabel sinn. A beim öffentliche Noverkéier zielt fir mech dee vollekswirtschaftleche Rentabilitéitskritär an net dee betriebswirtschaftlechen. An duerfir sinn ech der Meenung, datt dat komplett dernieft ass an et eigentlech am beschte wär, et kréich een dat ganz vum Dësch. Dat gëtt awer net esou einfach.

Bon, ech sinn amgaangen de Moment, ech hu vill Gespréicher déi lescht Méint gefouert, an do soen ech lech ganz éierlech: Ech probéieren, dat Éischt ze errechen, mä secondairement awer och nach eppes Zweetes direkt ze errechen, nämlech, wann ech gesinn, datt dat net méiglech ass, da probéieren ech mindestens fir déi kleng Réseauen, datt mer do Ausnahmebestëmmunge kréien, datt virun allem zum Beispill d'Direktvergab vun de Services publics nach méiglech bleift. Well fir e kleng Réseau wéi Lëtzebuerg hätt dat besonnesch dramatesch Konsequenzen.

An do sinn d'Chancen awer gutt. Déi Gespréicher, déi ech an deene leschte Méint gefouert hunn, mat deenen ech versichen, no an no Allianzen opzebauen, déi lafen awer an eng gutt Richtung, soudatt ech mengen, datt mer et kéinte packen, mindestens dat ze errechen. Da wäre mir mindestens emol zu Lëtzebuerg, loosse mer soen, an enger gewësser méi protegierter Situatioun. Well et ass och esou, dat betrëfft och net nëmmen eis. Dat betrëfft vill och aner méi kleng Länner, mä et betrëfft och verschidde méi kleng Regiounen.

An ech mengen, datt an deene meeschte Länner d'Leit sech nach guer net genau bewosst sinn, och d'Regierung sech net bewosst sinn, wat dat heescht fir hiren eegenen öffentliche Noverkéier, wat do an deenen Texter alles dra-steet. Well dat bedeit zum Beispill och a Frankräich, an Italien, och a grouse Länner, an der Regiou Paräis, datt da muss alles do ausgeschriwwen ginn. Da mussen d'ERen ausgeschriwwen ginn. Also, dat geet extrem wäit, an ech mengen, datt och déi franséisch Regierung oder aner Regierung sech nach net esou genau domadder ausenanagerat hunn. Mä dat kënn elo ganz konkret.

A mat Sécherheet wäert et an d'Richtung goen, datt et während eiser Présidence definitiv tranchéiert gëtt, well ech mengen, déi italiensche Présidence huet en Nodeel duerch de Fait, datt mer elo e bëssen an engem Vide hänken, well déi nei Kommissioun an och d'Parlament elo eréischt richtig funktionsfäeg sinn ab November. Bon, dann ass deenen hir Présidence bal fäerdeg. Duerfir ass och elo am leschte Conseil méi eng allgemeng Debatt gefouert ginn, awer näischt weider méi Verbindleches. An da kënn déi lettesche Présidence. Bon, ech mengen, déi probéieren, den Dossier nei opzehuelen a kënnen en héchstens virbereeden, mä et wäert éischer an der zweeter Halschent sinn, wou d'Déciounen wäerte falen. An ech hoffen, wéi gesot, datt mer mindestens do erauskréien, datt mer déi kleng Réseae kënnen protegéieren an d'Direktvergab méiglech ass.

Ech muss och soen, och wat d'Gesellschaft ubelaangt, déi iwwerdrifwe strikt Trennung, déi do virgeschriwwen ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech sinn direkt fäerdeg, Här President, nach ee Saz. Déi strikt Trennung, dat ass absurd. Dat géif fir eis bedeuten..., dat géif de Käschtepunkt fir eis just an d'Luucht dreiwien. Et wär manner effikass, also, dat ergëtt iwwerhaupt kee Sënn. An duerfir, wéi gesot, mengen ech och do, datt ech och gudder Déng sinn, datt do de libre Choix herno bestoe bleift, datt ee vläicht seet, et sollt een an déi Richtung goen, mä datt een de libre Choix léisst fir déi enzel Memberstaten. Dat huet bis elo gutt funktionnéiert a mir si bis elo gutt weiderkomm, duerfir mengen ech, geet dat an der Zukunft och gutt weider.

Fir de Rescht, wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung fir dese Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 6669 iwwer goen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6669 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

(Interruptions)

Et ass kee Problem, mir hunn dat notéiert. De Projet de loi 6669 ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

► Plusieurs voix. - Aah!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agno, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Basteur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Lex Delles) et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif d'Chamber dann nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn, mat enger Ausnahme. Also ass dat esou décidéiert. Villmools Merci.

Ier mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerginn, wollt ech, wann d'Chamber domat d'accord ass, déi Question urgente vir huelen, déi eis gëschter vun dem Här Gilles Roth an der Madame Diane Adehm gestallt ginn ass an déi sech mat der Form ausenanagerat, wéi de Budgetsprojert 2015 der Chamber zougänglech gemaach ginn ass, a Form USB anstatt a gedréckter Form, woubäi dat awer mat Nuancé wouer ass.

Ech géif dann direkt d'Wuert an d'Madame Adehm iwwerginn an dem Finanzminister Merci soen, dass e bereet war, fir direkt och dorop ze äntwerten. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, gëschter huet de Finanzminister der Chamber de Budget presentéiert an all Deputéierten huet dunn eng Kopie vum Budget ënner Form vun engem USB-Stick no der Sitzung ausgedeele kritt.

Ech wëll emol direkt ier mer ufänke kloerstellen, dass mir als CSV-Fraktioun net prinzipiell géint d'Form vum USB-Stick sinn.

► Plusieurs voix. - Aah!

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Net dass elo eppes falsch verstane gëtt! Wat ech awer gäre géif soen,...

(Interruptions)

Wéi Der wëllt! Ech géif awer gären op den Artikel 55 vum Chambersreglement zréckkommen, dee seet: «Les projets de loi présentés au nom du Grand-Duc sont apportés à la Chambre par les membres du Gouvernement. Ils sont imprimés, distribués et transmis aux commissions...», woubäi „commissions“ an der Mehrzahl geschriwwen gëtt, dat heescht: sämtlech Kommissiounen!

An dowéinst wéissten den Deputéierte Gilles Roth an ech gären, ob déi Aart a Weis, fir eis en USB-Stick ze ginn, am Aklang mam Chambersreglement ass, well de Budget, dee gëtt eigentlech queesch duerch sämtlech Chamberskommissiounen diskutéiert. Déi éischt Sitzung war haut schonn um eng Auer mat der Héichschoulkommissioun, wou mir iwwer de Budget diskutéiert hu fir alles, wat Recherche an Enseignement supérieur ass.

Wat och nach derbäikënn, dat ass, dass um USB-Stick de Volume 4 drop ass, dee jo eigent-

lech den Zukunftspak vun der Regierung virstellt, an dëst Dokument geet jo och queesch duerch eng ganz Rëtsch Kommissiounen. A gëschter hunn awer just d'Membere vun der Finanzkommissioun eng Pabeiersversioun vum Budget ausgedeele kritt.

A mir wéisste gären, ob et net opportun gewiescht wier, fir de Budget no der Sitzung prett gehat ze hunn, zumindest fir déi Deputéiert, déi gären eng Pabeiersversioun matgeholl hätten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Aehm. D'Wuert huet direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn da wéinst där Urgence heihinnerkomm, fir dann op déi Fro ze äntwerten. Mir hunn, wéi mer decidéiert hunn, dass mer géifen de Budget op en USB-Stick setzen, eis d'Fro gestallt, ob dat konform wier oder net, well mer effektiv dat nogelies hunn. Dat ass emol dat Alleréischst.

Dat Zweet: Dir frot mech, wat ech vun der Interpretatioun vum Reglement vun der Chambre des Députés halen. Et ass net u mir...

(Interruption)

Ech sinn net fäerdeg. Ech sinn net fäerdeg!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei huet just een d'Wuert. A virdrun hat och just een d'Wuert, dat war de Froesteller. An elo huet den d'Wuert, den drop äntwert. An ech géif lech da bieden, gutt nozelauschteren, wann ech gelift. Dat géllt och fir den Här Reding!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech mengen, d'Madame Aehm huet jo och esou d'Fro gestallt, ob mir mengen - ob mir mengen -, dass dat konform zum Reglement vun der Chamber ass. An ech soen lech: Dir sidd zoustänneg, fir Aert Reglement ze interpretéieren, net ech! Ech maachen do keng Immixtioun.

Den drëtten Punkt: Well mer awer gesinn hunn, dass den Text a sengem Wortlaut e puer Interpretatiounen zouléist, hat ech Kontakt mam President vun der Chambre des Députés an hunn him gesot, well hei vun „imprimés“ rieds geht, loosse mer eng kleng Quantitéit a Pabeiersversioun maachen, par courtoisie.

Véierte Punkt: De Gesetzestext, den hei steet, dee schwätzt vun alleguerten de Gesetz, dee mécht keng Distinction tëschent engem Gesetz fir de Budget oder engem anere Gesetz. An et ass esou, dass mir nach ëmmer dovunner ausgaange sinn, Dir alleguerten och, dass vun all Projet de loi, dass Der do eng Versioun am Pabeier kritt, an dann ass et d'Responsabilitéit vun der Chamber, fir d'Distribution ze maachen.

Dofir schwätzen ech vu Courtoisie, well effektiv, wat d'Budgetgesetz ubelaangt, et eng Gewunnecht war, dass mer der ganz vill gedréckt hunn an dass mer déi effektiv der Chamber, an net nëmme der Chamber, zur Verfügung gestallt hunn.

Elo ass et esou, dass mer schon d'lescht Joer d'Zuel vun den Exemplairen, déi mer drécke gelooss hunn, staark reduzéiert hunn. 2013 sinn nach 2.300 Exemplaire gedréckt ginn, 2.300 Exemplaire vun där Zill. An dat huet kascht: 18.303 Euro, 2013. D'lescht Joer si mer, wéi gesot, op 250 Exemplaire erogaangen. Do huet et eis nach just 6.880 Euro kascht.

Dëst Joer hu mer jo fonnt, dass mer missten d'Technologie vun dësem Jorhonnert gebrauchen. Dofir hu mer den USB-Stick maache gelooss, an zwar zu engem Käschtepunkt, den am Total fir dat Ganz, fir déi véier Volummen, 2.374 Euro kascht huet. A mir hunn...

Entschëllegt, an da kënt nach derbäi..., entschëllegt, ech hu mech elo geiert! Dat huet 1.653 Euro kascht, déi USB-Sticken. Mir hunn der 250 gemaach, Käschtepunkt 1.653 Euro. A mir hunn, wéi gesot, 30 Exemplaire gedréckt fir 2.374, soudass den Total vum Coût dëst Joer ronn 4.000 Euro ass. Also och nach e gudde Strapp méi bëlleg wéi d'lescht Joer!

Ech wëll hei Folgendes nach ënnersträichen: Ech mengen, mir hunn eis extra vill Méi ginn dëst Joer, fir dass Transparenz do ass a fir vill Leit fir de Budget ze interesséieren, natierlech inklusiv déi, déi als Éischt interesséiert sinn, dat sidd Dir. Den USB-Stick fonctionéiert gutt. Ech hunn en haut nach de Moie selwer getest. Ech muss soen, et ass en extrem effikass Instrument.

Ech ginn lech e Beispill. Wann Der wëllt erausfannen, wou ass an engem Article budgétaire dat Wuert „habillement“ dran, da maacht Der dat an de Moteur de recherche an da kritt Der alleguerten d'Artikelen am Budget, wou „habillement“ drasteet. Dat schéngt mer awer eng Method ze sinn, fir ze schaffen, déi méi effikass ass, wéi wann ee misst d'ganz Buch duerchkucken, fir ze fannen, wou „habillement“ drasteet.

A leschtens wollt ech nach soen, dass mer jo en Internetsite lancéiert hunn, den en ligne ass, wou een de Budget et erëm eng Kéier erëm fënt a wou een interaktiv a mat dynamescher, mat moderner Technologie ka Saachen offroen, wéi zum Beispill: Wat sinn déi gréisst Dépensé vum Stat? Wat sinn déi gréisst Dépensé an engem Ministère? Et dréckt een op ee Knäppchen an et huet een dat alles direkt!

Ech mengen, mir hunn alles gemaach, fir dass de Budget soll disponibel sinn als Informatioun fir d'Chambre des Députés, fir lech alleguerten, awer och fir de grand Public. A mir kréien et schonn Échoe vu Leit, déi sech freeën, dass een dat kann esou konsultéieren.

Dofir wollt ech lech just soen, dass mir mengen, dass mir dat Néidegt gemaach hunn. Wann allerdéngs elo eng Demande wier, fir méi Exemplaren ze drécken, da maache mir dat, Här President. Mä dat ass un lech ze decidéieren. Wann Der dat gären hätt, da kascht dat eben e puer Dausend Euro méi. Mir hu geschat, dat kéint tëschent 6.000 an 10.000 Euro méi kaschten, jee nodeem, wéi vill Exemplaren Der gären hätt. An da kascht dat déi Suen an déi Beem, déi da mussen ëmgehae ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Eis Prozedur gesäit net vir, dass een no engem Question parlementaire nach eng Kéier d'Wuert gëtt. Ech wëll just soen, dass et richtig ass, dass mer 25 Exemplare kritt hunn, nodeem mer der gentiment 100 gefrot haten. Mir géifen dat maachen, zu deem den Här Finanzminister eis opgefuerdert huet. Mir géifen em dann no dëser Sitzung Bescheid soen, wat mer nach zousätzlech brauchen. An ech soen em da Merci, dass mer déi och kréien. Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Orde du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6527 iwwert d'Organisatioun vun de Centres de recherche publics. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Roger Negri.

4. 6527 - Projet de loi

1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;

2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'wëssenschaftlech Fuerschung soll ee vun de Kompetenzberäicher vu Lëtzebuerg ginn, eng nei zukunftsorientéiert Nisch mat beschter internationaler Reputatioun. Dofir muss mir eis aktuell Fuerschungsstrukturen nei opstellen. An dëst ass och den Haaptobjekt vum Projet de loi vun haut.

Nach virun net allze laanger Zäit hate mir de Räichtum vun eisem Land sengem Buedem, der Minette, ze verdanken. No der Stolkris an der Mëtt vun de 70er Joren huet Lëtzebuerg aner Wirtschaftsberäicher wéi de Bankesektor déelopéiert an déelopéiere missen, fir eis Liewensqualitéit op engem héijen Niveau ze halen.

Awer och sougenannt „Kompetenznischen“ sinn definéiert a weiderentwéckelt ginn, wéi ënner anerem mat grousem Succès de Satellitberäich. An och haut, wéi säit méi wéi 25

Joer, sinn d'politisch Décideure vun deene successive Regierung weiderhin der Meinung, dass de wirtschaftleche Räichtum an d'sozial Kohäsioun nëmme erreicht kënnen ginn, wa Lëtzebuerg op Kompetenznische setzt.

An dësem Sënn huet d'öffentlech wëssenschaftlech Fuerschung an deene leschten zéng Joer hei zu Lëtzebuerg en Opschwung erlieft, wéi e bis elo nach net do war. Fuerschung an Innovatioun schafen héichwärtig Aarbechtsplazen an droen domat hiren Deel zur Lutte géint de Chômage bäi.

Mam Fuerschungsgesetz vum 9. März 1987 iwwert d'Recherche publique als Loi-cadre goufen eng éischt Kéier d'Centres de recherche publics, d'CRPen, per Règlement grand-ducal geschafen. Doropshi si folgend Entitéiten entstanden: éischtens, 1987 de CRP Gabriel Lippmann oder, anescht gesot, de CRP Centre universitaire, den 1999 an Erënnerung un den éischten Nobelpräisträger, den zu Lëtzebuerg gebuer gouf, a CRP Gabriel Lippmann ëmbeannt ginn ass. Zweete war 1987 och de CRP Henri Tudor, den an Erënnerung un de Lëtzebuerg Ingenieur an Erfinder am Beräich vun den Electrogénérateuren als CRP um Institut Supérieur de Technologie, IST, dunn an d'Liewe geruff gouf.

Béid CRPe fuerschen an den Ëmwelt- an an den Agrobiotechnologien, de Materialwëssenschaft souwéi de Gesondheets- an de Kommunikationstechnologien, woubäi oni ze generaliséieren de CRP Lippmann méi an der Grondlagefuerschung an de CRP Tudor méi an der Recherche appliquée fir d'Betriber schafft.

Als Fallbeispiller kann ee vum CRP Tudor de Projet PILLS uféieren, deem säin Objektiv et ass, nei Léisungen ze fannen, fir d'Effete vu Medikamentéreckstänn op d'Qualitéit vum Uewerflächewaasser maximal ze reduzéieren, an dann en anert Beispill vum CRP Lippmann, d'Entwécklung vun Nanoparticullen am Beräich vum Génie des nanomatériaux, déi et erlaben, e Medikamentcocktail geziilt an eng Kriibszell ze transportéieren.

Drëtt Entitéit war 1988 op darselwechter Basis de CRP-Santé als Deel vum nationale Gesondheetslabo. Hire Beräich läit an der Erfuerschung vun de Mechanismen vu Krankheeten, der Epidemiologie, der Diagnostik an der Behandlung vu mënschleche Kriib-, kardiovaskulären oder infektiöse Krankheeten.

Véiertens ass 1989 de CEPS, de Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques am Statsministère, op Basis vun engem Loi organique sui generis geschaf ginn. De CEPS fuerscht am sozialwëssenschaftleche Beräich a befaasst sech mat Studien, zum Beispill iwwert d'Nohaltegkeet vun eisem Pensionssystem, d'Effikassitéit vun de Mesuren um Aarbechtsmarché, fir d'Entscheidung vum Stat an de sozioekonomeschen Acteuren ze ënnerstëtzen.

Fënneft a lescht Entitéit war 2008 d'IBBL, Integrated Biobank of Luxembourg, d'IBBL ass geschaf gi mat engem notariellen Akt ënnert der Forme juridique vun engem Fondatioun. Den Objet vun der Biobank ass ënner anerem, Échantillone vu Blut, Urin, Serum a biologeschen Tissueen ze stockéieren an ze analyséieren an op dësem Wee national a virun allem international Fuerschungsprojete wëssenschaftlech an technologesch ze ënnerstëtzen.

Grënnungsmembere vun der IBBL waren déi dräi CRPe Santé, Lippmann an Tudor an d'Uni Lëtzebuerg. Eng éischt pluriannuell Konvention gouf 2009 ënnerschriwwen. Mat dëser Konvention huet de Stat der IBBL eng finanziell Ënnerstëtzung vu 55 Milliounen Euro zougesechert. Nieft der Obligatioun fir d'IBBL, Drëttmëttel an Héicht vun acht Milliounen Euro ze beschafen, fixéiert d'Konvention nach eng gewëssen Zuel vun operationellen Objektiv, déi d'Biobank erreche muss.

Här President, déi am Joer 2000 lancéiert Lissabon-Strategie hat zum Zil, bis 2010 aus der Europäescher Union déi kompetitivst an dynamesch Wirtschaft vum Wëssen ze maachen. Am Kader vun dëser Strategie sollten d'Investissementen an de Beräicher Research and Development, R&D, bis 2010 op 3% vum Bruttoinlandsprodukt, dem PIB, klammen, eng Zilsetzung, déi europawäit net erreicht gouf - Lëtzebuerg ass bis op 1,66% komm - an 2010 an där neier Strategie „Europa 2020“ fir Wuessstum a Beschäftigung nach eemol dowéinst widerholl gouf.

Doropshi huet d'Lëtzebuerg Regierung 2010 decidéiert, fir bis d'Joer 2020 d'Intensitéit am Beräich Recherche bis op 2,3% respektiv 2,6% vum PIB ze steigern. Dës Entscheedung ass trotz alle budgetäre Constrainté geholl ginn, well spëtstens säit der Finanz- an der Wirtschaftskris ab 2008 erëm ganz kloer ginn ass, dass Lëtzebuerg duerch eng ekonomesch Diversifikatioun seng Ofhängegkeet vum Finanzsektor reduzéiere muss. Nei Méiglechkeete

schaaft een nëmme, wann een nei Iddien huet.

De Budget vum Stat fir de Beräich RDI, also Recherche, Développement an Innovatioun, ass an deene leschte 14 Joer sougutt fir den öffentleche wéi fir de private Secteur konstant an d'Luucht gaangen, vun 28 Milliounen Euro am Joer 2000, dat waren 0,13% vum PIB, op 210 Milliounen (veuillez lire: 310 Milliounen) fir dëst Joer, dat sinn 0,65% vum PIB, an dat Ganz mat 6.000 héichwärtigen Aarbechtsplazen! Et geet also hei och em vill Aarbechtsplazen.

Déi öffentlech budgetär Kreditter fir d'CRPen hirersäits si vun 8,4 Milliounen Euro am Joer 2000 op 68 Milliounen am Joer 2013, an d'Personal vun de CRPen ass vu 719 Beschäftegter am Joer 2008 op 1.076 am Joer 2013 erogaangen. All dës Entwécklung weisen de Wëlle vun der Regierung, fir an d'Fuerschung ze investéieren an dorausser eng nohalteg Politik fir d'Entwécklung an d'Diversifikatioun vun eisem Land ze maachen.

An der Suerg, d'Lissabon-Strategie effikass ëmzesetzen, huet d'Regierung 2005 decidéiert, d'OECD mat engem Analys vum Lëtzebuerg Fuerschungssektor ze beoptragen. Den Akzent sollt dobäi op déi öffentlech Fuerschung geluecht ginn. Dëse Rapport huet, fir d'Governance vum System ze verbesseren, ënner anere virgeschloen, sougenannt „contrats de performance“ tëschent der Regierung an deene verschidde Acteuren an der Recherche anzeféieren. Och sollte méi kloer Prioritéiten am Fuerschungsberäich gesat ginn, andeems een d'Activitéiten op eng gewëssen Zuel vun Domäne limitéiert.

D'Konklusiounen vun dësem Rapport goufe vun allen Acteuren diskutéiert. An 2006 huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt, mat där d'Regierung opgefuerdert gouf, dës Recommendationen ëmzesetzen. D'Joren 2006 bis 2008 goufe genotzt, fir d'Haaptrecommandatiounen vum Rapport ëmzesetzen.

Trotz de ville Succès vun de CRPe Lippmann an Tudor, déi net ze leeg sinn, huet eng Evaluatioun, déi op Demande vum Héichschoul- a Fuerschungsministère an deene leschten dräi Joer gemaach gouf, gewisen, dass et gewësse Schwächte géif ginn, virun allem a Saachen Iwwerschneidung vu Fuerschungsaktivitéiten, engem Feelen u Masse critique, vun engem Feelen u internationaler Visibilitéit an engem Feelen vum enger zefriddestellender strategescher Concertatioun.

D'CRPen hu sécher hir Friichte gedroen. Elo ass awer den Zäitpunkt komm, fir dës Pionéierzäit ze verlossen an d'CRPen am europäeschen an internationale Kontext vu Fuerschung an Innovatioun ze konsolidéieren.

Här President, domadder kommen ech zu den Hauptmännerungen am Gesetz vun haut par rapport zum Gesetz vun 1987, an déi ginn op véier Niveaue virgeholl: éischtens beim Statut, zweetens bei de Missiounen, drëttes, éischt Punkt: bei de verschidde Organer, zweete Punkt dovun: bei hirer Gouvernance; an als véierten a leschte Punkt, um Niveau vum Personal.

Ugefaange beim Statut vun de CRPen, gëtt elo dorausser offiziell en Établissement public, an dëst per Gesetz an net méi wéi virdrun iwwer Règlement grand-ducal, an dëst konform zur Constitutioun, nom Artikel 108bis.

Mä et ass selbstverständlech, dass Autonomie a Responsabilitéit zesummeginn. Dëse Projet de loi hält fest, dass d'Relatiounen tëschent dem CRP an dem Stat duerch eng pluriannuell Konvention regéiert ginn, déi engersäits generell d'Politik vum CRP betrëfft, seng strategesch Choixen, seng Aktivitéit genau wéi seng Objektiv, an anerersäits d'Mëttelen, déi de Stat op Basis vun deene gültige budgetäre Prozeduren zur Verfügung stellt.

E CRP, den eng Autonomie genéisst, muss an aller Transparenz handele kënnen an och Rechenschaft doriwwer ofleeë kënnen. An dësem Kader gëtt d'Praxis vun den externen Evaluatiounen, déi hir Preuvë gemaach hunn, bäibehalen a konsequenterweis am Projet de loi och elo verankert.

Esou solle mat dësem Projet de loi CRPe geschaf ginn, déi den Exigence vun der moderner Fuerschung- an Innovatiounswelt gerecht ginn an déi capabel sinn, hir Prioritéite genauestens ze bestëmmen an awer och flexibel genuch sinn, fir hir Fuerschung schnell an déi national an déi international gesellschaftlech an ekonomesch Entwécklungen unzepassen.

Et ass deemno evident, dass d'CRPen net an all Beräich eng Exzellenz erreche kënnen, a si mussen, fir den Ufuerderung vun der gréisstméiglecher Qualitéit gerecht ze ginn, Prioritéite festleeën an hir Choixen maachen.

D'Relatiounen mam Stat ginn iwwer pluriannuell Konventionen geregelt a Form vu Contrats de



performance - aktuell couvréiere se d'Period, mir haten de Mëtting nach eng Réunioun dorwuer, vun 2013 bis 2017 -, déi mat den dräi CRPe Lippmann, Tudor, Santé, dem CEPS, dem Fonds national de la recherche, der BioBank-IBBL a Luxinnovation ofgeschloss ginn. Heimadde engagéiere sech d'Vertragspartner, eng gewëssen Zuel vu konkrete finanziellen a strukturellen Objektiv a Resultater am Gégenzuch zu der staatlecher Dotatioun ze erreechen. Op des Manéier ginn d'Fuerschungsausgaben an eng zilorientéiert Relatioun gesat zu den erwaarte Resultater, an dat um wëssenschaftlechen, ekonomeschen an och soziale Plang.

Zu de finanzielle Ressourcë leet d'Gesetz am Detail fest, wat de CRPen zousteet. Zu diesen zielen ënner anerem d'Kontributioun vum Stat aus dem Statsbudget, déi finanziell Ënnerstützung aus Konventionen oder fir national oder international Fuerschungsprojeten, d'Revenuen aus kontraktuelle Fuerschungsaarbechten oder Donen an Ierfschaften.

Schliisslech gëtt duerch dat neit Gesetz och nach d'Kollaboratioun vun de CRPe mat aneren Etablissements, wéi zum Beispill och mat der Uni Lëtzebuerg, geregelt. Esou solle sech d'CRPen a Saache Fuerschungspolitik a Rechercheaktivitéite mat der Uni Lëtzebuerg beroden a Kollaboratioun gi kontraktuell geregelt.

Zweete Punkt vum Projet, dat sinn d'Missiounen vun de CRPen, si sinn aus dem Gesetz vun 1987 am virleierende Projet iwwerholl a prezisiert ginn. Hir primär Missioun, d'Fuerschungsaktivitéite selbstverständlech, gëtt duerch dat neit Gesetz verstärkt. Esou kann des Missioun punktuell Projeten am Beräich vun der Grondlagefuerschung enthalen, mä d'Prioritéit vun de CRPe soll d'Recherche appliqué en faveur vun der sozioekonomescher Entwécklung vum Land sinn.

Anerersäits kréien d'CRPen duerch de virleierende Projet de loi weider zousätzlech Missiounen. Dat sinn d'Förderung vun der Aus- a Weiderbildung vun hirem Personal, besonnesch vu jonke Chercheuren, des Weideren d'Definitiou, d'Ëmsetzung an d'Evaluatioun vun den nationale Politicken an de genannte Beräicher.

Wat déi verschidden Organer - als drëtter Punkt vun der Ermänerung vum Gesetz - ugeet, esou ginn et der an Zukunft dräi, an zwar nëmme méi CRPen, an net wéi bis elo déi virduv ugeschwate fënnef Entitéiten. Déi éischt dovun, de CRP Henri Tudor an de CRP Gabriel Lippmann, ginn zesummegefouert, well se, wéi gesot, an deeneselwechte Beräicher fuerschen, an dat ab dem 1. Januar 2015, ënner dem gemeinsamen Numm „Luxembourg Institute of Science and Technology“, kuerz LIST genannt.

Zweetens, d'IBBL gëtt an de CRP-Santé integréiert, deen zukünfteg „Luxembourg Institute of Health“, LIH, heescht. Eng Nuance zu deser Regel gëtt awer agefouert am Zesammenhang mat der Integratioun vun der IBBL an de CRP-Santé. 2012 huet misse festgestallt ginn, dass d'IBBL de Financement tiers, esou wéi en an der pluriannueller Konventioun virgesi war, net erreicht huet, an dass d'BioBank och wahrscheinlech an deenen nächste Joren zu groussen Deeler vum öffentleche Finanzement wäert ofhänken.

Aus diesem Grund ass déi juristesche Form vun der Fondatioun IBBL net méi déi richteg. Am Projet de loi ass dofir virgesinn, d'IBBL an de CRP-Santé, den zukünftigen LIH, ze integréieren. D'IBBL soll awer de Statut vun enger kloer definierter Struktur kréien, mat enger gewëssener Autonomie, déi sech ënner anerem ausdréckt duerch eng eege pluriannuell Konventioun, also eegen, separat finanziell Moyenen an eng autonom, also vum Generaldirekter vum LIH onofhängeg Direktioun, woubäi d'IBBL awer direkt ënner der Tutelle vum Verwaltungsrat vum neien LIH wäert fonctionnéieren.

Dës Organisatioun gëtt der BioBank déi fir hire Geschäftsmodell néideg Onofhängegkeet a garantéiert gläichzäiteg d'Confidentialité vun allen Échantillon. De Projet de loi erlaabt och, le cas échéant, den Transfert vun den Aktivitéite vun der IBBL an eng nei juristesche Struktur vum Typ „spin-off“.

Schliisslech erlaabt des Organisatioun eng gutt, einfach an ekonomesch gënschteg Léisung fir den zentrale Stockage vun Échantillon fir d'Besoinen vun der nationaler Fuerschung a gläichzäiteg ënnerstëtzt d'BioBank domat am LIH nach déi wëssenschaftlech Aarbecht fir d'Santé publique. D'IBBL bleift deemno eng Infrastruktur am Déngscht vun der öffentlecher Fuerschung a vun den Entrepreneuren.

Deen drëtten a leschte CRP ass dann de CEPS, deen ëmbeannt gëtt an „Luxembourg Institute of Socio-Economic Research“, kuerz LISER. Deemno gëtt et an Zukunft zu Lëtzebuerg dräi CRPen: LIST, LIH a LISER. Esou gëtt en homogeen Bild vun der öffentlecher Fuerschung an

en direkte Lien zu Lëtzebuerg domat geschaffen, wat duerch déi engleschsproocheg Dénominatioun méi assimiléabel ass a virun allem dat um internationale Plang domadder gëtt.

Zur Gouvernance vun den dräi CRPen ass ze soen, dass d'Regierung zwar duerch déi schon ugeschwate Contrats de performance um Entscheedungsprozess bedeelegt bleift, dass d'CRPen d'Strategie vun hirer Verwaltung an hir zukünfteg Evolutioun awer selwer maachen an autonom bleiwen. Des Approche, déi d'Autonomie vun de CRPe stäerkt, bréngt mat sech, dass d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration a seng Attributiounen genau wéi de Rôle vun de verschiddenen Organer an de CRPen an deem neie Gesetz och nei geuerdnet ginn.

An diesem Sënn besteet de Conseil d'administration vun engem CRP zukünfteg nëmme méi aus externe Persounen. D'Membere ginn zukünfteg nach just op Basis vun hire Kompetenzen an hirer Erfahrung ausgewielt. Fir de bessere Fonctionnement gëtt d'Zuel vun de Membere vun zéng op néng erofgesat an déi automatesch Representatioun vu verschiddene Ministeren am Conseil d'administration gëtt ofgeschafft. D'Membere ginn op Proposition vum der Regierung fir eng Period vu fënnef Joer bestëmmt, an dat begrenzt op maximal zwou Mandatsperioden.

D'Fonction vum Commissaire du Gouvernement allerdéngs gëtt bäibehale mat Voix consultative. De Regierungskommissär huet en Informatiouns- a Kontrollrecht an iwwerwaacht, ob d'Gesetz an déi staatlech Konventiounen agehale ginn.

Zukünfteg besteet dem Conseil d'administration, an deem iwwregens kee Geschlecht mat manner wéi 40% dierf representéiert ginn - Sexe sous-représenté mindestens also 40% -, besteet dem Verwaltungsrat seng Haaptaufgab net méi doranner, Entscheedungen iwwert d'Gestioun ze huelen, mä vill méi an der Definitiou vun der genereller Politik an der Strategie vum CRP, an dat am Kader vun de pluriannuelle Konventiounen an deenen doran definierten Objektiv.

De Generaldirekter vum CRP sengersäits ass de Chef vun der Exekutiv, CEO. Hien dirigéiert de CRP an ass responsabel fir déi néideg Kohärenz. Seng Aufgab ass et, déi vum Conseil d'administration definiert Strategie ëmzesetzen an all Décisionen am Zesammenhang mat der couranter dagdeeglecher Gestioun vum CRP ze huelen. Seng Roll gëtt mat deem neie Gesetz ganz daitlech gestärkt par rapport zum viregte Gesetz.

Eng Ausnahm zu den übleche Besetzungen an de Conseils d'administration ass, dass am Verwaltungsrat vum CRP-Santé ee Member op Proposition vum der Regierung vum Wirtschaftsministère genannt gëtt (veuillez lire: ee Member vun der Regierung op Proposition vum Wirtschaftsminister genannt gëtt).

D'CRPe kréien do derniewent och en neit konsultativt Organ, de Conseil de concertation. An dese Bâirot, am Contraire zum Conseil d'administration, besteet nëmme aus interne Persounen vun de CRPen, a seng Aufgab besteet an der Ausaarbechtung vu konsultativen Avice fir de Conseil d'administration, virun allem iwwert d'Ausaarbechtung vun de pluriannuelle Konventiounen mam Stat. De Conseil de concertation besteet aus aacht Persounen, dat si fënnef Chercheuren an dräi Personalverrieder.

An domat kommen ech zum leschte Punkt vun der neier Organisatioun vun de CRPen, dat ass d'Personal. D'Personal gëtt duerch privatrechtlech Aarbeitskontrakter beim CRP beschäftegt, woubäi dee jeeweilige CRP säin eegene System fir d'Gestioun vun de Carrièren organiséiere muss an d'Konditiounen fir de Rekrutement an d'Promotioun vum Personal definéiere muss. Och gëtt mat deem neie Gesetz eng Personaldelegatioun entspreche dem Code du Travail agefouert, där hir Aufgab et ass, d'Interessen an d'Aarbeitskonditiounen vun de Salaréien ze verdeedegen.

An och wann déi fir d'Qualitéit vun der Recherche och an Zukunft bäizebehalen an op internationalem Niveau nach ze steigere sinn, werfen den ugeschwate Regruppement vum CRP Gabriel Lippmann a CRP Henri Tudor an déi ugeschwaten Integratioun vun der IBBL an de CRP-Santé, des Neierungen, déi organisatoresch, strategesch an ekonomesch sënnavoll sinn, bei ville Leit, déi bei dese CRPe schaffen, awer och Froen op a maachen hinne vill Suerge.

Esou stellt sech zum Beispill beim neie CRP-LIST d'Fro vum Organigramm, vun der Verdeelung vun den Aufgaben. Sécherlech wäerten Departementer zesummegeluucht ginn an anerer awer och zougemaach ginn, an net all Aarbechter, Mataarbechter wäert opgrond vu senger Spezialisatioun ouni Weideres op eng aner Plaz kënnen versat ginn.

Eng aner Fro...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir misst esou lues zur Konkusioun kommen.

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, ech hunn nach fir zwou Minuten.

Eng aner Fro ass déi vun de Standuerter: Wéini kommen déi zwou CRPe geografesch beieenen? Och no der Fusioun wäert de CRP LIST nach op méi Sitte verdeelt bleiwen. Fir e schnell an effikast Zesummewuessen ass dat wahrscheinlech net ideal.

Bei der IBBL an dem CRP-Santé stellt sech d'Fro no der Grille vun de Gehälter. Schliisslech hunn déi zwou Etablissements an diesem Punkt bis elo ganz ënnerschiddlech fonctionnéiert. Ech vertrauen do awer drop, dass d'Regierung derfir suert, Här Statssekretär, dass hei mat deem néidege Fingerspëtzegefäll virgaange gëtt.

Dann, zur Propriété intellectuelle vun eisen öffentleche Fuerschungszentren ass ze soen, dass all den intellektuellen oder ekonomeschen Output aus engem Fuerschungsprojekt d'Propriétéit vum CRP ass, ausser d'est gouf an enger spezieller Konventioun anescht geregelt.

D'Fonctionen vun de Chercheuren hirersäits ginn och genau festgeluecht. Si bestinn niwint Fuerschungsaarbechten, dem Encadrement vun Theese vu Chercheuren, dem Austausch mat de sozioekonomeschen Acteuren an der Zivilgesellschaft och am Enseignement an an der Formatioun vun neie Chercheuren.

D'Rechter an d'Flichte vun de Chercheure ginn an enger vum Conseil d'administration ausgeschaffter spezieller Charte du chercheur no de Recommandatiounen vun der Europäescher Kommissioun festgeluecht, déi de Chercheur mat senger Astellung akzeptéiert an ënnerschreift.

Här President, de Projet de loi iwwert déi nei Organisatioun vun de CRPe gouf de 14. Januar 2013 vun der viregter Regierung, vum Minister François Biltgen, an der Chamber deponéiert.

De Statsrot huet säin éischten Avis den 12. Juli 2013 ginn. An diesem huet en nach eng ganz Rei vu méi allgemengen a punktuellen Kriticken a Virschléi gemaach, iwwer ënner anerem d'Personal an d'Organisatioun, an och dräi Opposition-formellen ausgeschwat, déi d'Opléschung vun de Propriétés immobilières engersäits, d'Fixatioun vun de Montante vun den Indemnitéiten an de Jetone fir d'Membere vum Conseil d'administration an d'Definitiou vu gewësse supplementare Missiounen fir d'CRPen anerersäits betraff hunn.

D'Héichschoulkommissioun huet Amendementer zum initiale Projet, déi haaptsächlech den Immobilien betraff hunn, den 20. November 2013 gemaach. Nodeems zwou vun den dräi Opposition-formellen direkt duerch des Amendementer opgehuewe konnte ginn, huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire den 20. Dezember 2013 seng Opposition formelle a Bezuch zu der Definitiou vun de supplementare Missiounen widderholl. Nodeems dunn an der neier Legislaturperiod d'Kommissioun de 24. Abrëll 2014 insgesamt 31 Amendementer agereicht huet, huet de Statsrot den 11. Juli 2014 gréng Luucht fir de Projet ginn, an zwar an där Form, wéi ech en elo hei rapportéiert hunn.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech nach just gären e puer Mercie lassginn, ganz kuerz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mä Dir sidd wäit iwwert d'Riedezäit ewech, och wann ech dann zur Kenntnis huelen, dass Der och den Accord wahrscheinlech vun der Fraktioun bréngt, da spuere mer jo e ganze Koup Riedezäit an dofir, wann d'Chamber do dermat d'accord wär, géife mer dem Rapporteur nach Zäit ginn, fir Merci ze soen.

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Da géif ech och lech, Här President, villmools Merci soen. Wéi gesot, ech géif och herno déi 23 Minuten, déi ech zegutt hunn, dann net ausnotzen, dofir géif ech lech Merci soen elo scho fir Är grouss Flexibilitéit.

Merci soe wëll ech all de Membere vun der zoustänneger Kommissioun, wou mer ëmmer ganz sachlech diskutéiert hunn, ënner eiser exzellenter Presidentin Simone Beissel.

(Brouhaha)

Jo, dat muss elo sinn.

E grouse Merci och der Madame Christiane Huberty, eiser Chamberkommissiounssekretärin, fir hir wierklech exzellente Aarbecht. Dem Minister Claude Meisch a sengem Statssekretär Marc Hansen an hire gudder Beroder aus dem Héichschoulministère, den Häre Pierre Decker a Léon Diederich, villmools Merci. De Responnsabelle vun deene verschiddene CRPen: den Damme Catherine Larue, Marie-Paule Hoffmann, den Häre Marc Lemmer, Fernand Reing, Jean-Claude Schmit an Hilmar Schneider, bei deenen ech als Rapporteur mat eisem Mat-

aarbechter Tom Wenandy - och him e grouse Merci - am Summer sur place war fir jeeeweils eng Entrevue, all hinne wëll ech e grouse Merci soe fir hir gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht!

Här President, als Konkusioun, a fir wierklech zum Schluss ze kommen, wëll ech zesumme faassend soen, dass mer mat der neier Opstellung aus den aktuelle fënnef Entitéiten - Lippmann, Tudor, Santé, CEPS an IBBL - eriwuer zu den dräi neie CRPen - LIST, LIH a LISER - a Form vun dräi Etablissement-publicken haut legislativ d'Weihe stellen, fir ab dem 1. Januar 2015 international gutt positionéiert ze sinn am Beräich vun der Fuerschung als nohaltegen, zukunftsfaege Kompetenzzentren fir Lëtzebuerg.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu diesem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Bravo!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **Une troisième voix.** - Excellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur, deen ech bieden, net méi esou erëmzekommen.

(Hilarité)

Als éischt Riednerin... A vu dass dann de Rapporteur esou grousszügig vun der Chamber zousätzlech Riedezäit kritt huet, déi awer ze nuancéieren ass, géif ech dann och selbstverständlech, wann deen een oder aneren net eens gëtt mat senger Zäit, datselwecht uwenden. Ech hoffen awer, dass mer eens ginn!

D'Madame Martine Hansen huet d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. An ech kann lech garantéieren, ech ginn eens mat der Zäit an ech wäert se och net ausschöpfen.

An e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Roger Negri!

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et ass definitiv elo schwéier nach eppes ze soen, wat net scho gesot ass. Ech wäert mech dann och zimlech kuerz halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru genau 15 Wochen, den 2. Juli, hu mer hei op dieser Plaz d'Gesetz iwwert den FNR, de Fonds national de la recherche, gestëmmt. De Fonds national de la recherche stellt de Kader duer fir d'Recherche. Et ass e ganz wichteg Instrument vun der Recherche. Mä déi eigentlech Recherche gëtt awer an de CRPen an an der Uni gemaach.

Datt d'Recherche eis Matière première, eis éischt Ressource ass, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, fir eis wirtschaftlech, gesellschaftlech a kulturell esou ze entwéckelen, wéi mer dat brauchen, ass zënter den 80er Jore vun der Regierung als solches unerkannt an och konsequent geféiert ginn. D'Weiderentwécklung vum Fuerschungssektor - an domadder och d'Innovatioun - ass absolut noutwendeg, ass onemgänglech. Mir brauchen nei Standbeener fir d'Diversifizéierung vun eiser Economie.

D'CSV, déi bis d'lescht Joer d'Responsabilitéit an diesem Beräich hat, huet jorelang hei op eng budgetär Prioritéit gepocht, an dat huet sech och rentéiert. Mat eise CRPen hu mer elo déi richteg Partner a mat diesem Gesetz kréie si och deen adequate legislative Kader.

Relativ fréi ass erkannt ginn, dass eng extern Evaluatioun vun diesem ekonomesch wichtige Secteur an och budgetär bedeiende Beräich onbedéngt noutwendeg an erfuorderlech wär. A genau des Etüd - den Här Negri sot et och schon -, déi vun der OCDE am Joer 2006 duerchgefouert gouf, ass den Ustouss gewiescht fir d'est neit Gesetz.

De Rapport vun der Etüd huet erginn, dass d'Gouvernance kéint verbessert ginn, d'Responsabilitéit vun den eenzelnen Acteuren méi genau definéiert ginn an d'Koordinatioun tëschent deenen Acteuren sollt méi effizient gestalt ginn. Genau des Punkten, déi an där Etüd erauskomm sinn, ginn an diesem Gesetzesprojekt viséiert.

Ech hat et scho gesot, den Här Negri ass definitiv op all Detail an all Punkt agaangen. Ech wëll der awer dann e puer nach eemol ervirträchen. Éischtens, d'Etüd vun der OCDE huet, esou wéi ech et gesot hunn, oder war den Ustouss fir d'est Gesetz. A well d'Evaluatioun fir all Beräich, net nëmme fir eis CRPe wichteg ass, mä fir all Betrib wichteg ass, ass och des Evaluatioun, extern Evaluatioun an diesem Gesetz festgehal. ginn.



Zweetens, de CEPS gëtt och elo e Centre de recherche public, de LISER, „Luxembourg Institute of Socio-Economic Research“, dee CRP, deen, wéi den Numm et seet, fir d'Recherche am sozioekonomesche Beräich verantwortlech ass, ee Beräich, dee mer definitiv fir dëst Land net därefer ënnerschätzen.

D'CRPe Lippmann an Tudor fusionéieren an ee CRP, de LIST, den „Luxembourg Institute of Science and Technology“. An dee Wonsch vun der Fusioun war vun deenen zwee Acteurs schonns méi laang geäussert ginn. Mam LIST kréie mer och elo hei e performante CRP am Beräich vun den Technologien an der Science.

D'„Integrated BioBank of Luxembourg“ gëtt an de CRP-Santé integréiert a wäert zukünfteg LIH, „Luxembourg Institute of Health“, genannt ginn. A mat dësem CRP - ech mengen, d'Aktualitéit beweist et, et ass ee CRP, ee Beräich, deen onbedéngt noutwendeg ass, dee fundamental an eiser Gesellschaft ass, deen ëmmer wäert gebraucht ginn, dee sech permanent muss entwéckelen - kréie mer och elo hei e wichtegen Acteur, fir dës Recherche no vir ze bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Duerch de Regroupement vun eise CRPe gëtt elo d'Koordination verbessert, ginn d'Synergien besser genotzt a mir wäerten och eng besser Visibilitéit - Dir hutt et scho gesot - no bausse kréien, wat nach zousätzlech eben ënnerstrach gëtt duerch déi dräi d'selwecht opgebauten Nimm: „Luxembourg Institute of...“ an esou weider. Dat héiert sech vläicht op den éischte Bléck net onbedéngt esou ganz wichteg un, mä fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass eng gutt international Visibilitéit extrem wichteg.

D'CRPe sinn, jiddweree fir sech, en Établissement public mat enger Autonomie juridique, financière, scientifique an administrative. Dës Autonomie op där enger Säit erfuerdert awer op där anerer Säit déi deemspriechend Responsabilitéit. An duerch d'Instrument vun de pluriannuelle Konventionen, de sougenannten „contrats de performance“, déi vun der leschter Regierung scho gemaach gi si mat de CRPen an der Uni, ka séchergestallt ginn, datt d'Objektiver vun de CRPen erreicht respektiv agehale ginn.

Dann huet den Här Negri et och scho gesot: D'Gouvernance huet misse verbessert ginn, huet misse ugepasst ginn. D'Étud huet dat erausbruecht. Op där enger Säit hu mer elo e Conseil d'administration. Deen hält déi allgemeng Politik fest, leet d'Strategie fest an d'Aktivitéite vum CRP. Zousätzlech kontrolléiert en dës Aktivitéiten, an hie setzt sech zesummen - wéi gesot, dat ass nei - just nach aus externe Memberen, déi opgrond vun hire Kompetenzen an hirer Erfahrung an dësem Beräich ausgewielt ginn. Den Directeur général dann, dee féiert d'Décisionen vum Conseil d'administration duerch an hien assureiert am Prinzip déi deeglech Gestiou a suergt fir de Funktionement vum CRP.

Een zousätzlech, wichtegt Gremium, dat sech aus CRP-interne Leit elo zesummesetzt, ass de Conseil de concertation. Dëst konsultatiivt Organ gëtt Avisen an de Conseil d'administration iwwert d'Politik vun der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun an awer och iwwert déi pluriannuelle Konventionen, déi mam Stat gemaach ginn.

Ech mengen, mir hunn elo mat deem Conseil d'administration, dem Conseil de concertation, dem Directeur général a mam Commissaire du Gouvernement déi noutwendeg Basis, fir eng gutt Gouvernance vun de CRPen ze assureieren.

Ech wëll awer nach kuerz op d'Representatioun vun de Geschlechter an de verschiddene Conseilen agoen. Als CSV hate mer 30% fir dat manner representéiert Geschlecht virgesinn. Dir hutt dese Prozentsatz, esou wéi et an Ärem Regierungsprogramm steet, elo op 40% gehuewen, wat a priori och net schlecht ass an ze begrëssen ass, awer sous condition, datt Der, esou wéi et am Gesetz festgeschriwwen ass, genuch kompetent Leit mat Erfahrung an dësem Beräich fannt. Ech wëll hei nach eemol drop hiweisen, esou wéi ech dat och beim Gesetz vun FNR gemaach hunn, datt dëst virun allem am Beräich vun de Sciencen an der Technologie net ëmmer evident ass, well ganz einfach an deem Beräich net esou vill Frae schaffen.

Ofschléissend wëll ech awer nach eemol ervirsträchen, datt d'CRPe sech am Laf vun der Zäit zu engem wierklech effizienten, absolut wichtigen an zuverlässigen Organ vun eiser Fuer-

schung an domadder vun der Entwécklung vun eiser Économie entwéckelt hunn. Duerfir - ech gesinn, douewe sëtzen nach Leit vum Ministère - wëll ech u sech jiddwerengem vum Ministère, deen doru geschafft huet, awer och deene Leit aus de CRPe fir hiren Asaz Merci soen.

Mir sinn elo mat eisen dräi CRPen - dem LIST, dem LIH an dem LISER - gutt opgestallt, fir eis Recherche an de Beräicher vun der Science, der Technologie, der Gesondheet an dem sozioekonomesche Beräich nach weiderzuentwéckelen an, wéi gesot, wat ganz wichteg ass, fir d'Resultater vun eiser Recherche ze valoriséieren an eiser Économie.

Ofschléissend ginn ech dann natierlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e wichtegen Dag fir eis Lëtzebuerg Fuerschungslandschaft. Net nëmme well mer mam virleienenden Text eis CRPe besser opgestallt hunn, mä och well mer uschléissend dem Finanzement vum Lëtzebuerg Max-Planck-Institut eng legal Basis wäerte ginn. No der rezenter Reform vum Fonds national de la recherche sinn dës zwee weider wichteg Elementer, fir d'Zukunftsfäegkeet vun eiser Fuerschungsstanduert, dee vläicht net op eng jorzéngteleang Traditioun zrëckkucken kann, mä dee sech och net brauch hannert der internationaler Konkurrenz ze verstopen.

An der Vergaangenheet gouf Lëtzebuerg dacks op seng Bankeplaz reduzéiert. Et ass wichteg, datt d'Regierung et fäerdegréngt, fir Lëtzebuerg als moderne Fuerschungsstanduert ze promouvieren, wou eng zukunftsorientéiert Fuerschung op engem héijem Niveau stattfënnt. An deene leschte Joren ass dat och gelongen, well mëttlerweil bréngen mer et fäerdeg, heizuland Topchercheuren ze rekrutieren. Mä och hei si mer eréischt um Ufank vun engem Parcours. An Zukunft muss mer et och fäerdegréngen, Betriber op Lëtzebuerg unzezéien, déi wéinst eiser Recherche heihinner wëlle kommen.

D'Fuerschung kann a soll net weltfrem sinn. Si soll net an deem vill zitéierten „Elfenbeinturm“ stattfannen, neen, Fuerschung muss e Méiwäert, eng Plus-value fir eis Wirtschaft, fir eis Entrepreneuren, fir d'Liewen am Alldag, fir eis Gesellschaft duerstellen.

Den Impakt vun der Fuerschung gëtt also ëmmer méi wichteg. De Bierger muss gesinn, datt déi impressionnant Zomme vu Steiergelder, déi all Joer an d'Fuerschung investéiert ginn, och him direkt an indirekt zeguttkommen, sief et duerch d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen oder sief et duerch Erkenntnisser, Resultater, déi dem Land a sengen Awunner hëlfechen, Verbesserungen, wéi zum Beispill Verbesserungen am Schoulsystem ze maachen, oder nei Traitementer am Gesondheetsberäich.

Den Impakt vun der Fuerschung soll sech net exklusiv op ekonomesch Retombées beschränken, déi sécherlech a ganz wichtegen Deel sinn, mä méi breet ausfallen. Et muss een also och déi sozial a kulturell Aspekter vun der Fuerschung berücksichtegen.

Här President, wann een, wéi Lëtzebuerg, op eng Fuerschungsgeschicht vun nëmme e bësse méi wéi engem Véirelsjorhonnert kann zrëckblécken, da kann een ëmsou méi houfreg sinn iwwert dat, wat an där kuerzer Zäit geschitt ass. Zemoos am Verglach mat anere Länner, déi wierklech doranner eng jorhonnerteleang Traditioun hunn.

Eis Uni huet sech an hirer dach kuerzer Geschicht eng fest Plaz an der europäescher Fuerschungslandschaft eruewert a bréngt et fäerdeg, exzellent Fuerscher aus der ganzer Welt unzezéien. Als Beispill kann een hei ënner anere de Laboratoire vum Rudi Balling, deen en Deel vun der grousser Biomedezinsinitiativ ass, déi am Joer 2008 gestart gouf, zitéieren.

Den Här Balling huet hei a ganz kuerzer Zäit e Laboratoire opgebaut, dee wäit iwwert d'Grenze vum Land bekannt ass. Esou konnt zum Beispill e Fuerscher aus der Equipe vum Här Balling sech géint e Fuerscher vun der renommierter Harvard University duerchsetzen fir e Projet am Beräich vun der Alzheimer-Fuerschung.

Eis Centres de recherche publics hu sech gutt entwéckelt a si fir eis Betriber a Verwaltungen mëttlerweil en incontournable Partner. A genee ëm dës Centres geet et jo hei am virleienenden Text. Och wann een hir Geschicht duerch als eng Success Story ka bezeichnen, esou besteet dach awer e gewëssen Handlungs- a Reformbedarf. Meng Virriedner sinn dorop agaan, ech wäert dat net méi maachen.

Am Kader vun der Lissabon-Strategie, déi ënner anere Promotioun an den Ausbau vun der europäescher Fuerschung virgesäit, hat d'Regierung 2005 d'OECD domadder beoptragt, fir eng Analys vun eiseffentleche Fuerschungsdispositif ze maachen. Et goung drëms, d'Stärkten an d'Schwächen ze identifizieren a Recommandatiounen auszuschaffen, déi et eis sollten erlaben, eis effentlech Fuerschung besser opzestellen. E groussen Deel vun de Recommandatiounen vun der OECD ginn, wéi schonns éinescht gesot, mat dësem Projet de loi ëmgesat. Si wäerten derzou bäidroen, datt eis CRPen hir exzellente Aarbecht aus der Vergaangenheet och an Zukunft kënnen weiderféieren.

Här President, fir den zukünftegen Développement vun eiser Fuerschung ass et wichteg, datt et eng kloer Aufgabendeelung gëtt. Der Politik hir Roll soll der Meenung vun der DP no haaptsächlech doranner bestoen, fir der Fuerschung an de Chercheuren déi beschtméiglech Konditiounen ze bidden, fir datt sënnavoll a gutt Fuerschung an eise Land ka bedriwwen ginn. Dofir ass natierlech den Dialog téschent der Politik an de Fuerscher néideg a sënnavoll.

Mä wichteg ass awer och, datt all Säit hir Autonomie behält. Et huet sech nämlech erweisen, datt déi Länner, deenen hir Fuerschungsinstitutionen eng staark Onofhängegkeet opweisen, e staarken Impakt op déi jeeweileg Wirtschaft a Gesellschaft hunn. Genee dat, nämlech eng verstärkten Autonomie, huet sech de virleienende Projet de loi als Zil gesat. Dëst gëllt iwwerengs och fir d'Reform vum FNR, iwwert déi mer virun der Summerpauze hei am Haus debattéiert hunn.

Méi Autonomie heescht awer net, datt d'Fuerscher all Orchideefach nogoe kënnen. Hei kënn dann nees d'Politik an d'Spill. D'Relatiounen téschent de Fuerschungsinstitutionen an dem Stat ginn duerch déi sougenannt „contrats de performance“ definéiert. Hei ginn d'Ziler vun de Fuerschungsdomänen definéiert an och am Kader vun enger Rumm festgeluecht. Innerhalb vun dëser Rumm sinn d'Institutionen an d'Fuerscher fräi, fir déi Projeten ze definéieren, déi zu dësen Ziler bäidroen an domadder den Impakt vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg kënnen verstärken.

Här President, als e Land mat enger jonker Fuerschungstraditioun a mat begrenztem Reservoir vun inlännesche Fuerscher si mir méi wéi aner Länner op gutt Fuerscher aus dem Ausland ugewisen. Dofir muss mer als Standuert besonnesch attraktiv sinn a bleiwen. Mä wat mécht dann eigentlech en attraktive Fuerschungsstanduert aus?

D'Attraktivitéit an der Fuerschung beschränkt sech sécher net nëmme op appropriéiert Paien, mä virun allem op gutt Kaderbedingungen. Wat fir eng Strukturen an Infrastrukture gëtt et an deem Land? Wéi gutt sinn d'Laboen ausgerüst? Wéi steet et ëm déi sozial Ofsécherung vun de Fuerscher? Gëtt et en interessante private Fuerschungssektor? Oder nach: Wéi gesäit déi politesch Ënnerstützung vun der Fuerschung aus?

Iwwert déi politesch Ënnerstützung vun der Fuerschung ginn et, esou mengen ech, hei zu Lëtzebuerg keng zweeërlee Meenungen. Dat beweist eleng schonns déi vu Joer zu Joer klammend finanziell effentlech Ënnerstützung vun der Recherche. An an all deenen anere Punkten ass Lëtzebuerg och guer net esou schlecht a brauch sech net hanner Länner, déi deelweis, wéi gesot, op eng ganz laang Traditioun zrëckblécken kënnen, ze verstopen.

Sécher ginn et och Aspekter, wou nach Verbesserungsbedarf besteet. Ech denken hei un d'Koordination, wou sécher nach Loft no uewen ass. Hei kënnen awer déi Gesetzesännerungen, iwwert déi mer haut hei diskutéieren respektiv déi mat der Reform vum FNR schonns ëmgesat goufen, e wichtige Schratt zu enger Verbesserung bäidroen.

Wou mir sécher och nach net eist ganz Potenzial ausgeschafft hunn, ass eis Participatioun an den europäesche Fuerschungsprogrammen. Mir mussen an Zukunft derfir suergen, datt eis Fuerschungsinstitutionen besser um „Horizont 2020“ participéieren, well dat eng eemoleg Chance, eng eemoleg Geleeënheet ass, fir a multilaterale Projekter - mat deene beschten aus Europa - Fuerschung ze bedriwwen. Dat erhéicht op där enger Säit souwuel d'Visibilitéit vun der Recherche an op där anerer Säit dréit et och zu engem méi héijem Impakt vun der Fuerschung op eis Économie an op d'sozial Kohäsion bei.

Här President, et ass immens wichteg, fir och a grad bei eiser Jugend den Appetit un de Wëssenschaften, den Naturwëssenschaften besonnesch, ze erwächen. Fir Lëtzebuerg leien d'Resourcen nun eemol an de Käpp vu sengen Awunner. Mir mussen dofir méi Jugendlecher derzou beweegen kréien, fir driwwer nozedenken, eng wëssenschaftlech oder technesch,

technologesch Disziplin ze studéieren an och esou eng Carrière anzuschloen. Schliisslech ka keng Fuerschung ouni Fuerscher funktionéieren.

Et kann net sinn, datt mer e Fuerschungsstanduert opbauen a mer bal keng Lëtzebuerg Chercheuren hei erëmfannen. Am Ausland wier dat ondenkbar. Mir brauchen also an dësem Kontext eng nei Mentalitéit. Wéi fréier de Bankesektor sech rasant entwéckelt huet, war de Reflex bei ville jonke Leit deen, fir Économie a Finanzen ze studéieren. Haut wësse mer, datt dat net méi an alle Fäll eng Garantie fir eng interessant a fir eng sécher Aarbechtsplaz ass.

Mir hu mëttlerweil e chronesch Defizit u Leit, déi Naturwëssenschaften, Mathematik oder Ingenieurwëssenschaften studéieren. Och am ICT-Beräich feelt et dätlech u Fachkräften. Dögéint hu mer en Iwwerschoss an de Geschichtswëssenschaften, mat 500 Studenten, déi ënnerwee sinn, oder an der Psycho, mat 800 Studenten.

Et ass also och eng Erausforderung vun der Schoul, fir derfir ze suergen, datt méi jonk Mënschen an déi Richtung studéieren ginn, wou och Leit gebraucht ginn a wou mer amgaange sinn, en neie Créneau vun eiser Wirtschaft opzebauen. Hei muss also a Saachen Informatioun, Orientéierung a Basisformatioun nogebessert ginn. An et muss versicht ginn, deene Jonken d'Angscht virun esou engem Studium ewechzehuelen. Hei stellt sech also och e kloer pädagogesch an didaktesch Défi an eise Lycéien.

Den FNR ënnerstützt d'Promotioun vun der Culture scientifique mat enger Rëtsch vun Instrumenter. Denke mer un den „Mister Science“, un den „Pisa-Wëssensmagazin“, un d'Aktioun „Chercheurs à l'école“ - och den „natur musée“ spillt hei eng net onwesentlech a wichteg Roll. Mir mussen onbedéngt op dësem Wee weidergoen a jonk Leit op esou Berufler esou fréi wéi méiglech zolidd virbereeden, se sensibiliséieren a se mobiliséieren. Dofir ass et gutt, datt Héichschoulministère a Schoulministère ënnert der Verantwortung vun deem nämlechte Minister stinn.

Här President, wéi uganks vu menger Ried scho gesot, stelle mir haut d'Weihe fir d'Zukunft vun der effentlecher Fuerschung zu Lëtzebuerg. Wa viru méi wéi engem Jorhonnert eis wichtegst Ressource de Minerai de fer, d'Eisenäerz am Minette war, dann ass et mat Sécherheit fir déi nächst Joren a Jorzéngten d'Wësse vun eisen Awunner. D'Fuerschung, egal ob privat oder effentlech, hiert Abannen an eis Économie, wäert eent vun de Schlüsselementer fir eng erfollegräich Zukunft vun eise Land duerstellen.

Aus deem Grond begrësst d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei de virleienende Projet de loi, mat deem eis CRPe fir d'Zukunft fit gemaach ginn, ausdrécklech. Ech bréngen dann och heimadde den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text.

An eier ech zum Schluss kommen, wollt ech awer dem Rapporteur, dem Kollege Roger Negri, Merci soe fir säin detailléierte schrëfflechen an ausféierleche mëndleche Rapport, deen et mir erlaabt huet, fir a menger Ried net méi op all Punkt vun dësem Projet de loi anzugehen, mä e bësse méi generell iwwert d'Wichtegkeet vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bauler. Ech kréien esou lues e schlecht Gewëssen!

(**Hilarité**)

Wann ech dem Här Bauler nolauschten, dann hätte mer dem Här Negri nach e bësse méi Riedezäit misse ginn. Mä dat gesot, Geck an den Eck!

Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. An ech bueren dann nach e bësse weider un Ärem Gewëssen, ech fänken do un, wou de Kollege André Bauler opgehale huet, ech soen dann natierlech och dem Roger Negri Merci. An effektiv, well hien esou ausféierlech war, souwuel a sengem schrëffleche wéi och a sengem mëndleche Bericht, mécht en eis e bëssleche méi einfach, fir eben déi Punkten erauszegräifen, déi aus eiser Vue déi wichtegst sinn.

Déi zwee CRPen Tudor a Lippmann hu viru méi wéi zwee Joer decidéiert, oder wéinstens effentlech decidéiert, zu engem Institut, dem LIST, ze fusionéieren. Dës Décision ass d'Resultat vun enger laanger Zesummenaarbecht, ville Planificatiounen an Diskussionen. An et schéngt eis och eng Noutwendegkeet ze sinn, déi och kaum a Fro gestallt ka ginn.



Et ass logesch, datt zwou Fuerschungsinstitutionen, déi sech op Gebidder engagieren, déi zwar net identesch sinn, déi awer eng ganz Rei Iwwerschneidungen a Beréierungspunkten hunn, zu der Konklusioun komm sinn, ze fusionéieren. Dat ass e Schratt, dee soll derzou bäidroen, méi effizient ze schaffen, méi visibel ze ginn, op europäeschem an op internationalem Plang.

Dat ass och e Schratt, an dat ass och schonn hei gesot ginn, deem am Aklang mat de Recommendationen vum der OECD hirer Analys vun eiser Fuerschungslandschaft steet. Do heescht et jo, enner anerem, datt d'Koordinatioun tëschent deene verschiddenen Acteuren an awer och deene verschiddene Ministère misst verstärkt ginn an datt mer eis sollten op eng begrenzten Zuel vu Gebidder limitéieren a konzentréieren.

déi gréng begréissen et, datt déi zwou CRPen zu engem méi grouse CRP zummewuessen. A wann ee weess, wéi schwéier esou Prozesser bei eis am Ländchen heiansdo sinn, da kënt een och net derlaanscht, fir den Direkteren an de Conseils d'administration vun deenen zwou CRPen ze félicitéieren, datt se dee Schratt fäerdegbruecht hunn.

Datt mer déi zwou Nimm mat Historique Gabriel Lippmann an Henri Tudor elo opginn an duerch eng éischter banal Bezeichnung „Luxembourg Institute of Science and Technology“ verschwannen dinn, dat ass e bësse schued, mä dat huet awer seng Berechtigung, dat huet och d'Madame Hansen gesot. Mir probéiere jo - dat Gesetz hei geet jo wäit iwwert déi Fusioun vun deenen zwou CRPen eraus -, mir probéieren, eis CRP-Landschaft allgemeng méi visibel ze maachen am internationale Kontext. Si heeschen elo, zumindest op Englesch, an dat ass jo déi dominéierend Sprooch an der Recherche, alleguer „Luxembourg Institute of...“, an dann eben: „... Science and Technology“, „...Health“ oder „... Socio-Economic Research“.

Ech hu jo gesot, datt mer et begréissen, datt déi zwou Institute zummewuessen. Ech wëll awer och hei e puer Suergen zum Ausdrock bréngen, an ech wier frou, wann den Här Minister, den Här Statssekretär eis kéint e puer berouegend Äntwerte liwweren an deem Kontext.

Éischt Fro: Wéi ass et mam Zäitplang? Den 1. Januar gëtt et kee Lippmann a keen Tudor méi, nëmme méi e LIST. Dat ass schonn a ronn 75 Deeg! Mir wëssen nach ëmmer net, wien de Chef gëtt vun deem groussen neien Institut. A souwäit ech informéiert sinn, ass den Termin, wou Kandidaturen zougelouf waren, am Juni 2014 ofgelaf. Hunn d'Headhüneren hir Aarbecht nach net ofgeschloss? Wier et net och néideg, datt scho virum dem 1. Januar de CEO vum LIST géif säin Amt iwwerhuelen?

Eng zweet Fro: Den Zesummeschluss vun deenen zwou Institute erlaabt, an dat steet och am Projet de loi am Exposé des motifs, eng gewëss Rationalisatioun op enger ganzer Rei vu Gebidder: Deier Apparater mussen net zweemol kaaft ginn, de Fait, datt zwou verschidden Equippen u ganz ähnleche Projekte schaffen, gëtt ausgeschloss an Zukunft an och um Niveau vun der Administratioun gi Rationalisatiounen an Aussicht gestallt. Dat mécht alles Sënn. Mir schaffen hei mat Suen, déi hiren Ursprung an öffentleche Gelder hunn. Et ass wichteg a richtig, rationell ze schaffen.

Et schéngt och esou ze sinn, datt eng Rei Leit elo nach an engem Beräich schaffen, deen an Zukunft keng Prioritéit méi huet. Et ass dat erkläert Zil, méiglechst keng Leit duerch d'Fusioun ofzebauen, an awer ass eng gewëssen Onsécherheet bei enger ganzer Rei Leit ze verspielen, déi an de CRPe schaffen.

Wier et net vläicht awer sënnvoll, mat de Beschäftegten zesummen e Sozialplang auszuschaffe fir déi Mataarbechter, déi net méi gebraucht ginn, oder gétt et där Mataarbechter keng, déi net méi gebraucht ginn?

An en drëtten Punkt, iwwert dee mer eis och Gedanke maachen: Deen neie CRP-LIST kritt och eng nei hierarchesch Struktur, an ee Virwurf, deen d'Uni schonn a verschiddenen Evaluatiounen gemaach kritt huet, deen taucht dann och bei de CRPen op: An dat ass déi intern Kommunikatioun.

Mengen Informatiounen no sinn eng Rei Mataarbechter net frou iwwert déi intern Kommunikatioun, oder déi feelend intern Kommunikatioun. Den Zefriddenheetsgrad bei de Mataarbechter ass am Allgemengen anscheinend net zum Beschten. D'Wëssensgesellschaft baue mer awer mat Wëssenschaftler, mat Mënschen op. An ech ginn dem Här Bauler ganz recht, wann e seet, datt mer och musse kucken, fir d'Fuerschungsberuffer attraktiv fir eis Jonk ze maachen, mä dat huet dann och eppes mat Aarbechtskonditiounen ze dinn.

Et ass och esou, datt am CRP Henri Tudor d'Zuel vun de Mataarbechter erofgaangen ass

an deene leschten zwee, dräi Joer. Datselwecht géllt zum Deel fir de CEPS.

Sinn dem Ministère Donnéeën iwwert den Zefriddenheetsgrad vun de Mataarbechter bekannt?

Souwäit eis Froen an Iwwerleeungen zum CRP-LIST. Wéi scho gesot, den aktuelle Projet de loi geet wäit doriwwer eraus. Mat deem Gesetz wëlle mer een allgemenge Kader setzen, dee fir all CRPen d'selwecht ass, also fir de LIST, de CRP-Santé an de CEPS. D'CRPe ginn iwwer e Gesetz als Établissements publics définéiert, déi souwuel juristesche wéi finanziell wéi wëssenschaftlech an administrativ autonom funktionéieren.

Och wann ech net direkt déi grouss Geforsinn, datt d'CRPen ze vill spezifesch lëtzebuergesch kéinte ginn an datt dat hirer internationaler Renommée géif schueden, si mer natierlech dermat d'accord, datt si eng international Ausrichtung mussen hunn.

Et ass och gutt, datt déi allgemeng Missiounen vun de CRPen elo am Gesetz stinn. A mir sinn och d'accord mat den zousätzlechen a spezifische Missiounen, wéi se am Gesetzesprojet stinn.

Déi Verännerungen, wat de Conseil d'administration betrëfft, kënnen mer guttheeschen, an och de Fait, datt déi verschidde Ministère net méi an de Conseils d'administration vertruede sinn. An als Géigepartie fir deen Deal fanne mer et awer richtig, datt e Regierungsvertreeder mat Voix consultative bei de Réuniounen derbäi ass. Dat erlichtert d'Kommunikatioun tëschent CRP a Ministère. A wann dee Commissaire du Gouvernement seng Aarbecht gutt mécht, dann hëllef dat och de CRPen, sech un déi geltend gesetzlech Regelen ze halen, a sief et nëmme bei dem Anhale vun de Regele bei Ausschreiwungen.

Datt d'Autonomie net méi esou wäit geet, datt d'CRPen d'Propriétaire vun de Gebaier ginn, fanne mer éischter eng gutt Léisung. Och bei der Uni schéngt sech d'Usicht duerchgesat ze hunn, datt si beim Propriétaireszenario net nëmme géif gewannen.

Mir mengen, datt mat deenen Neierunge kann dozou bäigedroe ginn, datt mer zu Lëtzebuerg zwee staark Pole vun der Recherche kréien: engersäits d'Uni, anerersäits eben d'CRPen. Datt och d'Zesummenaarbecht tëschent Uni a CRPe verbesserungswierdeg ass, dat ass en Dossier fir sech. Ee Problem an der Zesummenaarbecht schéngt schonn emol um Gebitt vun dem Opbau vun Doktorandeschoulen ze leien. Do kréie mer bestëmmt nach Geleeënheet, och doriwwer ze diskutéieren.

Am Rapport ginn nach e puer Froen vun de Beruffskummeren opgeworf, ouni allerdéngs beäntwert ze ginn. D'Chambre des Salariés freet, genee wéi de Statsrot, firwat datt dann net amplaz vun engem Comité de concertation ee Comité mixte gesat gi wier.

Interessant ass och déi Fro iwwert d'Droits d'auteur an d'Droits de propriété intellectuelle, déi d'Chambre des Salariés opwërf. Jo, mir sinn och der Meinung, datt d'Aarbecht vun den eenzelne Chercheuren et verdéngt, valoriséiert ze ginn. An et ass fir eis net direkt verständlech, firwat et een anere System op der Uni wéi bei de CRPe gëtt, wat des Rechter betrëfft.

Eng ganz Rei Froen ginn am Rapport och zu der Integrated BioBank of Luxembourg, déi jo elo an de CRP-Santé integréiert gëtt, opgeworf. Ech wëll net de Résumé vum Rapport maachen, duerfir just meng Fro un de Minister: Funktionéiert d'IBBL zur Zefriddenheet? Sinn déi Hoffnungen a Suen, déi an dese Projet gestach goufen, zu Ärer Zefriddenheet agesat ginn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Dossier Fuerschung ass voluminéis a wichteg. Mir hunn duerch déi enorm Geldzommen, déi mer hei investéieren, eng grouss Verantwortung. D'Uni an d'CRPe mussen engersäits kënnen autonom schaffen, anerersäits musse mir kënnen Rechenschaft ofleeën, ob déi Sue gutt investéiert sinn. Dat probéiere mer iwwert d'Contrats d'excellence (veuillez lire: d'Contrats de performance) an extern Evaluatioun sécherstellen. Mir sinn der Meinung, datt och eis Fuerschungs- an Héichschoulpolitik muss méiglechst transparent organiséiert sinn.

Mat deem Gesetz maache mir e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir hu vill Problemer ugeschwat; anerer hu mer nach guer net touchéiert. Et gëtt jo nach divers aner Fuerschungszellen am Land, déi si vun deem Gesetz net beréiert, ginn awer och vum Stat finanziéiert, zum Beispill de CVCE, an deem eng 40 Leit schaffen an iwwert dee mer och schonn éfters an der Héichschoulkommisssioun geschwat hunn. Mir hunn een onofhängeg Institut fir Zäitgeschicht am Raum stoen.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet 6527 a freeë mech iwwert déi

weider Diskussiounen iwwert déi wichteg Entwécklung vun eise Héichschoul- a Fuerschungssecteur. Ee wichtige Termin ass eis viru Kuerzem vun der Regierung matgedeelt ginn: Den 13. Dezember 2014 sinn déi éischt Assises de la recherche. Do freeën ech mech schonn drop!

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit a bréngt selbsterständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen: „Forschung strebt und ringt, ermüdend nie, nach dem Gesetz, dem Grund, Warum und Wie“, sot de Goethe. Ech mengen, de Kolleg Bauler an och anerer, aner Virriedner, hunn hei op d'Wichtigkeet vun eiser eenzeger Ressource naturelle higewisen, déi mer hei am Land nach hunn, an dat ass d'Matière grise. An dofir si mir als ADR ganz d'accord mat lech alleguerten, fir d'Wichtigkeet, d'Vitalitéit vun der Fuerschung fir eist Land ervirzesträichen.

Mä ech hunn ee Problem, an Dir wësst dat, et ass eng Leier, dat ass den Artikel 7, et ass d'Quot am Verwaltungsrot. Ech géif lech also bieten, wann Der d'accord sidd, wann ech deen néidege Support hei fannen, fir eis ze erlaben, e Vote séparé ze maachen iwwert den Artikel 7, well mer nach ëmmer der Meinung sinn - et huet nach kee Verfassungsrechtler mer de Contraire nogewisen -, datt déi Quot eiser Verfassung widderpricht. A mir hunn eis décidéiert, kee Gesetz ze stëmmen, wat enger Verfassung widderpricht.

Wann Der eis also géift erlaben, an engem Vote séparé den Artikel 7 ofzelehnen, da géife mer als ADR mat grousser Freed dat Gesetz do stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

(**Brouhaha**)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - De Rapporteur seet, mat deem Projet de loi hei géife mer Weiche stellen. Ob mer se awer an déi richteg Richtung stellen, weess ech net, besonnesch, wann ee gesäit, datt dee Projet de loi sech hei areit an eng Strategie „Europa 2020“, déi selwer schonn opbaut op enger Lissabon-Strategie, déi e gehéieren Échec war a gescheitert ass, déi awer duerno weidergeschriwwen gëtt am „Europa 2020“.

Natierlech, natierlech ass et wichteg, méi an d'Fuerschung ze investéieren, wéi et gesot ginn ass, mä mat wéi enger Zilsatzung?

Mir investéieren zu Lëtzebuerg, wéi leider och op anere Plazen, ëmmer méi an d'Recherche appliqué, déi direkt soll Resultater bréngen. Ob d'Recherche appliqué awer dat ass, wat der Wëssenschaft am meeschten notzt, ass staark ëmstridden.

D'Recherche fondamentale dauert sécherlech vill méi laang wéi d'Recherche appliqué, déi en direkt Resultat sicht, sief et op wirtschaftlecher oder sozialer Ebene. Mä et ass déi, déi eis fundamental méi weiderbréngt, och wann dat mat Retard de Fall ass. Zum Beispill dem Einstein seng Relativitéitstheorie erlaabt eis haut, fir e GPS ze hunn. Den Einstein wouss sécherlech net, datt en d'Relativitéitstheorie géif fanne an sécherlech och net, datt et eng Kéier e GPS géif ginn. Mä den Ennerscheed zwëschen der Recherche fondamentale an der Recherche appliqué ass sécherlech eng Diskussioun, déi méi seriö misst gefouert ginn, well an der Recherche fondamentale méi misst investéiert ginn an net ëmmer nëmme an kuerzfristegen Ziler soll gekuckt ginn.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll opwerfen, ergëtt sech aus de Contrats de performance an där sougenannter „culture des résultats“. Dat léngt gutt, mä et muss een awer kucken, wat sech do hannendru verstoppt. Eng éischt Saach, déi sech hannendru verstoppt, ass en immensen Drock op d'Chercheuren, mat Konsequenzen fir hir Aarbechtsbedingungen, déi net ëmmer positiv si fir d'Recherche.

Eng zweet Saach, déi sech hannendru verstoppt, ass och zum Deel bei de Contrats de performance an der Culture des résultats eng Verkennung vum wëssenschaftleche Prozess. An de Contrats de performance heescht et enner anerem, et misst een «Publications à facteur d'impact supérieur à 2» kréien. Also, ech verstinn, datt méi wéi zwou wëssenschaftlech Publikatiounen solle gemaach ginn, wat e Kritär ass, deen awer a Fuerschungskreesser ganz staark ëmstridden ass.

Een drëtten Punkt, dee mer wëllen opwerfen, dat ass, wat sech ergëtt - a mäi Virriedner oder mäi Vir-Virriedner, de Claude Adam vun deene Gréngen, huet op eng Rei Punkten higewisen -, wat sech vu Problemer, Froen, Ängshten aus der Fusioun ergëtt vum Lippmann mam CRP Tudor. Et bestinn de Moment wierklech vill Ängshten bei de Mataarbechter, well se net wëssen, wat mat hinne geschitt. Am administrativen Beräich wäert sécherlech ofgebaut ginn, a ganz vill Leit hunn Ängsht, hir Täsche ze verléieren. Am Virfeld hunn der och schonn eng Rei demissionéiert.

Och wa bei där Restrukturierung vläicht elo net esou vill Leit entlooss solle ginn, datt e Sozialplang muss ausgehandelt ginn, wéi dat vir-drin ugeschnidde ginn ass, esou wier et awer wichteg, datt mam Personal géif iwwert déi Restrukturierung do diskutéiert ginn an all hire Konsequenzen bis hin zum Voléit Kommunikatioun.

Et stelle sech vill Froen, wat d'Salariéen ugeet, déi zum Beispill vun 2014 un - wéinst der Fusioun - keng Augmentatioun kritt hunn. Deemoos hu se eng Biennale kritt, an duerno ass näischt méi geschitt.

Et stellt sech d'Fro zum Beispill: Ass virgesinn, datt am Règlement d'ordre intérieur d'Modalités de rémunération solle festgehale ginn? Et stellt sech d'Fro, ob dat net muss fir d'Éischt iwwer e Kollektivvertrag ausgehandelt ginn. Souwäit ech weess, ass d'Bestriewung do, fir e Kollektivvertrag auszuhandele fir d'Centre-de-recherchen. Wou si mer do drin? Dat géif mech ganz kloer, ganz konkret interesséieren.

De Problem ass deen, datt souguer mat mander Effektivitéit déi nämleche Objektivitéit bäibehale gi sinn. Dat heescht, datt d'Uspréich un d'Personal immens zougeholl hunn. Wéi gesäit dat an Zukunft aus?

D'Chambre des Salariés huet eng Rei Kriticken ubruecht, wouanner eng positiv beäntwert ginn ass, nämlech déi, datt an de Conseil de concertation elo zwee Personalvertreeder drakommen. Et muss een awer wëssen, datt de Conseil de concertation ee konsultatiivt Gremium ass, an och, wa se effektiv e Stëmmrecht hunn, ass dat a leschter Instanz nëmme konsultativ. Par contre, de Vertreeder, de President vun der Personaledélegatioun, deen an de Conseil d'administration kënn, huet leider nëmme eng konsultativ Stëmm. An do stellt sech wierklech d'Fro, firwat datt net dee Comité mixte gemaach ginn ass, dee proposéiert ginn ass.

D'Fro stellt sech och par rapport zum Profil vum Generaldirekter, dee keen definéierte wëssenschaftleche Profil huet. Firwat? Aus wéi enge Kreesser soll dee rekrutéiert ginn?

An och bei den Droits d'auteur, wéi dat scho vir-drin ugeklongen ass, gëtt et Réckschrëtter. Mir hate bei der Uni d'Léisung, datt bei den Droits d'auteur 50% fir d'Uni sinn, 50% fir d'Chercheuren. Hei gëtt dat opgelouss a par défaut geet emol alles un de Centre de recherche.

Et kéint een nach eng ganz Rei aner Punkten opféieren, mä vu datt et jo keen esou ëmwerfende Problem ass, wat d'Interesse och heibanen ugeet, sinn ech frou, datt mer déi Froen do kënnen diskutéieren.

Ech wëll awer soen: Well mer net wëssen, wou deen Zuch do hifert, wäerte mir eis beim Vote zum Projet enthalen. Trotzdeem waarden ech gespaant op d'Äntwerte vum Statssekretär op all déi Froen, déi hei opgeworf gi sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Turpel. D'Wuert huet dann d'Regierung, de Statssekretär Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif natierlech och wëllen ufänke mat engem Merci un de Rapporteur, den Här Negri, dee mir natierlech och d'Aarbecht ofhëlt, fir nach eng Kéier dee ganzen Historique ze maachen. Deen ass perfekt gemaach gi vun dem Rapporteur, soudass ech dorobber net méi muss agoen.

An ech géif awer och e puer Mercie wëlle lassginn un alleguerten déi Leit, déi un deene Fusionsprozesser do matgeschafft hunn. Dat sinn d'Mataarbechter natierlech vun de CRPen, dem CEPS an der BioBank, an natierlech och während Joren déi puer Leit, déi am Ministère ebe bei eis schaffen an déi sech intensiv an exemplaresch domadder befaasst hunn.

Ech géif awer an deem Historique och wëlle soen, dass dat heiten natierlech e Gesetzes-

projet ass, dee vun der Regierung virdrun an dem Här Biltgen déposéiert ginn ass, an dass natierlech bei allen hei, wéi ech dat och héieren, e grouse Konsens ass, fir iwwert deen dote Projet ze schwätzen. An ech mengen, da muss een och deejéinegen nach eng Kéier ernimmen, deen deen dote Projet hei déposéiert huet, well et ass wierklech, esou wéi et och scho vun de Riedner a vun deene verschiddene Fraktiounen gesot ginn ass, e wichtege Projet fir de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg.

Ech géif e puer Wieder wëlle soen iwwert den aktuelle Kontext, an deem dat Ganzt geschitt. Mir sinn eben 2014 amgaange gewiescht, all déi Contrats de performance an déi Contrats d'établissement mat der Uni ze ënnerschreien. Dat si véierjähreg Kontrakter, déi Objektiv an Ziler festleeën an natierlech och e ganze Koup u Moyenen deene verschiddenen Haiser zur Verfügung stellen. An do si mer bei 1,1 Milliarde fir déi véier nächst Joer, dat heescht eng Moyenne vun 275 Milliounen pro Joer. Dat weist, dass och déi aktuell Regierung e ganz wichtege Poids op d'Recherche an den Enseignement supérieurs leet.

Par rapport zu der aktueller Situatioun geet d'Gesetz awer och e Stéck méi wäit. Ech mengen, duerch déi zwou Fusiounen kréie mer an e puer Wochen natierlech ee ganz staarke Partner, deen neie Centre de recherche LIST, an natierlech och alleguerten déi aner Centre-de-recherchen, déi hei ernimmt goufen.

Mir kréien eng kritesch Mass. Mir sinn also méi staark opgestallt. Mir kréien eng international Ausrichtung an Attraktivitéit. An dat gétt och am Moment ennermauert - an dat ass Aktualitéit - mat engem europäeschen Teaming-Projet, duerch deen d'Exzellenz vum zukünftege LIST soll eropgeschrauft ginn an iwwert deen mer och an deenen nächste Wochen nach bestëmmt wäerten eng Kéier kënnen schwätzen. An da wëlle mer natierlech och mat manner méi maachen. Dat heescht, mat deenen nämlechte Mëttele wëlle mer méi effikass a méi effizient ginn.

Ee Punkt, deen ervirgestrach gouf, dat ass natierlech déi 40%eg Quot fir den ennerrepresentéierte Sexe, a mat de Regierungskommissäre wäerte mer et souguer warscheinlech an deem Kontext op d'Paritéit packen, soudass mer herno 5:5 wäerten hikréien, an ech mengen, dat wär jo dann och eng gutt Saach. An ech sinn awer och iwwerzeegt, d'Madame Hansen huet dat ugeschwat, dass mer awer och e ganze Koup Fraen an der Welt schaffen hunn, déi och vu Lëtzebuerg kommen, an deem dote Beräich, an déi alleguerten och wäerten hiren Apport bréngen, fir hei d'Fuerschung an deene Centre-de-recherchen do weiderzebréngen.

Dann, ouni Referendum brénge mer et fäerdeg, fir hei d'Verwaltungsgréit op zwou voll Mandat ze begrenzen, wat natierlech och eng wichteg Donne ass. An ech mengen, dat ass eben och ee Punkt, dee bestëmmt och dem Fuerschungssektor dann natierlech zegutt wäert kommen, wann och do a regelméissegem Ofstand nei Iddien an Innovatioun, Approchen op déi verschidde Centre-de-recherchen duerkommen.

Ee Wuert awer och nach iwwert dem Här Reding säin Optritt mat deene Punkten, déi hien ervirbruecht huet. Ech hätt mer et bal geduecht, dass Der natierlech net kéint domadder d'accord sinn.

Ech war awer ganz paff, well et gétt awer ee kleng Changeement par rapport zu Är Position zum FNR. Wann ech mech net iren, hat Der do de Rapport och net ugeholl an der Chamberskommissioun, an deen hat Der hei awer ugeholl, soudass ech haut e bëssen iwwerrascht sinn, dass Der hei awer natierlech dann net méi den Accord gitt vun dem ADR hei op dëser Plaz.

(Interruption)

Et ass gutt. Mä de Rapport hat Der do awer op d'mannst gestëmmt, an dat war natierlech schonn e bëssen anescht wéi dat, wat Der nach beim FNR gemaach hutt. Dofir war ech e bëssen optimistescht, dass Der dat kéint och hei droen, wat fir de Fuerschungsstanduert natierlech eng gutt Saach gewiescht wär. Mä ech mengen, mir kommen awer virun, an dat ass jo dat Wichtigst um Enn vun dëser Debat.

2015 gétt dann och ganz interessant fir d'Fuerschung. E groussen Deel vun der Fuerschung an der Innovatioun plënnert op Belval. Do bidde mer dann och fir d'éischte Kéier ganz adaptéiert Raimlechteken, souwuel de Fuerscher wéi awer och der Uni; dat gétt e Qualitéitsprung an awer och en Attraktivitéitszou-schlag, dee mer bis elo nach net haten.

Mir hunn 2015 dann awer och d'Présidence, an do kënnen mer och op EU-Niveau Swéierpunkte setzen a ganz interessanten Dossierien. An da gouf natierlech och bei de pluriannuelle Kontrakter vun der Uni an de Centre-de-recherchen eng Revisiounsklausel fir Enn 2015 agebaut, déi et dann erméiglecht, fir och gewësse Parameteren ze ajustéieren a punktuell a gewëssene Beräicher nozebesseren. Mir wäerten do dann, an dat ass och ugeschwat ginn, verstärkt op d'Kooperatioun an d'Koordinatioun zwëschen Uni an de Fuerschungsinstituter setzen an dat dann natierlech och an e puer wéinegen Domänen duerch international Partner verstärkt, wat der ganzer Saach natierlech och nëmme kann hëllefen.

Mir musse längerfristeg awer och der Uni an de Fuerschungsinstituter nach eng Kéier un d'Häerz leeën, hir europäesch Präsenz däitlech ze verbesseren an hir Fuerschungsexzellenz weider eropzeschrauwen.

Beim Output vun der öffentlecher Fuerschung ass och nach vill Loft no uewen. An do zielen ech awer och op d'Mathëllef vun de Vertrieeder vun den Entrepreneuren, déi och an Zukunft verstärkt an de Verwaltungsgréit vun de Fuerschungsinstituter setzen.

Den 13. Dezember hu mer dann och d'Assises de la recherche. Dat huet den Här Adam och ervirgestrach. Ech mengen, do sidd Der alleguerten - d'Memberen aus der Commissioun - och invitéiert a mir erwaarden eis och vill, dass do vill iwwer Koordinatioun a Kollaboratioun zwëschen den Instituter an der Uni debattéiert gétt an dass mer och domadder weiderkommen.

Dann hu mer och Enn '14, Ufank '15 d'Evaluatioun vun der OECD, déi op eis zoukënn. An ech ginn dervun aus, dass mer da souwuel no den Assis wéi no där Evaluatioun d'nächst Joer kënnen weider Schrëtt ennerhuelen, fir d'Fuerschung an den Enseignement supérieur awer och weiderzebréngen hei an dësem Land.

E puer Äntwerten awer och nach op déi Froen, déi gestallt goufen. Den Här Adam an den Här Negri hate relativ ähnlech galagert Bemierunge gemaach a Froen, wat den Zäitplang ugeet. De CEO, deen ass amgaang gesicht ze ginn. Do si mer an der Schlussphas an ech ginn dervun aus, dass mer Ufank Dezember de CEO wäerten hunn.

Et kann een op där anerer Säit awer soen, dass mer mat dem Här Reinig a mat dem Här Lemmer och de CEO an de strategeschen Innovatiounschef schonn emol am Haus hunn. Mat dem Här Jean Luc Pitsch hu mer e Finanz- an administrative Chef, a mir hunn och eng nei Ressource-humaine-Cheftaine, dat ass d'Madame Barbara Ditzler. Déi si schonn am Amt zënter Kuerzem an déi schaffen awer och schonn intensiv un där Problematik, déi Der hei ernimmt hutt, wat d'intern Kommunikatioun ass. An dat ass jo och eppes, wat an deem dote Kontext wichteg ass.

Et ass op dëser Plaz, mengen ech, wichteg ze ennersträichen, dass et sécher e bëssen Opreegung gétt virun esou enger Fusioun. Dat ass normal. Dat hutt Der ganz korrekt, och den Här Turpel, natierlech illustréiert. Ech ginn awer elo emol dervun aus, dass mer nach net solle vu Sozialplang schwätzen. Et ass vun eiser Säit erwünsch, dass déi Leit esou gutt wéi méiglech alleguerten an deem neie LIST and regrupéiert bleiwen, dass do deen een oder anere Réalignement wäert derbäikommen, wou Leit och emol vläicht hir Prioritéite mussen de Prioritéiten upassen. Dat ass selbstverständlech.

Et ginn och keng esou Fusiounen, ouni dass Spéin falen an dass dat fir Opreegung suergt. Dat ass och normal. Mä mir hunn och an deene leschte Wochen a Méint an de Conseils d'administration, wou jo elo nach Vertrieeder vun de Ministère sinn, insistéiert, dass deen dote Volet mat där néideger Sensibilitéit ugepaakt gétt an dass dorobber opgepasst gétt.

Mir hunn an der Chamberskommissioun och versprach, wéi mer d'leschte Kéier eng Kéier kuerz doriwwer geschwat hunn, dass mer an engen néng Méint eng Kéier zrëckkommen an d'Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen, wou mer an deem dote Kontext dru sinn. Well et ass natierlech elo esou, an enger éischter Phas wäert ganz vill Aarbecht uleien, och an deenen éischte Méint vun deem neie Joer, wou natierlech och déi administrativ Personnen alleguerten nach eng Kéier wäerten intensiv missen un där Fusioun, och iwwert den 1. Januar ewech, schaffen. An da musse mer natierlech eng Kéier de Bilan maachen, wou mer dru sinn a wat dee Moment alles geschitt ass.

Mä et läit eis och als Regierung drun, well et och am Virfeld ëmmer vun där Regierung virdu betount ginn ass, dass mir dat och iwwerhuelen, dass mer kucken, fir dass déi Leit alleguerten esou gutt wéi méiglech kënnen mat op de Wee geholl ginn. Et muss natierlech jidd-

weere sech an engem Fuerschungsmilieu e bëssen a Fro stellen an da musse mer um Enn vun deem Prozess eng Kéier de Bilan maachen, wou mer dru sinn. Dat hu mer ofgemaach. A mir kommen natierlech och do eng Kéier an d'Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen.

De Comité de concertation ass ugeschwat ginn. Deen ass agesat, dat hate mer lech jo och an der Chamberskommissioun als Erklärung ginn, mat Personaldelegéierten dran. De Comité mixte gouf opgeworf. Ech mengen, deen ass am Moment an engem anere Projet de loi iwwert den Dialogue social souwisou am Gespréich, an der Diskussioun, soudass mer deen elo hei net instauréiert hunn.

De Kollektivvertrag, déi Fro ass gestallt ginn. Déi Diskussioun ass bis no der Fusioun verreckelt ginn, fir doriwwer eng Kéier ze diskutéieren, soudass déi dote Punkten, mengen ech, eng Kéier alleguerten an Zukunft nach kënnen ernimmt ginn. An ech hoffen, dass domadder e puer Äntwerten op déi Froe konnte geliwwert ginn, déi Der hei gestallt hutt.

Den Här Bauler huet a senger Interventioun nach iwwert d'Culture scientifique geschwat. Do kann ech lech just soen, dass och genee dat, wéi Der et ernimmt hutt, am Moment relativ gutt méiglech ass. Mir hu jo déi zwéi Ministère, d'Education nationale an den Enseignement supérieur, ënner d'ärselwechter Tutelle a mir hunn notament mat dem FNR, deen dat jo och als Missioun huet, Gespréicher ugefaangen, fir iwwert déi Culture scientifique ze schwätzen, wéi een déi schonn an dem Fondamental an och an dem Secondaire ka verstärkt abrénge, fir dass mer och hei zu Lëtzebuerg jonk Leit kënnen begeeschten. Et schaffe vill Leit an deem heite Beräich, et si grouss Moyenen do, an da soll een natierlech och déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, fir dee Beräich begeeschten.

Op jidde Fall sinn ech frou fir déi grouss Zoustëmmung, déi et hei gétt, an ech sinn och zefridden, dass mer dee Projet elo kënnen stëmmen, deen de Fuerschungsstanduert op jidde Fall wäert weiderbréngen. An da musse mer natierlech eng Kéier doriwwer eraus kucken: Wou geet de Fuerschungsstanduert hin? Mir hunn elo eng Fusioun gemaach. Wat musse mer nach an deenen nächste Méint alles vläicht eng Kéier thematiséieren? Do ginn et och e ganze Koup u Plattformen, wou mer sollen nach verstärkt och iwwer e weidert Zesummeleeën diskutéieren, fir dass mer déi Suen, déi jo awer relativ intensiv hei investéiert ginn, och esou gutt wéi méiglech kënnen einsetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statssekretär. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mer kéinten zur Ofstëmmung iwwergoen.

Hei ass vun engem vun den Deputéierten de Vote par division gefrot ginn. Den Artikel 45 vun eiselem Reglement seet: «La division est de droit, lorsqu'elle est demandée. L'auteur de la demande doit préciser les parties sur lesquelles il demande des votes séparés.» Dat ass geschitt. «Pour être recevable, la demande doit être appuyée par cinq députés.»

Ech géif froen, ob déi Demande vu fënnf Deputéierten ennerstëzt ass. Den Här Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech sinn natierlech iwwerhaapt net d'accord mat deem, wat den ADR do fret. Mä dat brauch ech net hei ze betounen. Mä et muss awer d'Recht si vun all Deputéierten, fir kënnen e Vote séparé ze froen iwwer een Artikel. Dofir ennerstëzte mir de Vote séparé vun deem Artikel a wiere frou, wann dat och prinzipiell emol kéint geregelt ginn.

Well de Moment, dat ass eng Diskussioun iwwert d'Verfassung, wou dat an der Verfassung de Moment drasteet. A mir wiere frou, wann eigentlech all Parteien, och d'CSV, d'accord wieren, fir dat an der Verfassung esou ze änneren, datt mer d'Recht vun all Deputéierten hunn, fir kënnen e Vote séparé zu engem Artikel ze froen, well dat einfach e wichteg elementaart Recht muss si vun engem Deputéierten, fir Meenungsfräiheet kënnen hei auszedrücken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Also mir ennerstëzten dat an deem do Fall, och wa mer mam Inhalt net d'accord sinn, an hoffen, datt mer dee Problem do deemnächst geregelt kréien.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Majo, da ginn ech dovunner aus, dass den Här Urbany an den Här Turpel d'Demande vum Här Reding ennerstëzen an dass deem seng zwéi Kolleegen dat och maachen, soudass mer géi-

fen e Vote iwwert den Artikel 7 vun dem Gesetzesprojet lancéieren.

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 6527

Wie mat der Demande vum Här Reding d'accord ass, stëmmt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir stëmme iwwert den Artikel of.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mat der Demande iwwert den Artikel, selbstverständlech. Dann dréie mer et ëm. Wie mat deem Artikel, esou wéi e formuléiert ass, d'accord ass, dee stëmmt mat Jo. An deen, deen dergéint ass, dee stëmmt mat Nee.

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. Ech ginn dervun aus, dass de Vote ofgeschloss ass.

Ofgestëmmt hu 55 Membere vun der Chamber. Dovun hunn der 52 fir den Text, esou wéi en am Projet de loi virgesinn ass, an 3 dergéint gestëmmt. Dat heescht, den Artikel ass an där Form, wéi en am Projet ass, acceptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Tess Burton), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Eugène Berger) et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An da géife mer direkt iwwergoen zu der Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi 6527.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6527 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6527 ass mat 56 Jo-Stëmme, bei 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass déi Enthaltungen zur Genüge motivéiert sinn. Ech froen lech da just nach, ob Der dermat d'accord sidd, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze befreien. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6679 iwwert de Financement vum Max-Planck-Institut Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehale. Den Här Rapporteur André Bauler huet direkt d'Wuert. Här Bauler.

5. 6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. André Bauler (DP)**, rapporteur.- Merci, Hâr President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Rapport dauert elo net esou laang wéi dem Hâr Negri sâin. Mir mussen och wahrscheinlich net separat ofstëmme.

An de leschten Deeg goufen d'Nimm vun deene Wëssenschaftler bekannt, déi dëst Joer mam Nobelpräis an deene verschiddene Kategorie beduecht ginn, dorënner och ee Fuerscher, deen an engem Max-Planck-Institut schafft. De Max Planck, selwer e bedeitende Physiker - hie gëllt als de Begrënner vun der Quantephysik -, krut 1919 den Nobelpräis fir Physik. Dëst ënnersträcht d'Bedeutung vum Max Planck als Wëssenschaftler vu Rang.

Et ass deemno fir d'Lëtzebuurger Fuerschungswelt eng grouss Saach, eng grouss Eier, wann d'Max-Planck-Gesellschaft decidéiert, fir bei eis e weidert vun hire renommierten Instituter opzebauen, zemoos wann een d'Tatsach berücksichtigte, datt vun deenen insgesamt 83 Max-Planck-Instituter der nëmme fënnf net an Däitschland ugesidelt sinn. De Lëtzebuurger Institut ass dann och deen éischten iwwerhaapt ausserhalb vun Däitschland, dee sech mat juristesche Froestellung beschäftegt.

Hâr President, de virleienden Text gëtt dem Finanzement vum Max-Planck-Institut Lëtzebuerg, deen am europäeschen an internationale prozedurale Recht tätég ass, eng legal Basis.

De Projet de loi ass den 9. Abrëll vun dësem Joer vum Héichschoulminister Claude Meisch déposéiert ginn. De 26. Juni gouf en der zoustänneger Chamberskommission virgestallt. Och de Kooperations- an de Finanzementsvertrag goufe virgeluecht.

Den 20. Mee 2009 huet déi deemoleg Regierung eng Konventioun mat der Max-Planck-Gesellschaft ënnerzeechent. Dëse Kooperationsvertrag gouf compléiert duerch e Finanzementsvertrag, deen den 30. Mee 2012 respektiv de 7. Juni 2012 ënnerzeechent gouf.

De Lëtzebuurger Max-Planck-Institut ass eng Fondation de droit luxembourgeois. D'Statute goufen am Mémorial C den 28. März 2012 publizéiert.

Den Institut huet seng Aarbechten am Hierscht 2012 ugefaangen, virun exakt zwee Joer also. De Moment schaffen eng 35 Leit am Institut. Et ass allerdéngs virgesinn, datt bis zu 65 Leit fest um Institut kënnen beschäftegt ginn.

D'Fuerschung mécht sech an dräi Departementer:

- le règlement des différends en droit international public,

- le droit européen et comparé de la procédure civile et

- le droit procédural réglementaire.

Den Institut ass gewëllt, am permanenten a produktiven Dialog mat de Juridictionen an Institutionen vun der Europäescher Union ze stoen. Et wëllt een och eng Zesummenaarbecht um Terrain vum Enseignement an der Fuerschung mat der Uni Lëtzebuerg ustriewen.

Hâr President, wat déi finanziell Ressourcen ugeet, esou huet de Kooperationsvertrag tëscht Lëtzebuerg an der Max-Planck-Gesellschaft e Finanzement staatlechensäits vun 100% virgesinn. Dëst entsprécht dem Finanzierungsmodus vun deene meeschte Max-Planck-Instituter.

D'Échéance vun 30 Joer ass an d'Gesetz stoe komm, well de Kontrakt op onbegrenzten Zäit ënnerschriwwen gouf, mat awer enger Résiliationsméiglechkeet, an dat ass déi, datt d'Frist vun der uerdentlecher Kënnegung net kierz der dierf si wéi den Zäitraum, deen noutwendeg ass, bis datt dee jéngsten Direkter an d'Pensioun ka goen.

Hâr President, e puer Wieder zu den Avisa vun deenen eenzelne Berufskummeren a vum Statsrot: D'Chambre des Salariés an d'Handwierkerkummer begrëssen d'Schafung vum Max-Planck-Institut.

D'Chambre de Commerce ass hirersäits ganz kritesch. Si bedauert, datt et fënnf Joer laang gedauert huet, bis datt et zu dësem Gesetz komm kommen. Et leien effektiv fënnf Joer tëscht der Ennerzeechnung vun der Konventioun an dem Gesetz. D'Handelskummer kritiséiert och, datt d'Fiche financière nëmme déi budgétiséiert Montanten tëscht 2012 an 2014 opgräift. Au vu vun den engagéierte Betrag

tiséiert d'Handelskummer weider, datt et keng Previsiounen op méi laang Zäit gëtt.

De Statsrot hat sâin Avis den 11. Juli 2014 ofginn. En huet eng Opposition formelle formuléiert, wat de Renouveau vum Kontrakt ugeet. Esou eng Dispositioun, wéi se ursprünglich virgesi war, ass dem Statsrot no contraire zum Artikel 99 vun der Verfassung, dee kloer seet, datt an dësem Kontext ëmmer e Spezialgesetz muss gestëmmt ginn. Wann d'Parlament d'Regierung autoriséiert, fir eng Dépense vun 360 Milliounen Euro iwwer 30 Joer ze tätegen, da kann et awer net en Engagement autoriséieren, dat onbegrenzt an der Zäit ass.

De Statsrot hätt och léiwer gesinn, fir, amplaz vun engem Subventionnement iwwer en Zäitraum vun 30 Joer, de Vertrag iwwer fënnf konsekutiv Terme vu sechs Joer lafen ze loossen. Schonn eleng dowéinst, well eng global Evaluatioun vun den Aarbechten a vum Funktionnement vum Institut all sechs Joer virgesinn ass.

Hâr President, wéi uganks vu mengem Rapport scho gesot, ass d'Schafung vum Lëtzebuurger Max-Planck-Institut e bedeitende Schrëtt fir eise Fuerschungsstanduert. Déi international Visibilitéit vun eiser Fuerschung wäert sech domadder immens verbessern. Wëssend, datt d'Fuerschung ee vun de Schlësselsecteure fir d'Zukunft vun eisem Land ass, ka meng Fraktioun dëse Projet de loi nëmme begrëssen. Dëst gesot, ginn ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zum virleienden Text.

ler ech zum Schluss kommen, wëll ech awer och nach de Kolleeg vun der Héichschoulkommission Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, an der Madame Huberty aus der Chambersverwaltung souwéi dem Hâr Modert aus eisem Groupe parlementaire fir hir wäertvoll Ennerstëtzung bei der Redaktioun vum schrëftleche Rapport.

Ech soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Hâr Rapporteur. Éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Hâr President, an och villmoos Merci dem Rapporteur, dem André Bauler, fir deen ausféierlechen a komplette Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, am Hierscht 2012, also virun zwee Joer, huet de Max-Planck-Institut hei zu Lëtzebuerg ugefaange mat schaffen. D'lescht Joer am Mee hu mer de Max-Planck-Institut fir internationaal, europäesch a regulatoresch Recht am Kierchbiere ageweit. A wat ech zu deem Ulass gesot hunn, zielt natierlech och nach haut. De Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg ass ee weidere Meilesteen an der Entwécklung vun eiser Fuerschungslandschaft, an op d'Bedeutung vun der Fuerschung brauch ech, mengen ech, nodeem mer d'Gesetz iwwer de CRP oder iwwer d'CRPe gestëmmt hunn, net méi anzegoen.

Lëtzebuerg soll zu engem internationale Kompetenzzentrum a Rechtswëssenschaft ginn, wat duerch eng enk Zesummenaarbecht tëscht dem Max-Planck-Institut an der Fakultéit fir Rechtswëssenschaft vun der Uni.lu wesentlech gefërdert soll ginn.

Dës Zesummenaarbecht, op déi mer stolz solle sinn, gëtt natierlech duerch déi raimlech Proximitéit zousätzlech gefërdert. De Max-Planck-Institut an d'Fakultéit fir Rechtswëssenschaft sinn am Moment am selwechte provisorische Gebai am Kierchbiere, an déi Noheet soll an Zukunft och esou bleiwen, zumindest war et esou geplangt, wa si zesummen op de Campus Lampertsbiere herno plënnere.

D'Investitioun an de Max-Planck-Institut ass erëm eng Käier en zousätzleche Beweis duerfir, datt déi lescht Regierung fest gewëllt waren, fir d'Recherche hei zu Lëtzebuerg no vir ze bréngen, fir d'Zukunft vun eisem Land geziilt ofzesécheren. Well fir en enger sech séier entwéckelnder Zäit kënnen matzehalen, muss e Land verstärkt kucken, fir intellektuell Kapital erunzezillen, erunzezielen, ze fërderen an ze behalen.

Duerfir ginn ech am Numm vun der CSV-Fraktioun natierlech den Accord zu dësem Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Hansen. Nächste Riedner ass den Hâr Roger Negri. Hâr Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Hâr President. Wann ech elo wësst, dass ech lech kéint e Gefale maachen,...

(Hilarité)

...wann ech just géif dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir sâi gudden Rapport, an dass ech och frou sinn, dass mer elo dee legislative Kader vum Max-Planck-Institut geschafen hunn, géif ech domadder och just den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Villmoos Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Hâr Negri. Den Hâr Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Hâr President. déi gréng sinn, grad wéi déi aner Parteien och, prinzipiell dovun iwwerzeegt, datt et gutt ass fir eis Recherche an eis Héichschoullandschaft, datt mer eng Filial vun der Max-Planck-Gesellschaft op Lëtzebuerg kréien. Do kréie mer eng Struktur mat enger internationaler Renommée a mat engem fundéierte Wëssen op Lëtzebuerg. Datt déi Struktur muss kënnen onofhängeg funktionéieren, ass richtig an och garantéiert. Datt de Max-Planck-Institut Lëtzebuerg enk mat der Uni zesummeschafft, ass genausou wichteg an och an der Konventioun festgehalen.

D'Recherche vum Max-Planck-Institut Lëtzebuerg fokusséiert sech op Aspekter vun internationalen an europäesche Verfahrungsrecht a passt deemno exzellent op Lëtzebuerg an op de Kierchbiere.

E bësse speziell ass awer schonn, datt mer hei eng Konventioun op 30 Joer hunn, déi och nach sollt renouvelable sinn, wat awer zu Recht elo net méi de Fall ass. Ganz speziell ass och déi Regelung am Kontrakt, den Hâr Bauler huet och schonn dorobber higewisen: „Die Frist zur ordentlichen Kündigung dieses Vertrages...“, an esou weider, „Sie ist jedoch in keinem Fall kürzer als der Zeitraum bis zum Eintritt des jüngsten Direktors, der jüngsten Direktorin in den Ruhestand“. Dat ass schonn e bëssleche speziell.

Schéi fir deen neien Institut ass och, datt de Stat 100% vum Finanzement iwwerhëlt. Dat ass anscheinend oft esou, mä dat ass awer och net ëmmer esou, besonnesch, wann d'Filiale vum Max-Planck-Institut am Ausland sinn.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir sinn eis bewosst, datt mer mussen zu Lëtzebuerg attraktiv Konditione ubidden, well mer, fir d'Recherche auszubauen, nach villes am Opbau an am Opbroch hunn.

De Rektor vun der Uni Lëtzebuerg, de Rolf Tarach, huet an engem Artikel am „Wort“ vun dësem Dëschdeg Bilan vun zéng Joer Chef vun der Uni gezunn. Ech ginn net an den Detail vu sengen interessanten Aussoen, ech bleiwe beim Titel vu sengem Interview: „Ich war der privilegierteste Rektor der Welt“.

Déi Ausso mécht eis frou, mä mir sinn awer och bereet, se kritesch ze hannerfroen. Virun allem schéngt et eis wichtig, datt an Zukunft méi wéi an der Vergaangenheet och am Dossier Fuerschung an Héichschoul op Transparenz gesat gëtt.

Domat bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Hâr Adam. Nächste Riedner ass den Hâr Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänken an dem Hâr Bauler Merci soe fir e ganz gudden Résumé vun der Situatioun vun deem Gesetz, wéi en en elo hei ginn huet. Mir kënnen him recht ginn an all deene Kritiker, déi soen: „Et ass schued, datt et esou laang gedauert huet, bis dat Gesetz kënnt.“ Mä prinzipiell, an dat wëll ech elo emol direkt ënnersträchen, ier ech dann e bësse méi an den Detail ginn, begrësse mir och als ADR, datt e Max-Planck-Institut op Lëtzebuerg kënnt.

Mä et muss een déi Saach awer e bësse méi genee kucken. Wann een dee Vertrag liest, deen do ofgeschloss gëtt, oder déi Vertrag liest, déi do ofgeschloss waren, da stellt ee fest, datt et keen, wéi dat gewéinlech an engem Vertrag ass, kee Gläichgewicht gëtt tëscht Vertragspartner.

Ech muss lech éierlech soen, ech hunn dat do gelies an ech hat mech erënnert gefillt un eppes, wat mer aus mengem éischte Beruff bekannt ass: déi bedéngungslos Kapitulation vun engem virun deenen aneren. Dat ass och e bëssen hei de Fall. Dat eenzegt Recht, wat mir als Lëtzebuerg hunn, dat ass, zu 100% ze bezuelen! Dat ass net vill!

Lount et sech? Wat kréie mer dofir? Mir kréien natierlech d'Präsenz vun engem Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg. An et ass jo och vu Prestige geschwat ginn hei an deem Gesetz. Mä wat ass de Prestige wierklech wäert fir e Land?

Ass dat dat Eenzege, wat mer mussen sichen?

Et ass vu Visibilitéit geschwat ginn. Mä ech wëll lech soen, an deene Konventiounen besti keng Garantie fir déi Visibilitéit, ausser datt de Max-Planck-Institut hei e Sëtz zu Lëtzebuerg huet. Et ass net gesot, datt déi Fuerschungsaarbecht onbedéngt muss hei sinn. Ech ka mer gutt virstellen, datt d'Doktorande vun deem Max-Planck-Institut iergendwou an der Welt hir Aarbecht maachen, emol net onbedéngt hei, awer 100% vu Lëtzebuerg bezuelt ginn, wat se emol da vläicht net wëssen oder sech dâers net bewosst sinn.

Déi Visibilitéit vun engem Land, déi muss och vertraglech ofgesécheret ginn, wann ee se gâr hätt. Et muss bekannt ginn, datt dat Max-Planck-Institut zu Lëtzebuerg ass. An dat ass hei an dësem Vertragswierk, op jidde Fall an eiser Analys, net garantéiert. Dat hätt ee kënnen an et hätt een et och misse vill méi preziséieren an ofsécheren.

D'selwecht wéi déi Relationen, déi mat der Uni Lëtzebuerg opgebaut gi sinn: Och dat ass eng reng One-Way-Street! Déi, déi op de Max-Planck-Institut beruff sinn, déi dâerfen och op der Universitéit Lëtzebuerg hir Léier maachen, dat heescht hir Léier ginn, also professoral Aktivitéiten ausféieren. Emgekiert net! Och dat ass bemierkenswäert. Et ass och net festgeluecht, datt zum Beispill dee wëssenschaftleche Bârot ënner anerem muss besat gi vu Leit aus der Lëtzebuurger akademischer Zeen, sief et vun der Uni, sief et aus Regierungskresser.

Oder wat och dâitlech feelt, dat ass d'Luxembourg School of Finance! Et besteet kee Bezuch an deem Vertragswierk op d'Luxembourg School of Finance, obscho mer hei vun engem vun deenen dräi Fuerschungsaktivitéiten ausdrécklech schwätzen: vu vergläichendem Verfahrungsrecht a Finanzfroen. Och dat ass eng Lacune an dësem Vertragstexter, déi net hätt dâerfen existéieren!

Da muss een och kucken, ech mengen, mäi Kolleeg vun der grénger Partei, den Hâr Adam, huet och schonn op déi ganz, ganz komesch Kündigungsfristen do opmierksam gemaach, datt d'Kündigungsfrist déi ganz reschtlech Beruffszäit vum jéngsten Direkter muss ofdecken. Dat gëtt et - op jidde Fall souwäit ech weess mat mengem modeste Kenntnisstand - soss néierens! Op jidde Fall net hei am Land. Vläch kann d'Regierung eis eppes anescht erklären oder eis soen, firwat se op esou Regelungen ageet. Also, esou eng Garantie, wéi se hei d'Mataarbechter kréien an de ganzen Institut - am Vertrag steet: „Unbedingtheit der Finanzierungszusage“ -, dat hunn ech op jidde Fall soss nach néierens gesinn!

Dann ass et och interessant, fir déi gerichtlech Dispositionen ze liesen. Mir hunn eng Diskussion hei am Land, wou verschidde Leit Demonstrationen an de Stroosse maachen, anerer hoffen op den Hâr Juncker, fir et ofgewennt ze kréien: Dat ass d'Émgoe vun eisem nationale Gerichtssystem am Kader vum TTIP: „investor-to-state dispute settlement“, also u sech juristesche Montagen, fir de Justizsystem vun engem Land kënnen ze émgoen.

Hei hu mer eng Sträitregelung tëscht dem Max-Planck-Institut an dem Lëtzebuurger Stat, dat ass en Tribunal d'arbitrage, e Conseil d'arbitrage, deen zu Paräis ass. An eise Lëtzebuurger Stat wor dann d'accord, datt mer Streidegkeete mam Max-Planck-Institut fir d'Éischt, wéi et sech och gehéiert ënner ziviliséierte Leit, am bilaterale Gespréich probéieren ze klären an datt mer dann op den Arbitrage ginn - an net op eis national Juridictionen! -, an och nach op eng auslännesch Arbitrage-Institution!

Déi Leit, déi dat hei stëmme, déi mussen sech awer och herno froe loossen, wa mer op den TTIP kommen, firwat se hei d'accord si mat engem Émgoe vun der Lëtzebuurger Juridiction an op där anerer Säit dann am TTIP, wéi mir och vun der ADR, do awer hir Bedenken hunn!

Dat gesot, verstitt Der, datt mir esou Vertrag wéi déi, déi hei presentéiert ginn, déi vill ze spéit dem Parlament virgeluecht ginn, an nach wahrscheinlech nëmme, well déi 40 Milliounen am Budget et exigéiert hunn, d'Lëtzebuurger Parlament ze informéieren... (veuillez lire: ze informéieren, net ënnerstëtze kënnen.) Mä dat do ass e klassescht Beispill vun engem schlecht ausgehandelte Vertragswierk vun der Lëtzebuurger Regierung!

Dofir, esou vill mer eis driwwer freeën, datt de Max-Planck-Institut hei zu Lëtzebuerg ass, fanne mir, et hätt misse méi visibel sinn, et hätt misse e bessere Vertrag sinn, an dofir enthalte mir eis bei dësem Gesetz!

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Domat wär déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Regierungsvorredner, de Statssekretär Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen dem Rapporteur, dem Här Bauler, villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'Virriedner hu schonn e ganze Koup vu Saachen thematiséiert, dofir wëll ech och net méi op den Detail agoe vu verschiddene Punkten, mä vläicht nach e puer Prezisiounen ginn, wou den Ament de Max-Planck-Institut drun ass.

Et goufen e puer Zuelen, wat d'Mataarbechter ugeet, hei ernimmt. Et ginn awer do e bësse méi aktuell Zuelen, déi ech natierlech wëilt mat op de Wee ginn. D'Fuerschung leeft effektiv an dräi Departementer mat all Kéiers engem Direkter. Do sinn am Moment awer eréischt zwee där Direktoren genannt, an zwar sinn dat d'Professoren: Här Burkhard Hess a Madame Hélène Ruiz Fabri. An a ganz noer Zukunft wäerte 60 Leit do schaffen an et ass geplangt, dass den Institut bis op 150 Leit an d'Luucht soll goen.

Et ass natierlech profitabel fir d'Lëtzebuurger Land, dass de Max-Planck-Institut hei zu Lëtzebuerg ass, an dat aus deene Grënn, déi d'Virriedner alleguerten ernimmt hunn.

Ee Finanz awer och nach iwwert d'Zuelen an de Dimensionen - wat dat wierklech heescht, wat Dir hei hannendru wäert stëmmen. Ech mengen, en régime de croisière, do gëtt d'Kontributioun vum Stat op 12 Milliounen Euro d'Joer geschat. A mat der Lafzäit vun deem Kontrakt wësse mer natierlech, dass am Moment 360 Milliounen Euro géifen am Raum stoen. Dat sinn der awer e gutt Stéck méi, well dat Ganz natierlech un den Index gebonnen ass. An dofir schwätze mer hei net vun 360 Milliounen Euro, mä gutt vu 540 Milliounen Euro. Dat heescht, mir si wäit iwwer enger hallwer Milliard, déi hei engagéiert gëtt iwwert déi nächst 30 Joer.

Fir awer e Beispill ze ginn: 2015, Dir hutt et gesinn am Budget, do si mer bei 10,5 Milliounen Euro. Dat heescht, do si mer nach net direkt d'nächst Joer op deenen 12 Milliounen Euro, mä dat wäert awer elo ganz séier goen, dass mer an déi Richtung wäerte kommen.

Et goufen e puer Saachen ugeschwat, an ech géif op eppes zrëckkommen, wat ech och hei beim Vote vum Premier-équipements-Gesetz gesot hunn. An zwar op där heiter Plaz hat ech ugedeit, dass mer bannent e puer Méint missen och nach eng Kéier an dem Kontext vum Max-Planck-Institut esou eng Regulariséierung maache vun enger finanzieller Situatioun, déi am Fong net gutt ass - dat ass ugeschwat gi vun deene verschiddene Virriedner -, well hei gouf eng Konventioun, e Kontrakt gemaach laanscht d'Parlament an am Fong laanscht d'Regele vun der Konscht, wéi dat sech gehéiert. Dat gouf och thematiséiert vun der Kontrollkommissioun. An ech mengen, et gëtt héich Zäit, dass dat heite gemaach gëtt, well ech mengen, esou soll een awer net operéieren.

Wann hautzudaags d'Regierung an all Parlamentskommissioun geruff gëtt, fir iwwer all Euro en Detail ofzeginn, wat jo och nëmme richteg ass, kann een awer hei feststellen, dass 540 Milliounen Euro engagéiert si ginn, an dat gouf an der Zäit awer einfach esou laanscht dat heiten Haus gemaach. An ech mengen, dat kann een natierlech net guttheeschen. An dofir gouf et och dat heite Gesetz. Dat louch der aktueller Regierung um Häerz, fir dat esou séier wéi méiglech ze regulariséieren, dofir och den Dépôt vum Claude Meisch am Abrëll vun deem Joer, soudass mer dat natierlech och elo haut kënne stëmmen.

Op där anerer Säit hu mer de Max-Planck-Institut elo zu Lëtzebuerg. Dat wäert bäidroen natierlech zu dem internationale Rayonnement. Et gëtt vill zesummegeschafft mat der Universitéit.

Mä awer och ee Punkt, wat d'Autonomie ugeet, och dat, wat den Här Kartheiser gesot huet: Hien huet proposéiert, fir do Regierungskreismembere mat ze nominéieren an iergendwelch Gremien. Ech erënneren drun, dass mer grad virdru mat dem Gesetz iwwert d'CRPen dovunner ausgaange sinn, dass mer deene méi Autonomie ginn an alleguerten d'Veriedner aus der Regierung oder aus de Ministären eraushuelen, soudass mer elo net hei kënne fuerde-

ren, fir d'Autonomie ze garantéieren, fir der do erëm dranzesetzen! Däers, mengen ech, sollt ee sech awer och bewosst sinn.

D'Zesummenaarbecht, déi fonctionnéiert mat der Universitéit, déi ass natierlech och an dem Kontext an an dem Kontrakt festgehalten. An d'Doktoranden, alleguerten déi, déi mir bezuelen, déi sinn awer och hei zu Lëtzebuerg an déi wäerten och hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Domadder wär ech frou, wann dat heite Gesetz géif gestëmmt ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statssekretär. Mir kënnen dann direkt zum Vote iwwert de Projet de loi 6679 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6679 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

57 Kolleegen hu sech um Vote bedeelegt, 54 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiuonen. Ech ginn dovun aus, dass déi motivéiert sinn. De Projet de loi 6679 ass also ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Tess Burton), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Eddy Mertens (par Mme Simone Beissel) et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif lech froen, ob mer d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Merci villmools.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, dem Projet de loi 6663 iwwer méi ëmweltfrëndlech Batterien, fir esou wäit wéi méiglech negativ Impakter op d'Ëmwelt vu gebrauchte Batterien ze vermeiden. Dat ass eng Transpositioun vun enger Direktiv. A mir géifen direkt dem Rapporteur, dem Här Adam, d'Wuert iwwerginn. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

6. 6663 - Projet de loi modifiant 1) la loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Claude Adam (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här Präsident. Mat dem Projet vun haut setze mer d'EU-Direktiv 2013/56 ëm. Dës Direktiv adaptéiert déi vun 2006. Hei geet et éischtens, wéi Dir scho gesot hutt, ëm déi Batterien an Akkuen, déi op de Maart kommen an déi Kadmium enthalen. Dës Batterie ginn an elektreschen Apparater genotzt, déi net per Kabel un d'Stroumnetz ugeschloss sinn.

Zweetens geet et ëm déi kleng Batterien - Piles bouton, Knopfzellularbatterien -, déi Spure vu Mercure, also Quecksëlwer enthalen. An drëttes gëtt d'Dévisioun vum 5. August 2009 iwwert d'Exigenzen, déi un d'Produzente vu Batterien an Akkumulatoren gestallt ginn, opgehuewen an do amplaz kënnert eng Annex iwwert déi prozedural Exigenzen, déi verlaangt ginn.

Déi nei Direktiv seet, datt vum 1. Januar 2017 u keng Ausnahm méi fir Batterien an Akkuen a

kabelfräien elektreschen Apparater méi daerf gemaach ginn. Vun deem Datum un daerfen nëmme méi Batterien, bei deenen de Kadmium maximal 0,002% vum Gewicht ausmécht, op de Marché. Dat ass eigentlech kee Problem, well et gëtt och elo scho Substituter fir de Kadmium. Batterien op Basis vun Nickel-Metallhydrid oder Lithium-Ione sinn elo schonn um Marché.

Wa bis elo de Quecksëlwergehalt vu Knopfzellularbatterien ënner 2% vum Gewicht vun der ganzer Batterie muss sinn, dann daerfen ab dem 1. Oktober 2015 nëmme méi Batterien, ob se am Apparat selwer integréiert sinn oder net, op de Marché, vun deenen de Mercure nëmme méi maximal 0,0005% vum Gewicht ausmaachen daerf.

Och hei dierft déi Ëmstellung net problemaatesch sinn, well si ass schonn eng Zäit amgaangen. Et gëtt alternativ Produkter. Ech mengen, et ass allgemeng bekannt, datt souwuel Kadmium wéi och Quecksëlwer extrem geféierlech fir d'Gesondheet sinn. Déi zwee Stoffe verschwannen ëmmer méi aus de Produktionskette, an dat ass och gutt esou.

De Statsrot hat säin Avis de 4. Abrëll 2014 ginn. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen de 27. Februar, de 14. Mäerz an de 14. Abrëll 2014 ginn. An déi waren alleguerte positiv, déi Avisen.

Den 30. Abrëll 2014 hat d'Ëmweltkommissioun mech als Rapporteur vum Gesetz bestëmmt. D'Kommissioun hat och den éischten Avis vum Statsrot aviséiert an du sinn nach zwee Amendementer nogestëmmt ginn.

Deen éischten Amendement - et war zweemol eng Reaktioun op den Avis vum Statsrot -, bei deem éischten hat de Statsrot gemengt, aus Transparenzgrënn wier et gutt, wann een net misst op aner Gesetzestexte zrëckgräifen, fir déi Dispositiounen ze fannen, déi wichtig fir dësse Projet sinn. Duerfir hu mer véier Artikelen aus dem Offallgesetz als nei Artikelen an dësse Gesetzesprojekt iwwerholl.

Am zweeten Amendement, do hu mer nach en neien Artikel 18 bäigesat, mat deem mer beim Offallgesetz eng ähnlech Dispositioun agefouert hunn, wéi se am adaptéierte Kommodosgesetz steet.

Den zweeten Avis vum Statsrot, dee war dunn ouni weider Kommentaren. An d'Ëmweltkommissioun huet de Rapport hei an der Sëtzung vum 6. Oktober 2014 och ugeholl. Ech wëll dann och nach der Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Rachel Moris, a mengem parlamentaresche Mataarbechter, dem Paul Ruppert, an de Kommissionsmembere Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht un dësem Rapport.

Dat war iwwerens mäin éischten an einstweile leschte Rapport fir d'Ëmweltkommissioun, well de Gérard Anzia zënter leschten Dëschdeg meng Plaz an der Ëmweltkommissioun iwwerholl huet. Dem Gérard wënschen ech eng gutt Aarbecht a vill interessant Rapporten an där Kommissioun.

lech soen ech Merci fir d'Nolauschteren, a selbstverständlech bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dësse Projet de loi. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Kolleeg Marcel Oberweis war eigentlech virgesinn, en huet awer wéinst enger Auslandsverpflichtung éischter misse fortgoen, an dofir droen ech dann och seng geplangte kuerz Interventioun vir.

Fir d'Éischt erlaben ech mir och, dem Rapporteur, dem Claude Adam, Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dee virleiede Projet de loi behandelt d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2013/56. Duerch si gëtt, wéi de Rapporteur et och gesot huet, den Asaz vu Batterien an Akkuen, déi méi wéi 0,002% Kadmium enthalen an déi an elektresche Geräter ouni Kabel agesat ginn, vum 1. Januar 2017 u verbueden.

Zousätzlech gëtt och d'Verwendung vu Knappzelle mat Quecksëlwer nei geregelt. Dat ka gescheien, well et mëttlerweil Néckel-Metallhydrid- a Lithium-Ionen-Batterie gëtt, déi kee Kadmium méi enthalen.

Et muss ee wëssen, dass all Joers e puer Honnerttausend Tonne Batterien an Akkuen op den EU-Maart kommen. Niewent deene genannte Gëftstoffe enthalen déi och Bläi, Koffer, Zénk a Mangan. D'Entsuergung vun dësse Pro-

duite belascht net nëmme eis Loft, mä si kontaminéieren och d'Biedem a si belaschten eis Gewässer.

Et soll awer drop higewise ginn, dass am Beräich vun de Knappzellen eng Reorientéierung amgaangen ass. Bei der Produktioun vun dësse gëtt op den Asaz vu Quecksëlwer verzicht. Et gëtt wuel festgehalten, dass Knappzelle mat engem Undeel vu Quecksëlwer vu maximal 2% vum Gewicht bis den 1. Oktober '15 nach um Maart bleiwen daerfen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass déi europäesch Direktiv drop hiweist, dass de Verlaf vu Knappzellen, déi méi wéi 0,0005% Quecksëlwer enthalen, vum Maart verschwanne soll.

Dat ausgewisent Zil vun der Direktiv ass kloer: Et wëllt een déi geféierlech Stoffe aus der Natur eraushalen, d'Ëmweltverschmutzung reduzéiere respektiv d'Biodiversitéit protegéieren.

Fir dass d'Umweltleerungen awer gräife kënnen, sinn d'Hiersteller vun de Batterien an den Akkuen zu Lëtzebuerg verpflichtet, esou wéi et an der Annex IV vum Projet de loi steet, sech ze enregistréieren, soudass hir Produkter op de Maart kënne bruecht ginn.

Den Artikel 9 verlaangt, dass d'Produzente vu Batterien an Akkuen alles an d'Wëlle leede mussen, fir dass hir Produkter einfach entsuergt kënne ginn. Och muss se derfir suergen, dass déi Entrepreneuren, déi d'Entsuergung duerchféieren, all wichteg Informatiounen iwwert d'Produkter kréien, soudass kee Mataarbechter zu Schued kënnert.

ler ech zum Schluss kommen, wéilt ech nach kuerz op d'Entsuergung vun dësse Produkter hei am Land agoen. „Ecotrel“, an „Ecobatterien“ sinn zwee agréiert Organismen, déi mat dem Asammelen an dem Recycling beoptragt goufen. Si schaffe ganz enk mat der Super-Dréckescht zesummen.

Just e puer Zuelen an deem Zesammenhang: Am Joer 2013 goufen et 224 Kollektipunkte fir Batterien an Akkuen. An dass mir zu Lëtzebuerg d'Entsuergung seriö huelen, bewiesen dës Chifferen: Den Taux de collecte wor bei genee 60,88% an deem Joer 2013, dat heescht 9,58 kg op den Awunner. Lëtzebuerg rangéiert domat op enger Spëtzeplaz an der Europäescher Unioun.

Dëst gesot, bréngen ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Schank. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här Präsident. Ech wëll dem Rapporteur Claude Adam e grouse Merci soe fir säi Rapport an den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här Präsident, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëftlechen, awer och fir säi mëndleche Rapport. Et bleift am Fong net méi vill ze soen, mä ech wollt trotzdem e puer Gedanke mat lech deelen.

Bei dësem Gesetz geet et ëm Batterien an Akkuen, dat hutt Der alleguer héieren. Während der Summerpaus hate mir jo alleguer Zäit, eis eege Batterien erëm voll opzelueden.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).** - Dësse Projet ass d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Et ass sécherlech och de Beweis, dass net alles, wat vu Brëssel kënnert, schlecht ass. Dëst Gesetz wäert nämlech europawäit verbidden, ab 2017 Kadmium enthalend Batterien an Akkue fir schnouerlos Elektrogeräter op de Marché ze bréngen. D'Gesetz verbitt awer och ab Oktober 2015, Knappzelle mat engem Quecksëlwergehalt vun iwwer 0,0005% vum Nettogewicht op de Marché ze bréngen. Knappzellen, dat sinn iwwerens déi kleng ronn platt Batterien, déi Der beispillsweis an Aren Aueren oder eventuell och an Hörgeräter erëmfannt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ah, maja, da sinn ech frou, wann ech dem Här Kartheiser konnt hëllefen.

Här Präsident, wann ee weess, wéi schiedlech déi geféiert Schwéiermetaller Quecksëlwer a Kadmium fir de Mënsch, mä och fir eis Ëmwelt sinn, kënnert dëst Gesetz keen Dag ze fréi. D'Aschränke vun dësse geféierleche Stoffe an de Batterie wäert dozou féieren, dass d'Belaschtung a Bezuch op d'Offalbewirtschaftung fir déi kommend Generatiounen guer net



eréischt entsteet. En plus maache mir deene Leit, déi mat deene gëftege Substanze beim Gebrauch, mä besonnesch och bei der Entsuegung vum spéideren Elektroschrott a Kontakt kommen, e grouse Gefalen, well déi Leit net méi de Geforen an de Risiken, déi des Batterie fir hir Gesondheet duerstellen, ausgesat sinn.

Dëst ass ëmsou méi wichteg, well de Besoin vun esou Akkuen a Batterien an neie modernen elektronischen Apparater wéi Handyen, Tablets a GPSe momentan stänneg zouhëlt an deementsprechend d'Quantitéit vum Elektrooffall och klëmmt. Et muss een awer och soen, dass déi betraffe Batterie vun enger lwwergangsperiod profitéiert hunn, déi 2015 bezéiungsweis 2017 ofleeft. D'Industrie hat also genuch Zäit, sech drobber anzestellen.

(Brouhaha général et coup de cloche de la présidence)

D'Verfügbareit vun Ersatzstoffer an neien Technologien erméiglecht et och, dass bei der Batterienherstellung op des geféierlech an - ech widderhuelen et nach eng Kéier - gëftege Stoffe ka verzicht ginn. Esou ginn haut scho gréisstendeels Batterie benotzt mat Alternativen ouni Kadmium an ouni Quecksëlwer wéi Nickel-Metallhydrid a Lithium, déi och wesentlech manner geféierlech fir d'Mënschen, awer och fir d'Ëmwelt sinn. An och den europäesche Marché vun de Knappzelle verzicht haut scho gréisstendeels op de gëftege Quecksëlwer.

Här President, zum Schluss wéilt ech lech nach soen, dass des Direktiv bis zum 1. Juli 2015 muss ëmgesat sinn a mir dësen Délai deemno ouni Problem anhale wäerten.

Dëst gesot, ginn ech heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Et ass e bësse vill Grogmels an der Chamber. Ech wär nawell frou, wa mer nach e bëssen disziplinéiert wäeren.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een dëst Gesetz liest - an ech soen dem Här Adam Merci, en huet eis jo erkläert, wat do drasteet -, da muss ee sech emol fir d'Éischt bewusst ginn, datt et eng gutt Saach ass. Ech mengen, dat ass jo hei ëmmer erëm gesot

ginn. Et sinn e puer toxesch Substanzen, déi hei erofgeschrauft ginn. An da stinn nach esou Saachen dran, wéi datt zum Beispill eng Batterie muss kënne liicht aus engem Apparat erausgeholl ginn an esou weider an esou virun. Dat ass alles an der Rei. Do si mer eis och all eens, datt dat schéin ass.

Mä ech wëll awer zwee Kommentare maachen: Deen een ass, wat déi rechtlech Konsequenzen hei ugeet, wann do e Problem ass mat enger Batterie. Dat ass komplett disproportionéiert, wat hei drageschriwwen ginn ass. Do heescht et dann - hei geet et, wéi gesot, ëm d'Eraushuele vun enger Batterie aus engem Apparat oder ëm e Quecksëlwergehalt, dee vläicht ze héich ass -, do kënnen dann d'Forces de l'ordre, wann eng Infraction do virläit, «pénétrer de jour et de nuit», fir do eng Infraction festzustellen, an industriellen oder an aneren Installatiounen.

A souguer, wa presuméiert gëtt wahrscheinlech, datt eng Batterie an enger Wunneng ass, déi méi wéi 0,0005% Quecksëlwer huet, da ka souguer d'«origine de l'infraction (...) dans les locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire» an esou weider an esou virun, wann en Untersuchungsrichter dat ordonnéiert.

Et ass komplett disproportionéiert! Wa mer hei iwwer e Rechtsstat schwätzen, da soe mer eis dach, et ass gutt, wann elo e Produzent... oder iergendee groussen, massive Verstouss virläit, datt do eppes ka gemaach ginn. Awer fir esou Dispositiounen bal blannemännerchers an e Gesetz eranzeschreiwene, dat ass mat Kanounen op Spatze geschoss. Ech wär frou, wa mer déi Saachen, déi wierkelech wichteg sinn, wéi zum Beispill de Schutz vum Liewen, géife penaliséieren, an de Cadmium-Gehalt oder de Mercure-Gehalt an enger Batterie awer géifen an deene Proportiounen och rechtsstaatlech loosene, wou se higehéieren. Et ass net, datt näischt muss geschéien, mä e Protokoll hätt et och gemaach!

An dat Zweet, wat ech wëll soen: Mir hunn hei déi gréng héieren, fir ze soen: „Quecksëlwer ass eppes extrem Gëfteges“, a jiddereen heibanne wor d'accord. Kënn Dir mir soen, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

...firwat déi gréng mat darselwechter Begeeschterung hei virun e puer Joer, mat der Ënnerstützung vun anere Parteien, Luuchten ageféiert hunn, déi déi normal Luuchten an den Haiser ofgeschaaft hunn, fir Energiespuerluuchten anzeféieren, wou bis zu 5 mg Quecksëlwer

an enger Luucht sinn - a wann déi brécht, dann hu mer toxesch Gaser an engem Apparatent!

Dat ass d'Realitéit! Wéi ass dat méiglech, datt mer eis iwwer eng Batterie..., bei engem Quecksëlwergehalt vun 0,0005% an de Batterien hei Gesetze maachen a gläichzäiteg jidderengem an d'Wunneng pure Quecksëlwer - wa se explodéieren -, geféierlech Objeten hinhänken?

(Interruptions)

Dat ass eng Kontradiktioun, wéi mer se an där grénger Politik ëmmer erëm begéinen. Ëmmer erëm! An et ass fir eis net akzeptabel. Mir soen: „Firwat net déi al Biren aféieren?“ Déi verbrauche vläicht - et ass emol nach net sécher, well wann een d'Produktiounsenergie mat arechent, ass dat vläicht guer net gesot - méi Energie, mä et ass keen dee riskéiert, doheem mussen Quecksëlwer anzeootmen, wann eng Kéier eng Bir brécht.

Dat heiten ass, wéi gesot, e Gesetz, wat mer kënne begréissen, mä souwuel déi stroferechtlech Bestëmmung wéi iwwerhaupt déi Logik derhannert muss een awer wierkelech hannerfroen, wann ee gesäit, wat soss an deem Ëmweltberäich u Législatioun existéiert.

Dat gesot, mir enthalen eis bei dësem Gesetz, aus deene Grënn, déi ech lech gesot hunn.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Domat ass d'allgemeng Diskussioun eriwwer an d'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, ech mengen, ech maachen et kuerz. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e grouse Merci fir den exzellente Rapport vum Claude Adam. An e Merci och fir déi ganz konstruktiv Bäitrag, souwuel vum Här Schank wéi awer och vum Max Hahn. Ech mengen, dass dat hei eng ganz sënnvoll Direktiv ass, déi mer ëmsetzen, an dofir soen ech lech Merci fir d'Ënnerstützung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Dieschbourg. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 6663 iwwerzoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6663 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6663 ass mat 53 Jo-Stëmme bei 3 Enthaltungen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Félix Eischen), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Tess Burton) et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ech wëll dann zum Schluss nach froen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci.

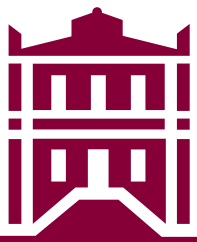
Da si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir dës Woch ukomm. Ech soen de Kolleegen alleguer Merci. Kommt gutt heem. Rendez-vous an éffentlecher Sëtzung de 4. an de 5. November. An an der Zwëschenzäit ginn d'Aarbechten an de Kommissiounen mat Vollgas weider. Merci.

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.58 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Discours de M. le Président

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

- Suspension de la séance publique de 14.36 à 14.47 heures

- M. Claude Wiseler

- Rapport de la Commission de vérification: M. Gusty Graas

- Prestation de serment de M. Laurent Zeimet

4. Changements de composition de commissions parlementaires

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry

- M. Alex Bodry

8. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Roy Reding, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Vote sur l'ordre du jour (adopté)

9. Débat de consultation sur le suicide et sa prévention

- Exposé: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Cécile Hemmen, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Anne Brasseur et Mme Nancy Arendt), M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

10. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

- Déclaration de recevabilité

11. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

12. 6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Eugène Berger), M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Justin Turpel, M. Laurent Mosar (interventions de M. Félix Braz)

- Prises de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gilles Roth, M. Roy Reding et M. Laurent Mosar)

- M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice (M. Laurent Mosar intervient)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

14. 6668 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (M. Gilles Roth pose une question)

15. 6706 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth (Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen interviennent), M. Franz Fayot (interventions de M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- M. Gilles Roth (parole après ministre)(M. Claude Wiseler intervient)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Schéine gudde Mëtteg, ech maachen heimat d'Sézung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madame Gesondheitsministesch.

2. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Kolleeg, de Jean-Claude Juncker, deem mer scho viru 14 Deeg an deem Haus Addi gesot hunn, ass zënter dem 1. November un der Spëtz vum der Europäescher Kommissioun am Asaz an huet och op deen Dag als Deputéierten demissionéiert. Mir wënschen him alles Guddes, vill Satisfaktioun an eng glécklech Hand a senger neier Missioun.

A fir dass d'Chamber no sengem Départ erëm komplett ass, komme mer elo bei d'Assermentatioun vun engem neie Member vun eiser Chamber.

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

A sengem Bréif vum 27. Oktober huet den Här Jean-Claude Juncker matgedeelt, dass hie vum 1. November dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht. D'Chamber huet do déi noutwendeg Bréifwiessle gemaach a mir hunn dunn och matgedeelt krit, dass deen Nächsten op der Lëscht dat Mandat, wat fräi ginn ass, unhëlt.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif lech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

Mir lousen elo déi Deputéiert aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Claude Haagen, den Här Marc Spautz, d'Madame Claudia Dall'Agnol...

► **Une voix.**- Ass net do.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... den Här Gusty Graas, den Här Serge Wilmes, den Här Anzia, den Här Turpel an den Här Claude Wiseler.

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesammenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat den Här Laurent Zeimet betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen.

D'Sézung ass kuerz ennerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.36 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.47 heures.)

D'Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an déi éffentlech Sézung ass erëm op. D'Wuert huet de President vun der Kommissioun, den Här Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegegat gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesammen: den Här Claude Haagen, den Här Marc Spautz, den Här Gusty Graas, den Här Serge Wilmes, den Här Gérard Anzia, den Här Justin Turpel an ech selwer.

Den Här Graas gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. An ech halen dann domat op, andeem ech einfach soen, Här President, datt

ech lech bieden, dem Rapporteur elo d'Wuert ze ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här President. Dat wäert ech dann och direkt maachen. D'Wuert huet den Här Gusty Graas, de Rapporteur vun der Kommissioun.

Rapport de la Commission de vérification

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech dann elo de Rapport hei virdroen. A sengem Bréif vum 27. Oktober 2014 huet den Här Jean-Claude Juncker de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hien ab dem 1. November dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 27. Oktober 2014 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Laurent Zeimet gewannt, deen als éischte Suppléant op der



Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatiounen virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verballe vun dese Wahle geet ervir, datt den Här Laurent Zeimet, wunnhaft zu Beetebuerg, effektiv den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Süden ass an dofir dem Här Jean-Claude Juncker seng Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 29. Oktober 2014 huet den Här Laurent Zeimet eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Jean-Claude Juncker wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Veereedegung vum Här Laurent Zeimet schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vum sengem Mandat. Just ee Saz - dee steet zwar net hei: Ech wënschen dann och dem Beetebuerg Buergermeeschter all Guddes fir d'Zukunft!

(Exclamations)

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gétt um Bureau déposéiert.

Här President, ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De Konklusiounen vun der Kommissioun no sinn d'Léislatioun an d'Reglement op deem Gebitt respektéiert ginn an deemno kann den Här Laurent Zeimet den Här Jean-Claude Juncker ersetzen. Ass d'Chamber mat de Konklusiounen vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat och esou décidéiert.

Ech géif elo den Här Zeimet bieden, eranzekommen.

Prestation de serment de M. Laurent Zeimet

Här Zeimet, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vum eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand a sot mir no: «Je le jure.»

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Je le jure.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed an ab sofort, Här Zeimet, sidd Der Member vun dieser Chamber. Meng häerzlech Félicitatiounen! An Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, Madame Minister, déi éischte Kéier war ech viru ronn 25 Joer an deemem Haus. Et wor zum Enn vum Joer, zum Enn vun de Budgetsdebatten - deemools war den Dekor nach e bësse méi bescheiden - an ech souz douewen op der Héicht vun der Regierung, an deen Eenzegen, dee mech an Uecht geholl hat, war den deemolege Finanz- an Aarbechtsminister. En huet mer an A zougedréckt a Moie gewénkt. Mir hunn eis net kann, also, ech hunn hie kann, awer hien huet mech net kann. An deen Abléck ass mer dieser Deeg duerch de Kapp gaangen, a gleefft mer et, et ass fir mech e ganz besonnesche Moment, haut déi Plaz anzehuelen, déi duerch de Jean-Claude Juncker fräi ginn ass!

Ech sinn e Beetebuerg, zu Esch gebuer, mä soss ëmmer zu Beetebuerg ënnerwee. Meng Elteren haten do eng Bäckerei, an am Buttek an an der Bakstuf sinn ech opgewuess. Eng kathoulesch Erziehung, am fraie Geescht, huet mer meng politesch Heemecht nobruecht an nogeluecht.

Ech versti Politik als eng nobel Aufgab, en Déngscht fir d'Land. Déi meescht, déi an der Politik ënnerwee sinn, déi maachen dat bénévolé, dacks mat ganz vill Idealismus. Wéi op ville Plazen, géif sech an der Politik wéineg bewegen, wann net Biergerinnen a Bierger sech géifen an hirer Fräizäit fir hir Cause staarkmaachen.

Mä mäi Wee an des Chamber, dee war am November 2004 en aner. Als Journalist fir d'„Lëtzebuurger Wort“ hunn ech siwe Joer laang déi parlamentaresch Aarbecht suivéiert. Ech hu meng politesch Iwwerzeugungen deemools ni verstoppt, awer ëmmer probéiert, fair a korrekt ze berichten a kritesch ze kommentéieren. Dat huet net jiddere vergiess, och net

an der CSV-Fraktioun!

Ech stelle mech also elo drop an, datt meng fréier Kollege vun der Presse parlementaire deeselwechte kritesche Bléck op meng Aarbecht wäerte geheien.

Zanter ech d'Aarbecht vun deemem Haus suivéiert a kommentéiert hunn, huet sech am Land déi politesch Situatioun verännert. Ech ka mech net méi genau erënneren, mä wéi ech am Hierscht 1974 op d'Welt komm sinn - gouf mer spéider erzielt -, war d'CSV anscheinend an der Oppositioun.

(Hilarité)

Wéi ech an der Gemeng politesch aktiv gi sinn, war d'CSV och do an der Oppositioun. D'Wieselspill tëscht Majoritéit an Oppositioun maachen eng erwuessen Demokratie aus. Eng Oppositioun däerf sech net doranner erschöpfen, schlechtzerieden, wat eng Majoritéit mécht.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Très bien!

(Hilarité)

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Wann eng Oppositioun awer d'Regierung vu muer wëllt sinn, da muss se sech och dorobber preparéieren, duerch eege Proposen a Verbesserungsvirschléi. An esou hunn ech wëlles, mech hei an des Aarbecht vum Parlament anzebréngen. Ech huelen dofir haut optimistesich op der Oppositiounsbänk Plaz, well sech do e Stéck vun eiser Zukunft preparéiert. Och mir Chrëschtlech-Sozial wëllen eist Land nei denken.

Meng Fraktioun huet mer eng Rei vun Aufgaben uvertraut, an de Kommissiounen vum Intérieur, vun der Ëmwelt, vun der Kultur a vun der Educatioun. An et freet mech, datt ech do kann op deem opbauen, wat ech an der Gemeng erliewen.

A wat ech an der Gemeng erliewen ass, datt viles an eise Land funktionéiert, well sech Leit engagéieren: am Sport, an der Kultur, am Sozialen an an de Rettungsdéngschter. Se froen net fir d'Éischt, wat de Stat oder d'Gemeng hinne ka ginn oder ka fir si maachen.

Ech hunn am Ufank un all déi erënnert, déi sech bénévolé an der Politik engagéieren. An ech géif meng parlamentaresch Aarbecht gär och fir déi maachen, déi all Dag iwwer hir Famill eraus, iwwer hire Beruff eraus sech an der Gemeinschaft asetzen, fir all déi, déi net nokuken, mä mat upaken.

Ech denken un déi, déi an de Veräiner an Initiativen e liewegt Kultur- a Sportsliwwen iwwer Land erméiglechen.

Ech denken un déi Fräiwëlleg vun eise Rettungsdéngschter, op déi mer och muer nach ugewise sinn, wou sech och ganz vill Jonker all Dag, Dag an Nuecht, bereet halen, fir an den Asaz ze goen.

Ech denken och un Initiative wéi de Cent Buttek, deen an eiser Gemeng a Kooperatioun mat der Diddelenger Gemeng konnt entstoen. Et ass net eng staatlech Mesure, en ass net vun enger grousser Organisatioun an d'Liewe geruff ginn, mä vu Leit, déi gesinn hunn, datt hir Matmënsche Schwierigkeeten hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen, Schwierigkeeten hunn, hirer Famill dat Néidegst kënnen ze finanzéieren, déi gesinn hunn, datt Supermarché gutt Wuer ewechgeheien, well kee se anscheinend méi wëllt kafen. An esou gouf aus enger Iddi eng Aktioun.

Natierlech weisen och esou Initiative wéi den „Cent Buttek“ op sozial Froen hin, op déi mer müssen eng Äntwert fannen.

Politik kann net alles dirigéieren, diktéieren a virschreien. Wa mer eise Matbiergerinnen a Matbierger awer e Choix loossen an hinne vertrauen, wa mer d'Leit net géinteneen ausspille, mä op eng Kultur vun der Solidaritéit setzen, dann ass viles méiglech, wat mir eis hei an der Chamber vläicht guer net kënnen virstellen.

Well jiddwer Eenzelen zielt, kann och jiddwer Eenzelen e Stéck vun där Verännerung sinn, déi mer an der Welt wëlle gesinn.

Ech hu meng politesch Aarbecht a menger Gemeng ugefaangen. Meng Kollegen aus dem Schäfferot, d'Madame Lorsché an den Här Graas - deem ech Merci soe fir säi Rapport -, sinn ech dann och frou, hei erëmzugesinn. Also gesi mer eis vläicht nach méi dacks!

Deenen, déi sech vläicht froen, ob dat elo problematesch gétt, well mer op verschiddene Bänke setzen, wëll ech soen: Dat mengen ech net, well mer zesummen am Intérêt vun eiser Gemeng schaffen, a fir de Rescht huet jiddwere seng Argumenter.

Här President, hei sinn ech! Ech hoffen, ech ginn den Erwaardunge vun eiser Chamber, vun Iech, mä virun allem vun de Leit am Land gerecht. Ech wëll mä Beschit ginn! Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och eisem neie Kollege, dem Laurent Zeimet.

4. Changements de composition de commissions parlementaires

Ech hunn dann eng Rei vun Ännerungen an de Kommissiounen matzedeele oder Iech ze proposéieren, wéi se opgrond vum Wiessel op den CSV-Bänke proposéiert ginn.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes ersetzt den Här Jean-Marie Halsdorf den Här Jean-Claude Juncker. An der Commission des Affaires intérieures ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Jean-Marie Halsdorf. An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Marcel Oberweis den Här Michel Wolter. An der Kulturkommission ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Emile Eicher. An der Ëmweltkommission ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Jean-Marie Halsdorf. An der Finanz- a Budgetkommission ersetzt den Här Marc Spautz den Här Jean-Claude Juncker.

D'DP-Fraktioun huet duerch hire Bréif vun haut ugefrot, dass den Här André Bauler d'Madame Simone Beissel an der Commission des Affaires intérieures all Kéiers fir de Punkt vun der Proposition de loi 6605 iwwert d'Embenenne vun der Gemeng Ierpeldeng an Ierpeldeng-Sauer...

(Hilarité)

..., an dat bis zum Enn vu senger Prozedur, ersetzt.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

Dann a senger Reunion vum 17. Oktober 2014 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, eisem fréiere Kollege, dem Luc Frieden, den Eierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Da soen ech Mercj. An domat ass eise Kollege, de Luc Frieden, Eierendeputéierte vun eiselem Parlament. Eis häerzlech Félicitatiounen an all Guddes fir seng nächst Missiounen!

(Interruption)

Den Här Bodyr... Ech géif mengen, dass mer dat direkt beim Ordre du jour huelen.

6. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung an der parlamentarescher Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

3) D'Lëscht vun deenen neie Petitiounen, déi vun der Conférence des Présidents a vun der Petitiounskommissioun ugeholl gi sinn, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 novembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6720 - *Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

6721 - *Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

6722 - *Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)*

1) portant approbation de certaines transactions immobilières

2) portant introduction de différentes taxes administratives

3) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

4) modifiant

- le Code de la sécurité sociale,

- le Code du travail,

- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,

- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire,

- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales,

- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,

- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,

- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,

- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

* fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

* modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

* fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

* abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

5) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) 30 avril 2013

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6729 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6730 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6731 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6732 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6733 - Projet de règlement grand-ducal fixant le programme et la durée de la formation professionnelle sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la loi du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 23.10.2014

6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2014

6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution n°612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution n°613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.10.2014

6736 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (Dir. 2014/93)

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.10.2014

6737 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du projet de règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.11.2014

3) Les pétitions ordinaires et les pétitions publiques suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°452 - Net un „Allocations maternité et éducation“ fréckele goen

Dépôt: 10.10.2014

Demande de pétition publique n°453 - Géint d'Ofschafe vun der Allocation d'éducation/de maternité

Dépôt: 10.12.2014

Demande de pétition publique n°454 - D'Schwammen an der École fondamentale muss erëm vum „Instructeur de natation“ ennerriicht ginn

Dépôt: 13.10.2014

Demande de pétition publique n°455 - Centrale nucléaire de Cattenom

Dépôt: 10.10.2014

Demande de pétition publique n°456 - Contre les restrictions budgétaires 2015 du gouvernement Luxembourg

Dépôt: 16.10.2014

Demande de pétition publique n°457 - Retrait, sinon rejet de la contribution pour l'avenir des enfants inscrit au Budget pour 2015 au chapitre V Recettes pour ordre

Dépôt: 20.10.2014

Demande de pétition publique n°458 - Instauration d'une taxe de circulation pour tout automobile roulant sur les routes du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: 21.10.2014

Demande de pétition ordinaire n°459 - Save the bees

Dépôt: 21.10.2014

Demande de pétition publique n°460 - Pour une action diplomatique luxembourgeoise auprès du Gouvernement turc en vue de l'instauration d'un couloir humanitaire illimité vers la ville syrienne de Kobané assiégée par l'organisation de l'État islamique. Pour un débat public sur les mesures appropriées que le Gouvernement luxembourgeois peut prendre afin de venir en aide au peuple kurde de Syrie

Dépôt: 21.10.2014

Demande de pétition publique n°461 - Zukunftspak fir proppert a gesond Waasser

Dépôt: 27.10.2014

Demande de pétition publique n°462 - Pour que le gouvernement luxembourgeois reconnaisse l'État de Palestine et contribue par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient

Dépôt: 29.10.2014

Demande de pétition publique n°463 - Construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et y faire circuler des tram-trains

Dépôt: 29.10.2014

Demande de pétition publique n°464 - Fier d'Kierzung vun den Ausgaben vun der Monarchie

Dépôt: 30.10.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Zum Ordre du jour...

(Interruption)

Här Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Den Dépôt vun enger Proposition de loi.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- En Dépôt vun enger Proposition de loi. Ech géif lech dann direkt d'Wuert ginn.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech hunn dann d'Eier, am Numm vun de Kollegeen Eugène Berger a Viviane Loschetter a vu mir selwer eng Proposition de loi hei an der Chamber anzereechen iwwert d'Organisation vun engem nationale Referendum, wat eenzel Froen ueget am Zusammenhang mat der Ausschaffung vun enger neier Verfassung hei zu Lëtzebuerg.

- **6738** - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

Et geet drëm, dass de Referendum soll de 7. Juni 2015 stattfannen. Ronderëm véier Froen dréit e sech. Se si jo entre-temps bekannt. All Detailler gi geregelt am allgemenge Gesetz vun 2005 iwwer nationale Referenden.

Här President, ech wär frou, wann déi heite Proposition de loi kéint schnell an d'Prozedur eragoen. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Bodry.

8. Ordre du jour

An et ass lech sécher opgefall - ech gesinn, dass dat opgefall ass -, dass mer, vu dass mer d'Chamber wollte kompletéieren, net nach eng Kéier drop higewisen hunn, dass d'Présidentenkonferenz deen Ordre du jour proposéiert hat, deen Der an Aren Dossiere fonnt hutt.

Ech hunn dann zum Ordre du jour zwou Wuertmeldungen. Eng éischt vum Här Roy Reding an eng zweet vum Här Claude Wiseler.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert zum Ordre du jour. Et geet em de Projet de loi 6680, dee mer haut sollen zur Ofstëmmung hunn.

Op Ufro vun der ADR an och déi vun der CSV war net méi spéit wéi gëschter eng gemeinsam Kommissioun zesumme vun de Finanzen an dem Budget op där enger Säit, an den Affaires juridiques op där anerer Säit. A bei deenen, kommt, mir nennen et emol „Diskussionen“ si ganz seriö Bedenken opkomm, wat d'Legalitéit an och d'Opportunitéit vun deem Text ueget. A souwuel d'Kollegee Roth, Wiseler, Mosar vun der CSV wéi och ech selwer hunn do gewesse Saache virgedroen an et huet mir éierlech esou geschéngt, wéi wann och bei Kollegeen op der Majoritéitsbank déi Saach net op daf Ouere gestouss wier. An och bei der Regierung hunn ech gemengt ze gesinn, dass awer eng gewëssen Äsiicht eventuell kéint do sinn, dass een net kann eng behärdlech Décisioun ouni Recours-méiglechkeeten zouloossen.

Ech wollt also froen, fir de Projet de loi 6680 haut vun der Dagesuerdnung erofzehuelen, fir de Majoritéitspartei nach eng Kéier d'Méiglechkeet ze ginn, déi Saach à tête reposée ze iwwerleeën a mat eis zesummen ze kucken, dass mer eng Léisung kënne fannen. Selbstverständlech an deene kierzeste Fristen, well mir wësse jo, dass e gewëssen Zäitdruck do ass. Do wiere mer natierlech absolut bereet, fir ze kooperéieren. Et geet net em eng Verzöge-

rungstaktik, et geet wierklech drëm, e Gesetz elo an deem doten Zoustand net zum Vote ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Zu deemselwechte Punkt den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Jo, ech kann u sech déi Ufro vum Här Reding hei ennerstéizen. Mir haten effektiv gëschter eng ganz seriö Diskussion an der Kommissioun doriwwer. Dee Gesetzestext hei, dee Projet de loi ass extrem wichteg, muss och esou schnell wéi méiglech kommen. Trotzdeem stelle sech hei eng ganz Rei Froen, do sinn nach eng ganz Rei Froen, déi net gekläert ginn, an eng wesentlech Fro iwwert d'Rechtsstaatlechkeet, notament vun enger Procédure de recours, déi net do ass.

Vu datt deen Text muss esou schnell wéi méiglech kommen, si mir och bereet, wann en haut géif vum Ordre du jour geholl ginn, fir an deenen nächsten Deeg wierklech sukzessiv ze tagen, fir ze kucken, datt mer esou fréi wéi méiglech deen Text kënne drop kréien. Mä dee Problem, dee sech hei stellt, dee rechtsstaatleche Problem, dee sech hei stellt, ass awer grav! An ech mengen, et wär derwäert, wann d'Regierung d'accord wär, fir sech nach déi genügend Zäit ze huelen, fir dat do nach eng Kéier ze iwwerkucken, well mer riskéieren duerno, mat deem Text a Schwierigkeeten ze kommen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, Här President, dat ass, datt ech och eng Question urgente gestallt hat iwwert d'Baisse vun den Droit-d'accises op Zigaretten. Dir hutt d'Urgence dovunner refuséiert. Ech regretéieren dat, datt dat haut net kann um Ordre du jour sinn, well ech mengen, datt déi Urgence sech duerchhaus justifiéiert hätt, well et sech hei em wesentlech Informatiounen handelt, déi mer gefrot hunn, fir kënne d'Appréciation vum Budget uerdentlech ze maachen iwwer e Sujet, wou am Fong näischt vum Statsminister, näischt vum Finanzminister an hiren Exposéen, an hire Rieden driwwer gesot ginn ass, wou mer keng Explikatioune kruten, wou et awer trotzdeem em 50 Milliounen Euro geet.

Mir wëlle wëssen, op wat fir enger Base dat gerechent ass. Mir wëlle wëssen, wat fir eng Etüde gemaach gi sinn, fir déi Différentiellen ze kucken oder net ze kucken, fir datt mir eis kënne eng seriö Meinung driwwer maachen. Mir wëlle wëssen, wéi dat mat deenen uegekënnegten zwou Etappe soll goen, well déi ganz Budgetdiskussioun lafe jo iwwer eng Prozedur oder iwwer e Méjoresprogramm an där nächster Zäit, soudatt et wesentlech ass, datt een déi Informatiounen huet, fir sech iwwerhaapt kënne e Bild driwwer ze maachen.

Mir wëllen och wëssen, ob dat eng Répercussioun, déiselwecht Répercussioun och nach op aner Produkter huet, déi am Budget duerno kéinten eng Baisse vun den Entréeën bedeuten. Alles dat sinn Informatiounen, déi mer elo net hunn, an enger Zäit, wou mer awer müssen de Budget kënne uerdentlech analyséieren. Et wär also extrem wichteg gewiescht, wa mer haut déi Debatt hätte kënne féieren.

Ech weess, Här President, datt Dir ganz eleng de Juge sidd, fir kënne d'Urgence anzeschätzen oder net anzeschätzen. Ech soe just, datt ech wierklech regretéieren, datt mer déi Diskussion haut net konnten heibanne féieren, wëssend och, datt op de Majoritéitsbanken eng Rei Retenzen virun deene Propositionen waren, virun deenen dote Projete waren, déi awer wesentlech gewiescht wäeren, wa mer se hätte kënne hei an der Chamber duerchdiskutéieren. Ech regretéieren dat!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. Den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Ech wëll just betounen als President vun der Cofibu, datt mer dee Projet 6680 vun dem Échange automatique d'informations do relativ laang en long et en large diskutéiert hunn, datt mer do e puer zousätzlech Sitzungen nach op den Ordre du jour geholl hunn, datt mer och nach gëschter souwuel de Justizminister wéi och de Finanzminister an enger Commission jointe haten, wou mer alleguerten d'Argumenter nach eng Kéier konnten austauschen a wou ech awer och - an do kann ech awer dem Här Reding net recht ginn -, wou ech net gesinn hunn, datt et d'Ofsicht vun der Regierung war, fir nach eng Kéier eppes un deem Text ze verännere. Do interpretéiert hien eppes dran, wat eleng hien doranner gesäit. Ech mengen, d'Position gëschter vun der Regierung, souwuel vum Justizminister wéi och vum Finanzminister, war awer ganz kloer.

Ech wëll och betounen, datt déi Texter oder deen Text zwëschen deenen zwoe Departementer, déi besonnesch jo och do betraff sinn, ofgeschwat gi war. Dat heescht, mir haten also



genuch Geleëenheet an de Kommissiounen a verschidde Kommissiounssitzungen, fir eis Argumenter auszutauschen. A wa mer och elo nach géifen eng Kéier de Projet ëm eng Woch vertagen, gesinn ech net, wat fir eng nei Argumenter nach kéinten do kommen.

Ech mengen, wéi gesot, déi Positioun si kloer. Mir wëssen och hei, hei ass och e politesche Kontext hannendrun, nämlech, datt mer musse kucken, esou schnell wéi méiglech „fully compliant“ ze ginn op dem internationalen Niveau beim „Global Forum“, fir datt mer propper do-stinn och als Lëtzebuerg, als Finanzplaz. An dat ass och eis Suerg, déi mer hei musse hunn, datt mer also do virukommen.

Et ginn Awänn vun der Säit vun der Opposition, déi soen, do wär e Problem vu Rechtsstaatlechkeet. Där Meenung si mir net. Ech wëll elo net an de Fong vum Projet agoen. Herno ass jo dann nach Geleëenheet, fir driwwer ze diskutieren. Ënner anerem gëtt et jo och d'Méiglechkeet weiderhin, e Recours beim État requérant ze maachen.

Ech wëll och betounen, datt hei deen Text, wéi en elo virläit, esou proposéiert ginn ass vum Conseil d'État. Méi wéi eng Kéier gëtt vun der Opposition monéiert: „Dir hutt net de Conseil d'État suivéiert“, an da freet se och vläicht, fir en Text erofzehuelen. Hei suivéiere mer de Conseil d'État, an dann ass dat elo och net an der Reil

Wéi gesot, Här President, ech froen duerfir, datt dee Punkt weider um Ordre du jour bleift, datt mer haut de Mëtten dat dann ausdiskutieren. Mir hate genuch Zäit, fir dat an der Kommissioun ze diskutieren. D'Positioun vun der Regierung ass och ganz kloer. Déi wëllt net méi un deem Text nach eppes veränneren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. Vu dass ech selwer ugeschwat gi si mat der Question urgente: Ech mengen, den Här Wiseler huet selwer scho gesot, dass laut dem Chambersreglement et um President läit, fir d'Urgence unzëerkennen oder net unzëerkennen. Sécherlech hätt een déi Urgence kënnen invoquéieren, wann d'Regierung d'Procédure d'urgence och gewielt hätt. Hei si mer awer an enger normaler reglementarescher Prozedur, wou d'Avisé vun de Chambres professionnelles a vum Conseil d'État gefrot gi sinn, soudass ech net der Meenung war, dass - ob haut oder muer - mat engem Iwwerraschungsschlag e Reglement géif a Kraaft trieden. An dofir hunn ech d'Urgence net zréckbehalen.

Vote sur l'ordre du jour

Dat gesot, mengen ech, ass déi aner Diskusioun iwwert den Ordre du jour gefouert, an ech géif d'Fro stellen, ob d'Chamber an där virgeschloener Fassung mam Ordre du jour d'accord ass. Wien also mat der Version vun der Conférence des Présidents d'accord ass, stëmmt mat Jo. An deen der Meenung ass, dass de Projet de loi 6680 soll erofgeholl a spéider diskutéiert ginn, stëmmt mat Nee. Ech gi jo dovun aus, dass de Vote électronique gefrot ass. Da géife mer zum Vote iwwergoen.

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen.

(Interruptions et brouhaha)

Also...

► **Une voix.** - Et gëtt knapp.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn dovun aus, dass de Vote ofgeschloss ass a mer déi Rektifikatiounen...

► **Une voix.** - Hei ass et net gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... kënnen maachen, déi nach ustinn. Fir de virgeschloenen Ordre du jour hunn 30 Deputéiert gestëmmt. Mat Nee hunn der 27 gestëmmt. Ech ginn dovun aus, dass dat Resultat kloer ass an och d'Rektifikatioun net eppes wäert drun änneren.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour est adopté par 32 voix pour et 28 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofféding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher,

Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

(Brouhaha général)

Da géife mer elo zum normale Programm iwwergoen.

Jo, mir maachen déi Rektifikatiounen selbstverständlech, mä si sinn ugemellt vun zwou Säiten.

Mir hunn dann als nächste Punkt um Ordre du jour den Débat de consultation iwwert d'Problematik vum Suicide a vu senger Preventioun. Bei där Konsultatiounsdebat, déi vun der Regierung gefrot ginn ass, hu mer de Modell 1 als Riedemodell festgeluecht. A vu dass bei dem Débat de consultation dat éischt Wuert d'Regierung huet, ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Madame Gesondheitsministeresch, d'Madame Lydia Mutsch. Dir hutt d'Wuert.

9. Débat de consultation sur le suicide et sa prévention

Exposé

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - E Schüler huet sech mat 14 Joer d'Liewe geholl. En huet sech mat engem Rimm am Buedzëmmer erhaangen. E jonkt Meedche wollt sech ëmbréngen, konnt awer a leschter Minutt gerett ginn. Eng Schülerin vu 16 Joer hat sech mat Medikamenter vollgepompelt. Mir sinn all schockéiert, wa mer an den Zeitungen esou Noriichte liesen. Heiansdo si Frënn oder Nopere vun eis betroff. Meeschtens awer kënnen a wëlle mer eis net virstellen, dass eis oder engem, dee mer gutt kennen, esou eppes iwwerhaupt kéint geschéien. An no e puer Deeg hu mer et erëm schnell vergiess.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 80 Suiciden a 1.600 versichte Suicidé ginn et am Duerchschnitt all Joers bei eis zu Lëtzebuerg. Op all tatsächleche Suicide ginn nämlech tëscht 10 an 20 Selbstmordversich gerechent. Bei Erwuessenen tëscht 18 a 40 Joer sinn net d'Autosaccidenter, de Kriibs oder den Alkoholkonsum déi heefegst Doudesursaach: Déi meescht huele sech d'Liewen.

Zu Lëtzebuerg hält sech am Duerchschnitt all véierten Dag e Mënsch säi Liewen. Wann ee sech d'Unzuel vun de Suiciden no Alter tëscht 2000 an 2012 ukuckt, da gesäit een, dass mer déi meescht Suiciden an der Alterstranche tëscht 40 bis 50 Joer hunn, nämlech 187 Suiciden, an an der Alterstranche iwwer 70 Joer, nämlech 158 Suiciden. Mä mir hunn awer och 24 Suicidé bei deene Jonken ënner 19 Joer.

Insgesamt hu sech also an de Joren 2000 bis 2012 937 Mënschen hei zu Lëtzebuerg d'Liewe geholl. Eleng 2013 waren et der och erëm 80. An de leschten zéng Joer sinn déi offiziell enregistriert Doudesfall opgrond vun engem Suicide zu Lëtzebuerg relativ stabil bliwwen a souguer liicht zréckgaangen.

Wéi sti mir zu Lëtzebuerg am internationale Verglach? Déi epidemiologesch Fakte soen eis, dass fir 2011 Lëtzebuerg liicht ënnert der europäescher Moyenne louch mat statistesch ronn 9,5 Suiciden op 100.000 Awunner.

Eis däitsch Nopere leie bei ronn 10 Suiciden. Knapps iwwer 15 Suiciden op 100.000 Awunner sinn et a Frankräich a bal 17 an der Belsch. E schwaachen Trouscht!

Generell gëllt och bei den internationale Klassifikatiounen: Wann eng Doudesursaach net ganz kloer als Suicide ze definéieren ass, da gëtt den Doudesfall als Virfall, wou d'Intention net kloer ass, determinéiert an och enregistriert. Dës sougenannten „causes incon nues“ sinn e Fourre-tout a sinn immens schwieereg an heiansdo guer net ze interpretéieren.

Derbäi kënn nach, dass bei verhältnisméisseg klengen Zuelen, wéi mer se bei eis an engem klengen Land hunn, déi Zuele vu Joer zu Joer séier variéieren, zum Beispill, wa mer wëllen Ennerscheeder erauskristalliséieren bei Männer oder Fraen. Dës Zuele musse dann eben, an dat versteet ee jo och dee Moment, op eng méi laang Zäitspan analyséiert ginn.

Statistiken iwwert de Suicide zu Lëtzebuerg soen eis awer mat Sécherheet, dass:

1) d'Männer sech méi heefeg suicidéiere wéi d'Fraen. Als eng méiglech Erklärung gëtt estiméiert, dass d'Fraen eng besser Dispositioun

opweisen, fir hir psychologesch Problemer ze erkennen, méi einfach Hëllef froen, méi e groussen a breede soziale Réseau hu wéi d'Männer a méi Vertrauen an d'Intervenante vun der ëffentlecher Gesondheet hunn;

2) de Suicide och eng vun den Haaptursaache vun deene Jonken (veuillez lire: eng vun den Hauptdoudesursaache bei deene Jonken) ass. Wa sech Jonker suicidéieren, ass dëst natierlech eng Katastroph fir d'Famill an en Échec vun der ganzer Gesellschaft, an där dee Jonke gelieft huet. An awer musse mer feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg déi eeler Leit proportionell méi oft vum Suicide betroff si wéi déi Jonk. Ronn ee Véierel vun alle Victimme vum Suicide zu Lëtzebuerg hunn iwwer 64 Joer;

3) d'Suicideversich zéng- bis zwanzegmol méi héich leie wéi d'Zuel vun den effektive Suiciden. Hei zu Lëtzebuerg gi mer fir dëst Joer 2013 vu 700 bis 1.400 Suicideversich aus. Verschiede Gesondheitsenquëten, wéi zum Beispill déi vun der Chambre des Salariés, hu bei eis versicht, d'Suicidegedanken an d'Suicideversich méi prezis ze chifféieren. D'Resultater sinn alarmant! Enger TNS ILReS-Etüd no ginn 10% vun de Salariéen un, sech scho Gedanke gemaach ze hunn, fir sech d'Liewen ze huelen. 6% deklaréieren, konkret Iwwerleeungen oder souguer e Plang gemaach ze hunn, op wéi eng Aart a Weis se sech suicidéiere kéinten. 3% soen, dass se schonn e Suicideversuch gemaach hunn, an nëmmen een Drëttel vun deene Betreffenen huet sech zefridden erkläert mat der Prise en charge.

Fir zesummenzefaasse kéimen zu Lëtzebuerg op 100.000 Persounen 4.000 Leit mat Suicidegedanken, 300 Leit mat Suicideversich a 16, déi sech dann tatsächlech d'Liewen huelen. Jo, eleng nëmme wéinst der Aarbecht bréngt sech kaum e Mënsch ëm. De Rôle vun den Entrepreneuren ass dobäi natierlech extrem wichteg. Si musse eng aktiv Preventiounsaarbecht maachen, fir fréi genuch de suicidegefährdete Mat-aarbechter ze erkennen.

Aus den Zuele geet och eraus, dass d'Halschent vun deene Persounen, déi sech d'Liewen huelen, sech virun en Dokter, meeschtens un e Generalist, wenden. Dofir sinn och hei Formatiounen a Sensibilisierungscampagnë besonnesch hëllefreich. Derbäi kënn och, dass d'Waarden op en Termin bei engem Psycholog oder engem Psychiater ka laang daueren. Aus den Aarbechtsgruppen ass och erausgaangen, dass et e klore Wunsch ass, fir eng méi standardiséiert Betreiwung vun esou Persounen ze hunn.

Wéi Dir wësst, ass d'Psychotherapeutesgesetz amgaangen an de leschten Instanzewege ze goen. Dat schéngt mer och ganz besonnesch wichteg ze si fir d'Prise en charge, well do heiansdo d'Waardelëschten immens grouss sinn, zum Beispill dee Moment, wou e Suicideversuch scho stattfonnt huet an dee Betreffenen an d'Familljemembere musse eng Prise en charge kréien. Mir gesinn, dass nach villes muss gemaach ginn a mir ginn dat aktiv un.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Suicide huet immens héich Auswierkungen op den Entourage vu Suicidéierten. D'Gesellschaft bezilt hei e ganz héijen Tribut. Et gëtt geschätzt, dass tëscht fënnf an zéng Persounen aus dem direkte Familljen- a Frëndesëmfeld vum Suicidéierte selwer psychologesch Soinen an Hëllef siche musse.

De Suicide ass laang als Tabuthema presentéiert ginn an och oft nëmmen op de familiäre Kontext limitéiert ginn. De Suicide gëtt nach ëmmer als en Thema gesinn, wat muss, wéi op Däitsch esou schéi gesot gëtt, „totgeschwiegen“ ginn, oder op Lëtzebuergesch: ënnert den Teppech gekiert ginn. D'Ëffentlechkeet gesäit gären iwwert d'Fall ewech a verstoppt sech oft hannert Grafiken oder Joreswäerter. De Mënsch probéiert, den Tabuthema Suicide einfach ze verdrängen.

Dëst ass och de Grond, firwat d'Unzeechen, déi op esou eng Dot hiweise kënnen, wéi zum Beispill eng iwwerdriwwen Glécklechkeet oder eng abrupt Ännerung vum Ausgesinn, oft vun Elteren net erkannt respektiv ignoréiert ginn, wann et sech ëm hir Kanner dréint. Jugendlecher kréien net déi Opmierksamkeet, déi se sech wënschen an zéie sech heiansdo ëmmer méi zréck. Si schotte sech of vun der Auswelt a loosse keng Hëllef u sech erun. Oft mierken d'Elteren eréischt, wéi et hire Kanner wierklech gaangen ass, wann et schonn ze spéit ass!

D'Prävalenz vun de Suicidegedanke bei deene Jonke gëtt all véier Joer am Kader vun enger internationaler Enquête vun der Weltgesondheitsorganisatioun erhuewen. 2013 waren et 17,9% vun de Jonken, déi uginn hunn, ganz seriö d'vun geduecht ze hunn, fir sech an deene leschte Méint d'Liewen ze huelen. Dës Donnéeë si ganz erschreckend! Niewebäi gesot, seet dës Etüd och aus, dass folgend Risikofacturen oft mat der Präsenz vu Suicidegedanke bei deene Jonken associéiert ginn: d'Experimentéiere mat Drogen, Alkoholkonsum, Mob-

bing. Dës Risikofacturen potenzialiséieren sech, an déi Jonk soen 13,6% méi oft aus, Suicidegedanken ze hunn, am Fall wou se multipel Risikofacturen opweisen.

Firwat? Dat ass d'Fro, déi sech d'Famill vu verstuertene Jugendleche stellt, wann et geschitt ass a wann et ze spéit ass. Mir liewen an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi schnellieweg ass an déi ëmmer méi grouss Fuerderungen un eis stellt. Zwar ass net jiddwereen - well mer grad dovunner och am Zesummenhang vun der Aarbechtsplaz geschwat hunn -, dee vu Selbstmord schwätzt, och wierklech a Gefor, fir Selbstmord ze maachen. Et ass trotzdeem en Hëllef, fir Opmierksamkeet a fir eng Verbesserung vun der Situatioun ze kréien. Et ass en Hëllef, deen een ëmmer esocht soll huelen, fir ze verhënnere, dass Selbstmordfantasien oder och Selbstmordwënsch iergendwa Realitéit kënnen ginn.

Wéi oft verstoppe mer eis hannert enger Fasad! Wéi oft kann de Mask vun engem gléckleche Mënsch net méi oprechterhale ginn, wann et iwwerhaupt net glécklech hannendrun ausgesäit! Wéi vill Jugendlecher ginn et, déi de Mobbingattacken, dem Leeschungsdruck oder de Mannerwärttegeets- a Scholdgefiller net méi standhale kënnen an einfach de Kampf net méi wëlle weiderféieren!

D'Ursaachen, déi zu engem Selbstmord féieren, si villfältig. Et ass d'Zesummentreffung vu ganz villen Elementer, déi zum Selbstmord féieren. Psychesch Krankheete wéi Depressiounen, Suchtproblematiken a Psychosen, Familljeproblemer, Krankheeten oder Aarbechtslosegkeet kënnen ausschlaggebend sinn, dass e Mënsch sengem Liewen en Enn setze wëllt.

Dräi vu véier Persounen, déi sech ëmbréngen wëllen, sinn depressiv, mengt och de Psycholog Fränz D'Onghia, deen all Joer fir eis d'Journée de prévention nationale organiséiert. Ech deelen déi Meenung. Dobäi dierf een net richtig Depressioun mat enger Fatigue passagère verwiesselen, seet hien, wann jiddwereengem emol ka virkommen. Mä Depressiounen musse op där anerer Säit ëmmer dréngend behandelt ginn.

D'Erfahrung huet gewisen, dass vill Mënschen, déi sech fir e Suicide entscheeden, kuerz virun e perséinlechen Trauma erlieft hunn. Dat heescht, et muss een dat esocht huelen, wann esou e Virfall war. Ee mentale Problem ass deemno heefeg fir eng Suicidokris verantwortlech. Mä een, dee Selbstmord begeet, ass net onbedéngt psychesch krank. E kann och op der Iwwerfläch iwwerhaupt net krank sinn. Wéi esou oft, kann et déi berühmten Dréps sinn, déi d'Faass zum Iwwerlaffe bréngt. An do sinn natierlech déi psychesch Onstabil am meeschten a Gefor, well si dem Stress oder der kriddelecher Situatioun ganz einfach net gewuess sinn! An déi, deenen et an der Kandheet un emotionaler Stabilitéit gefeelt huet oder déi staark vernoléisseggt oder souguer mëssbraucht goufen, déi sinn nach vill manner gewappnet, fir esou schwiereg Erausforderungen am Liewen ze meeschten.

Jo, mir gesinn, de Suicide ass e ganz komplexe Problem mat ganz multiple Facteuren psychologescher, biologescher a sozialer Natur, Facteuren, déi ënnerteneen an am Laf vun engem ganze Mënschleiwien interagéieren. Mä nieft a bei alle méi oder weiniger wëssenschaftlech moossbare Grondlage bleift e Suicide ëmmer un alleréischter Plaz eng mënschlech Katastroph, en Échec, eng terribel Épreuve fir de Betreffenen, fir säin Ëmfeld an och fir eis ganz Gesellschaft. Am Fall vun engem Suicide gëtt et meeschtens net nëmmen eng Ursaach, an dofir och net nëmmen eng a virun allem keng einfach Léisung!

An der aktueller Regierungserklärung ass d'Suicidepreventioun als Prioritéit am Kader vun der Santé publique definéiert ginn. A senger Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premier dëst Joer ënnerstrach, wéi wichteg et ass, fir bei eis am Land d'Zuel vun de Suiciden ze verréngere, an dass dëst eng vun de gréissten Erausforderungen am Gesondheitsberäich duerstelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutieren haut iwwert d'Strategie vun enger nationaler Preventiounsapproche, déi de Suicide verhënnere soll. Dës Approche ass an Zesummenaarbecht mat all deenen zustane komm, déi um Terrain schaffen an déi duerch hir Experienz an hiren Know-how wëssen, wou mer setze musse, fir dem Suicide entgéintzewierken. Déi Virschléi a konkret Aktiounen, déi am Mateneen ausgeschafft goufen, sollen an engem nationale Suicideprogramm zesummegefaasst ginn.



Ech gesinn den Débat vun haut als e ganz wichteg Stéck Wee a Richtung vun deem Plan national géint de Suicide un. 1996 hunn d'Veereenten Natioune scho vun der Noutwendegkeet vun enger Suicidepreventioun geschwat. Vill wëssenschaftlech Recherch weisen drop hin, dass et eng erfollegräich Suicidepreventioun gëtt, dass se méiglech ass!

Eng ganzheetlech Suicidepreventioun setzt eng ganz Rei vu concertéierte Mesuren a ganz vill Gebidder viraus: an der Educatioun, an der Recherche, d'Analys vun de gesellschaftleche Gewunnechten, d'Analys vu Risikofacturen an esou virun. Fir effikass ze sinn, muss d'Suicidepreventioun sech an en ëmfaassend a kontinuéierlech Konzept mat enger globaler Approche aschreiw. D'Suicidepreventioun betrëfft déi ganz Populatioun a si betrëfft all sozial Schichten. Mir müssen dofir am Kader vun eiser nationaler Suicidepreventioun eng Richtung uestieren, déi ebe grad déi Pluridimensionalitéit respektéiert, déi de Suicide auszeechent.

Säit 2005 ënnerstëtzt de Gesondheitsministère - an ech hat schon eng Persoun an deem Zesammenhang genannt - d'Journées nationales de prévention du suicide, déi op Initiativ vun engem Aarbechtsgrupp entstan sinn a vum Centre d'information et de prévention koordinéiert ginn. Am Hierscht 2012 huet de fréiere Gesondheitsminister dem Centre d'information et de prévention d'Mandat ginn, a Kollaboratioun mam Gesondheitsministère un der Opstellung vun engem globale Suicidepreventiounsplang ze schaffen.

Zwee Joer no der Attributioun vum Mandat an no ganz ville Réunioune mat engem ganz breeden Ensembl vu Partner um Terrain si mir haut amstand, eng national Strategie vun der Suicidepreventioun ze presentéieren an ze entmeieren. Dës Strategie respektéiert d'Besoinne vun de Professionelle vum Terrain an thematiséiert all Beräicher a Problemer, déi si an hirer Alltagsarbeit begéien. National an international Best-Practice-Beispiller, déi hir Effikasitéit bewisen hunn, sinn natierlech mat agefloss.

Et ass entscheet ginn, dass sechs verschidde Ministère solle matmaachen: Santé, Travail, Famille, Education, Enseignement supérieur, Egalité des chances, wéi och all Professionell vum Gesondheetsterrain an all spezialiséiert Associatioune sollten zesummeschaffen.

Ënner engem interministerielle Groupe de pilotage si sechs spezifesch Reflexiounsgruppen opgestallt ginn, déi d'Problematik vum Suicide analyséiert hunn: aus der Siicht vun den Acteuren vum Terrain, déi an der Preventioun schaffen; aus der Siicht vun den Acteuren, déi am therapeutische Beräich schaffen; mam Input vun den Associatioune vun de conceréierten a betraffene Leit - ganz wichteg! -; aus dem Bléckwénkel vun de wëssenschaftleche Berufsgesellschaften, wéi d'Psychologen, d'Médecins du travail, d'Infirmieren, d'Associatioun vun den Assistants sociaux, d'Psychiatere an esou weider; aus der globaler Approche vun de sechs Ministère, a sechstens, dat Ganz mat der Hëllef vun engem Responsablen, dee mat der Evaluatioun vun den ausgeschafften Aktiounen beoptraagt ginn ass, dëst an Zesummenarbeit mam CRP-Santé.

Zousätzlech sinn Aarbechtsgruppe vun der Preventioun mobiliséiert ginn an allen Themeberäicher, déi mer eis kënnen virstellen: professionnelle Milieu, troisième Âge, bei de Jonken, Suicide an Traumatisme, Crise suicidaire an och déi ganz Drogenproblematik. Op dëser Grondlag si ganz prezis Aktiounen ausgeschafft ginn. Iwwer 100 Propositionen fir zukünftige Aktiounsfelder hu sech aus de genannte Concertatioune erauskristalliséiert. 34 konkret Aktiounen goufen zréckbehalen, déi tëscht 2015 an 2019 solle realiséiert ginn.

Jo, den nationale Suicideplang ass ambitiéis an e muss dat och sinn! An awer huet en net d'Préventioun, fir komplett ze sinn. E muss kontinuéierlech hannerfrot, ugepasst a compléiert ginn. Dat Wichtegst ass, dass mer politesch gewëllt sinn, eng global preventiv Politik ze bedreiwen, an domat och bereet sinn, all gesellschaftlech Hiewelen a Bewegung ze setzen, fir de Suicide zesummen ze bekämpfen.

Dofir sinn ech och op de Wee gaangen, fir den honorabelen Deputéierten op der Grondlag vun den definéierten Achsen am Virfeld vun deem Débat detailléiert Froen zu de verschidde Aktiounen ze stellen. An anere Wieder: Är Hëllef ass wëllkomm an d'Regierung zielt op déi aktiv Matarbeit vun der Chamber, fir dës Suicideplang opzestellen an ëmzesetzen.

Ech ginn lech e puer Beispiller. Een Objektiv ass, fir déi eenzel Persounen, hir Familljen an d'Gesellschaft, an där si liewen, an hirer Rela-

tion zueneen ze stäerken, d'Resilienz op traumatesch Erlebnisse souwuel bei deenen eenzelne Persounen wéi an der Gesellschaft ze verbessern an ze erhéien, d'Bereitschaft vun eiser Gesellschaft ze erweidern, fir schnell op eng Détresse kënnen ze reagéieren, oder och d'Koordinatioun vun den Acteuren um Terrain ze verbessern.

Ee Wuert zum Term Resilienz, deen am Zesammenhang mat dem Suicide ëmmer erëm optaucht. Et kéint een dat Wuert vereinfacht mat „Widerstandsfähigkeit“ iwwersetzen. Gemengt ass d'Fähigkeit vun engem System oder, an deem Fall, vun engem Mënsch, fir mat Changementer eens ze ginn, oder eben och net. E gutt Symbol dofir ass de sougenannte „Stéi-op-Männchen“: Egal wat geschitt an egal a wéi enger Lag en ass oder a wéi eng Lag e kennt, kritt e sech ëmmer opgeriicht. Mä eis Gesellschaft besteet nun eben net nëmmen aus lauter Stéi-op-Männchen. An ech froe mech wierklech, ob et gutt wier, wa se dorauer just géif bestoen.

Ech denken éischter, dass mer eis müssen dru moosse loosser, wéi mer grad mat deenen ëmginn, déi net vum selwen erëm opkommen. D'Verstoe vun deenen, déi net eleng eens ginn, an d'Bereitschaft, hinnen unni Tabu ze hëllefen, ass net nëmmen eng elementar Form vu gesellschaftlecher Solidaritéit, mä a mengen Äen och onerlässlech, eng Grondlag fir eng erfollegräich Suicidebekämpfung.

Den Impakt vun engem nationale Suicidepreventiounsplang op d'Unzuel vun de Suicide wäert zum Deel schwéier ze moossen, ze kontrolléieren, ze evaluéieren sinn, schon eleng, well et eben esou vill Facteure gëtt, déi an den Taux de suicide erafléissen an e beaflossen.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Preventioun ass dat zentraalt Element bei der Suicidebekämpfung! Preventiv Aktiounen zilen net nëmmen drop hin, de Suicide ze verhënneren, mä sech schonn am Virfeld dem eigentleche psychesche Leed vu jiddwer eenzelne Betraffenen unzehuelen. Hei si psychosozial Kompetenze gefrot, Kompetenzen, déi sech mat den neien Erkenntnisser ausbauen a weiderentwéckele müssen!

Dës Suicidepreventiounsplang gëllt fir déi ganz Populatioun hei am Land. E respektéiert déi verschidde Altersperioden. E beschreift ganz spezifesch noutwendeg Aktiounen, souwuel am Aarbechtsmilieu wéi och am schoulesche Milieu.

Här President, zum Schluss, den nationale Suicidepreventiounsplang fir 2015 bis 2019 wäert an deenen nächste Wochen a senger leschter Phas finaliséiert ginn. Dobäi wäerten all déi Iddeen afléissen an all déi Reflexiounen, déi haut mat an den Débat kommen, kënnen integréiert ginn a mat an de Plang afléissen.

Och wa mir als Land net schlecht dostinn am europäeschen oder internationale Verglach, esou ass a bleift all eenzelne Fall, wou e Mënsch duerch Suicide ëm d'Liewe komm ass, en onbegreiflichen Drama. Mir wëssen, dass och mir als Land nach méi Efforte maache müssen!

Mir hunn dëst erkannt, mir hunn eng gutt Virarbeit geleescht an d'Noutwendegkeet vun engem nationale „Plan suicide“ an eise Regierungsprogramm als politesch Prioritéit ageschriwwen. Bei dëser Ëmsetzung wäerte mir ganz breet mobiliséieren an ech zielen op d'Ënnerstëtzung vun lech alleguerten!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Gesondheitsministesch. An éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, wéi verzweifelt muss e Mënsch sinn, fir als leschten Auswee sengem Liewen en Enn ze setzen! Meeschtens no enger längerer ënnerer Leidensphas, déi vu sengem Ëmfeld net ëmmer bemierkt gëtt. En dramatesche leschte Schrëtt, d'Resultat vun engem „Net-Wëssen, wéi mat der Kris ëmgoen“.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer en Auswee, sief en nach esou verzweifelt! An als Psychologin fillen ech mech natierlech besonnesch hei bei deem Thema ugeschwat.

Haut geet et drëm, den Tabu an d'Stigmatisatioun, déi et nach ëmmer an eiser Gesellschaft ronderëm dës sensible Sujet gëtt, ze brieche, d'Leit, déi sech schlecht fillen, unzespriechen, fir sech Hëllef ze froen, de betraffene Familljen ze soen, dass si sech net brauchen ze schammen, de Berufskolleeginnen a -kolleegen op der Aarbecht mat op de Wee ze ginn, fir oppen domat ëmzegoen, déi ganz Gesell-

schaft opzeruffen, d'Kommunikatioun mat hire Matmënschen net ofbriechen ze loosser, hinnen e bësse méi opmierksam nozelauschten, hinnen e bësse méi vun hirer kostbarer Zäit ze schenken.

Am Numm vun der CSV begrëssen ech a soen ech der Madame Minister Merci, dass d'Regierung haut wëllt d'Chamber zum Thema Selbstmord, besonnesch, wat seng Preventioun ubelaangt, consultéieren am Virfeld vun der Presentatioun vum Plan national de prévention du suicide. Esou fënn den heitegen Débat am Fong just den Dag virdrun, quasi in extremis, virun der nationaler Gesondheetskongferenz vu muer statt, wou dann och deen nationale Plang soll virgestallt ginn, wéi d'Madame Minister et elo just gesot huet.

Leider sinn d'Regierungsdokumenter fir eis Diskussioun deemstspriechend och kuerzfristeg erakomm, soudass mer als mandatéiert Spriecher am Fong net ze vill Zäit haten, fir eis mat deem wichtige Sujet am Virfeld ausenannerzusetzen. E Sujet, dee mer iwwerregens och hei an der Chamber schon des Éftere behandelt hunn, an zwar am Kader vun enger Heure d'actualité am Joer 2007 an och am Joer 2011, wou d'CSV schon eng Rei Aktiounspiste mat an d'Diskussioun bruecht huet. E Sujet, deen zënterhier nach net u Bedeitung verluer huet! An och, wa Lëtzebuerg geméiss den Donnéeën vun der Weltgesundheitsorganisatioun am Verglach zu den aneren EU-Länner lichter ënner der europäescher Moyenne läit, esou ass all Suicide een ze vill an all Suicide eng Tragédie!

Wa laut OMS weltwäit all 40 Sekonnen e Mënsch sech d'Liewen hëlt an 10- bis 20-mol méi Mënsche probéieren, sech d'Liewen ze huelen, ouni déi ze zielen, wou et guer net esou kloer ass, ob se dann zum Beispill an e Bam wollt rennen oder net, wann dat esou ass, da kann een net méi vun engem marginale Phänomeen schwätzen. D'Politik ass gefuerdert!

Dofir deelt d'CSV d'Meenung vun der Regierung, dass d'Ausschaffe vun engem nationale Suicidepreventiounsplang, esou wéi déi internationalen Instanzen - besonnesch d'OMS - et recommandéieren, eng vun de Prioritéiten vun der Santé publique muss bleiwen. Domat bleiwe mer och an der Kontinuitéit vun den Akzenter vun der viregter Regierung.

Ee grouse Merci un all déi, déi an der „Vernetzungsinstitut fir Suizidpräventioun“ zu Lëtzebuerg schon zënter Joren un deemem Projet schaffen. An de leschte Jore waren et virun allem d'Madame Marie-Jeanne Bremer, déi jo elo an hir wuelverdengte Pensioun geet, an de Fränz D'Onghia wéi och den Dokter Paul Hedo, ënner aneren, déi immens aktiv hei waren. Si hunn no Ofsprooch mam Secteur médico-psychosocial ënnersicht, wou et dann haakt hei zu Lëtzebuerg a wat misst gemaach ginn, fir dass d'Suicidepreventioun besser fonctionnéiert.

D'Organisatioun vun den nationale Suicidepreventiounsdeeg ass nëmmen eng vun den Aktivitéiten, nieft dem exzellenten Internetsite www.prevention-suicide.lu, deen 2013 lancéiert gouf. Och déi lescht Initiativ vum Hëllefstelefon SOS Détresse ass luwenswäert. Sait Februar 2014 gëtt eng SOS OnlineHelp ugebueden an déi ass och scho vill benotzt ginn. D'CSV begréisst och déi global Approche vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee Vertrieeder vun insgesamt sechs Ministère ronderëm een Dësch bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik vum Suicide ass multikausal, also e komplexe Problem an net eleng medezinescher Natur. D'Depressioun ass wuel eng Krankheet an net ze verwiessele mat enger momentaner depressiver Verstëmmung oder Flemm. D'Depressioun kann a muss behandelt ginn, fir dass se net zum Selbstmord féiert. De Risiko, am Liewen un enger Depressioun ze erkranken, läit bei 17%, laut Portail vun der Santé.

Eng genetesch Veranlagung, eng psychiatresch Erkrankung, aner Krankheitsbiller - zum Beispill Hormonkrankheeten, chronesch Krankheeten, eng Behënnerung - oder eng Reaktioun op eng extern Situatioun kënnen dës Krankheet auslösen. Dozou gehéiert Stress op der Aarbecht. Den Observatoire de l'Absentéisme huet festgestallt, dass 2013 hei zu Lëtzebuerg Depressiounen a stressbedéngt Krankheeten e Véirel vun de Laangzäitkrankmeldungen duergestallt hunn, géigeniwwer 17% am Joer 2008. 20% vun den Ugestallte kéinte laut der Etüd vun 2011 iwwert de Bien-être au travail vum CEPS am Optrag vun der Chambre des Salariés vu Burn-out betraff sinn. Mobbing ass och heefeg. An och, wann d'Leit net ëmmer krankgeschriwwen sinn, ass sécherlech hir Produktivitéit op der Aarbecht net méi déi, wéi se soss wär.

Depressiounen bei Kanner duerch Stress respektiv Drock an der Schoul a familiär Problemer huelen zou. Den Alltagsstress, ouni Méiglechkeet sech auszerouen, a keng Bezuchsperson,

déi sech Zäit hëlt nozelauschten, verstärken dat. Suicidaire Iddie kommen och méi heefeg op bei Jugendlechen, déi jo nach méi labil sinn an deenen hir Personalitéit nach net ganz fäerdeg ass, ëmsou méi, wa se Alkohol an Droge konsuméieren oder Gewalt ausgesat sinn, zum Beispill dem Bullying.

Eeler Persoun si méi exposéiert, wa se isoléiert sinn, krank sinn an hir Autonomie verléieren. Deen domat verbundene Selbstwärtverloscht favoriséiert d'Suicidegefor. Dat ass e Phänomeen, deen ëmmer méi zohält an deen eis muss Suerge maachen.

D'Suicidetendenz fënn een awer och bei Suchtpatienten, wou Alkohol, Drogen, Medikamentemissbrauch d'Ursache sinn. An och d'Spillsucht ass net ze ënnerschätzen. Krisisituatiounen, wéi Stierfäll, Scheedung, Aarbechtslosegkeet, Iwwerverscheldung, Wunnungsverloscht, Krankheet, verstärken net nëmmen d'sozial Prekaritéit, mä och déi depressiv Tendenz an domat och de Suiciderisiko.

Traumatesch Erlebnisse - an d'Madame Minister ass schon drop agaangen - duerch en Accident, Gewaltverbrechen, Mësshandlung oder sexuelle Missbrauch, och häuslech Gewalt kënnen posttraumatesch Stéierungen mat suicidal Tendenz provozéieren. A last but not least - eppes, wat an eisem Land net esou spillt - spillt manner Sonn am Wanter oder virun allem an den nordesche Länner och eng Roll bei der Heefegkeet vun den Depressiounen.

Aus deenen Ausféierungen ergëtt sech, dass d'Suicidalitéit an de Gesamtkontext vun der mentaler Gesondheet an der Santé publique iwwerhaapt muss gesat ginn. Dofir deelt d'CSV och d'Meenung vun der Regierung, fir den nationale Suicidepreventiounsplang mat enger Approche op verschidde Achsen opzebauen, déi awer enk mat dem generellen Objektiv, fir d'Ursachen an d'Konsequenze vum Suicide ze bekämpfen, gradesou wéi mat de spezifeschen Objektiv zuesammenhänken.

Ech hu mer soe geloos, d'Regierung hätt sech hei um australesche Modell „LIFE - Living Is For Everyone“ inspiréiert, e ganz gudd Programm, dee seng Preuvé soll gemaach hunn an dee säin Ufank an den 90er Jore fonnt huet an 2007 nach eng Kéier adaptéiert respektiv finaliséiert gouf. Dee Programm ass breet gefächert a baut net eleng nëmmen op d'Psychiatrie op, wat ech begrëssen.

Mä Virreider an deenen dote Programmer waren awer déi nordesche Länner, déi schon Enn der 80er Jore esou Programmer op d'Bee gesat hunn, an och weider Länner sinn do nogezunn. Dofir wollt ech am Fong wëssen, ob d'Regierung do gekuckt huet, wat d'Evaluatioun vun deene Programmer do bruecht huet. Si se evaluéiert ginn? A wat waren d'Kritäre vun der Regierung, fir sech éischter un den australesche Modell hei drunzehänken?

Ech gräifen och e puer Elementer aus de Virschléi vun der Regierung eraus, déi an den Ae vun der CSV besonnesch wichteg sinn. Fir en connaissance de cause à long terme ze handeln, gi weiderhi Statistike gebraucht, déi nach besser ventiléiert solle sinn, zum Beispill no Alter, no Geschlecht, no Risikogrupp, fir nuancéiert an doduerch méi effikass Interventioune méiglech ze maachen. An där Hisiicht si mer hei zu Lëtzebuerg nach oft e Stéifkand.

D'Approche soll op de Besoinne vun de Mënsche baséieren. Wat brauch e Kand, e Jugendlechen, en Erwuessenen, e Mann, eng Fra an esou weider an deem Kontext, wou se liewen, fir sech wuelzespieren? D'CSV plädéiert fir en „Observatoire de la santé“, deen d'Gesondheitsdonnéeën kann ënner strengen Datenschutzkonditiounen erfassen.

Och Enquêtes iwwert d'Wuelbefanne vun deenen eenzelne Gruppen aus eiser Gesellschaft solle weidergefouert ginn, well do si verschidde Leit, déi risquéieren, diskriminéiert ze ginn, wéinst zum Beispill hirer sexueller Ausriichtung, wéinst hirem Geschlecht, hirem Handicap, hirer Nationalitéit an esou weider. An et ass net ze vergiessen, dass si och zu de Risikogruppe kënnen gehéieren.

Gradesou wichteg ass et, déi wëssenschaftlech Recherche virunzedeiwen, zum Beispill am Beräich vun der précocier Interaktioun vum Fötus mat senger Ëmwelt, vun der klengester Kandheet, mam Fokus op déi neurobiologesche Aspekter.

Wéineg Etüde ginn et och iwwert d'Aarbechtskonditiounen vun de Fraen an hir Répercussiounen op hirt Wuelbefannen an hir Gesondheet. Si si méi exposéiert duerch déi duebel an dräifach Belaaschtung vun de Kanner a vum Stot, an ëmsou méi, wann et Elengerzéier sinn. De Volet vun den eelere Persounen, deen ëmmer méi Bedeitung wäert kréien och an den nächste 20 Joer, muss och am A behale ginn.

D'CSV gesäit ee Schwéierpunkt bei enger optimaler Preventioun doran, dass d'Leit selwer ge-



nuch Ressourcen - do gehéiert iwwregens och eng präcoce Bindungsfäegkeet derzou -, also Ressourcë kënnen vu Kand un opbauen, fir hiert Liewen ze meeschten a sech eben och un déi Wiesselen, deenen een an engem Liewen ausgesat ass, un déi wiessend Liewensmänn kennen unzepassen, also och dozou capabel ze sinn.

Vill Facteure spillen dobäi mat, ob dat geléngt oder net. Eng gewëss Liewenshygiène soll unerzu gi mat sämtlechen Aspekter wéi Ernährung, Bewegung, Liewens- respektiv Schlofrhythmus, Stressmanagement, Entspannung, sozial Vernetzung an der Famill, mat Frënn, op der Aarbecht, also och sozial Kompetenzen. Doniewent ass e vernetzte Réseau erfuerdert vu preventive psychopädagogeschen a sozialen Hëllefsméiglechkeeten, wéi Liewensberodung fir verschidden Zilgruppen. E Réseau, dee seng Hëllefsoffer ëmmer nees un déi constatéiert Besoinen an Qualitätsstandarde soll ugepasst kréien.

An den Ae vun der CSV muss d'Psychiatrie méi eng preventiv Roll spillen, besonnesch an der Kanner- an an der Jugendpsychiatrie. Do schaffe se formidabel gutt a si sinn immens sollicitéiert, mä dat ass net onbedéngt e gutt Zeechen, a si mussen och weiderhi besser équipéiert ginn.

Interessant ass och an där Hisiicht de Service de Détection et d'Intervention Précoce pour troubles psychiques, deen um Hôpital Kirchberg ugesiedelt ass, deen awer e Service extrahospitalier ass, deen zesumme mat de Ministären op d'Bege gesat gëtt als Best-Practice-Beispill. Och sollen all déi Moosname besser mam Familljebereich vernetzt ginn.

D'Fréierkennung vun dem suizidale Risiko, ergo eng awer auswegloser Situatioun, soll gradesou e Schlüsselement ginn an deem nationale Preventiounsprogramm. All Leit en première ligne - d'Léierpersounen, d'Personal an de Crèchen, an de Maisons relais, d'Generalisten, och de Médecin référent, wou leider d'Konventionen eesäitig vun der IGSS gekënnegt gouf, d'Kannerdokteren, d'Personal an den Alters- a Fleegeheemer, vun de Soins à domicile, d'Responsabel fir Sécherheet a Gesondheet, d'Responsabel vun de Ressources humaines an de Betriber a beim Stat - brauchen eng extra Sensibilisation respektiv Stärkung, fir d'Alarmsignaler matzäit ze erkennen.

Och bénévolé Mataarbechter hunn e breede Kontakt zu munche Persounen a si hunn eng wichteg Missioun, fir och kënnen dohinner ze orientéieren, wou Leit Hëllef kréien, wann et hinnen net gutt geet.

Sensibiliséiert gi soll och de breede Public, wéi d'Elteren an d'Kanner an d'Jugendlech an de Schoulen. Eng gutt Geleeënheet ass do d'Journée mondiale de la prévention du suicide, déi jo all Joers den 10. September ass, an hei spillen och d'Medie keng onwesentlech Roll, fir dat ënnert d'Leit ze bréngen.

Innovativ Projete solle kënnen méiglech sinn. Als Iddien: déi psychosomatesch Approche zum Beispill verstärken, déi sech besonnesch bei chronische Schmäerzpatienten bewäert, well déi sinn oft hei zu Lëtzebuerg psychotherapeutesch ënnerversuergt. Esou hu mer e Best-Practice-Beispill vun enger Klinik zu Freiburg an zu Gengenbach, d'Celenu Klinik, déi geleet gëtt vum Dokter Ulrich Egle, mat enger Erfollegsquot vu quasi 80%.

An Däitschland ginn et och zum Beispill Mamm- respektiv Papp-Kand-Kuren, déi virgesi si bei Burn-out oder bei psychosomatesche Problemer. Besonnesch Elengerzéier, an der grousser Majoritéit Fraen, sinn eng besonnesch Risikogrupp, där ee kéint esou eng Méiglechkeet bidden.

Am Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou et dann awer ze enger suicidaire Kris oder enger Tentative de suicide - TS - kënn, ass eng professionell Prise en charge vum Patient a sengem Ëmfeld an der Urgence vun der gréisster Wichtigkeet. Hei besteet Verbesserungsbedarf beim Equipement vun de Spideeler.

D'CSV steet hannert der Iddi vun enger dezentraliséierter Psychiatrie. Erfuerdert si regional Krisenzentren, déi fir jiddwieren direkt accessibel sinn an déi no deeneselwechte Qualitätsstandarde fonctionnéieren. Dat ass och de Moment net iwwerall de Fall. Adequat Raimlechkeete fir den Accueil an der Urgence sinn néideg, net nieft engem Rideau, wou op där anerer Säit eng Häerzattack, en Alkoholrausch oder e gebracht Bee behandelt gëtt. Och déi néideg Zäit fir klärend an ënnerstëtzend Gespréicher an enger Sprooch, déi se wa méiglech verstinn, an en adequate mënschleche professionelle Kontakt musse kënnen ugebuede ginn.

Dofir bräichte mer jo do genuch Professioneller, déi déi néideg fachlech a mënschlech Kompetenzen hunn, fir dës hëllefreich Gespréicher an eng effikass Analys vun der Situatioun ze

maachen, soudass herno kann eng sënno vill Prise en charge ugebuede ginn. Et geet net duer, d'Leit mat engem Anxiolytique heemzeschëcke bis zur nächster Tentative de suicide. Grad d'TS sinn oft e Signal, e Ruff no Hëllef! A 75% vun de Betroffene maachen nämlech innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer eng nei TS, och wann déi allermeescht dës Tentativen iwwerliewen.

Eng medikamentös Behandlung ass sécher néideg an enger éischer Phas oder och à moyen terme, fir ze stabiliséieren. Déi modern Antidépresseure sinn och ganz effikass an hu manner Niewewierkungen, mä leider net bei jiddwengem. Et gëllt, dat richtegt Medikament fir dee jeeweilige Patient ze fannen an ze verschreiwen. Et gëtt nun eemol keng Pëll, fir glécklech ze sinn.

Dat féiert mech och zum nächste wichtige Punkt: déi sougenannten „Therapieketten“, déi hei zu Lëtzebuerg feelt. Ëmmer erëm kritt ee mat, dass Mënschen, déi a Kris sinn, kee kontinuierleche Suivi ugebuede kréien an den aktuelle Strukturen. Déi Betraffe selwer hu keen Iwwerbléck an hunn en plus weder d'Energie nach d'Duerchhalteverméigen, fir vun enger Struktur bei déi aner ze fannen, mam Resultat, dass et hinnen onnéidegerweis ëmmer méi schlecht geet. Dat gëllt och fir d'Prise en charge vum familiären Ëmfeld am Fall vun engem Selbstmord oder enger suizidaler Kris. Do bleift nach munches ze maachen.

Et kéint gutt a vill Preventioun gemaach ginn, andeems Mënschen eng adequat Orientéierung am Sënn vun enger multiprofessioneller Approche, a besser nach eng perséinlech Begleitung bis bei déi nächst Betreuungsperson, den Dokter, de Psy, den Assistant, de Service de surendettement, kéinten ugebuede kréien, esou wéi dat an anere Länner an och bei anere Krankheeten Usus ass. D'Waardezäite vun zwee bis dräi Méint bei de verschiddene Berodungsservicer, Psychologen oder Psychiatere, wéi dat de Moment de Fall ass, sinn net nëmme fir déi heite Problematik, mä insgesamt kontraproduktiv a sinn och deene Betroffene net zouzummuden.

Ëmsou méi wichteg ass et, d'Psychotherapiegesetz, dat um Instanzwee ass, qualitativ gutt, mä och praktikabel ze gestalten, fir dass et esou séier wéi méiglech och ka gestëmmt ginn. Vill Leit ginn egal wou hin, fir sech Hëllef ze sichen: vun der Kaarteleeesch bis zur Astro-Rückführung, do läit alles am Repertoire. Dofir ass et onbedéngt néideg, dass ee betraffe Mënsche kann drop hiweisen, fir eng qualitativ gutt psychotherapeutesch Betreuung kënnen opzesichen, a wou se se kënnen fannen, a woubäi ech jo och perséinlech hoffen, dass hei Medeziner an Netmedeziner an deem Kader dann och eng fruchtbar Zesummenaarbecht wäerte kréien.

Sou kéint vill méi fréi eng professionell, seriö Prise en charge gemaach ginn, déi der Persoun hëllef, selbststänneg nei Weeër ze goen, an an engems wa méiglech verhënnere géif, fir ze vill laang op Medikamenter zréckzegräifen, déi risikéieren, ofhängeg ze maachen.

Och wëll ech nach eng Kéier insistéieren drop, dass et immens wichteg ass, de Professionellen eng gutt Formatioun ze bidden, net eleng, fir se och besser ze forméieren, mä fir dass se sech och selwer kënnen schützen an där schwieriger Interventiounsphas, wou se mussen um Terrain intervenéieren. D'Intervenanten an der Urgence, dat begräift d'Protection civile mat hirem Unité (veuillez lire: mat hirem Groupe) de support psychologique, déi eng immens gutt Aarbecht leeschten, an och d'Police, déi, wéi ech weess, op der Polizeischoul en Training mécht, wéi se ka mat suicidegefährdete Persounen ëmgoen, wa se geruff gëtt.

Mä hei ass och nach Verbesserungsbedarf. Am Fall, wou et wierklech zu engem Suicide kënn, muss onbedéngt do sensibiliséiert ginn, dass déi Leit, déi betraffe Famill oder dat Ëmfeld, wou och oft Kanner drënner sinn, net wéi Krimineller behandelt ginn an dass würdeg mat där verstuere Persoun ëmgaange gëtt an dass d'Famill och d'Méiglechkeet kriit, Abschied ze huele vun där Persoun.

Och d'medezinesch Personal an de Spideeler leescht eng formidabel Hëllef. Et muss nach besser ënnerstëtz ginn duerch eng permanent Weiterbildung. Fir déi psychosozial Professione gëllt datselwecht. Mä och d'Gerichtswiese muss net nëmme sensibiliséiert ginn, mä och besser virbereet ginn. Et kann een net, ënner anerem, e kranken, suicidaire Mënsch, deen hypersensibel ass, mat deeneselwechte Poids et mesures jugéiere wéi e knallhaarden Dropgänger ouni Skrupel!

All déi virgenannte Moosname kënnen nëmme effektiv sinn, wann eng national Koordinatioun besteet, an zwar eng, déi e permanenten Austausch tëschent allen Acteuren erméiglecht.

D'Madame Minister schwätzt an hirem Dokument vun enger nationaler Psychiatrieplattform. Heescht dat, dass et sech hei net ëm eng multidisziplinär Approche géif handeln, oder wat ass hei genee ugeduecht? Mir géifen et op jidde Fall bedauern, wann et just op d'Psychiatrie achséiert war an deemem Fall.

Sinn och an deem Programm institutionaliséiert a regelméisseg Échangé virgesinn? Dat ass eng weider Fro, déi mer an deem Kontext hätten.

D'CSV begréisst och e jährelche Rapport national, wou et méiglech ass, eng Evaluatioun vun all den Aktiounen zur Suicidepreventioun ze maachen. Et geet an eisen Aen awer net nëmme duer, gewëss Qualitätsstandarde opzestellen, mä et muss och séchergestallt ginn, dass se effikass sinn. Och d'Effizienz ass ze präiwen, also, fir d'Mëttelen u Personal, un Infrastrukturen, u Geldmëttel, déi zur Verfügung stinn, beschtméiglech anzusetzen, dat gehéiert also gradesou gutt derzou. Dofir misst och eng initial Bestandsopnahm gemaach gi vun allem, wat de Moment existéiert, déi et erméiglecht, en Iwwerbléck ze behalen.

A wéi eng Indicateure si virgesinn, no deenen dee Rapport oder respektiv d'Qualitätsstandarde wäerten opgebaut ginn?

An dat féiert mech och zu menger leschter Bemierkung, déi iwwert de Finanzement, dee vun der Madame Minister chiffriert gouf - also, wat dee ganze Preventiounsplang ubelaangt op eng Dauer vun 2015 bis 2019 - op eng Millioun Euro, also fir déi nächst fënnf Joer.

Mä an deene Budgetartikelen, do fënnt een awer sech schwéier erëm, muss ech soen. D'CSV hätt begréisst, wann hei e bësse méi eng transparent Presentatioun gewiescht wär an och méi en detailléierte Finanzplang, well et ass net iwwersichtlech presentéiert.

Mir wëssen net: Gehéiert et zu dem Spidolswiesen, deelweis, wou Saachen an de Finanzement vun der Enveloppe globale kommen? Gëtt et um Niveau vun de Structures extrahospitalières mat agebaut? Sinn do bestehend Servicer, déi ausgebaut ginn? Ginn nei Initiative geschafen? Mat wéi vill ginn déi finanziert?

Also, mir hunn op jidde Fall hei näischt am Budget 2015 oder am Pluriannuel fonnt, wat detailléiert genuch wär, fir ze wëssen, wat een doraus kéint schléissen. Dofir wëllt mer hei nach weider Detailler hunn.

Op jidde Fall ass et ganz wichteg, hei e finanziellen Iwwerbléck ze behalen. Domat wëll ech awer gesot hunn, dass een natierlech de Problem vun dem Suicide net soll op en ekonomesche Problem reduzéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend begréisst d'CSV insgesamt d'Stoussrichtung vun deem neien nationale Suicidepreventiounsprogramm, ouni awer wëllen dee finanziellen Aspekt, wéi gesot, aus den Aen ze verléieren, deen dann hei net esou kloer ass.

Jiddefalls si mer gespaant op déi offiziell Virstellung muer vun deem Programm a wënschen der Madame Minister och eng glécklech Hand bei senger Ëmsetzung ganz am Sënn vun deene betraffene Leit, déi a grousser psychescher Nout sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Andrich. Nächst Riednerin ass d'Madame Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir meng Mise en matière erlaabt mer vléicht dës puer Aussoe vu Suicidären, déi jiddweree vun eis schonn iergendwann eng Kéier héieren huet a wou mer alleguerten net esou richtig wussten, wat mer zu deem Zäitpunkt sollten dermat ufänken. Wieder wéi: „Et ass scho gutt, geschwënn hutt Der jo Ar Rou. Dat huet jo alles kee Wäert méi. Et wär dach besser fir jiddwieren, wann ech net méi do wär. Ech si jo souwéissou onnëtz.“

An da ginn et Bréwer vun de Suicidéierten - wann et dann iwwerhaapt Bréwer ginn -, an do fënnt een dacks Wieder wéi déi hei: „Et deet mer leed, ech wollt lech elo net wéidoen. Ech hunn et net méi gepackt. Kräischt net wéinst menger. Et ass jo alles meng Schold.“ An, an, an... Dëst, fir ze soen, dass quasi ëmmer datselwecht am Mëttelpunkt steet vun engem Suicide: eng grouss Nout an eng riseg Verzweiflung.

Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et ass wierklech keen einfache Sujet, mat deem mer eis haut befaassen, well de Gedanken un de Suicide, de Gedanken an déi Leit, déi hirem Liewen en Enn gesat hunn oder probéiert hunn, hirem Liewen en Enn ze setzen, de Gedanken un hir Famill-

jen, un hir Frënn, dës Gedanken, déi bréngen eis ganz séier un eis eege Limiten a maachen, dass mer eis op eemol och selwer hëlleflos fillen.

An hannendru stellt sech dann d'Fro: Jo, wat kann ech dann eigentlech maachen? Wat kënnen mir a wat kann d'Gesellschaft an d'Politik maachen, fir ze hëlfe, fir deene Mënschen, déi sech an esou enger auswegloser Situatioun gesinn, nees eng nei Perspektiv ze ginn?

Ech huelen un, dass mer haut de Mëtteg hei am Haus alleguerten eens sinn, dass mer alles mussen ënnerhuelen, wat méiglech ass, fir esou vill wéi méiglech Suiciden ze verhënnere, awer besser nach hinne fréizäitig ganz einfach virzebeugen.

Dofir freet et mech, dass ee ganze Koup vu mengen Iddien och an der Presentatioun vu menger Virgängerin erëmfanne sinn. Onnëtz och elo, fir am Detail op d'Zuelematerial anzegeen oder op d'Ursachen, ob mer et hei elo éischer mat engem méi héije Prozentsaz vu Leit ze dinn hunn, déi ënner engem Trouble mental leiden, schwéieren Depressiounen, ob d'Toxikomanie an all hire Formen am Spill ass, ob Kuerzschlussbehandlungen dozou gefouert hunn oder awer ob et e gutt iwwerluechte Schrëtt war, souzesoen den „eegene Choix“, wéi dacks gesot gëtt, deen am Fall vun engem Suicide wuel awer éischer als „Netchoix“ misst ugesi ginn!

Wien et also ass a wéi vill Leit sech mam Suicide konfrontéiert hunn, op dës Zifferen a Statistike kommen ech, wéi gesot, net méi zréck, d'Madame Minister huet dat in extenso gemaach.

D'Feststellung sinn deemno bekannt, de Kader ass och gesat. Haut geet et also ëm de Vole, deen dora besteet, fir Preventiounsmoosnamen ze schafen, well fir mech kann an däerf e Land wéi Lëtzebuerg, an ech mengen do haaptsächlech e klengt Land, e Land, wou esou viles iwwersichtlech ass, esou ee Land däerf sech et net erlaben, fir esou eng grouss Unzuel Leit ze verléieren duerch Nout oder Verzweiflung. Dee psychologesche Schmäerz, deen eng Persoun dozou féiert, fir hirem Liewen en Enn ze setzen, ass onvirstellbar! Dat soen déi Professionell am Rapport vun der Journée de la prévention du suicide.

D'Preventioun a puncto Suicide ass op dëser Plaz, spriech hei an der Chamber, scho méi wéi eng Kéier thematiséiert ginn, gradesou och an der vieregter Familljekommissioun. D'Pisten, déi deemools tracéiert goufen, an ech baséiere mech hei op e Rapport vum März 2011, ware scho ganz pertinent.

Mat Recht gouf drop higewisen, dass mer et hei mat engem interministerielle Sujet ze dinn hunn, wou souwiel d'Santé, d'Famill, den Travail, d'Jugend, d'Éducatioun, de Sport, d'Justiz, de Seniorebereich an nach vill, vill anerer méi concernéiert sinn an der Preventiounsarbecht.

De Plan national de prévention du suicide ass deemools scho verlaangt ginn, an et ass och rieds gaange vun der Wichtigkeet vun enger Phase d'observation, fir d'Risikopersounen ze déceléieren, esou wéi et a Finland och agefouert gouf. Fir Länner, déi mëttlerweil mat engem pousséierte Suicidepreventiounsprogramm schaffen, ass et kloer, dass d'Suicidepreventioun méiglech ass an dass se hir Friichten dréit.

Erlaabt mer op dëser Plaz e klenge philosopheschen Exkurs. De Fransous Émile Durkheim, dat ass de Begrënner vun der moderner Sociologie, huet 1897 a senger Étude sociologique mam Titel „Le suicide“ geschriwwen: «Le suicide varie en fonction inverse du degré d'intégration des groupes sociaux dont fait partie l'individu. (...) Quand la société est fortement intégrée, elle tient les individus sous sa dépendance, elle considère qu'ils sont à son service et, par conséquent, ne leur permet pas de disposer d'eux-mêmes à leur fantaisie.»

Den Durkheim, dee schwätzt och grosso modo vu véier groussen Typologie vu Suiciden: Jee nodeems, ob een elo ze weing oder ze vill integriert ass, schwätzt ee vun engem „suicide égoïste“ oder vun engem „suicide altruiste“. A jee nodeems, ob et elo e Mangel oder en Exzess u Regele vun der Gesellschaft gëtt, schwätzt ee vun engem „suicide anémique“ oder engem „suicide fataliste“.

Interessant um Durkheim senger Typologie, a firwat ech et eigentlech och elo zitéiert hunn, ass, dass déi schonns viru méi wéi honnert Joer an awer och nach haut hir Gültigkeet huet. An dat fir déi, déi elo soen, dass jo fréier souwéissou alles besser gewiescht wier an dass d'Mënschen



iwwert d'Famill oder d'Relioun oder soss Wäertesystemer vill méi agebonne gewiescht wieren.

Fakt ass: Et kann een d'Entwécklung vun der Gesellschaft net bremsen an och net réckgängig maachen. Wat awer bleift, dat ass de Besoin vun de Mënschen un engem gewësse Mooss vun Zesummegehéiregkeetsgefühl, vu gemeinsamer Valeuren a Regelen, déi jidderengem als Individuum och nach genuch Raum fir seng Entwécklung a seng Entfaltung loosse.

Al Gesellschaftsstrukture ginn opgebrach, well se net méi zäitgeméis sinn. De Vide, deen do entsteet, dee mécht erëm eng Kéier Plaz fir nei Strukturen, fir nei Valeuren entstoën ze loosse. Der Exklusivitéit virbeugen, Inklusioun a sozialen Zesummenhalt férdere, dat brauche mer haut an awer och an Zukunft, an och nach gradesou vill wéi fréier. Mä dat muss haut aneschters geduecht an och aneschters realiséiert ginn, well et eben net méi ka funktionéieren wéi fréier, wéi d'Mënsche sech bereetwëlleg an e gesellschaftlechen oder reliéisen hierarchesche System agefügt hunn.

An deem Sënn gesinn ech och de Plan d'action national als Outil, fir op deene Plazen de Besoin an de Manktum vu Parametere opzedecken an och gegebenenfalls ze substituieren.

De Wee dohinner bréngt awer mat sech, dass de Suicide enttabuiséiert gëtt an dass d'Besosstsin, d'Opmierksamkeit fir d'Realitéit vun der Thematik vum Suicide an domadder och d'Problematik mussen an der Gesellschaft geschärft an och geférdert ginn. D'Sensibilisatiounscampagnen, déi nach wäit iwwer eng Journée de la prévention du suicide ginn, solle mat Respekt a mat ganz vill Fingerspéizegefühl lancéiert ginn. An och grad hei hunn d'Medien hire professionellen an och soziale Rôle ze erfëllen.

Wa mer eis un de franséischen Donnéeën orientéieren, déi soen, dass bis zu 70% vun de Suicidanten dee Mount virum Passage à l'acte bei hirem Dokter waren, dann drängt d'Fro sech natierlech op, ob net bei de sougenannten „personnes de référence“, also den Dokteren oder de Sozialaarbechter, eng spezifesch Formatioun noutwendeg wier, fir déi gutt verstoppte Symptomer an och Unzeeche matzäit ze detektieren.

Wier et net och ubruecht, grad am Domän vun der Preventiounsaarbecht de Facteur Zäit bei der Facturatioun an och bei der Prise en charge vun den Dokteschconsultatiounen mat eranzehuelen?

Déiselwecht Iwwerleeung a Saache Formatioun a Sensibiliséierung geet och a Richtung Enseignement, wou duerch de geschoulte Bléck vum Léierpersonal déi Jonk zum richtege Moment an eng psychologesch Betreuung kéinten orientéiert ginn.

Ganz begreissenswäert fannen ech Pilotprojete wéi d'Mosaikklassen zum Beispill, déi och méttlerweil hir Preuvé gemaach hunn a wouhinner jonk Leit mat engem opfalende Verhalten direkt orientéiert ginn, fir do ënner engem professionellen Encadrement souwuel vun hirem Tuteur an dann awer och vun de Psychologe vun SPOS hire Studium kënnen ze maachen.

An der Konkusioun vun engem Guide des bonnes pratiques vun der Prévention suicide aus dem Québec gëtt virdru gewarnt, dass eng Personne à risque selwer a ganz eleng hire Wee duerch déi verschidde professionell Ulafstelle soll maachen. Eng personaliséiert Begleitung wier onëmänglech, desto méi dass mer et hei mat enger ganz fragiller Persoun ze dinn hunn, déi an hirem suicidairen Phas kee Moyen fënnt, fir sech verständlech ze artikulieren. De Sécherheitsfilet misst deemto esou enk wéi méiglech ronderëm dee potenzielle Selbstmordkandidat geflecht ginn.

E Bléck op den exzellente Internetsite - an ech kommen do nach eng Kéier op dat, wat meng Virriednerin scho gesot huet -, den Internetsite www.prevention-suicide.lu weist, dass et eng ganz Rei vun exzellente Servicer gëtt, déi eng gutt Aarbecht maachen. An d'Erausfuereung ass awer elo, dass déi Servicer dobaussen nach vill, vill méi bekannt ginn an dass hir Offer och nach weider ausgebaut gëtt. Et soll an enger Koordinatioun geschafft ginn an an enger absoluter Vernetzung.

Ech hu mer erlaabt, net méi spéit wéi gëschter Owend am Kader vun enger interessanter Konferenz zum Kanner-Jugendtelefon eng kleng perséinlech a bäi Wäitem net representativ Enquête ze maachen, wou jiddweree sech eens war, dass mer zu Lëtzebuerg eng gutt Servicer hunn. Leider ass déi Offer esou grouss, dass eigentlech kee Mënsch méi duerch deen Urwald duerchgesäit. Dat Wuert „Kuddelmud-

del“ ass souguer op d'Tapéit komm, soudass ech wierklech wëlles hat, fir dat dann och haut weiderzedroen a fir wierklech déi exzellente Servicer dann och, wéi gesot, bekannt ze maachen an hirem Spezifisitéit fir jiddweree.

D'Iddi vum Suicide kënn gemengerhand net vun haut op muer. Déi dréit een eng Zäitche mat sech ronderëm. Den Déclat fir de Passage à l'acte, dee gëtt awer als Kuerzschlussbehandlung beschriwwen. Hei ass dann dee sougenannte „plan d'action d'urgence“ gefrot. Et geet drëms, fir d'Moyenen, déi een hält, fir sech ze suicidieren, anzegrenzen, fir den Zougang ze erschwieren.

Jo, wann ech generell derfir sinn, dass d'Mënschen natierlech d'Fräiheet hunn, fir iwwer sech an iwwer hirt Liewen ze decidieren, esou ginn et dann awer Momenter, wou et sënnavoll an néideg ass, fir se viru sech selwer ze schützen. Ech referéiere mech op en Artikel aus der „Zeit“, dee seet: „Bringt man Menschen sicher durch diese akuten Krisen, werden viele von ihnen wieder gesund.“

Eng Etüd aus Amerika bréngt eigentlech de Gégebeweis zu der geleefere Meenung, dass Leit, déi sech wëlle suicidieren, dat fréier oder spéider egal wéi géife maachen. Abee, vu 515 Mënschen, déi vum Gelänner vun der Golden Gate Bridge in extremis erofgehol goufen, sinn der 25 Joer méi spéit just nach - oder soll ee soen: awer nach? - 25 un engem Suicide gestuerwen. Dat si grad emol 4,9%. Oder aneschters gekuckt: 95,1% haten d'Chance, dass ee se gehënnert huet um Sprangen! Si sinn net einfach gaangen an hunn déi nächst Méiglechkeet gesicht, fir sech emzebréngen. Neen, si hu weidergelieft! Dozou muss een natierlech soen, dass och hei eng adequat „post-vention“ bei deene Leit gemaach gouf, also eng Nobehandlung souzesoen, déi jo dann och hir Friichte gedroen huet.

D'Schwäizer Experte soen: „Baut Netze unter die Brücken, schließt die Armeewaffen weg, schickt Patrouillen zu den Gleisen. Informiert die Leute darüber, dass Depressionen eine heilbare Krankheit sind. Nicht immer, aber oft.“

Eis däitsch Noperen, déi deelen hire Suicidepreventiounsprogramm an dräi Niveauen an, an deen erstreckt sech vun der primärer Preventioun, wou allgemeng suicidepreventiv Moossname presentéiert ginn, iwwer eng secondaire Phas mat der Erkennung an der Behandlung vu suicidegefährdete Mënschen, bis hi bei déi tertiäre Preventioun, wou Persounen no enger Tentative de suicide eng spezifesch Versuereung kréien. Esou soll eigentlech an all Phas jiddweree, deen Hëllef brauch, déi och onkomplizéiert a séier ugebuete kréien, an dee ganze Spektrum vun der Problematik wier dann och esou ofgedeckt.

Et gi vill Beispiller, un deene Lëtzebuerg sech kéint inspiréieren, an de But ass iwwerall deeselwechten: d'Liewe retten an et duerno natierlech och erëm liewenswäert maachen.

D'Viraussetzung ass awer och, dass d'Liewe virun der Verzweiflungsphas och schonn als liewenswäert ugesi gouf an dass elementar Valeuren an och de Respekt virum eegene Kierper an dem Liewen am grousser Ganze virdrun och bestanen hunn. Dat bedeit, dass ee scho vill méi fréi an och ganz breet muss mat der Preventioun ufänken.

Et gëtt eng ganz Lëscht, déi ech lech elo nach kéint opzielen: vun de gesellschaftlechen an de moralesche Valeuren, dass een déi soll vu klengem u férdere; bei der Kannerbetreuung, an der Schoul d'Perséinlechkeet stärke, sozial Kompetenz vermëttelen; Hëllef fir Jonker, déi an hirem Perséinlechkeet nach net esou stabiliséiert sinn, an, an, an.

Ech hunn lech awer e klengt Beispill just matbruecht, wat ech och net méi spéit wéi gëschter Owend gewuer gi sinn: E Kand, wat an enger Verzweiflungsphas ass - an dat ass eng Etüd, déi dat anscheinend och beweist, leider! -, esou ee Kand, dat géif anscheinend op zéng verschidde Plazen uklappen, bis dass et fir d'Éischt dat néidegt Gehéier kritt!

Gëtt dat eis net ze denken? Ass do net d'Fro, ob net grad mir als Erwuesse schonn do versot hunn?

Erlaabt mer um Rand, och nach just eng kleng Fro an de Raum ze geieren: Ass et normal, dass mer haut Leit verléieren duerch negativ Auswierkung vun enger virtueller Welt? Cybermobbing féiert an den Doud! Dat Thema misst een thematiséieren, et géif awer haut de Kader sprengen. Ech soe just: Och hei ass Handlungsbedarf op politeschem a verschärft natierlech och op juristeschem Niveau.

D'Schwéierpunkte fir e Plan d'action national missten also ganz kloer definéiert an och schnellstméiglech emgesat ginn. An op dës Lëscht gehéieren:

- d'Recherche, fir de Profil ze definéieren, an och eng Observatiounsphas vum Verhalten;

- firwat net emol Formulieren ausschaffe mat predefinierte Froen, fir souwuel an de Schoule wéi och an den Entrepen, an de Betriber de psychesche Bols ze fillen? Iwwregens klappt dat ganz gutt an de Mosaikklassen;

- zousätzlech Formatioun bei de Referenzpersounen am medezinesche Beräich, wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, an och am Enseignement, fir d'Unzeeche schnellstméiglech ze detektieren;

- de Facteur Zäit bei de Consultatiounen considéieren;

- déi bestehend Hëllefsservicer ausbauen, materiell an awer och um Personalplang;

- de Suicide enttabuiséieren a mat respektvolle Sensibilisatiounscampagnen d'Press verstärkt an de Projet vun Plan national abannen;

- d'Famill an och natierlech dat ganz Ëmfeld net vergiessen an och fir si déi néideg Ulafstellen ubidden;

- wichtig och: Moyene fräischalte fir eng spezifesch Téléfonulafstell, déi 24 Stonnen op 24 funktionéiert.

An elo, zum Ofschluss, géif ech lech nach ganz gären e kleng Gedanke mat op de Wee ginn, fir ze meditieren: Nächst hält sech besser wéi e Problem, iwwert deen een net schwätzt!

Iwwer eng méiglech Suite, mengen ech, hunn ech elo laang genuch geschwat. Dofir elo scho Merci, Madame Minister, fir dee beschtméigleche Preventiounsplang auszeschaffen, deen eist Land esou néideg brauch!

Merci fir Äert Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Hemmen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer 800.000 Mënsche suicidieren sech weltwäit am Laf vun engem Joer. Dës Zuel weist, dass de Suicide en eescht ze huelende Sujet ass, och hei zu Lëtzebuerg, wou mer am Duerchschnëtt ee bis zwee Suiciden an der Woch ze verzechen hunn.

De Premierminister Xavier Bettel hat schonn 2007, wéi hien nach Deputéiert war, déi gutt Iddi, dese Sujet am Kader vun enger Aktualitéitsstounn öffentlich an der Chamber diskutieren ze loosse. 2011 hat och meng Fraktioun nach eng Kéier eng Aktualitéitsstounn gefrot, fir iwwert d'Problematik ze debattieren. Zanterhier sinn eng Rei Jore vergaangen.

Wat huet sech säitdeem gedomt? Et stelle sech weiderhin Erausfuereungen an der Preventioun vum Suicide. De Plan national de prévention, deen och schonn deemools abordéiert a gefuereert gouf, gëtt et zwar bis elo nach net, mä et gouf déi lescht Méint intensiv dru geschafft. Dofir sinn ech frou, dass eis Gesondheitsministesch gefrot huet, fir desen delikaten, mä ganz wichtige Sujet am Kader vun engem Débat de consultation erëm op den Ordre du jour vun der Chamber ze setzen.

Och wann d'Statistik fir Lëtzebuerg mat offiziell 80 Suicidé fir 2013 stabel ass, heescht dat net, dass een näischt ënnerhuele misst. Bei déi 80 Suicidé kommen der nach vill, déi net als solch zu honnert Prozent ze erkenne sinn an do duerch eben net an d'Statistik afléissen. Wéi héich déi sougenannte Donkelziffer ass, weess effektiv keen. Wéi dacks liest ee vun engem Autosaccident, wou jiddere sech freet, wéi et méiglech war op richter an dréchener Streck mat Vollkaracho an e Bam ze rennen. Dacks freet ee sech, ob dat wierklech en Accident wéinst iwwerhéichter Vitesse war oder ob et net awer e Suicide war.

D'Zuel vun de Suiciden hei zu Lëtzebuerg läit ënnert der europäescher Moyenne. Eis Chiffere gi kee klengen Trend ze erkennen. D'Bevëlkerung ass an deene leschte Jore stänneg gewuess, de Suicidetaux blouf relativ stabel. Dat kann een als positiv bewäerten. Trotzdeem därefer mer net inaktiv sinn. Bei den 18- bis 40-Jähregen ass de Suicide nach ëmmer déi éischt Doudesursaach iwwerhaupt, virun Autosaccident, Kriibs an Alkoholismus. Dofir muss een de Suicide als e gesellschaftleche Problem eescht huelen an dergéint virgoen.

Suicidepreventioun ass méiglech a si ass noutwendeg! Well hanner 80 Suicidé stinn och Dosende vu Schicksaler vu Familljen, vu Frënn an Aarbechtskolleegen, deenen hirt Liewen och duerch de Verloscht vun engem Mënsch, deen engem nosteet, op d'Kopp gehäit gëtt.

Ech mengen, jiddere vun eis gouf schonn eng Kéier direkt oder indirekt mam Sujet konfrontéiert, sief et, dass ee Mënsch sech suicidéiert huet, deen ee gutt kann huet, oder dass et e Suicideversuch a sengem berufflechen a gesellschaftlechen Ëmfeld gouf.

Et muss ee wëssen, dass 25% vun de Leit eng Kéier an hirem Liewen ënner enger psychescher Krankheet leiden oder a séilesch Nout geroden. Eng vun zwou Persoune kennt e Fall an hirem Ëmfeld, wou eng Persoun u psychesche Problemer leit. Dës Leide belaauscht net nëmmer hir Familljen, mä kann zur Isolierung, zur Stigmatisierung féieren a mécht et schwéier, den Alldag ze géieren.

Sécher, all Mënsch kann a sengem Liewe ganz schwéier Momenter hunn, Momenter, wou een net méi an nach aus weess. Wéi verzweifelt muss awer e Mënsch sinn, dass e keen aneren Auswee méi gesäit, wéi aus sengem Liewen ze trieden? Wat bedeit dat fir d'Famill, besonnesch fir de Partner, d'Elteren, d'Geschwëster a virun allem fir d'Kanner, déi de Verstuerwenen hannerléisst? Esou eng Dot ass jo ni ouni psychologesch, sozial a finanziell Konsequenzen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An eiser dacks iwwerflächlecher Zäit kréie mer d'Problemer an déi séilesch Nout vun engem Mënsch dacks net mat. Wéi iwwerrascht ass een dann, wann et zu engem Suicide kënn. De Mënsch, deen op esou eng Manéier aus dem Liewen trëtt, hannerléisst fir seng Matmënschen e risegt Lach. Seng Perséinlechkeet, säi Kënnen, säin Asaz fir aneren, seng Léift zu senger Famill a besonnesch zu senger Kanner feelen iwwerall.

Schlëmm, jo dramatesch ass et och, wann esou e Suicide am öffentliche Raum geschitt, an enger Schoul zum Beispill. Esou Fäll gouf et och hei zu Lëtzebuerg. An et ass fir déi respektiv Schoulgemeinschaft e béise Schock, dee bal jidderegem eng Zäit laang an de Glider setzt a kengem esou séier aus dem Kapp geet. Do freet jiddere sech: Firwat? Firwat huet et esou wäit misse kommen? Firwat huet keen d'Unzeeche fir esou eng méiglech Dot gemierkt oder gespuert? Firwat konnte mir dat net verhënnere? Dofir ass et wichtig, d'Leit ze sensibilisieren, fir dass se op d'Alarmsignaler reagieren kënnen.

Bei de Suicideversich ass et dacks esou, dass déi Betraffen am Fong guer net stierwe wëllen, mä dass et sech ëm e verzweifelte Appell handelt. Si wëllen am Fong op eng brutal Aart a Weis dorobber opmierksam maachen, dass et hinnen net gutt geet, dass se Hëllef brauchen an dono sichen. Dese Leit ka gehollef ginn! Et muss een allerdéngs d'Signaler erkennen.

Dat direkt Ëmfeld, also besonnesch d'Famill a Frënn, muss wëssen, wéi ee mat engem emgeet, bei deem d'Gefor besteet, dass e sech d'Liewe kéint huelen. Si kënnen e ganz wichtige Bäitrag leeschten, fir ze hëlfe. Si kennen de Betraffenen am beschten. Si kennen seng Stärken a kënnen him och des opzielen. Si kënnen en opmonteren, andeems se him ze verstoe ginn, dass net alles esou negativ, esou schwaarz ass, wéi hien et momentan gesäit, an dass seng Qualitéiten an Talenter derwäert sinn, fir weiderzeliwen, a si kënnen drop awierken, fir no professioneller Hëllef ze sichen, wann dat sech als néideg erweist.

Ganz wichtig ass et, dem Betraffenen ze verstoen ze ginn, dass wann hien oder si net méi do wier, e grouss Vide géif entstoën. Et muss een ze verstoe ginn, dass een e schätzt a seng Frëndschaft net méisse wëllt. Et ass wichtig, d'Selbstwärtgefühl vun deem Betraffenen ze stärke, him d'Gefill ze ginn, mat senger Problemer net eleng gelooss ze sinn, ze weisen, dass een e gären huet, dass e wichtig ass, dass en net veruecht gëtt, a virun allem ze versichen, en ze iwwerzeegen, dass et eng Alternativ gëtt. A virun allem, dass de Suicide keng Léisung, jo, keng Erléisung ass!

Schwätzen an nolauschtere ka vill bewierken! Eis Gesellschaft muss also ophalen, psychesche Krankheete wéi d'Depressioun, de Burn-out oder de Suicide ze stigmatisieren. Et muss ee se als Krankheet akzeptieren, déi geheelt ka ginn. Et ass och wichtig, dass déi Persoun, déi Suicidegedanken huet, weess, dass et Plaze gëtt, wou si oder hie verstane gëtt a wou hir oder him ka gehollef ginn. Dofir muss mir genuch qualifizéiert Leit mat psychotherapeutesche Kompetenzen um Terrain hunn, fir des Leit kënnen gutt opzefänken.

Madame Presidentin, et ass also wichtig, dass déi Leit, déi a Kontakt mat enger Persoun sinn, déi Suicidegedanken opbaut, wëssen, wat ze ënnerhuelen ass an d'Hëllefsméiglechkeete kennen. Ech denken do net nëmmer un d'Famill, un d'Frënn an d'Aarbechtskolleegen, mä och u Leit, bei deenen de Betraffenen Hëllef siche geet.

Dat ass zum Beispill den Hausdokter oder de sougenannte Referenzdokter, et ass d'éinescht gesot ginn. Dese ass meeschtens e privilegiéierten Usprechpartner, deem d'Leit sech och confiieren. Ongeféier 50% vun de Leit, déi versiche sech ze suicidieren, consultéieren an de Woche virdrun e Generalist. Dofir fannen ech, dass de Sujet Suicide en Thema an hirem Aus- a Weiderbildung muss sinn a bleiwen!



D'Hausdokteren, mä och d'Infirmièren, d'Fleegepersonal, d'Sozialaarbechter, d'Erzéier an d'Psychologen, all déi Leit, déi mat suicidegefährdete Mënschen ëfters a Kontakt kommen, mussen wëssen, wéi een esou enger Persoun am beschte weiderhëllef kann a wéi eis national Strukturen opgebaut sinn, fir esou Leit ze enca-dréieren. Do ass och d'Politik gefrot.

A menger Fraktioun hu mir jo zwee Dokteren. Ech hu mat hinnen iwwert de Sujet geschwat. Den Edy Mertens sot mer, datt et trotz enger gewëssener Mënschkenntnis, déi een als Dokter iwwer Joren, Jorzéngten opbaut, schwéier wier, honnert Prozent hannert d'Fassad vu verschiddene Leit ze kucken. Si komme bei een an d'Praxis, fille sech gutt, si versécheren engem, datt erëm alles an der Rei ass. Wann den Dokter dann awer owes en Téléfon kritt an een him matdeelt, datt dee Patient, dee mëttes nach an der Praxis war, sech suicidéiert huet, realiséiert een, datt deen engem mëttes carrément verheemlecht huet, wat wierklech an him virgoung.

Et gi suicidare Mënschen, déi kloer weisen, wou si dru sinn. Mä et ginn der och, déi verstoppen, wéi et hinne wierklech geet. Émsou méi wichteg ass et, datt all Professioneller geschoult ginn, fir d'Signaler ze erkennen an den Émgang mat Mënschen, déi suicidegefährdet sinn, ze beherrschen.

En anere Beräich, wou de Suicide muss thematiséiert ginn, ass den Enseignement, et gouf éineschters och scho gesot. Och wann de Suicidetaux bei de Jonke manner héich ass wéi an aneren Alterskategorien, ass den Doud vun engem Jugendlechen awer ëmmer en äusserst dramatescht Evenement. Wéi dacks héiert ee vu Mobbing an Erpressung an eise Schoulen! Do gi schonn op Septième, an etlech Mol éischter, Kanner an de soziale Medie gemobbt. Nach virun enger Woch huet e Professeschkolleeg mer dat bestätegt. Dat geet esou wäit, datt ee jonk Mënschen, déi virun allem doheem och net doriwwer schwätzen oder keen Halt an der Famill fannen, regelrecht an de Suicide dreift! Beispiller heiheem an iwwert d'Grenzen eraus gétt et méi, wéi ee mengt.

Dofir fannen ech, datt an der Ausbildung vum Léierpersonal, besonnesch am Secondaire, de Sujet vum Suicide a vun der Santé mentale mat an de Léierprogramm vum Stage pédagogique opgeholl muss ginn. Och si mussen éischters d'Symptomer erkenne kënnen an och zweites wëssen, wat ze maachen ass, fir esou en Drama ze évitieren.

2010 gouf vum Lëtzebuerg och eng Etüd zum Thema Suicide bei iwwer 1.500 Salarié vum der Salariatskummer duerchgefouert. Do gong draus ervir, datt 10% vun de Salarié schonn iwwer e Suicide nogeduecht hunn, 6% scho konkret Pläng gemaach haten an 3% versicht hunn, dës Pläng ëmzesetzen. Ech wëll domadder soen, datt de Stress op der Aarbecht, e Burn-out, Mobbing oder schlecht Aarbechtskonditiounen och e Mënsch zum Suicide dreiwéi kënnen. Mir kennen esou Fäll aus dem Ausland. Op der Aarbecht sinn also och d'Aarbechtskolleeg gefrot, fir d'Signaler ze erkennen an ze reagieren. Awer och de Patron huet eng gewësse Responsabilitéit, fir sech ëm d'Wuelbefanne vu sengen Employéen ze këmmen.

Madame Presidentin, während der Aktualitéitsstonn vun 2011 hei an der Chamber hat ech am Numm vun der DP-Fraktioun festgestallt, datt d'Kommunikatioun tëschent de Professionellen an der Suicidebehandlung, mä och d'Koordinatioun an d'Iwwergang tëschent de betroffene Servicer Verbesserungsfäeg wieren. Et ginn nach keng Standardprozedure fir d'Betreiung vu Leit, déi grad e Suicideversuch ënnerholl hunn. D'Betreiung vun de Leit en détresse ass nach ëmmer vill ze vill compartimentéiert an hänkt och heiansdo vun der Klinik of, wou ee grad higeet. Dofir sinn ech frou ze liesen, datt am Plan d'action, deen elo soll finaliséiert ginn, dës Problematik an der Achs 4 thematiséiert a festgehale ginn ass.

Ech hat mech 2011 och gefrot, ob déi betraffte Servicer déi néideg Mëttel hunn, fir och kuerzfristeg engem suicidegefährdete Mënsch e Rendez-vous ze ginn oder en adequate Suivi ze maachen. Wann een nämlech esou engem Mënsch seet, komm an e puer Deeg, an zwou Wochen oder an zwee Méint erëm, dann ass de Risiko grous, datt et bis dohinner ze spéit ass!

Am selwechte Gedanke froen ech mech, ob mir am klengen Lëtzebuerg breet genuch opgestallt sinn, fir suicidare Leit à chaud kënnen ze hëllefen. Et muss ee wëssen, datt déi zwou Hauptaufstellungen, Prévention Suicide an SOS Détresse, zwar eng Helpline hunn, mä datt dës net ronderëm d'Auer besat ass.

Et goufen zwar Efforte gemaach, fir d'Betriebszäiten auszedehnen an et kann ee mëttlerweil och d'Weekender bis siwen Auer moies uruffen. Doriwwer eraus kann een och elo bei SOS Dé-

tresse all Dag an der Nuecht eng E-Mail mat sengem Uleies schécken. Mä déi gétt dann eréischt den Dag duerno beäntwert.

Ass et dann, muss ee sech froen, eventuell net schonn ze spéit? Well wann de Gedanken, fir sech d'Liewen ze huelen, schonn esou ausgeräift ass, datt ee kuerz virdu steet, fir sech eppes unzedoen, da froen ech mech, ob de Fait, datt eng Helpline net errechbar ass, de richtige Wee ass. Besonnesch nuets, wou een déi negativ Erfahrung verschafft, déi ee während dem Dag erlieft huet, sief et op der Schaff oder an der Schoul, ass de Risiko vun enger Verzweiflungsdot oder enger Kuerzschlussreaktioun méi grous.

Ech froe mech, ob mer net sollen eng Disponibilitéit vu 7 Deeg op 7, 24 op 24 Stonnen ustriewen. Ech hunn iwwerregens gelies, datt zu New York an zu San Francisco Telefonen op bestëmmte Brécken operéiert goufen, vu wou eng suicidegefährdet Persoun ronderëm d'Auer kann uruffen. Do stinn op all puer Meter Schël-der mat Opschrëfte wéi zum Beispill: „There is hope, make a call, the consequences of jumping over this bridge are fatal and tragic“. Vu datt d'Brécken och hei am Land benotzt ginn, fir an den Doud ze sprangen, froen ech mech, ob esou Preventiounsschël-der net bei eis och géife Sënn maachen.

Madame Presidentin, d'Ursaache fir e Suicide kënnen äusserst ënnerschiddlech sinn. Dat geet vun enttäuschte Bezéiungen am Familjeliewen iwwer onertragleche Stress am berufleche Liewen, systematesch a subtil ugeluechten Diskriminierung op der Aarbechtsplaz oder am gesellschaftleche Liewen, bis hin zu Mobbing an all senge Facetten. Et bleift och keng sozial, kulturell Schicht verschoult!

Zu Lëtzebuerg suicidéiere sech vill Leit, déi guer keng Geldsuergen hunn, mä wou de Schong op enger anerer Plaz dréckt. Meng Virriedner hunn dat virdrun évoquéiert an hunn do eng ganz Rei vun Ursaache genannt. Souguer Millionären aus dem sougenannten „showbiz“ bleiwen net verschoult, wéi déi rezent Suicidé vu Robin Williams oder Whitney Houston an anere bewisen.

Dacks hannerléist de Verstuerwenen e Bréif, e leschte Message mat Erklärungen. Dacks ass et awer och esou, datt kee Mënsch richtig gewuer gétt, wat wierklech de Grond war, firwat dee Betreffene sengem Liewen abrupt an ouni Ukënnegung en Enn gesat huet. Dofir fannen ech et och richtig a wichteg, datt an der Achs 1 vum Plan d'action virgesinn ass, d'Fuer-schung op dësem Gebitt ze férdere. Epidemiologesch Studie gi gebraucht, fir ze verstoen, firwat e Mënsch sech ëmbruecht huet. Dann ass et nämlech méi einfach, eng wirksam Preventioun duerno auszeriichten.

Madame Presidentin, 2011 hat ech hei gesot: „D'Politik ass gefuerdert, fir déi optimal Rahmebedingungen ze schafen, fir datt déi néideg Moosnamen an der Suicidepreventioun vun den Acteuren um Terrain ëmgesat kënnen ginn.“ Mam Ausschaffe vum Plan national de prévention huet d'Politik hir Hausaufgabe gemaach.

Ech si frou ze héieren, datt d'Leit um Terrain intensiv un der Elaboratioun vun deem Plang matgeschafft hunn an datt net manner wéi siwe Ministère an engem Groupe de travail interministériel an intersectoriel zesummege-schafft hunn. Dëst ass déi koordinéiert Approche, déi mer als DP-Fraktioun gefuerdert haten an déi am meeschte Chancen huet, eng wirksam Suicidepreventioun op d'Been ze stellen. Ech sinn och frou doriwwer, datt den Input vun dësen Aktualitéitsstonnen 2007, 2011 och derzou bägedroen huet, fir eisen nationale Preventiounsplang auszeschaffen.

Fir ofzeschlësse widerhuelen ech nach eng Kéier déi wichtegst Baustelle bei der Preventioun vum Suicide:

1. Eng méi cibléiert Preventioun ad hoc an eng breet Sensibilisatioun vun der Bevëlkerung sinn erfuerdert, besonnesch bei de Risikogruppen.
2. D'Aus- a Weiterbildung vun de Leit um Terrain ass eng Noutwendegkeet.
3. D'Koordinatioun vun de Servicer, sief et bei der Preventioun, dem Traitement oder der Begleitung vun de Leit, muss nach verbessert ginn. Dat ass den drëtten Punkt.
4. D'Fuerschung, besonnesch vun den Ursaachen, déi d'Leit zum Suicide driewen, muss weider encouragéiert ginn. Ech denken, do misste mer eis all eens sinn.

Zum Schluss wëilt ech de Spezialiste vum Terrain, déi mech op dësem Plang beroden hunn, Merci soe fir hir Begleitung. Merci och dem Christian Lamesch vun der Fraktioun fir säi Suivi an dësem wichtige Dossier.

Ech soen lech Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Bauler fir seng interessant Iwwerleeungen. Als nächst ageschriwwer Riednerin ruffen ech op d'Tribün: d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem eegene Liewen en Enn ze setzen, aus wéi enge Motiven an aus wéi enger Situatioun eraus och ëmmer, bedeit niewent dem perséinleche Schicksalsschlag och eng Nidderlag an e Versoe vun der Gesellschaft. Dëst émsou méi, wa jonk Mënschen am Suicide den eenzegen Auswee gesinn.

Mat dëser Ausso vun Ärem éisträicheschen Homolog, dem Alois Stöger, wëilt ech lech, Madame Minister, e grouss Merci ausdrécken, dass Der déi wichteg Debatt vun haut erméiglecht hutt.

Viru Jorzéngte wär se net méiglech gewiescht. Well de Suicide ass während laange Joren - oder soe mer emol „viru Jorhonnerten“, viru Jorzéngten huet et ugefaangen, besser ze ginn -, viru Jorhonnerten ass de Suicide verdäiwelt ginn. En ass als Mord an als Grausamkeet géintwuer sech selwer a géintwuer der Gesellschaft ugesi ginn, während vu Preventioun a vun Hëllefsmoosnamen net geschwat ginn ass.

Zum Gléck hu sech am Laf vun de Joren awer méi human Stréimungen entwéckelt, wou ech och den Émile Durkheim wëilt nennen - d'Madame Hemmen huet en zitéiert. Et war den éischte Soziolog, deen am Beräich vum Suicide Geschicht geschriwwen huet. Et sinn awer och aner Stréimungen entstanen, esou zum Beispill d'Individualpsychologie an d'Psychiatrie, déi am Suicide méi vu perséinlechen Erfahrungen, der perséinlecher Geschicht an individuellen Dispositionen ausgaange sinn.

Haut féiert natierlech kee Wee laanscht all déi Erkenntnisser an Erklärungsmodeller aus der Vergaangenheet, fir de komplexe Phänomeen ze verstoen, adequat domat ëmzegoen a beschtefalls natierlech ze verhënnern.

Froe wéi déi vun der Fräiheet vum erwuesene Mënsch, fir sengem Liewen autonom en Enn ze setzen, wann en dat fir richtig hält, gi bei dësem Thema oft an d'Spill bruecht, stinn awer haut net zur Diskussioun. Et geet jo villméi ëm d'Strategie, déi d'Regierung verfolgegt, fir vill perséinlech Dramen, Schicksalsschlei an haart Epreuven ze verhënnern.

Schonn eleng aus deem Grond, Madame Minister, sti mer voll a ganz hannert deem Preventiounsplang, dee mer presentéiert kritt hunn an Ärer ausféierlecher Dokumentatioun, an ënnerstëtzen natierlech och all weidere Schrëtt an dës Richtung! 77 Spezialiste sinn um Plang bedeelegt, wat eng gutt grouss Zuel ass, wou ech mengen, dass vill Kompetenzen zesummekommen.

Är Fro, Madame Minister, ob de Käschtepunkt vun enger Millioun fir eis tragbar ass a fénnef Joer, beäntwerte mir net nëmme mat Jo, mir froen eis souguer, ob eng Millioun eigentlech duergeet, wann ee ganz déif graifend Schrëtt wëllt ënnerhuelen, déi mënschlech Ressourcen zur Verfügung wëllt stellen, déi nach gebraucht ginn, fir weiderzefueren an eng positiv Richtung. Natierlech betrëfft dat dann net nëmme d'Gesondheetspolitik, mä och d'Familljen-, d'Schoul- an d'Beschäftigungspolitik.

Ech kommen dorop zréck, wëilt awer fir d'Éischt betounen, dass säit dem Joer 2005 eng ganz Rei positiv Akzenter gesat gi sinn an dass innerhalb vum nationale Preventiounsplang och wierklech gutt Aarbecht geleescht gétt - dofir de Mataarbechter vum ganze Betrib e grouss Merci! -, sief et mat den Initiativen, déi um politeschen Niveau ergraff gi sinn, wéi zum Beispill bei der Kreatioun vum Comité interministériel, dee ganzer sechs Ministère regroupéiert an natierlech och do d'Kompetenze bündelt, sief et awer och mat der Initiativ vun der Mise en place vum Internetsite prevention-suicide.lu, deen de Betreffenen eng ganz Panoplie vun Hëllefstellungen ubitt an deen donieft awer och wichteg Informatiounen liwwert, wéi zum Beispill a puncto medial Berichterstattung, vun där elo nach kee geschwat huet.

De Medie kennt an der Berichterstattung eng ganz grouss Verantwortung zou. D'Madame Minister huet d'Zeitungen erwähnt, et ginn nach aner Medien. Entweder riskieren d'Medien, weider Suiciden auszuleisen, oder se droen dozou bäi, weider Suiciden ze verhënnern, jee nodeem, ob d'Berichterstattung Ausweeër opzeechent oder awer op eng Fatalitéit oder e grouss Ereignis, wat e gewëssenen Zauber ausléist bei de Leit, hiweist.

Informatiounen wéi dës, déi um Site stinn, sinn natierlech wichteg, fir e kritescht Bewusstsin am Émgang mat de Medien ze schafen. Émsou méi, well ëmmer méi Leit mat de Medien ëm-

ginn, wat déi jonk Generatioun betrëfft. Dat gesot, wëilt ech da méi generell op déi enzel Themebléck agoen, déi Der an Ärem Dokument opgewisen hutt, an natierlech Handlungspisten dozou opweisen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis gétt et an Zukunft ee groussen Défi, dee läit ganz kloer bei deene Jéngsten, well et ass do, wou een d'Problemer un der Wuerzel ze pake kritt. Och wann d'Gesondheetsférdereung an d'Prevention och scho bei de Kanner generell groussgeschriwwer ginn, esou bleift nach ëmmer Sputt, fir et besser ze maachen, ouni dass mer d'Rad an allen Hinsichte mussen nei erfannen.

En éischten, fir eis ganz wichtige Schrëtt besteet am Ausbau vun der primärer Berodung a vun der Hëllefstellung fir d'Elteren als éischt Bezuchspersonen vum Kand.

Et ass gewosst, dass Kanner, déi am jéngsten Alter eng emotionell Stabilitéit opbauen, herno op feste Been am Liewe stinn an d'Fäegkeet zur Resilienz schonn am fréieren Alter entwéckelen. Si kënnen vill besser mat Schicksalsschlei a mat belaaschtende Situatiounen ëmgoe wéi déi Kanner, déi opgrond vu feelende Bindungen an onverlässleche Bezuchspersonen psychesch labil ginn a beim éischte Problem kapitulieren oder awer an e Suchtverhale flüchten, wat eigentlech och eng Zort vu Suicide ass, just een, deen net direkt erkennbar ass, mä och d'Suchtverhalen ass eng Aart „sech selwer doutmaachen“. Dat muss een vläicht eng Kéier erkennen. Et ginn och Interferenzen tëschent dem Suicide an der Sucht, wou ee weess, dass suchtgefährdet Leit oder süchtge Leit vill méi séier an engem Suicide endegen.

Emotionell Stabilitéit entsteet natierlech net vum selwen. Et ass dowéinst an eisen Aen extrem wichteg, d'Eltere konsequent an hirer Erzéiungsaufgab ze ënnerstëtzen an hinnen am beschte scho virun der Gebuert vun engem Kand, an natierlech och an de Joren duerno, e gewëssene pädagogesche Bagage mat op de Wee ze ginn. E Bagage, dee fir hir Kanner eigentlech liewenswichtig ka sinn. Ech denken u Konzepter wéi déi, déi et scho ginn: D'Fondatioun Kannerschluss huet een an d'Liewe geruff, oder och d'Initiativ Liewensufank, déi jonk Eltere ganz fréi kontaktieren. Mir sinn der Meenung, dass esou Modeller kéinte flächendeckend ausgebaut ginn, natierlech mat staatlecher Ennerstëtzung.

Den zweete wichtige Schrëtt gesi mir dann an der Reform vun der Psychiatrie, vun där scho vill geschwat ginn ass, an och am Ausbau vu psychiatreschen a psychotherapeutischen Servicer fir Kanner a Jugendlecher, dann awer och am Ausbau vu méi informelle psychologeschen Ulafstellen. Momentan ass et jo nach ëmmer esou, dass eng ganz Rei Jonker am Fall vu psychesche Problemer am Ausland behandelt ginn an op déi Manéier de Kontakt zu hirem sozialen Émfeld hei am Land verléieren, och zu hirer Famill.

Et feelt hei am Land u professioneller Hëllef an et feelt un den néidege Strukturen. Woubäi ech awer wëll betounen, dass et am stationäre Beräich wierklech ufänt, biergop ze goe mat deene Modeller, déi um Kierchberg respektiv am CHL geschafe gi sinn. Ech denken, am Kader vun der Psychiatriereform kënnen do nach Fortschrëtt gemaach ginn - well ee weess, dass d'Waardezäite laang sinn, an all Dag kann en Dag ze vill sinn!

Eng Chance gesi mer natierlech och am Gesetz iwwert d'Psychotherapie, wat deemnächst wäert hei an der Chamber diskutéiert ginn a wou ech wëll betounen, dass déi zweet Phase soe mer, wann et bis en place ass - drop erausleef, dass e Remboursement wäert stattfannen, wat besonnesch begrëssenswäert ass, well dee Moment Schichte kënnen erreecht ginn, déi virdrun net erreecht konnte ginn, well se sech verschidde Servicer einfach net konnte leeschten.

Ech denken, dat wäert eng Plus-value ginn, haaptsächlech och fir Leit aus niddrege soziale Schichten, déi net déi néideg Mëttel hunn, fir esou kompetent Servicer ëmmer an Usproch ze huelen, wa kee Remboursement stattfënnt.

Donieft wëilt ech och e Wuert verléieren iwwert déi virtuell an telefonesch Ulafstellen, déi eigentlech menger Meenung no och méi professionell a finanziell operéiert misste ginn an och mat anere Servicer vernetzt ginn. Et war kierzlech e klengen Artikel am „Lëtzebuurger Wort“, wou en Opruff stattfonnt huet, fir Bénévolleer nach ze rekrutieren. Wann een da weess, dass tëschent der Grënnung vum Kanner- a Jugendtelefon am Joer 1992 an dem Dezember 2013 ganzer 16.442 Jonker iwwer Téléfon no Hëllef gesicht hunn, da staunt een. Da weess een



awer och, wéi grouss d'Tragweid vun esou Ser-
vicer ass.

Dass lauter éirenamtlech Mataarbechter do tëg
sinn, ass natierlech e gutt Zeechen, well ee
gesäit, dass et nach ëmmer Leit ginn, déi sech
fir d'Gesellschaft engagéieren. Trotzdeem si
mer der Meenung, dass esou Helplinen och
mat professionellem a rémunéiertem Perso-
nal verstärkt musse ginn, well et nëmme da
méiglech ass, en Déngscht 24 Stonnen op 24
ofzedecken, an net just e puer Stonnen am
Dag - den Här Bauler ass och drop gaangen.
Bei SOS Détresse ass et net anescht.

Ech kéim da bei en drëtter Schrëtt, dee mer eis
virstellen. E besteet an der Erweiderung vun de
Synergien tëschent der Santé an der Education
nationale, wou et erëm eng Kéier ëm de Comi-
té interministériel geet, deen déi ganz Syner-
gië jo soll begleeden. Grad eben am alldee-
gleche Liewensfeld vun der Schoul a vun de
paraschouleschen Infrastrukture muss et méig-
lech ginn, méi schnell an och méi geziilt op
d'Verhaltensopfällegkeete vun de Kanner ze rea-
gieren, wéi dat bis elo méiglech ass.

Dat bedeit natierlech, dass d'Personal vun de
Schoulen, d'Enseignanten eng gewësse psy-
chologesche Grondausbildung kréien. Et kann
een awer net verlaangen, dass d'Enseignanten
och als Psychologe schaffen. Hire Beruff ass en
aneren an hir Missioun ass éischter éducativer
Natur. Dofir si mer der Meenung, dass och
psychologesche a psychosozial ausgebildete Leit
hei mussen zur Hëllef gezu ginn.

Ech gesinn awer och eng Perspektiv an der
Schoulmedezin, der Médecine scolaire. Bis haut
besteet d'Aufgab vun där Schoulmedezin jo
eigentlech doran, d'Kanner a regelméissegen
Ofstänn op kierperlech Problemer oder Risiken
hin ze ënnersichen, während hir mental Ge-
sundheit eigentlech oft nëmme marginal ge-
kuckt gëtt oder richteg ze kuerz kënn, soudass
iwwehapt net op déi éischt Alarmzeeche ka
reagéiert ginn.

Mir sinn der Meenung dowéinst, dass d'Roll
vun der Médecine scolaire mat psychologie-
schem a psychosozialen Fachpersonal muss
verstärkt ginn, déi dann awer och mat den
Équipes multiprofessionnelles a mat der Com-
mission d'inclusion scolaire, déi fir all Schoul
zoustänneg ass, déi regional opgestallt ass, déi
néideg Therapie an d'Wee leede kann - natier-
lech u spezialiséiert Servicer weiderleeden, an
net, wann et ze spët ass!

Wéi wichteg dass eigentlech déi fréi Erkenntnis-
ser sinn an déi fréi Reaktionen op Verhalens-
opfällegkeeten, gëtt an internationalen Etüde
bewisen. Eng éisträichesche Etüd vu Wien huet
erginn, dass 90% vun de Jugendlechen a jon-
ken Erwuessenen, déi Suicide begaangen
hunn, schon an der Grondschoul verhalens-
opfälleg waren, ouni dass no enger Ursach fir
hiert Verhale gesicht ginn ass an deemno
souwisou och keng Behandlung konnt stattfan-
nen.

Op där anerer Säit geet et awer natierlech an
de Schoulen och drëm, déi Jugendlechen an
d'Kanner während hirer Schoulzäit ze léieren,
wéi Konflikter ze erkenne sinn, an ze kläre sinn
natierlech, am Grupp oder individuell, a wéi ee
mat Krisen, Depressiounen a Suicideproblemer
ëmgoe kann. D'Thema soll net tabuséiert ginn,
och net scho bei deene Jéngsten. Et muss
driwwer geschwat ginn, fir dass et erkannt gëtt
a fir dass déi Jonk sech bewusst ginn, wat et
heescht.

Ech verweisen an deem Kontext op d'Plans de
réussite scolaire, déi souwisou an all Schoul op-
gestallt ginn, an och op d'Schoulcharten, déi jo
eigentlech Wäerter solle vermëttelen a wou ech
mer kéint virstellen, dass Suicidepreventiouns-
programmer och an déi Chartë kéinten afléis-
sen, mam Zil natierlech, Erfahrungen um nation-
alen Niveau ze sammelen, um Ministère ze-
summenzebréngen oder einfach och an Ze-
summenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg, déi
e Pilotprojet an deem do Beräich kéinte mat
begleeden.

Eng ähnlech Approche kéint ech mer och fir
d'Lycées virstellen, wou, wéi den Här Bauler
gesot huet, et och méiglech wär, den Ense-
gnantë schon am Stage en Thema mat op de
Wee ze ginn, wat se kéinten am Kontext vun
der Suicidepreventioun behandelen.

Ech wéilt awer dann net nëmme bei de Kanner
a bei de Jugendleche stoe bleiwen, mä och e
Wuert zu den Erwuessene soen, a ganz speziell
zu deenen Erwuessenen, déi an der Aarbechts-
welt aktiv sinn, als eent vun den Tätigkeetsfel-
der och, déi vum Comité interministériel be-
gleet ginn. Virun zwee Joer, den 10. Oktober
2012, zoufällegerweis um Welttag vun der

psychescher Gesondheet, huet op dëser Plaz
an der Chamber eng Orientierungsdebat
stattfonnt iwwert de Bien-être au travail. Ech
wéilt kuerz op déi zréckkommen.

Et ass gesot ginn, dass d'Sécherheet vun der
Aarbechtsplaz, d'Aarbechtskonditiounen an
d'Aarbechtskultur oder d'Aarbechtsklima beim
Schutz viru psychesche Krankheeten eng wich-
teg Roll spillen. Dat huet all Säit ënnerstrach.
An ech denken, et zielt gradesou fir dës Debat.
Et ass deemools bestätegt ginn, dass 70% vun
de Mënschen, déi un enger mentaler Krank-
heet leiden, am Aarbechtsprozess stinn an dass
souwuel de Risiko vun der Aarbechtslosegkeet
wéi och dee vun héije Leeschtungsdrock ëm-
mer méi Leit an eng Depressioun oder an e
Burn-out-Syndrom dreiwien.

Et wär naiv ze mengen natierlech, mat engem
Plan national «Prévention suicide» wär dës Ent-
wécklung an de Grëff ze kréien, well et sech jo
hei ëm en Zesummenspiel handelt tëschent öko-
nomeschen, sozialen, aarbechtsrechtlechen a
psychologesche Facteuren. An awer si mer der
Meenung, dass dem Aspekt vun dem Bien-être au
travail am Kontext vun der Preventioun vun
Suicide eng ganz entscheidend Roll zoukënn.
Emsou méi, well déi meescht Laangzäiterkran-
kungen net op kierperlech Stéierungen zréck-
zeféiere sinn, mä op mental Problemer, déi
fréier oder spéider an engem Däiwelkrees lan-
den.

Eng wichteg Pist gesi mer beim Ausbau vun
der Aarbechtspsychologie an de Betriber oder
eben och an den öffentleche Verwaltungen.
D'Aarbechtspsychologie ass am Ausland méi
wäit entwéckelt wéi bei eis. Mir mengen, dass
mer do e groussen Nohuelbedarf hunn.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de
séance.** - Madame Lorsché...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Enger-
säits kënnen d'Aarbechts- an d'Betriebspsycho-
logen als direkt Usprichpartner fir d'Personal
agesat ginn an am Fall vu Konflikter eng Ver-
mëttlungsroll spillen. Anerersäits kënnen se awer
och engem Décisionsträger berodend zur Säit
stoen, wann et ëm optimal Aarbechtsorganisa-
tioun geet, ëm e bessert Aarbechtsklima oder
eben ëm eng optimal Gestiou vun de Reso-
sources humaines, déi jo awer an de Verwal-
tung ganz vill am Mëttelpunkt steet.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de
séance.** - Madame Lorsché, wäert Der esou gen-
til, esou lues zum Schluss ze kommen?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech si
ganz gläich fäerdeg, Madame Presidentin.

E grouse Problem, deen ech awer nach wéilt
ervirhiewen, ass dee vun Harcèlement moral,
an anere Wieder, dem Mobbing. Am Géigesaz
zu klassesche Konflikter ass de Mobbing en ex-
trem perfide Prozess eigentlech, deen op enger
Täter-Affer-Konstellatioun opbaut an heefeg
mam Ausscheeden aus dem Aarbechtsprozess
endegt. Offiziellen Zuelen no gi ganzer 9% bis
10% vun de Salarieën Affer vu Mobbing. Dat
sinn iwwer 11.000 Fäll am Joer. 52% vun de-
nen Affer gi wéinst Depressiounen krankge-
schriwwen, feelen an der Moyenne 37 Deeg
am Joer a gehéieren zu den héchst suicidege-
fährdete Leit.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la prési-
dence.**)

Fir deem entgéintzewierken, war ech schon
am Joer 2013 der Meenung, dass Lëtzebuerg
sech an der Preventioun vun Mobbing un der
belscher Législatioun vun 1996 sollt inspiréie-
ren.

(**Coup de cloche de la présidence**)

Madame Presidentin,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass
elo den Här President...

(**Hilarité**)

...an den Här President...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir hat
mer virdru versprach, eng Minutt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo,
mä Dir sidd der elo schon zwou driwwer an
Dir misst elo ganz schnell zur Konklusioun
kommen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech maa-
chen dat elo!

Ech wéilt just nach op déi belsch Gesetzge-
bung hiweisen, déi eigentlech a puncto Mob-
bing obligatoresch Moosname virschreift,
während mir eigentlech just vu gudden Inten-
tiounen ausginn. Et war och bei där Orientéie-
rungsdebat hei virgeschloe ginn, e Gesetz aus-
zeschaffen iwwert den Harcèlement moral an
d'Violence au travail, wat awer leider keng
Suite kritt huet. Ech denken, dësen Débat wär
d'Geleechenheet, nach eng Kéier doriwwer ze
schwätzen. Eng Commission de harcèlement
kritt net all Fall erfaasst a kann och net all Pro-
blem léisen.

Domat kéim ech zum Schluss, Här President,
net well ech näischt méi ze soen hätt, mä
meng Zäit ass ofgelaf - verstitt dat net falsch!

(**Hilarité**)

Ech hoffen, an deem Sënn e kleng Bättrag ge-
leescht ze hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir
hu guer näischt gesot, Madame Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...an ech
soen lech villmools Merci fir d'Noläuschteren!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** -
Très bien! Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** -
Merci. Dann hätt d'Wuert den Här Fernand
Kartheiser. Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools
Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hä-
ren, am Numm vun der ADR wéilt ech och der
Regierung Merci soen, datt mer dës Debat
haut kënn féieren. Déi Iddi, fir esou e Plang
opzestellen, ass op jidde Fall richteg an Dir hutt
eis Ennerstützung dobäi, Madame Minister, fir
e gudde Plang opzestellen, deen och ville Leit
hoffentlech hëllef.

Ech hu mer e puer Bemierkungen an der De-
bat opgeschriwwen vu Virriedner, op déi ech
awer wéll agoen, ier ech an d'Problematik
kommen, just fir e bëssen ze reagieren. Et
stellt sech vläicht, wa mer iwwert de Suicide
schwätzen, och e bëssen de Problem vun der
Kohärenz vun der Politik tëschent deem, wat
d'Regierung hei wéllt - d'Suicide verhënneren -
an deem, wat se an anere Politikberäicher
mécht, wou awer kënnen Tendenzen entsto-
en, déi d'Leit destabiliséieren. Ech wéll e puer Bei-
spiller nennen an ech fänke vläicht u mat
engem Kommentar, deen d'Madame Hemmen
gemaach huet iwwert d'Fräiheet bei esou Déci-
siounen.

Ech géif soen: De Fräiheitsbegrëff däerf een
net iwwerstrapazéieren. Wat huet e Mënsch fir
eng Fräiheet, wann en net all Optioune kennt,
déi him an enger bestëmmter schwéier Situ-
atioun gebuede ginn? Ech mengen, dat ass
emol dat Alleréisch. Ass dat net e ganz relative
Fräiheitsbegrëff? A wat ass d'Fräiheet wäert,
wann een zum Beispill an enger Krisensituatioun
ass oder e Schock kritt huet duerch eng ganz
schlecht medezinesch Diagnos oder duerch ier-
gendwéi en anere Liewensëmstand? Kann een
dann nach an esou enger Situatioun iwwer-
haapt vun enger fräier Décisioun schwätzen?
Ech soen do: nee! Ech géif also dofir och do net
vun engem „Fräidoud“ schwätzen, wann eng
Décisioun an esou enger schwéierger Situa-
tioun geholl gëtt. Et ass eng ageschränkte Fräi-
heet.

Mir mussen och wëssen, an dat ass och eppes
anescht, wat elo gesot ginn ass, och vun der
Madame Lorsché - ech hu mer dat opgeschriw-
wen -, datt si seet: Et ass wichteg scho fir
Kanner am klengen Alter, datt se Bindungen
opbauen zu hiren Elteren. Emotional Stabilität
wäert ganz wichteg. Ech kann lech nëmme recht
ginn. Firwat mécht dës Regierung dann eng
Politik - wou et eigentlech drëms geet, d'Fam-
illjen drun ze hënneren, fir d'Kanner ze er-
zéien -, fir d'Kanner an d'Crèche ze ginn?

(**Protestations**)

Nee! Ma nee, dann iwwerleet! Ech mengen,
Dir sot, engersäits ass et wichteg, datt se bei
den Eltere sinn, fir déi Stabilität opzebauen, an
op där anerer Säit maacht Der gar eng Politik,
wou dat eben net méi soll méiglech sinn an
d'Kanner direkt a Crèche ginn. Ech wéll lech
soen, datt a Schweden, an engem Land, wou
se praktesch alleguer a Crèche ginn, well do
scho laang eng Politik gemaach gëtt wéi déi,
déi Dir hei wéllt maachen, do ass d'Kanner-
selbstmordrat zéngmol méi héich wéi an
Däitschland, wou awer nach déi meescht
Kanner bei hire Familljen opwuessen. Ech
mengen, dat si Considéatiounen, déi ee muss
kucken.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** -
Entschëllegt, Här Kartheiser, erlaabt Der, dass
d'Madame Brasseur lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann ech
d'Zäit kréien...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo,
selbstverständlech.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Selbst-
verständlech, Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech wollt dem
Här Kartheiser d'Fro stellen, ob en der Mee-
nung ass, dass eng Fra oder e Mann, déi schaf-
fen an hir Kanner dofir an eng Crèche ginn a
sech par ailleurs awer och ëm d'Kannerer-
zéiung këmmen, dass déi responsabel wieren
- wann ech e richteg verstanen hunn - un der
Suiciderat. Mir hunn eng Partie Dammen hei-
bannen, déi Mamm sinn an déi engagiert
sinn. Ech kucken do d'Madame Arendt vis-à-
vis, déi wierklech zwee kleng Kanner erzitt a

beruffstäteg ass. Sidd Dir der Meenung - a si
huet dat vun Ufank u gemaach als Deputéiert -,
dass si keng gutt Mamm ass, well hir Kanner an
enger Crèche woren?

(**Interruption**)

Ech mengen, et muss ee ganz gutt oppassen,
well Leit, déi hir Kanner an eng Crèche ginn,
well se beruffstäteg sinn, déi këmmere sech
och ëm d'Education vun hire Kanner!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also
éischstens, Madame Brasseur, soen ech lech
Merci fir déi Fro. Mä Är Fro war ganz kuerz am
Ufank an duerno hutt Der mir e Procès d'inten-
tion gemaach opgrond vu Saachen,...

(**Protestations**)

► **Une voix.** - Oh wéi pipeg!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...déi ech
weder géigeniwwer iergendenger perséin-
licher Kolleegin hei gesot hunn nach esou ge-
mengt hunn. Wat ech gemaach hunn, dat ass,
eng gréng Deputéiert hei ze zitieren, déi
d'Wichtigkeet vun der Erzéiung bei den Elteren
a vun emotionaler Stabilität selwer ënnerstrach
huet. Ech hu gesot, dat ass richteg, an ech
hunn op e Widdersproch an der Regierungspo-
litik higewisen, eng Regierungspolitik, déi Dir
ënnerstëtzt, déi ebe just dat wéllt verhënneren
oder op jidde Fall de Choix vun de Leit wéllt
ewechehuelen, well se finanziell net méi d'Mët-
tele kréien, fir dat ze maachen. Dat ass d'Reali-
tät! An dat hunn ech gesot an net der Ma-
dame Arendt oder soss iergendengem hei ge-
sot, wéi se sollen hir Kanner erzéien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** -
D'Madame Arendt huet gefrot, ob se lech
däerf eng Fro stellen. Selbstverständlech gëllt
dat mat der Zäit och.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass
ganz...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da
géif ech awer mengen, dass mer...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Fait person-
nel. Ech wéll reagieren op dat, wat d'Madame
Brasseur gesot huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De
Fait personnel kritt Der dann herno.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Herno?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Kann ech do-
robber äntweren?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah,
op...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Op dat, wat
d'Madame Brasseur gesot huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nor-
malerweise maache mer keen Dialog.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Ganz kuerz,
Madame Brasseur. Ech wollt lech just soen: Ech
sinn zwar beruffstäteg, mä meng Kanner waren
nach keen een Dag an der Crèche. Mir hunn
eis nämlech esou an der Koppel agedeelt, datt,
wann ech schaffen, mä Mann doheem ass
(veuillez lire: doheem bei de Kanner bleift).

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** -
Merci. Dat war just eng Kloerstellung. An ech
géif elo...

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - ...d'Éduca-
tioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nee,
ech géif lech elo bieden...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech sinn
och erwähnt ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...de
Riedner weiderschwätzen ze loosse. A wann
een e Fait personnel herno wéllt invoquéieren,
kann en dat selbstverständlech maachen. Mä
loosst elo wann ech gelift de Riedner schwätzen
a keen aneren huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech soen
lech Merci, Här President. Ech wéll nach op
weider Saachen agoen, just fir op d'Virriedner
do ze reagieren. E puer Virriedner hu gesot:
Suchtverhalen. Do soen ech: Jo, dat ass selbst-
verständlech e Problem. Mir hunn e Suchtver-
halen zum Beispill bei Lotterien. An niewebäi
bemierkt wär et ganz gutt, wa mir hei am Land
och eppes géifen aféieren, wat et am Ausland
scho gëtt, nämlech och bei de Lotteriever-
kafsstelle Warnungen unzebréngen, fir d'Leit
virun eventuelle Suchtgeforen ze warnen. Et ass
vläicht keng grouss Hëllef, mä ëmmerhi besser
wéi näischt.

Mä e grouse Suchtproblem läit natierlech am
Konsum vun Drogen. Wann dat elo hei uner-
kannt gëtt als eng Gefor, da soen ech: Firwat
ass et méiglech, datt verschiddener vun de
Jugendorganisatiounen vu Parteien, déi hei-



banne vertruede sinn, elo eng Liberaliséierung vum Cannabis undenken, also eigentlech tendenziell de Problem vum Suchtzougang nach vergréisseren? Hei ass et identifizéiert als e Problem. Firwat soll dat op där anerer Säit da liberaliséiert ginn? Och dat ass schwéier nozevollzéien.

Et ass och nach - fir dat och nach ze soen - vun der Madame Hemmen gesot ginn, an ech ginn hir och recht, datt déi Problemer, déi am meeschte wuessen - ech weess et net méi wuertwärtlech; Dir kënnt mech do gär korrigéieren, Madame Hemmen - an déi sech am längsten halen, déi wieren, iwwert déi net geschwat gëtt. Och do ginn ech lech recht. Firwat gitt Dir dann hin an der Ofrdreiwungsreform an Dir huet déi zweet Consultatioun ewech, wou Problemer, wéi zum Beispill Post-ofrdreiwungstraumata, kéinten ugeschwat ginn, déi soss néierens ugeschwat ginn, a wou Der dann déi Fraen, déi eventuell an esou eng Situatioun kommen, mat där Problematik eleng loosst?

Ech mengen, wat hei muss ugeschwat ginn, dat ass eng Kohärenz tëschent deem, wat Der engersäits als richtig Diagnos nennt vu méigleche Causé vum Suicide, an op där anerer Säit enger Politik am Familljebereich, am Gesundheitsbereich, an der Ofrdreiwung oder enger Suchtpolitik, déi awer a Kontradiktioun steet oder potenziell a Kontradiktioun steet zu deem, wat Der hei fuerdert.

Fir elo op déi eigentlech Diskussioun hei anzegoen, wéll ech op jidde Fall emol ufänken an e Merci lassginn, e wichtege Merci un all déi, déi um Terrain sinn an déi an extrem schwieerige Situatiounen sinn - Pompjeeën a Police, déi op eng Plaz kommen -, oder Familljemembere, Kanner, déi ee fannen, dee sech suicidéiert huet. Et ass eng traumatesch Situatioun fir déi, an och déi brauche selbstverständlech e Suivi. A mir ënnerstëtzen och dat, wat vun aneren hei gesot ginn ass, fir e Service 24 Stonnen op 24 unzibidden, 7 Deeg op 7, fir eng Ulafstell ze hu fir Leit, déi ebe suicidegefährdet sinn. Et sinn esou vill Bénévolles, esou vill Organisatiounen - Omega 90, d'Vernetzungsinitiativ, Geschtlechter an der Kierch, Bénévolles a verschiddenen Associatiounen -, déi sech engagéiere fir déi Leit, an all deene gehéiert natierlech eise Merci.

Wat soll de Stat maachen? De Stat huet eng Rei Aufgaben, éischtens, an der psychologescher a psychiatrescher Betreuung. Better an der Jugendpsychiatrie oder Psychiatrie allgemeng, Waardezäite bei de Psychiateren: Alles dat si Saachen, déi schonn ugeschwat gi sinn, déi extrem wichtege sinn an och an de Plan hospitalier, Madame Minister, missten afléissen. Och do ass eng Fro vu Kohärenz tëschent Ärer Spidolsplanung an hei och regionalen Uschwätzcentren fir Suicidegefährdeten. Dat sinn alles wichtege Aspekter. Well mer d'Chance hunn, elo op deem Plan hospitalier ze schaffen, sollt och do eng Koordinéierung gemaach ginn.

Dann ass e Suivi ganz wichtege. Et muss ee kucke mat deene Leit, déi wierklech hospitaliséiert ginn, zum Beispill, oder an enger medezinescher Struktur sinn, an déi eng Tentative gemaach hunn, fir deenen hir Problemer och ewechzehuelen. Et kann een net, an dat ass och gesot ginn, alles op eng medezinesch Problematik reduzéieren, mä déi Leit hunn dacks konkret Suergen - Iwwerscheldung oder aner Saachen, familiär Situatiounen -, déi se iwwerhaupt eréischt an déi Situatioun gefouert hunn. An et ass wichtege, iwwer Assistent-socialen an anerer ze probéieren, wierklech de Problem mat ze léisen, souwäit dat geet, amplaz dann nëmmen op eng medikamentös Léisung ze setzen; déi ass wichtege, awer eleng geet se natierlech net duer.

Bei de Statistiken ass et och ganz wichtege, datt mer d'Ursaachen oder d'Situatiounen mat eraassen. Dir hutt schonn iwwer Problemer geschwat, fir eng Mann/Fra-Katalogiséierung oder -Kategoriséierung do ze kréien, oder eng no Altersstrukturen, wou nëmme Laangzäit-Statistiken gëllen. Et wär awer och interessant, fir zum Beispill ze wëssen: Wéi ass de familiären Hannergrond? Mir hunn de Problem vu Papen a Scheedungssituatiounen, well se hir Kanner net kënne gesinn, wou Trennungssituatiounen sinn, déi do och eventuell a suicidaire Situatiounen erakommen. Och do wär et wichtege, fir déi Phenomeener emol ze eraassen.

Mir kënnen net all Suicide verhënnere; dat ass ganz sécher. Mir kënnen awer an der Politik eng ganz Rei Moosnamen huelen, fir Gesetzter ze maachen, déi d'Situatioun net nach verschlëmmeren! Dat ass eben eng Aufgab vum Stat, fir gerecht Gesetzter ze maachen, wou d'Leit net nach d'Problemer verschäerft kréien, an déi se kommen.

Mir müssen och oppassen an de Betriber zum Beispill, datt do keng Zoustinn entstinn, wou d'Leit wierklech extrem suicidegefährdet ginn. Virun e puer Joer war a Frankräich - ech wéll

elo kee Betrib nennen, well ech mer net méi ganz sécher sinn, wéi een et war - e Betrib, wou an zwee Joer 28 Leit Selbstmord gemaach hunn, einfach wéinst den Aarbechtskonditiounen, déi se do fonnt hunn.

Mir hu Leit, eeler Leit, déi isoléiert sinn, déi keng Familljemembere méi hunn. Et ass wichtege fir d'Gemengen, fir d'Pare, fir och do kënnen rauszefannen: Wat kënne mer maachen, fir eelere Leit Gespächspartner unzibidden oder Hëllef, datt se net an eng Isolatioun erakommen, aus där se mengen, se kéimen nëmmen nach duerch de Selbstmord eraus?

Och ass et wichtege, d'Palliativmedezin ze propagéieren - mir hunn haut nach net doriwwer geschwat -, an et ass eng vu menge Virriednerinnen, déi vun amerikanesche Studie geschwat huet. Ech wéll eng nennen aus dem Oregon, wou iwwer Euthanasie gefuerscht ginn ass, wou d'Halschent vun deene Leit, déi op dee Wee wëlle goen, dat maachen, well se mengen, si géifen aneren zur Laascht falen, wa se net géife Selbstmord iwwer Euthanasie maachen. Dat ass dach eng katastrophal Situatioun, wann ee bedenkt, datt dat wierklech eng Ursaach ass an engem groussen Ausmooss, déi d'Leit derzou féiert, op esou en dramatesche Wee ze goen, amplaz palliativ nach Méint kënnen ze liewen!

Ech gesinn d'Zäit; datt ass och vläicht duerch déi vill Froen, déi gestallt gi sinn, Här President. Wann Der mer e bëssen Zäit nach géift ginn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Kartheiser, ech stinn zu mengem Wuert. Dir kritt selbstverständlech déi Minutt vun den Ënnerbriechungen zur Verfügung.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Ma da wéilt ech och nach vläicht kuerz op de Prisong agoen an op d'Schoulen. Wësst Der, mir hu jo Suiciden am Prisong an am Prisong si jo och eng Rei Leit suicidegefährdet. An do sinn net déi richteg Méiglechkeeten, fir déi wierklech full-time ze iwwerwaachen, déi an esou enger Situatioun sinn. Do muss een iwwerleeën, och mat den Autoritéiten am Justizbereich, ob een déi Leit net an e Centre hospitalier an eng Prisongszell transferéiert, wou besser no hinne ka gekuckt ginn. Ech mengen, et ass fir e Stat net gutt, fir bei Leit, fir déi en esou eng grouss Verantwortung dréit wéi fir déi, déi e selwer aspärt, fir do müssen ze constatéieren, datt hir Sécherheet net ka garantéiert ginn.

An de Schoulen, huet den Här Bauler gesot, preventiv d'Leierpersonal ausbilden: Do huet en honnertprozenteg recht; dat kann een nëmmen ënnerstëtzen. Mä och hei fannen ech et wichtege, fir an engem Ethik- oder Reliounsunterrecht - dat ass och gesot ginn, obschonn den Usaz do anescht ass -, fir och do de Wäert vum Liewen ze betounen a fir eben eng Preventiounspolitik ze maachen.

De SPOS soll kënnen anonym besicht gi vu Kanner. Et ass allgemeng e Problem an de Schoulen, fir kënnen méiglechst anonym un eng Vertrauenspersoun erunzekommen, mat där se kënnen diskutéieren. Et goufen Enquêtes du bien-être an de Schoule gemaach, mä och déi, obscho se um Pabeier anonym sinn, sinn et an der Wierklechkeet awer dacks net, well esou vill Detailfroen gestallt ginn, datt schlussendlech d'Anonymitéit vun de Kanner net garantéiert ass.

Et ass och gesot ginn, datt mer d'Kanner net sollte veronsécheren, datt et wichtege ass, hir Perséinlechkeet ze stäerken, schonn a ganz fréie Joren: Och dat ass richteg. Da soen ech awer och: Dës Regierung hëlt awer do déi falsch Initiativen doduerch, datt se zum Beispill hir sexuell Identitéit schonn a ganz fréie Jore wéllt hannerfroen, eben duerch eng fréi Sexualiséierung vun de Kanner. Dat ass eng falsch Politik. Dir hutt selwer gesot - ech mengen, et war d'Riednerin vun der LSAP -, datt een d'Perséinlechkeet muss stäerken, da kann een d'Kanner net a fréie Jore veronsécheren duerch eng aner Politik.

D'Wichtegekeet vun der Famill hat ech a mengen Ufanksbemierkungen ënnerstrach. D'Famill ass eng Plaz, wou d'Kanner Halt kréien, wou se eng Bezuchspersoun hunn, wou se an enger Mëtteszon kënnen heemkommen, hir Problemer diskutéieren, individuell kënnen betreit gi vun hiren Elteren. Dat ass eppes, wat bei all guddem Wëllen an enger Crèche bal net realiséiert ass, wann d'Bezuchspersounen eng grouss Zuel vu Kanner hunn, em déi se sech gläichzäitig musse këmmere. Dat ass onendlech méi komplizéiert wéi an der Famill, déi awer do méi en enken a méi e vertrauensgeleeten Halt fir d'Kanner ka ginn.

D'Autorité parentale ass en anere wichtege Aspekt. Wa Kanner an eng Psychiatrie ageliwwert ginn, wann e Problem besteet, da müssen d'Elteren...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Kartheiser, Dir misst elo esou lues zur Konklusioun kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President. Ech soen lech Merci fir Ar Gedold, ech kommen dann och zum Schluss. Mä Dir verstitt, déi Begeeschterung, déi am Ufank war, do huet een dann e bësse missen drop äntweren.

Déi Autorité parentale ass eng ganz wichtege Saach. Wa Kanner an eng Psychiatrie kommen, da müssen d'Elteren och informéiert ginn doriwwer. Well wéi sollen d'Elteren hire Kanner hëllef, wann et Phenomeener oder Problemer mat hire Kanner gëtt, iwwert déi si näischt gewuer ginn?

Dat waren e puer Saachen. Ech soen och nach ee leschte Saz, Här President - ech soen lech Merci fir déi Zäit, déi Der mer ginn hutt: Wa mer iwwert de Rechtsstat schwätzen, a mir hunn dat haut nach eng Kéier um Ordre du jour, wa mer herno iwwer e Gesetz iwwert d'Finanzplaz diskutéieren, wou mer e Problem hu mam Droit de recours, sou hu mer hei am Land iwwert déi lescht Joren e Verfall vun der Rechtsstatkultur misse feststellen. An et ass wichtege, och fir Leit, déi mat der Justiz Problemer kréien, datt se ëmmer wëssen, datt hir Rechter vum éischten Abléck bis dee leschten Abléck voll garantéiert sinn. Et ass schued - an dat ass vläicht eng Diskussioun, déi mer och kënnen eng Kéier an der Chamber féieren -, datt et awer Tendenz ginn an eiser Kultur, déi d'Leit veronsécheren. An och dat kann eng Ursaach si vu Verzweiflung, wann ee mat der Justiz ze dinn huet a mengt, datt een an engem Prozess ass, wou een net all d'Chancen huet, déi engem zoustinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An eise leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech si frou, datt et e gesellschaftlech Bewosstsi gëtt, dat d'Suicideproblematik an och hir Tragwee ëmmer méi wouerhëlt. Nodeem awer eng ganz Rei Virriedner op verschidden Aspekter agaange sinn, wéll ech eigentlech haaptsächlech nach op een Aspekt agoen, nämlich d'Problematik vum Suicide a wat dozou féiert an der Aarbechtswelt. An der Aarbechtswelt hu mer zu Lëtzebuerg knapp 390.000 Leit, déi all Dag schaffen ginn an déi vun där Problematik betraff sinn.

Ech wéll awer trotzdem och all deene Strukturen, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn am Bereich vun der Suicidepreventioun an och vun der Prise en charge vu betraffene Familljemembere, Merci soen, well si ganz dacks op fräiwëlleger Basis eng immens wichtege Aarbecht maachen. Och e Merci dem Centre de prévention, deen eng wichtege Aarbecht mécht, wat d'Oplklärung ugeet, wat d'Aus-der-Welt-Schafe vun enger Rei Mythen ugeet. Et ass wierklech derwärt, fir hiren Internetsite www.prevention-suicide.lu kucken ze goen a sech déi Argumenter, déi do stinn, zunutzen ze maachen. Mä et geet awer elo ganz kloer drëm, fir ee Schrack méi wäit ze goen an der Problematik.

Et ass och kloer: De Suicide kënnt net vun näischt; et sinn eng Rei Virriedner, déi drop higewisen hunn. An der Aarbechtswelt heescht dat haaptsächlech eng ganz Rei Facteuren: psychosozial Facteuren, Stress, Erschöpfung, Konflikter, Belaaschtung, Burn-out, Harcèlement sexuel, Harcèlement moral - also Mobbing - respektiv d'Kombinatioun vun all deene Saachen.

Et ass och schonn drop higewise ginn, datt och zu Lëtzebuerg 15% vun de Suiciden op Mobbing zrëckzeféiere sinn. An et brauch een net déi extrem Beispiller ze kucke vun der Telekom an Däitschland, Télécom a Frankräich, wou sech heiansdo ganz vill Leit suicidéiert hu wéinst de Situatiounen op der Aarbechtsplaz, fir ze verstoen, datt d'Aarbechtskonditiounen an d'Aarbechtsorganisatioun eng wichtege Roll spillen.

Wat och gutt ass an nei ass, dat ass d'Versteesdemech an der Gesellschaft vun der Depression als solch, datt d'Depressionen emol unerkannt ginn, datt emol versicht gëtt, se ze erkennen, an datt d'Depressionen emol als solch behandelt ginn. An aus all deem ergëtt sech natierlech d'Noutwendegkeet vun enger Preventioun, an dat stëmmt och an der Aarbechtswelt.

Wat een och net därfer vergiessen, ass, datt vill Problemer doduerch entstinn, datt de Mënsch haaptsächlech ëmmer méi als Produktionsfacteur ugesi gëtt, ëmmer méi wirtschaftlech rentabel muss sinn an ëmmer manner als Mënsch ugesi gëtt mat all senge Suergen, Ängschten, Erwaardungen, déi ee seriö muss huelen an déi ganz dacks net seriö genuch geholl ginn.

Ech wéll awer net just iwwert d'Situatioun an der Aarbechtswelt schwätzen; ech wéll, Ma-

dame Minister, eng ganz Rei konkret Propositiounen an deem Zesummenhang maachen, well dat ass jo de Sënn vun där Debatt hei.

Dat éischt, wat ech wéll ervirsträichen, dat ass d'Noutwendegkeet, fir d'Aarbechtsmedezin ze stäerken. Eng vu menge Virriednerinnen huet op d'Noutwendegkeet vun der Schoulmedezin higewisen; ech ënnerstëtzen alles, wat se gesot huet. Um Niveau vun der Aarbechtsmedezin stëmmt dat nämlech, grad am Bereich vun de psychosoziale Leiden a Problemer.

Mir hunn de Moment eng Situatioun, wou eis Aarbechtsmedezin zerstückelt ass a sektoriell Servicer. An de Moment wier eigentlech do, fir hinzugeen an en nationale Service vun der Aarbechtsmedezin ze schafen, an net reng déi zerstückelt Strukturen. Well dat géif nämlech erlaben, fir Kräften ze bündelen an och transversal esou Problematike wéi déi psychosozial Problemer op der Aarbechtsplaz preventiv besser en charge ze huelen.

En zweete Punkt, deen an der Aarbechtswelt immens wichtege ass, dat ass d'Fro vun der Oplklärung - Oplklärung fir jiddereen, deen an engem Betrib schafft -, awer och vun der Formatioun - Formatioun vu Personalverrieder, awer och Formatioun vum Management op allen Ebenen. D'Personalverrieder spillen eng wichtege Roll an der Preventioun, mä awer och an der Prise en charge vu Leit an hu ganz dacks keng Äntwert op Problemer, déi opgeworf ginn, well se ganz dacks net wëssen, datt dat awer Problemer sinn, déi och an hire Kompetenzbereich falen. De Problem um Niveau vum Management: datt déi sech ganz dacks net bewosst sinn, wéi eng Roll datt si spille fir d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit, an och ganz dacks net wëssen, wéi se sech do sollen uleeën.

An deem Zesummenhang muss een och hiweisen op d'Konventioun, déi den 29. Juni 2009 iwwert den Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbechtsplaz ënnerschriwwen ginn ass an déi ënner anerem virgesäit, datt eigentlech an all Betrib - sief et am Betrib, sief et am Secteur - soll eng Prozedur opgestallt ginn, wéi ee Gewalt an Harcèlement am Betrib verhënnert.

Ech wéll hei e Beispill gi vun deem, wéi et ka funktionéieren, well ech selwer domadder betraff sinn, och als Personalverrieder an als Gewerkschaftler gehollef hunn, dat an d'Wee ze leeden. Dat ass dat vun der Gemeng Lëtzebuerg, wou mer awer och op der Säit vun de politesche Verantwortlechen an och vun der Verwaltung Usprichpartner fonnt hunn, fir dat op d'Been ze setzen.

Mir hunn eng Prozedur op d'Bee gesat, déi u sech, menger Meenung no, och beispillhaft ass, ka si fir aner Betriber, wou mer Usprichpartner definéieren, ganz breet. Dat sinn d'Personalverrieder, datt sinn d'Chefs de service, dat si Korrespondenten an de Betriber, déi genee wëssen, wéi se solle reagéieren, wa se mat engem Phenomeen vu Suicide oder Depression konfrontéiert ginn.

Mir hunn eng Kommissioun an d'Liewe geruff, wat eng paritétesch Kommissioun ass, déi sech där Problematik unhëlt, souwuel preventiv wéi Prise en charge. Mir hunn eng Prozedur vu sechs Etappe virgesinn, vun: Wéi äntweren ech engem, dee mat engem Problem kënnt, iwwer en Dossier opstellen, wann et noutwendeg ass, bis hin zu Sanktiounen oder organisatoreschen Annerungen, wann et muss sinn. An dat alles onofhängeg vun a parallell zu der individueller Prise en charge vun engem, dee Problemer huet, well dat jo net onbedéngt nëmmen d'Aufgab vum Betrib ass.

An d'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi vill Betriber hunn esou eng Prozedur? An ech mengen, datt et einfach noutwendeg wier, datt all Betrib - oder sektoriell - esou eng Prozedur hätt, an déi Prozedur hei kéint een zum Beispill op de Gemengesecteur ausweiden. Mir hunn dem Syvicol dat och esou proposéiert gehat deemools an och anere Betriber. A mir konnten och virdu versécheren, et kéint ee sech och bei de Responsabele vun der Gemeng Lëtzebuerg doriwwer informéieren, wéi dat leeft.

Also, wéi gesot, déi Konventioun iwwert den Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbechtsplaz, déi misst onbedéngt bilanzéiert ginn an do misst een da Konklusiounen draus zéien, wéi een déi kéint weiderentwéckelen. An dee Bilan, dee soll am beschte mat der Regierung an och mat der Chamber gemaach ginn.

En zweete Punkt, wou ee muss eng Bilanz maachen a wou ee wierklech muss och op gesetzlecher Ebene reagéieren, dat ass d'Problematik vum Mobbing selwer, déi jo ganz dacks effektiv zu engem vun den Ursaache féiert, firwat datt



d'Leit sech an esou Situatiounen befannen, datt se hirem Liewe wëllen en Enn setzen.

Mir hunn en Accord-cadre, Dir wësst et, deen iwwert de Mobbing, zwëschen dem OGB-L, dem LCGB an de Patronen, deen u sech de Mobbing relativ gutt definéiert. Mir hunn am Secteur public zu Lëtzebuerg am Statut, dat wësst Der och, souwuel eng Definition vum Mobbing, ee Verbuert vu Mobbing sexuel, moral, Harcèlement sexuel, Harcèlement moral, wéi och Prozeduren, wéi do ze reagieren ass. Mä mir hunn awer zu Lëtzebuerg kee gesetzleche Kader fir de Mobbing am Privatsektor. An et wier wierklech dréngend, datt dee gesetzleche Kader géif geschafte ginn.

Eng weider Proposition ass déi vun de Personalvertrieeder an de Betriber, sief et Personalvertrieeder, sief et Délégueés à la santé-sécurité, déi onbedéngt Formatiounen brauchen. Et ass och falsch, fir ze mengen, wann een am Betrib hätt, dee sech ëm déi Problematik bekëmmert, da wier de Problem geléist. Dat ass falsch! Et kann een d'Problematik net delegéieren un eng Persoun. Et muss en allgemengt Bewusstsein an de Betriber sinn, eng allgemeng Formatioun do sinn op allen Ebenen, fir sech der Problematik unzehuelen. Dat heescht awer net, datt d'Formatioun vun eenzelne Leit, zum Beispill vun de Personalvertrieeder, net immens wichteg ass.

An do ass et och eng gewëssen Angscht, datt déi Spuermoosnamen, déi d'Regierung wëlls huet am Beräich vun der Subventioun fir d'Betriber fir d'Formatioun, a leschter Instanz dozou féieren, datt d'Betriber an Zukunft manner investéieren an d'Formatioun oder mindestens selwer wëllen decidéieren, a wat se investéieren, datt déi Formatiounen, déi nach gemaach ginn, grad déi sinn, déi dem Betrib direkt, produktivistesche eppes solle bréngen, an datt esou Saache wéi déi do och an de Plans individuels de formation, de Plans personnels de formation ewechfalen.

An dann e leschte Punkt, op deen ech wëll hiweisen, dat ass deen, datt et wierklech och Zäit géif ginn, fir am öffentleche Secteur ze klären, wien dann elo zoustänneg ass fir d'Employés privés, déi bei de Gemengen, beim Stat schaffen. An dat stëmmt och, wat d'ITM ugeet, mä och, wat d'Santé au travail ugeet, wou dat eng relativ Onkloerheet ass an en Hin an Hier ass, wie sech ëm déi Leit bekëmmert - bei der ITM ass et bis haut nach ëmmer keen -, an déi Fro misst och gekläert ginn.

Ofschléissend wëll ech also soen, datt mer frou wieren, wann an deene sechs Achsen, déi am Plang hei ugedeit sinn, wou geschaff gëtt, wann do soit eng spezifesch Achs iwwert d'Aarbechtswelt kéint derbäikommen, wou déi Propositionen do géifen diskutéiert ginn an och hoffentlech kéinte festgehalen ginn, soit, datt et eng transversal Problematik wier - d'Aarbechtswelt duerch déi sechs Achsen -, déi dann awer spezifesch misst berücksichtegt ginn.

A mir hoffen och, datt wat d'Ressourcen ugeet, d'Finanzen haaptsächlech, well et ass geschwat ginn, datt op ganz ville Plaze muss ausgebaut ginn... Ech wëll lech just nach ee Beispill ginn, dat ass: Och d'Chambre des Salariés, déi hei schon e puermol zitéiert ginn ass, huet eng Stressberodung, déi souwuel preventiv schafft, mä awer och individuell schafft. Déi kann déi Aarbecht net maachen, déi se am Fong geholl wëllt maachen a misst maachen, well se net genuch Ressourcen huet!

Also, mir mussen op villen Ebene Ressourcen stärken. A wann dat verlaangt, datt de Budget méi héich misst sinn, dee virgesinn ass, hoffe mer, datt d'Regierung och déi Décisioun hëlt oder der Chamber proposéiert, fir dann déi Suen auszeginn, déi ee misst ausginn, fir dat ze maachen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet elo d'Gesondheitsministesch, fir op d'Suggestiounen ze reagieren. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, Dir verzeit mer elo, wann ech net op all eenzel Suggestioun a Reflexioun, déi haut hei gemaach ginn ass, kann agoen. Mä ech hu mer awer ganz vill Notiz gemaach an ech hu mer der och e puer matbruecht vun deenen, déi douewe sëtzen a sech och Notiz gemaach hunn. A mir wäerten op alle Fall all déi vill gutt Suggestiounen mat op de Wee huelen.

Mir huet et immens vill Freed gemaach, dass als Éischt emol d'Iddi vun engem nationale Suicidepreventiounsprogramm iwwerall, bei allen,

déi hei an der Chamber vertruede sinn, ganz gutt ukomm ass. An ech mengen och, dass kee Wee derlaanschtféiert.

Wat mer och Freed gemaach huet, dat ass, dass mer konnte konstruktiv matenee schwätzen, dass déi Proposen, déi hei gemaach gi sinn, alleguete geleet ware vun enger Verbesserung vun der Situatioun, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg hunn, och wa mer am internationale Verglach net esou schlecht dostinn. Mä, wéi et hei vu ville vun lech gesot ginn ass, all eenzelne Mënsch, dee mer verléieren a wou mer awer am Hannerkapp ëmmer eis soen, mir hätten e vläicht kënne retten, ass et derwäert, dass mer eis déi Gedanken haut doriwuer maachen.

Dat Eenzegt, wat net richtig war, dat ass, dass mer hei in extremis deen Débat ugefrot hätten. Am Contraire, ech hat dee schonn de 7. Juli ugefrot, an ech hat och d'Chamberskommission schonn am Mee driwwer informéiert, dass deen Débat géif ugefrot ginn. An d'Tat-saach, dass muer eis national Gesondheitskonferenz ass, op déi ech lech alleguete ganz häerzlech wëll invitieren, wou ënner anerem och de Suicide um Ordre du jour steet, ass ganz einfach eng Coincidence. An ech wollt dem Chamberspräsident Merci soen, dass hie mer et erméiglecht huet, dass ech deen Débat virdru konnt hei an der Chamber féieren. Well vläicht kënne schonn déi eng oder aner Suggestiounen, déi haut hei artikuliert gi sinn, muer och an d'Diskussioun mat afléissen. Do fir sinn ech wierklech, wierklech dankbar!

Ech denken och, dass et richtig war, fir hei eng ganz breet Consultationsphas ze maachen, déi vläicht och e bësse méi laang gedauert huet. Dat war awer wierklech derwäert, dass wierklech hei sechs Ministären zesummeschafft hunn, dass mer Eescht gemaach hu mat deem, wat och dës Regierung ëmmer erëm ukënnegt: dass mer wëllen interministeriell zesummeschaffen. An ech mengen, hei waren ënner mengem Virgänger wierklech déi richtig Jalone geluecht gi fir deen nationale Plan suicide. Dat schéngt mer also ganz wichtig ze sinn. An net nëmmer déi sechs Ministären hu gutt zesummeschafft, mä mat allen Acteuren um Terrain ass geschafft ginn. An hinne wëll ech och e ganz grouse Merci soen!

Da kann ech och direkt eng kleng Remarque zum Budget maachen. Natierlech, wa mer hei vu plus ou moins enger Millioun op enger Lafdauer vun dräi, véier Joer schwätzen, da muss mer dat natierlech nach am Detail opstellen. Dat ass kee Budget, deen Der herno exklusiv wäert am Ministère de la Santé begéien. Do wäerte mer eis dann och opdeelen ënner Ministären. Et sinn och 1,25 ETPen, Psychologe virgesinn an deenen nächste Joren, wou mer souwuel de Centre d'intervention et de prévention wëlle stärke wéi och den SOS Détresse, deen hei e puermol genannt ginn ass an deen ënner der Tutelle vum Ministère de la Famille ass.

Dat sinn also Diskussiounen, déi nach ze féiere sinn, a mir wollten awer och déi Diskussiounen en connaissance de cause féieren an de Plang fir d'Éischt definitiv op de Pabeier bréngen an dann déi Consultatiounen tëscht de Ministären, déi alleguerten um Terrain matgeschafft hunn, fir déi dann ze maachen.

Ech gräifen dat och op, wat ënner anerem d'Madame Andrich gesot huet, dass et wierklech wichteg ass, fir kloer Indicateuren ze hunn a propper Datebanken opstellen. Mir schaffe jo dorunner, fir en Observatoire national de la santé ze kreieren. En attendant probéiere mer natierlech, déi Datebanke schonn unzeleeën oder ze compléieren, do wou se schonn do sinn. Ech gräifen och déi Proposen hei op. Zum Deel si se och schonn en place mat eise Centre-de-recherchen, virun allem dem CRP-Santé, wou scho wichteg Donnéeën do sinn. Awer och déi proposéiert Zesummenaarbecht mat der Universitéit Lëtzebuerg wëlle mer opgräifen, fir déi Datebanken opstellen.

Ech deelen och d'Meenung vun all deenen, déi soen, dass et wichteg ass, déi eenzel Strukturen, déi mer schonn hunn, ënnereneen nach besser ze vernetzen a virun allem d'Koordinatioun um Terrain ze verbessern. Déi therapeutesch Ketten, vun där Dir och geschwat hutt, Madame Andrich, dat ass wierklech ganz wichtig, an zwou vu sechs Achsen dréien nëmme ëm déi dote Punkten. An dat ass a mengen Aen och ee vun de wichtigste Volete vun deem Plan national.

Et ass och hei gesot ginn, dass déi eenzel Risikogruppen, zu deenen zum Beispill déi depressiv Mënsche gehéieren, dass déi propper encadréiert misste ginn an dass et heiansdo wierklech wuertwärtlech eng Fro vu Liewen an Doud wier, fir déi richtig Symptomer an déi éischt Signaler uerdentlech kënne ze interpretieren. Dat ass och eng Remarque, déi vun der Madame Hemmen gemaach ginn ass, och am Zesummenhang mat enger fréier Preventioun,

déi mer mussen maachen, och am Zesummenhang mat der Formatioun, op déi si insistéiert huet.

A virun allem och wëll ech dat ervirsträchen, wat si développéiert huet am Zesummenhang mat de Kanner, mat deene ganz Jonken. An et huet mech wierklech betraff gemaach, wéi si hei déi Reflexioun gefouert huet, déi si op eng Etüd baséiert huet, dass Kanner heiansdo bis op zéng verschidde Plazen uklappen a Signaler ginn, bis een hinnen iwwerhaapt uerdentlech nolauschtert! Dat huet mech wierklech betraff gemaach an, ech mengen, dat trëfft et och ganz gutt, dass mer heiansdo net nëmme als Elteren, mä och als déi um Terrain, an de Spideeler, oder d'Dokteren oder d'Leierpersonal, dass mer wierklech déi Signaler mussen héieren, déi d'Kanner eis mat op de Wee ginn.

A ganz eescht huele mer och déi Reflexiounen vun der Madame Hemmen iwwert de Cybermobbing. Ech denken, dat ass eng wichteg Reflexioun, déi nëmme usazweis diskutéiert ginn ass, mä déi, mengen ech, awer méi ee grouse Stellwäert soll hunn.

Den Här Bauler huet och ganz recht, wou en dovunner geschwat huet, dass et wichteg ass, fir opzehalen ze stigmatisieren. Doranner si mer als Gesellschaft ganz gutt a mir wëssen net ëmmer, wat mer domadder uriichten, a mir sollten eis wierklech net genéieren, fir an alle Liewenslagen, vu kleng Kanner un, de Mënschen d'Wäertschätzung mat op de Wee ze ginn, déi mir hinnen als Mënschen zoumoosen. Ech denken, dass dat ganz wichteg ass, an ech hunn dat ganz flott fonnt, déi Aart a Weis, wéi hien dat hei gesot huet.

Och déi Reflexiounen, déi hien eis ginn huet, fir méi cibléiert bei Risikogruppe virzegoen. Dat gräift jo dat op, wat ech och éinescht gesot hunn am Zesummenhang mat den Ausfierung vum ënner anerem der Madame Andrich iwwert d'Depressiounen an och d'Erweiterung vun dem Plang mat konkreten Aktiounen, wat eis wierklech um Häerz läit.

E puer vun lech hunn och hei d'Situatioun op der Aarbechtsplaz opgegraff an déi Etüd, déi gemaach ginn ass am Zesummenhang mat de Salariés a wéi wierklech och Stress op der Aarbechtsplaz oder Mobbing oder och schwiereg Situatiounen mat den Aarbechtskollege kënnen dozou féieren, dass een an eng vun deene Risikogruppe kënnt. Ech wëll net elo déi eenzel Achsen nach eng kéier hei oplëschen, well der vill vun lech déi genannt hunn.

Gutt a wichteg hunn ech och déi Iddi fonnt - dat huet ënner anerem den Här Bauler gesot, awer ech mengen, et ass och vun aneren nach gesot ginn -, dass mer solle probéieren, 24 Stonnen op 24 wierklech eng Ulfestell iwwer Telefon ze bidden. Ech mengen, ënner anerem d'Madame Lorsché hat och dorop higewisen.

Am Moment fonctionnéiert den Telefon vun SOS Détresse vun 3 Auer mëttes bis 11 Auer owes an der Woch, an iwwert d'ganz Nuecht bis 7 Auer moies de Weekend. Mä, ech mengen, wann eng Persoun en détresse ass, dann dierf et net dovunner ofhängeg sinn, ob déi Détresse eben de Weekend méi an Erscheinung trëtt oder an der Woch. Dat hunn ech mer wierklech opgeschriwwen an dat huelen ech och ganz eescht.

D'Roll vun de Medie war ee vun de Voleten, op deen d'Madame Lorsché agaangen ass. Ganz wichteg huele mer och den Ausbau vun der primärer Berodung, d'Roll vun den Elteren, och déi Interferenzen tëscht Suchtverhalten a Suicide. An dann och ee Volete, op dee si am Besseren gaangen ass, dat ass d'Médecine scolaire, bei der Konfliktbewältigung vläicht och hei d'Iddi vun enger Charte fir d'Suicidepreventioun, an och deen Akzent, dee si geuecht huet op den Harcèlement moral. All déi Piste sinn ugeduecht, mä, ech mengen, mir si jo haut dofir do, fir vläicht nach eng dropzeleeën oder fir eng Rei vun Aktiounen nach weider auszubauen, an dofir ware mer ganz dankbar.

Bon, den Här Kartheiser huet hei eng Rei vu familljepolitesche Reflexiounen gemaach. D'Famill huet natierlech e wichtige Stellwäert an der Suicidepreventioun. Ech wëll ënner anerem dem Här Kartheiser d'Informatioun ginn, dass mer deen Treffpunkt, also dee Centre de consultation, wou déi gescheeten Eltere kënnen higoen, wann een Elterendeel d'Garde vun de Kanner net huet, dass dee mat consultéiert ginn ass bei enger vun deenen Achsen, déi mer definéiert hunn, an dass och verschidden Aktiounen, déi mer ganz prezis mat op de Wee ginn hunn, an Zesummenaarbecht mat ebe grad deenen, déi an deene Beräicher schaffen, konnte geschéien.

Dir hutt och Reflexiounen gemaach iwwer: Wat ass d'Fräiheet vum Mënsch? Do komme mer an e ganz philosophesche Beräich. Mä dat sinn natierlech Reflexiounen, déi mir eis och gemaach hunn an déi zum Deel och an eis Aktiounen mat eragefloss sinn. Mä dat sinn natier-

lech och ëmmer verschidden Ausrichtungen, jee nodeem, aus wéi enger Perspektiv een et kuckt.

Den Här Turpel huet hei a mengen Ae ganz interessant Reflexiounen gemaach am Zesummenhang mat nationale Koordinatiounsmechanismen, fir d'Aarbechtsmedezin ze stärken. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn, net nëmme am Beräich vun der Preventioun, mä och vun der Formatioun. Bon, d'Formatioun méi spezifesch vun de Personalvertrieeder ass schonn eng vun deenen Aktiounen, déi mer virgesinn hunn. Mä mir huelen och déi aner Reflexiounen mat op de Wee.

An ech géif dann ofschléisse mat enger Remarque, déi Dir gemaach hutt, Här Turpel, fir nämlech allen Acteuren e Merci ze soen, net nëmme deenen, déi um Terrain schaffen, mä déi virun allem hir wäertvoll Experienz an hiren Know-how mat an eise Plan national suicide afléisse gelooss hunn.

Ech mengen, ech war kuerz genuch, Här Président, an domadder géif ech nach eng kéier Merci soe fir deen interessanten Débat, dee mer haut konnte féieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Gesondheitsministesch.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun esem Ordre du jour iwwergoen. Ech wollt lech awer, ier ech dem Rapporteur d'Wuert ginn, just nach zwou Informatiounen ginn.

10. 6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

Déclaration de recevabilité

Fir d'Éischt: Iwwer Lettre circulaire huet sech d'Présidentekonferenz haut de Mëtteg fir d'Recevabilité vun der Proposition de loi 6738 iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwer verschidde Froen am Zesummenhang mam Ausschaffe vun enger neier Constitution ausgeschat. Déi Proposition de loi gouf an der Sëtzung vun haut vum Här Alex Bodry a sengem eegenen Numm an am Numm vum Här Eugène Berger a vun der Madame Viviane Loschetter deponéiert.

Ass d'Chamber bereet, sech der Positioun vun der Presidentekonferenz unzeschléissen?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

(La proposition de loi n°6738 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

11. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)

An ech wollt lech just nach matdeelen, dass eng weider Emännerung komm ass, wat d'Zesummesetzung vun der Kulturkommissioun ugeet. Do ersetzt den Här Laurent Zeimet elo definitiv den Här Marc Lies.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou decidéiert. Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6680 iwwert den automatechen Informatiounsaustausch am Steuerberäich. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

12. 6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg presentéieren ech lech de Rapport iwwert de Projet de loi zu deem vill diskutierten Informatiounsaustausch. Dëse Gesetzesprojet ass den 10. Abrëll 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet den Text den 3. Juni analyséiert, an d'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 16. Juni uge-



holl. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 3. Juli geholl, an d'Chambre des Métiers huet de proposéierte Gesetzestext den 1. August analyséiert. De 7. Oktober huet dunn de Statsrot säin Avis finaliséiert.

An der Sëtzung vun der Finanz- a Budgetskommissioun vum 14. Oktober gouf ech zum Rapporteur vun deem Gesetzesprojekt genannt. D'Kommissioun huet sech mam Gesetzesprojekt a mam Avis vum Statsrot de 14. a 16. Oktober beschäftegt, ier den 21. Oktober de Rapport majoritär ugeholl ginn ass. Den Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten ass no der Adoptioun vum Rapport erakomm. De Projet ass dunn och nach den 3. November, dat heescht gëschter, an der Kommissioun a Präsenz vum Finanz- a vum Justizminister beschwat ginn.

Här President, de Gesetzesprojekt vun haut de Mëtteg ass eng Äntwert op verschidde Kritikpunkten, déi de Forum mondial an eist Land gericht huet. An deem sengem Rapport, deen den Titel „Transparence fiscale 2013: Rapport de progrès“ dréit an den 22. November vum vergaangene Joer publizéiert gouf, krut Lëtzebuerg keng gutt Zensur ausgestallt.

Ier ech awer elo op d'Konklusioun vum dëser Analys ze schwätze kommen, wëll ech gären e bësse méi genau op hire Contenu agoen. De Forum mondial huet zum Zil, déi international Steierhannerzéiung ze reduzéieren.

Dëst ass en Zil, dat eist Land mat zwou Hänn ënnerschreiw kann. Esou huet de Finanzminister leschte Mëtwoch, zesumme mat all deenen aneren OECD-Länner, zu Berlin en internationale Standard ënnerschriwwen, fir esou illegal Praktiken ze ënnerbannen. Ab 2017 wäert Lëtzebuerg den Informatiounsautausch no deem neie Standard ausféieren. Wann d'Informatiounen iwwert d'Steierzuelungen tëscht de Länner op eng kloer Aart a Weis gedeelt ginn, dann ass dat e wichtege Schrëtt, fir d'Steierhannerzéiung ze verhënnere.

D'Finanz- a Budgetskommissioun gesäit dat iwwerregens net anescht. An deem Zesammenhang ass de Regierungsprogramm net manner kloer. Ech zitieren: «...en matière de transparence et d'échanges de renseignements à des fins fiscales, le Gouvernement participera activement aux travaux dans le cadre de l'Union européenne et à l'OCDE visant à développer le standard international en cette matière, mais toute extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations devra se faire dans des modalités et selon un calendrier assurant au secteur financier sa stabilité et sa compétitivité internationale. Le Gouvernement insistera sur le besoin d'adoption de normes homogènes par toutes les grandes places financières dans quel cas le Luxembourg ne s'opposera pas à une extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations.»

Wéi scho méi oft gesot gouf, wann alleguer d'Länner sech eens géife ginn, wéi eng a wéi d'Informatiounen a Steierfroer gedeelt solle ginn, dann huet Lëtzebuerg kee Problem domadder, bei esou engem System matzemaachen. An deem Fall gëtt et eng gemeinsam Basis, un déi jiddweree sech hält. Et gëtt also eng fair Konkurrenz, ouni dass deen een oder deen anere sech en onfaire Virdeel verschafe kéint.

Well et an der Vergaangenheet awer ëmmer erëm Länner goufen, déi net mat op dese Wee goe wollten, waren d'Verhandlungen net einfach. Elo, wou dann awer eng gemeinsam Basis déi lescht Woch zu Berlin fonnt ginn ass, sinn d'Konditiounen, déi eis Regierung gestallt hat, erfüllt. An deem Sënn diskutéiere mer haut op dëser Plaz driwwer, fir bei deem Informatiounsautausch no klore Regele matzemaachen.

Fir awer elo op eis schlecht Zensur zrëckzekommen: D'Experte vum Forum mondial hunn analyséiert, awéiwäit eise juristesche Kader mat den internationalen Normen iwwerenerstëmmt an och wéi den Informatiounsautausch praktesch ofleeft; dëst ëmmer am Fall, wou esou Reineignementer ugefrot goufen. D'Gesamtnote, déi Lëtzebuerg krut, ass déi vum „non conforme“.

Méi spezifesch goufe véier Beräicher festgehalen, an deenen eist Land nach Efforte maache muss: éischters, d'Aart a Weis, wéi déi Lëtzebuurger Autoritéiten iwwer Informatiounen verfüegen, dat iwwert d'Propriétéit vun de Finanzproduiten, op deenen den Informatiounsautausch zoutreff, geet der OCDE no net wäit genuch.

Et gëtt och gesot, dass eis Autoritéiten net genuch Accès op déi néideg Informatiounen hätten. Zwar wieren déi richteg Mechanismen hei en place, mä si géifen net ëmmer esou applizéiert ginn, wéi dat geduecht wier.

An drëtten, de Rapport kënnt och nach zu der Konklusioun, dass eis Mechanismen et

net ëmmer erlabe géifen, en effikassen Informatiounsautausch ze garantéieren.

En fin de compte géifen eis Mechanismen d'Rechter vun de Steierzueler a vun Drëtten net ëmmer genuch respekziéieren.

De Forum mondial huet also eng Rei Kriticken un onsem Land formuléiert. Kriticken, op déi dese Gesetzesprojekt eng Äntwert gëtt. Dëst ass wichteg, fir dass Lëtzebuerg säi gudden internationalen Image weider konsolidéiere kann.

Et geet hei ëm eis Finanzplaz. Et muss sécher gestallt ginn, datt mer „fully compliant“ sinn, an et doduerch méiglech maachen, datt eise Finanzsektor bei gréisseren Transaktiounen, déi vun internationalen Institutiounen gemaach ginn, mat a Betracht gezu gëtt, wat haut ënner d'är bestehender Léiglatioun net méi méiglech ass. Ech denken do un d'BEI oder den Europäeschen Investmentfond, fir nëmme déi zwee ze nennen.

Här President, an der Vergaangenheet ass Lëtzebuerg an deem Domän schonn tätég ginn. Esou hu mer mam Gesetz vum 31. Mäerz 2010 verschidden Adaptatiounen un den interne Prozedure bei de Finanzadministratiounen gemaach, fir den Informatiounsautausch ze vereinfachen.

Mir hunn an de leschte Joren a Méint e puer Gesetzer an deem Domän ugeholl. Haut kënnt e weidere Schrëtt an dës Richtung derbäi. Mir verstinn d'Kritikpunkte vum Forum mondial an huelen duerfir déi néideg juristesche Ännerunge vir, fir mat den internationale Standarden konform ze ginn. Déi technesch Ëmsetzung sinn am schrëftleche Rapport nozeliesen.

Mir hu scho länger eng stark Finanzplaz. An dese Projet wäert säint derzou bäidroen, dass dat och an der Zukunft esou bleift. Lëtzebuerg bleift weiderhin e Centre d'excellence an de Finanzen.

Dës Regierung geet oppe mat deem Thema ëm, wat net ëmmer einfach, mä couragéis a richteg ass. D'Regierung huet d'Heft an d'Hand geholl, fir sech selwer géint esou munche schlecht gemengte Virworf u Lëtzebuerg ze wieren.

Dës proaktiv Approche weist, dass Lëtzebuerg en Acteur op der Finanzlandkaart ass, deen op Transparenz setzt, bei sech selwer wéi och bei deenen aneren. Als Rapporteur vun deem Gesetzesprojekt kann ech esou eng Approche nëmme wëllkomm heeschen, an u sech misste mer eis alleguerten heibannen eens sinn.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer nach en technesch Commentaire maachen. Als Rapporteur vu Gesetzesprojekten zum Thema, déi mir an deene leschte Méint op dëser Plaz duerchgeholl hunn, weess ech, dass et ëmmer erëm Diskussiounen gouf, wéi déi genee Procédure vun esou engem Informatiounsautausch am Gesetz festgehal gi soll.

Bis elo war et esou, dass op d'Artikelen 2 bis 6 vum Gesetz vum 31. Mäerz 2010 verweise gouf. Elo ass virgesinn, fir dës Procédure an engem eegenen an eenzege Gesetz ze verankeren, wat dese Volet vum Austausch méi iwwersiichtlech mécht. Dësen Text concernéiert all d'Demanden, souguer ënner Konventiounen, déi net ënner dem OECD-Modell lafen.

De Conseil d'État huet a sengem Avis e puer Recommendationen gemaach, déi zum groussen Deel vun der Finanzkommissioun ugeholl gi sinn. Esou ass ënner anerem enger Opposition formelle Rechnung gedroe ginn am Artikel 3 Paragraph 5, fir der zoustänneger Verwaltung net méi Rechter bei enger Demande ze ginn, wéi se elo intern huet.

Des Weideren ass den Artikel 6 vum Projet de loi gestrach ginn, well de Libellé eigentlech déi genau Transpositioun vum Artikel 26 Paragraph 3 Alinéa C vun dem OCDE-Modell iwwerhëlt, wat de Respect vum Secret professionnel betrëfft. Dee Respekt ass der Kommissioun wichteg gewiescht. Dat heescht, en ass wichteg gewiescht, mä mir kënnen ouni Problem eis op deen Artikel 26 beruffen.

Zu der Fro vum Recours, déi virdu scho gestallt ginn ass an déi herno nach wäert zu munchen Diskussiounen féieren, kann ech nëmme soen, datt wuel e Recours am Pays requérant méiglech ass. Et ass net um Pays requis, fir d'Opportunitéit vun esou enger Demande ze entscheiden. Mir sinn hei a steierlecher Matière an net am Strorecht, wou e Recours absolutement justifiéiert ass.

Eis Finanzplaz huet eng laang Geschicht, eng Geschicht, déi sech weise loosse kann. A wann een en duerchgehende Fuedem an dëser Geschicht sicht, da fënn et schnell dee vun der Oppenheet vun eise Land. An ouni dës Weltopenheet géife mir elo als Land net do stoen, wou mer stinn, an eis Finanzplaz géif genausou weineg do stoen, wou se elo steet. Si ass gutt opgestallt, an de Gesetzesprojekt vun haut de Mëtteg wäert hir weider Méiglechkeete ginn, eist Land dobausse gutt ze vertrieben.

Dat gesot, bréngen ech hei och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiede Gesetzes-text an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi schrëftlechen a säi mündleche Bericht.

D'Kritik vun der CSV-Fraktioun un deem Gesetzesprojekt, Här President, déi wäert näischt mat dem Rapporteur a fréiere Bättonnier vun dem Affekotearreau ze dinn hunn. Här Arendt, Dir sidd eis net onsympathesch.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif den Här Roth bieden, sech un d'Chamber ze adresséieren.

(Hilarité et brouhaha général)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, an internationale Steierfroen hate mir an der Vergaangenheet meeschtens heibannen e largé Konsens.

Firwat? Mä well eigentlech jiddwerengem am Interessé vum Land un dem gudden Ruff a virun allem un der Entwécklung vun eiser Finanz- a Bankeplaz geleeé war. An d'CSV steet och duerfir, an dat soen ech ganz kloer, zu dem Prinzip vun deem Gesetz, well et ass en Engagement zur administrativer Kooperatioun an internationale Steierfroen, eng logesch Suite eigentlech vun Aarbechten, déi iwwert déi leschte Jore gemaach goufen, och vun der fréierer Regierung.

An ech erlabe mer, awer nach eng Kéier un d'Mérite vun engem Luc Frieden ze erënnere, deen, nodeem mer 2009 vun dem sogenannten „G20-Sommet“ op eng gro Lëscht vun de Steierparadäiser gesat goufen, eng Hällewull Duebelbesteuerungsofkomme verhandelt huet. An domat si mer och vun der Lëscht vun de Steierparadäiser erofkomm, am Interessé vun der Finanzplaz an och am Interessé vun dem Land.

Jo, Här President, d'CSV, déi steet zu enger propperer Finanz- a Bankeplaz. Fir d'CSV ass d'Steierhannerzéiung kee Kavaliersdelikt. Et verstéisst nämlech géint d'Steierethik, a geschiedeg ass domadder de Stat an net zulescht deen eenzelne Bierger.

An, jo, Här President, mir wësse ganz genee, dass, wa mer e Finanzskandal hunn, bei enger Bank, déi zu Lëtzebuerg etabléiert ass, egal wu wat fir enger Nationalitéit, dann hu mer e Problem op der ganzer Banken- a Finanzplaz.

Mä, Här President, wann d'Zilssetzung vun deem Gesetz stëmmt, an dozou sti mir, ech soen et nach eng Kéier, dann hellegt awer den Zweck net all Mëttele, besonnesch dann, wann d'Grondprinzipie vum Rechtsstat an der Schossinn stinn, an déi hunn ëmmer Virfahrt. Dat ënnersträiche mir als CSV och gradesou däitlech.

Här President, dese Gesetzesprojekt gesäit eigentlech vereinfacht vir, dass op Ufro vun enger auslännescher Steierverwaltung de Lëtzebuurger Steierdirekter eng Bank, een Affekot, een Notaire, eng Fiduciaire kann opfuere, Dokumenter iwwer e Client erauszeréckelen, ouni dass géint dës Décisioun iergendwelche Recours zu Lëtzebuerg méiglech ass. Am Contraire! D'Gesetz verbitt souguer ausdrécklech de Recours, an d'Bank daërf, wann dat vun der auslännescher Autoritéit verlaangt gëtt, de Client net emol iwwert d'Opfuere, fir d'Dokumenter erauszeréckelen, informéieren.

A fir eis, Här President, steet dat am Widder-sproch zu allen elementare grondrechtliche Prinzipie vun engem Rechtsstat. Eng Lëtzebuurger Verwaltungsautoritéit hält eng Décisioun, géint déi keen Asproch bei engem Gericht méiglech ass. Null Kontroll. Keng Méiglechkeet, fir sech ze wieren.

Ech ginn dat konkret un. D'Bank muss zum Beispill e Relevé de compte vun engem Client weiderginn, op deem heiansdo ganz privat Donnéeë stinn, déi net nëmme de Client betreffen, mä och Drëttpersonen! Sensibel Beräicher, eng Alimenterbezuellung, déi all Mount gemaach gëtt fir Kanner, fir eng aner Fra, eng Liewensversécherung,...

(Interruption)

...eng Liewensversécherung - Madame Loschetter! -, wou de Bénéficiaire ka bekannt ginn, wann déi Ufro bei enger Assurancegesellschaft gemaach gëtt. Null Méiglechkeet, sech deem ze opposéieren, weder fir de Client, nach fir déi Drëttperson, déi betraff ass.

Et ass richteg, Här President, an de Rapporteur, de Guy Arendt, huet virdu gesot, dass d'Méiglechkeet vun der sougenannter „Injonction“ - wéi et am Fachjargon heescht - vun dem Steierdirekter besteet, an zwar zënter engem Gesetz vum 31. Mäerz 2010, vun deem den alle fréi verstuerwene Lucien Thiel nach deemools Rapporteur war. Mir hunn och deemools laang an der Finanzkommissioun iwwert déi sechs Artikel vum deem Gesetz diskutéiert.

Mä ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, an dem Gesetz vum 31. Mäerz 2010, do gouf et ee Recours. Et gouf eng Informatioun vun dem Client duerch d'Bank, an d'Donnéeën iwwert d'Drëttpersonen konnte bis haut maskéiert ginn.

Här President, dozou folgend Observatiounen zu engem dach eemolege Virgank an eise Lëtzebuurger Rechtsstat.

1. De Contrôle judiciaire, also d'Iwwerprüfung duerch en onofhängegt Gericht, dat ass e Grondprinzip vun eiser Demokratie. Iwwerregens vun all Demokratie!

An ee rezenten Avis, de Guy Arendt huet en och ugeschwat, vun dem Affekotearreau - en ass zwar spët komm, mä en ass awer do -, dee geet och dorobber ausdrécklech an. An ech erlabe mer awer, dee Passage ze zitieren vun den Affekoten - net engem eenzelnen Affekot, mä deem ganze Barreau -, representativ fir déi bal 2.000 Affekoten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn: «N'est-ce pas l'idée même de l'État de Droit et de la séparation des pouvoirs: L'administration applique une loi, et les juridictions contrôlent cette application. Or,» - schreien d'Affekoten - «à l'avenir, un recours judiciaire contre les mesures exécutées par les administrations fiscales luxembourgeoises sera tout simplement impossible dans la majorité des cas.»

D'Gesetz iwwer eist Verwaltungsgericht aus dem Joer '96, dat seet am Artikel 2, ech erlabe mer, deen awer virzeliesen: «Le tribunal administratif» - also d'Verwaltungsgericht - «statue sur les recours dirigés pour incompetence,» - am Sënn vun „net zoustänneg“ - «excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre toutes» - an ech widderhuelen et: contre toutes! - «les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements.»

Ech ginn net op d'Interpretatioun vun deem Text hei an. Ech hunn lech e just gelies. D'Décisioun, eng Procédure vum Verwaltungsgericht, e Recours géint all administrativ Décisioun.

2. De liberale Statsminister, den Här Bettel, President vun enger Regierung, déi sech op de Fändel geschriwwen huet, alles méi transparent ze maachen, de Leit ze soen, wat op si zoukënn, dee sot als DP-Spriecher - als DP-Spriecher! - a Member vun der Commission juridique de 17. Mäerz 2010 op dëser Plaz, am Kontext vun Diskussiounen iwwert d'Gesetz vum 31. Mäerz 2010, wat ech virdu ugefouert hunn, a wat eben e Recours virgesäit an eng Informatioun vun dem Client - an ech zitieren den Här Bettel: „Ech muss lech awer soen, Här President, dass ech ganz fro sinn,“ - seet den Här Bettel - „dass d'Regierung“ - et war déi deemoleg - „- well et sinn aner Regierungen, déi dat net gemaach hunn - virgesinn huet, dass een e Recours ka maache géint déi Décisioun vun der Steierverwaltung, a souguer, dat muss een och soen,“ - sot den Här Bettel deemools - „well dat net ëmmer de Fall ass, dass een Appel ka maachen. An ech mengen, déi Punkte soll een och ënnersträichen.“ Dat sot, wéi gesot, deemools den Här Bettel.

An haut deeselwechten Här Bettel, liberale Statsminister, mat engem liberale Finanzminister, dem Här Gramegna, engem gréngen Justizminister, déi schafen dee Recours einfach of.

Ech muss soen: Der Madame Colette Flesch, enger ferventer Verfechterin vun eise Rechtsstat, ma där muss dach bei esou engem Projet de loi hiet blot Häerz einfach bludden.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Net eleng där!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Net eleng där!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et sinn der vill.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - 3. Här President, d'Chambre de Commerce - Här Gramegna, vun där Dir nach virun engem Joer Direkter waart -, déi ënnersträicht an hirem Avis ganz kloer, dass de Pouvoir d'injonction vun dem Steierdirekter ouni Recours an ouni Informatioun vun dem Client ee Verstouss géint den Droit de la défense ass.

Hei ass den Avis zu dem Gesetzesprojekt vun der Chambre de Commerce, vun där Dir, wéi gesot, viru gutt zéng Méint nach Direkter waart.

D'Chambre de Commerce, Àre fréieren Employeur, déi schreift: «Pour la Chambre de Commerce, le Projet de loi marque un recul en matière de respect des droits de la défense (...).», schreift d'Chambre de Commerce.

A si zitéiert och Texter vun der OCDE: «Cependant, si des procédures judiciaires, ou des procédures assimilables - verhaalt dat gutt „assimilables“ - «en vertu de la législation interne de l'État requis, nécessitent de divulguer la lettre elle-même, l'autorité compétente de l'État requis peut le faire.» Also, et ass net esou, dass hei misst all Recours verbuede ginn. An, la preuve en est, an Àrem eegenen éischte Regierungsprojekt, do war e Recours virgesinn. Et ass eréischt, nodeems dass de Conseil d'État säin Avis ginn huet, wou dee Recours ofgeschaaft ginn ass.

D'Chambre de Commerce schreift nach weider: «Par ailleurs, les tribunaux ont clairement établi que l'absence de communication de la demande d'échange d'informations pouvait conduire» - lauschtert gutt no! - «à une violation des droits de la défense. À cet égard, la Cour constitutionnelle» - also eist Verfassungsgericht - «a ainsi eu l'occasion de rappeler que l'article 12 de la Constitution, qui protège la liberté individuelle, implique le respect des droits de la défense. Or, la norme internationale n'impose pas à l'État requis „d'aller au-delà des limites prescrites par sa propre législation et par sa pratique administrative.“ - seet, wéi gesot, d'Chambre de Commerce.

Hei, Här President, hu mer eigentlech elementar Grandrechter vun eiser Demokratie, déi sacrificiéiert ginn. Firwat? Well eng Regierung an d'Knéie geet virun engem sougenannte Forum mondial, engem Organ...

(Interruption par M. Eugène Berger)

...engem Organ, Här Berger, dat keng Institution ass, dat net besat ass vu politeschen Déceduren an dat keng rechtliche Instrumenter iwwerhaupt ka schafen, just Recommandatiounen maachen, déi Fonctionnairen...

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Här President, ech wëll dem Här Roth soen, dass mer de Statsrot suivéieren.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- ...déi Fonctionnairen ausschaffen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- ...Et gëtt interessant.

(Hilarité)

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- 4.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Sou, deen Eenzegen, deen d'Wuert huet, ass den Här Roth. An den Här Roth, deen adresséiert sech un d'Chamber oder un de President.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Här President a léif Kollegegen a Kollegeginnen aus der Chamber.

4. An engem Avis, deen d'Cour administrative gemaach huet am Kontext vun dem Gesetz vum 31. März 2010, steet ze liesen - ech liesen lech dat haart vir: «Si le titulaire du compte» - dat ass also de Client - «et propriétaire des données n'a pas eu une communication effective, et en temps utile, de la décision d'injonction» - dat ass also déi vum Steierdirekter - «afin de pouvoir introduire, parallèlement au banquier ou seul, mais en tout cas de manière indépendante, une voie de recours contre la décision d'injonction qui lui est directement préjudiciable, il n'est pas exclu» - schreift de President vun der Cour administrative - «qu'il soit en droit de faire valoir un non-respect de ses droits de la défense du fait de l'absence d'une notification effective de ladite décision à son égard.»

Här President, mä mat allem Respekt, Dir musst jo awer wierklech net mengen, wann de Georges Ravarani, am Numm vun der Cour administrative, dat hei schreift par rapport zu dem Gesetz vum 31. März 2010, wou mer elo e Réckstand hu par rapport zu deem Gesetz, wéi mer et elo haut applizéieren, dass, wann deen éischten Affekt e Recours mécht, dee brauch nëmmen dat hei virzeliesen, a gleeft mer et, d'Häre vun dem Kierchberg douewen, mä op gutt Lëtzebuergesch gesot, déi späize sech dach net selwer op de Kënn!

5. Ech fuere weider: De Code de procédure civile, deen d'Grandprinzipie vun engem Procès équitable festsetzt - Här Braz, als Justizminister -, dee seet a sengem Artikel 63: «Nulle partie ne peut être jugée sans avoir été entendue ou appelée.» Mir kommen herno nach dorobber zrëck. Dat ass d'Aschreiwungen an de Code de procédure civile vun Principe du contradictoire, en allgemenge Rechtsprinzip, dee spillt souwuel am Zivilrecht wéi an allen anere Ma-

tière vun Droit an och an dem Verwaltungsrecht.

6. Dese Gesetzesprojekt, Här President, dee versteisst och ganz kloer, an den Ae vun der CSV, géint den Artikel 6 vun der Europäescher Mënnerscherechtskonvention. An, Här Braz, et kann een hei net argumentéieren, et géif sech hei em eng Matière fiscale handelen an duerfir wier déi net applicabel. De Contraire ass nämlech de Fall! A lauschtert gutt no, well et geet nämlech hei em eng Prozedur, et geet net em eng Imposition. Et geet em eng Prozedur! A fir d'Prozedur spillen alleguerten déi rechtsstaatlech Prinzipien, souwuel am Steierrecht wéi och an dem Zivilrecht.

An Dir wësst ganz genau, Här Justizminister, dass an den 80er Jore grad Lëtzebuerg an de Collimateur komm ass vum Europäesche Gerichtshaff zu Stroossbuerg - firwat? - wéinst dem Procola-Uerteel. A passt elo gutt op! Deemools ware véier vu fénnef Leit vun dem Comité du contentieux vun dem Statsrot, déi befonnt hunn iwwer e Règlement grand-ducal am Agrarberäich. Dunn ass e Recours gemaach ginn an déi Leit, déi hunn herno..., déi souzen an der Affär, wou eben deem Règlement grand-ducal seng Rechtméissegkeet, fir dat vereinfacht ze soen, ugefacht ginn ass.

Mä, Här President, mir sinn eigentlech hei am selwechte Fall an ech soen lech och firwat. Ech liesen lech den Artikel 23 aus dem Gesetz iwwert d'Juridictions administratives vir. Well dee setzt an eist Recht vun de Juridictions administratives grad d'Konklusiounen vun dem Arrêt Procola. Et gëtt do gesot: «De même, aucun membre de la Cour administrative ne peut siéger dans des affaires ayant trait à l'application de dispositions légales ou réglementaires au sujet desquelles il a pris part soit à l'élaboration à quelque titre» - lauschtert gutt no - «à quelque titre que ce soit, soit aux délibérations du Conseil d'État.»

Dem Georges Ravarani no, an deem Avis, deen ech virdrun zitéiert hunn, hat deemools d'Cour administrative grous Retizenzen, fir en Avis zu dem Gesetz vum 31. März 2010 ze maachen, grad op diesen Artikel hin. A si hu sech nëmme gesot, dass hei keng Interferenze wiere mat deem heiten Artikel, well se gesot hunn: Mir schwätzen eis just iwwer ee Punkt an net iwwert d'Interpretation vun dem ganze Gesetz aus.

Or, wat geschitt an deem konkrete Fall hei? Mir hu kee Recours bei enger Juridiction. E gëtt ausdrécklech duerch de Gesetzestext, dee mer haut ofstëmmen, ausgeschloss. Deen, deen eenzeg an eleng tranchéiert, (veuillez lire: Deen, deen eenzeg an eleng tranchéiert, ass de Steierdirekter,) mat alle Kompetenzen, déi eis Steierdirekteren hunn. Et ass mer penibel, dat ze soen, well mir hu mam Guy Heintz en exzellente Steierdirekter, a Lëtzebuerg hat iwwert déi lescht 20 Joer ëmmer ganz gutt Steierdirekteren, déi och gehollef hunn, fir ganz komplizéiert Rechtsmatiären hei an der Chamber zu engem gudden Enn ze bréngen, mä an diesem Fall ass de Steierdirekter gläich Juge et partie!

Här Gramegna, wann eng CD entweder kaaft gëtt oder geklaut gëtt an engem anere Stat an op Basis vun där CD, vun deenen Donnéeën, déi do sinn, ginn Informatiounen iwwert den Här Heintz gefrot, dass dee soll bei enger Bank enquêtéieren, dann ass den Här Heintz - ouni Recours, weder bei enger Verwaltung nach bei engem Gericht - deen Eenzegen, deen iwwert d'Regularitéit vun esou enger Demande befënn. Mir sinn der Meenung, dass dat an engem Rechtsstat anno 2014 zu Lëtzebuerg net geet!

7. Här President, onofhängeg vun de Rechter op Défense, dem Recht op e Procès équitable, ginn et gravéierend Aschnëtter op d'Recht vun dem Schutz vun der Privatsphäre an de sougenannte Secret professionnel. Dass eng Steierverwaltung Informatiounen iwwert Drëttpersonen kritt, geet an d'Privatsphäre vun där Person eran, ouni dass se sech emol am Geréngsten dogéint ka wieren! Dass en Titulaire vun engem Berufsgeheimnis, een Affekt, een Notaire, eng Assurancégesellschaft muss Injonctione vun dem Steierdirekter follegen, ouni emol e Recours dogéint ze hunn, gouf et bis elo zu Lëtzebuerg nach net!

An ech weess: De Laurent Mosar schwätzt nach herno an ech muss him nach Minimum 12 Minutte loossen, duerfir maachen ech dat elo relativ schnell.

Här Braz, gëschter hate mer eng ganz gutt Justiz- a Finanzkommission. Ech muss lech awer soen: Wat do behaupt gouf, dass et och kee Recours géif ginn en Matière de droit d'instruction criminelle, dat ass net déi ganz Wourecht gewiescht. An erlaabt mer ze soen - Dir wësst et, eng Rei vu Leit heibannen -, dass mer 2010, ënnert dem fréieren Justizminister Biltgen, iwwert d'Summervakanz gekuckt hunn, fir de Recommandatiounen vum GAFI deemools Rechnung ze droen an ze kucken, eis Gesetzgebung

am Code d'instruction criminelle, notamment um Niveau vun de Perquisitiounen, also den Durchsuchungen an de Saisien, ze adaptéieren.

Ech hat deemools d'Éier fir, zesumme mat dem Jean-Louis Schiltz, Rapporteur vun deem Gesetzesprojekt ze sinn an - net fir den Ego, mä erlaabt mer just, de mëndleche Rapport ze zitéieren, well da geet et méi einfach, deen awer ëmmerhin deemools vun 58 vun 59 Deputéierten ugeholl gouf, deen Eenzegen, deen net matgestëmmt huet, war den Här Ander Hoffmann - an do huet sech deeselwechte Problem um Niveau judiciaire gestallt, Här Braz. Well Dir hutt mat Recht deemools ëmmer drop gehalten, dass mer den Droit de recours sollten hunn. Dat éiert lech. Jiddwereen an der Commission juridique huet dorobber gepocht.

Erlaabt mer just, relativ zum Schluss, dat awer virzeliesen. Am mëndleche Rapport steet: „Den Droit de recours, d'Rekursrecht ass awer an eise generelle Rechtsverständnis en Element vun dem sougenannten Droit de la défense, dem Grondrecht op Verdeidigung.“

„D'Léisung, déi d'Commission juridique zréckbehalen huet,“ - deemools - „fir an deem sensible Beräich den Équilibre tëschent internationale Verpflichtungen an eise Rechtsstatprinzipien, virun allem dem Grondrecht op Verdeidigung, ze garantéieren, ass elo folgend: D'Chambre du Conseil, also d'Rotskummer vun dem Tribunal, déi mat dräi Riichter besat ass,“ - dräi Riichter - „kritt eng generell Kompetenz, fir bei enger Ufro op Rechtshëllef aus dem Ausland d'Regularitéit vun där Prozedur d'office ze kontrolléieren.“ Haut just eng Verwaltungsautoritéit: de Steierdirekter.

Et kënn awer méi konkret: „Well am Kontext vun enger internationaler Rechtshëllef d'Bank respektiv hir Employéen net dierfen de Client informéieren“ - net dierfen de Client informéieren! - „iwwer eng Perquisitioun, e Retraçage vu Bankoperatiounen (...), gëtt elo d'Méiglechkeet agefouert,“ - a lauschtert elo gutt no! - „fir ee Mémoire, dat heescht Observatiounen bei der Chambre du Conseil ze déposéieren.“ Dës Méiglechkeet besteet fir all Person, déi vun enger Untersuchungsmaassnam beträff ass an informéiert gouf. Dat heescht, dass d'Bank ee Mémoire kann déposéieren an och eventuell Drëttpersonen.

An dat, wat gëschter net an der Finanz- a Justizkommission gesot gouf, dat ass Folgendes: „De Client“ - dat heescht, den Titulaire vun dem Kont - „kann e Mémoire ofginn, souwäit hie vun der Untersuchungsmaassnam informéiert ass.“ An hei kënn de sprangende Punkt, dass dat, wat gëschter an der Finanzkommission gesot ginn ass, net richtig war: „Ginn een oder méi Mémoires ofginn, muss d'Rotskummer niewent dem Iwwerpräive vun der Regularitéit vun der Prozedur iwwert d'Argumenter vun dem Mémoire mat enger motivéierter Décisioun befannen.“ Duerfir sinn déi Informatiounen, déi gëschter als Rechtfertigung gi goufen, net komplett. An dat ass am Widerspruch mat deem, wat ech lech elo virgelies hunn.

Här President, aus all deene Grënn kann d'CSV-Fraktioun dese Gesetzesprojekt net matstëmmen. Et ass en Text, deen am Widerspruch steet mat elementare Rechtsprinzipien, déi mir an eise Land ëmmer héichgehalten hunn.

An ech soen lech och ganz daitlech: Hätt en CSV-Finanzminister esou ee Gesetzesprojekt zur Ofstëmmung haut virgeluecht, et wier op deser Plaz d'Land net ze kleng gewiescht, fir den CSV-Stat an d'Banannerepublik auszeruffen! Mä haut ass et eng DP/déi gréng/LSAP-Regierung, déi virun engem demokratesch net legitimiéierten internationale Gremium, dem Forum mondial vun der OCDE, an d'Knéie geet a Grandprinzipie vun eise Rechtsstat op d'Spill setzt.

Ofschlëssend, Här President, den Zweck, deen hellegt net all Mëttelen, besonnesch wann et em demokratesch Grandrechter geet. D'CSV fuerdert duerfir konkret d'Regierung op, de Gesetzesprojekt zréckzeziehen an eng Form - dat muss net dat formell Rekursrecht sinn, dat kann och eng Léisung sinn, an deem Sënn, deen ech virdu gesot hu mat de Mémoires -, vun Droit de recours géint dem Steierdirekter seng Décisioun bei enger onofhängeger Autoritéit anzeféieren.

An den urspréngleche Regierungstext, ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck, deen hat et jo och virgesinn! An d'Argument, wat nach eng Kéier vun Guy Arendt widerholl gouf a wat gëschter an der Chamberskommission ugefouert gouf, an - Här Berger! -, ier Der elo mat dem Statsrot kommt, ech ginn lech schonn direkt d'Antwort, dat ass dat, fir ze soen: Majo, d'Leit hu jo d'Méiglechkeet am Ausland, nämlech an deem Land, am État requérant, do, wou d'Ufro gestallt gëtt, fir fir sech ze reklaméieren. Dat kann an der Belsch sinn, mä dat kann och an Tadschikistan sinn.

Mä elo soen ech lech awer, dass et sech beim Steierdirekter em eng Lëtzebuerg administrativ Autoritéit handelt. An ee Gericht am Ausland, an dat ass de kloer Feeler, wou et net geet, dat kann aus statsrechtliche Grënn iwwerhaupt guer net iwwer eng Décisioun vun enger Lëtzebuerg Amtsautoritéit befannen. Dat geet weder an der Belsch, dat geet net zu Arel an dat geet och net an Tadschikistan.

D'CSV, déi wëllt...

(Interruption)

...also, dass, bis eng Léisung fonnt gëtt, den alen Text vum 31. März provisoersch bestoe bleift.

An ech soen lech och ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun: Sollt et bestehend Engpass ginn, dass d'Richter um Verwaltungsgericht net genuch Moyens en personnel et autres hätten, dann hu mir absolut kee Problem, fir an Urgence weider enger Opstockung vun de Richteren op dem Verwaltungsgericht zuzestëmmen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll lech ganz kloer soen, och un d'Adress vun Här Bodry, dass et hei net de Schmollmond vun den CSV-Neesoer ass. Et ass ganz einfach d'Vepflichtung, mengen ech, vun der Opposition an esou engem Fall, op d'Defiziter vu Gesetzestexter hinzeweisen, besonnesch wann et em d'Grandprinzipie vun eiser Demokratie geet.

Hei iwwerhëlt d'Regierung eng grous politesch Responsabilitéit, a fir déi muss si och, an absënns de Finanzminister, eleng d'Verantwortung droen, wann dat sollt zu Stroossbuerg oder op anere Plaze schifgoen.

Mir stëmmen dese Gesetzesprojekt net. Mir waarden op d'Äntwerte vun dem Här Gramegna, fir eis definitiv Positioun ze arrétéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och dem Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP)**.- Merci, Här President. Léif Kollegeginnen, léif Kollegegen, ech géif gär domat ufänken, dem Guy Arendt Merci ze soe fir säi gudden a komplette Rapport. Och dem Gilles Roth fir säi passionéierte Plädoyer fir de Rechtsstat. Ech kann dat mat zwou Hänn ënnerschreien. Ech sinn och fir de Rechtsstat.

Ech géif gären agoen op déi Diskussioun iwwert d'Ofschafe vun deem Recours virum Verwaltungsgericht. Ech mengen, et ass net néideg, fir op de Rescht anzegoen. Wéi gesot, de Guy Arendt huet dat gutt gemaach.

Et geet em dee Recours géint eng Demande d'échange de renseignements an eng Décision d'injonction, wéi se am Artikel 3 Paragraph 1 an 3 virgesinn ass. Dës Mesure, déi jo eng Ännerung ass vum initiale Projet de loi, opgrond vun engem Commentaire vum Statsrot, gëtt elo kritiséiert vun der CSV a vun der ADR an der Haaptsaach aus dem Bléckwénkel vun den Droits de la défense. Et gëtt gesot, dass hei effektiv e fundamentaalt Recht am Rechtsstat violéiert gëtt.

Den éischte Reflex vun all Jurist, an ech muss soen, dat war och mäin éischte Reflex, ass natierlech, dass et engem e bësse mulmeg ass, wann e Recours ofgeschaaft gëtt. Dat ass effektiv eppes, wat een zum Nodenke bréngt.

Allerdéngs dierf een an diesem Fall, mengen ech, net bei diesem éischte Gefill a bei diesem éischte Reflex bleiwen. Et muss een e bësse méi déif goen an des Problematik, et muss een e bësse méi no un deen Dossier hei erugoen, fir sech wierklech do eng Meenung ze maachen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP)**.- Den Échange vun Informatiounen tëschent Steierverwaltungen gëtt et zu Lëtzebuerg scho säit ongeféier 35 Joer sur demande. Et ass ëmmer e Recours géint déi Demande d'échange; fir d'Éischt e Recours gracieux virum Steierdirekter an duerno e Recours contentieux virum Verwaltungsgericht. Et ass interessant ervirzehiewen, dass, mengen Informatiounen no, a soulaang et net en Matière d'informations bancaires war, ni e Recours gemaach ginn ass während all deene Jore géint esou Demanden en Matière d'échange. Nach eng Kéier: Op d'mannst net, soulaang wéi d'Bankeninformatiounen viséiert waren (veuillez lire: net viséiert waren).

Dir wësst, an dat ass och scho virdu gesot ginn, dass säit 2010 dunne och den Échange komm ass en Matière vu Bankeninformatiounen. Dës war an där Form u sech d'Enn ym Bankegeheimnis an deser Matière vum Échange vun Informatiounen a Steierdossieren, deen eist Land deemools ënner internationalem Drock, dat ass och gesot ginn, huet missen acceptéieren.



Well ënner OECD-Standarden esou ee Recours d'Demande net méi wéi 90 Deeg retardéieren dierf, ass een deemools op e Wee gaange vun enger accélérierter, spezieller Prozedur. Déi huet sech dann och am Gesetz vun 2010 zréckfonnt.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wéi mer wëssen, ass d'Äart a Weis, wéi den OECD-Standard vun eisem Verwaltungsgericht ausgeluecht ginn ass, ee vun den Haaptgrënn vun eisem Klassement als net konform um Niveau 2 am „peer review“ vum Global Forum vun der OCDE.

Mir hunn eng speziell Situatioun zu Lëtzebuerg, well mir gi wuertwärtlech iwwerschwemmt mat Demanden. Mir hunn all Joers zu Lëtzebuerg ëm déi 300 bis 400 Demandes d'échange d'informations! Keen anert Land op der Welt huet esou vill Demandes d'informations wéi Lëtzebuerg!

Op deenen 300 bis 400 Dossieren, loosse ech mer soen, dass et eng 30 Recourse pro Joer gëtt, wouvu ronn d'Halschent am Endeffekt als net justifiéiert rejetéiert ginn. D'Verwaltungsgericht geet a senger Jurisprudenz méi wäit wéi e rengen Contrôle de régularité. Si ginn heiansdo op de Fong vum Dossier. An et ass en fait et domadder wou de Global Forum e Problem huet.

Oft gëtt och d'Demande vum État requérant gefrot, dat heescht, den Acte de demande vum État requérant. An dat ass en fait ënnert de Standarden vun der OECD net virgesinn. Déi Demandé si geheim an et kann een en fait just e Résumé maache vun der Demande am Kader vun engem eventuelle Recours.

A vun deene puer Länner, déi e Recours virgesinn hu géint den Échange, si mir bei wäitem déi mat där gréisster Jurisprudenz. An déi Jurisprudenz gëtt natierlech an esou engem Peer review analyséiert an ausgewäert an da kënnst et zu deem Klassement, dat mer am Endeffekt kruten.

Ech jugéieren déi Jurisprudenz net. Et ass net u mir als Parlamentarier, fir d'Jurisprudenz vum Verwaltungsgericht hei ze analyséieren an ze bewäerten. Ech constatéiere just, dass se dat ass, wat se ass, an dass se eis dohinner bruecht huet - an deem internationale Forum - wou mer haut sinn.

Eppes, wat een net esou oft héiert an där Kritik, un där Annerung hei an deem Recours, deen elo ewechfällt - wat awer wichteg ass, a mengen Aen, an deeser Diskussioun -, ass, dass den (veuillez lire: am) OECD-Standard alleng dat Land, wat d'Informatioun uffreet, also den État requérant, d'Recht gëtt (veuillez lire: kritt) de Caractère vraisemblablement pertinent - dat ass de Standard ënnert der OECD-Modellkonventioun - vun den Informatiounen festzeleeën.

Et also alleng nëmmen den État requérant, deen ënnert dem internationale Standard d'Recht huet, déi Determinatioun ze maachen. Net awer d'Land, wou des Informatioun gefrot gëtt. Also den État requis. Dat ass wichteg.

Domadder kann een d'accord sinn oder et kann een net dermat d'accord sinn. Et kann ee frou doriwier sinn oder net. Mä dat sinn déi internationale Regeln, no deene mer spille mussen. Dat ass den Terrain op deem mer eis bewegen.

An et ass net un eis als Land, un eisen Autoritéiten, an et ass och leider net un eise Geriichter, fir op de Fong vun deenen Affären anzugeen. Des Recoursen - dat ass och scho gesot ginn - bestinn alleguer an deene Länner, wou d'Demanden hierkommen. Also am État requérant. Elo kann ee soen: Den Tadschikistan oder aner Länner, Schurkenstaaten oder ech weess net wat, déi hu keng..., do gëtt et keen État de droit, do gëtt et keng Droits de la défense, do gëtt et keng Requêtes. Gutt, dat ass méiglech, mä da muss ee sech awer iwwerleeën, ob ee mat deene Länner och wëllt wierklech Konventiounen maachen.

► **Plusieurs voix.** - Richteg. Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Do kënnst een dann op eemol an eng Doppelmoral, wou een engersäits mat deene Länner Affäre mécht, op där anerer Säit awer op eemol sech wonnert, dass et do keng Droits de la défense gëtt.

En anert wichtegt Argument - an dat ass och gëschter invoquéiert ginn an eiser Cofibu, an eiser Commission juridique - ass, dass den Échange sur demande ab 2017 u sech quasi kale Kaffi gëtt. Den Échange sur demande bleift zwar bestoen, mä wéi Dir wësst, ass d'lescht Woch en Accord ënnerschriwwen ginn zu Berlin vun eisem Finanzminister, fir den automateschen Échange ab 2017 am Kader vun der OECD och ze acceptéieren als Land. Dat ass e Paradigmewissel, dat ass e wichtige Moment fir eis Finanzplaz, mä dat heescht awer, dass ab 2017 déi Demandé wahrscheinlech oder mat grousser Sécherheet e manner grousser Stellwärt wäerte kréien, wéi deen, dee se fir de Moment hunn.

Et ass wichteg, an dat bestreit, mengen ech, heibanne keen, och d'Opposition net, dass mer aus deem Klassement vum „non conforme“ erauskommen, dee mer fir de Moment hunn. Et ass gesot gi firwat. Mir sinn do a verschiddenen internationalen Institutionen - BEI, European Investmentfonds - op enger schwaarzer Lëscht. Dat ass keng gutt Situatioun. Mir sinn och net gutt positionéiert fir künfteg weider esou Analysen.

De GAFI zum Beispill kënnst an zwee Joer Dat wier keng gutt Situatioun, wa mer eis dee Moment nach géifen op enger schwaarzer Lëscht vum Global Forum befannen. Dat ass keng gutt Ausgangspositioun fir weider Négociatiounen. An dofir ass et wichteg, an ech mengen, dass deen Impératif, fir vun där Lëscht do erofzekommen, dee Projet de loi hei justifiéiert. Och mat deem Recours, deen elo ewechfällt.

Et ass wichteg, dass mer doraus erauskommen. Mir hunn eis alleguer resolut op de Wee gemaach zu enger méi transparenter Finanzplaz, déi op de Kampf géint Steierfraude ausgerichtet ass, an dat ass och gutt esou. An ech mengen, mir sollte weider dee Wee goen.

An aus all deene Grënn, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wäert d'LSAP dese Projet hei stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Här Fayot. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo. Merci, Här President. Ech géif mech fir d'Éischt emol beim Här Arendt bedanken am Nimm vun der ganzer grénger Fraktioun.

(**Interruption**)

Dem Här Arendt Merci soe fir de Rapport an och fir dee gedude Management, soen ech emol, duerch déi ganz Diskussiounen - och heiansdo interessant Diskussiounen -, déi mer an der Cofibu haten.

Ech denken, zum Inhalt an zum Objektiv vun deemem Projet de loi huet effektiv de Kolleg Arendt alles gesot. An ech denken, dass et och hei eng Unanimitéit gëtt. Zu der Form ass jo och scho vill gesot ginn - e groussen Deel och vum Franz Fayot.

Ech géif mech gären hei, Här President, beschränken, einfach d'Positioun vun der grénger Fraktioun ze soen, fir datt mir och kënnen dese Projet hei a senger Form ënnerstëtzen an och stëmmen.

Ganz kuerz, a complémentaire eben zu deem, wat de Franz Fayot elo scho gesot huet: Mir sinn effektiv hei net an engem Zeenario par rapport zum Recours, an engem Zeenario vun enger Entraide judiciaire, wou et ëm perséinlech Rechter geet, mä mir sinn an engem Zeenario, wou et ëm eng Entraide administrative geet.

Elo kann et sinn, wéi den Här Fayot och gesot huet... Mir bezweifelen, dass zu Stroossbuerg ee sech wäert mat Entraide administrative oder judiciaire beschäftegen, vu datt et net ëm perséinlech Rechter geet. Dat emol dohigestallt. Mir exekutieren hei zu Lëtzebuerg eng Demande en matière fiscale. Dat ass den Objet vun deem Projet de loi a vun deem Austausch sur demande, dee gefrot ginn ass.

An notament déi Demanden, déi och méiglech gi sinn, duerch déi bal iwwer 70 Accorden, déi an deene leschte Joren och beschloss gi sinn, mat anere Länner notament, an déi hei grad mat deemem Projet de loi och hir Mise en application total fannen. An dofir, a wëssend, dass déi Persoun op all Recoursen, déi a sengem Land méiglech sinn, e Recht drop huet, e Recht drop huet a sengem Land, wou e Bierger ass, op all déi Recoursen, déi et do ginn - souwäit et se dann och ginn -, huet en domadder och seng Biergerrechter, seng Citoyen-netéitsrechter, geet et hei just ëm déi administrativ Exekutioun vun enger Demande, déi aus deem Land koom.

A mir als gréng Fraktioun kënnen deem nëmmen zoustëmmen, wat den Här Fayot och gesot huet. Wa mir Business maache mat Clienten aus Länner, déi menge si missten hei op deeser Finanzplaz Operatiounen maachen, déi da solle vläicht net en bonne et due forme ofgelaf sinn oder wou vläicht de Client se net wëllt en bonne et due forme oflaffe loosse, da muss en an Zukunft ebe sech un en anert Land wenden an net méi u Lëtzebuerg.

An dat ass fir ons de wichtege Punkt. Ons geet et sécherlech och drëms, dass mer fully oder completely compliant sinn, respektiv, dass mer vu schwaarzen oder groe Lëschten erofkommen, awer net nëmme weinst de Banken, weinst der Finanzplaz, mä och, well d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg eng Roll spillt, a mir als Gréng hätte se och gäre propper an transpa-

rent. Zumools, well mer jo och wëssen, dass déi „alter“, déi propper an déi transparent Finanzplaz, dass dat net bewierkt, dass mer manner Geschäfte maachen, dass mer manner Business maachen, dass mer manner Clienten kréien, mä mer hunn der gradesou vill, si si vläicht just aner. An déi Operatiounen, déi hei oflafen, gi méi diversifiéiert a sinn och aner.

Mir kruten net méi spéit wéi virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun dat och nach vun der CSSF confirméiert, a mir wäerten et sécherlech vun eiser Banque centrale och nach eng Kéier confirméiert kréien. An dat ass de Wee, wéi och mir Gréng ons virstellen, dass ee kann duerch eng Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg weider ausbauen, mä eben aneschtens.

An hei geet et schlussendlech och drëms, fir an engem gewëssene Mooss erëm méi an d'Legalitéit ze kommen an net falsch Discourse schlussendlech iwwer Recoursen ze féieren, iwwer Clienten, déi net aus egal wéi enger Ursaach hei op Lëtzebuerg kommen, mä déi hei op Lëtzebuerg vläicht versichen ze kommen, hir Geschäfte ze maachen, wéi et an Zukunft Gott sei Dank net méi wäert méiglech sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Här Kolleegen, Dir Här Ministeren, de Projet de loi 6680 ass faszinant. En ass faszinant, well en op där enger Säit de Rechtsstat a senger Grundprinzipie betrëfft an awer och well en op där anerer Säit d'Aarbeitsmethod vun der Chamber erlaabt ze belichten - fir net ze soen: ze entlarven.

Dese Projet gouf an d'Commission des Finances et du Budget verwisen. Dat ass d'Conférence des Présidents, déi dat decidéiert. E beinhaltet awer, wéi mer elo grad gesinn hunn an duerch déi verschidden Interventiounen schon héieren hunn, ganz grundsätzlech juristesche Aspekter. D'Fro ass, ob net systematesch Projekte-loien, déi d'Finanzplaz betreffen an déi esou eng gravéierend juristesche Aspekter hunn, systematesch sollten, zumindest och, un d'Justizkommissioun verwise ginn.

Et ass een erstaunt, wann ee kuckt, wien hei alles ëm säin Avis gefrot gouf. Ganz honorabel Institutionen: d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Métiers. Kee vun deenen huet direkt eppes mat deemem Projet de loi a senger Émsetzung ze dinn!

Wou sinn d'Avis vun der ABBL? Vun de Révisseurs d'entreprises? Vum Ordre des Experts-Comptables? Vum Notariat? A last but not least dem Barreau? Dem Barreau säin Avis hu mer, mä aus deem ganz einfach Grond, well mir als ADR e gefrot hunn. Well soss keen e gefrot huet!

(**Interruptions**)

Jo, mä Dir kënnst en... En ass haut scho vill zitéiert ginn, an Dir wäert gesinn, e wäert och an zukünfte Gerichtsverfahren nach ganz vill zitéiert ginn.

Neen, Madame Loschetter, dat ass absolut kee Quatsch. Dat ass Fakt.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Et brauch ee keen Avis ze froen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Fakt ass och, dass an där Kommissioun... Den Här Berger, Här President, erlaabt Der mer dat Wuert, huet virun der groussen Dialog do gelueft. Nee, dat war keen Dialog. Mir konnten, déi Spezialisten, déi do souze vun der CSV a vun der ADR, konnten hir Argumenter bréngen, mä et ass net op déi Argumenter geäntwert ginn! Déi éischt seriö Antwert, déi ech haut héieren hunn, ass déi vum Kolleg Fränz Fayot.

Komme mer elo emol zum Fong vun der Affär. Hei also op d'Bedreiwe vun der OECD, alias Emanatioun Forum mondial, gi mer an dese Projet, wéi gesot gëtt, eragedriwwen. Mir ginn eragedriwwen, seet de Fränz Fayot eis, well et zu Lëtzebuerg ze vill Recourse gëtt. Mir ginn eragedriwwen, seet eis de Fränz Fayot, well et 15 Urteeler ginn - an engem Joer war dat esou, 300 Demanden a 15 Urteeler an engem Joer -, wou eis Cour administrative oder eisen Tribunal administratif sech dach net erkéngen, fir Positioun ze huelen. Ma, mir sollte stolz sinn als Demokratie, dass mer esou eng funktionéierend Verwaltungsgerichtsbarkeit hunn, an déi verteidige géint d'Ausland. Mir brauchen eis dach duerfir net ze schummen.

Déi OECD: Wat stécht derhannert a wéi funktionéiert se? Et si 34 Länner, déi ee Forum geschaffen hunn zum Austausch vun Erfahrungen an zum Siche vu Léisunge vu gemeinsame Problemer. Hei ass deen allerwichtigste Moyen,

deen agesat gëtt, de Gruppenzwang. Wéi um Schoulhaff! Een deen net matspillt, dee gëtt gemobbt. Mir sinn eben op eng Lëscht gesat ginn.

Wann ee sech déi Lëscht emol ukuckt, gesäit een do ganz komesch Saachen, wien do op eemol „non compliant“ a wien do „partially compliant“ a wien du „fully compliant“ genannt gëtt. A firwat? D'Seychelle si mat zwou Casen „non compliant“, komplett „non compliant“. D'Türkei ass mat zwou Casen „non compliant“, „partially compliant“. Do muss ee mer emol d'Logik dovunner erklären.

Wann een „Kritik OECD“ googelt, da féinnt een net vill Kritik un deem bürokrateschen „bully“, mä et féinnt een alles, wat d'OECD esou kritiséiert. D'OECD kritiséiert „die unsoziale Wirtschaftspolitik in Deutschland, das deutsche Bildungssystem, Niebels Ministerium“ - do geet et ëm d'Entwécklungshëllef -, „die deutschen Rentenpläne, das Betreuungsgeld, der deutsche Kündigungsschutz“.

Bon, ech hunn elo däitsch Problemer geholl, well grad hire Statschef bei eis op Besuch ass. An da froen ech mech: Ass dat normal, dass eng OECD ausgerechent eent vun deene Länner esou staark kritiséiert, vun deem mer jo awer all d'accord sinn, mussen ze soen, dass et eent vun deenen ass, déi am beschte funktionéieren, net nëmmen ekonomesch, mä och an hirer Rechtsstaatlechkeet.

Ech soen: „Mais de quoi je me mêle?“ Hei geet et drëm, gemeinsam Léisunge fir Problemer ze sichen, jo, mä et geet dach net drëm, sech an d'Souveränitéit vun anere Länner iwwer Gebühre anzeméischen oder souguer ze probéieren, déi Länner ze ersetzen.

A souguer an Amerika gëtt et Akademiker, zum Beispill op der McGill University d'Allison Christians, déi schon 2008 an engem Thees gesot huet, dass d'OECD de facto en neie soziale Kontrakt schaaft. A se schreift: „(...) if any social (veuillez lire: if an international social) contract exists, its terms should be explicitly articulated (...)“.

A genau dat ass déi Debatt, déi mer misste féiere par rapport zu deene Leit vun der OECD. Mir brauche kloer Spillregeln. Virun ass gesot ginn: „Mir mussen no deene Spillregelen spille.“ Mä da muss mer déi Spillregeln diskutéieren an zesumme festleeën, mä eis se net vun iergendwelleche Bürokraten opdrécke loosse!

Fir d'ADR ka keen internationale Gremium, wat och ëmmer seng Legitimitéit ass oder net ass, eist Land zwéngen, fir internationale Konventiounen ze violéieren. An ech ginn dem Gilles Roth honnertprozenteg recht a senger exzellenter Analys, dass hei den Artikel 6 an den Artikel 13 vun der Europäescher Mänscherechtskonventioun violéiert ginn. Dat ass de Procès équitable an dat ass d'Voie de recours effectif. Déi si mat deemem Gesetz net ginn.

Et geet zum groussen Deel ëm deen, iwwer deen d'Informatioun gefrot gëtt, mä et geet och ëm deen, deen d'Informatioun huet. Iwwer deen ass hei nach kee Wuert gesot ginn.

Muss den Affekt engem Client seng Donnéeën un deem säin Herkunftsland virginn, well de Lëtzebuerger Steierdirekter him dat ordonnéiert? An datt deen duerfir keen Droit de recours huet, dat ass inacceptabel!

A wat fir ee Schlag ass dat géint ee Beruff, dee jo awer ganz vill dorobber baséiert, dass en e Vertrauensverhältnis huet mat senger Clienten.

Dann ass och geschwat ginn, mat Recht, iwwer e Recours au fond am Pays d'origine. De Statschef geet iwwer d'Recoursméiglechkeet ewech, andeems e seet: „Majo, dee Betreffene brauch jo nëmmen a sengem Land e Recours ze maachen.“

Bon, eent vun deene Länner mat deene mer kooperéieren ass de Qatar. Am Qatar, Här Minister, gëtt eng Fra gestengegt, wa se friemgeet mat engem Netmuslim. Wat maacht Der dann elo, wann de Katar duerch Ären Informationsaustausch erausféinnt, dass déi Fra eng Affär hat mat engem Lëtzebuerger, a se gëtt gestengegt? Sot Der dann: „Ma déi hat jo awer e fantastesche Recours an hirem Pays d'origine.“?

«L'absence de tout recours au Luxembourg est (...) inadmissible quand la demande (...) d'informations provient d'un Etat dont les juridictions sont inexistantes, corrompues ou, de façon générale, ne garantissent pas un accès à la justice efficace (...)», seet de Barreau a sengem exzellenten Avis.

Här Justizminister, et gëtt kee Recht ouni Recoursméiglechkeet. Et gëtt och kee Recht am

Secret. All Bierger ass och e Steierbierger. Et ass och e Contribuable. Gëtt hien ugesicht vun iergendengem, sengem Patron, senger Fra, sengem Noper, da gëtt en dat gewuer. Mécht ee géint hien eng Plainte bei der Police, da gëtt en dat gewuer. Da kann e sech justifizéieren. Just a Steiersaachen, do gëtt et elo eng Aart geheime Staatsache, déi hei agefouert gëtt. E gëtt net informéiert, dass iergendee gefrot gouf, fir Informatiounen iwwer en ze ginn. An deem, den dat gefrot gouf, huet keng Recours-méiglechkeet.

Et ass hei duergestallt ginn, mat Recht, dass d'Droits de la défense komplett violéiert ginn, an ech si frou, dass den Här Bettel schonn zitíiert ginn ass, well ech dat och wollt maachen.

Ech soe just esou vill: Hien als exzellente an erfuerene Penalist, ech denken, en ass ganz besonnesch frou doriwwer, dass hei d'Droits de la défense esou violéiert gi vu senger eegener Regierung.

(Interruption)

Op der Oppositionsbänk..., op der Majoritéitsbänk, entschëllegt, sätze ganz vill exzellente Juristen, déi mer och als solch schätzen. Och si hunn den Avis vum Barreau gelies, an ech wollt vläicht ee Saz zitíieren, de Gilles huet mer deen awer schonn ewechgeholl: «N'est-ce pas l'idée même de l'État de Droit et de la séparation des pouvoirs: L'administration applique une loi, et les juridictions contrôlent cette application.» Dat ass jo awer genau deen Text, deen elo hei duergestallt gëtt, deen deen dote Prinzip vum Rechtsstat ewechputscht.

Här President, léif Kollege, ech wëll hei kloer soen: Den Här Minister Gramigna iwwerhëlt hei voll a ganz eng politesch Responsabilitéit. Wa géint d'Warnunge vun all deenen eminenten Juristen, déi gefrot gi sinn, hei aus deem Projet de loi ee Gesetz gëtt, ech hoffen an ech wënsche mer, dass deen éischte Professionellen, deen eng Injonctioun kritt, sofort e Recours aleet an eng Question préjudicielle freet bei der Cour de justice um Kierchbierg.

Well jo och d'Convention européenne des droits de l'Homme sanktionéiert ass a leschter Instanz, a falls déi Question préjudicielle net sollt zum Erfolleg féieren, wat ech awer scho bezweifelen, dann huet en op jiddwer Fall en effikasse Recours zu Stroossbuerg, wou e Lëtzebuerg veruerteelt léisst, well et keng effikass Recoursméiglechkeet gëtt.

Sollt dat dann de Fall sinn, do schléissen ech mech dem Gilles Roth un, dann denken ech: Wann Der, dann nach Minister sollt sinn, dass Der dann Är Responsabilitéit huet an dann och Ären Hutt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Et ass geféierlech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Ech fannen dat ganz flott, dass mer emol endlech eng Kéier eng real an interessant Debatt hunn hei an der Chamber.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha général)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Eng real Debatt, souwuel vun deem, wat gesot gëtt, wéi och vun deem, wat net gesot gëtt! An den Ursprung ass jo de Rapport vun der OECD, dem Forum Mondial sur la transparence an esou weider, deen an engem Rapport de progrès 2013 Lëtzebuerg ganz vill rout Këschercher do gemoolt huet.

Ech fannen et awer och ganz flott, dass d'ADR an d'CSV hei elo d'OECD op eemol a Fro stellen als bürokratesche Monster, deen net gewielt wier. Bei anere Saachen, bei den Zentralbanken zum Beispill, maache se dat awer net! An do hu se vill méi ee groussen Afloss op d'monetaresch an d'wirtschaftlech Politik. An nëmmen hei, wou se elo emol ufänken, déi krassen Auswüchsen vun der Steierhannerzëung a Fro ze stellen, elo op eemol ass et ee bürokratesche Monster. Mais soit!

Ech mengen awer, eng vun deene Saachen, déi hei net gesot gi sinn, dass ass déi, dass d'Zil vun deem, wat hei an deem Projet drasteet, net ass, fir Steierhannerzëung ze verhënnere.

Ech sinn der Meenung, dass Steierdumping och een Aspekt ass vu Steierhannerzëung. An de Steierdumping, deen ass gewollt. Deen ass gewollt an Europa, dee steet am Traité vu Maastricht a vu Lissabon, a soi-disant ass et eng legal Steierhannerzëung. An ech mengen och, dass d'Steierhannerzëung, vläicht am

Géigesaz zu deem, wéi et ugeklongen ass, net ee Mënscherecht ass.

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Mënscherecht ass eppes anescht wéi Steierhannerzëung.

Steierhannerzëung, déi awer dora besteet, dass, wa Betriber a Multinationellen soulaang no Lächer sichen an de Steiergesetzgebungen, bis dass se just nach ee bis 2% vun hire Benefisier versteieren, dann ass eppes falsch. An da schwätze mer vu Steierhannerzëung. An an där Politik mécht Lëtzebuerg - déi al an déi nei Regierung - weider mat.

Engersäits gëtt den Austausch vun Informatiounen, fir krass Aspekter vu Steierhannerzëung ze verhënnere, matgemaach, an anersäits bleiwe Schlupflächer, Steierlächer bestoen an et ginn neier geschafen. Bestoe bleibt den „ruling“, deen elo emol eng Base légale kritt. Bestoe bleibt d'„Patent Box“. Bestoe bleibt ee Freeport, wou ganz räich Leit Verméige kënnen verstoppen, hannerleeën, ouni Steieren drop ze bezuelen. An et ginn och neier geschafen. D'Fondation patrimoniale, et wäert net laang daueren, bis dass mer hei doriwwer wäerten diskutéieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass d'Consultingfirmen amgaange sinn, ee gudden Ersatz ze fanne fir d'Intérêts notionnels, déi op déi Aart a Weis hei net duergaange sinn. Da wäerte mer do eng Alternativ presentéiert kréien.

D'Konsequenzen dovunner, déi betreffen eis awer all! D'Konsequenze vun där Steierdumpingpolitik a vun där legaler Steierhannerzëung, déi betreffen déi souverän Staaten, déi net méi dat Akomme hunn, wat se brauchen, fir hir Déngschtleeschungen, fir Infrastrukturen ze maachen. Se bréngen eng Émverdeelung mat sech, nämlech, dass déi Suen, déi gebraucht gi bei de Staaten, ëmmer méi agezu gi bei de Bierger, bei de Stéit, bei de Salariéen, dass d'Ausmooss vun deem, wat d'Salariéen an d'Stéit musse bezuelen, ëmmer méi zouhëlt. An ee Salarié an ee Stot, déi kënnen sech hire Steieren net entzéien op déi Aart a Weis, wéi eng Multinationale oder verschidde Betriber dat maachen. Déi bezuelen hir Steieren op de Su genee, op den Cent genee.

An ech mengen dowéinst, dass den Zweck net deen ass, fir hei Steierhannerzëung ze verhënnere. Duerfir missten aner Saache gemaach ginn, op déi ech kommen. Den Zweck ass deen, fir „compliant“ ze ginn. Dat schonn duerch d'Duebelbesteierungssofkommissen, déi gemaach gi sinn, wat jo d'Base légale ass vun deem heiten, well et geet jo ëm d'Renseignement, déi ënner anerem an den Duebelbesteierungssofkommissen festgehalte gi sinn, wat jo eigentlech keng Duebelbesteierungssofkommissen sinn, well och do vill Suen hannerzu ginn. An och den Austausch op Demande oder automatesch, wouriwwer mer herno nach schwätzen, ass e Stéck vum Versuch, fir dat ze maachen.

Dass dat awer net duergeet, weist ënner anerem d'Diskussioun, déi déi nämlech OECD, awer och d'EU ausgeléist hunn iwwer d'BEPSen, dass heescht d'Steieroptimiséierungspraktik vun deene grouss Betriber. Ech wëll drun erënneren, dass et, mengen ech, 14, 16 Themae gëtt, op deene geschafft gëtt, fir déi Steierhannerzëung ze hannerfroen, dass heescht, fir d'Besteierungssofkommissen an de Multinationale minimal transparent ze maachen, op eng zolidd Basis ze stellen. Dass betrëfft net nëmmen d'„rulingen“ an d'„Patent Boxen“, wat zwee Beispiller sinn, déi hei e puermol zitíiert gi sinn.

Mir sinn eigentlech fir eng aner Politik. Mir si fir eng Politik, wou korrekt besteiert gëtt, de Mehrwärt, do, wou e geschafe gëtt. Dass misst d'Base si vun aller Fiskalpolitik. Fir dass dat méiglech ass, misste mer eng Offeleung hu vun de Besëtzerhältnissen, dass heescht, mir missten een éffentleche Regëster hu vun de Besëtzerhältnissen an Europa oder, wéi de Zume seet, op der ganzer Welt. Dass ass d'Base, fir iwwerhaapt ze wëssen, wee wat huet, wee wéi ee Rächtum huet, wee wat verdéngt, wee wat hannerzitt. An et dierf ni ee Mënscherecht ginn, fir dat ze verstoppen, mä dass muss éffentlech sinn an ee Recht si vun all Bierger, fir dat kënnen anzegesinn.

An da brauche mer, zweetens, eng Mindestbesteierung. Mir brauchen eng Mindestbesteierung a ganz Europa an och doriwwer eraus fir Betriber, fir eben déi Dumpingslogik, esou wéi se de Moment leeft, déi ëmmer weidergeet, fir déi ze verhënnere. An dobäi wäert jiddweree gewannen. Dobäi wäerten déi souverän State gewannen, dobäi gewannen d'Salariéen an dobäi gewéint och d'Wirtschaft, déi emol erëm eng Substanz kritt, well déi Suen, déi de Moment hannerzu ginn, déi ginn an d'Spekulation. A mir rennen domadder an d'Mauer vun där nächster Kris. Ech wäert herno nach bei deem nächste Punkt dorobber zréckkommen.

Och wann d'CSV elo hei den Droit de recours verteidegt als mënscherechts- an als rechtsstaatlech Grondlag, esou mécht se et awer, an dat muss een awer soen, op eng eesäiteg Aart a Weis. Well se mécht et hei nëmme fir Leit mat ville Suen, fir déi räich Clienten vun den Avocat-d'affaires. Se mécht et an anere Beräicher net!

Ech ginn d'Beispill vun der Vorratsdatenspeicherung. Firwat bei der Vorratsdatenspeicherung sot Der net och, dass dat net mënscherechlech korrekt ass, dass eng Datenspeicherung op Vorrat, esou wéi se bis elo funktionéiert, wéi den Europäesche Gerichtshaff se gekippt huet, dass Der déi zu Lëtzebuerg wëllt weiderféieren? An ech sinn iwwerzeegt, wann d'CSV sech géint d'Vorratsdatenspeicherung gewiert hätt, dann hätt d'Regierung net der CSV hir Position brauchen ze iwwerhuelen. Also ass dat eng relativ eesäiteg Position.

Mä, an dat ass dat, wat mech beonruet an där ganzer Diskussioun: Déi Problematik vum Recours, déi hei besteet oder déi hei ewechfält, déi eis och staatsrechtlech interesséiert, déi betrëfft awer net nëmme Räicher a Superräicher, am Géigesaz zu deem, wat vläicht gemengt gëtt, déi kann och ganz aner Leit betreffen.

Ech wëll lech einfach ee Beispill ginn. Komm mir huelen d'Beispill vun enger türkescher Flüchtling, déi zu Lëtzebuerg ass, hei Asyl huet a wou deen türkesche Stat gare wéist, mat wem huet dat wat ze dinn. Ma deen türkesche Stat, déi türkesch Autoritéit kann iwwer d'Lëtzebuergesch Autoritéit verlaangen, wéi eng Virementer, wéi eng Iwwerweisung mécht déi wouhinner. A si huet emol net d'Recht, fir et gewuer ze ginn! Et sinn Drétpersonen, déi mat erakommen, déi et net gewuer ginn. An dat si wierklech d'Prinzipie vu Rechtsstaatlechkeet, déi hei a Fro gestallt sinn an déi mir op déi Aart a Weis net kënnen akzeptéieren!

Ech sinn iwwerzeegt, dass iwwer déi Aart a Weis et méiglech ass, Renseignement ze kréien, déi ee vläicht iwwer d'Terrorismusgesetzgebung vum SREL net kritt, déi dann iwwer dese Wee kënnen gefrot ginn. Also, do gi wesentlech Prinzipie vu Rechtsstaatlechkeet a Fro gestallt, och fir normal Bierger an net nëmme fir Superräicher.

An ech mengen, wann een d'Debatt hei kuckt, an och an der Kommissioun, déi mer gëschter haten, ass d'Regierung eigentlech mal à l'aise. D'Regierung ass mal à l'aise, dass mierkt een an all hiren Aussoen, och déi vun hire Vertrieeder. Mä si seet, komm mir maachen d'Aen zou an duerch, fir dem Impératif vum Forum mondial, fir deem Rechnung ze droen. Souguer wésend, dass, wann ee Recours kënn, dass d'Cour Constitutionnelle dat doten eventuell kippt, mä en attendant hu mer da mindestens dem Forum mondial do Rechnung gedroen.

An och do, an dat muss ech awer hei soen, och do dréit d'CSV awer eng Responsabilitéit. Et ass jo awer d'CSV, déi jorelaang déi legal an déi illegal Steierhannerzëung geféiert huet a sech elo hei künstlech doriwwer opreegt, dass do elo näischt geschitt ass mat staatsrechtleche Recoursen, fir dat ze verhënnere. Duerfir fannen ech dat wierklech e bëssen heuchleresch, wat hei geschitt. Mir wäerten eis bei deem Projet do enthalen, aus deene verschidde Ursachen, déi ech hei gesot hunn.

An ech soen lech Merci fir d'Diskussioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer de Mëtteg laang iwwerleucht gehat, ob ech sollt nach intervenéieren, well ech hat um Niveau vu menger Fraktioun en exzellente Virriedner. Mir si vun him gewinnt, dass en ëmmer op eng detailléiert a profund Aart a Weis op d'Projetde-loien ageet. Ech hunn awer fonnt, en huet dat de Mëtteg extra gutt gemaach, soudatt ech eigentlech net hätt missen de Mëtteg intervenéieren. Wann ech dat...

(Interruption)

Wann ech dat, Här Bodry, awer décidéiert hunn ze maachen, dann ass et, an ech soen dat à l'attention vun deenen zwee Ministeren, well ech ganz schlecht geschlof hunn déi lescht Nuecht.

(Brouhaha)

No där Réunioun, Dir Häre Ministeren, déi mer gëschter zesammen haten. An do sinn eng Rei Punkten opgeworf ginn, notamment vum Finanzminister, wou ech mer awer herno d'Méi ginn hunn, an et huet mech, wéi gesot, vill Stonne vu menger Nuecht kascht, fir dat ze recherchieren. An ech muss lech dann och soen, Här Finanzminister, mä ech kommen herno drop ze schwätzen, dass Der eis gëschter net iwwerall d'Wourecht gesot hutt. An ech wäert lech och do soen, wou dat de Fall ass.

ler ech awer op déi fundamental Thematik vun deem Projet de loi aginn, wëll ech hei nach

eng Kéier soen, em wat et eis hei geet. Et geet eis net drëm, dass mir e Problem hu mam Informatiounsaustausch a mat dem Fait, dass d'Regierung op de Wee vun deem Informatiounsaustausch geet. A mir hunn och kee Problem, Här Finanzminister, dass mer deen Informatiounsaustausch scho vun 2017 u wäerte fonctionnéiere loosse, wéi d'Regierung dat jo proposéiert, an net eréischt vun 2018 un.

Mir hunn och kee Problem, Dir Häre Ministeren, mat de Standarden vun der OECD a mir stellen déi Standarden a sech och net a Fro. Wat mir a Fro stellen, an do wäert ech elo drop agoen, ass déi Aart a Weis wéi Dir, Dir Häre Justiz- a Finanzministeren, déi Standarden interpretéiert. Et geet eis schlussendlech och hei net drëm, dese Projet onnéidegerweis an d'Längt ze zéien, well mer wëssen, dass et hei och em d'Reputatioun vun eisem Land, vun eiser Finanzplaz geet.

A mir hunn ëmmer an der Regierung, an dat wäerte mer och elo an der Opposition, eng verantwortungsvoll Position (veuillez lire: Position ageholl), an duerfir wäerte mer och d'Regierung iwwerall do ënnerstetzen, wou se Mesuren hält, déi an déi richteg Richtung ginn. Mä mir hunn, a mä Kolleg Gilles Roth huet dat, wéi gesot, op eng exzellente Manier duergeluecht, e Problem haaptsächlech mat enger Disposition vun deem Projet de loi.

Mir sinn dann och quasiment zu 90 oder 95% mat den Dispositionen vun deem Projet de loi averstanen, allerdéngs net mat enger! An eng Rei vu Kollege si jo och schonn do drop agaangen, soudatt ech elo net méi dat brauch nach eng Kéier am Detail ze maachen. Do, wou ech awer e Problem hunn, an duerfir wollt ech elo och nach eng Kéier hei op d'Riednerpult goen, ass, dass et d'Impressioun hunn, dass hei, ganz besonnesch vu Regierungssäit, net op déi reell Fro geäntwert gëtt!

An ech erkläre mech. Hei gëtt ëmmer erëm erklärt, dass deejéinegen, géint deen en Informatiounsaustausch leeft, jo d'Méiglechkeet huet, a sengem Pays d'origine e Recours ze maachen. Dass bestreide mir net. Et ass och net do, Dir Häre Ministeren, wou mir de Problem hunn. Do, wou mir de Problem hunn, ass, dass et hei ëm eng ganz Kategorie vu Leit geet, déi ee Rétenteurs d'informations nennt. Wee kann dat sinn? Dat kënnen natierlech Leit sinn, déi op Banke schaffen. Dat kënnen Confrères Affekote sinn. Dat kënnen Notaire sinn. Dat kënnen Experts comptables sinn. Mä dat kënnen och ganz normal Bierger sinn. Dass kann de Frënd oder d'Frëndin vun enger Persoun sinn, déi zum Beispill an Däitschland poursuiviéiert gëtt pour escroquerie fiscale.

An eis geet et hei drëm, Här President, dass déi Leit e Schutz kréien. Well, wéi ass am Moment d'Situatioun? Komm mir huelen e ganz praktescht Beispill, wat ech an de leschten Deeg schonn e puermol geholl hunn. Soe mer, et ass en Här Schmit an Däitschland, deen angeblech hei zu Lëtzebuerg Konten huet a wou dat däitscht Steieramt eng Demande d'échange d'informations bei der Lëtzebuergescher Steierverwaltung mécht.

Elo ass, pas impossible, den Här Schmit Client bei engem hei vun de Confrères, déi hei an der Chamber sinn. Da seet d'Steierverwaltung, Här Mosar, Maître Mosar, Maître Reding, Maître Fayot, Dir hutt den Här Schmit als Client, elo hätte mir vun lech gär all Informatiounen iwwer dee Client, all Dokumenter, all Bankextraiten, déi hutt Dir ze verséieren. An da kann de Maître Fayot, de Maître Reding, ech selwer, hu mir emol net d'Méiglechkeet, dass doriwwer iergendwéi eng onafhängeg Instanz apprécieiert, Dir Hären.

An et ass do, wou, ech mengen, all Jurist, an net nëmmen all Jurist, mä all Bierger muss schockéiert sinn, wann et hei drëm geet, an hei geet et net ëm déi Leit, nach eng Kéier, wou d'Demande d'informations, mä hei geet et ëm onbescholte Bierger, déi einfach gesot kréien vun der Steierverwaltung, du hues eis elo déi Informatiounen do ze ginn, an déi hunn emol keng Méiglechkeet, sech dogéint ze wieren. A wa se et net maachen, Dir Dammen an Dir Hären, da gi se zu enger zolitter Amende verdonert. An et ass do, wou mir e ganz décke Problem dermat hunn.

An ech kommen dann och nach eng Kéier op déi zwee fundamental Problemer, an do, wou ech och absolut net mam Finanzminister d'accord sinn.

Här President, erlaabt Der, dass ech e bësse meng Zäit iwwerschréiden? Ech versichen et...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Vu dass Dir mir ëmmer entgéint komm sidd...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Voilà, ech wollt elo soen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...wéi ech Regierungsmember war,...

(Brouhaha)



...a mech normalerweis no enger Minutt ënnerbrach hutt, ginn ech lech ganz gär zwou Minutten.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Här President, ech wosst, datt ech eng Kéier géif hei stoen an Dir do sätzen, duerfir hunn ech ëmmer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Dat kënnt lech nach méi wéi eng Kéier vir!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Duerfir hunn ech ëmmer...

(Hilarité)

Duerfir hunn ech dovu profitéiert.

Et geet eigentlech hei ëm zwee Problemer. Et geet ëm deen ominöse Recours, wat awer fir mech manner problematesch ass, mä et geet doniewent, an dat ass eigentlech wéineg hei ugeklongen, geet et och ëm de Contrôle de la recevabilité préalable. An dat ass e ganz wichtegt Argument!

An do, Här Minister, kommen ech elo op meng schloflos Nuecht zrëck. Dir hutt gëschter behaupt, et géif kee Land an der Europäescher Union ginn, wat iergendwéi e Recours géint esou eng Décisioun vun enger Steierverwaltung géif zouloossen. Vu datt meng...

(Interruption)

Jo, dach, dat hu mir awer, ech weess net, d'Kollege waren... Bon, dann...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice**.- Dat huet kee Mënsch gesot!

(Brouhaha)

Dat huet kee Mënsch gesot.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Da kommt, dann... Ech streiden elo net...

(Interruptions)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice**.- Ech hat gëschter scho Beispiller erwähnt an der Kommissioun.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Da komme mer drop... Wann Dir dat net gesot hutt, tant mieux!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice**.- Dir hutt schlecht geschlof d'lescht Nuecht.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Dat gétt mir dannoch Argumenter fir dat, wat ech elo wollt dévéléppéieren. Mä ech maachen et ganz kuerz. Ech hu mer dat e bësselchen ugekuckt an ech hunn notament an deem Land gekuckt, wou mer jo wahrscheinlech mat déi meeschten Demandes d'échange d'informations kréien, nämlech aus Däitschland. An do gétt et, Här Finanzminister, e Gesetz, wat seet, datt géint all Acte administratif, och vun der Steierverwaltung, ëmmer e Recours méiglech ass! An dat Gesetz kann net duerch..., en anert Gesetz kann net dozou dérogéieren.

D'Bundesverfassungsgericht vu Karlsruhe, wou jo awer eminent Juriste sinn, huet dat an engem Arrêt, wou ech elo leider Gottes d'Referenz net viru mer hunn, confirméiert. An an deemselwechte Kontext wollt ech och soen, Här Finanzminister, e Punkt, iwwert deen elo haut manner geschwat ginn ass, deen awer net onwichtig ass, nämlech deen, datt de Client net am Virfeld dierft informéiert ginn, huet d'Bundesverfassungsgericht gesot, am Kontext vum FATCA, datt déi Dispositioun géint déi däitsch Verfassung géif verstoussen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Deeselwechten Arêt, Här Finanzminister, ass virun e puer Joer vun der belscher Cour Constitutionnelle geholl ginn. Och déi huet constatéiert, datt déi Interdiction, fir e Client ze informéieren, géif géint déi belsch Verfassung verstoussen. A Frankräich gétt et e genaue Contrôle de la recevabilité préalable, dee ganz strikt Konditionen definiert, ënnert deene kann effektiv esou e Contrôle kommen.

An dat féiert mech dann och derzou, Här Minister, an ech géif wierklech nach eng Kéier den Appel hei un lech maachen - well et geet mir wierklech hei net ëm Parteipolitik, et geet hei net ëm Majoritéit, ëm Opposition, ëm d'Partei, et geet mir hei ëm d'Saach -, mir hunn lech gëschter gesot: Firwat gitt Der net dohinner an Dir maacht dat, wou d'OECD-Standarden iwwerhaupt kee Problem dermat hätten, nämlech e Contrôle de la recevabilité préalable, deen awer net ka vun der Steierverwaltung selwer gemaach ginn?

Wa mer dat maachen, an ech mengen, jiddwereen, deen e bësselchen eppes vun Droit versteet, dee weess, datt mer, wa mer dat maachen, mir ginn zu Stroosbuerg gi mer domadder bueden. Well mir sinn erëm voll, an dat ass jo vu verschiddene Kollegeen och hei gesot ginn, mir si voll an der Hypothees vum Procolauerteel, dat heescht an deem Fall ass d'Steierverwaltung déi, déi eng Décisioun hält a se kontrolléiert souguer, ob déi Décisioun och

nach recevabel ass. Dat kann, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Rechtsstat net de Fall sinn!

An duerfir nach eng Kéier, Här Minister, a komm mir ginn eis déi Zäit. Firwat maache mer net e Contrôle préalable, dee kéint, wéi en matière de référé, vun engem Tribunal administratif net am Contradictoire, net am Contradictoire kéint ofgeseent ginn? Dat géif kee Problem maachen! An ech hu mer alleguerten d'Dispositiounen vun der OECD ugelies. Et ass näischt, wat eis do géif empêchéieren, op dee Wee ze goen. Duerfir nach eng Kéier, ech hätt och net gär, wann herno géif gesot ginn, d'CSV hätt hei blockéiert. Mir wëllen lech hëllefen, e Wee ze fannen, dee vill méi kompatibel wär. An duerfir nach eng Kéier déi Offer, déi ech do wollt maachen.

Här President, ech kommen zum Schluss, ech hätt zwar nach ganz vill Saachen ze soen, mä et ass awer eppes, wat mer och nach ganz besonnesch, Dir Dammen an Dir Hären, um Häerz läit. Och e Punkt, deen net ugeschwat ginn ass, an dat ass dee vum Dateschutz. De Kolleg Justin Turpel huet et ugeschwat, an ech muss lech soen, Dir hutt et matkritt - an déi Fro wollt ech och nach eng Kéier dem Finanzminister stellen -, an Zukunft dierfen déi Informatiounen, déi vun de Banken oder vun anere Réteuteurs d'informations communiquéiert ginn, net méi maskéiert sinn. Dierfen net méi maskéiert sinn!

Elo stellt lech emol e bësse vir, wann aus enger Bank en Dossier communiquéiert gétt mat Extraits: Do ginn Nimm vu ganz villen onbescholtene Bierger genannt. Déi gi communiquéiert, déi zirkuléieren an der Weltgeschichte!

Här President, ech muss lech soen, ech hunn Angscht virun enger Gesellschaft, wou de Stat an dat Intimst vu menger Privatsphär en Abléck huet,...

(Interruption)

...an dat ouni déi geréngste Kontroll vun der Justiz! Ech muss lech soen, dat ass grav, an dat si mer amgaangen ze maachen. An ech verstinn och net, ganz besonnesch déi gréng Kollegeen, déi net midd ginn, andauernd géint den TTIP ze jätzen, géint den TISA ze jätzen, wou se soen, mir géifen eis Standarden opginn.

Wat maache mer dann hei, Dir Dammen an Dir Hären? Mir ginn hei Standarden op, déi a jorzéngelaange Jurisprudenz vun der Cour vu Stroosbuerg ëmmer erëm confirméiert gi sinn. Dat maache mer, Dir Dammen an Dir Hären!

Ech kommen zum Schluss. Ech géif wierklech nach eng Kéier wëllen en Appell un d'Regierung maachen: Iwwerleech lech dat do nach eng Kéier! Et geet net op eng Woch oder 14 Deeg un. Mir schaffe mat. Mir schaffe mat!

Mä ech hätt net gär, an ech gehéieren zu deenen, mam Kolleg Alex Bodry, dem Kolleg Gibéryens Gast, déi scho méi laang derbäi sinn, mir hunn, ech soen, dee Kampf matgemaach, wéi mer déi Juridictions administratives 1996 - den Alex Bodry huet e ganz grouse Mérite dorunner gehat, och de Paul-Henri Meyers -, ech hätt net gär, datt mer haut deen éischte Réckschritt maachen, datt mer erëm zrëck ginn. Mir hunn deemools eng grouse Reform gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, denkt no, ier Der herno op de Knäppchen dréckt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. An ech denke jo, dass mäi Virgänger dat ze apprécieiere weess, dass ech en net a senge Rësonnementer ënnerbrach hunn, an ech hoffen, dass en net nach eng Kéier eng schloflos Nuecht verbréngt wéinst deem schlechte Gewëssen, dat e vis-à-vis vu fréiere Regierungsmemberen huet.

Voilà, dat gesot, géif ech d'Wuert un de Finanzminister ginn. Här Gramegna.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer effektiv e ganz wichtige Projet de loi. Ech erënnere mech nach ganz gutt un den éischten Dag an der Regierung an och un d'Passation des pouvoirs mam Luc Frieden, dass dat heiten, déi Problemer, déi mer am Global Forum hunn, dass dat deen alleréischte Sujet war, dee mer an der Regierung hu missen diskutéieren. Mir hunn dee missen diskutéieren, well mer do eng katastrophal Zensur kritt hunn. Mir waren emol net „partially compliant“, mir sinn einfach riicht duerchgefall!

An ech hat mer virgeholl, an d'Regierung hat sech virgeholl, a se huet sech dru gehalen, dass se alles géif drusetzen, fir a kierzester Zäit all déi Saachen, wou mer net konform sinn, richtzebëien. An ech kann lech soen, dat war eng

grouss Aarbecht. An haut ass dee leschte vun deene Projet-de-loien, déi hei virun der Chamber sinn.

Ech wëll ee klenge Rappel maachen, wat mer scho bis elo gemaach hunn. Mir hunn op den 1. Januar schon eng Pratique administrative gemaach, eng Circulaire administrative, fir verschidde Punkten, déi elo hei am Gesetzestext sinn, schon direkt kënnen ëmsetzen, fir eise gudde Wëllen ze beweisen. Zweetens hu mer d'Konventioun vun der OCDE iwwert d'Assistance administrative mutuelle hei an der Chamber am Mee ratifizéiert. Am Juli hu mer d'Gesetz iwwert d'Parts au porteur hei an der Chamber gestëmmt. An haut wäerte mer hoffentlech kënnen och dat heite Gesetz iwwert d'Prozedure vum Échange d'informations (veuillez lire: de renseignements) sur demande kënnen stëmmen.

Ech soen dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci fir säi Bericht a fir säin Asaz an där ganzer Saach. Et ass extrem wichtig, an ech wäert lech elo gläich iwwert d'Enjeue schwätzen, dass mer hei séier handelen. Ech wëll och ënnersträichen, dat ass indirekt heimat verbonnen, dass d'Regierung jo och versicht huet, an der Kontinuitéit ze schaffen. An der Kontinuitéit, wat den Échange automatique ubelaangt, an dat hu mer, mengen ech, beschtens ënnerstrach, andeem mer d'lescht Woch zu Berlin déi Konventioun „early adopters“ ënnerschriwwen hunn, déi fest virgesäit, dass Lëtzebuerg am Peloton de tête ass, fir den Échange automatique op alle Revenuen op den 1. Januar 2017 ze maachen.

Ech kann lech soen, dass duerch all déi Efforten, dat heescht déi Mesuren, déi mer bis elo geholl hu fir de Global Forum an och duerch déi Ennerschrëft zu Berlin, mengen ech, en termes vu Reputatioun a Kredibilitéit viles gutt gemaach hunn. An et war héich Zäit, dass mer dat gemaach hunn!

Wat sinn dann elo wierklech d'Enjeuen? Et ass vill vun der Place financière geschwat ginn. Ech soen lech, wat d'Enjeue si vun eisem Land a vun eiser Place financière.

Éischtens emol hu mer eng Période de grâce, déi geet bis Januar vun nächste Joer. Wa mer bis dohinner net prett sinn - an dat comporéiert dat heite Gesetz -, wa mer net prett sinn, fir eng nei Evaluatioun ze kréie vun der OCDE a vum Global Forum, da kënnen déi international finanziell Institutoune, déi hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt sinn, iwwerhaupt net méi um internationale Marché fonctionnéieren. Et muss ee sech emol virstellen, wat dat heescht. Dat ass keng Klenggeeket.

Zweetens: E Land, wéi d'Belsch, huet eng Législatioun geholl, wa mir och da bis d'nächst Joer net konform sinn, dass all Virement vun iwwer honnerttausend Euro an e Land, wat net transparent ass - esou si mir elo qualifizéiert; ech wëll ënnersträichen, mir sinn op enger Lëscht, ech wëll elo d'Fuerf net vun der Kategorie soen, mir sinn op enger Lëscht, op enger ganz schlimmer Lëscht -, dass all Paiement vun iwwer honnerttausend Euro, deen aus der Belsch an esou e Land gemaach gétt, muss préalablement kontrolléiert ginn. Dat muss ee sech emol virstellen. Dat Land, mat deem mer virdrun an enger Union économique et monétaire waren.

Drëtens: Well mer als non transparent kategoriséiert sinn, riskéiert eise ganze Régime fiscal, alles wat mer hunn, als net méi konform gesinn ze ginn. Mir hunn also direkt, géif ech soen, e schwaarzt Schëld.

A véiertens kéinten alleguerten eis Convention-fiscale mat deenen anere Länner, déi mer hunn, vun deene Länner dénoncéiert ginn, wa mer näischt maachen. Dat ass näischt Klenges.

Et geet also iwwer ganz konkret Saachen an et geet en fin de compte ëm eis Reputatioun. Dat ass dat allerwichtigst, wat mer hunn. An der Reputatioun hu mer den Triple A - dat ass déi finanziell Reputatioun - a mir hunn d'Reputatioun, wéi mer ugesi gi vun deenen anere Staten, déi mat eis schaffen. An dat ass dat, wat der Regierung hei um Häerz läit.

An dee leschte Punkt, deen ech wëll och ënnersträichen: Déi Transparenz, an déi mer eis hei beginn, dat ass keen Nodeel fir Lëtzebuerg. Dat bréngt nei Opportunitéiten. An deene leschte Méint a Joren ass de Secret bancaire fir Lëtzebuerg en Nodeel ginn. En Nodeel, well mer ee vun deenen eenzege waren, dee sech nach fir dee geschloen huet. E correspondéiert net méi zu eiser Zäit. D'Welt huet geännert. Se huet och haaptsächlech 2008 geännert, wéi déi grouss Kris komm ass an all déi Länner versicht hunn, méi u Suen ze kommen. An natierlech, well d'Amerikaner d'Initiativ vum FATCA geholl hunn.

D'Welt huet sech geännert. An den Échange d'informations ass eng Pratique, dat ass eppes..., déi ass et virdrun net ginn an dat wierfelt dee ganzen Droit international duerch-

erneen. Dofir stelle mir eis hei Froen iwwer Recoursen - ech kommen nach drop ze schwätzen. Mä mir sinn do nach ëmmer am ale Modell a wa mer weider am ale Modell rasonéieren, da fanne mer net déi richteg Léisungen.

A leschte Punkt, fir dass ech e bëssen an d'Gesetz selwer nach eraginn, fir ze soen: Et ass fundamental ze verstoen, dass de Global Forum sech net mat formelle Gesetzer begnügt. Et geet net duer, wa mir haut soen: De 4. November hu mir dat drétt Gesetz hei gestëmmt, fir konform ze sinn. Déi éischt Fro, déi duerno kënnt, ass: Majo, da kucke mer mol, wat Der an d'Gesetz geschriwwen hutt, a wéi dat ëmgesat gétt. An de Risque, dee mer mussen évitéieren, dat ass, dass mer eng Période d'examen kréien, de Contrôle, wou gekuckt gétt, wéi eis Gesetzer fonctionnéieren.

Den Haaptnodeel - an do kommen ech dann an de Vif vum Sujet - ass, dass eis Jurisprudence administrative actuelle eng Entrave à l'échange de renseignements ass. Eis Prozedur, wéi mer se hate vum 2010er Gesetz, iwwert dat esou vill geschwat ginn ass, ass komplett auserneggeholl gi vum Global Forum an et ass gesot ginn: Dat ass net effikass. Um Pabeier gesäit den Text uerdentlech aus, mä an der Pratique gétt en ausgehalegt. Dat ass d'Realitéit, op déi mer hu misse reagéieren.

Ech wäert also op dräi Punkten elo agoen: 1. D'Pertinence vraiseemblable, dat ass eben de Contrôle vun der Régularité formelle. Do wëll ech ënnersträichen, dass d'Administration fiscale, déi jo compétente ass, e Contrôle ka maachen. A wa se Doutten huet, ka se jo nofroen.

2. Verschidde Saachen, déi hei gesot gi sinn iwwert de Secret professionnel... Ech wëll soen, dass de Secret professionnel vum Affekot, de Secret de fabrication, dass déi agehale ginn, mat verschidde Limiten, mä déi ginn am Prinzip agehalen. Dat steet an der OCDE dran.

3. Den Ordre public d'äerf och net violéiert ginn. Et ass also net, wéi wann d'Administration des Contributions déi Demanden hält a se einfach weiderleet.

Et ass iwwert den Noircissement geschwat ginn, dass dat ganz schlëmm wier, dass mir dat net méi dierfe maachen. Dat war ee vun den Haaptreprochë vum Global Forum, dass mer d'Donnéeën net géife komplett eriwwe ginn. Wëlle mer da weider an déi Richtung schaffen? Ech mengen net.

Zweete Punkt: Dat ass d'Information vum Contribuabel. Dat ass och en extrem wesentleche Punkt, wou mir ëmmer Problemer hüten an der Mise en oeuvre. An de Conseil d'État huet zu Recht proposéiert, dass mer dat sollten elo duerchzéien, wéi dat effectivement am Global Forum virgesinn ass.

E Wuert zu de Recoursen, wat jo de Sujet ass, deen hei am meeschte fir Suerge gesuergt huet. An ech hunn och herno fënnel Minutte fir de Félix Braz, eise Justizminister, gelooss, fir dass hien och nach kann op dee Sujet agoen. Mä ech wëll awer och selwer e puer Wuert dozou soen.

Éischtens emol, de Recours en réformation bleift bestoe par rapport zu den Amendes, déi kënnen infligéiert ginn. Mä wat elo de Recours selwer ubelaangt: Den Artikel 6 vun der Convention des droits de l'Homme ass zitéiert ginn - ech mengen, d'Regierung huet dat gekuckt, dat applizéiert sech net en matière fiscale an nëmme en matière pénale.

Zweete Punkt - an ech mengen, dat ass deen allerwichtigsten; dat ass dat, wou ech soen, dass mer an enger anerer Welt sinn -: Den Droit de défense vum Contribuabel, dee muss gewahrt ginn am État requérant. Dat ass de Prinzip, dat ass esou am Global Forum an, an der OCDE virgesinn. A firwat soll dat am État requérant sinn? Majo, well et par définition sech ëm Nonrésidents handelt. Et geet jo par définition net ëm Leit, déi hei résident sinn. Et geet drëms, dass et Leit sinn, wou Informatiounen gefrot sinn, déi net hei am Land sinn.

An dann, dat heescht nach ëmmer net, dass do iwwerhaupt näischt gekuckt gétt. Et gétt och an der OCDE generell Prinzipiepunkten - Nummer 1.

Zweetens hu mer internationale Konventiounen, déi mat deene Länner ofgeschloss gi sinn. An do gétt et och Prinzipien. A wa sech do Länner net drun halen, kënnen mer déi dénoncéieren.

An drëtens, an der Pratique: Mat weem maache mer deen Échange automatique am meeschten? Majo haaptsächlech mat eisen Nopeschlänner. D'Nummer 1 dovunner ass haaptsächlech Frankräich. A wat muss en fait erreecht ginn en fin de compte? Dat ass, dass

mer deenen Demandes d'informations kenne gerecht ginn.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, dass dee ganzen Domän vum Échange d'informations sur demande, vun deem mer haut schwätzen, jo en fait elo nach just e klengen Deel vum Eisberg gëtt. Well à partir vum 1. Januar 2015 maache mer jo den Échange automatique fir d'Revenus de l'épargne - dat Gesetz ass elo virgesi fir just hei hannerun deem heiten, wa mer dat nach haut maachen, on verra bien.

Den 1. Januar 2017 maache mer généralement Échanges d'informations op alle Revenuen a mat den Amerikaner maache mer jo FATCA. Dat heescht, deen heiten Domän vum Échanges d'informations sur demande gëtt d'Exceptionion. E gëtt net ofgeschaaft - mir hunn doriwver geschwat an der Cofibu -, mä e gëtt wierklech eng Exceptionion.

D'Konklusion: Den Haaptreproche, dee Lëtzebuerg gemaach ginn ass, war net, dass eis Regeln net an der Rei waren, mä dass eis Pratique ineffikass war. An de Projet, dee mer hei déposieren, ass d'Antwort drop.

Zweetens: Mir mussen alles maachen, fir vun där Lëscht erfrozekommen, fir dass mer net méi als ontransparent Land dohinnergestallt ginn a fir dass eis Finanzplaz kann erëm roueg sech weiderentwéckelen.

Ech wëll och hei ennersträchen - well ech déi Remarque ganz bizarre fonnt hunn -, dass alleguerten d'Acteuren, déi an der Procédure législative gefrot ginn, hei gefrot gi sinn, an d'Chambre de Commerce jo en Avis gemaach huet. An d'Chambre de Commerce, do sinn d'Banke Memberen, do sinn alleguerten déi Acteure vun der Finanzplaz dra vertrueden. Et ass also net esou, dass déi net consultéiert gi wieren.

An ech wëll och soen: Mir hu mat den Acteure vun der Finanzplaz iwwert déi heite Saach in extenso geschwat.

A last, but not least: Ech kann lech versécheren, dass dés Regierung alles wäert maachen, nodeem mer dat heite Gesetz gestëmmt hunn, fir d'Procédure am Global Forum anzuleeden, fir dass mer esou séier wéi méiglech eng nei Evaluatioun kréien, a fir endlech vun där schlechter Lëscht, vun där schlechter Platz, wou mer do stinn, ewechzekommen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. An zum Schluss huet de Justizminister nach d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wäert och probieren, mech kuerz ze halen, fir déi Zäit, déi d'Regierung hat, net ze vill ze strapazieren. Mä ech mengen, mat de 15 Minuten, et sinn der nach zwou, wäert et net ganz duergoen.

Den Här Reding huet virdrun a senger Intervention dem Finanzminister mat enger Récktrëttsfuerderung gedroht, fir de Fall, dass eng Kéier Riichter dat anescht géifen tranchéieren, wéi dat haut vun der Regierung hei proposéiert gëtt. E beriff sech do op lauter eminent Juristen - dat sinn déi, déi senger Meenung sinn -, déi géifen dann hei eendeiteg lwwerhand hunn. Ech wëll awer dofir fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen, deen och en eminent Jurist ass, dee souguer Bâtonnier war an deen dese Projet hei gutt erkläert huet, gutt verteidigt huet, an och wäert matstëmmen. A seng Meenung ass mir - mat allem Respekt, Här Reding - esou vill wäert och wéi Är Meenung an där heite Saach.

Op déi fiskal Aspekter ass de Finanzminister schonn agaangen. Ech wëll déi dofir net verdéien. Ech hunn och, wéi den Här Turpel, gëschter déi gemeinsam Kommissiounssitzung eng ganz flott fonnt, déi wierklech eng flott Debatt hat, déi mer haut och weidergefouert hunn, wou och den Här Turpel sech sichtlech wuelgefillt huet. En huet Opposition géint d'Majoritéit gemaach an Opposition géint d'Opposition. Dat war vill Gléck op engem Nomëtteg eleng.

Mä de Geck an den Eck. Et ass e wichtege Projet och fir e Justizminister, well en d'Lëtzeburger Finanzplaz aus enger Rei vu Kritiken an Zukunft eraushält. Mir probieren a schaffen un enger propper Finanzplaz. Dat ass en eierbart Zil an dat kann ech och nëmmen ennerstetzen.

Ech wëll awer e puer Saache just rappelieren, well vill och iwwer Prinzipielles geschwat ginn ass. Also ech kommen herno nach kuerz dozou. Dëst Gesetz ass awer en lwwergangsgesetz.

Déi Prinzipien, déi hei esou héich diskutéiert gi sinn, sinn, wat de Volet Intérêt betrëfft, do-duerch dass ab dem 1. Januar 2015 déi Regeln, déi an der Direktiv beschriwwen sinn, an der Europäescher Unioun applizéiert ginn, gëllt also dëst Gesetz fir déi Länner, déi ab dem 1. Januar déi Regeln applizéieren, just fir sechs Wochen oder siwe Woche vum Vote vun haut un.

Da si mer am Échange automatique. A wat heescht „automatique“? Ben, automatique, vum selwen! Do gëtt kee méi gefrot, ob en dëst ka kucken oder ob en hei Bauchwéi huet, ob en do de Schong huet, deen en dréckt. Dann ass et automatesch. Also fir de Volet EU schwätze mer hei vu siwe Wochen, wou déi Prinzipien hei a Gefor wieren, wat net meng Meenung ass.

Fir all déi, déi d'OECD-Standarde respektieren, wier et zwee Joer méi laang. Duerno bleift dëst Gesetz wuel bestoen. D'Gesetz bleift bestoe fir all déi Länner, déi net an der EU déi Standarde respektieren, fir all déi Länner, déi net an der OECD sinn an déi Standarde respektieren. Mä à condition, dass virdrun au moins en Accord bilatéral tëscht Lëtzebuerg an deem Land ofgeschloss ginn ass. Soss kënnt dat Gesetz hei do net zum Droen.

Et ass also e ganz kontrolléierbaren, iwwerschaubare Risiko, wa mir selwer de Schlüssel hunn zu där Dier, déi zu deem Raum hei féiert. Dofir, mengen ech, soll een dat heiten och gäre prinzipiell diskutieren. Et ass eng flott Debatt. Mä et muss en awer och mat zwee Féiss um Buedem bleiwen an déi reell Implikatiounen kucken, déi heirauser kenne resultieren an den nächste siwe Wochen, a fir déi aner an den nächsten zwee Joer.

Mä et si wichteg Froen. Ech si ganz domat d'accord. An ech ginn dem Här Roth och recht, den Zweck hellegt net d'Mittel. Dat géif ech als Justizminister, wann et em rechtsstaatlech Prinzipie geet, och net kënnen dulden. Hätt ech also hei Zweifel drun, an et ass keng Science exacte den Droit, mä hätt ech hei wesentlech Zweifel drun, dass déi Rechtsprinzipien net respektéiert ginn, da géif fir mech den Zweck d'Mittel net hellegen. Et geschitt och hei net, ass hei net de Fall. An ech soen och elo gläich firwat.

Ech wëll och dem Här Roth soen, dass em bestëmmt net entgaangen ass, dass am initiale Projet de loi e Recours virgesi war. D'Regierung huet also duerch sech genau déiselwecht Froe gestallt a war der Meenung, par précaution wier et vläicht eng Optioun, dat ze maachen.

Et ass de Statsrot, deen a sengem Avis eng Argumentatioun dévélépéiert huet, déi d'Kommissioun hir eege gemaach huet an déi d'Regierung ausdrécklech ennerstetzt. Mir sinn der Meenung, dass de Statsrot do gutt argumentéiert huet. De Statsrot beweegt sech eigentlech a senger Logik schonn am Échange automatique. De Statsrot seet, komm mir si verstänneg, d'Logik ass déi, op déi mer duersteieren. An en huet duerfir am Fong konsequenterweis hei eng aner Approche ugeholl op der Fro vum Recours, déi mir awer och kënnen deelen.

Den Här Roth sot och virdrun, dat hei wier eng logesch Suite vun all deem, wat an de leschte Jore war. Dir gitt awer zum Schluss da selwer e bëssen onlogesch vun Ärer Argumentatioun. Dat gëllt fir d'ganz CSV-Fraktioun, och wat den Här Mosar gesot huet. Wann Der nämlech ufängt, d'OECD a Fro ze stellen um Enn vun Ärer Intervention - an dat kléngt gutt, et gëtt och vill Leit, déi dat gären héieren -, da stellt Der d'OECD op eemol prinzipiell a Fro! Dat wier e komesche Veräin, deen net legitiméiert wier, seet den Här Reding. Dir sot et mat anere Wieder eigentlech och a sot, dat wär awer eppes Gelungenes. Gëschter hutt Der en Ausdrück...

(**Interruption**)

Dach!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Do ass en Ennerscheid. Ech hu vum Forum mondial vun der OCDE geschwat...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo, selbstverständlech!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...wat net déi ganz OCDE ass mat dem Comité des ministres.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Et ass an der Rei. Et ännert näischt drun, dass Der, Här Roth, gëschter a wéineg appréciablen Termen um Radio gesot hutt, d'Regierung hätt d'Box erfroglous. Ech mengen net, dass dat déi Terminologie hei ass, déi passend wier.

Mä Är Partei, Äre Finanzminister huet an de leschte Joren net manner, Här Roth, net manner wéi 42 bilatéral Konventionen - 42 bilatéral Konventionen! - huet de viregte Finanzminister vun der CSV an dräi Gesetzesprojeten tëschent 2010 an 2013 en conformité mat der

Norme internationale gesat. En huet also grouse Respekt virun der OECD an all hiren Tenants et aboutissants an Ennerstrukturen.

Fir dann ze kommen an ze soen, Dir hätt elo awer e bësse Problemer mat där OECD insgesamt. Beim beschte Wëllen, fir dat mannt ze soen, dat ass net terribel kredibel, wat Der do maacht! Wann Der an Zäit vun dräi Joer 42 Konventionen hei an d'Chamber bruecht hutt, wou mer dann eis un d'OECD-Norme wëllen halen, zu Recht, mä da faalt elo net em a bleift dann och wierklech logesch bis zum Schluss an drot déi heite Saachen dann och wann ech gelift mat.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dann zu der Europäescher Mënschrechtskonvention. De Barreau werft a sengem Avis eng Rei Froen op an ech huele selbstverständlech déi Froen do och ganz seriö.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Braz, den Här Roth wëllt...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et ass scho spët, duerfir maache mer dat net ze laang.

Mä Dir sidd mat mer eens, dass en Ennerscheid ass tëschent enger Konvention, déi d'OCDE ofschléist, notamment d'Konvention, d'Modellkonvention vun der OCDE, a Recommandatiounen, déi e Forum mondial, dee besat ass vu Beamten, mécht; do sidd Der mat mer eens. Well all Konvention, déi d'OCDE gemaach huet, déi hu mer no de rechtsstaatleche Prinzipien, hu mer déi hei an der Chamber och guttgeheescht, nodeem d'Regierung se ennerschriwwen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dann denkt dat do zu Enn. Dat heescht jo dann am Kloertext, dass mer deen zweetgenannte Veräin, dee jo dann net esou dichteg ass an Ären Aen, sollen ignorieren. Mä da geschitt dat, wat de Finanzminister eis virdu beschriwwen huet. Dann ass et em d'Finanzplaz ganz séier ganz däischer bestallt. An do kënnt Dir och net laanscht déi Realitéit do argumentieren. D'Realitéit, déi sech stellt, ass déiselwecht. Ob et elo d'Konvention OECD ass, oder eben déi Lëscht, op där mer elo drop sinn. Et ass net ennerter deser Regierung geschitt, dass mer do drop komm sinn, et ass ennerter deser Regierung, wou mer probieren, draus erauszekommen.

Zum Avis vum Barreau zu den Artikele 6 an 13 vum Procès équitable an dem Recours effectif. Do gëtt hei behaupt, déi géif et elo net méi ginn. Dat ass a mengen Aen net richtig. A mir hunn och net nëmme mat den Argumenter vum Statsrot, mä och mat anere Juriste geschwat an héije Magistraten, déi dat do net deelen. Woufir? Majo, well an deem heite Fall, an dat ass eben deen neie Mechanismus, deen ass vläicht nach net iwwerall assimiléiert, dat dote gëtt garantéiert am État requérant. Mir sinn hei net an der Entraide judiciaire an et kann een och dofir net par analogie argumentieren.

Mir sinn hei an der Matière administrative. Mir huelen hei um Fong keng Décisioun. Mir exécutieren international Engagements, déi mer agaange sinn. Sur simple demande ginn déi exécutéiert vun der Steierverwaltung. An am État requérant, net am État requis, ginn all d'Décisiounen quant au fond geholl. An do spille selbstverständlech sämtlech Regeln, och déi vum Artikel 6, och déi vum Artikel 13.

An da muss dann do deen, dee viséiert ass, seng Rechter verteidigen no deene Regeln, déi et an deem Land gëtt. Dat sinn déiselwecht wéi bei eis zum Deel, zum Deel och anerer. Mä ennerter dem Chapeau vun de Länner, déi et betrëfft, vun der...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Reding?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Eng ganz kleng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mat der Bitt och, fir zur Konklusion ze kommen, well ech hunn lech déiselwecht Latitudo gi wéi de Spriecher vun der CSV. Mä ech mengen, mir missten elo zur Konklusion kommen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Wou huet den Déteuteur vum Renseignement e Recours?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech kommen dozou. Ech kommen dozou.

► **Une voix.** - Et gëtt esou lues Zäit.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Deen, em deen et geet... Jo, neen, neen.

(**Interruptions**)

Also, wëllt Der eng seriö Diskussioun oder net? Solle mer an 30 Sekonne bâclieren?

Hei geet et em fundamental Froen. Ech stelle mech all de Froen, alle Froe vun de Kollegen

Deputierten. Da muss ech awer och d'Méiglechkeet hunn, drop ze äntwerte mat enger dévélépéierter Argumentatioun. Dir hutt zesumme bal 40 Minutte geschwat. Ech probieren dat do an néng Minuten ze maachen.

Et ass also hei falsch ze behaupten, et géif kee Recours quant au fond ginn. Déi Recourse gëlle selbstverständlech am État requérant a si musse d'Norme respektieren. Ech mengen, dat ass kloer. Et ass falsch ze behaupten, et géife keng Recourse ginn!

An da kënnt déi Fro, déi dem Här Mosar Nuechten oui Schlof besuergt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech kann nach eng Nuecht net schlafen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Wou och de Virwurf gëschter an der Kommissioun gemaach ginn ass, hei wier een an deeselwechte Juge et Partie. Den Här Roth huet och gesot, gëschter an der Kommissioun wier zum Deel net alles gesot ginn. Ech mengen, dat ass net ganz richtig.

Dir hutt gëschter an der Kommissioun behaupt, dat hei wier déi eenzeg Matière, wou mer kee Recours méi hätten. Dat ass awer net richtig. Dat hunn ech lech och gëschter scho geäntwert. Mir hunn am Gesetz vum 2010 de Recours en nullité an der Matière vun der Entraide judiciaire ofgeschaf. De Recours - soss hätte mer d'Gesetz net brächten ze änneren -, de Recours formel, wéi en hei verlaangt gëtt, ass och an der Matière vun der Entraide judiciaire 2010 ofgeschaf ginn, an ass esat ginn duerch dat, wat den Här Roth ganz richtig beschriwwen huet. Domadder hu mer elo déi ganz Geschicht gezielt vu gëschter.

Dir hat och en Deel vergiess ze erwähnen, nämlech deen, dass de Recours, wéi en am Gesetz stoung, annulléiert ginn ass an duerch eppes, wat kee Recours ass, et ass eng aner Prozedur... Woubäi, Dir sot, d'Chambre du Conseil géif dat maachen. Ech géif dann och gäre wëssen, wou dat um Niveau vum Administratif da sollt gemaach ginn. Do gëtt et keng esou eng praktesch Saache wéi eng Chambre du Conseil. Remarque um Rand a Klamer zou.

Da kënnt dann déi Remarque, déi dann och de Steierdirekter hei namentlech an d'Gespräch bruecht huet. Ech mengen, wou awer jiddweree Vertrauen dran huet. Déi Saach vum Juge et Partie, well e kritt eng Demande aus dem Ausland an da seet en, ech froen elo bei engem Détenteur d'information - an net, Här Mosar, wéi Dir lech an engem freudsche Lapsus ausgedréckt hutt mam „Rétenteur d'information“, et ass en „Détenteur d'information“, dat ass alles nach ganz legal...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et kann och e Rétenteur ginn!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo, jo. An net kriminell. An da seet de Steierdirekter, ma ech froen elo no, sief et eng Bank, sief et en Affekot. De Finanzminister huet scho rappeléiert, de Secret professionnel ass hei net tangéiert vun der Diskussioun. Et muss een et awer vläicht rappelieren, dass dat kloer ass. An dann exécutéiert dee sech net. Well en ass net d'accord, dass en dat gefrot gëtt an e wëllt sech net exécutieren. Da kritt en natierlech eng Amende, an déi ass gepeffert, dat ka bis 250.000 Euro goen!

Mä géint déi besteet selbstverständlech e Recours. Et ass also och do falsch, fir ze soen, et géif guer kee Recours. Dat ass net richtig. Et kann een, wann een eng Amende kritt huet, e Recours en réformation maache virum Lëtzeburger Verwaltungsgericht, an déi kucken dat dann am Detail, ob déi justifiéiert ass oder net. De Fong, ob déi Demande iwwerhaupt hätt solle kommen, déi mir just ze exécutieren an net quant au fond ze analysieren hunn, dat spillt erëm am État requérant.

Dofir, et gëtt, quant au fond, selbstverständlech e Recours och an deser Matière, dans l'État requérant, wat logesch ass. An et gëllt, wann een d'Amende bis kritt huet vun der Steierverwaltung, selbstverständlech weiderhin e Recours en réformation virun der Lëtzeburger Verwaltungsgerichtsbarkeit. Dofir, déi Behauptung, dass dee Recours net do ass, ass weder um Fong nach duerno an eisen Ae richtig.

An da kommen ech zum Schluss, Här President, wann Der erlaabt, fir just nach eng lescht Remarque och ze soen.

(**Interruption**)

Eben, genau dat.

(**Interruption et hilarité**)

Genau dat. Lescht Remarque just, Här President. Ech wëll wierklech soen, dass dat, wat an d'Perspektiv gesat ginn ass vum Här Reding, dass um Niveau vun der Cour de Justice vun der Europäescher Unioun, oder och zu Stroosbuerg, dass do kënnen elo Aktiounen intentéiert ginn, an dass de Finanzminister oder déi



ganz Regierung da juristisch, politesch kéint Responsabel gemaach gi fir en Arrêt an enger Matière, déi jo keng Science exacte ass.

Mir hunn als bescheiden, eminent Juristen awer och zum Beispill ee ganze Statsrot op eiser Säit. Ëmmerhin! Mir lauschtere jo elo hei net kengem no. Mir maache jo net elo just, wat mir zwee fannen. Mir lauschteren hei an dëser Matière der Commission juridique no. Mir lauschteren...

(Interruption)

Mir lauschteren dem Statsrot och no. Dofir muss ech éierlech soen: Egal wéi dat heiten eng Kéier ausget, jiddwereen huet hei seng Voies de recours, jiddwereen huet seng Rechter, déi e kann applizéieren. A mir sinn do, fir déi ze verteidegen. A soss guer näischt! An dat wäerte mir och maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir hutt jiddwer Zäit d'Méiglechkeet, fir Parole après ministre ze froen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Voilà, ech géif awer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech brauch lech net ze soen...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech wéilt dem Minister Folgendes soen: E mécht hei erëm eng Confusioun zwëschen dem Recours en réformation an dem Recours en annulation. Nach eng Kéier, déi Drëttpersonen, an dorëm geet et, Här Minister, mussen e Recours en annulation hunn.

Ech zitieren lech just elo aus engem Artikel, net datt Der sot, dat wier eleng meng Meinung, aus engem Artikel vun engem eminenten Affekot, Jurist, dee viru Kuerzem zu där ganzer Problematik sech artikuliert huet. Deen also genau dat seet, wat mir och soen.

Ech liesen lech et vir: «L'approche retenue» - also déi, déi Dir hei zrëckbehaalt, fir kee Recours en annulation ze maachen - «est finalement également une entorse au principe de base de la loi du 7 novembre 1996, qui a créé les juridictions administratives. Selon cette loi, qui, on se le rappellera, avait été introduite en droit luxembourgeois en tant que réaction à une condamnation du Luxembourg devant la Cour européenne des Droits de l'Homme, il y aurait devant les juridictions administratives, possibilité d'un recours contre strictement toute forme d'acte administratif émanant d'une autorité luxembourgeoise, en cas de „violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés“.» A lauschtert gutt no: «Il y aura à l'avenir une exception à ce principe.»

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech, Här Minister.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech widderhuele mech vläicht, mä ech soen nach eng Kéier, an deem dote Fall hunn déi Leit e Recours um Fong am...

(Interruption)

Mä dach, Här Mosar. Dat ass awer...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et geet hei ëm de Recours en annulation an net ëm de Recours en réformation. Si hunn e Recours en réformation, mä kee Recours en annulation!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dee Mechanismus, deen hei a Plaz gesat gëtt - elo kann ee mat deem fundamental net zefridde sinn, fundamental net glécklech sinn -, mä e funktionéiert nun emol esou, dass den État requérant, deen hei sech zu Lëtzebuerg informéiert iwwert dat, wat seng Bierger eventuell hei hunn, dat gëtt am État requérant au fond vun A bis Z traitéiert. Dat ass awer nun emol de Mechanismus, deen hei a Plaz gesat gëtt, fir dass déi Zort vu Steuerflucht, vu Steuerbedruch an Zukunft ka bekämpft ginn. Dat gëtt heimmadder méiglech. Wann een dat als Mechanismus fundamental a Fro stellt, ass een eigentlech fundamental mam Mechanismus, deen a Plaz gesat soll ginn, net averstanen.

D'Regierung ass awer der Meenung, dass dee wichtig ass. An dofir ënnerstéizt mer deen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an ech géif de Vote iwwert den Ensembl vum Projet 6680 lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6680 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss. De Projet ass mat 32 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiuonen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6680 est adopté par 32 voix pour, 3 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **D'autres voix.** - Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hätt Der gär eng elektronesch Ofstëmmung?

(Négation)

Ech ginn dervun aus, dass mer d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote heimat hunn.

13. Ordre du jour (suite)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt lech proposéieren, dass mer mat den Diskussiounen iwwert déi zwee aner Projete weiderfuere. Well awer eng Rei vu Kolleegen offiziell Invitatiounen hu vum däitsche Bundespräsident, géif ech lech proposéieren, net méi den Owend driwwer ofzestëmmen, mä dat muer en début de séance ze maachen.

(Brouhaha)

Wann Der do dermat d'accord sidd, wär ech lech ganz dankbar.

Mä mir féieren d'Diskussiounen dann nach zum Schluss zu deenen zwee Projeten, wou d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ginn ass. Dat ass fir d'Éischt de Projet...

(Interruption)

Mir kënnen dat nach zesammen ofmaachen. Mä mir stëmme jiddefalls muer iwwert déi Projeten of. Mir maachen dat d'un commun accord, fir jiddweree kënnen an d'Lag ze setzen, fir hei ze sinn.

De Projet 6668 ass d'Direktiv iwwert d'Besteuerung vun de Revenuen, déi duerch d'Spueren entstinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet déi honorabel Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger.

14. 6668 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, de Projet de loi, iwwert deen ech lech op dëser Plaz de Rapport maachen, ass den 18. März 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet de Gesetzesprojet de 24. Abrëll analyséiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 8. Mee ugeholl.

An der Sëtzung vun der Finanz- a Budgetkommission vum 27. Mee sinn ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet bestëmmt ginn. De Statsrot huet du säin Avis den 3. Juni finaliséiert an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 4. Juni festgehale. D'Chambre des Métiers huet de proposéierte Gesetzestext den 11. Juni duerchgeholl.

Den 3. Juli huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi de Statsrot den 11. Juli a sengem Avis complémentaire analyséiert huet. D'Kommissioun huet dësen Avis de 14. Oktober duerchgekuckt an den 21. Oktober de Rapport zum Gesetzesprojet ugeholl.

Här President, de Gesetzesprojet, deen de Mëtteg um Ordre du jour steet, reit sech an eng Linn vu Gesetzestexten an - oder scho vill méi den Owend -, déi et eise Land erlaben, seng Finanzplaz no de gängegen internationalen Normen opzestellen an domadder ze konsolidéieren.

D'Stabilitéit an d'Prévisibilitéit si Markenzeche vun eiser Finanzplaz, gradesou wéi hir juristisch Sécherheet. Nëmmen d'Transparenz erlaabt et, d'Vertraue vun de wirtschaftlechen Acteuren ze gewannen an esou déi néideg Investementen ze sécheren. Mir hu virdru schonn héieren, wéi wichteg en oppenen Émgang mat internationale Kriticken ass.

Beim Bankgeheimnis ass et net anescht. Schonn Enn vun leschte Joer huet eise Finanzminister senge Kolleeg matgedeelt, dass mir eis engem automateschen Informatiounsaustausch vu Bankendonnéen net verschléisse géifen. Wann d'Regierung wëssen, wat wou ausbezuelt gëtt, dann dréit dat dozou bäi, e sougenannten „level playing field“ ze schafen. Dat heescht, dass fir all Land dëselwecht Regele gëllen, an dat ass genau dat, wat mir och um internationalen Niveau wëllen.

De Projet de loi vun haut de Mëtteg beweist, dass Lëtzebuerg sech engagéiert huet, den automateschen Informatiounsaustausch weiderzedreiwen. Et geet hei ëm d'Afëiere vum automateschen Informatiounsaustausch iwwert d'Besteuerung vun Zënsrevenue op Basis vun enger Direktiv vum Conseil, där sougenannter „directive épargne“ vum 3. Juni 2003. Hire Numm kënnt doduerch, dass si virgesäit, dass Informatiounen iwwer Zënszuelungen, déi bei Spuerproduiten ufalen, automatesch an obligatoresch weidergeleet ginn, dëst vun Instituter, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn an esou Paie-menter u Clienten tätegen, déi hire Wunnsätz an engem aneren europäesche Land hunn, also net zu Lëtzebuerg. Dëst erlaabt et, dass dës Leit esou besteiert ginn, wéi d'Gesetzter an hirem Residenzstat dat festhalen.

Fir et méi anschaulech duerzestellen, ginn ech lech e Beispill: Wann eng Persoun, déi an der Belsch hire Wunnsätz huet, e Kont zu Lëtzebuerg opmécht, fir hei hir Suen ze placéieren, da falen Zënsen un. Um Stéchdatum ginn déi dann op de Kont iwwerwisen, ouni dass de belsche Stat dovunner direkt eppes matkritt. Also muss et net sinn, dass dës Revenu onbedéngt nom belsche Recht besteiert gëtt. Vum 1. Januar 2015 u wäerten dës Informatiounen dem belsche Stat awer duerch d'Bank matgedeelt ginn, soudass d'Besteuerung virgeholl ka ginn.

Här President, d'Thema vun de Mëtteg ass e komplex an dofir géif ech gären e puer historesch Elementer opféieren, fir dës Gesetzesprojet ze kontextualiséieren.

D'Gesetz vum 21. Juni 2005, wat mer heimat ofänneren, hat déi europäesch Direktiv vum 2003 - iwwert déi mer hei schwätzen - schonn ëmgesat, dunn allerdéngs ënner enger anerer Form. Wann déi meesch europäesch Länner den automateschen Informatiounsaustausch du schonn agefouert hunn, war et Éisträich, der Belsch a Lëtzebuerg erlaabt ginn, eng lwwergangsléisung op d'Been ze setzen.

Et handelt sech heibäi ëm déi sougenannten „Quellesteier“, d'„retenue à la source“. Fir sécherstellen, dass déi bezuelten Zënsen op déi eng oder déi aner Aart a Weis besteiert ginn, gouf dës Mechanismus agefouert, bei deem esou ee Revenu „un der Source“, dat heescht an deem Land, wou en ufält, besteiert gëtt.

Wann ech also zrëck op mäi Beispill kommen, goufen d'Zëns vum belschen Awunner direkt hei zu Lëtzebuerg besteiert, dat zu engem Taux, deen iwwert d'Zäit bis op 35% geklommen ass. D'Recetté vun dëser Zort vu Besteuerung sinn zu dräi Véirel an d'Land iwwerwise ginn, wou d'Residenz vun der Persoun war - a

mengem Beispill war dat d'Belsch -, an ee Véirel konnte mir selwer behalen zu Lëtzebuerg. Wéi gesot, et war ëmmer gewosst, dass dëst nëmme eng lwwergangsléisung wier.

Elo wou d'Schwäiz awer och op de Wee gaangen ass vum automateschen Informatiounsaustausch, komme mir dem „level playing field“ méi no. An anere Wieder: Elo gëtt et d'Situatioun, wou jiddweree sech un dëselwecht Spillregelen hält. Mir kréien also eng Situatioun, wou kee Land sech en onfairen Avantage verschafte kann.

D'Aart a Weis, wéi a wéi eng Informatiounen genau ausgetosch ginn, ass an enger OCDE-Norm festgeluecht. Et handelt sech hei ëm déi sougenannten „Konventioun“. An deene leschte Joren ass dës Konventioun ëmmer méi ugewannt ginn, soudass se am Moment d'Basis ass, no där den Informatiounsaustausch oflaffe kann. Elo, wou kloer ass, dass jiddweree matmécht, a wou gewosst ass, dass mer ee gemeinsame Modell hunn, fir den automateschen Informatiounsaustausch duerchzuféieren, wäert den lwwergangsregime vun der Retenue à la source ewechfalen.

Här President, d'Afëieren zu Lëtzebuerg vum automateschen Informatiounsaustausch bei d'Zënsbezielungen op Spuerproduiten ass verbonne mat enger Rei Upassung vum eisen nationale Gesetzer. Ech ginn op dëser Plaz elo net op dës dach méi technesch Froen an, well de schréffleche Rapport dës Upassung gutt zesummefaasst. Wat mer méi wichteg erschénkt, ass, fir ze widerhuelen, dass dës Direktiv näischt un der Situatioun vu Leit ännert, déi hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn.

Här President, d'Ëmsetze vun der Directive épargne steet eise Land gutt zu Gesiicht a weist, dass Lëtzebuerg sech un internationalen Standarden hält.

Ech wëll dann och dem Finanzminister a senge Mataarbechter souwéi och dem Direkter vun der Steierverwaltung Merci soe fir déi gutt Zesummenarbeit mam Parlament, awer och der Sekretärin vun der Finanzkommissioun, dem Caroline Guezennec, an eise Mataarbechter aus der Fraktioun Merci fir déi gutt Redaktioun vum Rapport.

A well mir de virleiende Gesetzestext gutt fannen a wierklech iwwerzeegt dovun sinn, bréngen ech dann och hei den Accord vun der liberaler Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Elvinger. Éischtens ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech féliciteieren der Madame Elvinger fir hire schréfflechen a mündleche Rapport. Mir schafen eigentlech haut zu später Stunde d'Bankgeheimnis of fir Netrésidenten zu Lëtzebuerg, dat an engem Modèle de base, an där Ambiance, wéi mer se elo zu där méi spéider Stonn an der Chamber kennen.

Eigentlech gëtt d'Quellesteier - wéi d'Madame Elvinger dat betount huet - duerch en automateschen Informatiounsaustausch tëschen Steierverwaltungen ersat. Dat bedeit fir e Belsch, deen e Spuerkont zu Lëtzebuerg huet, dass seng Zënsertrag net méi zu 35% Quellesteier besteiert ginn, wou mir nach 75% un d'Belsch iwwerwisen hätten - 25% konnte mer halen -, mä déi ginn elo reng no dem belsche Steierrech besteiert.

Folgend puer Remarquen zu dësem Gesetzesprojet:

Éischtens emol geet dat hei jo zrëck op heroesch Diskussiounen op europäeschem Plang vun dem sougenannten „Sommet vu Feira“ 2000 a Portugal. An ech muss soen, dass déi sukzessiv Regierungen, egal wat fir eng politesch Couleur se haten, et fäerdegbruecht hunn, zu Lëtzebuerg dach eng iwwerméisseg laang lwwergangsphas ze schafen, wat awer am Interessi vun der Banken- a Finanzplaz et erlaabt huet, dass déi ganz Zeen sech konnt besonnesch um Niveau vun dem Private banking émorientéieren, a wat och vill Aarbechtsplazen erhalen huet an och eng ganz Rei vu Steierrechten.

Här President, den effektive Steierverloscht, dee mer als Land hei hunn, beleeft sech op 47 Milliounen Euro; esou gëtt en geschat. Jo, jo, als manner Recette, well, wéi gesot, de Stat net méi déi 25% kann zrëckhalen.

Laut enger Note vum Statec - an dat muss een awer och a Betruecht zéien -, déi de Statec den



1. Abrëll gemaach huet, kënn awer nach zousätzlech e Verloscht vun der Wirtschaftsleeschtung vun der Finanzplaz vu geschate ronn 5% derbäi. An de Statec huet deemools den 1. Abrëll och eng potenziell Perte vun Aarbechtsplaze vun 100 bis 1.200 mat aberechent.

An deem Kontext, Här Finanzminister an Här President, freet d'CSV-Fraktioun de Finanzminister, wat seng Aschtzung op haut ka sinn - dat ass keng Science exacte - vun der Perte, déi mer um Niveau vun der Wirtschaftsleeschtung hunn, an awer och vun den Aarbechtsplazen, déi direkt oder indirekt mat deem Gesetz eventuell verluer ginn. An an deem Sënn froe mer och, wat fir eng Moosnamen dann um Niveau vum Erhalt vun diesen Aarbechtsplazen gemaach ginn, notament am Kontext vun dem Plan de maintien dans l'emploi.

Zweetens kënn et hei zu engem generellen Informatiounsautausch. Deen ass natierlech och mat engem administrativen Opwand verbunden um Niveau vun eiser Steiervverwaltung.

An an deem Sënn wollte mer de Finanzminister froen, vu dass d'Fiche financière, déi bei dem Gesetzesprojet bäillait, dat net spëcifiéiert, wat dee geschate finanziellen Opwand ass en terme vun zousätzlech Personal, wat eventuell muss ageballt ginn.

An da wollte mer lech och froen, Dir hutt um Niveau vun der Lutte géint d'Fraude fiscale dat an Arem Spuerpak chiffréiert, wou Der gesot hutt: „Wa mer méi Leit astellen, kënnen mer méi géint d'Fraude fiscale ënnerhuelen, an dat ass och eng supplementar Recette fir de Stat“, do wollte mer lech froen, ob déi zousätzlech Astellungen eventuell an deene Spuermoosnamen dra wieren.

An déi drëtt Fro - ech kommen och schonn zum Schluss -, déi awer fir mech déi wichtegst ass, dat ass folgend: Mir hu mat deem neie Gesetz, wann dat a Kraaft trëtt, eigentlech um Niveau vun dem Bankgeheimnis zwee Systemer. D'Bankgeheimnis, wéi gesot, fir d'Netrésidenten, dat ass vun haut den Owend un net méi do. Mä d'Bankgeheimnis spillt awer nach fir Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, och wann ee muss d'Amerikaner ausschléissen, well déi falen ënnert d'FATCA-Bestëmmungen. Fir e Lëtzeburger, den Zënsertrëg huet bei enger grousser Lëtzeburger Bank - der Spuerkeess, der Raiffeisen-Keess oder aneren -, dee bezilt op deenen Zësen, déi e kritt, eng Quellesteier vun 10%. Déi gëtt ofgefouert. An d'Bank ass domadder hiren Obligatiounen nokomm, an direkt gëtt och de Fisc net gewuer, wat déi Zënsertrëg sinn, déi de betreffende Contribuablen huet.

Dat ass anescht bei engem Netrésident. An do stellt sech awer déi Fro, an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi wërft se och an hirem Avis op, ob et net hei zu engem eventuelle Régime discriminatoire kéint kommen.

Et ass richtig, dass d'Steiermatière eng reng national Léiglatioun ass. Mä d'Gefor schéngt awer ze sinn, dass, wa mir d'Bankgeheimnis fir d'Netrésidenten ofschafen, et bleift awer weiderhi bestoe fir d'Lëtzeburger,...

► **Une voix.** - Fir d'Réresidenten!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass da fir...

Jein! En amerikanesche Réresident, den zu Ettelbréck wunnt, deem seng Zënsertrëg ginn iwwert de FATCA-Accord un déi amerikanesch Steierautoritéit gemellt. Duerfir kann een net all Réresident huelen, well zum Beispill d'Amerikaner spillen net méi. Ech soen et vereinfacht: fir d'Lëtzeburger. D'Lëtzeburger bezuele weiderhin eng Quellesteier vun 10% op hiren Zënsertrëg an hiert reellt Akommes gëtt eigentlech net un de Fisc gemellt.

De Punkt ass also dee vun enger méiglecher Diskriminatioun, engem Drock op eist internt Bankgeheimnis fir d'Lëtzeburger. Dat ass net ze verkennen.

A mir wëllten eigentlech, Här Finanzminister, vun der Regierung wëssen, ob Dir am Numm vun der Regierung kloer bekräftegt, dass Dir zu der Quellesteier op den Zënsertrëg vun de Lëtzeburger weider stitt, dass Der wëllt d'Bankgeheimnis vun de Lëtzeburger weider bestoe loossen.

Mir als CSV soen op jidde Fall haut kloer an daitlech, dass mir wëllen, dass d'Quellesteier fir d'Lëtzeburger op den Zënsertrëg weiderhin an där Form besteet, wéi se de Moment a Kraaft ass. A mir stinn och zu dem Bankgeheimnis.

Mat deene Remarquë wëll ech awer selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Frak-

tioun zu deem Gesetzesprojet ginn, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech géif och gären der Madame Elvinger villmoos Merci soe fir hire Rapport, dee ganz komplett ass, och mengem Virriedner Merci soe fir seng Ausféierungen, déi och interessant a komplett waren. Dat erlaabt mer, mech kuerzzehalen.

Et ass schonn, wéi de Gilles Roth sot, e bëssen e spezielle Moment, well et u sech en historishe Moment ass. Mir sinn amgaangen, ewechzekomme vun deem System vu Feira, duerch dee mer u sech mat där Quellesteier, déi mer deemools an deem Accord vun 2000 jo zougestane kruten, et fäerdegbruecht hunn, d'Bankgeheimnis deemools ze retten. An dat ass dat, wat mer haut opginn. An ech fannen et schonn e bësse cocasse, dass mer dat, wéi Der sot, an engem Basismodell maachen a souzesoen zu spéider Stonn - e bësse schimmeg scho bal - dat Bankgeheimnis hei fir Netrésidenten u sech bal hei begruewen an der Chamber.

Et ass e spezielle Moment. Ech ka mech gutt erënneren - ech war deemools e jonken Affekot, Ufank 2000 -, dass dat eng Diskussioun war op der Bankeplaz. Dat war deemools och kee populären Accord. Et war deemools och d'Angscht op der Finanzplaz, dass d'Bankeplaz géif zesummebréchen, dass géife ganz vill Afäre verluer ginn, vill Aarbechtsplazen, dass haaptsächlech d'Banque privée géif schwéiere Schued dovunnerdroen.

Ech mengen, et muss een haut awer gesinn, dass dat alles net esou agetratt ass an dass d'Bankeplaz, Dir hutt et gesot, laang Zäit hat, fir sech drop ze preparéieren. Si konnt hire Modell änneren. Et huet ee schonn deemools Ufank den 2000er gesinn, wou dat Ganzt géif higoen: op ëmmer méi Transparenz, op ëmmer méi Échange vun Informatioun. An dat ass do, wou mer elo haut ukomm sinn.

D'Bankeplaz ass eng aner. D'Bankeplaz, dat ass och an där vieregter Debatt schonn ugeklongen, muss sech op méi Transparenz astellen. Mir hate gëschter en Échange an der Cofibu mat der CSFF, wou et ersiichtlech ginn ass, dass d'Bankeplaz, haaptsächlech och an der Banque privée, amgaangen ass, sech ze änneren. Et ass gesot ginn, dass en surface, wat elo den Total vun den Avoiren ugeet vun de Banken, net vill Verännerunge sinn. Dat heescht, de Volume ass ëmmer nach deeselwechten. Mä, wann een drënner kuckt, bei de Fluxen, déi do stattfannen, esou huet een do relativ grouss Change-menter.

Dat heescht, mir hunn eng Plaz, déi amgaangen ass, ewechzuege vun deem traditionelle Modell, deem traditionelle Geschäft vum „dentiste belge“ kann een en nennen, vun deene klengen a moyenné Fortunnen hin zu méi grouse Fortunnen, zu engem anere Geschäftsmodell, méi international ausgeriicht, op aner Clienten, wat och e radikale Changement ass fir eis Banken. Dat ass en anert Geschäft. Dofir brauch een aner Leit. Dofir brauch een aner professionell Habilitéiten. An dat ass do, wou mer amgaange sinn hinzogoen.

Voilà, ech mengen, wat déi Fro ugeet vun de Recetten, déi de Gilles Roth opgeworf huet, dat ass, fannen ech, eng interessant Fro. Et ass gëschter och gesot gi vun der CSFF, dass si der Meenung sinn, dass dee Konsolidatiounsmouvement scho bal fäerdeg ass. Dat heescht, si sinn der Meenung, dass, och wat d'Aarbechtsplazen ugeet, een elo am Fong um Enn - vir-aussiichtlech um Enn - ass vun enger Evolutioun. Dat heescht, dass elo net méi schrecklech vill Aarbechtsplazen ewechbréchen. De Volume d'affaires, d'Recetten, schéngen och stabiliséiert ze sinn, soudass ee vun deem Point de vue, opgrond vun deem, wat d'CSFF op d'mannst gëschter sot, awer raisonnablement optimisteska ka sinn.

Voilà, dat gesot, mengen ech, géif ech hei ophalen an ech géif den Accord och vu menger Fraktioun fir dese Projet de loi abrëngen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. Nächste ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech ginn och am Numm vun der grénger Fraktioun en häerzleche Merci un d'Madame Elvinger fir hire schrëttlechen, mä virun allem fir hire ganz verständleche mëndleche Rapport.

Mir sinn net gradesou mat „strong feelings“ beschäftegt, wat de Modèle de base oder och déi spët Stonn elo hei ubelaangt, well et muss een awer eierlecherweis soen, dass dat, wat mer haut stëmmen, awer eppes ass, wat

schon ausdiskutiert ginn ass, wat laang gewosst ass, wat och d'Aktualitéit scho geféllt hat viru geraumer Zäit, nämlech dunn, wéi dat, wat haut elo formell décidéiert gëtt, och schonn annoncéiert gi war.

An, wéi mäi Virgänger et och scho gesot huet, d'Bankeplaz huet net op sech waarde gelooss, fir sech ze adaptéieren un eben d'Ewechfale vun Bankgeheimnis fir Netrésidenten. Dat ass scho geschitt. Déi Déplacementer vun der Offer, déi Déplacementer vun de Qualifikatiounen, vun de Kompetenze vun deene Leit, déi dora schaffen, hu sech scho gemaach. A wat mir hei elo am Fong geholl den Owend stëmmen, ass u sech praktesch eng Finalisatioun, eng Vollbrëngung, jo, e Schluss ënnert deem ganze Wandel, deen hei zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Ech géif awer nach gären derbäifügen, dass contrairement zu deem, wat vu verschiddene Leit annoncéiert ginn ass - dat Lach, wou mer erafallen, dee Chaos, an dee mer erageroden, well elo déi ganz Bankeplaze hei ënnergeet an d'Lëtzeburger Land vläicht och mat -, dass dat iwwerhaapt net geschitt ass, bien au contraire. Dat hei ass jo och, dat muss ee jo och soen, e weidere Schrëtt a Saachen Transparenz a propper Finanzplaz, zumindest transparent Finanzplaz.

Et geschitt eis kee gréissere Malheur dobäi. Au contraire, et ass einfach eng Evolutioun oder eng Adaptatioun oder eng Emännung, eng nei Visioun. A mir kënnen dat just nëmmen ënnersträchen. Mir sinn och confiant fir all déi weider Schrëtt, déi wäerten an des Richtung geschéien.

An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass de Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus der Kolleegin Joëlle Elvinger e Merci fir dee gudden Rapport, dee se gemaach huet. Ech mengen, haut kann ee soen: 14 Joer no Feira kënn de Schluss vun enger laanger Etapp. Verschidde Leit aus de verschiddene Parteien hunn am Fong deemools, wéi mer den Accord vu Feira hei diskutiert hunn, gesot, dass dat, wat mer haut hei stëmmen, d'Enn vu Feira wier. Déi Leit, déi dat deemools gesot hunn, déi hunn also an hirem Viraussicht recht behalen.

Schrack fir Schrack, iwwert déi verschidden Emsetzunge vun den Direktive respektiv Ofännungen hu mer d'Bankgeheimnis opginn, dat iwwert den Informatiounsautausch op Ufro, d'Aféierung vun der Quellesteier - net nëmme fir Réresidenten, mä virun allem fir d'Netrésidenten, woubäi mer, wéi mäi Virriedner oder d'Virriedner et scho gesot hunn, awer als Stat nach ronn, an där heiteger Situatioun, op déi heiteg Zäit, 47 Milliounen d'Joer kritt hu respektiv elo net méi wäerte kréien, déi ee Véirel ausgemach hu vun där Quellesteier, déi Netrésidenten hei zu Lëtzebuerg bezuelt hunn -, bis dann eben haut hin zum automateschen Informatiounsautausch.

Sécherlech hunn an deene leschte 15, 20 Joer, géif ech souguer soen, d'Mentalitéit gewieselt. D'Bankgeheimnis war hei zu Lëtzebuerg ëmmer eppes wéi eng - géif ech soen - helleg Kou, wat quasi parteiüwergreifend verdeedegt ginn ass an eben als ee vun deene Punkten intouchable war, wa mer iwwer eis Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg geschwat hunn.

Et waren am Fong déi gréng Kolleegen, muss ee fairerweis soen, déi als Eischt heibannen derfir geschwat hunn, dass een net kéint längerfristeg un deem Bankgeheimnis festhalen. Mä all déi aner Parteien heibannen hunn am Fong dat Bankgeheimnis als dat dohinnergestallt, wat mer onbedéngt missten hunn, an et ass verteidegt ginn. An duerfir si jo och iwwert déi ganz Etappen déi Accorden...

Ech gesinn, de Kolleeg vun deene Lénken do hanne laacht. Ech muss soen, dat, wat déi gréng gesot hunn, hunn och déi Lénk gesot. Fairerweis muss ech dat awer derbäisoen. Entschëllegt, dass ech lech elo do vergëss hunn!

Mä ech mengen, dee Mentalitéitswiessel, dee stattfonnt huet, deen huet virun allem och stattfonnt, well mer an deene leschten zéng Joer net déi mannste Krise weltwäit haten. An ech mengen, dat, wat mer fréier hei als Lëtzeburger als Bankgeheimnis ëmmer verkaaft a verdeedegt hunn, war no där Situatioun, wéi mer se weltwäit erlieft hunn, schwéier weiderhin ze vermëttelen: dass mir e Land wieren, wat op säi Bankgeheimnis géif pochen an domadder Leit ermëglichen, dass se Steieren, déi se missten an hire Länner bezuelen, net bräichten ze bezuelen, well mir ebe Strukturen hätten, déi dat ze emgoen ermëglichen.

Dat war natierlech eng Situatioun, déi mir, losse mer dat kloer soen, virun 10, 20 Joer als

eng Normalitéit politesch hei zu Lëtzebuerg vertrauden hunn. A mat der Zäit ass dee Mentalitéitswiessel komm, wou mer soen: Dat ass haut net méi ze verrieden. An duerfir ass dee Wee, fir eben dat Bankgeheimnis opzeginn, säi Wee gaangen.

Mä mat wat mir als Partei e Problem hunn, dat ass, dass mer ëmmer hei an der Chamber gesot hunn: Mir si bereet, dee Wee ze goen, awer ënnert der Konditioun, dass et fir jiddwereen ass. Duerfir hu mer eis ëmmer op d'OECD-Standard baséiert a mir hu gesot: Wann dat iwwerall geschitt, och op deene Plazen, déi eis Konkurrente sinn, da kann een dee Wee goen. An et ass dat, wat mer am Fong elo hei un deemem Projet kritiséieren: dass d'Regierung um Sommet d'lescht Joer am Dezember a méi konkret um Sommet vum Mäerz d'est Joer am Fong hei zougestëmmt huet opgrond vun enger Promesse! Opgrond vun enger Promesse, dass dat, wat mir elo hei op europäeschem Niveau maachen, och spéiderhi géif op deem aneren Niveau, op dem internationalen Niveau, realiséiert ginn.

An do menge mir, dass Europa e falscht Signal gesat huet. Et huet wuel vläicht e Signal gesat, dat seet: Hei, mir als Europäer hunn als Eischt definitiv dee Schrack do gemaach! Mä op där anerer Säit hu mer awer en Drockmëttel vis-à-vis vun deenen aneren aus der Hand ginn, well mir et elo schonn am Fong duerchsetzen, realiséiert hunn, an déi aner hunn et nach net realiséiert. Mir hätte léiwer gesinn, dass déi Promesse eppes Konkretes gewiescht wier, oder mir hätte gesot: Ma da waarde mer, bis et op deem Niveau geschitt an da maache mer et generell alleguer zesummen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An duerfir, mengen ech, huet Lëtzebuerg, des Regierung am Fong dee Prünzip, deen ëmmer an deene leschte Joren hei vertrauden a verteidegt ginn ass, dass mer nëmme géifen dee Wee goen, wann et iwwerall géif geschéien, dee Wee hu mer verlooss, wat mir bedauern. Ech mengen, mir hunn do eng Promesse akzeptéiert, bei där keen, mengen ech, eis d'Garantie gëtt, wéini dass dann déi Promesse do agelést gëtt a wéi se agelést gëtt!

An aus där Urusaach, Här President, wäerte mir géint dese Projet stëmmen, obscho mer mat der Ausriichtung averstane sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. An als leschte Riedner ass den Här Justin Turpel ageschriwwen.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Et ass jo da kee Geheimnis, dass mir soen: Endlech gëtt hei e Steierschlupflach zwësche Staaten zougestoppt, an dass mir dowéinst och derfir stëmmen.

Et muss een awer trotzdeem och soen, dass hei nach vill Lächer dra bleiwen. Eischtsens fir Réresidenten - dat ass scho gesot ginn -, déi weiderhi just 10% op den Zënsertrëg bezuelen, obschon hir Situatioun vläicht géif erginn, dass se mat enger normaler Steierprogressivitéit méi misste bezuelen, wahrscheinlech souguer 40%, a wann de Spëtzesteiersaz eropgesat gëtt, wéi d'LSAP a mir dat fuerderen, vläicht souguer nach méi.

Mä awer net nëmmen d'Réresidenten; et sinn eng ganz Rei Produiten, déi hei net mat dra sinn. Ech hat an der Finanzkommissioun eng Kéier en Tableau gefrot, deen déi verschidden Directives „fiscalité-épargne“ mat den OECD-Norme verglach huet. A wann ee sech deen Tableau ukuckt, dee ganz sënnavoll ass - dofir war ech och frou, dass de Ministère eis deen zur Verfügung gestallt huet -, da gesäit een, dass souwuel bei deser Direktiv wéi och bei där nächster Direktiv, déi jo elo kënn, wann déi nei Norm, déi OECD-Norm emgesat gëtt, nach ganz vill Produiten net dra sinn an och ganz vill Etablissementer ausgeschloss sinn, dass eigentlech dee ganze Fonds de commerce vun der Lëtzeburger Bankeplaz net direkt betraff ass.

Et muss een och drop hiweisen, dass, wann d'Bankeplaz sech ugepasst huet, dass awer net oui Risikoen ass an dass mer zu Lëtzebuerg ganz grouss Risikoe lafen hunn, wat d'Reorientierung vun der Bankeplaz ugeet, souwuel wat d'Usammele vu grouse Verméigen ugeet, wéi och wat d'Risikoen ugeet, déi mat verschiddene Produkte verbundene sinn.

An oui elo wëllen hei weider dorobber anzegoen, muss ee mindestens awer och soen - an ech sinn och frou, dass den Deputéierte Franz Fayot gëschter an der Kommissioun mat der CSFF och déi Fro gestallt huet -, muss een awer soen, dass, wat d'Stressstester ugeet, een awer och net nëmme ka soen, dass domadder alles an der Rei ass. 5,5% Eegekapital par rapport zu den Engagementer vun de Banken ass u sech eigentlech scho weening. A grouss Banken, déi wäerten, wann et kraacht, awer musse

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

geholfel kréien an dat net packen. An et fällt erëm eng Kéier op d'Steierzueler zrëck.

Mä dat, wat virun allem och beonrouegt, dat sinn d'„Shadow-Banken“. Dat heescht, an de Stresstester sinn eigentlech just d'Banke gekuckt ginn. An dat, wat se ausgelagert hunn a sougenannten „Schattenbanken“, ass iwwerhaupt net considéiert. A wann d'Informatioun korrekt sinn, esou wéi ech et zumindest verstanen hunn, ass d'Ausmooss vun deem, wat zu Lëtzebuerg ausserhalb vun den offizielle Bilanen an „Schattenbanken“ drälait, relativ héich.

An et wier, mengen ech, interessant, fir eng Kéier emol eng seriö Debatt doriwier ze féieren, iwwert d'Geforen, déi op der Finanzplaz Lëtzebuerg leien, wat ee kommende Crash ugeet, dee sech aus der Spekulationskris ergëtt, wéi eng Konsequenzen datt dat hätt, ënner anerem och ganz spezifesch zu Lëtzebuerg. An ech géif mech freeën, wa mer eng Kéier esou eng Debatt hei géife féieren.

Dat gesot, stëmme mir fir déi zwar duerchlächert Stoppung vun engem Schlupf-, vun engem Steuerlach. Mä mir wäerte sécher nach méi dacks mussen op déi Problematik do zrëckkommen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir dës Debatt, déi effektiv vläicht net déi Begeescherung kritit, déi ee sech hätt kënnen erwaarden no esou enger laanger Attente, kann ee bal soen. Lëtzebuerg huet sech an där Saach laang geschloen.

Et ass vu Feira geschwat ginn, Métt der 90er Joren. Mä en fait ass déi ganz Debatt schonn Enn vun den 80er Joren ugaangen, wéi eng Retenue à la source hätt solle schonn agefouert ginn a Lëtzebuerg sech do geschloen huet. Dat heescht, et ass also eng ganz Generatioun vu Responsabele vun der Politik, déi sech hei am Intérêt vum Land geschloen huet. Mä d'Zäiten ännere sech. A si ännere sech en fait elo relativ séier.

Mir haten also - mir hunn och nach, bis dass dat hei Gesetz gestëmmt ass a bis Enn Dezember - e System hei zu Lëtzebuerg vun der Retenue à la source, deen eng Ausnahm war par rapport zum Échange automatique vun den Informatiounen, deen 2003 agefouert ginn ass. Dräi Länner haten dat: d'Belsch, Eisträich a Lëtzebuerg. An en fait ass dee System e ganz gudd gewiescht. Mä et ass awer net dee System, deen d'Iwwerhand behalen huet. En hat eng ganz Retsch Virdeeler. E war automatesch an en huet eis och Revenuen abruecht, well mer déi jo erakollektéiert hunn, an et ass och richtergerweises ënnerstrach ginn, dass mer déi Revenue jo da vum nächste Joer u wäerte verléieren.

D'Evolutioun ass séier gaangen, an ech géif gär der Madame Joëlle Elvinger Merci soe fir hire Rapport, si huet dat richtig ënnerstrach, dass d'Zäite sech geännert hunn. An zwar ass dat scho vun der viregter Regierung erkannt ginn. Ech wëll hei rappeléieren, dass de viregte Premierminister Jean-Claude Juncker op dëser Tribün am Abrëll am État de la Nation vum leschte Joer jo déi Annonce gemaach hat, dass déi viregt Regierung géif a Richtung vum Échange automatique goen.

An ech wëll hei ënnersträichen, dass déi heite Regierung an der Continuitéit hei gehandelt huet. Ech géif soen: an der Continuitéit, mä awer och an der Accélération! An déi Accélé-

ratioun, mengen ech, ass op zwou Saachen zrëckzeféieren: éischtens, mengen ech, eng Prise de conscience vun der neier Regierung, dass een do muss méi séier maachen, an zweetens, well d'Evenementer sech awer iwwerschloen hunn!

Wien hätt da geduecht, dass am Laf vun deem Joer d'OCDE an de G20 sech géifen op eng nei Norme mondiale eens ginn, en neie Standard fir den Échange d'informations, deen am Laf vun deem Joer jo dann eng Weltnorm gëtt? An domat fällt eng vun den Haaptkriticken, déi Lëtzebuerg ëmmer gemaach huet zum System vum Échange d'informations. An déi Haaptkritik war: Och wa mir dat op europäischem Niveau maachen, da si mir benodelegt par rapport zum Rescht vun der Welt. A mir sinn eng Finanzplaz, déi net nëmmen an Europa schafft, mä an der ganzer Welt. Wann also Europa Pionéierarbecht mécht, da kann dat au détriment vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz sinn. An dat wollte mer net.

Haut ass d'Saach anescht. Wéi schonn haut erwähnt ginn ass, hu mer zu Berlin och als Lëtzebuerg ënnerschriwwen, fir op den 1. Januar 2017 en Échange automatique d'informations ze maachen, dee méi wäit geet wéi dat, wat déi heiten Direktiv virgesäit, soudass déi heiten Direktiv en fait eng Zwëschenetapp ass.

An et ass awer gutt, dass mer dat da maachen an ech insistéieren drop, dass dat dann an der Continuitéit gemaach gëtt an am Intérêt vun der Finanzplaz, esou dass och dann d'Banken an d'Acteure vun der Finanzplaz Zäit haten, fir sech dorop anzustellen. Sait dem leschten Abrëll - vun 2013 - sinn also 18 Méint vergaangen, bis elo déi Introductioun hei vum Échange automatique kënnert. A mir wëssen, dass d'Banken sech och ajustéiert hunn!

Et si mer Froe gestallt ginn: Wéi gesäit et aus op der Finanzplaz? Ech kann et esou résuméieren: D'Zuel vun den Aarbechtsplazen ass relativ stabil bliwwen op deene leschte Méint a souguer Joren. Mir hunn ongeféier 44.000 Aarbechtsplazen, déi Leit, déi hei op der Finanzplaz tätég sinn. Wéi gesot: Tendenz stabil, licht no uewen.

Wéi ass et mat den Dépôten? D'Dépôte sinn och relativ stabil op deene leschte Jore bliwwen. Dat ass u sech an dese schwierigen Zäiten eng gutt Noricht. Mä wann een e bëssen ënner der Surface kraazt, mierkt een, dass effektiv d'Composanteën, also d'Clients, déi sech ënnert dem Total verstoppen, anerer sinn. Mir hu vill kleng Clients, déi fort ginn, a mir hu manner Clients, déi kommen, mä dat si vill méi räicher. A mir hunn ëmmer méi Clients, déi ausserhalb vun Europa kommen, par rapport zu enger Tendenz, déi typesch war fir Lëtzebuerg, dat eng ganz europäesch orientéiert Plaz war. Wat och explizéiert, dass mer an eisen Efforte vun der Diversifikatioun och mussen an de Mëtteren Orient, an Asien an a Südamerika goen, well do an deene Länner e grouse Potenzial ass an och do vill Räichtum erwirtschaft gëtt, deen natierlech nei Place-menter sicht.

Fir och nach op e puer aner Froen ze äntweren: Mir hunn e Renforcement virgesi vun der Administration des Contributions vun 20 Leit fir d'nächst Joer. Dat ass eng Nouveautéit, well déi Administratioun brauch Leit, ass laang net verstärkt ginn. An een Deel vun deene Leit wäert natierlech och op den Échange automatique mobiliséiert ginn.

Mir wäerten och d'Lutte contre la fraude fiscale intensivéieren. Dat hu mer och annoncéiert. Dat ass och an deem Renforcement vun der Administratioun mat virgesinn. A wat mer eis dovunner erwaarden, ass och am Zukunftspak chifféiert.

Leschte Punkt, deen, mengen ech, och all Mënsch interesséiert, ass folgenden: dee vum Secret bancaire an d'Applikatioun vum Secret bancaire hei fir d'Résidenten. Et ass also net nëmme fir d'Lëtzebuenger, mä fir d'Résidente bleift de Secret bancaire bestoen. An ech mengen, domat hätt ech d'Froen all beäntwert an ech freeë mech, dass...

(Interruption)

Wat gelift?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Quellesteier, loosst Der déi bei 10% iwwert déi nächst véier Joer?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, déi loosse mer och bei 10% bestoen. Dann halen ech hei mat enger ganz gudder Noricht op an da soen ech all deenen, déi de Projet de loi ënnerstëtzen: Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Finanzminister. A wéi virdrun ugekënnegt, wäerte mer muer um Ufank vun der Sëtzung iwwert deen heite Projet ofstëmme.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eise heitegen Ordre du jour, dat ass de Projet 6706, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Vermögenssteuer. D'Riedezäit ass nom Basismodell fixéiert an elo direkt huet d'Wuert d'Joëlle Elvinger als Rapportrice.

15. 6706 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert deen ech lech op dëser Plaz kuerz schwätzen, ass de 17. Juli 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Métiers hunn de proposéierte Gesetzestext den 13. Oktober analyséiert. An der Réunioun vun der Finanz- a Budgetskommission vum 21. Oktober sinn ech zum Rapporteur vun deem Gesetzesprojet genannt ginn an de Statsrot huet op dësen Dag och säin Avis formuléiert. Den 3. November huet d'Kommission dësen Avis duerchgekuckt an de schréffleche Rapport ugehall.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer hei diskutéieren, gesäit eng technesch Adaptatioun vir, dat am Steuerberäich. Méi genau geet et drëms, dass d'Vermögenssteuer fir Gesellschaften all Joer, an net wéi bis elo all dräi Joer, festgeluecht gëtt. Ech wëll och drun erënnere, dass Privatpersounen scho seit 2006 keng Verméigenssteuer méi bezuelen. Dese Gesetzesprojet vun haut den Owend betrëfft dës Leit also net.

Dës Adaptatioun um modifizéierte Gesetz iwwert den Impôt sur la fortune vum 16. Oktober 1934 ass aus zweeërlee Grënn wënschenswäert. Éischtens, wann ab dem nächste Joer d'Deklaratioun vun dese Steieren op déi elektronesch Aart a Weis oflaffe wäert, ass et aus informativ Grënn méi einfach, d'Festleeë vun der Imposition op all Joer ze fixéieren.

Zweetens ass den aktuelle System éischer komplizéiert fir d'Administratiounen. D'Gesetz vun 1934 gesäit vir, dass den Impôt sur la fortune par assiette générale all dräi Joer festgeluecht gëtt. Solt d'Betriebsverméige sech awer an dësen dräi Joer iwwer eng bestëmmte Limite, dat heescht 20%, vergréisseren oder verkleinere, da muss d'Base vun der Steuer trotzdem nei festgeluecht ginn. Um Terrain bedeit dëst, dass d'Verwaltungen awer all Joer préiwe mussen, ob esou eng Neiberechnung néideg ass oder net.

Well d'Ophiewe vun der Verméigenssteuer awer mam modifizéierte Gesetz iwwert d'Evaluatioun vum Verméige vum 16. Oktober 1934 zesammenhängt, ginn och hei e puer Adapta-

tioune fälleg, dëst fir d'Kohärenz tëschent deenen zwee Gesetzer ze erhalen. Och gëtt den néidegen Iwwergangsmesurë Rechnung gedroen.

E puer kleng technesch Ännerungen un zwee anere weidere Gesetzer sinn ebenfalls virgesinn.

Här President, och wann dese Gesetzesprojet méi eng limitéiert politesch Envergure huet wéi déi aner Projeten, déi mer de Mëtteg diskutéiert hunn, weist e ganz gutt, dass et och heiansdo néideg ass, technesch Upassungen u Gesetzer ze ënnerhuelen. Dëst ass besonnesch de Fall, wann et ëm d'Simplification administrative geet. Iwwert dese Wee gëtt eise Stat méi effizient, soudass d'Administratiounen hir Aarbecht gutt a schnell erleedege kënnen.

Ech wëll och hei dem Finanzminister a senger Mataarbechter souwéi och dem Direkter vun der Steierverwaltung Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun. An ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiede Gesetzestext.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Elvinger. Éischtens ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen nach eng Kéier der Madame Elvinger Merci fir hire schréfflechen a mëndleche Bericht. Et geet hei, wéi gesot, ëm eng technesch Adaptatioun vun der Bewäertung vun der Bemessungsgrundlag vun der Verméigenssteuer. Et ass u sech eng administrativ Vereinfachung, an där stëmmt d'CSV selbstverständlich zou.

Just eng grundsätzlech Bemierkung: Et ass richtig, d'Verméigenssteuer gëtt zënter dem 1. Januar 2006 nach just vun de Betriber bezuelt. An dat sinn awer, dat soll een och emol eng Kéier kloer an däitlech soen, ronn 285 Milliounen Euro pro Joer! An an deene pauschale Géintwürstellungen, déi gemaach ginn ëmmer tëschent deem, wat d'Privatpersounen bezuelen an d'Betriber, do gëtt dat oft vergiess, well do gëtt ëmmer nëmme just d'Kierperschaftssteuer geholl. Or, zu der Kierperschaftssteuer gëtt och nach zousätzlech, Här Turpel, d'Gewerbsteuer bezuelt, et gëtt Kapital-, Ertragssteuer bezuelt. Dat ass och nach, well d'Dividende ginn haaptsächlech vun den Entreprisë bezuelt. An et kënnert, wéi gesot, och nach déi heite Verméigenssteuer derbäi.

D'Verméigenssteuer fir Privatpersounen, déi gouf 2005 mat engem Gesetz ofgeschafft. An der Konterpartie ass eben d'Quellesteier agefouert ginn op den Zënsertrëg. An d'Ursache waren der eigentlech zwou: Well mat dem Bankgeheimnis war et, éischtens, ganz schwéier, fir déi Verméigenssteuer richtig ze ermëttelen. Wat d'Leit deklaréiert hunn, dat hu se deklaréiert. Wat se net deklaréiert hunn, war heiansdo schwéier novollzéibar.

An zweetens - an dat dierf een awer net vergiessen -, et ass och e rechtlecht Argument, wat do spillt, well d'Verméigenssteuer, déi ass duerch déi däitsch Besatzung agefouert ginn. An dat geet also nach, d'Bewäertungen, op 1941 zrëck, op eng däischer Zäit an der Geschicht vun eise Land. An d'Bewäertungen, déi 1941 gemaach goufen, déi sinn haut net méi richtig, well en Haus um Belair oder um Lampertsberg anno 1941, mengen ech, dat hat e ganz anere Wäert wéi haut.

De Rapport tëschent enger Propriétéit, ech kucken elo zu Bascharage, Bartreng, Mamer, par rapport zu där, wéi et an der Stad war, dee Rapport 1941, dat war e ganz anere wéi en haut ass. An duerfir kann een och, menger Ansicht no, net einfach higoen, wann een d'Verméigenssteuer eng Kéier wëllt upassen, dass een einfach seet: „Ma mir setzen e Multiplikator an“, well da vergréissert een eigentlech déi Diskrepanz, déi besteet tëschent deenen eenzelne Grundwäerter.

An deem Kontext, Här Finanzminister, wollt ech lech froen: An dem Wahlprogramm vun de Sozialisten - ech hunn e leider net méi a mengen Ennerlage gehat, mä et war esou...

(Brouhaha)

Jo, well et ass ugaangen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Liest de Regierungsprommet!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „Die LSAP wird dafür Sorge tragen“, wéi dat bei eis an de kathoulesche Kreesser heescht, „Sorge tragen“, dass d'Verméigenssteuer op Privatpersounen,



dass déi am Kontext vun enger grondleeënder Steierreform erëm géif agefouert ginn.

Ech wollt kloer soen am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass mir net wellen, dass d'Vermögenssteuer op Privatpersounen erëm agefouert gëtt! An ech wollt eigentlech...

► **Une voix.** - Dat ass fir den Här Gramegna...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Sozialisten och net! Si wollte just de Wieler uschmieren.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech wollt eigentlech, Här Gibéryen, den Här Gramegna froen...

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...elo ganz seriö an dësem...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...den Här Gramegna froen als Finanzminister, ob e ka formell ausschléissen, dass...

(Brouhaha)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Déjà vu!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... d'Vermögenssteuer op Privatpersounen erëm agefouert gëtt.

Madame Loschetter, ech soen lech awer och...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...well et ass villes... D'Regierung ass zwar ugetruede mat: „d'Regierung vun der Transparenz“, „mir soen de Leit, wat op si zoukënn“,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Liest de Regierungsprogramm!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...mä et ass eng TVA-Erhéijung agefouert, y compris um Bau, et ass eng 0,5%-Kontributioun - wat awer eng Steuer ass - agefouert ginn, wat all Mënsch muss bezuele fir - ech weess net - Kannerbetreuung, fir wien och ëmmer, ech weess et net! An duerfir wier et awer gutt, Här Finanzminister, wann Der elo ëm 20.24 Auer géift d'Geleeënheet ergräifen, fir dann och dem ganze Land ze zielen, ob Der ausschléisst, dass an Ärer Amtszeit bis 2018 eng Vermögenssteuer op Privatpersounen waert agefouert ginn. An dat sollt Der am Numm vun lech selwer, mä och am Numm vun där ganzer Regierung soen.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem Gesetzesprojekt an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Wéi süß. Dir sidd esou süß.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech géif vläicht gären ufänken, just fir dem Här Roth awer eppes ze soen, souwuel wat seng viregt Tentative ugeet, fir den Här Gramegna festzeneele mat der RELIBI, dass dat am Stee gemeesselt ass, wéi och mat der Vermögenssteuer: Ech mengen, en huet scho probéiert, dat par question écrite ze maachen. Ech mengen, e krut deemools als Äntwert, dass dës Koalitioun eng Steierreform wëlles huet ze maachen, déi ambitiéis ass, an dass déi Saachen am Kader vun där Steierreform diskutéiert ginn. Ech mengen elo net, dass elo d'Zäit ass...

(Interruption et hilarité)

...dass elo d'Zäit ass - an ech mengen, dat ass dat, wat lech geäntwert ginn ass an der Äntwert op Är Fro, op Är Question écrite -, an ech mengen, et ass elo net am Kontext vun dësem Projet de loi d'Plaz oder d'Zäit, fir elo d'Regierung hei op esou Froe festzeneelen.

► **Plusieurs voix.** - Ouh?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, wa mer lech elo héieren hunn, wäere mer nach méi frou, wa mer eng Explikatioun géife kréien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech géif...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, et huet just een d'Wuert hei am Sall, an dat ass den Här Fayot!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech kann nach eng Fro stellen...

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech géif gären zréckkommen op de Projet de loi. Ech géif gären der Madame Elvinger villmoos Merci soe fir hiren exzellente Rapport zu dësem Projet de loi. An ech géif gären den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun och zu dësem Projet de loi.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Voilà, just nach eng Kéier, fir der Madame Elvinger nach eemol Merci ze soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport an, kurz und bündig, och den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hu keng aner... Ah, den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Président. Och ech wëll mech de Mercien uschlëssen un d'Rapportrice, déi, ech mengen, e gudde Match haut hei gemaach huet als Rapportrice a verschidene Projeten. An ech wëll och den Accord vun eisem Grupp zu dësem Projet bréngen.

Ech mengen, datt de Kolleg Gilles Roth hei un d'Regierung eng Fro stellt, dat ass eppes ganz Legales an engem Parlament.

(Interruption)

An ech wëll och dem Kolleg Fayot duerfir soen, datt virduch och schonn un de Finanzminister eng Fro gestallt ginn ass, wat d'Quellesteier ubelaangt. An en huet do eng ganz kloer Ausso gemaach, andeem en am Fong gesot huet, an dëser Legislaturperiode géif näischt dorunner änneren, wat d'Résidenten ubelaangt; dat, obschonns eng grouss Steierreform vun dëser Regierung ugekënnegt ginn ass.

Wann den Här Fayot also elo hei seet, et sollt een d'Regierung an der Fro do vun der Vermögenssteuer net festleeën, da verst mer dat, Här Fayot, well, wann ech an d'Wahle gaange wier an ech hätt dat esou grouss an engem Wahlprogramm...

(Hilarité)

...geschriwwen, wéi d'Sozialisten dat geschriwwen gehat hunn,...

► **Une voix.** - Gell!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...dann hätt ech och net gären, wann ech hei vum Finanzminister géif bloussgestallt ginn, wann deen elo haut géif äntweren: „Mir maachen dat net, wat am LSAP-Wahlprogramm stoung.“ Dofir verstinn ech Är Reaktioun, mä trotzdem kann et awer vläicht sinn, datt de Finanzminister op déi Fro äntwert.

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech mengen, ech hu keng weider Wuertmeldung méi. Dann huet den Här Finanzminister dat lescht Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt, maachen ech dat vun hei, well et eng kuerz Debatt war, nëmmen, fir ze soen, dass et effektiv op eng gewëssen Aart a Weis eng technesch Adaptatioun ass. Dat ass ganz richtig, dass elo den Impôt sur la fortune vun den Entreprises all Joers gekuckt gëtt, dass d'Assiette nei berechent gëtt. Dat gëtt do duerch méi einfach, dass mer elo eng Déclaration électronique vum nächste Joer u kréien, wat jo och eng gutt Noricht ass. Dat beweist, dass mer eis moderniséieren, an dat brauche mer och.

Dat Zweet, wat ass: Et ginn e puer Changeementer um Gesetz vun 1934 gemaach, wat en fait relativ komplex Calculle vun der Administratioun gefuerdert huet, an dat vereinfache mer. Et ass also eng Simplification administrative, déi hei stattfënnt. An dofir sinn ech frou, dass och alleguerten d'Parteien dat heiten ënnerstëtzen.

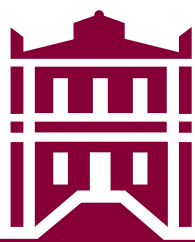
Wat elo d'Fro ubelaangt, wat an d'Steierreform vun 2017 kënn oder net kënn: Ech ginn lech do haut keng definitiv Äntwert. Et gëtt eng ambitiéis Steierreform gemaach. Do ginn alleguerten d'Aspekter gekuckt.

A fir elo awer och ganz kloer ze soen: Ech hu virduch relativ kloer geäntwert op d'Quellesteier. Et ass effektiv net d'Intentioun, dat ze änneren, an ech hu gesot, dass et bei 10% bleift. Dat ass eben d'Realitéit haut.

Mä déi Réforme fiscale, déi wäert ganz vill Aspekter hunn, souwuel fir d'Entreprisé wéi fir d'Personnes physiques. Mir huelen dat ganz seriö als Exercice. Dir stellt mer oft Froen driwwer. An ech huelen déi Froe ganz seriö. A well ech déi Reform - an net nëmmen ech, mä déi ganz Regierung - ganz seriö huelen, wëlle mer iwwerhaupt näischt ausschléisse vu vireran. Mir wellen alles kucken. A mir wäerten, le moment venu, wa mer emol an der Regierung, nodeems mer de Budget vun 2015 adoptéiert hunn an dann och e Wee hu fir eis Finanzen, wou mer wëssen, wou mer 2018 landen, wa mer dann d'Parametere hunn, da kann een

Sommaire des séances publiques n^{os} 3 et 4

3^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 26
6669 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg - Phase I)	p. 26-31
Question urgente n°627 de Mme Diane Adehm et de M. Gilles Roth relative aux projets de loi ayant trait au budget des recettes et dépenses pour l'année 2015	p. 31-32
6527 - Projet de loi	
1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics;	
2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;	
3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;	
4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État	p. 32-36
6679 - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law	p. 37-38
6663 - Projet de loi modifiant	
1) la loi modifiée du 19 décembre 2008	
a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs	
b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;	
2) la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets	p. 38-39
4^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 40
Discours de M. le Président	p. 40
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés	p. 40-41
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 41
Octroi d'un titre honorifique à un ancien député	p. 41
Communications	p. 41-42
Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry	p. 42
Ordre du jour	p. 42-43
Débat de consultation sur le suicide et sa prévention	p. 43-50
6738 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution	p. 50
Changements de composition de commissions parlementaires (suite)	p. 50
6680 - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande	p. 50-57
Ordre du jour (suite)	p. 57
6668 - Projet de loi portant modification	
1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;	
2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;	
3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts	p. 57-59
6706 - Projet de loi portant modification	
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;	
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;	
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;	
- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues	p. 59-60
ufänken, sech Elementer ze ginn, iwwert déi ee wëllt nodenken. An ech mengen, dat ass eng responsabel Attitüd. An dofir kënn Der jo verstoen, dass ech net op eenzel Punkten hei kann a wëll äntweren.	
Merci.	
► Plusieurs voix. - Très bien!	
(Interruption)	
► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Jo.	
► M. Gilles Roth (CSV). - Parole après ministre.	
► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Jo.	
► M. Gilles Roth (CSV). - Also, aus den Ausféierunge vun dem Här Finanzminister stelle mer dann haut den Owend fest, dass d'Regie-	
rung eng Neesaféierung vun der Vermögenssteuer op Privatpersounen net formell ausschléisst!	
► Une voix. - Maacht, datt Der schlofe kënn dës Nuecht!	
(Brouhaha général)	
► M. Claude Wiseler (CSV). - Da wësse mer, wou mer dru sinn!	
► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Ech mengen, et ass alles gesot. Ech soen lech e ganz häerzleche Merci fir déi diszipliniert a gutt Diskussiounen a wënschen lech e schéinen Owend. Kommt gutt heem a bis muer de Mëttten ëm zwou Auer.	
(Fin de la séance publique à 20.31 heures)	



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
-------------	--------	-------

Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

0507	Yves Cruchten	Terrains destinés à la construction de logements du Fonds du Logement
0530	Laurent Mosar	Politique de nomination du Gouvernement
0545	Gilles Roth, Diane Adehm	Opportunité des poursuites à accorder à la Police grand-ducale
0547	Guy Arendt	Chasse sur le sanglier
0548	André Bauler	Contrôle d'entreprises ne respectant pas la législation luxembourgeoise
0557	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle remise en question de deux accords portant sur la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur éducatif
0558	Gusty Graas	Électro-mobilité
0561	Félix Eischen	Avion civile dans le domaine du service de secours luxembourgeois
0563	Marc Spautz	Dépistage du cancer chez l'homme
0564	Françoise Hetto-Gaasch	Carte de sécurité sociale
0565	Nancy Arendt	Organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental
0566	Taina Bofferding	Obligation du Fonds national de la recherche de formuler les demandes de financement en anglais
0567	Taina Bofferding	Programme RESCOM du Fonds national de la recherche
0568	Diane Adehm, Gilles Roth	Accord sur le commerce des services (TiSA)
0569	Martine Hansen	Protection des jeunes travailleurs durant la formation professionnelle et dérogation générale pour les employeurs
0570	André Bauler	Réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin
0572	Serge Urbany	Approvisionnement en pétrole de champs pétroliers contrôlés par l'«État islamique» en Irak et relations entre le Luxembourg et l'émirat du Qatar
0573	Claudia Dall'Agnol	Attribution des fréquences radio MHz
0574	Diane Adehm, Gilles Roth	Changement du président du comité de direction de la BIL
0575	Diane Adehm, Gilles Roth	Fiscalité des personnes morales
0576	Justin Turpel	Obligations du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'Aéroport de Luxembourg
0577	Jean-Marie Halsdorf	Refonte du droit pharmaceutique
0578	André Bauler	Bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck
0579	Justin Turpel	Liberté des cultes lors de la fête de la Saint Matthieu
0580	Gilles Roth	Structures d'accueil pour personnes âgées
0582	Diane Adehm, Gilles Roth	Convention collective de Luxair
0583	Marc Lies	Newsletter du Ministère du Logement
0584	André Bauler	Portail de l'emploi sur Internet (e-ADEM)
0585	Roger Negri	Émissions de poussières ferrosulfureuses
0586	Gilles Baum	Alimentation en eau potable
0588	Serge Wilmes	Premier sukuk luxembourgeois
0589	Diane Adehm, Gilles Roth	Financement de la Mutualité des Employeurs
0590	Laurent Mosar	Infiltrations par le groupe terroriste «État islamique» via le flux de réfugiés
0592	Diane Adehm, Gilles Roth	Fonds souverain au Luxembourg
0593	Diane Adehm, Gilles Roth	Financement de la monarchie luxembourgeoise
0594	Justin Turpel	Majorations pour loyers dans le cadre du droit à un revenu minimum garanti

0596	Roy Reding	Droits des animaux
0597	Fernand Kartheiser	Inspecteur général de la police
0598	Nancy Arendt	Délai de prescription d'infractions sexuelles sur mineurs
0599	Taina Bofferding	Collection de photos de la BCEE
0600	Gilles Baum	Pratique du canotage
0601	Martine Hansen	Centre Thérapeutique Useldange
cf. 0614		
0602	Marc Lies	Augmentation des prix des appartements en construction
0603	Félix Eischen	Exode des populations irakienne et syrienne devant l'avancée brutale de l'État islamique
0604	Martine Hansen	Contingent de leçons dans l'école fondamentale
0607	André Bauler	Service d'Orientation professionnelle de l'ADEM à Wiltz
0608	Ali Kaes	Pont routier à Bourscheid-Moulin
0609	Marc Spautz	Étudiants luxembourgeois à l'étranger
0610	Martine Hansen	École pour kinésithérapeutes à Differdange
0612	Diane Adehm, Gilles Roth	Activités de la société Aveleos SA
0613	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Conflit armé opposant les Kurdes à la milice terroriste «État islamique» à Kobané
0614	Claudia Dall'Agnol	Centre Thérapeutique Useldange
cf. 0601		
0615	Serge Urbany	Salaire social minimum pour les salariés contractuels auprès de la Commission européenne
0617	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente d'un tableau du peintre Picasso
0618	Justin Turpel	Classes de menuisiers
0619	Nancy Arendt	Chiens susceptibles d'être dangereux

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015

0620	Gilles Baum	Pension de survie
0621	Marco Schank	Nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10
0622	Marc Lies	Mise en place de 800 nouvelles bornes pour la recharge de voitures électriques
0623	Justin Turpel	Qualité de l'eau du robinet
0624	Nancy Arendt	Tests de dépistage de cannabis
0625	Gusty Graas	Sécurisation du rond-point Gluck
0626	André Bauler	Revalorisation des friches industrielles de Wiltz
0628	Gilles Roth	Instruction ministérielle de juin 2014
0629	Marc Spautz	Procédure d'obtention du statut de salarié handicapé
0630	André Bauler	Réaménagement de la N10 entre Dasbourg et Marnach
0631	Laurent Mosar, Léon Gloden	Convention de non-double imposition entre le Luxembourg et la France
0632	Nancy Arendt	Système de quotas pour les réfugiés
0633	Françoise Hetto-Gaasch, Sylvie Andrich-Duval	Personnes âgées atteintes d'une maladie mentale
0634	Jean-Marie Halsdorf	Refus du Centre Hospitalier de Luxembourg d'effectuer une opération
0635	Cécile Hemmen	Congélation d'ovocytes
0636	Gast Gibéryen	Plans sectoriels
0638	Gilles Baum	Départ à la retraite dans l'enseignement
0644	André Bauler	Accidents sur la route nationale N7
0645	Justin Turpel	Formation d'enseignants du fondamental dans le cadre de la semaine européenne de l'argent
0654	Françoise Hetto-Gaasch	Lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie
0658	Serge Wilmes	Cargolux

Question 0507 (08.09.2014) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les terrains destinés à la construction de logements du Fonds du Logement:

Dans une récente réponse à une question parlementaire, Madame la Ministre renseigne sur le nombre de logements construits ou achetés par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat. Or, à part les immeubles construits, le Fonds du Logement dis-

pose également de terrains destinés à la construction de logements.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- De combien de terrains dispose le Fonds du Logement? Quelle est leur superficie? Dans quelles communes ou localités se situent ces terrains?

- Est-ce que ces terrains ont été viabilisés et sont-ils prêts à être construits?

- Combien de logements pourront être construits - au total, à court terme et à long terme - sur les terrains détenus par le Fonds du Logement?

- Quelle est la durée moyenne de la période s'écoulant entre l'acquisition d'un terrain à bâtir par le Fonds du Logement et l'achèvement des travaux de construction?

Réponse (07.11.2014) de Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement:

Pour répondre à votre première question, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après le Fonds) est à l'heure actuelle propriétaire de 1.193 parcelles constituant:

- des terrains viabilisés,
- des terrains non viabilisés,
- des réserves foncières,

- des terrains de compensation, etc.

Ces parcelles et terrains portent sur une surface totale de 109,32 hectares et sont répartis sur les communes et les localités suivantes:

Beaufort (Dillingen), Beckerich (Noerdange, Schweich), Berdorf (Bollendorf-Pont), Bertrange (Bertrange), Bettembourg (Bettembourg), Boulaide (Surré), Clervaux (Marnach), Colmar-Berg (Colmar), Differdange (Differdange, Niederkorn, Oberkorn, Lasauvage), Diekirch (Diekirch), Dudelange (Dudelange, Budersberg, Burange), Echternach (Echternach), Esch-sur-Alzette (Esch-Nord, Esch-Sud, Nonnewisen, Lallange), Esch-sur-Sûre (Esch-sur-Sûre, Neunhausen, Insensborn), Eschweiler (Erpeldange), Ettelbruck (Ettelbruck, Warken), Feulen (Niederfeulen), Greven-

macher (Grevenmacher), Grosbous (Grosbous), Hesperange (Hesperange, Itzig, Fentange), Junglinster (Eisenborn), Kaerjeng (Bascharage, Linger), Kayl (Tétange), Kiischpelt, (Pintsch), Kopstal (Kopstal), Lac de la Haute-Sûre (Harlange), Lenningen (Lenningen), Luxembourg (Weimerskirch, Neudorf, Eich, Hamm, Hollerich, Bonnevoie, Cessange, Merl-Sud, Merl-Nord, Pfaffenthal, Grund, Basse-Pétrusse, Limpertsberg, Mühlenbach, Cents, Rollingergrund, Gasperich, Gare, Kirchberg, Mamer (Mamer), Mersch (Rollingen), Mertert (Wasserbillig), Mompach (Moersdorf), Mondercange (Mondercange), Niederanven (Senningerberg), Parc Hosingen (Hosingen, Rodershausen), Pétange (Pétange, Rodange), Preizerdau (Pratz), Rambrouch (Wolwélange, Arsdorf), Reisdorf (Wallendorf-Pont), Remich (Remich), Rosport (Steinheim), Rumelange (Rumelange), Sandweiler (Sandweiler), Sanem (Soleuvre, Belvaux), Schengen (Wellenstein, Burmerange), Schieren (Schieren), Schifflange (Schifflange), Schuttrange (Schuttrange), Schwebsange (Schwebsange), Steinfort (Steinfort), Steinsel (Heisdorf), Strassen (Strassen), Tuntange (Tuntange), Useldange (Useldange), Walferdange (Helmsange), Wiltz (Niederwiltz, Wiltz), Wincrange (Asselborn), Winseler (Winseler, Noertrange).

En ce qui concerne votre 2^e question, le patrimoine foncier du Fonds est constitué:

- de 614 parcelles viabilisées et bâties, et

- de 579 parcelles non encore viabilisées et classées, aux termes des différents plans d'aménagement généraux des communes, soit dans une zone soumise à un projet d'aménagement particulier (PAP), soit dans une zone d'aménagement différé ou encore dans une zone à restructurer, pour ne citer que ces quelques exemples.

Pour ce qui est de votre 3^e question, le Fonds est actuellement actif sur 14 chantiers représentant 347 logements, dont 277 logements locatifs et 70 logements destinés à la vente.

Dans les semaines à venir, il procédera à l'ouverture de trois chantiers représentant ensemble 85 unités de logement.

Pour le moment, le Fonds ne dispose pas d'une seule place à bâtir apte à recevoir une construction, qui ne soit pas déjà en phase de chantier.

Il y a également lieu de noter les travaux de viabilisation du quartier «Wunnen am Park» à Esch-sur-Alzette (950 logements), les travaux de démolition des immeubles industriels sis sur les terrains formant le futur quartier «Wunne mat der Wooltz» à Wiltz (720 logements) et les travaux de décontamination de sol des terrains destinés à la réalisation du projet «Cité du Futur» à Dudelange (670 logements). Ces logements seront réalisés à moyen, voire à plus long terme, en fonction de la durée des procédures administratives et de l'envergure des travaux de décontamination des terrains. Il est également à noter que des projets d'une telle envergure sont généralement réalisés en plusieurs phases.

Les soumissions en faveur de huit projets, avec un total de 190 logements, sont en préparation et leur démarrage en chantier est prévu pour d'ici la fin de l'année.

Quelque 30 projets avec 612 unités de logement se trouvent dans la phase d'avant-projet sommaire, voire même d'avant-projet détaillé. Leur démarrage est prévu au cours des années 2015 et 2016.

27 PAP, pour au moins 2.283 unités de logement, sont en cours d'élaboration. Le démarrage des projets en relation sera fonction des procédures administratives.

Pour quelque 30 projets, les négociations d'acquisition sont en cours.

Enfin au sujet de votre dernière question portant sur la période s'écoulant entre l'acquisition et l'achèvement des travaux de construction, il faut compter entre deux et 25 ans.

Cette variation est due à deux phénomènes principaux, à savoir:

- d'un côté, l'acquisition du foncier dans des zones d'envergure sur plusieurs propriétaires et surtout les propriétaires en indivision et,

- de l'autre côté, les procédures administratives au niveau de l'État et au niveau des communes qui sont souvent très complexes et, de ce fait, de longue haleine.

C'est seulement à partir du moment où ces phases préliminaires sont achevées que les travaux de viabilisation du foncier (en moyenne 18 mois) et, par la suite, la construction des habitations (en moyenne 20 mois), peuvent commencer.

Question 0530 (18.09.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la politique de nomination du Gouvernement:

Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a expliqué hier matin aux membres de la Commission de la Force publique et de la Commission juridique que l'ancienneté de service n'a joué aucun rôle dans la sélection de la nouvelle équipe dirigeante de la Police grand-ducale. Il a ensuite précisé qu'il suivrait cette approche pour l'ensemble des administrations étatiques faisant partie de ses ressorts sans détailler si cette politique de nomination s'applique exclusivement à des postes de responsabilité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si cette politique de nomination s'appliquera uniquement dans le domaine de la force publique ou s'il s'agit d'une politique généralement suivie par tous les membres du Gouvernement? Est-elle limitée aux postes à responsabilité? Dans l'affirmative, quels sont ces postes?

Réponse complémentaire commune (10.11.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

La politique de nomination à laquelle il est fait référence dans la réponse du 20 octobre 2014 (cf. compte rendu n°1/2013-2014) s'applique, comme cela a déjà été le cas sous le Gouvernement précédent, à l'ensemble des fonctions dirigeantes dans la fonction publique. Dans ce contexte, l'ancienneté entre certainement en ligne de compte, mais ne constitue en définitive qu'un des critères utilisés pour désigner la personne correspondant le mieux au poste à occuper.

Question 0545 (24.09.2014) de M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm (CSV) concernant l'opportunité des poursuites à accorder à la Police grand-ducale:

Lors d'un discours prononcé à l'occasion de la fête de la Saint Michel en date de ce jour, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a annoncé vouloir accorder aux agents de la Police grand-ducale un pouvoir d'opportunité des poursuites en matière de contravention. À ce jour, ce pouvoir est réservé exclusivement au ministère public et les agents de police sont tenus de constater les infractions conformément à la loi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quels sont les motifs à la base de cette nouvelle approche annoncée par le Ministre de la Sécurité intérieure?

- Sur quelle base légale le Gouvernement entend-il assigner ce pouvoir d'opportunité des poursuites aux agents de police?

- Est-ce que cette approche a été retenue en concertation avec les autorités judiciaires?

- Comment le Gouvernement entend-il concilier le pouvoir d'opportunité des poursuites à des agents de police avec celui réservé au ministère public?

Réponse commune (04.11.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Dans le cadre de la réforme de la police et après audit sur la police, j'envisage de proposer d'étendre le principe de l'opportunité des poursuites pour des infractions mineures à certains membres de la Police grand-ducale.

Le cas échéant et avant toute décision, cette réforme mérite une réflexion approfondie au sein du Gouvernement et une concertation étroite avec les autorités judiciaires.

Question 0547 (25.09.2014) de M. Guy Arendt (DP) concernant la chasse sur le sanglier:

Le règlement grand-ducal concernant l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2014-2015 viendra à échéance le 31 mars 2015. Le prochain règlement grand-ducal devra donc couvrir la période à partir du 1^{er} avril 2015 et sera valable pour une durée de trois ans. Il s'avère que dans l'actuel règlement

grand-ducal la chasse de nuit notamment sur le sanglier est interdite. Actuellement, le sanglier est à l'origine de dégâts importants causés aux surfaces agricoles et sylvicoles. Vu que les sangliers ne sortent que pendant la nuit des taillis et n'y retournent qu'à la lueur du jour, il est important de donner aux chasseurs les moyens de pouvoir les tirer pendant certaines heures de la nuit.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution de la population des sangliers au Luxembourg?

2. Peut-elle m'informer si les plans de tir fixés pour les sangliers ont jusqu'à présent pu être atteints?

3. Peut-elle m'informer de l'évolution des dégâts causés par les sangliers au cours des dernières années?

4. Comme ces dégâts s'avèrent croissants, Madame la Ministre autorisera-t-elle le tir de nuit limité sur les sangliers afin que les chasseurs puissent exercer pleinement leur rôle de régulateur?

5. Dans la négative, que compte faire Madame la Ministre pour limiter les dégâts importants aux cultures causés par les sangliers?

Réponse (31.10.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Ad 1. Les populations de sangliers ont connu depuis les années 1980 une augmentation dramatique, tel que les données des tableaux de chasse le reflètent (cf. graphique). Le pic a été atteint lors de l'année cynégétique 2008-2009 avec presque 7.000 sangliers tirés au Luxembourg. Or, depuis, le nombre de sangliers tirés est en régression.

Or, il faut bien noter que le changement du système d'indemnisation des dégâts de sanglier, de cerf élaphe et de mouflon à partir du 1^{er} août 2007, a entraîné une situation où le MDDI ne reçoit plus toutes les déclarations de dégâts, mais uniquement celles que les locataires de chasse envoient en vue d'un remboursement. Une fois que le seuil maximal de remboursement de 4€ par hectare de surface du lot de chasse est atteint, les locataires n'envoient plus de déclarations au ministère. Il est donc très clair que les données actuellement reçues par le MDDI ne sont pas complètes.

L'analyse récente des données disponibles de dégâts de sanglier déclarés par lot de chasse survenus depuis 2012 nous montre que sur 198 lots de chasse (donc à peu près un tiers des lots), aucun dégât n'a été déclaré; sur environ un tiers des lots, les dégâts semblent être à des niveaux tolérables (226 lots); alors que sur 182 lots de chasse, le niveau des dégâts déclarés se trouve dessous de la moyenne de 3,4€ par hectare de surface agricole.

Ad 4. Pour le moment, on n'a pas d'indication que les dégâts s'avèreraient croissants.

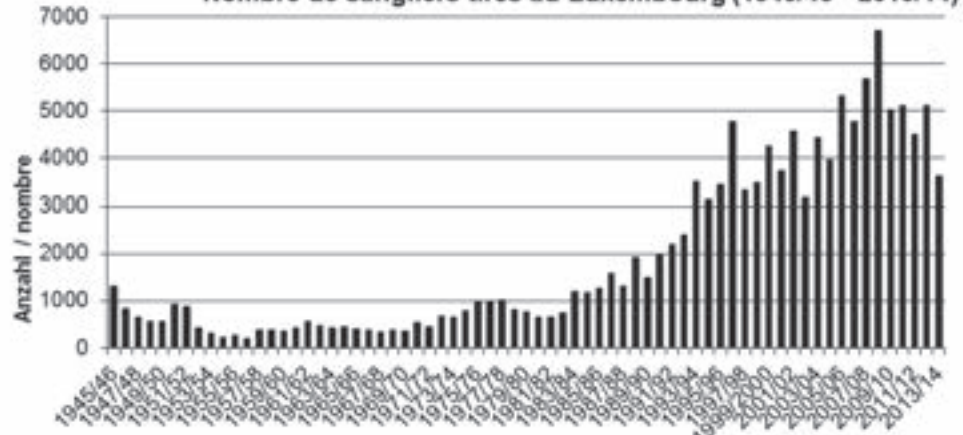
Selon l'article 10 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse votée par la Chambre des Députés: «La chasse n'est autorisée que pendant le jour. Est considérée comme jour, la période comprise entre une heure avant le lever officiel et une heure après le coucher officiel du soleil.»

La loi ne prévoit pas de possibilité d'autoriser le tir de nuit.

Lors des débats précédant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la chasse, le tir de nuit avait été discuté. Pour des raisons de sécurité, l'idée n'avait pas été retenue. Par ailleurs, il faut noter que la FSHCL s'est toujours prononcée contre une chasse de nuit.

Ad 5. Le niveau des dégâts agricoles causés par le sanglier est directement lié au niveau des po-

Geschossene Wildschweine in Luxemburg (1945/46 - 2013/14)
Nombre de sangliers tirés au Luxembourg (1945/46 - 2013/14)



Ad 2. Le plan de tir actuellement en vigueur couvre une période de deux ans, à savoir du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2015. Dans le cas du sanglier, il vise une réduction massive de la population vu les dégâts agricoles élevés. Pour ces deux ans, le nombre total de sangliers qui devraient être tirés dans le cadre de ce plan de tir est de 13.470, soit en moyenne 6.735 par an. Or, les chasseurs ont tiré seulement 3.388 sangliers lors de la première année cynégétique, à savoir du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, soit à peu près la moitié de ce qu'ils auraient dû réaliser. La raison en est peut-être l'hiver 2012-2013 assez long et froid, en combinaison avec l'interdiction du nourrissage, résultant en une réduction naturelle de la population et rendant donc la réalisation du plan de tir plus difficile. Il semble donc fort improbable que les chasseurs puissent réaliser le plan de tir sanglier pour le 31 mars 2015, étant donné que pour ce faire ils devraient tirer lors de l'année cynégétique en cours environ 10.100 sangliers.

Ad 3. Pour le moment, les données disponibles n'indiquent pas une augmentation des dégâts, mais plutôt une diminution.

pulations de cette espèce. La nouvelle loi sur la chasse inclut plusieurs mesures qui, dans leur ensemble, devraient résulter dans quelques années dans une réduction des populations de sangliers, et donc également dans la réduction des dégâts agricoles, sous condition que les chasseurs fassent preuve d'une volonté ferme et nette pour aider à atteindre cet objectif.

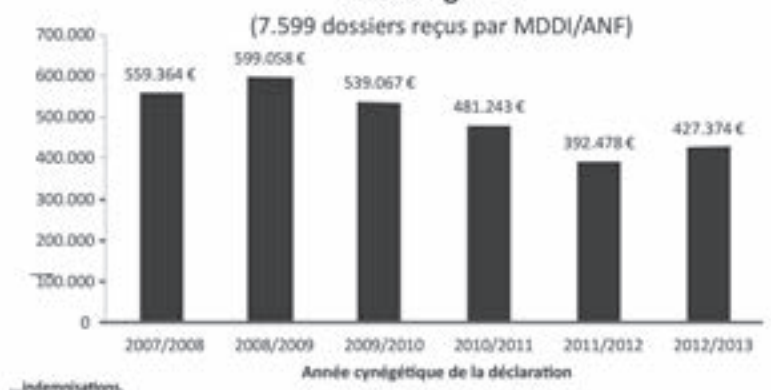
Art. 11: Interdiction du nourrissage (ce qui inclut le nourrissage massif, le nourrissage en période de disette, nourrissage dit «dissuasif»).

Art. 13 et RGD Plan de tir de 2012: Introduction d'un plan de tir minimal. Le cas échéant, une augmentation du plan de tir, surtout sur les lots de chasse où les dégâts sont élevés, devra être envisagée.

Art 55: Possibilité d'organiser des chasses administratives.

Les dégâts importants aux cultures devront être abordés en coopération entre les exploitants et les chasseurs, par exemple pour faciliter la chasse à l'affût en installant des bandes de tir («Schuss-Schneisen»), ou à communiquer

Indemnités payées pour dégâts causés par des sangliers



les dégâts (comme prévu par la loi sur la chasse) dès leur découverte pour permettre une intervention rapide. L'ANF tâchera à encourager et améliorer la communication entre les parties en leur proposant des méthodes pour relever et estimer les dégâts, pour les réparer, mais aussi pour les éviter.

Question 0548 (25.09.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **contrôle d'entreprises ne respectant pas la législation luxembourgeoise**:

L'Administration des Douanes et Accises a récemment eu l'initiative bienveillante de mettre en garde la population au sujet d'entreprises qui proposent leurs services sans respecter la législation luxembourgeoise. En effet, lors de contrôles sur différents chantiers des infractions majeures ont été constatées.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail:

- Les autorités de contrôle disposent-elles de suffisamment de ressources humaines pour effectuer les contrôles nécessaires?

- Quelles sont les sanctions que risquent ces entreprises qui ne respectent pas la législation luxembourgeoise?

- Les clients qui font appel à ces entreprises risquent-ils également des sanctions?

Réponse commune (29.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail*, de *l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Pour ce qui est de la première question de l'honorable Député, l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) dispose actuellement de 23 inspecteurs du travail (dont quatre en formation actuellement) pouvant être appelés à effectuer des contrôles dans les entreprises et sur les chantiers de construction.

Afin de mettre l'ITM en mesure d'effectuer ses tâches dans de meilleures conditions, surtout dans le domaine de dumping social et de toute autre forme de travail illégal, il est envisagé de renforcer progressivement le nombre de contrôleurs dans le contexte de la réforme de l'ITM qui a été engagée.

En ce qui concerne l'Administration des Douanes et Accises, l'effectif des fonctionnaires affectés à l'Inspection fonctionnelle Environnement/ITM s'avère suffisant au quotidien. Il s'agit de 20 agents justifiant d'une formation initiale et continue spécialisée qui peuvent, si besoin en est, être épaulés par d'autres douaniers dont en premier lieu ceux de l'Inspection fonctionnelle Support des douanes et accises.

Quant aux sanctions que risquent les entreprises qui ne respectent pas la législation luxembourgeoise, les employeurs détachants peuvent être sommés par l'ITM de régler rétroactivement les différences de salaires échus pour la période de prestations de services au Luxembourg, conformément aux textes et conventions collectives d'obligation générale en vigueur.

En cas de versement de salaires inférieurs au salaire social minimum, l'article L. 222-10 du Code du Travail prévoit que «les employeurs qui ont versé des salaires inférieurs aux taux applicables en vertu des dispositions du présent chapitre et de celles à intervenir en application de l'article L. 222-2 sont passibles d'une amende de 251 à 25.000 euros.

Toutefois, en cas de récidive dans le délai de deux ans, les peines prévues à l'alinéa qui précède peuvent être portées au double du maximum.»

S'agissant d'entreprises étrangères détachant du personnel vers le Luxembourg, celles-ci peuvent également être sommées de communiquer le détachement de leurs salariés à l'ITM endéans les 24 heures suite au contrôle effectué, ainsi que d'entamer les démarches auprès des autres administrations intervenant dans ce contexte, à savoir:

- notifier la prestation de services occasionnelle et temporaire à la Direction générale PME et Entrepreneuriat auprès du Ministère de l'Économie;

- s'inscrire à la TVA au Luxembourg afin de se conformer à la TVA applicable aux prestations de services.

Le délit de prêt illégal de main-d'œuvre, de même que la pratique du travail intérimaire, en

l'absence d'agrément du Ministre du Travail, si constatés par l'ITM, sont également pénalement sanctionnables.

Dans ce contexte, l'article L. 134-3 dispose ce qui suit:

«(1) Est passible d'une amende de 500 à 10.000 euros, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 1.250 à 12.500 euros, ou d'une de ces peines seulement:

1. toute personne qui met des salariés à la disposition d'utilisateurs en violation des dispositions de l'article L. 133-1;

2. tout entrepreneur de travail intérimaire qui:

a) exerce directement ou par personne interposée l'activité d'entrepreneur de travail intérimaire sans être titulaire de l'autorisation du ministre ayant le Travail dans ses attributions visée à l'article L. 131-2;

b) met un salarié intérimaire à la disposition d'un utilisateur sans y être autorisé par l'article L. 131-3 ou sans avoir conclu avec celui-ci dans le délai visé à l'article L. 131-4 un contrat écrit de mise à disposition;

c) embauche un salarié intérimaire sans avoir conclu avec celui-ci dans le délai visé à l'article L. 131-6 un contrat écrit de mission;

d) exerce son activité sans avoir observé les conditions et obligations lui imposées en application de l'article L. 131-3, paragraphe (1);

e) commet une infraction aux articles L. 133-1 et L. 133-2;

3. tout utilisateur qui a recouru à un salarié intérimaire sans y être autorisé par l'article L. 131-3 ou sans avoir conclu avec un entrepreneur de travail intérimaire dans le délai prévu à l'article L. 131-4 un contrat écrit de mise à disposition conforme aux dispositions de cet article.

L'amende prévue au présent paragraphe est appliquée autant de fois qu'il y a de salariés à l'égard desquels les dispositions visées ont été violées.

(2) Dans les cas visés au paragraphe (1) sous 1 et sous 2 a) et d), le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction d'exercer l'activité d'entrepreneur de travail intérimaire pour une durée qui ne peut être inférieure à un an ni supérieure à dix ans.

(3) Dans tous les cas, le tribunal peut ordonner aux frais de l'entrepreneur de travail intérimaire ou de l'utilisateur condamné l'affichage du jugement aux portes de l'entreprise et sa publication dans les journaux qu'il désigne.»

En matière de santé au travail, l'article L. 327-2 du Code du Travail prévoit en son premier alinéa:

«Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement:

1. tout employeur qui occupe un salarié qui ne s'est pas soumis à un des examens médicaux prévus aux articles L. 326-1 à L. 326-9 ou aux règlements grand-ducaux pris en leur exécution;

....

En cas de récidive dans les deux ans, ces peines peuvent être portées au double du maximum.»

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pourra également procéder au recouvrement des arriérés échus de TVA, voire infliger des amendes aux contrevenants.

En cas de constat de perte de l'honorabilité commerciale dans le chef de l'employeur reconnu comme auteur de violations conséquentes de notre législation, le Service des classes moyennes du Ministère de l'Économie, compétent en matière de droit d'établissement, pourra décider en Commission d'un retrait de l'autorisation ou du certificat y afférents.

Les tribunaux pourront, le cas échéant, sur base des procès-verbaux des Douanes ou de la Police grand-ducale, condamner au pénal des employeurs du chef de travail clandestin.

Finalement, en ce qui concerne la question si les clients qui font appel à ces entreprises risquent également des sanctions, il y a lieu de relever que dans le cadre du travail clandestin les donneurs d'ordre (clients/maîtres d'ouvrage) risquent d'encourir les sanctions prévues par le Code du Travail dans ses articles 571-2, 571-4 et 571-6.

Question 0557 (26.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'éventuelle remise en question de deux accords portant sur la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur éducatif**:

Le 13 mars 2013, le Conseil de Gouvernement a approuvé deux accords, élaborés respectivement avec les syndicats SNE et Féduse, qui portent sur la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur éducatif. Un des éléments sur lesquels portaient les deux accords concernait les majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières. Or, d'après des informations relayées par voie de presse, le Ministre de l'Éducation nationale actuel entend remettre en question ce point de l'accord.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse visant à supprimer la majoration d'échelon pour les postes à responsabilités particulières? Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale entend-il remettre d'autres éléments en question?

- Quelles sont les motivations de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale à la base de cette remise en question?

- Les Ministres entendent-ils renégocier d'autres points de la réforme de la Fonction publique? Dans l'affirmative, lesquels et pour quelles raisons?

Réponse commune (30.10.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans leur question parlementaire n°0557 du 26 septembre 2014, les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth demandent, d'une part, si le Ministre de l'Éducation nationale entend remettre en question l'un des points des accords conclus entre le Gouvernement et les syndicats SNE et Féduse, à savoir celui concernant la majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières et, d'autre part, si le Ministre de la Fonction publique partage cette approche. Les honorables Députés demandent également si le Ministre de l'Éducation nationale a l'intention de remettre en question d'autres éléments de ces accords. En outre, ils voudraient savoir si les deux Ministres entendent renégocier d'autres points de la réforme de la Fonction publique et si oui, lesquels et pour quelles raisons.

En réponse à ces questions, nous voudrions informer les honorables Députés que nous n'envisageons ni de supprimer la majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières, ni de remettre en question d'autres éléments des accords précités.

Les nouvelles orientations du programme gouvernemental visent à promouvoir entre autres l'autonomie au sein des écoles et lycées. Pour faire cela, les acteurs pourront recevoir des responsabilités nouvelles. Il est par exemple prévu de renforcer le rôle des présidents des écoles fondamentales. Voilà pourquoi le département de l'Éducation nationale a proposé aux syndicats SNE et Féduse de revoir la liste des postes à responsabilités particulières pouvant bénéficier d'une majoration d'échelon ainsi que la possibilité d'une simplification des modalités administratives y relatives.

Puisque les réflexions concernant la transposition de la réforme de la Fonction publique dans le secteur de l'Éducation nationale ne sont pas encore complètement terminées, il reste en effet possible que des adaptations y soient apportées en vue de sa mise en œuvre pratique.

Finalement, nous voudrions informer les honorables Députés qu'il n'est pas envisagé de renégocier les accords sur les réformes dans la Fonction publique.

Question 0558 (29.09.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant **l'électro-mobilité**:

La semaine passée le législateur allemand a approuvé des dispositions autorisant les communes à mettre en place une série de mesures de promotion de l'électro-mobilité. Il est notamment proposé de permettre aux voitures électriques de pouvoir utiliser les couloirs pour bus et de bénéficier de places de parking gratuites. Quant à ce sujet, le programme

gouvernemental national note que «(...) le Gouvernement soutiendra l'électro-mobilité (...)».

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que des mesures comparables à celles proposées par le législateur allemand, comme la permission d'utilisation des couloirs pour bus par les voitures électriques ou la mise à disposition de places de parking gratuites aux véhicules de ce type, seraient opportunes pour promouvoir l'électro-mobilité?

- Dans la négative, quelles sont d'autres mesures envisagées par le Gouvernement afin de soutenir l'électro-mobilité?

Réponse (03.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas porte sur les mesures prévues par le Gouvernement pour promouvoir l'électro-mobilité.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler ce que Madame la Ministre de l'Environnement a déjà répondu à la question parlementaire n°0051 de M. Marc Lies respectivement de M. Marco Schank (*cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014*), que la priorité du Gouvernement en matière de mobilité motorisée est le renforcement des transports en commun. De ce fait, l'exclusivité des couloirs bus au transport public pour garantir la fluidité du trafic est primordiale et donc la permission des couloirs bus pour les voitures électriques n'est pas envisagée. Seules des raisons de sécurité justifient que cette exclusivité puisse être élargie, par exemple pour les voitures de police, les ambulances ou les sapeurs-pompiers.

En ce qui concerne la mise en place de parkings gratuits pour véhicules électriques, le groupe de travail «modifications du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État, a approuvé une proposition de texte élaborée par les services étatiques concernant les modifications à apporter au Code de la Route en vue de pouvoir réserver des emplacements de stationnement pour certains véhicules dont l'utilisation s'inscrit dans une politique de mobilité durable, tels que des véhicules électriques raccordés aux points de recharges publics. Il est prévu que l'adaptation afférente du Code de la Route sera soumise en décembre 2014 à l'approbation du Conseil de Gouvernement. Nonobstant, la gestion des emplacements de stationnement, en termes de tarification et limitation de durée de stationnement, reste toujours dans le champ de compétence des communes.

Afin de structurer au niveau national la démarche pour le développement de la mobilité électrique au Luxembourg, une étude technico-économique pour la promotion nationale de l'électro-mobilité a été menée et ceci avec l'ensemble des parties prenantes concernées. Cette étude, présentée au public en mars 2012, a permis au Gouvernement de définir une stratégie qui prévoit notamment un déploiement d'une infrastructure nationale unique de 800 bornes de charge publiques lesquelles seront installées sur des parkings relais, le long de la voirie ou sur d'autres types de parkings publics. Par la suite, la loi sur le marché électrique a été adaptée de façon à ce que les gestionnaires de réseau de distribution soient responsables pour la mise en place de cette infrastructure et que les coûts engendrés seront financés par le tarif d'utilisation basse tension. L'avant-projet de règlement grand-ducal lequel définira les modalités de la mise en œuvre du projet est en cours de finalisation, dont les grands principes ont été présentés aux parties prenantes ainsi qu'aux représentants des communes.

Outre ce projet national, les services étatiques participent à l'élaboration de projets pilotes telles qu'au niveau de la Nordstad, des zones d'activités dans la ville de Luxembourg ou au niveau de la Grande Région.

Question 0561 (29.09.2014) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant **l'avion civile dans le domaine du service de secours luxembourgeois**:

La compagnie «Luxembourg Air Rescue» (LAR) fait partie de la Protection civile et constitue la seule compagnie nationale assurant le sauvetage aérien au Grand-Duché.

Le règlement n°1178/2011 du 3 novembre 2011 de la Commission européenne détermine les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil. Le règlement impose notamment l'ac-



compagnement d'un deuxième titulaire d'une licence de pilote si le premier a plus de 60 ans. Or, les aéronefs du LAR ne sont équipés que pour un seul pilote. Par conséquent, le titulaire d'une licence ayant atteint l'âge de 60 ans et devant être accompagné d'un pilote supplémentaire conformément au règlement en question risque de ne plus pouvoir exécuter ses fonctions à défaut d'équipement adéquat. De surcroît, cette situation pourrait engendrer une pénurie en titulaires de licence de pilote et entraver le bon fonctionnement du service de sauvetage aérien luxembourgeois.

Le point 2 de l'article 12 (entrée en vigueur et la mise en application) du règlement n°1178/2011 prévoit également que «(...) les États membres peuvent décider de ne pas appliquer les dispositions suivantes de l'annexe 1 jusqu'au 8 avril 2015». Il semblerait que certains pays aient demandé une dérogation nationale notamment pour le paragraphe relatif aux titulaires d'une licence de pilote. Dans ce contexte, la Direction de l'Aviation civile (DAC) n'aurait, quant à elle, pas encore pris de décision.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Les Ministres sont-ils au courant de la position de la DAC dans le contexte décrit ci-dessus?
2. Les Ministres envisagent-ils de demander une dérogation nationale à l'instar des autres États membres afin de ne pas mettre en difficulté le fonctionnement du secours aérien national?
3. Dans la négative, les Ministres entendent-ils poursuivre une autre piste?

Réponse commune (27.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen, il nous échoit d'apporter les réponses suivantes:

L'article FCL.065 du règlement (UE) n°1178/2011 de la Commission du 3 novembre 2011 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil prévoit une restriction des privilèges des titulaires d'une licence âgés de 60 ans ou plus pour le transport aérien commercial. Le titulaire d'une licence de pilote d'avion ou d'hélicoptère qui atteint l'âge de 60 ans ne peut agir en tant que pilote d'un aéronef exploité pour le transport commercial que s'il fait partie d'un équipage multipilote et pour autant qu'il soit le seul pilote de l'équipage de conduite de vol qui ait atteint l'âge de 60 ans.

Une dérogation de cet article ne peut être demandée que par l'autorité ayant émis la licence du pilote en question. Comme pour l'instant aucun des pilotes de «LAA/LAR» n'a transféré sa licence à la Direction de l'Aviation civile, la DAC luxembourgeoise n'est pas l'autorité compétente pour demander ce type de dérogations. Les pilotes de «LAA/LAR» étant en plus grande partie des pilotes avec des licences allemandes et françaises, c'est l'autorité allemande respectivement l'autorité française qui peut demander des dérogations de l'article FCL.065 du règlement mentionné ci-dessus afin d'autoriser les pilotes ayant atteint l'âge de 60 ans de continuer de voler tout en étant en conformité avec la législation européenne.

Question 0563 (29.09.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **dépistage du cancer chez l'homme**:

Le cancer du sein est le cancer le plus répandu chez les femmes. Le diagnostic précoce d'un cancer du sein ne peut se faire que grâce à la mammographie de dépistage. C'est ainsi que le Ministère de la Santé et la Caisse Nationale de Santé ont conclu ensemble un programme de dépistage du cancer qui propose à toutes les femmes de 50 à 69 ans de faire réaliser tous les deux ans une mammographie de dépistage du cancer du sein.

Le cancer de la prostate, du testicule et celui du côlon sont les cancers les plus répandus chez les hommes. Bien que rare, le cancer du testicule par exemple est le plus fréquent chez l'homme de 15 à 35 ans. Malgré d'excellentes chances de guérison, il a un impact psychologique très profond sur l'homme du fait de sa dimension symbolique. Honte, culpabilité et anxiété s'en trouvent particulièrement amplifiées.

C'est une des raisons pour lesquelles l'Allemagne organise chaque année l'évènement

«l'homme et sa santé» pour rompre le tabou du cancer chez l'homme et surtout pour satisfaire le rôle de prévention.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'organiser des jours de prévention comme en Allemagne concernant le dépistage du cancer chez l'homme?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une campagne d'information et de conseil soit nécessaire chez l'homme?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de lancer un programme de dépistage du cancer chez l'homme à l'instar du programme mammographie chez les femmes?

Réponse (22.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le Plan National Cancer adopté par le Gouvernement en Conseil le 18 juillet 2014 et publié le 2 septembre 2014 met notamment l'accent sur la prévention des facteurs de risque et le dépistage précoce du cancer.

Ainsi les programmes de lutte contre le tabagisme, la consommation excessive d'alcool, l'obésité et l'inactivité physique ainsi que l'exposition aux agents cancérigènes seront intensifiés et ciblés vers les personnes les plus à risque.

En matière de dépistage, un programme organisé et évalué de dépistage du cancer colorectal qui est, en matière d'incidence, le deuxième cancer le plus fréquent chez l'homme et chez la femme sera mis en place, à l'instar du programme mammographie. Pour ce type de cancer, tout comme pour celui du cancer du sein et celui du col de l'utérus, les études scientifiques internationales concluent à l'intérêt de programmes de dépistage communautaires organisés en vue d'une réduction de la mortalité par ces cancers dans la population.

Pour les autres types de cancer, dans l'état actuel des connaissances, le dépistage individuel sur base de facteurs de risque spécifiques est actuellement à privilégier par rapport aux programmes de dépistage universels, vu que les tests de dépistage actuellement disponibles manquent de spécificité, qu'une diminution de la mortalité par ces programmes n'a pas encore pu être démontrée de façon certaine et que des effets délétères d'un dépistage de masse ne peuvent être exclus. Ceci s'applique notamment au cancer du poumon (première cause de mortalité par cancer chez l'homme et chez la femme au Luxembourg en 2012), ainsi qu'au cancer de la prostate, pour lesquels des recommandations officielles pour le dépistage seront publiées.

Des campagnes de sensibilisation en faveur du dépistage ciblées sur les différents types de cancer, ainsi que sur les différents groupes à risque, seront régulièrement organisées. Dans ce cadre, la proposition de l'honorable Député de cibler spécifiquement «l'homme et sa santé» est une idée intéressante, qui sera soumise à la plateforme d'experts, qui organise la mise en œuvre du Plan National Cancer avec ses dix axes, 30 mesures et 73 actions (voir sur www.plancancer.lu).

Question 0564 (30.09.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **carte de sécurité sociale**:

Le divorce ou la séparation des parents peuvent entraver souvent des conséquences pratiques dans la vie quotidienne. Ainsi le parent non gardien ne possède pas une carte de sécurité sociale de son enfant mineur et ceci peut poser problème en cas d'urgence médicale. De ce fait, il n'a pas accès au dossier médical et n'obtient pas de renseignements sur les soins médicaux que reçoit son enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre, dans le scénario actuel, ne juge-t-il pas opportun d'émettre d'office deux exemplaires de la carte de sécurité sociale pour que les deux parents en soient en possession en cas de situation d'urgence?

Réponse (20.10.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Lors de l'émission d'une carte de sécurité sociale pour un enfant mineur, le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) fait parvenir cette carte d'office à l'adresse du domicile de l'enfant. En cas de besoin, une carte supplémentaire peut être commandée sans frais auprès du Centre commun. La commande peut se faire facilement par le site Internet du CCSS: [ropeenne-de-securite-sociale/. Seul la matricule de l'enfant et un code de sécurité, visible lors de la commande, est à saisir. La carte supplémentaire est également livrée à l'adresse de l'enfant dans un délai de deux semaines.](http://www.ccss.lu/certificats/assures/carte-eu-</p>
</div>
<div data-bbox=)

Le Centre commun n'étant pas systématiquement sollicité par les parents séparés d'émettre une deuxième carte, une émission d'office de deux exemplaires ne ferait qu'augmenter les frais administratifs et le nombre de cartes égarées si l'envoi devait se faire à deux adresses différentes. En effet, pour des raisons diverses, liées à des situations compliquées et non officialisées lors de la désintégration de l'unité familiale, la situation de famille renseignée dans le répertoire national des personnes physiques ne correspond souvent pas à l'état actuel.

Question 0565 (30.09.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental**:

Beaucoup de titulaires de classe et chargés de cours de l'école fondamentale ne possèdent pas un premier brevet de sauvetage, or ils assurent le cours de natation à l'école et même souvent lors des colonies de vacances. Une formation spécifique et obligatoire pour recevoir un tel brevet n'est pas prévue par la loi. Pourtant des particuliers offrent des cours de formation et certifient par après un brevet de sauvetage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Lors du cours de natation à l'école, est-ce que des instructeurs de natation sont toujours présents pour assurer le sauvetage? Leur présence est-elle obligatoire? Existe-t-il des situations où l'instructeur de natation n'est pas présent?

2. Monsieur le Ministre, l'acquis d'un tel brevet de sauvetage ne devrait-il pas être une obligation pour le personnel encadrant la natation d'enfants à l'école et dans les colonies de vacances pour pouvoir agir correctement en cas d'un incident?

3. Le Ministre est-il au courant que des particuliers offrent des cours de sauvetage et certifient le brevet?

4. Le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le coût de ces cours de formation?

5. Monsieur le Ministre, pour l'instant, qui exactement peut offrir des cours de sauvetage au Luxembourg? Quelle formation faut-il avoir pour pouvoir offrir ces cours? Est-ce que la même personne certifie par après le brevet de sauvetage? Ce brevet est-il valable?

6. À l'étranger, comme en Allemagne, en France ou en Australie, le brevet de sauvetage est certifié par la Fédération de natation et de sauvetage. Monsieur le Ministre entend-il suivre le même exemple?

Réponse (28.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La question posée par l'honorable Députée au sujet de l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1. Le règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire dispose en ses articles 2, 9 et 14 notamment que:

- le déroulement en sécurité du cours de natation exige la présence d'un personnel de surveillance qualifié dont le nombre est déterminé en fonction de la capacité d'accueil du bassin et de l'effectif des élèves;

- la surveillance générale incombe en permanence à l'instructeur de natation chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur de la piscine;

- d'une manière générale, l'effectif du personnel pour la surveillance des enfants comporte autant de personnes qu'il y a d'unités de classe, plus un instructeur de natation au moins;

- l'instructeur de natation de service dirige les opérations de sauvetage et de secours.

De ces dispositions il se dégage que la présence d'un ou de plusieurs instructeurs de natation, selon les cas, chargés de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur d'une piscine s'avère nécessaire. Il va de soi que ces dispositions sont à observer par la ou les autorités responsables de l'organisation des cours de natation scolaire.

Ad 2. Si une classe de l'enseignement fondamental s'adonne à des activités de natation dans le cadre d'une colonie de vacances ou

d'une excursion scolaire en l'absence d'encadrement par un instructeur de natation (ou d'une personne à formation équivalente), chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre, ce que je déconseille vivement, il va de soi que le titulaire de classe devra disposer d'une qualification équivalente à un brevet de sauvetage élémentaire, veiller à un encadrement adéquat de ses élèves par du personnel supplémentaire dûment qualifié et s'assurer au préalable que toutes les conditions nécessaires à garantir la sécurité de ses élèves sont remplies, eu égard à tous les facteurs déterminant l'environnement donné.

Par ailleurs, mon département a émis la recommandation que les titulaires de classe accompagnant leurs élèves à la piscine acquièrent une formation équivalente à un brevet de sauvetage élémentaire, à moins qu'ils n'en disposent déjà.

Ad 3. et 4. En ce moment je ne dispose pas d'informations précises ni de statistiques sur des particuliers offrant des cours de sauvetage et procédant à des certifications y relatives.

Par contre l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées de mon département propose au personnel enseignant des formations continues préparant à l'obtention du brevet «Junior Lifesaver FLNS» (ancien 1^{er} degré). Ces formations ont une durée de dix heures réparties en cinq séances de deux heures chacune et préparent aux différentes épreuves prévues au brevet de la FLNS. Les formateurs sont soit des enseignants d'éducation physique et sportive qui sont en possession au minimum d'un brevet «Instructor FLNS», soit des instructeurs de natation qui sont dans les mêmes conditions de qualification. La rémunération des formateurs est assurée par l'Institut de formation précité selon les conditions générales de prestation 2014 en vigueur au même institut.

À l'issue de la formation, les participants peuvent se présenter aux épreuves qui donnent accès au brevet. Ces épreuves sont organisées sous la responsabilité d'un représentant de la commission des brevets FLNS. Les candidats au brevet FLNS doivent payer une taxe de 15 euros à la FLNS pour le passage des épreuves. Si les épreuves sont réussies, la FLNS délivre le brevet «Junior Lifesaver FLNS».

Ad 5. et 6. Toute personne disposant de la qualification nécessaire et remplissant en outre les conditions et les garanties prévues par la législation en vigueur est susceptible d'assurer des cours de sauvetage (natation).

La proposition de l'honorable Députée de recourir aux services de la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage en matière de certification des brevets de sauvetage me paraît une option tout à fait valable.

Question 0566 (30.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant l'**obligation du Fonds national de la recherche de formuler les demandes de financement en anglais**:

Toutes les demandes de financement introduites auprès du Fonds national de la recherche (AFR, projet de recherche, RESCOM,...) doivent être formulées en anglais. Si dans certains cas cette exigence a toute sa raison d'être vu l'internationalité des domaines de recherche (en sciences naturelles notamment), elle semble peu compréhensible dans d'autres. Ainsi, on peut mettre en question l'intérêt d'une demande formulée en anglais pour un sujet de recherche en littérature ou en linguistique allemande, française ou luxembourgeoise ou encore pour les sujets d'histoire portant sur nos régions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que dans certains cas (notamment dans le cas des projets en littérature ou linguistique) une demande en langue anglaise est incompréhensible, voire absurde et qu'une telle exigence peut même s'avérer contre-productive (accumulation d'erreurs dues à des traductions consécutives, évaluation correcte des projets plus difficile,...)?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention d'intervenir sur le point réglementaire afin de remédier à cette situation? Si oui, dans quel sens?

- Dans la négative, quels sont les raisons pour lesquelles Monsieur le Ministre veut maintenir le règlement actuel?



Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Le Fonds national de la recherche (FNR) veille à l'octroi compétitif des fonds selon des critères élevés de qualité et d'excellence scientifique, grâce notamment à une évaluation systématique de toutes les propositions de projets par des experts internationaux. En moyenne, seules 25 à 30% des demandes de subvention sont retenues pour un financement par le FNR.

L'évaluation des propositions de projets soumis est la clé de voûte du processus de prise de décision au sein du FNR. Le conseil d'administration et le secrétaire général, dans leurs décisions, se tiennent rigoureusement à l'avis des experts. Pour garantir la transparence et l'impartialité des évaluations, le FNR fait exclusivement appel à des experts internationaux, n'ayant aucune relation avec les porteurs de projets luxembourgeois. À titre d'exemple, au cours de l'année 2013, le FNR a sollicité plus de 800 expertises individuelles auprès d'experts basés dans 25 pays différents. Par ailleurs, pour les programmes les plus importants (notamment les programmes CORE et AFR), l'évaluation comparative et le classement des différentes propositions de projets sont effectués par des comités d'experts multidisciplinaires qui se réunissent une ou deux fois par an au Luxembourg. Ces comités sont également composés uniquement de chercheurs et scientifiques internationaux.

Compte tenu du caractère international des évaluations et compte tenu de la composition internationale des comités d'experts, il est indispensable que les propositions de projets soient rédigées en anglais. En effet, l'anglais est la seule langue compréhensible par l'ensemble des évaluateurs et des experts, quelque soit leur appartenance disciplinaire ou leur pays d'exercice. Ainsi, le choix de l'anglais ne marque pas une préférence de principe pour cette langue; il est simplement dicté par l'exigence de mettre en œuvre une évaluation internationale.

Pour des raisons similaires, la plupart des agences de financement de la recherche en Europe exigent l'utilisation de l'anglais pour la rédaction des demandes de subsides.

Par contre, pour ce qui concerne la dissémination des résultats de la recherche (publications, séminaires, conférences), le FNR n'impose aucun choix de langue. Pour les colloques scientifiques d'envergure internationale, le FNR admet que les conférences soient tenues dans une autre langue que l'anglais respectivement dans plusieurs langues, à condition toutefois qu'une traduction simultanée en anglais soit proposée aux participants. Les éventuels coûts de traduction sont par ailleurs des frais pleinement éligibles au remboursement par le FNR.

Question 0567 (30.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant le **programme RESCOM du Fonds national de la recherche**:

Il me revient que depuis peu, dans le cadre du programme RESCOM, le Fonds national de la recherche (FNR) n'attribue plus de subventions pour l'impression de dissertations ou de comptes rendus de congrès. Or, il s'avère que ces deux formes de publication soient les deux seules formes de publication existantes dans le domaine des sciences humaines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant conduit à cette décision?
- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette mesure risque de pénaliser les étudiants et jeunes chercheurs en sciences humaines?
- Existe-t-il d'autres moyens d'aide au financement pour l'impression de dissertations ou de comptes rendus qui puissent se substituer aux subventions du programme RESCOM? Si oui, lesquels?

Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Le Fonds national de la recherche (FNR) accorde une très grande importance à la dissémination des résultats de la recherche, que ce soit

sous forme de publications, de séminaires, conférences ou tout autre moyen de communication. En effet, la communication, aussi bien vers les milieux scientifiques que vers le grand public, fait partie intégrante du travail d'un chercheur.

Ainsi, dans le cadre de tous ses programmes de financement de projets (CORE, INTER, PEARL, ATTRACT), le subside alloué par le FNR peut être employé pour couvrir les frais liés à la dissémination en relation avec le projet de recherche subventionné. Sont notamment éligibles au remboursement par le FNR, les frais de publication au sens large (publication d'articles dans des revues scientifiques, impression de dissertations et thèses de doctorat, monographies, impression de comptes rendus de séminaires ou conférences, publications par Internet et médias sociaux) ainsi que les frais liés à l'organisation de séminaires, conférences et autres événements de communication.

Avec le programme RESCOM, le FNR vise à soutenir l'organisation au Luxembourg de conférences scientifiques d'envergure internationale. Bien évidemment, une part du subside alloué par le FNR, peut être employée pour couvrir les frais liés à l'impression des comptes rendus de la conférence.

Pour les frais liés à l'impression des comptes rendus et dissertations qui surviennent en dehors des projets subventionnés par le FNR, il appartient tout naturellement aux institutions de recherche d'en assurer le financement.

Question 0568 (30.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**Accord sur le commerce des services (TiSA)**:

Alors que se poursuivent les négociations, menées dans la confidentialité, du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), un nouveau projet de traité est négocié, le TiSA (Accord sur le commerce des services), qui vise à libéraliser le domaine des services. Une cinquantaine de pays sont concernés, dont les États-Unis et l'Union européenne. Le 4 juillet 2013, les eurodéputés validaient le mandat de négociation pour la Commission européenne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position du Gouvernement face au TiSA?
2. Le Gouvernement n'estime-t-il pas utile d'organiser un débat public concernant ce projet de traité?
3. Comment le Gouvernement entend-il assurer la réalisation et le maintien de l'accès universel à des services publics de qualité face à une perspective outre-Atlantique très différente?

Réponse commune (14.10.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles Roth soulèvent un certain nombre de questions relatives aux négociations que mène actuellement la Commission européenne en vue de la conclusion d'un accord plurilatéral sur le commerce des services (Trade in Services Agreement - TiSA).

L'idée d'un accord plurilatéral sur le commerce des services a initialement été lancée par les États-Unis pour surmonter l'impasse des négociations dans les services à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et depuis février 2012 c'est le groupe des «really good friends (of services)» de l'OMC, qui cherche à procéder à une codification substantielle des règles du commerce international dans le domaine des services.

En mars 2013, le Conseil européen a donné son feu vert à la Commission pour ouvrir les négociations sur un accord plurilatéral sur le commerce des services. Actuellement, 23 membres de l'OMC, dont l'UE, participent aux négociations; le dernier et neuvième tour de négociation a eu lieu à Genève du 21 au 25 septembre 2014.

Sur les questions de fond, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes aux points soulevés par Madame la Députée Adehm et Monsieur le Député Roth.

Ad 1. L'objectif principal de l'accord TiSA est d'améliorer le fonctionnement du commerce international des services et de créer un environnement commercial ouvert et transparent qui puisse stimuler davantage la croissance

économique et la création d'emplois dans ce secteur.

L'Union européenne est le premier exportateur de services au monde et le commerce des services représente un élément fondamental pour les entreprises européennes. Dans ce contexte, il est à préciser que les pays participants aux négociations TiSA représentent 70% à 80% du commerce mondial des services. Par une libéralisation du secteur des services, une réduction des barrières non tarifaires et un élargissement de l'accès au marché des services, un tel accord stimulerait la croissance et l'emploi dans ces pays.

Dans cette optique, le Gouvernement soutient la conclusion d'un accord plurilatéral sur le commerce des services. Le TiSA bénéficiera largement à un pays comme le Luxembourg, qui dispose d'une des économies les plus ouvertes au monde. En tant que plateforme de services, l'économie luxembourgeoise est largement dépendante du commerce des services (surtout transfrontières) qui contribue à 87,5% de notre valeur ajoutée brute et à 78,9% de notre emploi. Par le biais d'un tel accord, le Luxembourg pourrait davantage diversifier son économie et les entreprises luxembourgeoises auraient un meilleur accès à d'autres marchés porteurs d'avenir.

Ad 2. Tout d'abord le Gouvernement tient à souligner les efforts de communication déployés par la Commission européenne qui visent à recueillir les avis et commentaires de la société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. Dans cet esprit, la Commission européenne a lancé en mai 2013 une consultation publique et une évaluation d'impact sur le développement durable permettant aux parties intéressées de s'exprimer sur leurs priorités et de donner leurs avis sur des enjeux rencontrés dans le commerce des services. En vue d'un renforcement de l'information publique, la Commission européenne a organisé différentes réunions d'information et mis en ligne un site web dédié au TiSA qui rend accessibles au grand public les différents rapports, les papiers de position et l'offre de l'Union européenne.

Conformément à sa position qui consiste à demander un maximum de transparence dans de telles négociations, le Gouvernement soutient les efforts de communication et d'information de la Commission européenne. Dans ce contexte, il tient à rappeler que ses experts ont déjà informé les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur l'état d'avancement des négociations dudit accord en date du 7 juillet 2014 et ceci sur demande du groupe politique CSV.

Ad 3. Si les pays participants souhaitent libéraliser le commerce des services, il reste à souligner que l'accord TiSA se fonde sur un accord international existant, l'accord général sur le commerce des services (GATS - «General Agreement on Trade in Services»), qui lie déjà tous les membres de l'OMC. Le Gouvernement tient à souligner que chaque pays peut choisir les secteurs qu'il veut libéraliser davantage et peut ainsi encadrer l'accès au marché des services pour les entreprises étrangères.

Dans ce contexte, il est important de noter que du côté de l'UE les services fournis dans l'exercice de l'autorité publique sont exclus du champ de la négociation - aucun accord de libre-échange négocié par l'UE ne peut contrairement un État membre à privatiser ou à déréglementer un service public au niveau national ou local. Ceci vaut pour le TiSA et tout autre accord commercial négocié par la Commission européenne pour le compte des 28 États membres.

À cette fin, la Commission a introduit dans son offre une série de sauvegardes protégeant les monopoles publics, la santé, l'éducation, l'eau et la culture/l'audiovisuel. Le pouvoir des pays participants de réglementer le marché des services de façon non discriminatoire ne sera pas affecté par les négociations. Les standards sociaux, les normes environnementales et la protection des données continueront à être réglés par la législation nationale.

Question 0569 (30.09.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **protection des jeunes travailleurs durant la formation professionnelle et dérogation générale pour les employeurs**:

Dans sa réponse du 21 juillet 2014 à la question parlementaire n°0361 (cf. *compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014*), le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avoue la nécessité de «trouver rapidement une solution pragmatique» concer-

nant la démarche fastidieuse en vigueur pour obtenir une dérogation de l'interdiction d'employer des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Dans la réponse mentionnée ci-dessus, il est noté qu'en date du 9 février 2012, le Service de la formation professionnelle (SFP) avait introduit une demande de dérogation afin d'autoriser l'emploi des jeunes à des travaux à risques, lorsque ces travaux sont indispensables à leur formation professionnelle, et avait été informé ultérieurement que le Ministère du Travail serait sur le point de procéder à une modification de l'article L.343-3 du Code du Travail dans le sens à prévoir une dérogation générale pour les employeurs qui remplissent un certain nombre de conditions au niveau de la sécurité des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques. Quand est-ce que le Ministre entend-il déposer finalement le texte respectif?

- En outre, le SFP a envoyé en date du 2 juillet 2014 un courrier au Ministère du Travail dans lequel il réitère sa demande de trouver au plus vite une solution viable. Quelle suite Monsieur le Ministre a-t-il donné à ce courrier?

Réponse (03.11.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Le sujet d'une éventuelle modification de l'article L.343-3 du Code du Travail a effectivement été discuté au sein de mon département tout en prenant en considération les besoins concrets existants sur le terrain et les dispositions de l'article 4 sous 2.b) de la directive 97/33/CE du Conseil du 22 juin 1994 relative à la protection des jeunes au travail.

Les arguments avancés ont mené à la conclusion qu'une solution pragmatique est plus utile qu'une modification législative qui risque de créer une ouverture trop grande ne permettant plus d'assurer correctement la sécurité et la santé des jeunes en question alors que la finalité des dispositions légales qui est celle de ne pas porter préjudice à la sécurité, à la santé et aux développements des enfants doit à tout prix être préservée.

Afin de mettre en œuvre la solution préconisée je compte contacter les Chambres professionnelles compétentes pour leur demander de solliciter la dérogation prévue à l'article L.343-3, paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises auxquelles elles ont accordé le droit de former. Il va sans dire que la liste des entreprises formatrices transmise dans le cadre d'une telle demande devra être régulièrement mise à jour par les Chambres respectives.

Alors qu'il est évident que les compétences de contrôle de l'Inspection du travail et des mines persistent dans ce domaine j'entends en plus profiter, par cette nouvelle procédure, de l'expérience des Chambres qui, dans le choix des entreprises formatrices appliquent un certain nombre de critères de qualité garantissant entre autres la santé et la sécurité des jeunes en formation.

Je ne manquerai pas de répondre en ce sens au Service de la formation professionnelle (SFP).

Question 0570 (30.09.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin**:

Suite à ma question parlementaire n°1831 du 3 janvier 2012 (cf. *compte rendu n°5/2011-2012*) relative à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152), l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures m'avait signalé que l'avant-projet sommaire relatif à ces travaux est en voie d'achèvement si bien que les travaux devraient pouvoir commencer en l'an 2013. L'ancien Ministre avait également noté que ses services procèdent régulièrement à des contrôles de tous les ouvrages d'art. La planification des travaux à réaliser prioritairement tiendrait compte de l'état plus ou moins dégradé des différents ponts ainsi que des crédits budgétaires à disposition pour leur réhabilitation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152)?

- La soumission publique afférente a-t-elle déjà eu lieu?



- Monsieur le Ministre est-il en mesure de me donner des précisions quant à la date prévue du début des travaux de réhabilitation?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152) sont en phase finale. En possession de toutes les autorisations environnementales requises, l'avant-projet relatif à la réhabilitation de l'OA pourra être présenté sous peu.

À noter que les travaux en question sont prévus au budget de 2015, de façon à ce que les travaux devraient pouvoir débuter en automne 2015, c.-à-d. après la saison touristique.

Question 0572 (01.10.2014) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant l'**approvisionnement en pétrole de champs pétroliers contrôlés par l'«État islamique» en Irak et les relations entre le Luxembourg et l'émirat du Qatar**:

Selon le Député européen français Jean-Luc Mélenchon, lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen le 2 septembre 2014, l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak a affirmé, au sujet du pétrole irakien de l'État islamique (EI): «Malheureusement, des États membres de l'UE achètent ce pétrole.» Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié au mois d'août 2014, l'État islamique contrôlerait pas moins de sept champs pétroliers en Irak, ce qui équivaldrait à une production journalière de 80.000 barils. Certains experts calculent que ce trafic de pétrole illicite permet à l'EI d'engranger entre 1,5 et 3 millions de dollars par jour. Monsieur Mélenchon a d'ailleurs posé, ce jour même, une question à la Commission européenne et au Conseil à ce sujet.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Partant, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

- Êtes-vous dans la mesure de corroborer les affirmations de l'ambassadrice selon laquelle des États membres de l'UE se fourniraient en pétrole auprès de l'EI ou bien des champs pétroliers contrôlés par celui-ci?

- Le Luxembourg ne devrait-il pas demander à la Commission européenne ainsi qu'au Conseil européen d'ouvrir une enquête à ce sujet?

- Pouvez-vous nous indiquer si le fournisseur du Luxembourg en pétrole s'approvisionne dans les champs mentionnés plus haut?

De nombreux experts internationaux, dont notamment le Ministre de la Coopération de la République fédérale d'Allemagne, accusent l'émirat du Qatar de participer directement ou indirectement au financement de groupes djihadistes sévissant en Irak et en Syrie, voire même l'État islamique. Or, le Luxembourg et le Qatar entretiennent de nombreuses relations tant économiques, financières que culturelles puisque nous avons signé un «Memorandum of understanding» dans le domaine culturel au mois de mai de cette année.

Partant, je voudrais vous poser les questions suivantes:

- Ne pensez-vous pas qu'en entretenant des relations politiques et surtout économiques avec l'émirat du Qatar, le Luxembourg participe indirectement au financement de l'armée de l'EI ou d'autres groupes armés sévissant dans la région?

- N'estimez-vous pas qu'il existe une contradiction entre l'engagement international du Luxembourg dans la lutte contre l'EI d'un côté et le maintien de ses relations économiques avec le Qatar de l'autre?

- Ne pensez-vous pas qu'une enquête relative aux implications du Qatar dans le financement de groupes armés djihadistes s'impose?

Réponse (03.11.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Serge Urbany concernant l'approvisionnement en pétrole de champs pétroliers contrôlés par l'«État islamique en Irak et au Levant/Da'ech» et les relations entre le Luxembourg et l'État du Qatar je peux vous communiquer les informations reprises ci-après:

Comme je l'ai déjà pu préciser dans le cadre de ma réponse à une récente question de l'honorable Député Laurent Mosar (QP 0562) consacrée au même sujet, le centre d'analyse de renseignement de l'Union européenne estime que la vente de pétrole par l'organisation

terroriste «État islamique en Irak et au Levant/Da'ech» (dénommée ci-après «EIL») se fait majoritairement à travers des intermédiaires locaux (tribus) et le pétrole est consommé localement, e. a. par les forces armées syriennes. Il convient de rappeler dans ce contexte que l'UE a mis en place un embargo sur les exportations de pétrole en provenance de la Syrie (Décision 2011/273/PESC du Conseil du 9 mai 2011). Cette décision comporte une interdiction sur l'achat, l'importation et le transport de pétrole ou de produits pétroliers en provenance de la Syrie.

L'EIL a été inscrite, en date du 30 mai 2013, sur la liste des sanctions contre «Al-Qaida» établie par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1899 (2011). Les résolutions du Conseil de sécurité interdisent tout échange commercial direct ou indirect avec l'EIL et demandent aux États membres de prévenir et de réprimer le financement des actes de terrorisme en veillant à ce qu'aucun fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques ne soient mis directement ou indirectement à la disposition de ce groupe terroriste.

Cette position est également reflétée dans les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 30 août 2014 et du Conseil des Affaires étrangères du 20 octobre 2014, demandant entre autres une utilisation plus efficace des mesures restrictives existantes par le Conseil et les États membres afin d'empêcher l'EIL de bénéficier de la vente illicite de produits pétroliers ou d'autres ressources sur les marchés internationaux conformément aux dispositions prévues dans les résolutions 2170 et 2178.

Respectueux de ces lignes directrices et de sa propre politique étrangère, le Luxembourg soutient donc pleinement toute mesure à l'encontre de l'EIL, y compris les actions qui visent à empêcher le financement de ce groupe ou de ces activités.

Le Luxembourg entretient de bonnes relations avec l'État du Qatar. Nous ne sommes pas en possession d'informations qui appuieraient la thèse d'une présumée implication du Gouvernement de l'État du Qatar dans le financement de groupes armés.

Question 0573 (01.10.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant l'**attribution des fréquences radio MHz**:

En réponse à ma question parlementaire du 5 juin 2014 (n°0337) (*cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014*) relatif à l'utilisation des fréquences d'émission jadis utilisées par la station de radio DNR (94,3, 102,9, 104,2 et 107,7 MHz), Monsieur le Premier Ministre a indiqué que l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA), autorité responsable pour l'attribution des fréquences, «publiera le moment voulu la liste des fréquences et emplacements disponibles pour les services de radio sonore à émetteur de faible puissance et précisera le délai pour la présentation des candidatures et dossiers».

Dans ce contexte, il me revient qu'un appel de candidature pour l'attribution de la fréquence 107,7 MHz serait lancé en novembre. Le début de diffusion des programmes sur cette fréquence serait prévu pour janvier 2015.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour le lancement d'un appel de candidature pour la seule fréquence 107,7 MHz? Pourquoi n'a-t-il pas été retenu de lancer un appel simultané pour toutes les fréquences disponibles? Est-ce que le délai entre l'appel de candidature et la date prévue pour le début de la diffusion ne risque-t-il pas d'être trop court et de ce fait d'exclure certaines candidatures?

- Dans la négative, est-ce qu'une date pour le lancement d'un appel de candidature est déjà prévue? Si oui, laquelle? L'appel de candidature regroupera-t-il toutes les fréquences disponibles?

Réponse (11.11.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*:

Madame la Députée souhaite savoir si je peux confirmer l'information qu'un appel public de candidature pour l'attribution de la fréquence 107,7 MHz serait lancé en novembre et que le début de diffusion serait prévu pour janvier 2015.

Je tiens tout d'abord à préciser qu'en matière de fréquence de radiodiffusion, il convient de distinguer entre plusieurs catégories de fréquences.

La fréquence 107,7 appartient à la famille des fréquences pour services de radio sonore à émetteur de haute puissance en modulation de fréquence qui en application de la loi précitée du 27 juillet 1991 sont attribuées par le Gouvernement. Quant aux fréquences qui ont été libérées suite à l'arrêt de l'exploitation du programme DNR, elles relèvent de la catégorie des fréquences pour services de radio sonore à émetteur(s) de faible puissance en modulation de fréquence qui sont attribuées par l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

Conformément à la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, les fréquences de radiodiffusions sont attribuées aux termes d'un appel public de candidature.

En ce qui concerne la fréquence 107,7, je tiens à confirmer qu'un appel de candidature sera publié très prochainement et que cette procédure se fera en étroite concertation avec l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Quant au début de diffusion, j'aimerais souligner qu'il n'est pas d'usage d'imposer déjà au moment de l'appel public une date précise pour le début de la diffusion.

Quant aux autres fréquences auxquelles se réfère l'honorable députée, il appartient à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de décider si et quand la procédure en vue de l'attribution des fréquences sera lancée.

Question 0574 (01.10.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (*CSV*) concernant le **changement du président du comité de direction de la BIL**:

La Banque Internationale à Luxembourg vient d'annoncer le 30 septembre 2014 le remplacement de son directeur général avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pourquoi ce changement s'est-il opéré du jour au lendemain?

- Quelle a été la position des représentants de l'État luxembourgeois au sein du conseil d'administration par rapport à ce changement?

- Est-ce que ce changement a des conséquences directes sur la stratégie des activités commerciales de la BIL?

Réponse (28.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'État luxembourgeois est actionnaire à hauteur d'environ 10% de la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) et est représenté au conseil d'administration par deux membres. En tant qu'actionnaire minoritaire, mais stratégique, l'État veille au développement des activités de la banque dans le respect des intérêts de l'ensemble des parties prenantes, ainsi que de la place financière et de l'économie luxembourgeoise.

La transition au niveau de la direction, à laquelle se réfèrent les honorables Députés, s'est faite dans le respect des procédures internes de la banque.

L'État approuve ce changement, qui s'inscrit dans la continuité du développement stratégique de la BIL.

Question 0575 (01.10.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (*CSV*) concernant la **fiscalité des personnes morales**:

Afin d'améliorer la compétitivité internationale et la force d'attraction du Luxembourg pour les entreprises, Monsieur le Ministre de l'Économie a annoncé que les entreprises seraient épargnées par des hausses d'impôts directs jusqu'en 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Est-ce que cela signifie que le taux d'imposition à charge des collectivités ne sera pas réduit?

- Quelles sont les répercussions de cette approche sur la charge fiscale des personnes physiques?

Réponse (24.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés s'enquêtent de l'évolution future de la charge fiscale des

personnes physiques et morales au Luxembourg.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le Gouvernement est actuellement en train d'analyser plusieurs composantes du système fiscal luxembourgeois en vue d'une réforme d'ensemble.

Dans la perspective de la préservation de la compétitivité des entreprises établies au Luxembourg, la pression fiscale à leur endroit fait l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement.

Sans préjudice de cette considération, toute conclusion, que ce soit concernant les collectivités ou les personnes physiques, paraît à l'heure actuelle prématurée.

Question 0576 (01.10.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **obligations du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'Aéroport de Luxembourg**:

Dans le cadre des discussions sur les efforts supplémentaires dans le domaine de la défense d'une grandeur d'ordre de 100 millions par an, auxquels le Luxembourg s'est engagé, il a été question d'investissements dans les infrastructures du «Herrenberg», de la création d'un «datacenter», de la coopération avec la SES dans le domaine des satellites et du renouvellement de la piste d'atterrissage au Findel. Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du 19 septembre 2014, Monsieur le Ministre de la Défense précisa, que «sans l'agrandissement de la piste de l'aéroport, le Luxembourg risquerait de ne plus disposer d'aviation civile au cas où il devrait mettre les infrastructures de l'aéroport à disposition de l'OTAN».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir du Ministre de la Défense:

1. Quels sont les engagements exacts du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'aéroport? Quelles infrastructures et quels services sont à mettre à disposition de quelles parties de l'OTAN, à quels moments et pour quelle durée?

2. Dans quelle mesure l'OTAN a-t-elle eu recours à l'Aéroport de Findel les années précédentes?

3. Dans quel cas de figure de mise à disposition des infrastructures de l'aéroport à l'OTAN le Luxembourg «risquerait de ne plus disposer d'aviation civile», ou encore d'être confronté à une restriction de l'aviation civile?

4. Vu l'importance pour l'économie du Luxembourg du trafic aérien opéré à partir du Findel dans le domaine du fret et des passagers, quelles sont les mesures que le Gouvernement a prévu pour éviter de telles restrictions?

5. Sur quelle base légale reposent ces engagements? Au-delà de la base légale, existe-t-il des engagements contractuels ou autres engagements qui précisent ces engagements? Dans l'affirmative, ces contrats ou autres engagements sont-ils accessibles aux députés ou bien au public?

Réponse (03.11.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Les engagements du Luxembourg envers l'OTAN en ce qui concerne l'Aéroport de Findel découlent bien sûr de l'adhésion de notre pays au Traité de Washington du 4 avril 1949 instituant l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. C'est sur cette base, et notamment sur celle des obligations découlant pour les États membres de l'Article 5 dudit Traité, que l'OTAN effectue une évaluation permanente des besoins en fonction des menaces, et que l'OTAN et les États membres se sont engagés à une répartition des responsabilités et à coopérer en temps de crise et de guerre. En temps de paix, cette coopération vise à assurer que les conditions nécessaires sont en place pour être prêts en cas de crise ou de guerre (p. ex. via des exercices et manœuvres, la création ou la mise en conformité d'infrastructures, etc.).

Pour ce qui concerne le Luxembourg, nos engagements envers l'OTAN prévoient entre autres la possible mise à disposition de l'Aéroport de Findel, sachant que (1) cette mise à disposition n'est pas automatique: une demande doit être effectuée auprès des autorités luxembourgeoises, qui peuvent l'accepter ou la refuser; et que (2) en cas de crise ou de guerre, priorité est donnée à la satisfaction des de-

mandes émanant de l'OTAN, tout en sauvegardant les intérêts vitaux de la population civile. En raison du caractère de défense de ces engagements, les documents y afférents sont classifiés.

Il faut donc ainsi distinguer entre l'usage militaire de l'Aéroport de Findel en temps de paix, et l'usage qui pourrait en être fait, le cas échéant, en temps de crise ou de conflit.

Durant les années de la guerre froide, l'OTAN a eu recours à l'Aéroport de Findel dans le cadre des exercices REFORGER («Return of Forces to Germany»). Actuellement, l'Aéroport de Luxembourg est notamment utilisé par l'OTAN pour des entraînements sporadiques impliquant les avions AWACS de l'OTAN immatriculés au Luxembourg, ou encore pour des vols de réapprovisionnement au profit de la NSPA. Le Luxembourg a également déclaré, lors du Sommet de l'OTAN de 2002, vouloir mettre à disposition de l'Alliance six places de stationnement au Findel pour avions gros porteurs. En temps normaux, l'utilisation à des fins militaires du Findel - notamment pour des exercices ou du transport - reste donc limitée et est bien entendu organisée de façon à ne pas perturber le trafic aérien civil usuel.

En situation de crise grave, la mise à disposition de l'OTAN des infrastructures de l'Aéroport de Findel - qui devrait d'abord être autorisée par les autorités luxembourgeoises - primerait sur leur utilisation civile. En cas de crise ou de conflit, il est notamment prévu de pouvoir utiliser l'Aéroport de Luxembourg pour y accueillir en cas de besoin des avions militaires ravitailleurs en kérosène. À noter dans ce contexte que l'aéroport est alimenté par un oléoduc de l'OTAN qui bénéficie essentiellement à l'exploitation civile de l'aéroport et qui est essentiel au fonctionnement de l'aéroport.

L'utilisation de l'Aéroport de Luxembourg par l'OTAN constitue un message politique de solidarité du Luxembourg vis-à-vis de ses Alliés et fait donc partie intégrante de l'effort de défense de notre pays.

Question 0577 (01.10.2014) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant la refonte du droit pharmaceutique:

En France, les pharmaciens ont protesté contre le projet de réforme des professions réglementées. Ils dénoncent une éventuelle fin de leur monopole sur la vente de médicaments, car le Gouvernement suggère, entre autres, d'étendre aux grandes surfaces la vente de médicaments sans ordonnance ou non remboursables. Comme la Belgique ou la France avant lui, le Luxembourg va autoriser la vente en ligne de médicaments. Ne seront concernés que les traitements non soumis à prescription médicale. Le Ministère de la Santé a indiqué travailler actuellement à l'élaboration d'un avant-projet de loi sur «la refonte du droit pharmaceutique».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- La Ministre pourrait-elle nous fournir de plus amples informations sur l'avant-projet de loi?

- Madame la Ministre envisage-t-elle une évaluation de la profession du pharmacien en vue de connaître l'impact d'une éventuelle déréglementation du monopole pharmaceutique?

- La Ministre entend-elle suivre l'exemple de la France et étendre aux grandes surfaces la vente de médicaments sans ordonnance ou non remboursables?

Réponse (29.10.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

La directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés, oblige les États membres d'introduire en droit national la possibilité de vendre à distance des médicaments non soumis à prescription.

Sur ce point, le programme gouvernemental prévoit que «en vue d'adapter la législation en matière de médicaments à usage humain au droit européen, la vente à distance au public de médicaments non soumis à prescription médicale sera réglée».

En effet, l'article 3 de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au pu-

blic des médicaments dispose que la délivrance au public de médicaments ne peut se faire que dans les pharmacies.

Le Gouvernement n'envisage pas de remettre en question ce principe qui permet d'assurer un niveau élevé de qualité et de sécurité pour les patients notamment par le biais du conseil du pharmacien au moment de la délivrance du médicament¹.

L'introduction de la possibilité de vendre à distance des médicaments non soumis à prescription suppose donc une modification de la loi du 25 novembre 1975 précitée. Cette modification est prévue par l'avant-projet de loi portant refonte du droit pharmaceutique.

L'article 85 quater, paragraphe 1^{er}, point a) de la directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 précitée dispose que «la personne physique ou morale offrant des médicaments est autorisée ou habilitée à délivrer des médicaments au public, également à distance, conformément à la législation nationale de l'État membre dans lequel cette personne est établie».

En droit national, la délivrance au public de médicaments est réservée exclusivement aux pharmacies². La création de la possibilité pour les pharmacies de vendre des médicaments non soumis à prescription à distance par le biais d'une modification de la loi du 25 novembre 1975 précitée ne portera pas préjudice à cette règle.

Question 0578 (02.10.2014) de M. André Bauler (DP) concernant le bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1540 du 22 juin 2011 concernant l'éventuelle démolition du bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck (cf. compte rendu n°10/2012-2013), l'ancienne Ministre de la Culture m'avait informé que l'édifice en question n'est pas soumis à une protection nationale au titre de la loi du 19 juillet 1983. La ministre m'avait signalé que ses services seraient consultés dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet définitif concernant la gare d'Ettelbruck.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre estime-t-elle que la démolition éventuelle du bâtiment voyageurs en question constitue un appauvrissement du patrimoine historique de la ville d'Ettelbruck?

2. Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle disposée à se concerter avec Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures afin de conserver cet édifice dans le cadre du réaménagement projeté du quartier de la gare, tout en combinant architecture contemporaine et patrimoine ancien?

Réponse (18.11.2014) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

Ad 1. Mon prédécesseur n'avait pas opté pour une protection nationale de cet édifice, alors que les planifications entre diverses administrations étatiques et communales allaient de bon train en faveur d'une destruction de la gare.

Bien que je déplore cette décision, il semble inopportun de relancer une procédure de protection nationale aujourd'hui, cela en considération de l'état de planification très avancé du projet «pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck» (projet de loi 6734) dont le vote à la Chambre des Députés est attendu avant la fin de l'année civile de sorte que les travaux sur place puissent être entamés en cours de 2015.

Ad 2. Suivant le projet de construction, une intégration de l'actuel bâtiment de la gare dans un réaménagement du quartier n'est malheureusement pas possible.

Question 0579 (02.10.2014) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant la liberté des cultes lors de la fête de la Saint-Matthieu:

Le lundi 22 septembre 2014, les douaniers fêtaient leur traditionnelle fête de la Saint-Matthieu. Bien que d'origine chrétienne, Saint-Matthieu étant considéré dans la tradition chrétienne comme patron des percepteurs, des comptables, des fiscalistes, des agents des douanes et des banquiers, cette fête, qui est commémorée le 21 septembre en Occident, le

16 novembre en Orient, a obtenu un caractère séculier. Ainsi, la fête comprend une partie religieuse (messe à la Cathédrale) et une partie non religieuse.

Par circulaire du 26 août 2014, réf. 10/PR, Madame la Directrice adjointe de l'Administration des Douanes et Accises invita le personnel à composer les délégations pour cette cérémonie suivant un plan précisant exactement le nombre de fonctionnaires des différents services et bureaux à déléguer, tout en rappelant que «pour ceux qui ne participeront pas à la messe, la présence est obligatoire devant la Cathédrale à la fin de la cérémonie religieuse aux fins de reformer le cortège qui se rendra ensuite au Cercle Cité».

Or, quel était l'étonnement du personnel de l'Administration des Douanes et Accises, quand leur directeur édita le 8 septembre une nouvelle circulaire au même sujet (réf.: 10/PR - réimpression), modifiant celle de la directrice adjointe en rectifiant que «il s'entend que le nombre des participants par délégation peut être dépassé et qu'une participation au programme complet s'impose». Et pour éviter toute équivoque quant au «programme complet», celui est aussi réimprimé et comprend comme troisième parmi six événements «10.00 heures: messe».

Même l'intervention commune des délégations du personnel n'a pas fait changer l'avis du directeur, qui imposa aux délégations de son personnel qui participent à la fête de leur patron la participation à une messe catholique!

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant l'Administration des Douanes et Accises dans ses attributions:

1) Êtes-vous au courant des deux circulaires énumérées ci-dessus et notamment celle imposant aux délégués «la participation au programme complet», y compris à une messe catholique?

2) Êtes-vous d'accord que l'instruction contenue dans la circulaire réimprimée est contraire aux principes de la liberté des cultes inscrite dans l'article 19 de la Constitution et contraire à l'article 20 de la Constitution qui dispose que «Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et cérémonies d'un culte (...)»?

3) L'obligation de participer à une messe catholique, n'est-elle pas contraire à la politique du Gouvernement, qui, lors du jour de la fête nationale, laisse la faculté à tout un chacun de participer ou non à une cérémonie religieuse?

4) Comment comptez-vous réagir pour garantir la liberté des cultes et le respect de l'article 20 de la Constitution lors de tels événements et fêtes?

Réponse (28.10.2014) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances:

Le directeur de l'Administration des Douanes et Accises m'a informé du programme de la traditionnelle cérémonie de la Saint-Matthieu et plus particulièrement de la circulaire précisant qu'une participation au programme complet s'impose pour les agents des douanes et accises souhaitant prendre part à la fête visée.

Comme le libre choix de chacune et de chacun travaillant auprès de l'Administration des Douanes et Accises de participer ou non à cette fête traditionnelle se trouve préservé et que la circulaire invite les supérieurs hiérarchiques à communiquer les noms des agents relevant de leurs services souhaitant faire volontairement partie de la délégation officielle, il n'y a pas lieu de considérer qu'il y a violation des principes constitutionnels et plus particulièrement des articles 19 et 20 de la Constitution.

Question 0580 (02.10.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les structures d'accueil pour personnes âgées:

Il me revient que le Ministère de la Famille a décidé de bloquer le financement de tout nouveau projet de construction de structures d'accueil pour personnes âgées. Il y a cependant lieu de noter que les structures d'accueil connaissent à l'heure actuelle des listes d'attente importantes.

Au vu des besoins au niveau de l'accueil des personnes âgées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer un tel moratoire?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer la réalisation d'un audit en la matière?

- Madame la Ministre peut-elle indiquer, le cas échéant, la durée du moratoire?

- Madame la Ministre compte-t-elle publier les résultats de cet audit?

Réponse (08.10.2014) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

En réponse à sa question parlementaire, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député Gilles Roth que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'a ni décidé d'un moratoire en matière de financement de tout nouveau projet de construction de structures d'accueil pour personnes âgées, ni réalisé d'audit en la matière.

Question 0582 (02.10.2014) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la convention collective de Luxair:

Différents organes de presse ont diffusé aujourd'hui des déclarations qui ont été faites par des représentants syndicaux auprès de la société Luxair et qui reprochent à la direction de l'entreprise de ne plus appliquer la convention collective (modification unilatérale des horaires de travail, de la réglementation de congé et des paramètres pour calculer la rémunération) alors que la non-conciliation n'aurait pas encore été prononcée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces propos?

- En cas de réponse affirmative à la première question, Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les représentants de l'État au conseil d'administration de la société étaient au courant des démarches de la direction?

- Les représentants de l'État au conseil d'administration de la société appuient-ils les démarches de la direction?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les démarches de la direction sont conformes aux dispositions du Code du Travail?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les mesures qu'il entend prendre pour éviter une grève au sein de la société au vu des effets préjudiciables d'une telle grève pour l'économie en général et la société en particulier?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur les instructions données dans ce contexte aux représentants de l'État dans le conseil d'administration de la société?

Réponse (06.10.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans leur question parlementaire les honorables Députés souhaitent avoir des précisions concernant les négociations en matière de convention collective auprès de la société Luxair.

Le Gouvernement est d'avis que les décisions relatives aux négociations en matière de convention collective auprès d'une société commerciale de droit privé sont à prendre par les organes et comités compétents selon les statuts de celle-ci.

Le Gouvernement a pleine confiance en ce que la direction et les comités afférents - et en dernière instance le conseil d'administration - vont prendre les décisions qui s'imposent dans ce dossier étant donné qu'ils sont les seuls à disposer de toutes les informations internes requises dans pareil contexte. Le Gouvernement tient à préciser qu'il n'a pas l'intention de s'immiscer dans les négociations en cours, surtout étant donné que celles-ci se trouvent au stade d'une procédure de conciliation toujours non close.

En ce qui concerne d'éventuelles instructions en matière de vote à donner par le Gouvernement à ses fonctionnaires représentants dans le conseil d'administration d'une société commerciale de droit privé, le Gouvernement tient à préciser qu'il donne - et donnera - suite à chaque demande en ce sens émanant d'un fonctionnaire concerné.

Dans ce cas précis, aucun fonctionnaire n'a présenté une quelconque demande en vue de recevoir des instructions.

Question 0583 (03.10.2014) de M. Marc Lies (CSV) concernant la newsletter du Ministère du Logement:

Le Ministère du Logement vient d'envoyer pour la première fois à tous les ménages une newsletter avec une photo au grand plan de la Ministre du Logement et reprenant les

1 Article 3 de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien

2 Article 3 de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments



points essentiels du programme gouvernemental dans le domaine du logement ainsi que les diverses aides du Ministère.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Quel a été le coût de conception, de production et d'envoi de cette publication?

- Dans quel intervalle la Ministre envisage-t-elle de distribuer cette publication?

Réponse (23.10.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

Le coût de conception de la récente première newsletter du Ministère du Logement a été de 6.210€ ttc. L'impression à 228.000 exemplaires a coûté 12.962,11€ ttc, et l'envoi à 226.819 ménages 30.455,33€ ttc.

Le Ministère du Logement a l'intention de réaliser une newsletter par an sur des thèmes intéressant le public en matière de logement. La première édition de la newsletter a porté d'une manière générale sur les aides au logement, le programme gouvernemental et les principaux promoteurs publics.

Question 0584 (03.10.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **portail de l'emploi sur Internet (e-ADEM)**:

Dans le but de moderniser l'Agence pour le développement de l'emploi, il a été retenu dans le programme gouvernemental que «la réorganisation interne de l'ADEM ainsi que la modernisation de ses outils jouent un rôle clé pour garantir un fonctionnement efficace. L'ADEM sera dotée de moyens informatiques adaptés et l'utilisation optimale des nouveaux outils ROME et CROSS sera assurée. Dans un but de faciliter l'accès aux informations, la mise en place d'une communication régulière et de qualité sur les services et les activités de l'ADEM sera garantie. Dans une même optique, un portail de l'emploi sur Internet sera mis en place, sous la coordination de l'ADEM. Il comportera notamment une «bourse de l'emploi» interactive ouverte aux demandeurs d'emploi et aux employeurs (création d'une e-ADEM).

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux préparatoires concernant la création du portail de l'emploi sur Internet (e-ADEM) susmentionné?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure d'annoncer une date de mise en ligne de ce projet?

Réponse (21.10.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant la création du portail de l'emploi sur Internet sous la coordination de l'ADEM, j'ai le plaisir de vous informer que celui-ci a été accordé par le CTIE et qu'il sera en ligne en septembre 2015, selon le planning du CTIE.

Question 0585 (06.10.2014) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **émissions de poussières ferrosulfureuses**:

En date du 1^{er} octobre 2014, la centrale électrique Twinterg a de nouveau été responsable d'émissions de poussières ferrosulfureuses qui se sont déposées dans des quartiers d'habitation. Selon un communiqué de presse, l'Administration de l'Environnement a réagi en envoyant une lettre de sommation à l'exploitant Twinterg insistant auprès de ce dernier de lui fournir dans les meilleurs délais et avant tout nouveau redémarrage de la centrale électrique un rapport circonstancié sur les origines du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Elle a invité l'exploitant à fournir la preuve que les incidents en question ne pourront se reproduire lors du démarrage de la centrale électrique et elle a fait savoir qu'aucun redémarrage de la centrale électrique ne pourra avoir lieu avant que ces documents n'aient été fournis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Étant donné que la centrale Twinterg est de plus en plus souvent à l'arrêt pour des raisons économiques, est-ce que Madame la Ministre estime que l'exploitant sera en mesure de ga-

rantir qu'il n'y aura plus d'émissions de poussières lors des redémarrages futurs?

2. Quelles seraient les conséquences pour l'exploitant s'il ne respectait pas l'«invitation» de l'Administration de l'Environnement à fournir la preuve que les incidents en question ne pourront se reproduire?

3. Est-ce qu'il serait possible, d'après Madame la Ministre, d'informer les habitants qui risquent d'être incommodés par le dépôt de poussières, à l'avance du redémarrage de la centrale électrique?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. L'exploitant vient de fournir un rapport circonstancié sur les origines, les causes des émissions de poussières ferrosulfureuses, ses conséquences et les mesures pour pallier à ces dernières ainsi que celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Le rapport informe que des arrêts prolongés, impliquant une turbine à froid lors du démarrage, étaient notamment à l'origine des émissions anormales.

À l'avenir, l'exploitant sera tenu d'éviter les démarrages à froid de la turbine. En conséquence, l'arrêté ministériel 1/12/0493-1 délivré en date du 27 octobre 2014, fixe des conditions spécifiques pour des redémarrages de la turbine après des arrêts de courte durée. Afin d'éviter des émissions anormales de poussières au redémarrage, la chaleur à l'intérieur de la chaudière doit être maintenue au-delà de 80°C pendant les phases d'arrêt.

S'y ajoute que lors du premier redémarrage de la centrale qui a eu lieu fin octobre 2014, il n'y avait pas d'émissions de poussière anormales.

Ad 2. Considérant que l'arrêté précité interdit tout redémarrage pour le cas où la température à l'intérieur de la chaudière de récupération tombe en dessous des 80°C, un tel redémarrage consisterait en une infraction réprimée par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En outre l'arrêté prescrit une évaluation des mesures primaires et secondaires réalisables en vue d'éviter la formation de rouille à l'intérieur de la turbine.

Ad 3. Étant donné qu'aucun redémarrage de la turbine froide n'est actuellement autorisé par l'arrêté en vigueur, la nécessité d'informer n'est actuellement pas donnée.

Au cas où l'exploitant présente une demande relative à des démarrages de la turbine après un arrêt prolongé, décrivant en outre les mesures mises en œuvre pour éviter des émissions anormales de poussières, un nouvel arrêté devra être émis. Celui-ci sera transmis aux administrations communales concernées pour affichage.

Question 0586 (06.10.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant l'**alimentation en eau potable**:

L'alimentation permanente en eau potable de la population est une nécessité absolue. Vu l'incident récent ayant contaminé considérablement l'eau du Lac de la Haute-Sûre, il peut s'avérer dangereux que deux tiers de l'approvisionnement luxembourgeois en eau potable provienne de cette source. Comme récemment annoncé dans la presse luxembourgeoise, il sera procédé au vidage du bassin du Lac de la Haute-Sûre dans un futur proche.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les Ministres peuvent-ils m'informer quand le bassin de la Haute-Sûre sera effectivement vidé et quelles en sont les raisons?

- Madame la Ministre peut-elle m'assurer que pendant cette période l'alimentation en eau potable des ménages luxembourgeois sera garantie en permanence?

- Est-ce que le Luxembourg a la nécessité d'importer de l'eau potable de ses pays limitrophes? Dans l'affirmative, quelles en sont les proportions et quelles sont les communes concernées?

- Si un incident rend l'eau du Lac de la Haute-Sûre inutilisable, quelles sont les alternatives pour l'approvisionnement en eau potable de la population? Ces alternatives sont-elles suffisantes pour approvisionner tout le pays en eau potable?

Réponse commune (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

De façon générale, une vidange d'un lac de retenue d'un barrage peut devenir nécessaire,

soit pour des besoins d'inspection, soit pour des travaux d'entretien et de remise en état. En ce qui concerne le barrage d'Esch-sur-Sûre, son état actuel est tel qu'il ne faut pas envisager prochainement du point de vue de l'entretien la nécessité d'une vidange. Les barrages d'une certaine taille, comme c'est le cas pour le barrage d'Esch-sur-Sûre, font non seulement l'objet d'inspections périodiques rapprochées, mais aussi d'une inspection décennale vérifiant l'ensemble des parties d'ouvrage du barrage, y compris les parties habituellement immergées, notamment le parement amont du mur et les organes de vidange. Selon la règle générale, ces inspections sont réalisées lors d'une vidange complète du lac de retenue. Dans la limite du possible et en l'absence de circonstances particulières, ces inspections peuvent cependant être remplacées le moment venu par des inspections subaquatiques par robots ou plongeurs. Ceci fut le cas pour les deux dernières inspections décennales réalisées depuis la vidange complète en 1991. La prochaine inspection décennale est programmée pour l'année 2023 et devra être organisée de façon adéquate sur base du suivi continu du comportement du mur et de l'ensemble des informations recueillies d'ici là.

En ce qui concerne les éléments qui touchent à l'alimentation en eau potable des ménages luxembourgeois, l'honorable Député veut s'informer de la garantie de maintien de l'alimentation dans le cas d'une vidange éventuelle du réservoir.

Actuellement, le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), dont l'usine de potabilisation des eaux du barrage date de 1969, est en pleine étape de modernisation de ses installations. L'adaptation aux techniques actuelles de potabilisation par des techniques de filtration membranaires vise également la possibilité de traiter de l'eau de surface en prélevant directement dans la rivière de la Sûre (traitement dit au fil de l'eau). En outre, le SEBES dispose de trois sites de pompage d'eau souterraine (Everlange, Schaedhaff et Trois-Ponts). Cette solution de rechange ou de secours permet une alimentation décentralisée d'eau souterraine moyennant le réseau du SEBES.

Outre un choix judicieux de la période de vidange, en période de besoin modéré en eau potable, et avec les deux moyens techniques mentionnés ci-dessus, il sera possible de sécuriser l'alimentation en eau potable du pays. Il s'ajoute que différentes options pour une solution de rechange d'envergure sont étudiées afin de rencontrer les besoins d'une population croissante en eau potable en cas d'incident ou de vidange.

D'autre part, la question parlementaire adresse l'éventualité de devoir recourir à une importation de l'eau potable des pays limitrophes du Grand-Duché. Dans ce contexte, il faut spécifier qu'actuellement des collaborations locales existent déjà à deux endroits du pays, à savoir à Mertert (syndicat Sidere) et à Rosport. Il s'agit cependant de solutions très locales sans impact notable sur une alimentation générale du pays. Il est difficile, vu le dimensionnement des infrastructures d'approvisionnement des options visant à connecter le réseau national du SEBES avec nos pays limitrophes, de recourir à cette solution de façon plus systématique.

Finalement, l'honorable Député demande des informations quant aux alternatives d'approvisionnement en cas d'un incident majeur entraînant l'utilisation des eaux du Lac de la Haute-Sûre. Il est difficile de prévoir tous les incidents possibles et préjudiciables à la qualité de l'eau du lac du barrage de la Haute-Sûre. Dans le contexte de l'incident de septembre 2014, la collaboration entre le SEBES et l'Administration de la Gestion de l'Eau en tant qu'organe de contrôle officiel a permis de garantir un traitement efficace de l'eau brute. La nouvelle station de traitement avec des étapes de traitement avancé permettra en outre d'encore mieux traiter l'eau prélevée et en éliminant des polluants éventuels tels que les micropolluants (pesticides, médicaments ou autres molécules d'origine industrielle) pour la rendre conforme aux exigences contraignantes de la législation d'eau potable en vigueur (directive 98/83/CE transposée par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à l'eau destinée à la consommation humaine).

Il y a également lieu de mentionner que la politique actuellement poursuivie par le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures vise à maintenir et à renforcer une alimentation par des ressources en eaux souterraines qui seront mieux protégées contre d'éventuelles pollutions anthropogènes. Bien que ce soit une politique à longue haleine, la mise en œuvre des zones de protection d'eau constitue un élément clef dans cette stratégie.

Finalement, la question d'une deuxième solution d'envergure reste posée en vue du déve-

loppement socio-économique de notre pays. Une solution de rechange d'envergure est nécessaire pour pouvoir répondre à long terme aux besoins croissants en eau potable liés à ce développement. Les capacités nécessaires sont dépendantes du degré de sécurité.

Pour couvrir ce besoin de fourniture, les avantages et désavantages des trois options suivantes sont actuellement en cours d'être étudiées afin d'identifier la meilleure solution pour la sécurité d'approvisionnement en eau potable du Luxembourg:

- la potabilisation des eaux de la vallée de la Moselle;

- l'aménagement d'une deuxième retenue d'eau dans la région de la Haute-Sûre, et

- l'extension de la production d'eau à partir d'eaux souterraines.

Question 0588 (06.10.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **premier sukuk luxembourgeois**:

En date du 30 septembre 2014, le Ministère des Finances a informé la presse via communiqué que le Grand-Duché de Luxembourg vient de placer son premier sukuk souverain. Par ailleurs, en date du 1^{er} octobre 2014, «Luxembourg for finance» a aussi émis un communiqué de presse dans lequel davantage de détails sur la transaction sont présentés.

À la lumière de ces informations, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre des Finances affirme qu'il note avec satisfaction que l'État a réussi à placer le sukuk «à un coût de financement intéressant pour l'État», en l'occurrence une rémunération de 0,436% l'an avec une maturité à cinq ans. Est-ce que le coût du financement de cette transaction reste intéressant si on le compare à une émission obligataire standard, sachant que le rendement d'une obligation étatique allemande à cinq ans se situe actuellement aux alentours de 0,15% l'an. Qu'en est-il des frais accessoires (conseil juridique, conseils des banques d'affaires spécialisés, etc.)? Comment le coût global de cette transaction se compare au coût d'une émission «classique»?

- Selon le communiqué du Ministère des Finances, «les marchés ont réagi très positivement à l'offre» et on a «pu constater une demande largement excédentaire à l'offre». Selon le communiqué de «Luxembourg for finance», l'émission était «more than two times oversubscribed» et 29 investisseurs ont présenté des offres. Comment le succès de cette transaction peut être comparé avec celui du premier sukuk souverain en Europe, en l'occurrence celui émis par le Royaume-Uni en juin dernier, qui fut «ten times oversubscribed»? Le chiffre absolu de 29 investisseurs potentiellement intéressés par l'offre ne semble pas très élevé. Comment ce chiffre se compare avec le nombre d'investisseurs présentant une offre dans le cadre d'une émission «standard»?

- Compte tenu du prétendu succès de cette transaction, est-ce que Monsieur le Ministre des Finances estime que l'État luxembourgeois devrait à l'avenir recourir plus systématiquement à ce type d'instrument? Le Royaume-Uni a récemment annoncé qu'il envisage l'émission d'une obligation étatique en monnaie chinoise. Étant donné que l'émission du sukuk s'inscrit dans la logique de la promotion de la place financière en tant que «hub» de la finance islamique et étant donné que des efforts considérables sont consacrés à la promotion de la place financière vis-à-vis d'investisseurs chinois, est-ce que le Luxembourg envisage d'émettre des obligations étatiques en monnaie chinoise (ou une autre devise)?

Réponse (06.11.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le sukuk du Grand-Duché de Luxembourg est novateur à deux égards: il s'agit du premier sukuk émis par un pays de la zone euro et du premier sukuk libellé en euros.

L'objet primaire du sukuk luxembourgeois est de positionner la place financière sur le créneau de la finance islamique et d'approfondir les relations économiques avec les pays du Golfe et autres pays musulmans. Le sukuk permet en outre de pourvoir aux besoins de financement de l'État.

Lors de leur récente visite aux Émirats Arabes Unis, le Premier Ministre et le Ministre des Fi-

nances ont pu constater que l'émission du sukuk luxembourgeois a retenu toute l'attention, tant des responsables politiques que des dirigeants des institutions financières et de la presse. Le Luxembourg est reconnu dans cette région comme place financière internationale novatrice et ouverte offrant des services de qualité adaptés aux besoins d'une clientèle multijuridictionnelle. L'émission du sukuk a encore renforcé l'excellente renommée de la place financière dans les pays musulmans. Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'émission du sukuk s'inscrit dans une stratégie cohérente, établie de longue date. Ainsi, en 1978 le Luxembourg a été le premier pays européen à accueillir une institution financière islamique et en 1980, le premier pays européen à accueillir une compagnie d'assurance takaful. En 2002, la Bourse de Luxembourg a été le premier marché réglementé de l'UE à admettre un sukuk à la négociation. La Banque centrale du Luxembourg a été la première en Europe à rejoindre, en 2010, l'«Islamic Financial Services Board» (IFSB). Le Luxembourg est aujourd'hui le plus important domicile de fonds islamiques en Europe, et le troisième au monde. L'émission du sukuk souverain s'inscrit dans cette démarche visant à maintenir l'avance du Luxembourg sur les places concurrentes.

L'attention créée dans le sillage de l'émission du sukuk bénéficie non seulement à la place financière, mais également à l'économie luxembourgeoise dans son ensemble. Le sukuk contribue ainsi au rayonnement du Grand-Duché dans la région du Golfe et dans les autres pays musulmans, qui présentent un potentiel important pour les investissements et le tourisme au Luxembourg.

Le taux d'intérêt d'une émission dépend d'une série de facteurs dont la notation de l'émetteur, la taille, la fréquence, la liquidité et la structure de l'émission. Le «pricing» de la dette souveraine luxembourgeoise a été par le passé proche de celui de l'Autriche, de la Finlande ou des Pays-Bas et légèrement plus élevé que celui de l'Allemagne compte tenu notamment des moindres volumes émis et de la liquidité plus faible.

Le taux moyen pondéré de la dette souveraine luxembourgeoise s'élevait au 30 septembre 2014 à 2,645%. Le dernier emprunt obligatoire émis par le Grand-Duché, en date du 10 juillet 2013, porte un taux de 2,125%, contre 0,436% pour le sukuk. Selon une étude effectuée par Bloomberg, le Luxembourg bénéficie d'ailleurs du taux le moins élevé jamais obtenu pour un sukuk souverain.

Le sukuk luxembourgeois est adossé à des actifs tangibles (sukuk «al-ijarah») dont les revenus génèrent un rendement pour l'investisseur. Le volume émis est tributaire de la valeur des actifs sous-jacents. La structuration d'un sukuk nécessite une analyse juridique plus poussée et une phase préparatoire plus longue qu'une émission obligataire classique. Un comité sharia vérifie en outre la conformité du sukuk aux exigences de la finance islamique. Il n'est dès lors pas surprenant que les frais connexes tels que les frais de conseil et d'avocats soient plus élevés que pour une émission obligataire classique.

Le coût de l'opération sukuk n'est cependant pas à considérer de manière isolée, mais au contraire est à apprécier en tenant compte des retombées positives sur l'économie luxembourgeoise prise dans son ensemble.

Le rendement des emprunts libellés en euros est plus faible que celui des emprunts libellés en livres sterling ou en dollars américains, ce qui décourage les investisseurs privilégiant le facteur rendement. Le sukuk luxembourgeois avec son taux d'intérêt très faible (le plus faible jamais obtenu pour un sukuk souverain) s'est adressé surtout à des investisseurs misant sur une politique d'investissement prudente et conservatrice et intéressés à promouvoir la finance islamique en Europe. À cela s'ajoute qu'à l'instar des investisseurs dans les emprunts dits classiques, les investisseurs dans les sukuk sont tenus de respecter des limites internes qui ne leur permettent de souscrire qu'à un pourcentage donné d'une émission. Le Luxembourg a annoncé que le montant du sukuk sera de 200 millions d'euros, ce qui a permis aux investisseurs intéressés de placer des ordres dans le respect de leurs limites internes. Le Luxembourg a fait délibérément le choix de jouer la carte de la transparence vis-à-vis des investisseurs aux fins de jeter les bases d'une relation de confiance à long terme. D'autres émetteurs souverains par contre ont décidé de ne pas dévoiler ex ante la taille de leur émission sukuk de sorte que les

investisseurs étaient contraints de placer des ordres «en aveugle», ce qui est un autre facteur expliquant la différence au niveau de souscription des sukuk luxembourgeois et britannique.

Le sukuk est un instrument alternatif et novateur de financement de l'État. Compte tenu de la croissance importante du marché de la finance islamique et des échos positifs reçus de la part des acteurs clés des pays du Golfe, il n'est pas exclu que le Luxembourg émette à l'avenir d'autres sukuk.

Par le passé l'État luxembourgeois s'est refinancé exclusivement par des emprunts libellés en euros pour éviter tout risque de change. L'émission d'un emprunt libellé en renminbi exposerait l'État luxembourgeois à un risque de change à moins de l'assortir d'un swap. Les outils et techniques de financement à disposition des États sont variés et évoluent dans le temps. Il convient de suivre de près ces développements et de rester ouvert à des options de financement novatrices.

Question 0589 (06.10.2014) de Mme Diane Aehm (CSV) et M. Gilles Roth (CSV) concernant le financement de la Mutualité des Employeurs:

À la différence de l'engagement pris fin décembre 2013 via arrêté ministériel par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, la loi budgétaire pour 2014 ne prévoit plus d'augmentation de la contribution de l'État à la Mutualité des Employeurs. La Mutualité des Employeurs se voit et se verra à l'avenir exposée à des difficultés financières non négligeables et ce notamment en raison de la carence étatique.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres entendent-ils augmenter le taux de la contribution étatique pour l'exercice budgétaire 2015? Dans l'affirmative, à quel niveau le taux sera-t-il relevé?

- À défaut, comment les Ministres entendent-ils soulager la Mutualité des Employeurs à court terme?

Réponse commune (30.10.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le projet de loi budgétaire 2015 qui a été déposé par le Ministre des Finances en date du 15 octobre 2014 prévoit aux articles 38 à 40 les trois mesures destinées à garantir l'équilibre financier de la Mutualité des Employeurs (MDE) pour 2014 et 2015.

Ainsi, l'article 38 prévoit qu'à partir de 2015 l'apport de l'État au budget de la MDE sera relevé de 0,3 à 0,45% de la masse cotisable des assurés obligatoires des employeurs définis à l'article 53, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale.

L'article 39 quant à lui réduit la limite inférieure de la réserve prévue à l'article 55, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale pour l'exercice 2015 à 8%.

En parallèle, l'intervention de l'État est majorée par l'article 40 pour 2014 d'un montant forfaitaire unique de 20,5 millions d'euros.

La contribution forfaitaire unique permettra à la MDE de remplir ses engagements pour 2014, alors que le relèvement du pourcentage de l'apport de l'État à partir de 2015, combiné aux différentes mesures du programme de lutte contre l'absentéisme devrait permettre de garder l'équilibre financier au-delà de 2015, sans que pour autant il fût nécessaire d'augmenter les taux de cotisation des employeurs.

Question 0590 (06.10.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les infiltrations par le groupe terroriste État islamique via le flux de réfugiés:

Selon les informations de la presse, le Service de Renseignement américain détiendrait des informations sur les intentions terroristes de la milice État islamique (EI). Il est en effet question de djihadistes camouflés en tant que réfugiés, faisant semblant de fuir la terreur de l'EI, qui essaient de se frayer un chemin à travers l'Europe. À l'aide de papiers d'identité falsifiés, ces personnes s'infiltreraient dans les pays européens dans l'objectif d'y perpétrer des attentats terroristes, en visant les pays engagés au sein de la coalition anti-État islamique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Affaires étrangères et

européennes, au Ministre de l'Immigration et de l'Asile et au Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Les Ministres sont-ils au courant des informations concernant l'infiltration de djihadistes par le biais de l'aide aux réfugiés?

2. Le Luxembourg s'étant engagé auprès de la coalition anti-EI, le Gouvernement est-il conscient du risque substantiel pour la sécurité nationale?

3. Les Ministres sont-ils au courant d'éventuelles mesures de sécurité au niveau de l'Union européenne? Existe-t-il des moyens adéquats pour pouvoir démasquer les djihadistes qui tentent de passer les frontières européennes?

4. Le Gouvernement estime-t-il indiqué de procéder à une adaptation de la législation luxembourgeoise concernant la sécurité, à l'instar d'autres pays européens?

5. Dans le contexte de l'accueil de réfugiés en provenance des régions envahies par le réseau terroriste de l'EI, comment le Gouvernement entend-il à l'avenir procéder à des contrôles minutieux, afin d'empêcher l'infiltration éventuelle de djihadistes de l'EI?

Réponse (06.11.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

Ad 1. Le groupe terroriste État islamique a affiché à plusieurs reprises son ambition de s'attaquer à l'Occident. Ceci constitue une menace potentielle pour la sécurité intérieure de tous les pays de l'Union européenne. Bien qu'il soit concevable que l'État islamique tente d'infiltrer les flux de réfugiés en direction de l'Europe tel que relaté par la presse, le Gouvernement luxembourgeois ne dispose pas de renseignements concrets concernant des projets spécifiques mettant à profit ce mode opératoire.

Ad 2. Le Luxembourg fait effectivement partie des membres de la coalition internationale contre l'État islamique. L'engagement du Luxembourg au sein de la coalition anti-EI n'est cependant pas militaire, mais axé sur l'aide humanitaire destinée aux réfugiés, personnes déplacées et aux populations touchées par le conflit et, par là, principalement de nature financière. L'État islamique a récemment menacé dans un message public tous les pays participant à la coalition internationale, mais n'a pas directement menacé le Luxembourg. Le Luxembourg en tant que membre actif de la communauté internationale prend ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme. Il va de soi que cette prise de responsabilité ne va pas sans risques.

Ad 3. Au niveau de l'Union européenne, différentes pistes sont explorées afin de repérer plus facilement des terroristes potentiels qui tenteraient de passer les frontières extérieures de l'Union. Ces travaux se poursuivent dans le cadre de la feuille de route établie par le coordinateur européen de la lutte contre le terrorisme (CTC), Monsieur Gilles de Kerchove.

Sa feuille de route prévoit notamment une reprise rapide des négociations sur la directive des données des dossiers passagers (PNR - «passenger name records»). La Commission européenne a également convoqué une réunion d'experts de garde-frontières des États membres en ce début novembre dans le but de se pencher sur les mesures opérationnelles qui pourraient être mises en place aux points de passage frontaliers. Le Gouvernement luxembourgeois ne saurait présager du résultat de ces travaux. Toutefois, il soutiendra les mesures destinées à combler d'éventuelles failles, comme par exemple une mise à jour du manuel pratique Schengen, voire même, le cas échéant, une proposition législative de la Commission européenne sur des amendements à apporter au Code frontières Schengen.

Ces mesures devront garantir les standards européens en matière de protection des données et ne pourront remettre en cause les acquis de la libre circulation des personnes.

Ad 4. Compte tenu des initiatives récemment lancées aussi bien au niveau international (ONU, UE), tout comme des adaptations du cadre légal entreprises par une série de pays européens face au phénomène des combattants terroristes étrangers et afin de mettre en œuvre notamment les dispositions de la résolution 2178 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Gouvernement luxembourgeois procédera à un certain nombre d'adaptations de la législation luxembourgeoise, dans le respect du droit international et des libertés fondamentales. Le Luxembourg continue également à supporter des solutions au niveau européen.

Le Gouvernement a confié cette mission à un groupe de travail interministériel, présidé par le coordinateur national en matière de lutte contre le terrorisme et composé de représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes, du Ministère de la Justice, du Minis-

tère de la Sécurité intérieure et des chefs d'administration du Service de Renseignement et de la Police grand-ducale ainsi que du procureur général d'État. Le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme analyse actuellement le cadre légal luxembourgeois afin de déterminer une réponse adéquate à ces phénomènes en constante évolution et soumettra prochainement au Gouvernement ses propositions quant aux mesures à prendre et modifications législatives nécessaires.

Ad 5. Le Gouvernement a d'ores et déjà mis en place des modalités pour assurer un suivi de l'arrivée de réfugiés provenant de zones à risque. Un échange d'information régulier s'effectue entre les différentes administrations compétentes.

Question 0592 (06.10.2014) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant le fonds souverain au Luxembourg:

La Jeunesse démocrate et libérale (JDL) vient de relancer l'idée de la création d'un fonds souverain luxembourgeois à l'instar du modèle singapourien ou norvégien. La mise en place d'un tel fonds souverain a d'ailleurs été revendiquée à maintes reprises par la Chambre de Commerce dans leurs avis succincts sur le budget des recettes et des dépenses de l'État.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant au propos de la JDL?

- Au cas où le Gouvernement envisage de créer un tel fonds, par quels types de recettes budgétaires sera-t-il alimenté?

- Quelle pourrait être la vocation d'un tel fonds?

Réponse (28.10.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Les questions soulevées par les Députés en relation avec la vocation, alimentation d'un fonds souverain trouvent leur réponse dans le projet de loi de mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015).

Dans ce projet, il est proposé d'instituer un fonds souverain luxembourgeois d'épargne intergénérationnelle sous forme d'un établissement public, dénommé «Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg».

Une première, certes, pour le Luxembourg. L'apparition dans la sphère financière internationale des fonds souverains («sovereign wealth funds»), c'est-à-dire des sociétés d'investissement contrôlées par les États, n'est pourtant pas un phénomène récent. Les premiers ont été créés dans les années 1950, lorsque certains pays gros exportateurs de produits de base cherchaient un moyen d'investir les surplus de leurs revenus d'exportation. Depuis, ils se sont multipliés et s'imposent comme des acteurs puissants de la finance internationale. Malgré le fait que des fonds de ce type sont bien connus et implantés sur la place luxembourgeoise (18 des plus importants fonds souverains au monde sont présents au Luxembourg), et en dépit de nombreuses réflexions en ce sens, notamment par des acteurs du secteur privé, aucun fonds souverain luxembourgeois n'a encore été créé.

Pourtant, la mise en place d'un tel fonds peut se justifier pour de multiples raisons. Le modèle économique luxembourgeois, bien que reconnu comme étant dynamique et solide, repose toutefois, du moins partiellement, sur des éléments dont la pérennité n'est pas définitivement acquise. Force est de constater que les gouvernements successifs ont eu recours, pour financer des dépenses courantes, à des ressources dont ils ne pouvaient ignorer le caractère temporaire. Ainsi, le fait que les recettes de la TVA sur le commerce électronique allaient progressivement diminuer à partir de 2015 était connu au plus tard à partir de 2007. De même, le scénario d'une diminution des recettes liées aux accises sur les carburants est évoqué depuis de nombreuses années, sans qu'on n'en tire des conséquences concrètes.

À l'exemple de la Norvège, on peut observer comment un pays, au travers d'un fonds souverain, peut transformer des ressources non renouvelables, en l'occurrence ses gisements de pétrole, en actifs financiers diversifiés pour les générations futures.

Dans cet esprit, le Gouvernement entend affecter au futur fonds souverain luxembourgeois des recettes non récurrentes, dont notamment une partie des revenus de la TVA sur le commerce électronique ainsi que des accises sur les carburants. L'objectif est de constituer ainsi une épargne de 50.000.000 EUR par an.

Au bout de quelques années, le fonds souverain aura ainsi atteint une masse critique lui permettant d'investir utilement sur les marchés internationaux. Au bout d'une période de «locking» de 20 ans, ou encore lorsque les moyens à disposition du fonds auront atteint les 1.000.000.000 EUR, une partie des revenus dégagés par le fonds pourront être reversés à l'État, qui pourra alors en disposer librement, selon les besoins du moment.

Question 0593 (07.10.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **financement de la monarchie luxembourgeoise**:

Les Jeunes Socialistes ont publié un communiqué de presse dans lequel ils demandent une réduction de 10% minimum des dépenses budgétaires pour la Cour grand-ducale ainsi la publication de toutes les dépenses en relation avec la Cour.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à une réduction éventuelle des dotations accordées à la Cour grand-ducale?

- Le budget dit «de la nouvelle génération» prévoit-il un budget plus détaillé des montants alloués par l'État à la famille grand-ducale?

- Est-ce que la publication de toutes les dépenses relatives à la Cour grand-ducale ne va pas à l'encontre des efforts de Monsieur le Ministre de supprimer quelque 550 articles budgétaires?

Réponse (14.11.2014) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

En ce qui concerne une éventuelle réduction des dotations budgétaires accordées à la Cour grand-ducale, je voudrais tout d'abord relever que la Cour grand-ducale a toujours consenti à se voir appliquer, en ce qui concerne le volume de ses dépenses et leur évolution, les mêmes principes que ceux régissant les budgets des administrations et services de l'État. Ainsi, les mesures d'économies à l'endroit des crédits de fonctionnement de l'administration ont été transposées aux coûts de fonctionnement de la Cour grand-ducale. Il en est de même en ce qui concerne les normes de progression de la dépense publique qui ont été utilisées pour la confection du budget de l'exercice 2015 et pour le développement de la programmation pluriannuelle à l'horizon 2018. En ce qui concerne le détail du budget alloué par l'État à la Cour grand-ducale, je me permets de renvoyer Madame la Députée et Monsieur le Député au projet de budget tel qu'il vient d'être publié. La structuration du budget de la Cour grand-ducale n'a pas été modifiée par rapport à celle des exercices précédents et distingue clairement, comme cela est le cas pour les administrations et services de l'État, entre frais de personnel et frais de fonctionnement, une ligne à part étant réservée aux frais de représentation.

Question 0594 (07.10.2014) de **M. Justin Turpel** (déi Lénk) concernant les **majorations pour loyers dans le cadre du droit à un revenu minimum garanti**:

La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, prévoit dans son article 5 alinéa (5), que «au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, la limite du revenu minimum mensuel à laquelle cette communauté peut prétendre est majorée de la différence entre le loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent de la limite du revenu minimum déterminée selon les dispositions (1) à (3) du présent article, sans que cette majoration puisse dépasser le montant de cent vingt-trois euros quatre-vingt-quatorze cents».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

1. combien de communautés domestiques bénéficient d'une telle majoration et à combien s'élève le montant total de cette majoration pour l'année en cours, de même que pendant les cinq années passées.

L'article 5 (5) comprend un deuxième paragraphe, disposant que «si l'organisme compétent estime que le loyer effectivement versé n'est pas fixé conformément aux dispositions de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer, il peut, de l'ac-

cord du bénéficiaire du revenu minimum garanti, saisir la commission locale des loyers».

Partant, je demande à Monsieur le Ministre de me préciser:

2. Qui est l'organisme compétent au sens du présent paragraphe?

3. Dans combien de cas cet organisme a estimé «que le loyer effectivement versé n'est pas fixé conformément aux dispositions de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer»?

4. Sur base de quelles informations l'organisme estime-t-il, le cas échéant, «que le loyer effectivement versé n'est pas fixé conformément aux dispositions de la loi et des règlements en matière de baux à loyer»?

5. Dans combien de cas cet organisme a-t-il demandé l'accord du bénéficiaire du revenu minimum garanti pour saisir la commission locale des loyers; dans combien de cas le bénéficiaire du revenu minimum était-il d'accord et dans combien de cas n'était-il pas d'accord?

6. Quels ont été les résultats de ces démarches auprès des commissions locales de loyers?

Veillez bien me préciser ces informations pour l'année en cours et pour l'année passée.

Réponse (11.11.2014) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Durant l'exercice 2014, 12.924 ménages au total étaient ou sont bénéficiaires d'une prestation servie dans le cadre du revenu minimum garanti; de ces 12.924 ménages, 9.302 étaient ou sont bénéficiaires de la «majoration loyer» prévue à l'article 5 (5) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti. Le montant total liquidé par le Fonds national de solidarité (FNS) à titre de «majoration loyer» dans le cadre du RMG s'élève, pour l'exercice budgétaire en cours (01.01.2014 au 30.11.2014), à 11,86 millions d'euros.

Pour les cinq dernières années, les montants annuels des dépenses sont les suivants:

2013: 12,24 millions d'euros,

2012: 11,33 millions d'euros,

2011: 10,43 millions d'euros,

2010: 9,58 millions d'euros,

2009: 8,47 millions d'euros.

2. Par «organisme compétent» au sens du deuxième paragraphe de l'article 5 (5) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti il est possible d'entendre, selon le cas, l'Office social ou le Fonds national de solidarité.

La demande en obtention du RMG peut en effet être présentée à l'Office social ou bien au Fonds national de solidarité. Conformément aux dispositions de l'article 22 (1) les décisions d'octroi ou de refus de l'allocation complémentaire sont notifiées au requérant au plus tard dans les 30 jours suivant la date où la demande est censée être faite si l'organisme compétent est l'Office social, et dans les trois mois s'il s'agit du Fonds national de solidarité. Après avoir décidé de l'octroi ou du refus de l'allocation complémentaire, l'Office social transmet sans délai le dossier au Fonds national de solidarité qui l'instruit et notifie au requérant une décision susceptible de recours.

3. Aux termes de l'article 5 (5), deuxième paragraphe, de la loi susmentionnée, «l'organisme compétent (...) peut, de l'accord du bénéficiaire du revenu minimum garanti, saisir la commission locale des loyers». Le législateur n'a pas retenu l'obligation, mais a laissé cette disposition à l'appréciation de l'organisme compétent; par ailleurs, cette démarche est tributaire de l'accord du bénéficiaire. À ce jour, le Fonds national de solidarité n'a pas entamé de démarche auprès d'une commission locale des loyers.

Il convient de préciser que, dans le cadre des travaux actuellement menés en vue d'une révision de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, telle que prévue par le programme gouvernemental, la composante du RMG relative aux frais de loyer fait l'objet de réflexions approfondies, et ce en étroite coopération avec le Ministère du Logement. Dans ce contexte, les relations entre le FNS et les commissions locales des loyers seront repensées.

Question 0596 (07.10.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **droits des animaux**:

No dem Hearing an der Chamber vun den Auteurs vun de Petitiounen 331 („Méi e

strengt Déiereschutzgesetz“) an 354 („Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux“) wéll ech den Häre Ministeren des Froe stellen:

Zu den Déierentransporter:

1. Gëtt et eng Statistik, wéi vill Transporter mat Déieren am Transit duerch Lëtzebuerg fueren?

2. Wéi oft si Stroossekontrollen duerchgefouert ginn, fir ze iwwerpräiwien, ob d'Konditiounen vum Déierentransport agehale goufen?

3. Wéi vill Infractionen goufen an de Joren 2010, 2011, 2012 an 2013 op Basis vun esou Kontrolle constatéiert?

4. Wéi eng juristisch Konsequenzen hunn des Infractionen no sech gezunn? Wéi eng Strofe goufe vun de Gerichter gesprach?

Zur Déierequälerei:

1. Wéi vill Fäll vun Déierequälerei goufen an de Joren 2010, 2011, 2012 an 2013 protokolliert?

2. Wéi eng Urteeler sinn op Basis vum Gesetz iwwert den Déiereschutz gesprach ginn? Wéi eng Strofe goufe vun de Gerichter gesprach?

Réponse commune (12.11.2014) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Wat d'Déierentransporter ugeet, ginn all grenzüberschreitend Mouvementer vun Déieren an der Datebank «TRACES» vun der Europäischer Kommission enregistriert. Iwwert dëse Wee kënnen d'Transporter, déi am Transit duerch Lëtzebuerg gaange sinn, novollzu ginn. Zum Beispill wat d'Rëndvéi ubelaangt, waren et 484 Transporter fir d'Joer 2013 an 328 bis den Datum vum 15. Oktober 2014, a fir d'Schwéngstransporter sinn et respektiv 312 fir 2013 an 175 och bis den Datum vum 15. Oktober 2014.

Wat elo d'Stroossekontrolle vun den Déierentransporter ubelaangt, ginn déi am Prinzip vun der Douane duerchgefouert oder a spezifesche Fäll fannen och gemeinsam Kontrolle vun Douane a Veterinärspektioun statt.

Wat d'Statistiken iwwert déi lescht Joren ubelaangt, esou goufen an de Joren 2011 25 Kontrollen, 2012 13 Kontrollen an 2013 22 Kontrolle vun Déierentransporter gemaach, bei deene souwuel national wéi och international Transporter kontrolléiert goufen. Bei deene Kontrolle goufe verschidde Verstéiss géint d'Transportgesetz festgestallt, wat zum Beispill d'Gewicht vun de Gefierer oder d'Rouzäite vun de Chauffeuren ubelaangt. A kengem Fall gouf e spezifesche Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz notéiert.

Aus deenen uewe genannte Grënn sinn an de leschte Jore keng juristisch Schrëtt géint Verstéiss am Kader vum Déiereschutzgesetz bei Transporter ënnerholl ginn an et goufen deemno och keng Strofe vun de Gerichter gesprach.

Wat d'Déierequälerei ugeet, sinn an de Joren 2010 bis 2013 50 Affäre beim Parquet age-reecht ginn. Vun deene 50 Affäre sinn der 15 porsuivéiert ginn an dovü si bei 14 Affären, d'Auteurs vun der Infraction condamnéiert ginn zu enger Geldstrof vun 250 bis 2.500 Euro. An enger Affär gouf et e Fräisproch.

Wat elo déi reschtlech 35 Affären ugeet, hunn der misse 15 klasséiert ginn aus deene verschiddeenen Ursachen, wei zum Beispill, dass net genuch Beweismaterial am Dossier virloung. An deenen aneren 20 Affären goufen et keng Poursuitten, well den Auteur vun der Infraction net konnt identifizéiert ginn.

Question 0597 (07.10.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**inspecteur général de la police**:

Den Här Minister fir déi bannescht Sécherheet an den Här Justizminister hunn der Chamber viru Kuerzem matgedeelt, dass de Poste vum Generalinspекter vun der Police soll - am Kader vun der Neubesetzung vun der Policespézt - vun engem Magistrat besat ginn.

An deem Kontext wéll ech deenen zwee Ministeren des Froe stellen:

a) Zu der Prozedur:

1. Wini leeft de Mandat vun dem aktuelle Generalinspекter aus? Ass et richtig, dass den aktuelle Generalinspекter säi Mandat bis zu senger normaler Pensioun ausféiert?

2. Wéi genee sinn d'Virschreite beim Stat, déi d'Ausschreiwunge vun engem Poste wéi zum Beispill deem vum Generalinspекter vun der Police virgesinn?

3. Goufen des Virschreite an dem Fall respektéiert? Wini, wéi laang a wou gouf de Poste vum Generalinspекter ausgeschriwwen, fir et all interesséiertem Kandidat ze erlaben, seng Kandidatur ze stellen? Wéi vill Kandidature goufe gestallt a gepréift?

b) Zum Prinzip vun der Besetzung vun dem Poste duerch e Magistrat

Den Artikel 73 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 stipuléiert:

«L'Inspection générale est dirigée par l'inspecteur général de la police. Peuvent être nommés à la fonction d'inspecteur général, soit les membres du cadre supérieur de la police, soit les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'administration, détenteurs soit d'un diplôme délivré par un jury luxembourgeois ou d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit ou en économie homologué par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle conformément à la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur.

Les candidats à cette fonction doivent avoir au moins 15 années d'expérience professionnelle soit au sein de la police ou de l'Inspection générale de la police, soit au sein de l'administration.

La nomination à la fonction d'inspecteur général se fait sur proposition conjointe des Ministres de la Force publique et de la Justice au choix parmi les candidats répondant aux conditions ci-dessus énumérées. L'inspecteur général est placé sous l'autorité hiérarchique directe du ministre.»

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass e Magistrat des Konditiounen erfëllt, also dass hien e «cadre supérieur de la police» respektiv en «fonctionnaire de la carrière supérieure de l'administration» ass? Wat ass, der Regierung hirer Meenung no, hei an dem Text genee mat «administration» gemengt?

2. Ass geméiss der Lëtzeburger Législatioun iwwert d'Fonction publique e Magistrat aus dem Ordre judiciaire gläichzäitig och ëmmer als e Member vun der «carrière supérieure de l'administration» ze gesinn? Wa jo, opgrond vu wéi enge gesetzlechen Dispositiounen genee?

3. Wann neen, misst e Magistrat, dee wéllt fir de Poste vum IGP seng Kandidatur umellen, net fir d'Éischt en «changement d'administration» maachen?

c) Zu der Gewaltentrennung

1. Bleift e Magistrat, deen d'Fonction vum IGP besetzt, während där Zäit e Magistrat, also e Member vum Ordre judiciaire? Wa jo, gesäit d'Regierung an dem Cumul keng Verletzung vum Prinzip vun der Gewaltentrennung?

2. Ass d'Regierung der Opfaassung, dass an Zukunft och ëmgekeiert d'Offizier vun der Police oder aner héich Beamten aus dem Pouvoir exécutif solle Kontrollaufgabe bei der Justiz ausféieren?

3. Am Fall, wou d'Regierung géif mengen, dass e Magistrat gläichzäitig Generalinspекter vun der Police a Magistrat si kéint, wéi ass dann déi Dispositioun vum Gesetz applicabel, déi de Generalinspекter ënnert déi direkt hierarchesch Autoritéit vun Minister stellt? Awéiwäit wär d'Onofhängegkeet vum Magistrat géintiwwer dem Pouvoir exécutif doduerch relativéiert oder annulléiert?

4. Wéi e Statut a wéi eng Rechter huet dee be-treffene Magistrat an der Magistratur während senger Zäit als IGP? Kann hien no enger gewé-sener Zäit zréck an d'Magistratur goen? Wa jo, a wéi engem Statut a mat wéi enge Rechter?

Réponse commune (07.11.2014) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

D'Ernennung an d'Fonction vum Generalinspекter vun der Police ass am Artikel 73 vum Policegesetz virgesinn. Se gëtt op Basis vun enger gemeinsamer Proposition vum Police-minister a vum Justizminister gemaach am fräie Choix ënner Kandidaten, déi enger duebeler Konditioun mussen entsprechen, an zwar zur Carrière supérieure vum Stat ze gehéieren an op d'mannst 15 Joer Berufserfahrung ze hunn.

Des Weideren ass dat aktuell Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun Stats-beamten esou wéi dat aktuell Gesetz vum 7. März 1980 iwwert d'Organisation judiciaire a Considération ze huelen. Dat er-fuerdert en Avis vum Fonction-publiques-Minister. Et ass och evident, dass d'Décisionen

vun der Nominatioun am Konsens mat de Justizautoritéit geholl gëtt.

Wat d'Ernennung vun engem Magistrat un d'Spëtzt vun der Generalinspektioun ugeet, wäerten déi genannte Gesetzer genügend Antwerte ginn, fir déi richteg Interpretatiounen an domat déi noutwendeg Rechtssécherheet ze schafen.

An dësem Kontext ginn all déi sech opdrängend Froen op juristescher a legaler Basis analyséiert.

D'Grondprinzipien aus onser Konstitutioun an onser Gesetzgebung, wéi dee vun der Gewaltentrennung, ginn ouni Zweifel respektéiert.

No deene genannte juristeschen Iwwerpräiwunge wäerten déi zoustänneg Ministeren der Regierung eng gemeinsam Propositioun virleeën, déi, wéi et vum Gesetz virgesinn ass, dem Grand-Duc dës Propositioun virschléit, deen déi Ernennung mécht.

Question 0598 (07.10.2014) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le délai de prescription d'infractions sexuelles sur mineurs:

Selon le Code d'instruction criminelle, les infractions sexuelles sur mineurs bénéficient d'un délai de prescription de dix ans au Luxembourg. La spécificité et la gravité des violences sexuelles sur les mineurs, la très grande difficulté pour les victimes de les révéler, même arrivées à l'âge adulte, ont été de mieux en mieux reconnues par le législateur français où le délai de prescription est porté à 20 ans. En Suisse, il n'y aura plus de prescription pour les actes sexuels et pornographiques commis sur des enfants de moins de douze ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre, comme beaucoup de victimes ne peuvent révéler les violences sexuelles que plus tard dans leur vie, ne juge-t-il pas opportun de revoir le délai de prescription afin de l'adapter aux réalités?

- À l'étranger, plusieurs institutions ou personnes ont été dénoncées non pas par des preuves juridiques mais plutôt par des confessions mutuelles des victimes à un âge adulte. Face à ce fait, le Ministre ne juge-t-il pas opportun de prolonger le délai et de donner ainsi plus de possibilités et moyens aux victimes pour se défendre et favoriser le processus d'assimilation du vécu traumatique encore plusieurs décennies après l'infraction?

- Monsieur le Ministre, le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple de la France, voire celui de la Suisse?

Réponse (30.10.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

L'affirmation de l'honorable Députée suivant laquelle les infractions sexuelles sur mineurs bénéficieraient d'un délai de prescription de dix ans est à nuancer.

En effet, suite à la loi du 6 octobre 2009 le délai de prescription de l'action publique des crimes visés aux articles 372 à 377 du Code pénal (attentat à la pudeur et viol) et aux articles 382-1 et 382-2 (traite des êtres humains) commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité des victimes ou de leur décès s'il est antérieur à leur majorité. Ce délai peut courir dès lors en principe jusqu'à l'âge de 28 ans de la personne concernée.

Le délai de prescription des victimes d'abus sexuels a ainsi été revu dans la loi du 6 octobre 2009 après une discussion approfondie à la Commission juridique de la Chambre des Députés.

Les victimes disposent dès lors davantage de possibilités et moyens pour se défendre et ce même plusieurs années après les faits.

Néanmoins, si cette législation récente s'avérait insuffisante en pratique, une nouvelle réforme pourrait être envisagée.

Question 0599 (07.10.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la collection de photos de la BCEE:

Il me revient que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État aurait une collection importante de photos d'art acquises entre 1994 et 2003 qui

ne serait à l'heure actuelle pas valorisée et non accessible au public. Cette collection serait constituée de photographies d'artistes de renommée internationale et serait importante de par sa quantité et sa qualité. Elle comprendrait notamment plus de 600 photographies d'Edward Steichen, ainsi que de nombreuses autres. D'après mes informations, ces photos ne seraient pas stockées dans de bonnes conditions. La BCEE refuserait de répondre à toute demande de prêts, même à des institutions culturelles luxembourgeoises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information?

- Madame la Ministre entend-elle entrer en pourparlers avec les responsables de la BCEE pour valoriser et rendre accessibles au public ces collections?

Réponse (18.11.2014) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

Madame la Députée s'interroge sur les conditions de stockage, ainsi que sur la politique du prêt d'œuvres de la collection de la BCEE.

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État dispose d'une collection d'œuvres d'art acquises pour la très grande partie durant les années '90. Il s'agit de peintures et de sculptures d'artistes vivant au Luxembourg ainsi que de photographies d'artistes internationaux de grande renommée, dont quelque 180 œuvres (et non 600 photographies) d'Edward Steichen.

Une partie de ces œuvres d'art est exposée au siège de la BCEE à Luxembourg-ville et dans les différentes agences de la banque à travers le pays. Les œuvres non exposées sont, d'après les informations reçues de la BCEE, stockées dans des locaux spécialement climatisés dans la partie non publique des tunnels circulant sous le siège.

Quant à la politique d'exposition de la BCEE, il est à préciser que celle-ci a régulièrement montré des parties de sa collection au grand public, que ce soit à sa galerie d'art contemporain «Am Tunnel» ou à d'autres endroits accessibles au public. En voici quelques exemples:

2008: Sparkasse Bitburg-Prüm

2009: Banque Européenne d'Investissement

2009-2013: diverses expositions temporaires au Tunnel de la BCEE

Une prochaine exposition de la collection de photographies de la collection de la banque en question aura lieu au Tunnel de septembre 2015 à mars 2016.

De même, la BCEE a accordé plusieurs prêts de ses œuvres au courant des dernières années, dont notamment au MUDAM, à la ville de Diekirch ou encore au «Lëtzebuerg Artisten Center». L'information que la BCEE se refuserait à toute demande de prêt ne peut donc pas être confirmée et une intervention de la part du Ministère de la Culture n'est pas requise.

Question 0600 (07.10.2014) de M. Gilles Baum (DP) concernant la pratique du canotage:

La pratique du canotage s'est largement développée sur nos cours d'eau et offre ainsi une activité sportive et récréative aux touristes des régions concernées. Or, le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 relatif à la pratique du canotage sur les cours d'eau interdit cette activité à partir de l'Alzette à Ettelbruck jusqu'à la confluence de la Sûre et de la Moselle à Wasserbillig du 16 juillet au 31 septembre. Ceci implique que les clients louant un canoë à Dillingen (L) pendant cette période précise sont obligés de traverser le pont pour mettre à l'eau leur canoë du côté allemand. La même situation se présente lors de l'arrivée à Echternacherbrück où les canoës sont sortis de l'eau du côté allemand pour les rendre de l'autre côté de la Sûre au loueur luxembourgeois. En effet, il s'avère que l'Allemagne ne dispose pas de la même législation restrictive concernant la pratique du canotage sur la Sûre.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer des raisons de l'interdiction de la pratique du canotage pendant la période citée?

- Madame la Ministre peut-elle m'éclairer sur les dispositions qui s'appliquent sur les cours d'eau limitrophes comme la Sûre?

- Concernant la pratique du canotage sur la Sûre, le Luxembourg envisage-t-il de trouver une législation uniforme avec l'Allemagne?

Réponse (06.11.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Sans connaître les motivations précises ayant conduit à la définition des périodes d'interdiction de la pratique du canotage sur la Sûre, la période retenue par le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 relatif à la pratique du canotage sur les cours d'eau reflète grossièrement la période d'étiages estivaux pendant laquelle le niveau de l'eau de la Sûre est généralement au plus bas. La définition de la période d'interdiction n'était pas basée sur des études évaluant l'impact du canotage sur la faune et la flore ou le système fluvial dans son ensemble.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que la Regionalstelle Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft, Bodenschutz (Struktur und Genehmigungsdirektion Nord, Rheinland-Pfalz), a commandité, il y a environ dix ans, une série d'études d'impacts du canotage sur la conservation des oiseaux, des libellules et des poissons. Ces études ont amené les autorités allemandes à proposer une adaptation de la réglementation du canotage sur la Sûre inférieure, notamment en décalant au printemps la période d'interdiction de la pratique du canotage et en définissant un niveau d'eau minimal pour la pratique du canotage en été. En effet, le printemps coïncide avec la période de reproduction de bon nombre d'organismes aquatiques ou tributaires du milieu fluvial et présente ainsi un risque accru de perturbation de la faune par le canotage.

La pratique du canotage sur les eaux frontalières avec l'Allemagne, comme la Moselle, la Sûre et l'Our, est actuellement régie par le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 précité. Ce règlement régit la pratique du canotage sur les eaux intérieures luxembourgeoises ainsi que sur les eaux frontalières avec l'Allemagne. Il autorise en outre le canotage sur la Sûre à partir de l'embouchure de l'Alzette à Ettelbruck jusqu'à la confluence de la Sûre et de la Moselle à Wasserbillig, du 1^{er} octobre au 15 juillet.

Un règlement (Rechtsverordnung) analogue allemand interdit le canotage sur la Sûre frontalière avec le Luxembourg à partir du 16 juillet jusqu'au 30 septembre. Les deux règlements luxembourgeois et allemand sont donc pareils en ce qui concerne l'autorisation ou l'interdiction de la pratique du canotage sur les eaux frontalières et la législation du Luxembourg et de Rhénanie-Palatinat sont uniformes.

Néanmoins, le contrôle de la pratique du canotage par des officiers de police judiciaire ou des agents de police judiciaire était toujours plus vigilant du côté luxembourgeois que du côté allemand. Cette pratique différente est probablement une des raisons que les canoëistes passaient du côté allemand avant de mettre leur canoë à l'eau.

Des pourparlers entre autorités allemandes (Rhénanie-Palatinat) et luxembourgeoises, sur base des études prémentionnées ont abouti à un projet de règlement grand-ducal concernant la pratique du canotage. Lors d'une rencontre bilatérale récente la Ministre de l'Environnement de Rhénanie Palatinat, Madame Ulrike Höfken, et la Ministre de l'Environnement, Madame Carole Dieschbourg, ont affirmé leur volonté d'harmoniser complètement les législations luxembourgeoise et allemande.

Question 0601 (08.10.2014) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le Centre Thérapeutique Useldange:

Souvent les traitements ambulatoires ne sont pas suffisants pour réhabiliter des personnes présentant un abus ou une dépendance à l'alcool. Dans ce cas, un centre thérapeutique spécialisé, comme celui à Useldange (CTU), est la meilleure solution. D'après différentes sources, le CTU, fondé en 1978, va fermer ses portes pour être intégré dans le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) à Ettelbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces affirmations?

- En cas de véracité de ces affirmations, la Ministre peut-elle me fournir de plus amples informations concernant les raisons de la fermeture?

- Est-ce qu'il y a eu une concertation entre Madame la Ministre et le chargé de direction du CTU et l'équipe thérapeutique? Dans l'affirmative quelle en était la conclusion? Si non, pourquoi cette concertation n'a pas eu lieu?

- Pour quelles raisons le projet d'extension et de modernisation du CTU à Useldange entamé par le Ministre de la Santé en 2010 n'a pas été retenu par Madame la Ministre?

Question 0614 (09.10.2014) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le Centre Thérapeutique Useldange:

Selon mes informations, la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) projette de fermer le Centre Thérapeutique Useldange (CTU), un centre résidentiel de 40 lits spécialisé dans la réhabilitation de personnes présentant une dépendance à l'alcool, pour l'installer à Ettelbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre est-elle au courant des projets de la direction du CHNP concernant la fermeture du CTU respectivement son déplacement vers Ettelbruck?

- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à ces projets?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'un tel déplacement du CTU irait à l'encontre des recommandations concernant la décentralisation de l'offre exprimées par les professeurs Häfner et Rössler suite à leurs études sur la situation de la psychiatrie au Luxembourg?

Réponse (07.11.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Étant donné que les questions parlementaires n^{os} 0601 et 0614 concernent la même problématique, je me permets d'y répondre dans une réponse commune.

Le programme gouvernemental prévoit que «le plan stratégique du CHNP sera mis en œuvre de façon résolue. Le bâtiment («building») du CHNP sera abandonné».

Afin de donner suite au crédit programme, et notamment en ce qui concerne l'abandon du «building», le CHNP est actuellement en cours de planification en vue de la construction d'une nouvelle Rehaklinik sur le site d'Ettelbruck.

Dans le cadre de cette planification, des réflexions ont eu lieu afin d'examiner aussi bien les avantages que les inconvénients qui ont notamment trait à la qualité de la prise en charge des patients, ainsi qu'aux aspects financiers, administratifs et techniques d'une intégration éventuelle de la filière alcoologie sur le site d'Ettelbruck ou, au contraire, de son maintien sur le site d'Useldange.

Le conseil d'administration du CHNP, ne souhaitant tout d'abord pas s'exprimer de manière définitive sur cette question, a invité dans sa séance du 9 juillet 2014 la direction du CHNP à aborder avec le chargé de direction du CTU l'évolution future du site CTU, afin que la direction du CHNP puisse faire part au crédit conseil d'administration de ses suggestions et conclusions concernant la future localisation de la filière alcoologie.

Ces discussions entre la direction du CHNP et le chargé de direction du CTU ont eu lieu le 14 octobre 2014.

Les conclusions acceptées d'un commun accord ont été présentées aux membres du conseil d'administration dans sa séance du 5 novembre 2014.

Il en résulte que le CTU et sa filière alcoologie ne seront pas rapatriés sur le site d'Ettelbruck, mais que leur localisation est maintenue sur le site d'Useldange.

Les parties concernées se sont également mises d'accord à ce que dans les quatre à cinq prochaines années, huit à douze lits du CTU seront transférés vers le site d'Ettelbruck du fait du faible taux d'occupation des lits de la filière alcoologie. Ces lits ne seront néanmoins pas destinés à créer une deuxième filière alcoologie sur le site d'Ettelbruck, mais à désengorger des filières, telle notamment la psychiatrie générale, qui ont un taux d'occupation élevé afin que le CHNP puisse réduire ces délais d'admission.

Par ailleurs, la surface libérée par ces huit à douze lits sur le site du CTU permettra de convertir des chambres à deux lits en chambre à un lit et d'utiliser une partie de ces surfaces libérées pour des activités thérapeutiques.

Étant donné que le conseil d'administration du CHNP a approuvé ces conclusions communes entre la direction du CHNP et le chargé de direction du CTU dans sa séance du 5 novembre 2014, j'entends également en tenir compte lors de la planification de la nouvelle Rehaklinik sur le site d'Ettelbruck.

Question 0602 (08.10.2014) de M. Marc Lies (CSV) concernant l'augmentation des prix des appartements en construction:

Selon les derniers chiffres de l'Observatoire de l'habitat, les prix enregistrés par m² des appartements en construction (en état futur d'achè-



vement) ont augmenté au 2^e trimestre 2014 de 5,2% par rapport au 2^e trimestre 2013. La variation trimestrielle a été de +8.8%.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Madame la Ministre du Logement:

- Existe-t-il un lien direct entre cette augmentation des prix et l'annonce du Gouvernement de vouloir augmenter la TVA-Logement pour l'achat d'un deuxième logement?

Réponse (07.11.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

La progression de +5,2% des prix enregistrés par m² des appartements en construction entre le 2^e trimestre 2013 et le 2^e trimestre 2014 ne montre a priori pas qu'il y a un lien direct entre cette évolution des prix enregistrés et l'annonce du Gouvernement de vouloir augmenter la TVA-logement pour l'achat d'un deuxième logement.

En effet, si l'on analyse les données publiées par l'Observatoire de l'habitat entre le 1^{er} trimestre 2010 et le 2^e trimestre 2014, l'on peut constater que cette hausse en un an de +5,2% reste plutôt inférieure à la tendance observée lors de ces quatre dernières années. Par exemple, lors du 4^e trimestre 2013, les prix enregistrés des appartements en construction ont connu une augmentation de +7,39% en un an, lors du 3^e trimestre 2013, cette progression était même de +13,95%! Au 4^e trimestre 2011, alors que le pays subissait de plein fouet les effets de la crise financière, les prix enregistrés ont bondi de +9,14% en un an.

Les prix enregistrés des appartements sont le résultat du jeu de l'offre et de la demande et force est de constater que les prix des logements connaissent une croissance quasi-continue depuis deux décennies.

Partant, le Gouvernement estime que la meilleure solution pour contrecarrer cette tendance à la hausse des prix des logements est de dynamiser l'offre de logements. Dans ce contexte, le Ministère du Logement entend se donner les moyens budgétaires pour aider les acteurs du secteur à mettre davantage de logements à prix abordable sur le marché. Le projet de budget 2015-2018 pour le Ministère du Logement et la publication au Mémorial du règlement grand-ducal du 21 octobre 2014 arrêtant le nouveau programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État sont les premiers pas que le gouvernement vient de franchir dans cette direction.

Question 0603 (08.10.2014) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant l'exode des populations irakienne et syrienne devant l'avancée brutale de l'État islamique:

Les statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) révélées en juin 2014 concernant le nombre de personnes déplacées relèvent une proportion jamais atteinte depuis la Seconde Guerre mondiale. D'après les dires du Haut Commissaire, Monsieur Guterres, les pays frontaliers des zones de guerre accueillent près de neuf réfugiés sur dix. Il serait question d'un million de réfugiés syriens au Liban, soit un quart de la population libanaise. Suite à la terreur de la milice terroriste de l'«État islamique» (EI), la Turquie et la Jordanie connaissent également un afflux massif de réfugiés.

Dans sa réponse du 11 septembre 2014 à la question parlementaire n°0460 du 13 août 2014 au sujet de l'exode de la population civile irakienne devant la menace de l'EI (*cf. compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014*), le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, a affirmé entre autres que le Gouvernement n'a pas pris de décision à ce stade quant à un éventuel accueil de réfugiés irakiens au Luxembourg. Rappelons que depuis la tournure dramatique de la situation en Irak et en Syrie suite à l'avancée brutale de l'EI, le nombre de réfugiés a explosé.

Dans une émission transmise par «RTL radio» le matin du 7 octobre 2014, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a souligné que dans le contexte de la guerre civile en Syrie, le Luxembourg a accueilli 28 réfugiés syriens et a affirmé qu'il souhaite en accueillir d'autres.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'accueil prochain de réfugiés syriens?

- Dans l'affirmative, combien de réfugiés peuvent être accueillis au Grand-Duché afin de contrer ce drame humain et dans quels délais?

- Le Gouvernement a-t-il entre-temps pu prendre une décision concernant l'éventuel accueil de réfugiés irakiens?

Réponse (27.10.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen, je peux confirmer que suite à l'arrivée de 28 réfugiés syriens en début 2014, le Gouvernement a prévu d'accueillir 32 autres réfugiés syriens. A cet effet, une nouvelle mission de sélection est prévue d'ici la fin de l'année. Ainsi, le Gouvernement compte respecter l'engagement qu'il a pris d'accueillir un total de 60 réfugiés en provenance de la Syrie.

Hormis ces 60 réfugiés, le Gouvernement a l'intention d'accueillir dans les mois à venir d'autres réfugiés syriens. Cette réinstallation s'inscrit dans le cadre d'un quota annuel de réinstallation de 15 à 20 personnes qui a été introduit en accord avec le programme gouvernemental de décembre 2013. Il a été décidé que des membres de famille des syriens réinstallés, mais également d'autres proches de réfugiés et résidents syriens présents au Luxembourg, pourront être accueillis dans le cadre du quota annuel 2014.

La piste d'un éventuel accueil de réfugiés irakiens a été abandonnée après concertation avec l'UNHCR.

Question 0604 (08.10.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le contingent de leçons dans l'école fondamentale:

Le contingent est l'ensemble des leçons hebdomadaires d'enseignement que le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse attribue à une commune ou à un syndicat scolaire pour assurer l'enseignement dans ses écoles fondamentales. Puisque les besoins d'encadrement des enfants varient en fonction de leurs origines sociales, économiques et familiales et afin de tenir compte des disparités de la population scolaire des communes, des moyens plus importants peuvent être alloués à celles qui ont une population socialement plus défavorisée. Pourtant il faut constater que l'introduction d'un contingent de leçons conduit dans de nombreuses écoles à des effectifs de classe plus importants ce qui ne permet guère d'organiser un enseignement performant et efficace.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il des statistiques concernant la moyenne de leçons attribuées par enfant selon les communes et syndicats scolaires?

2. Le calcul se base sur le nombre théorique de 16 élèves par classe mais en réalité cet effectif est souvent dépassé. Est-ce que cela est en cohérence avec le concept pédagogique d'une prise en charge individualisée de chaque élève?

3. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce calcul théorique du contingent méconnaît les besoins réels en ressources humaines et devrait prendre en compte l'hétérogénéité des écoles afin de leur donner plus d'autonomie et de flexibilité?

Réponse (13.11.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental constitue la base de la mise en œuvre du contingent. Le règlement grand-ducal du 18 février 2010 détermine les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires.

Le contingent comprend l'ensemble des leçons hebdomadaires d'enseignement mises à disposition des communes pour l'organisation des classes:

1. Ce nombre se fonde sur un effectif moyen de 16 élèves par classe, ce qui fait 26:16=1,625 leçon hebdomadaire d'enseignement par élève. C'est le taux d'encadrement de base pour l'ensemble des élèves d'une commune fréquentant l'enseignement fondamental.

2. Les besoins d'encadrement des enfants varient en fonction de leurs origines sociales, économiques et familiales. Pour tenir compte des disparités de la population scolaire des communes, des moyens plus importants sont alloués à celles qui ont une population socialement plus défavorisée. Le nombre de ces leçons supplémentaires peut représenter jusqu'à 20% du nombre des leçons attribuées sub (1.). Elles sont calculées sur la base d'un indice socio-économique, établi pour chaque commune par le Centre d'études de populations, de pau-

vreté et de politiques socio-économiques (CEPS-Instead) et recalculées tous les trois ans. De ce fait le taux d'encadrement de base peut augmenter jusqu'à 1,95 leçon hebdomadaire d'enseignement par élève, ce qui correspond à un effectif de classe moyen de 13,33 élèves.

La loi octroie expressément à l'autorité communale, sur avis du comité d'école après concertation avec les représentants des parents d'élèves, d'adopter la mise en œuvre des ressources attribuées dans le cadre de l'organisation scolaire communale annuelle. Ainsi l'autorité communale peut, en connaissance de cause, décider l'attribution de moyens supplémentaires à certaines classes tout en respectant le cadre global des ressources allouées. Ainsi, par exemple, dans le cadre d'une classe, où l'effectif moyen dépasse les normes établies ci-dessus, l'autorité communale peut avoir choisi d'organiser ces classes sur base d'une intervention simultanée, complète ou partielle, de deux enseignants.

3. Le contingent comprend deux leçons hebdomadaires d'éducation morale et sociale par classe des cycles 2 à 4 ainsi que les leçons attribuées dans le cadre de la mise en œuvre des plans de réussite scolaire dans les écoles.

D'après la législation en vigueur l'introduction du contingent devra se faire progressivement sur une durée de dix ans. Il a été appliqué pour la première fois en 2010/2011. L'application du contingent a pour objectif de normaliser la contribution de l'État à l'organisation scolaire en fonction des ressources dont il dispose et de la mission d'équité qui lui incombe. Il est à noter qu'environ 20% des communes/syndicats scolaires ont un taux d'encadrement conforme à la réglementation ou bien moins favorable, alors que les autres communes/syndicats scolaires bénéficient d'un taux plus favorable.

Les communes dont le volume de leçons mises en œuvre pour 2009/2010 diffère par rapport au contingent fixé, connaîtront une adaptation des moyens qui se fera graduellement sur une période de dix ans, en rapprochant le taux d'encadrement de départ (2009/2010) au taux d'encadrement à atteindre après dix ans à raison d'un dixième par année.

Il est à noter que des élèves à besoins spécifiques bénéficient d'un certain nombre d'heures d'assistance, qui ne relèvent pas du contingent, prestées dans les écoles fondamentales par le personnel de l'Éducation différenciée et le personnel socio-éducatif conventionné relevant de communes ou bien repris par l'État.

Il y a lieu de remarquer aussi que, depuis le début de la mise en œuvre de la réforme scolaire, un nombre important de leçons hebdomadaires d'enseignement a été mis à disposition des écoles fondamentales en dehors du contingent proprement dit pour assurer l'encadrement des élèves et pour contribuer à la gestion des écoles. Pour l'année scolaire 2014/2015 ces leçons mises à disposition hors contingent comprennent notamment:

- 2171 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil;

- 413 leçons hebdomadaires d'enseignement permettant de tenir compte de situations particulières de certaines communes dûment motivées;

- 500 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la mise en œuvre de plans de réussite scolaire;

- 717,5 leçons hebdomadaires permettant à des enseignants déchargés à cette fin de prendre en charge des élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage et/ou de comportement dans le cadre des équipes multiprofessionnelles;

- 971 leçons hebdomadaires d'enseignement pour l'animation et la gestion des bibliothèques et médiathèques scolaires;

- 5.626 heures d'appui pédagogique hebdomadaires prestées par les instituteurs, suite à la redéfinition de leur tâche dans le cadre des lois scolaires de 2009;

- 768,5 leçons hebdomadaires pour la coordination des activités pédagogiques à l'intérieur des différents cycles.

Au vu des considérations exposées ci-dessus, j'estime qu'il y a lieu de réfléchir comment la mise en œuvre des ressources actuellement disponibles peut être optimisée, dans l'intérêt des élèves, en mettant l'accent sur une offre équitable et adéquate couvrant l'ensemble du pays notamment en ce qui concerne la prise en charge des élèves souffrant de graves problèmes de comportement ou de difficultés d'apprentissage prononcées, tout en n'oubliant pas la stimulation de l'excellence.

Enfin, conformément au programme gouvernemental, la promotion de la cohésion sociale est poursuivie et la mixité sociale de la population scolaire sera garantie. Dans ce contexte, il est prévu de faire établir le bilan de la procédure du calcul du contingent.

Question 0607 (08.10.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM à Wiltz:

Le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM à Wiltz joue un rôle important dans l'activation et l'accompagnement des jeunes habitant les régions rurales et qui sont à la recherche d'une formation répondant à leurs capacités. Travaillant étroitement avec la communauté scolaire du Lycée du Nord, le service de l'ADEM-OP couvre non seulement la population du canton de Wiltz, mais également celle de Clervaux. Actuellement, le service est accessible les mardis et jeudis durant l'après-midi. Pendant la saison estivale, l'ADEM-OP de Wiltz ouvre ses portes les mardis et jeudis les matins et après-midis.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le fonctionnement et la fréquentation du service en question?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à assurer une présence plus forte de l'ADEM-OP dans les cantons de Wiltz et de Clervaux afin d'intensifier la coopération avec l'ensemble des partenaires concernés?

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il soit opportun d'assurer l'affectation au site de Wiltz d'un agent spécialisé qui veille tout particulièrement à l'encadrement des adolescents visés par cette initiative?

Réponse (21.10.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Faisant suite à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant le service d'Orientation professionnelle à Wiltz, je me permets de donner les éléments de réponse suivants:

Le service d'Orientation professionnelle (OP) garantit une présence à l'agence de Wiltz les mardis et jeudis après-midi, et ce d'octobre à juin. De juillet à septembre, la présence est assurée toute la journée les mardis et jeudis.

En 2013, 1.163 visiteurs ont profité de cette offre.

En 2014, on note 1.109 visiteurs jusqu'au début octobre.

À partir du 1^{er} novembre 2014, le service de l'OP n'assurera plus de présence à Wiltz; ce service sera assuré dorénavant entièrement dans les nouvelles localités de l'OP à 7, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch, pendant des journées entières cinq jours sur cinq. La présence de l'OP dans les lycées sera non seulement maintenue, mais sera renforcée. C'est ainsi qu'une présence de l'OP au Lycée de Wiltz sera assurée un jeudi après-midi sur deux. Il est envisagé de renforcer l'Agence de Wiltz dès que les infrastructures le permettent.

En ce qui concerne la Garantie pour la jeunesse, celle-ci est mise en œuvre sur les sites de Luxembourg-ville, d'Esch-sur-Alzette et de Diekirch par des équipes pluridisciplinaires. Le choix de ces sites s'est imposé en fonction de la masse critique nécessaire pour pouvoir offrir un service de qualité.

Par ailleurs, l'agence de Diekirch a été renforcée par un agent spécialisé dans le cadre du parcours personnalisé des demandeurs d'emploi.

Question 0608 (08.10.2014) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant le pont routier à Bourscheid-Moulin:

Selon mes informations, il serait prévu d'assainir au cours de l'année prochaine le pont routier à Bourscheid-Moulin reliant la RN27 et le CR308. Pendant les travaux, une solution de rechange serait projetée sous forme d'un second pont réservé exclusivement aux piétons. Une voie de circulation pour les voitures (avec



des feux rouges) ne serait par contre pas envisagée. Or, une telle situation serait problématique notamment pour les services de secours qui en cas d'urgence devraient faire un grand détour pour arriver sur le lieu de l'incident au vu du fait qu'un hôtel, plusieurs restaurants et un grand camping se trouvent sur l'autre côté du pont.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quand les travaux pourront-ils commencer?

- Pour quelles raisons la circulation de voitures ne serait-elle pas prévue?

Réponse (17.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les travaux préparatoires à la réhabilitation du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152) sont en phase finale. En possession de toutes les autorisations requises, l'avant-projet relatif à la réhabilitation de l'OA152 pourra être présenté sous peu.

À noter que selon la programmation pluriannuelle de mes services, des crédits sont inscrits pour l'année 2015, de façon à ce que les travaux devraient pouvoir débuter en automne 2015, c'est-à-dire après la saison touristique.

Durant l'exécution des travaux, la circulation de voitures ne peut pas se faire à l'aide de la mise en place d'un pont provisoire, parce que l'endroit ne s'y prête pas. Voilà pourquoi il est projeté de planifier les travaux, de façon à ce que la circulation de voitures ne soit interrompue que durant le renouvellement du tablier. Par une optimisation de l'organisation des travaux, la durée du renouvellement du tablier devrait pouvoir être limitée à plus ou moins deux mois. Durant les autres travaux de réhabilitation du pont, la circulation devrait toujours pouvoir être maintenue à l'aide de feux tricolores.

À noter que pendant la période d'environ deux mois où les voitures ne pourront pas passer par le pont, il sera possible d'arriver à Bourscheid-Moulin via Bourscheid. Ainsi en partant d'Ettelbruck et en empruntant les chemins repris CR348 et CR308 via Bourscheid, un trajet de 13 km sera nécessaire pour arriver sur place. Le trajet habituel d'Ettelbruck à Bourscheid-Moulin via Michelau, en passant par le centre d'Ettelbruck et en empruntant la route N27 et le pont à Bourscheid-Moulin, est d'environ 14 km. Par voie de conséquence, le barrage du pont projeté durant deux mois, ne devrait donc pas poser un problème aux équipes du sauvetage en cas d'une éventuelle intervention à Bourscheid-Moulin.

À noter aussi que l'échafaudage mis en place pour les travaux de réhabilitation du pont, sera conçu de façon à permettre à tout moment le passage de piétons, même en menant un cycle à la main.

Question 0609 (08.10.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **étudiants luxembourgeois à l'étranger**:

Les études à l'étranger sont une opportunité exceptionnelle d'un point de vue académique, professionnel et personnel. Ainsi beaucoup de jeunes au Luxembourg partent étudier à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre, quels sont les pays qui attirent le plus les étudiants luxembourgeois?

- Dans le même ordre d'idées, le Ministre peut-il également me fournir un classement des universités qui attirent le plus les étudiants luxembourgeois?

Réponse (13.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0609 de Monsieur le Député Marc Spautz.

Les chiffres suivants se rapportent à l'année académique 2013/2014 et concernent les 20 pays respectivement les 20 universités les plus fréquentées par les étudiants résidents. Il s'ensuit que le total des étudiants concernés ne

peut pas être comparé. Nous trouvons des étudiants résidents dans 56 pays différents tandis que le nombre d'universités s'élève à plusieurs centaines:

Classement par pays:

Pays études	Nbr étudiants	Nbr étudiants %
Luxembourg	3.776	22,45%
Allemagne	3.632	21,59%
Belgique	3.179	18,90%
France	2.276	13,53%
Royaume-Uni	1.227	7,29%
Autriche	860	5,11%
Suisse	536	3,19%
Portugal	369	2,19%
Pays-Bas	315	1,87%
États-Unis	145	0,86%
Espagne	113	0,67%
Italie	74	0,44%
Suède	56	0,33%
Danemark	50	0,30%
Pologne	48	0,29%
Canada	43	0,26%
Grèce	40	0,24%
Irlande	37	0,22%
Estonie	24	0,14%
Roumanie	20	0,12%
Grand Total	16.820	100,00%

Classement par Université:

Nom établissement	Nbr étudiants	Nbr étudiants %
Université du Luxembourg	3.201	38,30%
Université Libre de Bruxelles	650	7,78%
Université de Strasbourg	542	6,48%
Université de Lorraine	424	5,07%
Universität Trier	417	4,99%
Université Catholique de Louvain - UCL	359	4,30%
Universität Innsbruck	308	3,69%
Universität Wien	306	3,66%
Rheinisch Westfälische Technische Hochschule Aachen	257	3,07%
Lycée Technique pour Professions de Santé	219	2,62%
Université de Liège	215	2,57%
Universität zu Köln	176	2,11%
Albert-Ludwigs-Universität Freiburg im Breisgau	172	2,06%
Fachhochschule Trier	168	2,01%
Haute École de la CF du Luxembourg Robert Schuman	164	1,96%
Universität des Saarlandes	162	1,94%
Technische Universität Kaiserslautern	159	1,90%
Eidgenössische Technische Hochschule Zürich ETH	155	1,85%
Haute École de Namur-Liège-Luxembourg	154	1,84%
Centre de promotion sociale pour éducateurs	150	1,79%
Grand Total	8.358	100,00%

Pour clôturer, je tiens à souligner que les informations chiffrées ci-dessus sont extraites de la banque de données du Cedies et concernent les étudiants ayant bénéficié d'une aide financière pour études supérieures.

Question 0610 (08.10.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**école pour kinésithérapeutes à Differdange**:

Selon les informations de la presse, une école destinée à former de futurs kinésithérapeutes ouvrira ses portes à Differdange dès la rentrée 2015. L'école sera une antenne de la Hochschule Fresenius, une université privée allemande désireuse de s'implanter hors de ses frontières afin d'accueillir les étudiants étrangers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- De quel type d'école s'agit-il exactement?

- Quel type de diplôme ou certificat va délivrer cette école kinésithérapeute?

- Pourquoi l'école coopère-t-elle avec une haute école allemande?

- Pour quelles raisons l'école n'envisage-t-elle pas de coopérer avec l'Université du Luxembourg?

Réponse (13.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0610 de Madame la Députée Martine Hansen.

À l'heure actuelle aucun dossier officiel d'une école destinée à former de futurs kinésithérapeutes n'est parvenu au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par conséquent aucun dossier ne se trouve en procédure d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur étrangers ou privés au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 0612 (08.10.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **activités de la société Aveleos SA**:

D'après un article paru sur wort.lu, la succursale italienne de la société Aveleos SA, qui a été créée en 2010 par Enovos Luxembourg SA, son actionnaire majoritaire, semble aux prises de la justice italienne et ce pour fraude et falsification de documents.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Est-ce que les responsables d'Enovos étaient au courant des activités de la succursale italienne d'Aveleos SA? Dans l'affirmative, pourquoi la société Enovos Luxembourg SA n'a-t-elle pas quitté le capital d'Aveleos SA, respectivement ne s'est-elle pas opposée aux agissements de celle-ci pour autant qu'ils étaient entachés d'illégalité?

des informations publiques disponibles, des investigations préliminaires diligentées par le procureur italien de Milan se basant sur des soupçons de fraude et de falsification de documents sont effectivement en cours. À ce jour, il semblerait que ces investigations visent uniquement des personnes physiques liées principalement au groupe Avelar Energy, le deuxième actionnaire d'Aveleos SA, et non pas les filiales italiennes d'Aveleos en tant que telles. Néanmoins, certaines des filiales italiennes de la société Aveleos SA sembleraient avoir été affectées de manière collatérale du fait que les personnes actuellement soupçonnées étaient contractuellement en charge de la gestion opérationnelle de ces filiales italiennes.

À déduire des informations reçues, les responsables d'Enovos Luxembourg SA n'étaient pas au courant d'activités supposées illégales de ses filiales italiennes. Néanmoins, la société Enovos Luxembourg SA continue à prendre le sujet très au sérieux et des experts mandatés par elle sont actuellement chargés de vérifier l'ensemble des activités des filiales italiennes d'Aveleos SA.

Enovos Luxembourg SA m'a fait savoir que si les soupçons à l'encontre des personnes visées venaient à être confirmés, un risque d'une perte au niveau financier ne saurait être exclu. Cependant, si tant est qu'une perte financière venait à être constatée, cela n'affecterait en rien la volonté de continuer à développer ses activités dans le secteur des énergies renouvelables.

Selon les responsables d'Enovos Luxembourg SA toutes les voies de recours en justice de nature à préserver les droits d'Enovos Luxembourg SA sont en train d'être évaluées, notamment celle d'une constitution de partie civile dans l'affaire dont il est question.

Question 0613 (08.10.2014) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant le **conflit armé opposant les Kurdes à la milice terroriste «État islamique» à Kobané**:

Depuis quelques jours, des combats intenses se déroulent entre les Kurdes, soutenus par la communauté internationale, d'un côté et les terroristes de l'«État islamique» (EI) de l'autre côté. Des conflits ultraviolents ont actuellement lieu à Kobané, ville kurde située à quelques kilomètres de la frontière syro-turque. Malgré les frappes aériennes de la coalition anti-EI, il semblerait d'après la presse que les djihadistes de l'EI progressent dans le contrôle de la ville stratégique de Kobané.

Ayant eu l'autorisation du Parlement il y a une semaine, la Turquie s'est engagée militairement au sein de la coalition contre l'EI. Le président turc est d'avis que les frappes aériennes ne suffisent pas pour vaincre les troupes de l'EI et qu'une intervention militaire terrestre s'avère nécessaire. L'attitude de l'armée turque par rapport aux combats désormais à portée de vue reste pourtant passive, selon les observations médiatiques. Des manifestations prokurdes ont d'ailleurs éclaté en Turquie pour dénoncer la passivité du président turc. Des dizaines de morts seraient déjà à déplorer du côté des manifestants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est, à l'heure actuelle, l'attitude de l'Union européenne par rapport à la situation des Kurdes en général et dans la ville de Kobané en particulier?

- L'Union européenne envisage-t-elle de prendre des initiatives afin de venir en aide aux Kurdes assiégés dans la ville de Kobané?

- Quelle est la position de l'OTAN respectivement du Gouvernement par rapport à une certaine passivité de la Turquie, sachant que la ville de Kobané se trouve directement à la frontière de la Turquie, pays membre de l'OTAN?

Réponse (10.11.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

L'Union européenne et l'OTAN sont profondément préoccupées par la situation humanitaire et de sécurité le long de la frontière syro-turque, y inclus à Kobané, et condamnent sans réserve les violations continues des droits de l'Homme perpétrées par l'État islamique ou Daech en arabe. L'Union européenne vient à l'aide de toutes les populations touchées par ces atrocités, indépendamment de leurs appartenances ethniques ou confessionnelles.

L'Union européenne renforce les efforts des quelque soixante pays de la coalition anti-Daech qui vise à freiner son avancée à Kobané, y compris par des actions militaires, dans le res-

pect du droit international. Alors qu'une action militaire s'avère nécessaire dans la situation actuelle, des actions militaires à elles seules ne suffisent pas pour vaincre le terrorisme. Pour cette raison, l'Union européenne s'engage pour combattre cette menace à la sécurité régionale, et pour trouver des solutions à l'instabilité sous-jacente qui a favorisé l'émergence de Daech.

L'Union européenne a invité tous ses partenaires à respecter les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, y compris les résolutions 2170 et 2178, et à intensifier leurs efforts aux niveaux nationaux respectifs afin de couper Daech des revenus de la vente illicite de pétrole notamment.

L'Union européenne est profondément préoccupée par l'impact significatif des violences de Daech sur le travail des agences et acteurs humanitaires au nord de la Syrie, compromettant ainsi leur travail humanitaire. L'Union européenne apprécie les efforts déployés par la Turquie pour accueillir les réfugiés syriens, notamment en provenance de Kobané, et appelle la Turquie à ouvrir sa frontière pour tout type d'approvisionnement à destination de la population de Kobané.

Compte tenu en particulier de l'approche de l'hiver, l'Union européenne reste profondément préoccupée par la situation humanitaire des milliers de réfugiés, tant à l'intérieur de la Syrie que dans les pays voisins. L'Union européenne et ses États membres font de grands efforts en termes financiers pour répondre à la crise des réfugiés: À ce jour, environ 2,9 milliards d'euros ont été mobilisés afin de venir au secours des réfugiés et de leurs communautés d'accueil.

L'Union européenne intervient surtout à travers ECHO - l'Agence européenne d'aide humanitaire - qui, pour la Turquie, traite conjointement avec l'AFAD - la direction générale turque en charge de la gestion des situations d'urgence - et le Croissant Rouge l'urgence des réfugiés. La priorité aujourd'hui est d'accroître l'assistance financière, et des pourparlers à cet égard sont en cours à Bruxelles, étant donné que la Turquie n'a perçu que 48 millions d'euros jusqu'à présent.

Le Conseil des Affaires étrangères a enfin invité la Haute Représentante/Vice-présidente à développer une stratégie régionale globale afin d'affronter la menace que représente Daech pour la sécurité de la région entière.

L'OTAN, quant à elle, suit de près l'évolution de la situation sécuritaire le long de la frontière syro-turque, y inclus à Kobané, en particulier parce que cette frontière représente une frontière extérieure de l'Alliance. L'OTAN est une alliance défensive et son premier rôle consiste en la protection et la défense du territoire de ses membres. En Turquie, cette défense collective se traduit notamment par la protection contre les attaques de missiles moyennant le déploiement de missiles Patriot.

Lors de sa récente visite en Turquie, le secrétaire général de l'OTAN a salué les mesures prises par les États-Unis, de concert avec de nombreux Alliés et partenaires, ainsi que le vote intervenu au Parlement turc, qui permet à la Turquie de contribuer plus activement au règlement de la crise.

Question 0615 (10.10.2014) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant le **salairé social minimum pour les salariés contractuels auprès de la Commission européenne**:

Les fonctionnaires de l'Union européenne font actuellement grève pour protester contre les conditions de travail des salariés contractuels auprès des services de la Commission européenne à Luxembourg qui ne toucheraient même pas le salaire social minimum légal dans notre pays.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il peut me confirmer que les dispositions sur le salaire social minimum dans le Code du Travail luxembourgeois sont bien d'ordre public pour tous les salariés travaillant au Luxembourg, également ceux de la Commission européenne.

- J'aimerais aussi savoir, le cas échéant, ce qu'il a déjà entrepris ou ce qu'il compte encore entreprendre, au vu de cette action collective, pour faire respecter ce principe par l'autorité européenne.

Réponse (18.11.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Quant à la première question, il y a lieu de confirmer que les dispositions sur le salaire social minimum dans le Code du Travail sont bien d'ordre public pour tous les salariés tra-

vailant au Luxembourg tels qu'ils sont définis dans le Code du Travail.

Pour ce qui est des fonctionnaires et agents contractuels travaillant auprès de la Commission européenne, ils sont couverts par un statut spécifique qui, a priori, les soustrait à l'application du droit national de l'État membre sur le territoire duquel ils exercent leurs fonctions et ceci en application du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, du statut des fonctionnaires des communautés européennes et du régime applicable aux autres agents des communautés européennes.

Dans ce contexte, il y a cependant lieu de souligner qu'au moins un des agents contractuels a déposé une requête auprès du tribunal du travail à Luxembourg par laquelle il demande à la juridiction compétente de condamner la direction générale ressources humaines et sécurité de la Commission européenne à lui payer la différence entre le salaire social minimum auquel il prétend avoir eu droit et le salaire effectivement versé mais dans laquelle il soulève également la possibilité pour la juridiction saisie de recourir à la collaboration de la Cour de justice de l'Union européenne via la procédure de renvoi préjudiciel pour interroger la Cour sur l'articulation entre les dispositions concernant le revenu des agents contractuels de l'Union européenne contenues dans le régime applicable aux autres agents des Communautés européennes et les autres normes existantes en la matière.

Quant à la deuxième question de l'honorable Député, il doit être souligné qu'en date du 24 mars 2014 une délégation du personnel de la Commission a été reçue à l'Inspection du travail et des mines ensemble avec son conseiller juridique.

Suite à cette entrevue et après consultation du Ministère des Affaires étrangères, l'Inspection a informé les intéressés par courriel que les dispositions figurant au Titre VII du statut de la fonction publique européenne prévoient des voies de recours devant la CJUE pour les personnes qui sont visées par ledit statut et que seule la CJUE est compétente pour statuer sur tout litige entre les communautés et l'une des personnes visées audit statut.

Comme l'ITM ne peut déposer les procès-verbaux qu'entre les mains du procureur d'État en cas de constatation d'infractions pénales dans les matières qui relèvent de sa compétence, elle n'est pas habilitée à agir dans le cadre des revendications salariales exprimées en l'espèce.

Par rapport à ce qui précède, il doit être précisé que l'agent contractuel précité a, par l'intermédiaire de son mandataire juridique, également déposé plainte auprès du Parquet de Luxembourg.

Aucune des démarches du requérant n'a encore abouti à une décision des instances saisies.

Question 0617 (13.10.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **vente d'un tableau du peintre Picasso**:

Selon des informations parues récemment dans la presse, le Gouvernement entendrait vendre un tableau du peintre Picasso qu'il avait acquis début des années 2000.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Si oui, selon quelles modalités sera-t-il procédé à la vente?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de vendre d'autres biens immobiliers et mobiliers lui appartenant?

Réponse (07.11.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le tableau du peintre Picasso, intitulé «Paysage de Cannes au crépuscule» a été acquis en 2000, pour éviter des frais d'indemnisation, alors que l'œuvre avait été endommagée. À l'époque, il avait été retenu que «le tableau est destiné à la revente, et doit dès lors être considéré comme un placement temporaire».

Aucune vente à des conditions satisfaisantes n'a pu être conclue par la suite.

Lors du Conseil de Gouvernement du 22 octobre 2014, il a été décidé de renoncer définitivement à la vente du tableau, qui fait désormais partie du patrimoine.

Par ailleurs il est à noter que le Gouvernement procède régulièrement à des transactions mobilières et immobilières, suivant les besoins des projets des administrations ou des différents départements ministériels.

Question 0618 (13.10.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **classes de menuisiers**:

Je viens d'apprendre que lors de la rentrée scolaire au Lycée technique du Centre, la classe de 10^e, menuisiers, a été supprimée à l'insu des enseignants concernés. Cette classe constitue la classe inférieure de la filière correspondante. Une telle décision soulève un certain nombre de questions.

Ainsi, je voudrais savoir:

1. Cette décision a-t-elle été prise en juillet lors de la planification des classes, en connaissance des conséquences et en vue d'économies budgétaires et a-t-elle été soumise à l'avis de la Chambre des Métiers?

2. Quelles sont les intentions du Gouvernement pour l'exercice 2015-2016? La suppression de la classe de 10^e en 2014 entraîne-t-elle la suppression progressive de la filière entière?

3. Quelles sont les intentions du Gouvernement quant aux trois maîtres d'enseignement technique concernés? Pourront-ils être affectés dans leur spécialité au Lycée technique Esch-sur-Alzette ou devront-ils se reconvertir dans d'autres branches?

4. Quelles sont les intentions du Gouvernement concernant l'utilisation des infrastructures des ateliers de menuiserie au LTC? Ces salles de classes seront-elles réaffectées à d'autres classes?

5. Le Gouvernement ne craint-il pas que les élèves de cette filière, provenant du centre, de l'est et de l'ouest du pays, ne choisissent pas d'abandonner l'apprentissage dans la menuiserie plutôt que de se soumettre à des problèmes et trajets de transport fastidieux?

6. Le Ministre du Travail et de l'Orientation professionnelle approuve-t-il une décision qui affecte les possibilités d'emploi dans un secteur en pleine expansion comptant 200 entreprises et qui restreint l'éventail des métiers proposés aux jeunes de ce pays?

7. Le Gouvernement ne pense-t-il pas que cette décision risque d'entraîner des faits qui seront irréversibles et mériteraient un débat public?

Réponse commune (19.11.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

La formation professionnelle initiale menant au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) dans le métier de menuisier se fait dès la classe de 10^e sous contrat d'apprentissage et est offerte actuellement dans différents lycées techniques à travers le pays à savoir le Lycée technique du Centre (LTC), le Lycée du Nord (LN), le Lycée technique Esch-sur-Alzette (LTE) et le Lycée technique Joseph Bech (LTJBG).

Fin juillet 2014 la répartition des apprentis inscrits était la suivante:

- trois inscriptions au LN,

- une inscription au LTE,

- aucune inscription au LTC et LTJBG.

S'y ajoute, dans le cadre d'un projet pilote, huit élèves en classe plein temps de menuisier au LTE.

Fin octobre 2014, les inscriptions se répartissaient comme suit:

- trois élèves au LN,

- cinq élèves en classe concomitante au LTE,

- huit élèves en classe plein temps au LTE.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Au vu des inscriptions en juillet, il a été décidé d'offrir ladite formation au nord et au sud du pays. À ce moment l'organisation d'une classe au centre du pays ne se justifiait pas au vu des dispositions de la loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement (article 8), et ce aussi dans l'optique des places disponibles à Wiltz et à Esch. L'avis de la Chambre des Métiers n'est pas requis en ce qui concerne l'offre scolaire d'un métier ou d'une profession.

Ad 2. Le Gouvernement n'a pas l'intention de supprimer cette formation, mais une analyse d'une offre sur quatre sites différents s'impose.

Ad 3. Les trois maîtres d'enseignement technique concernés continueront à travailler dans leur spécialité, néanmoins une affectation dans un autre lycée technique pourrait être envisagée.

Ad 4. Il est évident que si la formation de menuisier ne sera plus offerte dans un établissement scolaire, les infrastructures existantes de-

ront être accessibles et libérées pour des formations qui connaissent plus d'affluence.

Ad 5. Une offre de la formation de menuisier au nord et au sud du pays donne à chaque jeune ou adulte la possibilité de suivre sa formation impliquant des temps de trajet raisonnables.

Ad 6. Pour l'année scolaire en cours, cinq apprentis jeunes et trois apprentis adultes ont été assignés auprès d'un employeur formateur en vue de la conclusion d'un contrat d'apprentissage.

Au cours des années précédentes, le taux de placement en apprentissage dans cette branche d'activité a connu une régression constante, à savoir 30 contrats d'apprentissage en 2011, 18 contrats en 2012 et 16 contrats en 2013.

Ainsi, même si ce secteur est économiquement en pleine expansion, cette dynamique n'a guère de répercussion sur les postes d'apprentissage offerts.

Ad 7. Le choix d'un métier ou d'une profession repose sur le libre choix du jeune et les lycées doivent s'adapter à cette demande. À l'heure actuelle les capacités de l'offre dans le métier de menuisier dépassent largement la demande. Dès lors une réduction des capacités actuelles laisserait une marge confortable en cas de croissance de la demande pour l'année scolaire prochaine.

Question 0619 (13.10.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **chiens susceptibles d'être dangereux**:

Selon l'article 15 de la législation relative aux chiens datant de mai 2008, l'acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux et l'importation sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg de chiens susceptibles d'être dangereux ne sont permises qu'après autorisation spéciale du Ministre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Selon les militants des droits des animaux, le nombre de chiens susceptibles d'être dangereux a augmenté de façon significative au cours des dernières années au Luxembourg. Le Ministre peut-il me confirmer cette affirmation?

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de chiens susceptibles d'être dangereux ont été permis après une autorisation spéciale du Ministre?

- Le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le nombre de chiens susceptibles d'être dangereux qui ont été présents sur le territoire luxembourgeois avant la loi de 2008? À combien Monsieur le Ministre estime-t-il le nombre de chiens dangereux non déclarés?

Réponse (28.10.2014) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*:

La base légale en matière de chiens est la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens. Elle a été modifiée par la loi du 12 novembre 2011 qui stipule dans son article 1^{er} que chaque commune doit transmettre annuellement et cela jusqu'au 31 janvier pour l'année écoulée à l'Administration des Services vétérinaires les données concernant les chiens détenus sur son territoire.

Pour l'année 2012, le nombre de chiens enregistrés par les administrations communales s'élève à 40.552 dont 341 chiens «dangereux» au regard de l'article 10 de la loi précitée. En ce qui concerne l'année 2013, les chiffres communiqués s'élèvent à 38.872 chiens enregistrés dont 363 chiens «dangereux».

Avant la mise en application de la loi, il n'existait aucune base de données centralisée concernant le nombre de chiens présents sur le territoire national. Ainsi, aucune information précise concernant le nombre de chiens susceptibles d'être dangereux qui ont été présents sur le territoire luxembourgeois avant cette date ne peut être fournie.

En ce qui concerne les demandes en vertu de l'article 15 de la loi précitée, afin de pouvoir détenir un chien susceptible d'être dangereux, 123 ont été autorisées par le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions.

Finalement, le nombre de chiens en général, et en particulier des chiens dangereux non déclara-

rés est difficilement estimable puisque cette non-conformité par rapport à la loi est éventuellement constatée dans le cas où une personne, qui estime qu'un chien présente un danger à son égard, fait une déclaration écrite auprès de l'administration communale, en application de l'article 10 de la loi précitée, ou lors des contrôles effectués par les personnes habilitées conformément aux articles 22 et 23 de la même loi.

Question 0620 (14.10.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **pension de survie**:

Selon l'article 204 du Code de la sécurité sociale, la pension de survie d'une personne contractant un nouvel engagement par mariage ou partenariat est rachatée au taux de cinq fois le montant versé au cours des douze derniers mois, respectivement au taux de trois fois le montant versé au cours des douze derniers mois pour les personnes au-dessus de l'âge de 50 ans.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les statistiques sur le nombre de titulaires d'une pension de survie ayant contracté un nouvel engagement par mariage ou partenariat pour la période de 2010 à 2013?

- Quelle en a été la proportion des personnes de sexe masculin et féminin?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant des rachats de pensions de survie alloués par an et au total pour cette même période?

- Quels sont actuellement les taux pris en compte pour régler le plafonnement des sommes allouées?

- Le Gouvernement compte-t-il revoir la hauteur des montants alloués?

Réponse (07.11.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le tableau ci-dessous reprend les informations que Monsieur le Député a désiré obtenir:

Exercice	Nombre des titulaires d'une pension de survie ayant contracté un nouvel engagement en			Montant des rachats de pension de survie
	Hommes	Femmes	Total	
2010	8	23	31	608.850,51
2011	12	27	39	981.204,80
2012	14	19	33	604.305,92
2013	13	15	28	863.563,62
Total	47	84	131	3.057.924,85

En ce qui concerne le taux pris en compte pour la détermination des sommes allouées, l'honorable Député indique lui-même le plafond actuel dans l'introduction de sa question parlementaire:

- Si le nouvel engagement est contracté avant l'âge de 50 ans, le rachat de la pension de survie se fait au taux de cinq fois le montant³ de la pension de survie versé au cours des douze derniers mois;

- Si le nouvel engagement est contracté après l'âge de 50 ans, le rachat de la pension de survie se fait au taux de trois fois le montant¹ de la pension de survie versé au cours des douze derniers mois.

Le Gouvernement ne compte pas à l'heure actuelle revoir la hauteur des montants alloués.

Question 0621 (14.10.2014) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10**:

³ Le montant servant au rachat ne tient pas compte, d'une part, du montant des réductions éventuelles de la pension de survie imputables aux dispositions de cumul avec un revenu personnel, et, d'autre part, du montant des majorations proportionnelles spéciales et forfaitaires spéciales.

La ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges (ligne 10) connaît actuellement un nombre élevé de retards. Avec la nouvelle cadence de 30 minutes à partir du 14 décembre 2014, les retards risquent encore s'aggraver, si on considère que des travaux entravant la fluidité du trafic sont toujours en cours sur cette ligne, à savoir le chantier sur le viaduc Pulvermühle. En outre, la construction prévue de l'arrêt Pont Rouge risque de causer des retards supplémentaires sur cette ligne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quelle manière, les CFL entendent-ils remédier à ces retards très gênants?

- De quelle manière, les CFL estiment-ils augmenter la cadence à partir du 14 décembre 2014 sans aggraver la situation actuelle des retards?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il réagir à cette situation?

- Est-ce que le Gouvernement vient déjà de fixer le calendrier des travaux pour l'aménagement à deux voies du tronçon entre Pfaffemühle et Clervaux?

Réponse (14.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°0621 du 14 octobre 2014, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer au sujet de la nouvelle cadence sur la ligne ferroviaire 10.

Le taux de ponctualité sur la ligne 10 en 2014 s'élève actuellement à 92,2% ce qui représente une amélioration de 2% par rapport à l'exercice 2013, et ce malgré les travaux sur le Viaduc de Pulvermühle qui ont effectivement généré certaines perturbations d'exploitation.

L'horaire 2015 de la ligne 10 sera impacté par deux changements:

- l'introduction de la cadence semi-horaire au nord d'Ettelbruck,

- le début du chantier de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg» (Pont Rouge).

L'introduction de la cadence semi-horaire au nord d'Ettelbruck a uniquement un impact sur le

nombre de trains circulant entre Kautenbach et Troisvierges.

Afin de remédier à des retards éventuels provoqués par des croisements de trains sur ce tronçon, le temps de parcours entre Kautenbach et Troisvierges sera prolongé de deux minutes.

Par ailleurs, le tracé actuel de la ligne 10 permet de recourir à d'autres réserves en vue de minimiser les répercussions de trains retardés sur les trains circulant en contresens. Ainsi une voie d'évitement existe en gare de Goebelsmühle, le tronçon de ligne situé entre Ettelbruck et Burden est à deux voies et dans la région du Kiischpelt, la ligne dispose aussi de deux voies entre Wilwerwiltz et Mecher.

Le fait de remplacer la desserte par train direct de la gare de Wiltz à partir de la gare de Luxembourg par des navettes organisées entre Kautenbach et Wiltz apporte également une amélioration, étant donné que les retards éventuels encourus sur cette antenne ne sont pas directement répercutés sur la ligne principale.

Pour ce qui est de la mise à double voie du tronçon de ligne entre Clervaux et le tunnel de Pfaffemühle, il a été retenu d'attendre la mise en œuvre du nouveau concept d'exploitation et d'évaluer la nécessité de ce projet d'investissement après une année de service de la nouvelle cadence.

En ce qui concerne la construction projetée de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg», il en a été tenu compte lors des réflexions sur la replanification de l'exploitation de la ligne 10, de façon à ce que l'horaire des trains du nouveau concept sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Dommeldange dispose d'une marge de réserve suffisamment haute permettant, le cas échéant,

de compenser des retards potentiels encourus pendant la phase du chantier.

Pour cette raison, le nombre de trains de renfort, qui circulent en plus des quatre trains par heure de l'offre cadencée entre Ettelbruck et Luxembourg, a dû être revu à la baisse pendant la phase de chantier de l'arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg».

Question 0622 (14.10.2014) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **mise en place de 800 nouvelles bornes pour la recharge de voitures électriques**:

En mars 2012, le Ministre de l'Économie a annoncé l'installation de 850 bornes de charge au travers du pays pour un montant d'investissement de dix millions d'euros.

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire d'automne, Madame la Secrétaire d'État vient d'annoncer que l'État envisage de mettre en place dans les années à venir, 800 nouvelles stations pour la recharge de voitures électriques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Combien des bornes annoncées par Monsieur le Ministre de l'Économie en 2012 ont été réalisées jusqu'à présent?

- Les 800 stations annoncées par Madame la Secrétaire d'État lors de la cérémonie d'ouverture de la foire d'automne vont-elles s'ajouter aux 850 bornes annoncées par Monsieur le Ministre de l'Économie en 2012?

- Où est-ce que l'État envisage-t-il de mettre en place ces stations électriques?

- Quel sera le coût de la mise en place de ces stations, travaux de raccordement et de terrassement inclus?

- Qui en assurera le coût?

- L'État envisage-t-il une éventuelle rallonge de la prime CAR-e, pour faire bénéficier les acquéreurs d'une voiture électrique de cette prime?

- Les utilisateurs de ces bornes auront-ils la possibilité de choisir entre différents fournisseurs d'énergie?

Réponse (14.11.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Lies concernant la mise en place de 800 nouvelles bornes pour la recharge de voitures électriques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En 2011, le Ministère de l'Économie et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en collaboration étroite avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation, avait réalisé une étude technico-économique qui permettait de définir avec toutes les parties prenantes au Luxembourg un concept national partagé de mise en œuvre de la mobilité électrique au Luxembourg. Cette étude avait notamment permis de faire émerger un concept qui consistait en une infrastructure de charge publique ciblée avec à peu près 850 bornes de charge mises en place sur le territoire national et ceci surtout sur des P&R, des parkings de gare et, de manière plus ponctuelle, sur la voirie ou autres types de parkings publics.

En raison des conclusions de cette étude, la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a dès lors été modifiée par la loi du 7 août 2012 créant ainsi la base légale en ce qui concerne les responsabilités et le financement de la mise en œuvre de la mobilité électrique au Luxembourg. La loi précise notamment les responsabilités générales des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité ainsi que les principes d'organisation et de financement d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques basée sur un système central commun. Le financement de base de la mise en place, de l'exploitation et de l'entretien des équipements publics liés à la mobilité électrique est réalisé par le biais des tarifs d'utilisation des réseaux basse tension. Les fonctionnalités de cette infrastructure, les spécifications techniques, le nombre des points de charge, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseau sont définis par voie de règlement grand-ducal.

C'est dans cette logique qu'en 2012, le Ministre de l'Économie avait mis en place, ensemble avec le Ministre délégué du Développement durable et des Infrastructures un groupe de travail visant à encadrer les activités d'installation, d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure de charge publique afin de mener à bien le projet de la planification ainsi que de la mise en œuvre de ces quelque 850 bornes publiques d'ici 2020.

Conformément à la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'installation des bornes sera donc réalisée par les gestionnaires de réseau de distribution suivant des critères basés sur les résultats de cette étude prémentionnée et en tenant compte des flux de mobilité futurs suite au développement des communes et des points d'intérêts majeurs tout en donnant une certaine priorité aux P&R et aux parkings de gare. La localisation exacte des bornes publiques, le nombre de bornes à installer par commune d'ici 2020 et le calendrier d'implantation seront définis par un plan d'implantation détaillé qui sera élaboré en étroite concertation avec les propriétaires des emplacements publics, c'est-à-dire majoritairement les CFL, les Ponts et Chaussées ou encore les communes. La loi précitée prévoit que l'infrastructure de charge doit permettre le libre choix du fournisseur. Elle prévoit également que «les frais cumulés liés à la mobilité électrique encourus au niveau de tous les gestionnaires de réseau de distribution et liés au déploiement, à la mise en place, à l'exploitation et à l'entretien des équipements publics liés à la mobilité électrique sont pris en compte dans le calcul des tarifs d'utilisation des réseaux ou des tarifs des services accessoires sur base de la méthode de détermination des tarifs d'utilisation des réseaux telle que visée à l'article 20 de la présente loi et sont répartis équitablement sur tous les clients finals raccordés aux réseaux de distribution basse tension. L'État peut contribuer au financement du déploiement, de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique».

Entre-temps, les gestionnaires de réseau nous ont signalisé qu'ils ont finalisé le concept qui encadrera les services d'installation, d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure de charge publique et sont en train de finaliser les analyses quant au choix de l'infrastructure technique à mettre en place. L'avant-projet de règlement grand-ducal susmentionné est prêt à être soumis prochainement au Conseil de Gouvernement de manière à ce que la mise en œuvre de l'infrastructure de charge publique annoncée en 2012, avec ses quelque 800 à 850 bornes, pourra être entamée dans les mois à venir.

Comme annoncé fin 2013, le Gouvernement ne prévoit pas de reconduire la prime CAR-e au-delà du 31 décembre 2014 (date de première mise en circulation). Plus de 300 aides financières pour un montant total dépassant 1,3 millions d'euros ont été accordées pour des véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique ainsi que pour des véhicules chargeables de l'extérieur (véhicules hybrides «plug-in»).

Question 0623 (14.10.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **qualité de l'eau du robinet**:

Selon l'article 11 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les ministres peuvent accorder aux fournisseurs d'eau, sur leur demande, une dérogation aux valeurs paramétriques figurant à l'annexe I, partie B (paramètres chimiques) ou fixées en application de l'article 7, paragraphe 3, sous c) «dans la mesure où cette dérogation ne constitue pas de danger potentiel pour la santé humaine et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable pour maintenir la fourniture d'eau dans le secteur concerné». Cette dérogation ne peut toutefois pas être accordée pour la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine vendue en bouteilles ou en conteneurs, c'est-à-dire elle se limite à l'eau du robinet.

La dérogation est accordée par décision conjointe des Ministres de l'Intérieur et de la Santé, sur avis des organes techniques, sera limitée dans le temps autant que possible et ne pourra pas dépasser une durée de trois ans. Toutefois, lorsque le fournisseur ne peut pas respecter le délai de mise en conformité lui accordé par la première permission de dérogation, il peut faire la demande pour une deuxième et, exceptionnellement, pour une troisième période de dérogation. Ainsi, une dérogation peut durer jusqu'à neuf ans, pendant lesquels les consommateurs boivent une eau du robinet qui n'est pas conforme aux prescriptions de base.

- Vu ceci, je voudrais demander à Madame la Ministre de l'Environnement quelles communes en tant que fournisseur d'eau et quels syndicats d'approvisionnement en eau ont obtenu des dérogations pour quelle(s) valeur(s) paramétrique(s) et pour quelle durée au cours des dix dernières années?

- En plus, j'aimerais savoir si ces informations, de même que les motifs à la base de ces décisions, sont accessibles au public et où les citoyens peuvent-ils les consulter?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Suite à la détection de la présence de substances phytopharmaceutiques et de leurs métabolites dans les eaux souterraines et l'obligation de certains fournisseurs d'eau à demander une dérogation temporaire à la valeur limite pour certains métabolites, l'honorable Député s'enquiert sur la fréquence de cette pratique ainsi que sur la publicité de ces décisions.

Comme le prévoit l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les ministres peuvent accorder aux fournisseurs d'eau, sur leur demande, une dérogation aux valeurs paramétriques fixées à l'annexe I, partie B, ou fixées conformément à l'article 7, paragraphe 3, point c, dans la mesure où cette dérogation ne constitue pas de danger potentiel pour la santé humaine et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable pour maintenir la fourniture d'eau dans le secteur concerné. L'article précité correspond à la transposition des dispositions de l'article 9 de la directive 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Depuis 2004, les dérogations suivantes ont été accordées:

Administration communale	Paramètre soumis à la dérogation	Durée
Beaufort	Métolachlore-ESA	03.06.2010 - 03.06.2013
Nommern	Nitrates, bentazone, et métolachlore-ESA	30.09.2013 - 31.12.2013
Mersch	2,6-dichlorobenzamide	19.08.2010 - 19.08.2013

Le déroulement des différents cas spécifiques s'illustre de la façon suivante:

Beaufort

Lors d'un contrôle réalisé par l'Administration de l'Eau il a été détecté que la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée dans le réseau public de Beaufort n'était pas conforme pour le paramètre métolachlore ESA aux normes de potabilité établies par le règlement grand-ducal précité. Suite à ce constat, une demande de dérogation du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Beaufort a été introduite. Suite aux avis émis par la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau, un arrêté ministériel du 3 juin 2010 a autorisé la commune de Beaufort de déroger à la valeur paramétrique du paramètre métolachlore ESA et ceci pour une durée de trois ans.

La population a également été informée que la valeur paramétrique du pesticide a été dépassée.

Finalement, pour remédier au problème de qualité de l'eau potable, une filtration au charbon actif a été installée en été 2010.

Nommern

Une campagne d'analyses effectuée par l'Administration de la Gestion de l'Eau en 2013 avait mis en évidence que la valeur des nitrates et celle des pesticides bentazone et métolachlore ESA dépassent les limites fixées par le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 précité, à savoir 50 milligrammes par litre pour les nitrates et 0,1 microgramme par litre pour les pesticides, au niveau du site de captage de la source «Aechelbour» (SCC-510-08) dans la commune de Nommern. Une demande de dérogation du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Nommern a été introduite. Suite aux avis émis par la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau, un arrêté ministériel a autorisé la commune de Nommern de déroger à la valeur paramétrique des paramètres nitrates, bentazone et métolachlore ESA et ceci pour une durée de trois mois (jusqu'au 31 décembre 2013), date d'achèvement prévu des travaux d'assainissement du captage «Brouchbour».

La population concernée, le hameau d'«Aechelbour», était informée par les autorités communales. Pour remédier au problème de qualité de l'eau potable, l'assainissement du captage «Brouchbour» a permis de garantir l'approvisionnement en eau potable de la population concernée et du reste de la commune de Nommern.

Mersch

En 2010 également, un rapport d'analyses d'un échantillon d'eau de la commune de Mersch, établi par la Division de laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau, indiquait que la qualité de l'eau destinée à la consommation

humaine distribuée par les sources «Boussert», «An der Baach 1», «An der Baach 3» et le collecteur «Rouschtgronn 2» n'était pas conforme pour le paramètre 2,6-dichlorobenzamide aux normes de potabilité. Le collège des bourgmestre et échevins de l'administration communale de Mersch avait par la suite introduit une demande de dérogation. Suite aux avis émis par la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau, un arrêté ministériel du 19 août 2010 a autorisé la commune de Mersch de déroger à la valeur paramétrique du paramètre 2,6-dichlorobenzamide et ceci pour une durée de trois ans.

Des lettres ont été envoyées aux ménages concernés (une seule rue à Rollingen) pour en informer la population desservie. Du fait de l'interdiction de l'utilisation de la substance en question, les concentrations ont diminué progressivement au cours de la période de dérogation, de façon à respecter à nouveau la valeur limite définie dans le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Finalement il reste à remarquer qu'au moment de la campagne d'échantillonnage récente réalisée par l'Administration de la Gestion de l'Eau, aucune dérogation n'était en vigueur. Les différents exemples de dérogation montrent également que la population concernée a été informée par le fournisseur d'eau. S'y ajoute que les

dérogations, prenant la forme d'un arrêté ministériel, étaient publiées au Mémorial.

Les informations relatives aux dérogations sont donc accessibles au public en général et à la population concernée en particulier.

Question 0624 (14.10.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **tests de dépistage de cannabis**:

L'influence d'alcool et de drogues constitue, à différents degrés, un danger potentiel pour la conduite automobile. Lors d'un contrôle routier, la consommation d'alcool se laisse tester par un appareil de détection d'alcool. De même pour le cannabis, il existe différents tests de dépistage; le test de salive, de sueur et d'urine gagnent en popularité dans nos pays voisins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- La Ministre, comment la police teste-t-elle la consommation de cannabis lors de la conduite automobile? Possède-t-elle des tests de dépistage de cannabis?

- Dans l'affirmative, de quels tests s'agissent-ils? Sont-ils déjà en cours d'utilisation et sont-ils utiles pour les utilisateurs de cannabis occasionnels?

- La Ministre estime-t-elle opportun de mettre en place des tests de dépistage de cannabis pour la conduite pour permettre aux utilisateurs de cannabis de se tester avant de conduire?

- Dans l'affirmative, quand la Ministre envisage-t-elle de mettre ces tests sur le marché?

Réponse commune (13.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations au sujet du dépistage du cannabis.

Depuis mai 2012, la Police grand-ducale procède au dépistage des drogues au volant, dont le cannabis, selon les modalités suivantes:

a) une batterie de tests standardisés pour constater des signes extérieurs d'influence de drogues,

b) un test de la salive «DrugWipe® 5 S», si la batterie de tests standardisés s'avère positive dans le chef de la personne concernée, et

c) une prise de sang et une prise d'urine pour déterminer cet état, si le test de la salive est concluant quant à la présence dans l'organisme de drogues.

Ensuite, il y a lieu de relever que l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la

réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques interdit la conduite sous l'influence de drogues, dont le cannabis, cet état n'étant pas compatible avec une conduite sûre. Il en découle que l'opportunité de mettre en place des tests de dépistage pour permettre aux consommateurs de cannabis de se tester avant de prendre le volant n'est pas donnée.

Pour le surplus, il y a lieu de souligner qu'en vertu de la réglementation régissant le permis de conduire, la consommation de drogues constitue une des conditions pouvant entraîner, dans le chef de la personne concernée, une mesure administrative de retrait respectivement de refus de délivrance ou de renouvellement du permis de conduire.

Question 0625 (14.10.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **sécurisation du rond-point Gluck**:

Comme communiqué en date du 1^{er} octobre 2014 par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, il a été décidé de procéder à la démolition immédiate du mur central du rond-point Gluck à Gasperich. Les travaux afférents ont entre-temps été entamés. Une transformation en carrefour à feux tricolores est préconisée comme mesure de sécurisation dudit rond-point.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de me fournir les raisons précises ayant amené les autorités à prendre l'initiative précitée?

- Quelles sont les analyses et études supportant une telle décision?

- S'il s'avère que les ronds-points ne présentent pas la meilleure solution en termes de sécurité et de gérance des flux de la circulation, quelle est la stratégie nationale par rapport aux ronds-points?

Réponse (03.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Suite au nombre élevé d'accidents à déplorer au giratoire Gluck à Gasperich au courant des dernières années, je viens d'instruire mes services de procéder à une démolition immédiate du mur central du rond-point précité. Les travaux de démolition ont débuté à la mi-octobre 2014.

Suite au développement du Ban de Gasperich, le giratoire devra de toute manière être transformé en carrefour à feux tricolores vers 2016/2017. La démolition du mur est donc avancée afin de sécuriser ce point noir de notre réseau routier.

En général, des études au niveau international préconisent qu'un giratoire est uniquement justifié en cas d'une faible charge de trafic d'une part, ou si la sécurité routière y fait obstacle. En milieu urbain, il est généralement procédé à un réaménagement des giratoires à charge de trafic importante en carrefours à feux tricolores afin de pouvoir prioriser activement les flux souhaités aux heures de pointe (p. ex. transport public, piétons mais aussi transport individuel venant d'une direction précise) pour une évacuation plus efficace. Ceci n'est pas possible aux giratoires.

Question 0626 (14.10.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **revalorisation des friches industrielles de Wiltz**:

Il va sans dire que la revalorisation des friches industrielles de Wiltz est un projet crucial dans le développement économique et social ultérieur de la région septentrionale du pays. Le Gouvernement et la ville de Wiltz ont déclaré leur volonté d'assainir et de revitaliser ce site dans les meilleurs délais. Dans ce contexte, l'ancien Ministre du Logement et l'ancien Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures m'avaient signalé en date du 9 novembre 2012 dans leur réponse à ma question parlementaire n°2334 (*cf. compte rendu n°2/2011-2012*) que le planning concernant la reconversion des friches serait en voie d'élaboration. De plus, les autorités communales et le Fonds du Logement (ancien «Fonds pour le développement du logement et de l'habitat») auraient instauré un comité de pilotage afin de guider les hommes de l'art en charge du développement du site en question. En fin de compte, les ministres avaient précisé à cette date qu'aucun investisseur ne se serait manifesté pour s'établir sur les anciennes friches.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Madame la Ministre du Logement:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils dresser un état des lieux des travaux qui ont été effectués en 2013 et durant l'année en cours au site des friches de Wiltz?

- Quel projet pourra être réalisé en premier lieu sur cet ancien site industriel? Quel est le calendrier des travaux programmés pour les mois à venir? Quels sont les autres partenaires qui interviennent dans la reconversion des friches?

- Est-ce que des investisseurs ont manifesté entre-temps leur intérêt à venir s'établir sur les anciennes friches?

- Combien de logements le Gouvernement projette-t-il de réaliser sur ledit site?

Réponse commune (13.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

Pour répondre à votre 1^{ère} question concernant l'état des lieux du projet pour les années 2013 et 2014, nous vous informons que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après le Fonds) a engagé la procédure dite commodo-incommodo sur base d'un dossier élaboré par les bureaux d'études Schroeder & Associés et Luxcontrol.

Le 25 janvier 2013, le Fonds a procédé à la soumission des travaux ayant trait à la sécurisation, à la dépollution, au désamiantage et à la démolition des anciens bâtiments du site, travaux qui ont été attribués le 25 avril 2013 à l'association momentanée Baatz/Entrapaulus.

L'arrêté ministériel concernant la prolongation de l'arrêté du 6 avril 2010 et modifié le 7 juillet 2010, délivré par le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, autorisant la SA Tarket GDL à procéder à la démolition et à l'assainissement des bâtiments situés sur l'ancien site Ideal-Euroflor à Wiltz, rue Neuve, porte la date du 30 mai 2013. Cet arrêté fait suite à la demande du 29 novembre 2012, présentée par le Fonds aux fins de prolongation du délai de mise en exploitation.

Le démarrage des travaux sur chantier a eu lieu le 3 juin 2013.

L'arrêté ministériel délivré par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration concernant l'autorisation d'exploitation porte la date du 21 octobre 2013.

Une étude de faisabilité avait été sollicitée par l'Administration des Ponts et Chaussées pour étudier une nouvelle liaison entre le CR319 (route de Winseler) et la N26a (rue Michel Thilges) dans le cadre de la réorganisation du réseau routier à Wiltz résultant de la reconversion des friches industrielles, notamment leur revalorisation moyennant un projet urbanistique établi à proximité de la gare ferroviaire en vue de renforcer la ville en tant que centre de développement et d'attraction régional (CDA) pour l'Oesling.

En date du 23 janvier 2014 j'avais approuvé la variante 3 de l'étude de faisabilité en question, élaborée en étroite collaboration avec la ville de Wiltz. Lors de l'élaboration de l'avant-projet pour la nouvelle liaison entre le CR319 (route de Winseler) et la N26a (rue Michel Thilges) à Wiltz, il faudra aussi tenir compte, pour viabiliser le futur quartier d'urbanisation «Circuit Foil», des besoins en infrastructures de la mobilité douce et du transport en commun qui se présenteront en conséquence. Dans le contexte des projets d'infrastructures au sein de la ville de Wiltz, la mise en place d'un pôle intermodal régional bus-train à la gare de Wiltz devra également être intégrée.

Selon la programmation pluriannuelle de l'Administration des Ponts et Chaussées, des crédits pour l'exécution des travaux relatifs à la nouvelle liaison entre le CR319 (route de Winseler) et la N26a (rue Michel Thilges) à Wiltz, sont inscrits pour l'année 2017.

En ce qui concerne votre 2^e question, la fin des travaux de cette première phase est prévue d'ici le mois de décembre 2014, alors qu'un timing pour la deuxième phase de démolition n'est pas encore disponible.

Le premier projet immobilier qui sera réalisé portera sur le terrain de football. La mission relative à l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier (PAP) portant sur ces lieux sera attribuée aux hommes de l'art d'ici deux semaines. Ce PAP sera déposé auprès de l'administration communale de Wiltz en juillet 2015.

En parallèle, le projet d'exécution sera dressé, de sorte que les travaux de réalisation pourront commencer en mars 2016.

Toujours en parallèle, un schéma d'aménagement global, sur base d'une consultation rémunérée entre différents bureaux d'études, sera dressé. En septembre 2015, il est prévu de charger un bureau d'urbanisme de l'élaboration du 2^e PAP portant sur les terrains qui ont fait l'objet de l'assainissement.

Outre le Ministère du Logement et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Administration de l'Environnement, Administration de la Gestion de l'Eau, Administration des Ponts et Chaussées, département de l'Environnement, cellule mobilité douce), il y a également lieu de nommer comme autres partenaires intervenant dans la reconversion des friches la ville de Wiltz, le Ministère de l'Intérieur (direction de l'aménagement communal et du développement urbain), la Société nationale des chemins de fer et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat.

Finalement, pour mémoire, il est indiqué de rappeler que la concrétisation du projet se base sur le processus initié en 2010 par le département de l'Aménagement du territoire. Un groupe de travail interdisciplinaire a développé ensemble avec les autorités communales un plan directeur, un concept d'assainissement ainsi qu'un concept de renaturation de la Wiltz permettant une estimation financière réaliste. En date du 20 septembre 2011, le Conseil de Gouvernement a décidé que l'État couvre les frais d'assainissement jusqu'à concurrence de 14 millions afin de permettre au Fonds du Logement de développer le site.

Pour ce qui est de votre 3^e question, aucun investisseur privé ne s'est à l'heure actuelle manifesté pour s'établir sur les anciennes friches.

Enfin, au sujet de votre dernière question, le nombre de logements prévus sur le site oscille autour de 720 unités.

Question 0628 (15.10.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant l'instruction ministérielle de juin 2014:

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a présenté le 26 juin 2014 une instruction ministérielle à l'attention des lycées et lycées techniques.

Il y note que l'organisation scolaire respecte certains jours de fête de la religion chrétienne et que le principe de la non-discrimination impose une certaine prévenance envers les élèves qui se réclament d'une autre communauté religieuse. Monsieur le Ministre demande aux directeurs des lycées d'accepter, sous certaines conditions, l'absence d'un élève pour assister à un grand jour de fête religieuse. Monsieur le Ministre cite plus particulièrement dans son instruction la fête musulmane de l'Aïd et deux fêtes juives. Il laisse aux directeurs des lycées la possibilité d'élargir cette liste à d'autres jours de fête.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Étant donné que l'instruction ministérielle ne cite que deux religions, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il compte appliquer les nouvelles règles à d'autres religions?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des religions visées par l'instruction?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les critères qui ont été utilisés pour identifier ces religions?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les critères qui ont été retenus pour identifier les trois jours de fête cités dans l'instruction?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les critères qui sont appliqués pour identifier d'autres jours de fête?

- Monsieur le Ministre compte-t-il introduire, pour des raisons de non-discrimination, des règles identiques au niveau de l'enseignement fondamental et de l'enseignement supérieur?

- En cas de réponse affirmative à la question précédente, Monsieur le Ministre peut-il indiquer la date à partir de laquelle les nouvelles règles seront appliquées dans les autres ordres d'enseignement?

- En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre peut-il en indiquer les raisons?

Réponse (14.11.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Par l'instruction ministérielle du 26 juin 2014 approuvée au Conseil de Gouvernement du 20 juin 2014, les directions des lycées et lycées techniques ont reçu «des directives à respecter dans le contexte des situations où, sur le plan des convictions personnelles des enseignants ou des élèves, l'application des principes de la neutralité de l'école publique, de la tolérance et de la non-discrimination donne lieu à des équivoques».

Cette instruction dispose «que l'organisation de l'année scolaire respecte les jours de fête de la religion chrétienne, le principe de la non-discrimination impose une certaine prévenance envers les élèves qui se réclament d'une autre communauté religieuse».

Ceci implique que le motif d'assistance à un grand jour de fête religieuse invoqué par l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur soit accepté comme motif valable pour excuser l'absence d'un élève. Les jours de fête suivants sont visés à savoir la fête musulmane de l'Aïd et les fêtes juives du Nouvel An et du Grand Pardon. Les directeurs ne sont pas autorisés à élargir cette liste. Si d'autres jours de fête sont invoqués, le lycée doit se concerter avec le service ES/EST de mon département.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

1. Il n'y a pas de nouvelles règles; il est depuis longtemps admis, au lycée comme à l'école fondamentale, que la participation à un événement important peut constituer un motif valable pour excuser une absence.

S'il y a des demandes concernant d'autres fêtes que celles invoquées, je déciderai après concertation avec les instances concernées et, le cas échéant, le Gouvernement, quelle suite il conviendra d'y donner.

2. En ce moment, seuls sont concernés les trois jours de fête cités.

3. Les religions juive et musulmane sont les seules pour lesquelles j'ai été saisi d'une telle demande.

4. Aucun doute n'a été porté à ma connaissance concernant le caractère important de ces trois jours de fête.

5. S'il y a une demande pour un autre jour de fête, je donnerai une suite favorable s'il ressort des informations qui me sont soumises que ce jour revêt une importance singulière tant sur le plan institutionnel invoqué que sur le plan personnel des élèves concernés et de leurs familles.

6. Je n'ai pas l'intention en ce moment de donner des précisions supplémentaires dans le contexte évoqué dans l'enseignement fondamental ou dans l'enseignement supérieur.

7. Mes services m'ont informé qu'il n'y a pas, en ce moment, le besoin à l'enseignement fondamental que je précise la réglementation existante par une instruction supplémentaire.

Aucune équivoque y relative ne m'est signalée concernant l'enseignement supérieur.

Question 0629 (16.10.2014) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la procédure d'obtention du statut de salarié handicapé:

D'après des informations à ma disposition, la procédure pour l'obtention du statut de salarié handicapé serait suspendue/interrompue, aussi longtemps qu'un recours que le requérant a intenté devant les juridictions du travail contre son employeur pour licenciement abusif n'a pas été vidé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, n'est-il pas d'avis que cette situation est injuste?

- Toujours dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre envisage pour redresser cette situation?

Réponse (19.11.2014) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, j'ai l'honneur de vous informer que la procédure pour l'obtention du statut en tant que salarié handicapé n'est pas suspendue/interrompue pour autant que les dispositions reprises à l'article 1 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et celles de l'article 5 de son règlement d'application soient remplies et plus particulièrement l'existence d'une relation de travail auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois pour un requérant non résident.

Question 0630 (16.10.2014) de M. André Bauler (DP) concernant le réaménagement de la N10 entre Dasbourg et Marnach:

Le texte du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État 2014 autorise le Gouvernement à imputer à charge des crédits du Fonds des routes, au cours de l'exercice 2014, une dépense d'investissement à la hauteur de trois millions d'euros afin de réaménager la N10 entre Dasbourg et Marnach.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux de réaménagement de ladite route?

- Est-il en mesure de me donner des indications quant au délai dans lequel ce projet pourrait être réalisé?

Réponse (19.11.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Pour la réalisation du projet sur le tracé audité, qui traverse la zone de protection Natura 2000 «Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont» et la zone oiseaux «Vallée supérieure de l'Our et affluents de Lieler à Dasbourg», une demande pour l'autorisation à solliciter auprès du département de l'Environnement a été présentée par mes services.

En date du 26 août 2014, Madame la Ministre de l'Environnement a demandé des informations détaillées supplémentaires, dont notamment une évaluation des incidences sur l'environnement comprenant un bilan des biotopes existants destinés à être détruits pour la réalisation du projet.

L'évaluation des incidences sur l'environnement étant en plein cours et en admettant que mes services puissent bientôt disposer de l'autorisation environnementale requise, les travaux devraient pouvoir débuter en 2015.

À noter encore qu'actuellement des essais sont réalisés pour examiner la possibilité, lors de l'exécution des travaux projetés, de recourir à un procédé de recyclage qui consiste en un traitement sur place les matériaux enlevés pour les réemployer ensuite.

Question 0631 (16.10.2014) de MM. Laurent Mosar et Léon Gloden (CSV) concernant la convention de non-double imposition entre le Luxembourg et la France:

D'après nos informations, les négociations au sujet d'un Avenant à la Convention de non-double imposition entre le Luxembourg et la France auraient récemment été menées à terme.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Quelles sont les modifications concernées?

- Quand le Ministre envisage-t-il le dépôt du projet de loi d'approbation de cette convention amendée?

Réponse (10.11.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

La signature d'un 4^e Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des régies d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune a eu lieu à Paris le 5 septembre 2014.

Un nouveau paragraphe 4 a été ajouté à l'article 3 concernant l'imposition des gains provenant de l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière.

Ce nouveau paragraphe dispose donc que les gains tirés de l'aliénation de ces actions, parts

ou droits sont imposables dans l'État de la source (de la situation de l'immeuble) tout comme les biens immobiliers correspondants et suit donc l'approche internationalement acceptée.

Le dépôt du projet de loi d'approbation de cet Avenant est prévu pour le début de l'année 2015.

Question 0632 (17.10.2014) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le système de quotas pour les réfugiés:

Dans le cadre du «Conseil Justice et Affaires intérieures» (JAI) qui s'est déroulé le 9 octobre 2014 à Luxembourg, les Ministres européens de l'Intérieur se sont réunis pour discuter entre autres d'une meilleure gestion des flux migratoires. Dans ce contexte, le Ministre allemand de l'Intérieur, soutenu par son homologue autrichienne, s'est prononcé en faveur d'un système de quotas européen pour l'accueil de réfugiés, système basé sur le nombre d'habitants de chaque État membre. L'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Pologne ont par ailleurs plaidé pour une répartition plus équitable des réfugiés dans l'Union européenne. Le Ministre luxembourgeois a, lui également, défendu l'idée d'une répartition équitable de la charge des demandeurs d'asile et a en outre préconisé des règles communes s'appliquant à tous les États membres pour faire face au grand défi lié à la pression migratoire en extrême augmentation suite aux graves conflits actuels au Proche-Orient.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant le système de quotas européen pour réfugiés?

2. Selon Monsieur le Ministre, quel serait le nombre de réfugiés que le Grand-Duché devrait accueillir si un système de quotas entrerait en vigueur?

3. Selon Monsieur le Ministre, en quoi consisteraient les règles communes dans le cadre de la politique d'immigration et d'asile?

4. Monsieur le Ministre, qu'entend-il concrètement par une répartition équitable de la charge des demandeurs d'asile?

Réponse (10.11.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Actuellement la réinstallation de réfugiés repose sur la volonté des États membres. Il en découle des disparités dans les efforts, en particulier pour les États membres du Nord qui réinstallent proportionnellement plus de réfugiés. En outre, l'UNHCR appelle à des efforts supplémentaires pour accueillir des personnes qui nécessitent une protection internationale et qui sont originaires des principaux foyers de crise comme la Syrie, l'Irak ou la Centrafrique. À partir de la mi-2015, les États membres mettront en œuvre les règles du système commun d'asile et le Gouvernement luxembourgeois se montrera constructif dans une discussion sur un système de quotas, qui est une conséquence logique d'un espace unique régi par des règles communes.

2. Cette question relève de l'hypothétique, puisque jusqu'à ce jour, seule la société civile et un État membre ont élaboré des propositions concrètes de système de quotas. La Commission européenne dispose du droit d'initiative en la matière. Tout dépendra de la nature des critères à proposer et le Gouvernement luxembourgeois s'engagera pour l'introduction de critères justes et neutres.

3. Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dans ses articles 77 à 80, trace le cadre des règles communes dans les domaines des contrôles aux frontières, de l'asile et de l'immigration. Le Gouvernement luxembourgeois estime que des efforts restent à faire en matière de mutualisation des contrôles aux frontières extérieures, la répartition équitable de la charge, le principe de la reconnaissance mutuelle, la mise en place d'accès légaux et la modernisation du système des retours Dublin.

4. La question de la répartition équitable de la charge ne vise pas seulement les demandeurs d'asile, mais tous les aspects de la politique européenne d'immigration et d'asile. La responsabilité et la solidarité sont les pierres angulaires d'une politique commune efficace. Dès lors, il n'est pas acceptable que les États membres situés aux frontières extérieures gèrent seuls la pression migratoire et que quelques États membres du Nord accueillent la plupart des réfugiés. Le système doit disposer des instruments nécessaires garantissant suffisamment d'équité entre États membres.

Question 0633 (17.10.2014) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **personnes âgées atteintes d'une maladie mentale**:

Âltere Menschen, welche sich einer Operation unterziehen müssen und deshalb eine Vollnarkose erhalten, laufen Gefahr ein Delirium zu erleben. So heißt der psychische Ausnahmezustand nach einer Operation, welcher besonders bei über 60-jährigen häufig zu Verwirrung führt und zudem Folgeschäden im Gehirn verursacht. Studien von Ärzten der Berliner Charité zufolge verdreifacht diese Störung im Gehirn die Gefahr, innerhalb von sechs Monaten nach Klinikentlassung zu sterben. Zudem können Vergesslichkeit und Wesensveränderungen viele Patienten abhängig von fremder Hilfe machen. In vielen Kliniken werden diese Begleiterscheinungen der Narkose hingenommen.

In Luxemburg sind die Infrastrukturen, die älteren und psychisch erkrankten Personen zur Verfügung stehen, eher Mangelware. Häufig werden Betroffene in Altenheimen und Pflegeheimen untergebracht, in denen das Personal aber nicht unbedingt über die nötigen fachkundigen Kompetenzen im Umgang mit diesen Patienten verfügt.

Zudem mangelt es an regelmäßigem fachlichem Austausch zwischen Alten- und Pflegeheimen und dem Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique in Ettelbrück (CHNP). Aus diesem Grund hatte der Leiter des CHNP in Ettelbrück im vorigen Jahr beim damals zuständigen Gesundheitsminister einen Vorschlag eingereicht, um ein Heim für ältere Personen, welche chronisch psychisch krank sind, einzurichten.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Sind oben erwähnte narkosekorrelierte Erkrankungen in Luxemburg statistisch erfasst, und wenn ja, wie viele solcher Fälle sind in den letzten Jahren in Luxemburg festgestellt worden?

- Wie beabsichtigt die Ministerin mit diesem Vorschlag von spezifischen Infrastrukturen für chronisch psychisch erkrankte ältere Menschen umzugehen?

- Was gedenken die Minister zu unternehmen um der Gefahr von Delirien präventiv entgegenzuwirken?

- Wie verhält es sich mit Schulungen für das Personal um diesen besonderen Anforderungen begegnen zu können?

- Inwiefern haben diese erkrankte Personen Zugang zu einer ihren Bedürfnissen angemessenen psychiatrischen Behandlung?

- Wie verhält es sich mit der Kostenübernahme im Fall von Unterbringung in Altenheimen oder Pflegeheimen?

Réponse commune (17.11.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

L'enregistrement systématique de données relatives aux complications de l'anesthésie n'est pas encore réalisé au Luxembourg. Le projet de documentation hospitalière, mené en partenariat par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale, a cependant pour objectif de permettre l'enregistrement de ce type de données et leur exploitation statistique à des fins de santé publique. La mise en œuvre de ce projet, dont le déploiement commencera en 2015 et concernera progressivement tous les séjours hospitaliers, permettra donc de répondre à la question des honorables Députées.

La physiopathologie du délirium postopératoire est multifactorielle. Le risque d'une évolution défavorable, dont un séjour prolongé à l'hôpital, voire un décès, est augmenté chez les patients atteints d'un délirium. Des facteurs liés au patient et à la chirurgie jouent un rôle significatif pour prédire quels patients risquent de présenter secondairement un délirium. Les stratégies de prévention les plus efficaces incluent (citation d'un article scientifique):

- une évaluation gériatrique proactive,
- des soins dans les services de chirurgie gériatrique, ainsi que
- l'administration à but prophylactique de faibles doses d'antipsychotiques.

Concernant l'anesthésie elle-même, l'expérience acquise avec certaines populations chirurgicales serait en faveur de l'utilisation des techniques d'anesthésie régionale et de sédation minimale.

Afin de diminuer autant que possible les risques en rapport avec l'anesthésie et la chirurgie, au Luxembourg, la consultation préopératoire,

notamment auprès du médecin anesthésiste, est devenue la règle avant toute chirurgie programmée. Elle est l'occasion de rechercher des facteurs de risque pour un délirium postopératoire, de faire procéder à une évaluation gériatrique plus poussée en cas de besoin, et de proposer une anesthésie régionale lorsqu'elle est compatible avec l'acte chirurgical en cause.

Le plan hospitalier en vigueur a introduit l'obligation pour les hôpitaux (article 4) «d'assurer la prise en charge des personnes poly-pathologiques ou fragiles qui sont en situation de risque de perte d'autonomie par un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que par une équipe mobile de gériatrie». Les travaux pour mieux concrétiser les concepts de gériatrie aiguë sont programmés, le groupe de travail a été défini et il pourra s'élargir en fonction des besoins.

L'environnement non familial d'un hôpital représente pour une personne âgée, et surtout pour une personne souffrant de démence, une condition de stress lors de son admission. Le groupe de travail dont question plus haut traitera aussi des conditions optimales d'admission en hôpital aigu et/ou de rééducation, ainsi que sur les modalités de la sortie, avec l'échange nécessaire d'informations avec le secteur ambulatoire et les établissements de long séjour. Ce concept de prise en charge, qui tient compte de l'état physique et psychique et de l'environnement social du patient âgé, est destiné à contribuer à diminuer la survenue de complications, tel qu'un état délirant après anesthésie générale.

Lors de la conférence nationale de santé traitant de la prise en charge des personnes âgées, le fonctionnement d'un service parisien de chirurgie gériatrique avait par ailleurs été présenté.

Rappelons encore que la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient a comme une des conséquences les plus fondamentales le droit à l'information pour le patient et l'obligation pour le prestataire de fournir cette information selon certaines modalités. L'article 8 de cette loi décrit en détail le contenu et les modalités de cette information qui doit porter notamment sur les éléments essentiels caractérisant les soins de santé proposés, notamment les risques ou événements fréquents et graves généralement connus, appréciés en tenant compte des caractéristiques spécifiques du patient, ainsi que sur les alternatives ou options thérapeutiques éventuellement envisageables, de même que sur les conséquences prévisibles en cas de refus.

En matière de formation professionnelle continue, le Ministère de la Santé a été saisi dans les années 2012, 2013 et au cours des six premiers mois de 2014 de:

- 37 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et du bien-être au travail qui ont été transmises par différents organismes de formations.

- 57 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et le bien-être au travail qui ont été transmises par les différents établissements hospitaliers du pays et par le CFPC Dr Robert Widong, qui est chargé par les hôpitaux d'organiser les formations pour leur personnel.

La question parlementaire soulève aussi la question de lits pour des personnes âgées souffrant d'affections psychiques chroniques. Le plan hospitalier en projet prévoit la création d'une nouvelle catégorie de lits, à savoir des lits d'hospitalisation de longue durée. Selon le plan hospitalier en projet, de tels lits sont prévus auprès du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique.

Question 0634 (17.10.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **refus du Centre Hospitalier de Luxembourg d'effectuer une opération**:

Laut der heutigen Ausgabe des „Luxemburger Wort“ hat, entgegen anderslautenden Presseberichten der letzten Tage, keine Operation eines todkranken französischen Mädchens im Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) stattgefunden. Angeblich wollte ein australischer Chirurg einen Operationsaal im CHL mieten, um ein neunjähriges Mädchen, das an einem schweren Hirntumor leidet, zu operieren.

Laut dem Bericht, wurde die zweifelhafte Operation im CHL „auf höchster Ebene verhindert“. Ministerin Lydia Mutsch habe zudem betont, dass ein solcher Eingriff wohl kaum in einem anderen Krankenhaus in Luxemburg stattgefunden habe.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Nach welchen Kriterien kann ein Krankenhaus eine Operation verweigern?

- Waren die Minister in die Entscheidung mit eingebunden?

Réponse (06.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les critères orientant la détermination des prestations des soins à effectuer dans un établissement hospitalier sont multifactoriels et se basent notamment sur les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Ainsi, l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient dispose que les personnes physiques ou morales qui ont conclu un contrat de collaboration avec un prestataire de soins de santé ayant pour objet de faire bénéficier des patients de soins de santé, en l'occurrence notamment les établissements hospitaliers, prennent les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions de cette loi. En ce qui concerne l'accès à des soins de santé de qualité, cette loi dispose que les soins de santé sont prodigués de façon efficace et sont conformes aux données acquises de la science et aux normes légalement prescrites en matière de qualité et de sécurité. Les soins de santé doivent être organisés de façon à garantir la continuité des soins en toutes circonstances. L'établissement hospitalier en tant que prestataire de soins au sens de cette loi doit, selon l'article 6, refuser toute prise en charge lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis.

Les prestations de soins de santé sont prodiguées dans le respect des autorisations d'exploitation accordées par le ministre aux différents services de l'établissement, conformément au plan hospitalier selon les dispositions de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, et doivent entrer dans le cadre des projets de service soumis au ministre au moment des demandes en autorisation de ces services.

Enfin, l'établissement hospitalier veille dans son organisation interne au respect des autres dispositions légales afférentes telles que la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire.

L'établissement hospitalier n'est pas tenu de notifier de façon systématique le respect des dispositions légales aux ministres.

Question 0635 (17.10.2014) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant la **congélation d'ovocytes**:

Récemment, il a été révélé que deux sociétés américaines proposeront désormais d'aider financièrement leurs employées désireuses de congeler leurs ovocytes.

Cette pratique permet aux femmes de lutter contre une période de fécondité de plus en plus courte, prenant d'abord le temps de faire leurs études, débiter une activité professionnelle et rencontrer un partenaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Est-ce que la pratique de la congélation d'ovocytes pour convenance personnelle, en dehors de toute indication thérapeutique existe au Luxembourg?

- Quel est le nombre de femmes ayant fait congeler leurs ovocytes à Luxembourg? De ce nombre, à combien correspond le nombre de congélations pour convenance personnelle?

- Quelles sont les indications thérapeutiques les plus courantes pour la congélation pratiquée au Luxembourg?

- À combien s'élève le coût de la congélation d'ovocytes et de leur conservation? Est-ce que ce coût est pris en charge par la CNS? Dans quelle mesure et jusqu'à quel âge?

Réponse commune (13.11.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Au Luxembourg, la congélation pour conservation d'ovocytes n'est pas pratiquée; seule la conservation de gamètes mâles est autorisée.

La conservation d'embryons congelés après fécondation est autorisée et pratiquée dans un seul centre; à savoir le service national de procréation médicalement assistée (PMA) implanté au Centre Hospitalier de Luxembourg. Suivant les renseignements fournis par ce service, la congélation d'ovocytes n'a jusqu'à présent jamais été pratiquée au Luxembourg, que ce soit dans le cadre d'une indication thérapeutique ou de convenance personnelle.

L'assurance maladie prend en charge la fertilisation in vitro (FIV) conformément à l'article 143bis des statuts de la Caisse Nationale de Santé sous différentes conditions. Ainsi, la FIV n'est pas prise en charge après ligature des trompes ou après vasectomie et le traitement par FIV est limité à un maximum de quatre essais. La prise en charge du prélèvement et de la culture d'embryons s'interrompt au jour du 43^e anniversaire de la femme.

La prise en charge de la FIV est subordonnée à une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Dans la nomenclature des actes et services des médecins trois actes relatifs à l'exploration et au traitement de la stérilité sont prévus: l'hétéro-insémination artificielle, la ponction folliculaire sous contrôle échographique et le transfert d'embryon (chapitre 6 section 3 de la nomenclature précitée).

Comme la congélation d'ovocyte seule n'est pas envisagée ni dans les statuts ni dans la nomenclature, l'assurance maladie ne peut pas prendre en charge cet acte.

Question 0636 (20.10.2014) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **plans sectoriels**:

Laut sektoriellem Plang, sinn op der N7 vum Fridhaff op d'Wämperhaart zwee Contournementer ageplangt, an zwar zu Housen an zu Hengescht. An dësem sektoriellem Plang goufen awer nach zwou Uertschaften net berücksichtig, an zwar d'Houschter-Déckt a Wäisswampech.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister fir Infrastrukturen:

1. Ginn d'Contournementer vun Hengescht an Housen véierspuereg ausgeluecht, jo oder neen? A wat ass d'Begrënnung vun dëser Décisioun?

2. Wat Contournementer vu Wäisswampech an der Houschter-Déckt ubelaangt, si fir dës Uertschafte Contournementer an der Planung? Wa jo, wéi gesäit hei d'Planung aus?

Réponse (20.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Ad 1. Fir d'Sécherheet op der N7 tëscht dem Fridhaff an der Wämperhaart ze verbesseren, huet d'Regierung folgend Moossname virgesinn:

- systematesch Verbreedderung vum aktuelle Profil op regelkonform 2+1 Spuer;

- Aféierung vu Kräizungen op zwou ënnerschiddlechen Niveaue;

- Zréckféieren op eng Mindestzuel vun den Zoufaharten op d'N7;

- Uleeë vun engem kohärenten ënnergeuerdetem Stroossennetz fir de lokalen a luese Verkéier;

- Baue vun Ëmgehungsstroosse fir d'Uertschaften Housen an Hengescht, souwéi am „Plan directeur sectoriel transports“ PST virginn an och duerch den MoDu „Stratégie globale pour une mobilité durable“ an Aussicht gestallt.

Well d'Konzept fir d'N7 ee Stroosseprofil vun 2+1 Spuer virgesäit, ginn och d'Ëmgehunge vun Housen a Hengescht esou geplangt, wat dem Verkéiersopkomme bis op Weideres gerecht gëtt.

Ad 2. Mir verfügen iwwe keng Etüden, fir d'Contournementer vu Wäisswampech an der Houschter-Déckt ze plangen. D'politesch Prioritéit läit bei den zwee zitéierte Contournementen Housen an Hengescht.

Question 0638 (20.10.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **départ à la retraite dans l'enseignement**:

Dans le cadre de sa déclaration sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»), Monsieur le Premier Ministre avait annoncé la suppression du trimestre de faveur pour les fonctionnaires publics.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre serait-il, le cas échéant, disposé à permettre aux enseignants d'arrêter leur activité professionnelle à la fin d'une année scolaire, même si les concernés ne seraient pas encore habilités à prendre leur retraite?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'encourager les enseignants à prendre leur retraite de manière générale à la fin d'une année scolaire, même si les personnes concernées atteignent l'âge légal pour leur retraite au cours de cette année scolaire, avec comme objectif de faciliter l'organisation des cours pour les établissements scolaires?

Réponse (19.11.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'enseignant qui veut prendre sa retraite doit avoir rempli les conditions prévues par l'article 3 de la loi réglant les pensions des fonctionnaires, notamment avoir 30 ans de service s'il a 60 ans d'âge respectivement 40 ans de service s'il a 57 ans d'âge.

La législation ne prévoit pas de dérogation à ces conditions, et par conséquent, il n'y a pas lieu de prévoir une exception pour les enseignants concernant les départs à la retraite.

Selon le rapport de planification des besoins en personnel enseignant et éducatif dans l'enseignement fondamental, «un certain nombre d'instituteurs reste encore en activité de service après l'âge de 60 ou 61 ans, le taux de départs à la retraite se situe environ à 70% des agents qui ont atteint ou dépassé l'âge de 60 ans au 1^{er} septembre».

Selon le rapport de planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire, «le nombre de départs à la retraite s'est stabilisé autour de 95 enseignants-fonctionnaires par an». Pendant l'année scolaire 2013-2014, 93 fonctionnaires ont pris leur retraite, six fonctionnaires avaient atteint l'âge de 68 ans et six fonctionnaires ont pris leur retraite pour cause d'invalidité. La moyenne d'âge des départs en retraite est de plus de 62 ans. 75% des enseignants prennent leur retraite à la fin de l'année scolaire et 20% à la fin d'un trimestre.

Il convient donc de constater que la très grande majorité des enseignants prennent leur retraite à la fin de l'année scolaire respectivement à la fin d'un trimestre. Pour ce dernier cas de figure, il serait en effet souhaitable, dans l'intérêt des différentes organisations scolaires, que ces enseignants prennent également leur retraite à la fin d'une année scolaire.

Question 0644 (22.10.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **accidents sur la route nationale N7**:

Au cours de ces derniers mois, les accidents sur la route nationale N7 sont devenus de plus en plus fréquents.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me présenter des statistiques détaillées sur le nombre et le genre des accidents qui se sont produits depuis 2005?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les lieux les plus dangereux du tronçon Fridhaff-Wemperhardt?

- En attendant l'installation de radars fixes et mobiles, quelles actions la police de la route se propose-t-elle d'entreprendre - notamment durant la saison hivernale - pour dissuader davantage les automobilistes qui risquent de commettre des délits de grande vitesse sur nos routes nationales?

Réponse (24.11.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Le système de géolocalisation de la police permet de retracer la localisation des accidents routiers, permettant de détecter les points noirs et de cibler les contrôles routiers.

Le système, après une période de tests, est en place depuis le 1^{er} janvier 2012. Les statistiques portant sur les accidents avec dommages corporels respectivement mortels sont joints en annexe. Considéré sur la période du 1^{er} janvier 2014 au 4 novembre 2014, un total de 43 accidents a eu lieu. Ceux-ci se répartissent en:

- 25 accidents avec blessés légers,
- 13 accidents avec blessés graves,
- 5 accidents avec blessés mortels.

Les tronçons particulièrement accidentogènes, entre Fridhaff et Wemperhardt, se trouvent à hauteur de Marnach et de Hosingen. Les raisons d'accident sont dues au non-respect des limitations de vitesse ainsi qu'aux dépassements dangereux.

Depuis janvier 2014, la Direction régionale de Diekirch a mis en place un plan d'action de surveillance et de contrôle. Entre le 1^{er} janvier 2014 et le 4 novembre 2014, la police a effectué 811 contrôles routiers sur la N7.

Au-delà, le commissariat de proximité de Hosingen a défini les contrôles routiers sur la N7 comme objectif local de sécurité.

La police maintient son dispositif de contrôle durant la période hivernale.

Question 0645 (22.10.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **formation d'enseignants du fondamental dans le cadre de la semaine européenne de l'argent**:

Durant la semaine du 9 mars 2015 aura lieu la «Semaine européenne de l'argent» («D'Woch vun de Suen»). En amont de cet événement, le 13 novembre de 17 à 19 heures dans les locaux de la Banque Internationale à Luxembourg, l'ABBL (Association des Banques et Banquiers, Luxembourg) propose aux enseignants du cycle 4.1 de l'enseignement fondamental une conférence d'information à propos de l'«éducation financière». Cette formation offre par ailleurs une certification professionnelle aux participants.

Selon l'ABBL, l'objectif de cette formation est de permettre aux enfants d'acquérir les compétences d'une gestion responsable de l'argent, notamment en les informant à propos des prêts étudiants, de l'ouverture de comptes en banque, des prêts hypothécaires, et même du financement de la pension. L'apprentissage d'une gestion responsable de l'argent, dans le cadre individuel ou collectif, est certainement une initiative louable qui incombe à l'éducation nationale.

Toutefois, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. N'estimez-vous pas qu'il soit peu judicieux de laisser le monopole de l'apprentissage de la gestion de l'argent à l'ABBL dont une grande partie des membres n'est pas étrangère à l'éclatement de la crise financière que nous traversons? Ne pensez-vous pas qu'une telle démarche n'offre qu'un point de vue limité de la question complexe de la gestion de l'argent?

2. L'ABBL est-elle bien placée pour orienter les citoyens dans le domaine de la pension publique, vu ses intérêts directs en relation avec la privatisation de ce type d'assurance?

3. Dans le cadre d'un tel apprentissage, n'estimez-vous pas que d'autres ONG ou associations œuvrant notamment dans le domaine de la dette (privée ou collective) ou dans les investissements responsables socialement et écologiquement, seraient mieux placées pour dispenser de telles formations, ou devraient au moins y être associées?

Réponse (17.11.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La question posée par l'honorable Député Justin Turpel au sujet de la formation d'enseignants de l'enseignement fondamental dans le cadre de la semaine européenne de l'argent, donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1. L'organisation de l'apprentissage de la gestion des ressources, qu'elles soient naturelles ou matérielles, appartient généralement au domaine de l'école, notamment dans le cadre du développement des compétences transversales. Par conséquent, je n'estime pas que l'ABBL dispose d'un monopole dans ce domaine spécifique.

Ad 2. Les activités proposées par l'ABBL constituent une offre à des enseignants qui s'intéressent à la thématique ou qui désirent disposer d'informations supplémentaires en relation avec un sujet d'actualité. Les titulaires visés sont assez judicieux pour juger eux-mêmes de profiter ou non de cette offre et de l'assortir, le cas échéant, d'informations provenant d'autres sources, notamment d'ONG qui œuvrent dans le vaste domaine du développement durable.

Ad 3. Il ne m'appartient pas de me prononcer sur l'opportunité des activités d'une association

qui fonctionne en dehors du champ de compétence de mon département.

Question 0654 (27.10.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gasch** (CSV) concernant la **lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie**:

Le Gouvernement allemand a récemment approuvé un projet de loi qui durcit les peines encourues par toute personne reconnue coupable d'être en possession d'images pornographiques mettant en scène des enfants. La nouvelle loi prévoit l'allongement des délais de prescription pour les poursuites judiciaires dans les affaires de pédopornographie, ainsi que l'augmentation de la durée de l'incarcération en cas de possession d'images pédopornographiques. En outre, l'attention est attirée sur la nécessité d'étendre la définition de la pédopornographie pour inclure les photos d'enfants nus prises sans le consentement de l'enfant ou des parents, même si les images en question n'entraient pas précédemment dans la catégorie des images considérées comme pédopornographiques, si elles ont circulé dans les milieux pédophiles. Ceux qui prennent et diffusent de telles images «non autorisées» d'enfants nus pourraient aussi être condamnés à l'avenir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Au Luxembourg, la police en collaboration avec d'autres acteurs combat la prolifération des images d'abus sexuel sur Internet. Cependant il semble que la définition de représentation pornographique du Code pénal fait que des sites montrant des enfants habillés, mais dans des contextes et des poses sexualisés, sont hébergés impunément au Luxembourg. Il s'agit des images centrées sur les parties génitales et la sexualité, souvent avec des vêtements impropres et renforçant la sexualisation, donc des images non adaptées à l'âge et au développement de l'enfant. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la législation luxembourgeoise vise le «child modelling» ou «child posing»?

2. Puisque ces enfants sont victimes d'abus, Monsieur le Ministre ne réfléchit-il pas à une solution pour ce phénomène, d'autant plus qu'on risque de trouver de plus en plus de matériel sur Internet où des adolescents ou jeunes enfants produisent eux-mêmes les photos ou vidéos à caractère sexuel qui peuvent être utilisées par des tiers à des fins d'exploitation sexuelle?

3. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de suivre la démarche du Gouvernement allemand ainsi que les recommandations du projet BEE SECURE Stopline et de l'ORK («Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand») faites au Ministère de la Justice et considérant les représentations décrites d'enfants habillés comme abus sur mineur?

Réponse (12.11.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Ad 1. Quant à la première question, il y a lieu de se référer à l'article 384 alinéa 1^{er} du Code pénal qui dispose que «sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 à 50.000 euros, quiconque aura sciemment acquis, détenu ou consulté des écrits, imprimés, photographies, films ou autres objets à caractère pornographique impliquant ou présentant des mineurs».

La législation en elle-même ne définit pas ce qu'il faut entendre par «pornographique» et les juridictions répressives ont eu à statuer sur cette notion.

À ce titre, les juridictions répressives font régulièrement référence à l'article 2 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants qui dispose que: «c) on entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles».

Ce Protocole a été signé par le Luxembourg le 8 septembre 2000.

Une autre formulation usuellement retenue par la jurisprudence renvoie à la notion de «représentations choquant la pudeur de par leur présentation et leur équilibre notamment d'une relation sexuelle sinon de parties intimes d'une personne».

L'éventuel caractère pornographique des images du type «child modelling» ou «child

posing» doit par conséquent être constaté par les juridictions répressives mais de tels faits sont bien susceptibles de tomber sous cette qualification pénale.

Si les autorités luxembourgeoises sont informées de l'existence d'un site, mettant en ligne des images qui rentrent dans le champ d'application de ces définitions, ce site hébergé auprès d'un prestataire de services de l'information au Luxembourg est fermé soit sur base volontaire, soit sur ordre des autorités judiciaires.

Ad 2. La réponse à la deuxième question relève moins du domaine juridique mais requiert davantage une approche pédagogique. Il est important de faire un travail de prévention pour rendre les jeunes attentifs aux risques engendrés par une diffusion de leurs photos ou vidéos sur Internet. Ce travail très important est réalisé notamment par l'initiative BEE SECURE.

Ad 3. Concernant un éventuel renforcement de notre législation, il faut souligner que notre dispositif législatif a été renforcé récemment par la loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants.

Cette loi a notamment incriminé le simple fait de consulter des images pédopornographiques et a introduit l'infraction du «grooming».

Actuellement, une nouvelle adaptation législative n'est pas envisagée, alors que les faits visés sont susceptibles de tomber sous l'infraction prévue à l'article 383 CP. Néanmoins, si la législation actuelle s'avérait insuffisante en pratique, une nouvelle réforme pourrait être envisagée.

Question 0658 (28.10.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **Cargolux**:

Partant du constat que les avions reliant l'Europe à l'Asie sont pleins, contrairement aux chargements de l'Asie vers l'Europe, la direction de Cargolux réfléchirait à la possibilité de passer des partenariats avec des aéroports allemands. Les aéroports potentiels sont Cologne, Nuremberg ou Hanovre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la société Cargolux envisage-t-elle d'opérer des vols à partir d'aéroports allemands?

- Quel est l'impact d'une telle décision sur la société Cargolux et sur le Cargo Center à Luxembourg?

- La «dual hub strategy» entre Cargolux et HNCA a-t-elle récemment connu des adaptations?

- Dans l'affirmative, de quelles adaptations s'agit-il?

Réponse commune (03.11.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

L'honorable Député Serge Wilmes souhaite avoir des précisions sur la société Cargolux.

Le Gouvernement rappelle que l'accord avec HNCA, qui porte sur la mise en œuvre d'une «dual hub strategy», donc le développement d'une part d'un hub logistique européen à l'Aéroport de Luxembourg, et d'autre part d'un hub logistique chinois à l'Aéroport de Zhengzhou n'a pas changé et sera transposé comme prévu.

Dans la logique de cette stratégie, il est évident qu'aucun vol Cargolux opérant à partir du Findel ne sera substitué par un vol au départ d'Allemagne ou d'un autre pays européen.

L'accord précité prévoit également la mise en œuvre d'une étude de faisabilité sur la création d'une «joint venture airline», étude qui se trouve actuellement en phase d'achèvement. Il importe de noter que ce n'est qu'après avoir trouvé un accord qui donne satisfaction à chacune des parties au niveau des modalités de financement, voire de gestion commerciale et administrative, que la création d'une «joint venture airline» deviendra envisageable.

Dans le contexte de la mise en œuvre de la «dual hub strategy», les responsables de luxAirport, ensemble avec leurs homologues chinois, sont en train de finaliser un accord de coopération entre les aéroports de Luxembourg et Zhengzhou. Cet accord sera signé endéans quelques semaines par une délégation chinoise qui se rendra à Luxembourg pour l'occasion.